



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries avril 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril 2013

CAUSERIE

Il est 0h40, j'attends qu'il remette le courant pour que la climatisation démarre et que je puisse enfin aller dormir, du coup j'ai formaté et mis en ligne une quinzaine de nouveaux articles. Avant j'ai regardé Thalassa en mangeant, puis un film sur TV5Monde Asie : Montarnasse Pondichéry. Comme j'ai réorganisé la maison, c'est plus agréable. Je compte bien en tirer profit pour mon boulot. Progresser, aller de l'avant, une obsession.

J'ai pris ma retraite aux environs de 40 ans et je ne le regrette pas. Il paraîtrait qu'on se ferait chier à la retraite, j'ai plutôt l'impression que les journées sont encore trop courtes... pour s'emmerder ! La solitude, c'est autre chose. Quand on pense, on n'est jamais seul, sauf si on pense à soi, alors vaut mieux penser aux autres. Pas besoin de religion pour y arriver. A plus tard.

Lundi matin.

Il y a eu 5.000 connexions au portail en mars et vous avez téléchargé 6.100 documents. La causerie de mars est en ligne au format pdf, 251 pages. Les infos en bref de mars en pdf + index, demain.

Qui a dit ?

1- *"Le travail du journaliste consiste à détruire la vérité, à mentir sans réserve, à pervertir, à avilir, à ramper aux pieds de Mammon et à vendre son pays et sa race pour gagner son pain quotidien. Vous le savez comme je le sais, alors qui peut parler de presse indépendante ? Nous sommes les pantins et les vassaux des hommes riches qui se cachent derrière la scène. Ils tirent les ficelles et nous dansons."*

Réponse : John Swinton, ancien chef du personnel du New York Times, dans un discours à ses collègues journalistes.

2- *"Le processus par lequel les banques créent de l'argent est si simple que l'esprit résiste à y croire."*

Réponse : John Kenneth Galbraith, économiste.

3- *"Le problème récurrent au cours des siècles derniers, et qui devra être réglé tôt ou tard, est celui du conflit qui oppose le peuple aux banques."*

Réponse : Lord Acton, Lord Chief Justice of England, 1875.

4- *"Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est sans doute le tour de passe-passe le plus étonnant qui fut jamais inventé. Les activités bancaires ont été conçues dans l'iniquité et sont nées dans le péché. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez-leur, mais si vous leur laissez le pouvoir de créer l'argent, d'un petit coup de plume ils créeront assez d'argent pour la racheter ... Otez-leur ce grand pouvoir, et toutes les grandes fortunes comme la mienne disparaîtront comme elles devraient le faire, et alors nous aurions un monde meilleur où il ferait meilleur vivre. Mais si vous voulez continuer d'être les esclaves des banques et de payer le coût de votre propre esclavage, laissez les banquiers continuer à créer l'argent et à contrôler le crédit."*

Réponse : Sir Josiah Stamp, directeur de la Banque d'Angleterre (1928-1941, réputé 2e fortune d'Angleterre à cette époque).

Voilà deux thèmes qu'il faut développer parallèlement à l'axe politique contre les institutions de la Ve République pour une République sociale : démasquer et combattre les médias aux ordres, soumis à la finance, conquis à l'idéologie néolibérale, acquis au gouvernement mondial, donc ses institutions, et expliquer comment fonctionne la société sur le plan économique, rendre accessibles aux travailleurs les bases de l'économie sur lesquelles reposent le capitalisme et la manière dont l'oligarchie financière s'y prend (dette, crédit, banque, consommation, monnaie...) pour les enchaîner à leur système économique qui conduit la société et le monde au chaos, à la guerre.

Ces trois axes de combat présentent l'avantage de comprendre l'ensemble des acteurs et des rapports qui existent dans la société, leurs représentations, dans la perspective du renversement de l'ordre établi, d'une société meilleure et plus juste, du socialisme.

J'arrête là, je vais consacrer quelques heures à faire du rangement dans mon disque dur. On fera un nouveau point sur la situation dans quelques jours.

ACTUALITE EN TITRES

[La solution à la crise : baisser le salaire minimum, mieux, le supprimer.](#)

- Non, le salaire minimum ne protège pas du chômage les plus défavorisés : la preuve - Atlantico.fr

Si l'on combine un salaire minimum trop élevé avec des subventions étatiques payées à ceux qui ne travaillent pas, du style RSA, alors le résultat est certain : le chômage augmente.

Si le salaire minimum est fixé trop haut, les moins compétents et/ou les moins bien formés, c'est-à-dire souvent les plus défavorisés, ne peuvent trouver un travail puisque leur "coût" pour les entreprises est supérieur à leur rentabilité. - Atlantico.fr 31.03

[Enfumage. La fumée s'est déjà dissipée.](#)

- Réforme des retraites : il va falloir travailler plus longtemps - LePoint.fr

Après Hollande, Ayrault annonce qu'il ne touchera pas à l'âge légal du départ en retraite. Mais il va jouer sur la durée de cotisation. LePoint.fr 31.03

[Celui permanent de la troïka.](#)

- La crise économique peut-elle entraîner des coups d'Etat en Europe ? - Atlantico.fr

[L'honneur perdu.](#)

- 563 décorés de la Légion d'honneur pour Pâques - Liberation.fr

[Antisocialisme.](#)

- Le chef du SPD allemand prend la défense de Hollande - AFP

L'émir des talibans.

- Bureau des talibans à Doha: entretiens de l'émir du Qatar avec Hamid Karzaï - AFP

[Haut de page ↗](#)

Le 2 avril 2013

CAUSERIE

Notre portail est internationaliste... et francophone avec de nombreux articles en provenance de Belgique, du Canada, des Etats-Unis, d'Amérique latine et d'Afrique, de Syrie et d'Iran aussi. Normal, son auteur vit en Inde, citoyen du monde... En restant en France entre Français j'aurais l'impression d'étouffer.

Soyons de bonne humeur. Le bureaucrate se connecte sur Internet et fait le tour du monde sans lever les fesses de son fauteuil par crainte que son centre de gravité situé au niveau de son nombril ne se déplace ou tombe plus bas, nous, nous avons une fesse assise sur chaque continent et du coup c'est cet équilibre qui assure notre indépendance ou notre liberté d'esprit.

Je vous conseille la lecture (téléchargement dans le dossier : Néo conservateurs, Bilderberg, Trilatérale, Carlyle Group. Goldman Sachs...) de l'article suivant : *La monnaie, le système bancaire et le système de la Réserve Fédérale*. Présentation rapide.

- L'article d'origine est intitulé "*Money, Banking, and the Federal Reserve: the Complete Transcript*". Il s'agit du texte en anglais complet d'une vidéo visionable sur Youtube.

L'auteur de ce fichier écrit : L'article suivant est le meilleur qu'il m'ait été donné de lire sur le sujet de la monnaie, des banques et de la Réserve fédérale. Certaines situations et déclarations peuvent être mises en parallèles avec ce qui se passe aujourd'hui, non seulement aux Etats-Unis, mais aussi chez nous. (<http://lereveilmondial.over-blog.com>)

Les analyses que contient ce document ne correspondent pas à celle que nous faisons du capitalisme et n'explique pas ou sont contredites par les crises qu'il engendre inexorablement ainsi que son effondrement. Mais il est bourré d'informations fort utiles pour comprendre comment fonctionnent la monnaie et la Fed et au-delà pour ceux qui ont en tête les contradictions du capitalisme...

Un courriel reçu

"Résistance, collectif de membres du Parti Communiste Français (fédération du Nord, section de Lille), souhaiterait vous inviter à faire partie de ses fidèles lecteurs. Fraternelles salutations."

Bien à vous, nous ne sommes pas sectaires et nous saluons tous les militants qui se connectent sur notre portail d'où qu'ils viennent. La confrontation des idées ne peut être que salutaire à la cause commune pour laquelle nous nous battons, ne la craignons pas, ne craignons pas le socialisme.

Comme disait je ne sais plus qui, l'essentiel n'est pas de savoir qui a raison ou tort mais d'aller de l'avant. Laissons la lutte des classes déterminer quelle position ou ligne politique était correcte et évitons de nous ériger en procureur, nous pourrions nous-même un jour ou l'autre être la victime d'un tel procédé détestable dans nos rangs.

Je me suis couché de bonne heure, à 21h30, parce que j'étais crevé, du coup je me suis levé à 4h ce matin. J'ai encore fait le cauchemar qui revient très souvent : j'étais perdu, quelque temps avant j'étais en compagnie de gens qui ne m'avaient pas attendu et je me suis retrouvé en pleine nature sur une route à l'entrée d'un village où il y avait un château genre château de la Loire, quand j'étais gosse avec mes parents on s'en était fait un paquet, j'ai continué plus tard avec mon ex-épouse, par contre on avait délaissé les cathédrales et les églises, en Inde du Sud, à part des temples il n'y a pratiquement rien à visiter.

Bref, je me suis réveillé tellement dépaysé et transporté plusieurs siècles en arrière, un peu comme en Inde quoi, que des idées me sont venues immédiatement à l'esprit pour alimenter notre causerie du jour.

Le beauf est dans le pré. L'amour vache pour tous n'attend pas : camarades salopards (FdG) unissons-nous pour le meilleur, pour nous, pour le meilleur pour les autres ! Ils ont le sens de l'équité et de la solidarité : un pour tous, tous pourris. Quant à la liberté, il faudra encore attendre, ils l'ont confisquée. Ce pourraient être des idées anarchisantes j'en conviens, à ceci près que la liberté n'appartient à personne, dans le cas contraire elle n'existe tout simplement pas.

Puis j'ai téléchargé les articles de presse de la journée et j'ai bu un deuxième café. J'ai fait griller du pain avant qu'il devienne impropre à la consommation, je l'ai acheté avant-hier et il commençait à fermenter. En cassant la croûte m'est venue une autre idée.

Les ONG ont trouvé un terrain favorable pour se développer dès le début, aux alentours des années 70-80, parce que déjà à l'époque les services sociaux de l'Etat étaient déficients, leur cher Etat devant lequel ils se prosternent a toujours laissé pour contre des couches de travailleurs, pas celles dont leurs représentants font acte de soumission envers lui à la moindre occasion, plus généralement parce que les droits les plus élémentaires de millions de travailleurs n'ont jamais été satisfaits, ne serait-ce que celui de percevoir un salaire permettant de vivre normalement.

Je l'ai vécu, je m'en souviens, c'est gravé dans ma chair et ma tête, et si aujourd'hui je bénéficie d'un niveau de vie relativement confortable, je ne peux m'empêcher de me mettre quotidiennement à la place de ceux qui n'ont pas cette chance.

Cette idée m'est venue à l'esprit parce que j'ai failli m'engueuler avec l'assistante sociale du consulat de France à Pondichéry qui au lieu de m'écouter m'a conseillé avec insistance de dire à mon épouse de s'en remettre à l'assistante sociale de la clinique où elle était hospitalisée. Or, en sept ans, cette personne n'a jamais aidé mon épouse en quoi que ce soit, là elle lui a conseillé de monter au 4e étage en rééducation pendant trois mois, autrement dit de faire gagner du fric à cette clinique de malheur, mon épouse a refusé, elle s'est engueulée avec elle et le médecin, elle a signé une décharge et elle a quitté la clinique sur le champ, elle a préféré rentrer chez elle, sans chauffage. Entre assistante sociale, c'est le corporatisme qui domine, voilà ce que j'ai pu constater une nouvelle fois. Voilà pour l'Etat.

C'est donc le Secours populaire qui va aider mon épouse, pour remplir ses papiers et faire de nouvelles démarches pour obtenir un logement décent. C'est pitoyable d'en arriver là. Mon épouse est une brave femme, elle a parfois des comportements stupides, qui n'en a pas entre nous, mais il lui faut être utile aux autres, c'est un trait de sa personnalité, sinon il lui manque quelque chose dans la vie, du coup elle se sent à l'aise dans cette association. Je me suis passé de critiquer cette démarche puisqu'elle est animée de bonnes intentions. Elle n'est pas seulement bénévole trois jours par semaine, elle participe à leurs réunions et m'en touche deux mots parfois, du coup je sais un peu ce qui s'y passe, le meilleur et le pire évidemment. Ce sont eux qui ont appelé les pompiers quand elle s'est évanouie dans leurs locaux il y a 10 jours. Les pompiers d'Aubagne la connaissent, ce n'est pas la première fois que cela lui arrive. Le lendemain de sa sortie, il a fallu qu'elle aille à la caserne les remercier. Hier elle est allée à l'église, elle est hindoue, alors qu'en Inde elle ne fout pratiquement jamais les pieds dans un temple, elle a prié pour les pompiers d'Aubagne m'a-t-elle dit au téléphone. Je lui ai répondu que c'était bien. Staline a martyrisé les croyants (un reportage en Sibérie hier soir aux infos de TV5Monde Asie), nous les bolcheviks nous leur permettrions de pratiquer leur religion aussi longtemps qu'ils le souhaiteraient.

Pour revenir à l'assistante sociale du consulat, je pensais avoir à faire à une personne ouverte, comment dire, évoluée ou à l'écoute des misérables citoyens que nous sommes, pas de bol, elle est de la région d'Aubagne ou peut-être même d'Aubagne et elle connaît l'assistante sociale de la mairie pour avoir prononcé son nom devant moi alors que je ne l'avais pas citée, je sais dorénavant que je n'ai plus rien à en attendre pour mon épouse qui n'a pas d'autre alternative que de se tourner vers le Secours populaire.

Pour conclure je vais vous dire ce que cela m'inspire : on est les otages de ces gens-là, ces fonctionnaires agissent comme des potentats locaux, ils ont le pouvoir de vous aider ou non, de débloquer ou non une situation, au gré de leur humeur, de leur état d'âme, de considérations (corporatistes) qui n'ont rien à avoir avec leur mission, au bout du compte ils favoriseront telle ou telle personne selon qu'elle leur revient ou non.

Pourquoi mon épouse lourdement handicapée et qui était correctement logée a été mise en demeure de déménager dans un logement insalubre où venait d'avoir lieu un suicide ? Ils ont même menacé de l'expulser si elle refusait. Je vais vous dire un truc, j'ai posé cette question à l'assistante sociale, elle n'a pas voulu m'écouter, selon elle la question n'est pas là, et bien moi je vais y répondre : par favoritisme pour loger à sa place une personne que connaissait je ne sais pas qui, le maire, un de ses adjoints ou l'assistante sociale de la mairie d'Aubagne.

J'arrête là je tombe de fatigue, je n'arrive même plus à garder les yeux ouverts, il est 13h15.

ACTUALITE EN TITRES

Hésitation, que craignent-ils ?

- La France a-t-elle réussi sa réforme du marché du travail ? - L'Expansion.com

- Pourquoi il est absurde de penser qu'on pourrait aujourd'hui importer à l'identique les réformes Hartz de Schroeder en France

- Atlantico.fr

Une obligation et un devoir.

- Retraites : on va devoir travailler encore plus longtemps - LeParisien.fr

On va devoir rien du tout, mais au fait quel parti ou syndicat emploie ce langage aujourd'hui, défend la retraite à 50 ou 55 ans ? Ah ben non, si déjà on arrivait à sauver la retraite à 65 ans au lieu de 70 ce serait déjà une sacrée avancée sociale ! Voilà sur quelle ligne ils sont : la capitulation en rase campagne, la soumission complète au capital. On aura l'occasion de le vérifier une nouvelle fois en juillet prochain.

Un syndicat ouvrier aurait eu cette attitude : voilà nos revendications, sur quelle base nous voulons bien discuter avec vous, vous n'êtes pas d'accord, alors la discussion est terminée, nous allons en rendre compte aux travailleurs, ensuite nous nous mobiliserons...

Bonne nouvelle d'Espagne.

- Madrid reverrait à la baisse la variation 2013 de son PIB à -1% - Reuters

- Baisse de 14% des ventes de voitures neuves en mars en Espagne - Reuters

Provocation. Après le hold-up sur la classe moyenne, légalisons officiellement le casino !

- Chypre envisage casinos et avantages fiscaux pour son économie - Reuters

Parole d'escroc...

- Chypre : l'enquête sur la crise n'épargnera personne, promet le président - LePoint.fr

... la preuve :

- Délits d'inités à Chypre : des noms de sociétés et les montants retirés dévoilés - protothema.gr / Le Journal du Siècle 01.04

Les transferts d'argent qui représentent très souvent des montants astronomiques ont eu lieu 15 jours avant la fermeture du système bancaire, soit entre le 1er et le 15 Mars 2013. Ces sociétés semblent donc avoir eu des informations sur une taxation imminente des dépôts situés dans les banques chypriotes.

Le gouvernement de Nikos Anastasiadis est fortement exposé, puisque dans certains cas les transferts de fonds vers l'étranger ont été faits par des sociétés et des personnes proches ou liées directement au Président de la République, comme Loutsios, qui, trois jours avant la décision de ponctionner les dépôts, transféra 21 millions d'euros sur un compte bancaire britannique.

Voici les listes avec les noms des sociétés et individus qui ont retiré leurs dépôts de Chypre au cours de la période du 1er au 15 Mars. Pour la première colonne, il s'agit des noms des entreprises et des particuliers, puis des montants retirés, la balance des paiements ensuite, la monnaie utilisée et la date du transfert. (figurait ensuite les listes en question, avec les montants et les dates, disponible à l'adresse suivante : <http://lejournaldusiecle.com>)

Et ce brave Parlement tant chéri par certains, il en dit quoi, il fait quoi ? Yan Legoff répondez, allez on attend votre réponse. Mais voyons, il parle, il parle, comme ces bavards qui l'admirent ! Entre nous, il est mouillé jusqu'à l'os leur cher Parlement. Chut ne perturbez pas la petite vie tranquille des bureaucrates !

Au fait, et en Grèce ont-ils rapatrié les quelque 300 milliards d'euros qui ont fui le pays depuis 2008 ? Bien sûr que non. Et en Espagne, en Italie ? Même réponse. Elles sont chouettes les institutions dans ces pays, on a vraiment envie de les garder, non ? Ah ces révolutionnaires, des bras cassés ! Vous n'y tenez pas, nous non plus, une République sociale débarrassée de cette vermine ferait notre affaire.

En Grèce comme en Espagne il fallait faire campagne sur ce thème, ne pas lâcher le morceau, cela permettait de mettre en relief la corruption des institutions, de dévoiler leur véritable nature, un argument accessible à tous les travailleurs qui posait les bases d'un véritable combat contre les institutions, de rassembler les militants et les travailleurs sur cet axe dans la perspective de les liquider, d'un gouvernement ouvrier... Au lieu de balader les travailleurs à Bruxelles, Frankfurt ou Washington.

Un marché sordide et juteux

- L'Inde refuse une demande de brevet de Novartis - Reuters

Entendu hier aux infos sur TV5Monde Asie, une avocate a dit que le traitement coûterait environ 70 dollars par mois à un patient au lieu de 4.000 si la demande de Novartis avait été validée.

A Pondichéry, le salaire minimum mensuel est d'environ 5.000 roupies, 70 dollars, cela fait 4.900 roupies, 4.000 dollars cela donnerait 28.000 roupies, dans tous les cas de figure ce traitement anticancer demeure inaccessible à la majorité de la population car il vient en complément d'autres médicaments.

La Sécurité sociale n'existe pas ici. Il est possible cependant d'obtenir des médicaments gratuitement en passant par les hôpitaux publics, ils sont distribués au coup par coup lors de chaque consultation après des heures ou des jours d'attente. La Cour suprême indienne n'est pas philanthrope pour autant, ce marché est évalué à 20 milliards de dollars d'ici 2020, elle défend les trusts pharmaceutiques indiens.

Les prédateurs haineux de la troisième multinationale pharmaceutique mondiale n'ont pas tardé à réagir de la pire des manières.

- «*Cette décision est un revers pour les patients et cela va freiner les progrès médicaux pour des maladies sans options de traitement efficace*», a dénoncé le groupe qui a enregistré un bénéfice net de 9,6 milliards de dollars (7,4 mds EUR), en 2012. liberation.fr 01.04

Pour éviter de "*freiner les progrès médicaux*" à venir, il existe une solution : on les exproprie sans leur verser un centime et l'affaire est entendue.

ACTUALITÉ DU JOUR

La collaboration de classes doit être la norme, la règle.

Interview lexpansion.com du 1er avril. Extraits.

L'accord sur la sécurisation de l'emploi est-il une réponse à la crise sociale que traverse le pays?

Laurent Berger - il donne "*plus de place au dialogue social*"...

Pourquoi la CFDT a-t-elle accepté une réforme de la procédure des plans de sauvegarde de l'emploi?

Laurent Berger - Pour donner, là aussi, plus de poids au dialogue social. lexpansion.com 01.04

Syndicats et travailleurs doivent monter au créneau pour sauver le capital

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Qatar

C'est l'histoire de la petite grenouille, qui veut être aussi grosse que le boeuf, et qui finit par éclater ! Alors que le Qatar nourrit des ambitions impériales, les querelles de pouvoir, qui déchirent, depuis des années, la dynastie Al-eThani semblent prendre une tournure très dangereuse. Les deux extrémités de cette guerre impitoyable, pour le pouvoir, sont l'émir, lui même, et son ministre des A.E. Selon "Al-Akhbariya", qui se réfère aux vidéos et aux images, Cheikh Hamad ben Khalifa Al-e Thani est, gravement, malade, et son ministre des A.E, profitant de cet situation, le regarde comme une proie prête à être consommée.

Dans le camp d'en face, l'émir qui hait, de plus en plus, le ministre Jassem, ne cesse de le harceler : il vient d'ordonner l'arrestation

de 16 des conseillers et proches de son MAE, au sein des services de renseignements, qui "ne travaillent pas bien, puisque Assad est toujours au pouvoir"! Hamad a dépossédé Jassem d'une partie de ses prérogatives et veut le limiter encore plus, dans l'exercice de ses fonctions. Selon "Al-Akhbar", les querelles entre le vieux (Hamad) et le jeune loup (Jassem) n'est pas prêt de finir et les entre-déchirements s'approfondissent, de jour en jour. french.ir 01.04

2- Syrie

Une ex-journaliste de la chaîne américaine CNN fait d'intéressantes révélations. Amber Leon affirme que la chaîne en question ne cesse de falsifier "*les réalités liées à l'Iran et à la Syrie*", et s'est fixée, pour mission, celle de nourrir les campagnes d'intoxication contre ces deux Etats. Amber Leon a été licenciée, pour avoir osé couvrir les événements de Bahreïn, et avoir publié un rapport, sur les cas de violation des droits de l'Homme commis par la police américaine.

Cette journaliste, primée trois fois, de 2006 à 2008, pour avoir produit les meilleurs reportages, dénonce "*l'orientation politique imposée par les directeurs de la chaîne, aux journalistes et aux reporters*". "*Ce sont ces mêmes directeurs, qui dictent que dire de l'Iran et de la Syrie et comment le dire*". "*Cette manière de faire est destinée à justifier, auprès de l'opinion publique, les pressions que subissent la Syrie et l'Iran, de la part des Etats Unis et de leurs partenaires*". "*Le même scénario a été suivi, avant l'invasion de l'Irak, en 2003*". Leon a traité CNN de chaîne, qui produit, sur ordre et dans le sens des intérêts et des objectifs de l'OTAN. french.ir 01.04

Messieurs les valets de l'impérialisme américain, Hollande, Ayrault, Le Drian et Fabius, vous ne pourrez pas dire que vous ne saviez pas.

3- Turquie

Kemal Kiliçdaroglu, Le leader du Parti républicain du peuple, en Turquie, CHP, le plus grand parti d'opposition du gouvernement, dans ce pays, a déclaré que les critiques augmentent, de jour en jour, contre le gouvernement d'Erdogan, en raison de ses soutiens aux groupes armés, en Syrie.

Selon Press TV, Kemal Kiliçdaroglu a critiqué les politiques du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, envers la crise syrienne, avant d'ajouter que les paramilitaires, soutenus par les étrangers, qui luttent contre le gouvernement de Bachar al-Assad passent leurs formations, sur le sol turc. Le leader du CHP, en réitérant que la Turquie envoie des armes, pour les terroristes, a indiqué que le parti de la Justice et du développement, (AKP), importent les groupes armés d'autres pays, puis, les envoie, en Syrie. french.ir 01.04

SOCIAL

1- Tunisie

Les centres d'appels en Tunisie du géant français Téléperformance tournaient au ralenti lundi, premier jour d'une grève de 72 heures en raison d'un conflit entre la direction et ses employés.

"*La grève est suivie à 80%*", a déclaré à l'AFP Mongi Ben Mbarek, qui dirige la section poste et télécommunications du principal syndicat du pays, l'Union générale tunisienne du travail.

Réagissant à cette affirmation dans un communiqué, Téléperformance a de son côté souligné que "*le taux de suivi (de la grève) à 14H00 était de 53% dans les centres (...) et non 80% comme indiqué par les syndicalistes*".

Les grévistes réclament une hausse des salaires, l'annulation des licenciements d'une demi-douzaine d'employés en février dernier et l'application d'une convention de 2010 sur l'évolution des carrières. Une réunion de conciliation a échoué le 29 mars.

Les syndicalistes appellent par ailleurs à une manifestation mardi à 13H00 GMT devant le siège de l'entreprise à Tunis. AFP 01.04

2- Egypte

Les autorités égyptiennes ont relevé lundi de 60% le prix de la bonbonne de gaz butane à usage domestique 48 heures avant l'arrivée au Caire d'une délégation du Fonds monétaire international chargée de négocier les conditions d'un prêt de 4,8 milliards de dollars au plus grand pays du monde arabe.

Pour les entreprises, le prix de la bonbonne augmentera de 100%.

La bonbonne de butane passe désormais à huit livres égyptiennes (1,18 dollar) pour les ménages. Bien qu'il s'agisse d'une forte hausse, les Egyptiens s'étaient habitués à payer jusqu'à 50 livres la bonbonne l'an dernier au marché noir. Depuis, ces chiffres sont tombés entre dix et 15 livres pièce, d'après les médias égyptiens.

Le gouvernement du président Mohammed Morsi, issu des Frères musulmans, fait l'objet de pressions de la part du FMI pour qu'il allège les subventions d'Etat au secteur de l'énergie. Ces dernières grèvent lourdement le budget, au risque de déclencher un nouveau soulèvement dans une population déjà durement éprouvée par la crise économique.

L'augmentation du gaz butane, la première depuis deux décennies, s'inscrit dans le cadre d'un plan gouvernemental visant à réduire le coût des subventions au secteur de l'énergie, a indiqué un responsable du ministère des Approvisionnements.

Une délégation du FMI est attendue mercredi dans la capitale égyptienne pour une nouvelle série de discussions sur l'octroi d'un prêt massif à l'Egypte. Reuters 01.04

En Inde, à Pondichéry elle est de 7 dollars environ, très chère.

[Haut de page ↗](#)

Le 3 avril 2013

CAUSERIE

Il fait trop chaud pour en faire plus... et ce n'est pas un grossier mensonge !

Le boeuf était du cheval, la bouffe en général, les médicaments, les vêtements, les cosmétiques et même les jouets contenaient des produits chimiques hautement toxiques pour le cerveau et le fonctionnement de certains organes...

Non, pas possible, dans quel monde vivons-nous ! Ah qui le dites-vous ma bonne dame, on ne cesse de dire qu'il faut faire table rase mais personne ne veut nous écouter !

On a été élevé dans le mensonge, on a grandi dans le mensonge, c'est même les pires mensonges qui ont fait les grands hommes et les plus petits, si, si. Quand on affirme que le capitalisme repose sur le vol, on nous traite de menteur. Mais qui au fait ? Des menteurs. Mais alors, c'est peut-être la vérité, la vérité avec laquelle on fait les révolutions.

- Et les institutions au service de l'intérêt général et non des capitalistes, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.
- Et la guerre contre l'Irak, l'Afghanistan, la Serbie, la Libye, la Syrie, le Mali, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.
- Et Hollande, un président socialiste, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.
- Et le PS un parti ouvrier, proche des intérêts des travailleurs, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.
- Et tout ce qu'on peut lire dans la presse nationale ou entendre à la télévision, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.

Et tout ce qu'on a appris en cours d'histoire à l'école et à l'université, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.

Et le socialisme que l'on identifie au stalinisme, le communisme au régime de la Corée du Nord, c'était vrai ou un mensonge ? Devinez.

Dévastateur ce scandale pour peu qu'on sache l'utiliser, qu'on ait la volonté de l'utiliser pour servir notre cause, là c'est une autre histoire. Mensonge ou vérité ? A vous d'en juger.

ACTUALITE EN TITRES

Qu'est-ce qu'ils ont tous à vouloir refaire une peau neuve au PS ?

- L'UDI demande l'exclusion de Cahuzac du PS - LePoint.fr

Attendez, il faudrait tous les exclure pour imposture ces antisocialistes !

Il a manqué d'imagination le 1er avril !

- Aveux de Cahuzac : Jacob a "du mal à imaginer que Hollande et Ayrault n'aient pas été au courant" - LePoint.fr

Avant la tête...

- Affaire Cahuzac - Montebourg : "Les bras m'en tombent" - LePoint.fr

Pris à leur propre piège...

- Sonnés, les socialistes se sentent «trahis» par Jérôme Cahuzac - LeFigaro.fr

Lestons-le un peu plus pour qu'il coule.

- Affaire Cahuzac : climat très lourd sur le bureau national du PS - LeMonde.fr

600.000 euros à ce prix-là on peut se permettre tous les remords du monde.

- «Dévasté par le remords», Jérôme Cahuzac reconnaît avoir détenu un compte en Suisse - LeFigaro.fr

Un leurre qui couvre un grossier mensonge

- Le débat lèvera les «incompréhensions» sur l'accord travail, estime Sapin - Liberation.fr

Lobotomie et eugénisme au programme.

- Barack Obama lance un programme de recherches sur le cerveau - Reuters

Mensonge mondial

- La Banque mondiale veut faire disparaître "l'extrême pauvreté" d'ici à 2030 - AFP

Quant à la pauvreté, on s'en accommodera, normal, elle est amenée à se généraliser.

ACTUALITÉ DU JOUR

Leur moral et la nôtre. Défendre l'indéfendable ou la spirale de l'infâmie perpétuelle.

Cahuzac, l'homme ou ce qu'il en reste, ne nous intéresse pas, je n'ai pas de microscope sous la main pour examiner et disséquer cette vermine, sorte de protéine primitive informe et dégénérée.

Chirurgien ou médecin est sans doute l'un des plus nobles métiers du monde, que nombreux malheureusement épousent non par vocation ou humanisme mais pour se faire un nom, une réputation, un statut social, et s'enrichir évidemment. Je dirais même qu'au fil du temps, les plus vertueux d'entre eux finissent corrompus et cèdent à l'idée que leur service si indispensable à la population n'est pas rétribué à sa juste valeur, bref, que la société ou l'être humain est bien ingrat à son égard.

L'homme est ainsi fait qu'il ne peut rien concevoir ou faire très longtemps sans en attendre quelque chose en retour, qu'il le reconnaisse ou le nie n'y changeant rien d'ailleurs. Même lorsqu'il bénéficie d'un statut confortable et enviable par une grande partie de la société, il vient toujours un moment où il ne peut plus s'en contenter, il se lasse le malheureux, on pourrait l'admettre,

mais à condition seulement qu'il l'assume honnêtement.

Il en va ainsi dans une société basée sur les inégalités et l'injustice, et où le pouvoir et la richesse corrompent tous les esprits ou presque qui bénéficient de ce privilège qui finit par leur monter à la tête, leur pourrir l'existence paradoxalement.

Il y a fort longtemps, je suis sorti avec une fille dont le père était capitaine à bord d'un yacht d'un milliardaire basé à Cannes, qui pour tuer le temps en était arrivé à passer des après-midi entières à regarder des matchs de football allongé dans une chaise longue sur le ponton de sa modeste embarcation. J'avais 20 ans et je n'avais pas encore développé une conscience politique, cependant spontanément je me suis dit que notre bonhomme devait avoir un sérieux problème dans sa tête pour être aussi riche et perdre son temps dans une activité aussi insignifiante, j'étais très pauvre et sans avenir et je me suis dit : quel gâchis, quelle injustice ! Ma copine m'a largué peu de temps après, j'étais trop pauvre pour elle, elle n'a même pas voulu me présenter à son père.

Si la plupart des nantis finissent par verser dans l'excès, accumulation démesurée de richesses, luxure, perversité où sont souvent liés drogue, sexe, et trafic en tout genre, le néolibéralisme a amplifié cette tendance innée au capitalisme en se libérant de toute réglementation, de tout principe, y compris moraux, psychologique ou individuel, il a fait sauter les obstacles à tous leurs fantasmes, il l'a banalisé, normalisé en quelque sorte au point qu'il soit obligatoire d'y souscrire sous peine de passer pour ringard ou archaïque.

De la même manière, il est de bon ton de s'afficher, d'attirer l'attention des médias, d'avoir une vie publique bien remplie comme ils disent, de faire partie ou de s'afficher avec la jet-set ou d'embrasser une carrière politique qui à défaut de réhausser votre statut social vous permettra de vous distinguer du lot, vous avez besoin d'exister et que l'on parle de vous, à votre avantage de préférence, car la richesse ne peut pas suppléer à l'oubli et à la solitude. Par dessus tout, il manque toujours un petit quelque chose à ces gens-là pour qu'ils soient véritablement heureux, et la vie tumultueuse ou trépidante qu'ils peuvent mener ne leur fait jamais oublier très longtemps le désert sentimental qui les entoure avant que la lassitude ne les étreigne à nouveau, le cauchemar qui les mine, les ronge, leur font commettre des folies aussi.

Cela s'applique davantage aux petits riches comme notre chirurgien député et ex-ministre, les très riches et les hyper riches vivent dans un autre monde à part, plus discrets ou réservés, leur pouvoir de domination et de nuisance sur le monde suffit à leur bonheur, ils passent leur temps à l'entretenir et à l'accroître, c'est leur raison de vivre.

Tout était donc faux. Propos relévéés de Cahuzac.

- *"Je ne souhaite rien tant que clouer définitivement le bec des calomnieurs. Je redis que je n'ai jamais ouvert ou possédé de compte à la banque UBS, en Suisse ou ailleurs à l'étranger. Jamais"*, insiste-t-il. lemonde.fr 20.12.2012

- Il s'agit (l'idée de taxer en France les expatriés - ndr), a expliqué le ministre délégué au Budget "d'éviter que ceux qui décident de vivre en dehors de nos frontières s'exonèrent par là-même des obligations fiscales que ces personnes ont à l'égard de leur pays dans lequel elles sont nées, elles ont grandi, elles ont été éduquées, formées, le plus souvent où elles ont rencontré la prospérité sinon la fortune". *"Bref un pays auquel elles doivent beaucoup et dont elles ont tort, me semble-t-il, de s'exonérer des charges que celui-ci leur demande d'acquitter afin d'être redressé"*, a-t-il ajouté. publicsenat.fr 21.12.2012

- *"compte tenu de la faiblesse de la conjoncture actuelle, il n'est pas question de demander d'efforts nouveaux aux Français"*,

- *"Cela peut être douloureux mais c'est nécessaire."*

- *"plus les efforts sont rudes, plus la pédagogie est nécessaire"*.

- *"Nous sommes chargés de relever le défi de l'ajustement de nos comptes dans un contexte économique très difficile. Le plus simple est d'assumer cette difficulté, de dire la vérité aux Français"*. Reuters 10.03

Que dire encore ?

N'allez pas croire qu'il y en aurait un seul qui vaudrait mieux que les autres au sein des partis institutionnels, car pour camoufler autant de vérités et soutenir autant de mensonges quotidiennement dans différents domaines, sur les guerres, les banques, les origines de la crise du capitalisme, etc. pour adhérer à la pensée unique qui appartient à la droite comme la gauche, relayée pas les médias officiels, les uns et les autres agissant hypocritement ou par facilité, dans certains cas pour éviter la polémique ou d'avoir à justifier des positions inconfortables, dans d'autres cas pour les renier aussitôt, finalement motivé avant tout par la soif du pouvoir et agissant pas pure cupidité, intérêt personnel, ils sont à l'image du capitalisme, du régime et de la société en décomposition, et il ne peut pas en être autrement pour occuper la place qui est la leur de serviteur de l'ordre établi. Il peut exister des degrés dans l'infâmie sans toutefois la transformer en son contraire

Qu'on se souviennent que l'ordre établi repose principalement sur l'ignorance des masses, ignorance savamment entretenue à coups de mensonges quotidiens, mille fois reproduits à la fois par ceux qui sont au pouvoir et son opposition officielle, ceux qui se relaient au pouvoir depuis que le capitalisme existe, les hommes ou les représentants officiels et officieux du capital passent, le capitalisme demeure et les générations de travailleurs exploités et opprimés se succèdent. Ainsi l'infâmie est partagée et permanente entre ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui y aspirent.

On savait qu'Obama était le clone de Bush, nous avions prévu qu'Hollande serait celui de Sarkozy, chaque fois en pire puisque la crise du capitalisme et la situation internationale ne cessent de s'approfondir et de se tendre. Cela valait pour leur entourage. En régime capitalisme, le détenteur du sceau de l'infâmie se tient au sommet de l'Etat, sans qu'il en soit forcément celui qui en fait le plus grand usage, mais les exceptions sont exceptionnellement rares.

Quand vous êtes lancé dans une féroce compétitivité avec vos concurrents pour vous enrichir ou vous élever à un statut social supérieur, votre conscience personnelle s'efface, pour peu que vous en ayez eu une un jour, disparaît au profit de ce principe qui guide dorénavant vos pensées, vos faits et gestes, et ce principe pour être sordide, cynique, vous serez pris dans un engrenage infernal qui vous forcera à tout justifier, à recourir aux pires trahisons si nécessaire, tous les rapports que vous entretenez avec votre entourage ou le monde extérieur seront faussés et porteront désormais la marque de cette infâmie que rien ni personne ne peut excuser ou pardonner.

Tous menteurs comme des arracheurs de dents.

On ne va reproduire les déclarations des uns et de autres tous plus hypocrites les uns que les autres, on en relèvera une qui l'est peut-être plus que les autres. Quand ils ne sont pas menteurs, ils sont amnésiques ou font preuve d'une mémoire très sélective, qui les arrange. Ils mentent aussi pas omission. Nous avons à faire à des professionnels dans l'art de mentir et tromper les travailleurs et les militants, c'est leur véritable profession, de foi.

- Mélenchon sur Twitter et sur RTL : "*Où s'arrête la chaîne du mensonge ? Qui savait et n'a rien dit ?*" lepoint.fr 02.04

Mélenchon a milité pendant plus de 30 ans au PS, et il ne savait rien de l'histoire épouvantable de ce parti passé de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages il y a 99 ans.

Il a été jusqu'à accepter de devenir ministre de Chirac, mais il ignorait qu'il appartenait au parti de l'ordre.

Il a raison en ce qui le concerne et ses semblables, "*la chaîne du mensonge*" est sans fin pour s'être allié avec les restes nauséabonds du stalinisme.

Quand il a rejoint le PS après avoir quitté l'OCI, il ne pouvait pas prétendre qu'il ne savait pas à quoi s'en tenir à propos du PS, le même verdict sans appel est valable pour son alliance avec le PCF. Pour ces gens-là qui partagent les principes et la morale de nos ennemis, le passé est le passé, il faut l'enterrer, il n'a plus aucun rapport avec le présent, on n'en parle plus et on passe à autre chose, comme s'il n'avait jamais existé, leurs analyses sont purement livresques et sans rapport avec la réalité qu'ils s'emploient quotidiennement à falsifier.

Ce sont des caméléons qui pensent ainsi duper toute le monde, ils se trompent lourdement et la réalité ne cesse de les rappeler à l'ordre à intervalles réguliers, d'ailleurs si le caméléons change de couleur de peau selon les circonstances, celles-ci se reproduisant il reprend aussi sa couleur initiale, ainsi les traîtres et les renégats pris à leur propre piège sont démasqués.

Leur démocratie au rabais s'est toujours accommodée des pires mensonges, vous nous excuserez de ne pas nous apesantir inutilement sur ce sujet que nous traitons quotidiennement, laissons cela à ceux qui ont mauvaise conscience et vont s'en faire des gorges chaudes.

Les mêmes vont embrayer sur le délitement des institutions qui selon eux sont à l'agonie depuis 1958 et que cette affaire révèle une nouvelle fois. Il faut dire qu'il était pratiquement impossible à la justice ou aux autorités suisses de faire disparaître toute trace d'un compte qui a été ouvert pendant 20 ans sans prendre le risque d'être elles-mêmes touchées par ce scandale.

Hollande, Ayrault, le gouvernement ne savaient pas ? La preuve du contraire.

En janvier, l'ex-élu RPR Michel Gonelle avait remis à la police un enregistrement attribué au ministre du Budget et dans lequel ce dernier disait à un interlocuteur avoir un compte en Suisse.

L'ancien maire avait contacté un conseiller de l'Elysée fin décembre pour assurer que cette bande était authentique. Il s'est vu conseiller de saisir la justice s'il avait "des éléments tangibles" à l'encontre du ministre du Budget. LePoint.fr 05.02

Merdia.

- Selon Le Nouvel observateur, qui a révélé l'information, ce document (de la banque UBS. -Ndlr) montre que le ministre n'a pas fermé de compte à l'UBS en février 2010, comme l'a affirmé le site d'informations Mediapart.

D'autres recherches, apparemment tout aussi négatives, seraient remontées jusqu'à l'année 2006 pour des raisons de prescription. Mais selon une source judiciaire, il s'agit d'une "*interprétation inexacte*" de ce document. LePoint.fr 05.02

INFOS EN BREF

SOCIAL

UE

Le taux de chômage dans la zone euro a atteint 12,0% de la population active, un nouveau record, selon les statistiques publiées mardi par Eurostat.

Le taux de chômage des moins de 25 ans est ressorti à 23,9% dans la zone euro, avec des taux en Grèce et en Espagne restant au-dessus de 50%.

Cette envolée du chômage est surtout la cause des mesures d'austérité prises depuis trois ans dans la zone euro pour endiguer la crise de la dette. Reuters 02.04

ECONOMIE

1- France

Un contrôle sanitaire aléatoire a permis de découvrir une fraude à l'emballage dans le rayon boucherie d'un supermarché Super U de Langeac, en Haute-Loire. Une enquête a été ouverte.

La combine était simple: de la viande fraîche étant arrivée à sa date de péremption était reconditionnée puis ré-étiquetée. Une fois sous un nouveau film protecteur, on attribuait aux barquettes de nouvelles étiquettes, avec nouvelles dates d'emballage et de consommation. Ni vu, ni connu, le tout repartait remplir les rayons.

Cette viande périmée s'est donc retrouvée dans les paniers des clients et a été consommée. La remise en vente d'aliments périmés est d'autant plus grave qu'ils sont considérés comme impropres à la consommation et donc nuisibles à la santé des consommateurs.

Différentes investigations sont en cours, menées par les inspecteurs de la Direction des services vétérinaires. Selon les premiers éléments, *«cette pratique était bien organisée et se déroulait depuis un certain temps»*.

Mais le secret est bien gardé autour de cette affaire: rien n'a filtré sur la durée exacte de cette fraude, ni pour l'instant sur l'identité des auteurs. Si l'on ne sait pas non plus si des clients ont été malades, le parquet a affirmé ne pas avoir eu connaissance de complications médicales.

La justice prévoit des suites puisque cette fraude relève du délit, ce qui signifie que cette affaire pourrait tout à fait se terminer devant le tribunal correctionnel. lefigaro.fr 02.04

Et le gérant de ce supermarché n'est pas encore en prison ? Ah ben non, le "*secret est bien gardé*" !

2- Grande-Bretagne

La farce financière du jour. Attention, ce n'est pas une recette !

La Grande-Bretagne s'est dotée à compter de mardi de deux nouveaux régulateurs financiers en lieu et place de la défunte

Financial Services Authority (FSA), espérant que ce système bicéphale s'avérera plus efficace dans la prévention des crises bancaires et la protection des épargnants.

Le nouveau système bicéphale s'articule autour d'une Autorité de régulation prudentielle (PRA), chargée de vérifier la bonne santé des banques, et d'une Autorité de bonne conduite financière (FCA), chargée surtout de protéger le consommateur.

"Les réformes entrées en vigueur aujourd'hui lancent le redémarrage du système de réglementation financière de notre pays", a déclaré mardi le ministre des Finances George Osborne.

"Elles représentent un changement radical dans la manière dont les services financiers seront réglementés à l'avenir".

La PRA, une émanation de la Banque d'Angleterre, doit vérifier que les 1.700 banques, compagnies d'assurance et sociétés de crédit immobilier sous sa tutelle ont suffisamment de fonds propres et respectent les règles en matière de primes et de gestion du risque.

La FCA, une autorité indépendante qu'abritera l'ancien siège de la FSA à Canary Wharf, surveillera le comportement de l'ensemble des établissements financiers, soit 26.000 entreprises au total. Elle sera dotée pour cela de pouvoirs et de capacités de sanction renforcés.

Les autorités espèrent que la nouvelle structure sera capable de mieux anticiper les risques afin que le contribuable n'ait plus à mettre la main au porte-monnaie à l'avenir.

En sus de ces deux nouveaux organismes, le Comité de politique financière de la Banque d'Angleterre définira les orientations de la politique de supervision et surveillera les risques menaçant la stabilité du système financier, telles les bulles immobilières.

Ce comité est présidé par le gouverneur de la banque centrale. Les patrons des deux nouveaux organes de régulation y siègent également.

Les experts pensent que la nouvelle structure ne sera réellement mise à l'épreuve que lorsque l'économie sera à nouveau prospère, entraînant de probables excès. Reuters 02.04

On a compris que c'est la Banque d'Angleterre qui est au sommet de cet organigramme, dont le gouverneur est un homme de main de... Goldman Sachs. Et ils envisagent déjà les prochains "*probables excès*" des banquiers, lire escroqueries. C'est ce qu'on appelle se foutre du monde ouvertement, ils peuvent ils détiennent tous les pouvoir et il n'existe pas d'alternative politique à ce jour, vous avez entendu parler de l'existence d'un parti ouvrier révolutionnaire en Grande-Bretagne ? Pas plus qu'en France, Grèce, Espagne, Portugal, Italie...

3- Chypre

Le plan de renflouement financier de Chypre annoncé mardi prévoit un vaste programme de privatisations et d'austérité visant à un retour à l'excédent budgétaire en 2016.

Un programme de privatisations qui touchera notamment les télécoms, l'autorité portuaire et l'électricité, devrait rapporter au moins 1,4 milliard d'euros sur la période 2013-2016.

Côté rigueur, les retraites du secteur public seront gelées et l'âge du départ à la retraite retardé de deux ans. En outre, les taxes sur le tabac, l'alcool et les carburants vont être relevées, de même que le taux de la TVA.

La taxe sur les bénéfices des entreprises passera à 12,5% et celle sur les intérêts et les dividendes à 30%.

Parallèlement, la banque centrale continue d'assouplir peu à peu les restrictions sur les mouvements de fonds. Pour les entreprises, les transferts sont libres jusqu'à 25.000 euros, au lieu de 5.000 jusque là, et il est désormais possible d'émettre des chèques allant jusqu'à 9.000 euros.

Pour les particuliers, les retraits sont limités à 300 euros par jour et par personne. Les virements bancaires restent impossibles vers l'étranger et limités vers Chypre même. AFP et Reuters 02.04

Mais au fait ce programme de guerre contre les travailleurs chypriotes, il va être validé par le Parlement. Ce brave Parlement dont certains ont chanté les louanges. Comme en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie...

[Haut de page ↗](#)

Le 4 avril 2013

CAUSERIE

L'actualité est si chargée aujourd'hui que j'ai eu du mal à savoir par quelle bout la prendre. J'ai dû traiter en coup de vent chaque sujet, on complètera par la suite au fil des jours si nécessaire.

ACTUALITÉ DU JOUR

Affaire d'Etat Cahuzac.

Avant-propos

Cela rappelle les frasques de l'obsédé sexuel DSK que tout le monde connaissaient à la direction du PS et de l'UMP mais que tout le monde avait tus, les uns parce qu'il figurait dans leur parti, les autres pour mieux s'en servir un jour contre lui et le PS et c'est ce qui se produisit.

Apparemment, depuis 2008 au plus niveau de l'Etat, donc sous le mandat de Sarkozy, on savait que Cahuzac se livrait à des malversations fiscales, et ce n'est pas un hasard si c'est un rival UMP de Cahuzac qui a sorti le lièvre. Reste à savoir pourquoi maintenant. Osons une première explication à chaud.

Pour fragiliser un peu plus Hollande et le gouvernement pour qu'ils se droitisent un peu plus en échange du soutien de l'UMP et de l'UDI ? Cela coïncide avec l'élection à la présidence du Medef et précède de quelques mois l'ouverture de nouvelles "négociations" devant aboutir à un nouveau coup contre les retraites. Il semblerait que ce soit la branche la plus exigeante, intransigeante, extrémiste du Medef qui soit sur le point de l'emporter.

On sait pas expérience que chaque fois que le PS (ou la SFIO et le PCF) a été au pouvoir et s'est retrouvé en difficulté, il a accordé à la réaction tout ce qu'elle réclamait allant même jusqu'à lui abandonner le pouvoir. On y reviendra dans les jours qui viennent.

Réduire cette affaire à une abstraction.

Tout faire pour réduire cette affaire à un cas individuel qui révèle la pourriture du régime en place, qui frappe et affaiblit les institutions, alimente la crise de tous les partis sans exception, dont les contradictions ne vont pas manquer une nouvelle fois de se manifester au grand jour. Enfin une bonne nouvelle !

La vérité est révolutionnaire, ensuite, tout est une question de patience, de détermination, de persévérance.

- Le ministre du Budget Bernard Cazeneuve a estimé jeudi que le scandale causé par les mensonges de son prédécesseur Jérôme Cahuzac autour d'un compte secret détenu à l'étranger n'était "pas une affaire d'Etat" mais reflétait le "manquement grave" d'un homme.

"C'est un manquement individuel très grave. Ce n'est pas la mise en place d'un système de corruption qui atteindrait un parti, un groupe, un Etat", a déclaré M. Cazeneuve sur la radio Europe 1. AFP 04.04

La vengeance n'est pas toujours un plat qui se mange chaud, réchauffée elle peut être encore plus dévastatrice.

Michel Gonelle, l'ancien maire de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) détenteur de l'enregistrement audio dans lequel Jérôme Cahuzac évoquait un compte en Suisse, a estimé mercredi que ce compte avait pu être identifié dès 2008, donc sous le gouvernement de droite précédent, mais "mis sous l'éteignoir".

"Selon ce que je sais de bonne source et qui m'a été rapporté, un haut fonctionnaire des Douanes avait identifié le compte en 2008", a déclaré à l'AFP l'ancien maire RPR et rival politique de l'ex-ministre du Budget en Lot-et-Garonne.

Ce haut fonctionnaire "est élu d'une ville de l'Oise", selon M. Gonelle, qui l'a invité à "se faire connaître des magistrats instructeurs".

M. Gonelle, invoquant cette bonne source, assure que ce haut fonctionnaire "a transmis les informations qu'il avait recueillies aux services de renseignements qui ont eu l'enregistrement bien avant tout le monde, l'ont décrypté bien avant tout le monde, et tout ceci a été mis sous l'éteignoir".

Pour M. Gonelle, à l'exception du député UMP Laurent Wauquiez, "toute la classe politique et une grande partie des médias ont contribué à soutenir M. Cahuzac, et à stigmatiser Mediapart" et lui-même.

"Un cordon sanitaire a été fait autour de M. Cahuzac pour le protéger", accuse M. Gonelle, le "sommet" étant selon lui la demande d'entraide administrative adressée à la Suisse par le ministère des Finances "qui était destinée à blanchir" l'ex-ministre et "dont nous n'avons jamais su la question qui avait été posée".

M. Gonelle a aussi rappelé mercredi qu'il avait contacté une de ses connaissances à l'Elysée dès le 15 décembre, à propos de l'enregistrement en sa possession.

"Le président a été mis au courant par moi-même dès le 15 décembre et j'ai expliqué très longuement comment cet enregistrement m'est parvenu fortuitement. Celui qui m'a entendu a très bien compris la sensibilité de mes propos et les a transmis fidèlement. Mais on n'a pas voulu croire ce que disait Mediapart et ce que je disais", a-t-il déploré.

M. Gonelle, avocat et ex-maire de Villeneuve-sur-Lot, où M. Cahuzac (PS) l'avait battu en 2001, avait découvert sur son répondeur, fin 2000, des propos de M. Cahuzac adressés à une tierce personne, qui évoquaient son compte à la banque suisse UBS.

Cet enregistrement, dont il avait une copie, avait été publié début décembre par Mediapart. M. Gonelle assure que ce n'est pas lui qui l'a transmis au site d'informations en ligne. AFP 03.04

Le Front national mouillé jusqu'au cou également.

Un nouveau personnage apparaît dans l'affaire Cahuzac. Selon les informations du Monde, le compte suisse dont l'existence a été reconnue par l'ancien ministre du budget a été ouvert par Philippe Péninque, un proche de la présidente du Front national, Marine Le Pen.

C'est lui qui, en 1992, a ouvert à la banque UBS un compte dont l'ayant-droit économique était M. Jérôme Cahuzac, a-t-on appris de source proche de l'enquête. Ce n'est qu'en 1993 que ce compte a été récupéré en nom propre par l'ancien ministre, via la société financière Reyl and Cie, basée à Genève, qui ne possédait alors pas de licence bancaire.

Plus tard, en 2009, le compte aurait été transféré à Singapour dans la filiale locale de la banque helvétique Julius Baer. Le compte était alors toujours sous gestion de la société Reyl.

M. Péninque a reconnu avoir entretenu des relations amicales avec M. Cahuzac, qui était alors médecin. Il a affirmé ensuite : "Ce qui est illégal c'est de ne pas déclarer un compte, pas d'aider à l'ouvrir. Jérôme Cahuzac avait besoin d'un compte, je l'ai aidé à l'ouvrir."

Marine Le Pen était-elle au courant de ce scénario ? M. Péninque prétend en avoir informé la présidente du Front national : "Je lui ai dit que j'étais ami avec Cahuzac et peut-être que dans le cadre de mon activité professionnelle, j'avais ouvert ce compte."

Philippe Péninque, 60 ans, n'est pas un inconnu pour ceux qui suivent les affaires de l'extrême droite. Cet ex-membre du GUD, un syndicat étudiant d'extrême droite radicale, connu pour sa violence, est aussi ancien membre fondateur d'Égalité et réconciliation. Il fait aujourd'hui partie des conseillers officieux de Marine Le Pen. En 2007, il avait réalisé l'audit du Front national. lemonde.fr 03.04

Aux manettes, c'est guignol ! Qui tire les ficelles ou comment redorer le blason d'un parti qui est une imposture.

La réaction émue et scandalisée à la télévision de @gerardfiloche, membre du bureau national du PS, mardi, aux aveux de Jérôme Cahuzac, a été largement saluée sur Twitter où les internautes ont tour à tour mis en ligne la séquence vidéo tout en faisant part de leur empathie. "Je n'aurais pas dit mieux, merci Gérard Filoche", écrit @Bazz_Ra tandis que @BratzzyB souligne "une réaction saine. Rassurante, aussi". "Beaucoup de respect envers Monsieur Gérard Filoche. Preuve d'un engagement vrai au service des français", estime pour sa part @GaetanAchenza, pourtant un sympathisant de l'UMP. Tout en s'adressant à M. Filoche, @CASI51100 conclut: "Si tous les hommes politiques étaient comme vous, je retournerais voter". AFP 03.04

Il sort du même tonneau putride que Mélenchon.

Comme quoi le PS n'est pas ce que vous croyez, comme quoi aller voter pourrait être utile... Pour qui roule-t-il les Filoche et Cie. ? Vous avez la réponse : pour le régime dont le PS est un des piliers au sein des institutions.

Quand l'état d'esprit du vil serviteur se double d'illusions grotesques.

Interview leexpress.fr, extraits. Vincent Drezet, secrétaire national du syndicat Solidaires finances publiques.

Question : Quelle est votre réaction à la suite de la mise en examen de Jérôme Cahuzac, ancien ministre du Budget, pour blanchiment de fraude fiscale ?

Réponse : C'est plus que de la déception. On a un sentiment de colère, de frustration devant l'ampleur du scandale et de la consternation. C'est absurde que l'ancien ministre du Budget, responsable de l'administration fiscale ait recours à l'évasion fiscale alors qu'il est censé lutter contre. Pour nous, c'est un choc émotionnel, on vit cette affaire comme une trahison. (...) Il nous a tous trahis.

Question : Les actions du gouvernement sont-elles suffisantes pour lutter contre la fraude fiscale? Que recommandez-vous?

Réponse : Il faut que le gouvernement nous montre son réel engagement, les déclarations ne suffisent plus. On attend vraiment de voir comment ils vont renforcer la lutte contre la fraude fiscale. L'intention est affichée mais n'est pas encore traduite. (...) Les agents qui font du contrôle fiscal et se déplacent sur le terrain avec leur propre véhicule ne sont pas remboursés intégralement. Ils payent pour travailler! Enfin, concernant les moyens juridiques, il y a eu des avancées. Mais aujourd'hui, il faut passer la seconde! leexpress.fr 03.04

Ce syndicaliste est aussi misérable que son ministre, qui n'a jamais été le nôtre, c'est là l'essentiel qui permet de distinguer un syndicaliste d'un serviteur du régime. Explication. Le ministre n'a trahi que ceux qui se reconnaissaient en lui. Il attend que le gouvernement "*montre son réel engagement*, après avoir adopté le TSCG, la "*règle d'or*", un budget d'austérité, fait cadeau de 20 milliards d'euros aux patronats, et s'appretant à retranscrire dans la loi l'accord scélérat du 11 janvier dernier, etc, et il faudrait encore avoir des doutes sur ses réelles intentions, vous n'êtes pas digne de votre mandat syndical. Solidaires, Sud, des syndicats différents des autres, vraiment ? Il démontre là le contraire.

Il y a eu des "*avancées*" sur les moyens juridique et juste avant il précisait "*nous avons perdu 25.000 postes à la direction générale des finances publiques depuis 2002*", ce qui signifie que les agents de ce ministère ne sont pas en mesure de mettre en oeuvre ces "*avancées*" juridiques qui réclament davantage de moyens.

Bon, il a tenu ce discours comme il aurait pu en tenir un autre, il s'en fout quoi, il vit bien, il a un emploi garanti jusqu'à la retraite, un statut privilège envié de nos jours, vous ne voudriez pas non plus qu'il devienne révolutionnaire !

Comment LO, le NPA et le POI ont rendu compte de cette affaire.

LO - L'affaire Cahuzac, un symptôme de la pourriture capitaliste (Nathalie Arthaud)

Elle fustige la classe des capitalistes qui ont les partis qu'ils méritent, mais pas un mot sur les institutions vermoulues de la Ve République que ce scandale ébranle un peu plus.

NPA - Cahuzac la main dans le sac : crise majeure de la Ve République - 2 avril

Révéléateur de la crise du régime, pas besoin d'être un fin analyste pour arriver à ce constat.

La suite et fin relève de la soumission aux institutions et révèle au passage la véritable nature du NPA

- "*C'est le symbole de la crise de régime de la Ve République. Pour empêcher ces voyous d'opérer, il est temps d'imposer l'interdiction du cumul des mandats, la limitation des revenus, le contrôle direct et la révocabilité des élus par la population.*"

Dans le cadre des institutions de la Ve République qu'il suffirait de réformer, de remodeler pour qu'elles puissent enfin se mettre au service de la classe ouvrière.

De notre côté, nous combattons pour une République sociale issue du mouvement révolutionnaire des masses exploitées une fois les institutions de la Ve République renversées, abolies.

Le NPA est ni un parti anticapitaliste ni un parti révolutionnaire.

NPA - Contre la république du fric et des menteurs, une démocratie réelle maintenant ! - 3 avril

- *"Il faut une alternative politique qui annule la dette et garantisse les droits de la population en particulier son droit de contrôle sur la société et l'Etat."*

Il confirme qu'il ne s'agit pour ce parti ni de changer la société, autrement dit de mettre un terme aux rapports sociaux qui existent dans la société au profit de la classe dominante, de les inverser, ni l'Etat qui en est issu et les incarnent, donc les institutions, ce qui nécessiterait une révolution sociale et politique qui porterait la classe ouvrière au pouvoir.

POI - La palme de l'opportunisme lui revient.

Vous aurez eu l'occasion de remarquer à plusieurs reprises qu'il leur était possible d'inclure les derniers développements de la situation dans leur hebdomadaire Informations ouvrières jusqu'à la veille de sa parution, or dans le numéro paru hier, rien, absolument rien sur cette affaire d'Etat. Par acquis de conscience je suis allé voir s'il y avait un article sur leur portail national, rien, absolument rien, l'affaire Cahuzac n'existe pas, n'a jamais existé.

Ces manoeuvriers professionnels procèdent souvent par non-dits ou par omission quand une question les embarrasse. Comment traiter cette affaire sans s'aliéner telle ou telle courant qui traverse contradictoirement le POI, sans s'aliéner des pans entiers de leurs militants restés fidèles au socialisme, comment ne pas rompre avec le PS, le régime, les institutions qu'il soutient à bout de bras, comment faire pour ne pas se couper des appareils des syndicats (CGT et FO principalement) qui sont embourbés jusqu'au cou dans le dialogue social tout en essayant de faire croire le contraire au moment où Hollande à besoin d'eux plus que jamais ?

Le prochain numéro d'Informations ouvrières répondra sans doute à ces questions, nous nous en délectons par avance.

[Tous au chevet de la démocratie, en réalité du vieux monde capitaliste de plus en plus contesté dans le monde entier.](#)

J'ai lu dans un article relatif à la situation en Grèce que la démocratie était en danger, parce que les deux partis qui alternent au pouvoir ou se le partagent comme en ce moment, seraient minoritaires et discrédités auprès de la population. Mais finalement, il n'existerait pas d'autres alternatives que s'en remettre à ses fossoyeurs de la démocratie.

Quelle est la signification politique d'une telle analyse ?

Que si vous êtes démocrates ou que vous avez adopté les principes de la démocratie, vous n'avez pas d'autres alternatives que vous en remettre impérativement à l'un de ces partis, le parti officiel de l'ordre ou son supplétif, les deux constitutants les piliers des institutions ou garantissent la pérennité du régime en place.

Quelle est la signification politique d'un tel postulat ?

Qu'il vous faut absolument soutenir les institutions en place, le régime, l'ordre établi, qui en passant sont responsables de la situation sociale actuelle, mais ces gens-là ne sont pas à une contradiction près, au lieu de les combattre pour les renverser et reconstruire la société sur de nouvelles bases.

Quelle conclusion politique faut-il en tirer ?

Que vous devez vous soumettre à la société telle qu'elle existe, aux institutions, et qu'il est inutile d'envisager un changement politique radicale de la situation, car le régime en place est après tout le meilleur qu'on puisse imaginer et il est fait pour durer pour l'éternité. Prenez votre mal en patience, éventuellement rejoignez l'extrême droite qui vous promet un avenir meilleur ou mettez-vous une balle dans la tête, ce qui revient pratiquement au même, mais surtout ne vous tournez pas du côté du socialisme, le véritable socialisme, circulez il n'y a rien à voir de ce côté-là.

C'est à peu de choses près le même discours qu'on peut entendre dans tous les pays, y compris de la part de ceux qui prétendent incarner (officiellement) le socialisme, tous ceux qui se vautrent aux pieds des institutions et refusent de les combattre.

[Le dialogue social, la bouée de sauvetage du régime.](#)

On comprendra qu'à vouloir trop charger une embarcation de fortune, elle finit inexorablement par chavirer à son tour, et ses naufragés par être engloutis par les flots déchaînés qui s'acharnent sur eux.

Au cours des derniers mois nous avons rédigé plusieurs articles de fond sur le dialogue social qui peuvent servir de référence aux militants pour le combattre.

Nous avons précisé que le dialogue social était la négation de la lutte des classes, l'antithèse de l'indépendance de classe du prolétariat, l'antichambre du corporatisme. Nous avons été extrêmement précis et détaillé dans notre argumentation, nous avons essayé de ne rien laisser au hasard pour ne laisser aucune faille dans laquelle l'opportunisme pourrait se glisser.

Constatant que des petits malins animés sans aucun doute des meilleures intentions du monde s'étaient ingénués à présenter la CGT et FO, autrement dit leurs dirigeants comme des opposants au dialogue social ou par le biais de tournures rhétoriques recourant à des sous-entendus le laissant entendre ou deviner à des lecteurs ou un auditoire assez naïf pour être porté à le croire, il m'a semblé nécessaire de revenir une nouvelle fois sur un aspect essentiel du mécanisme du dialogue social, la manière dont il est déclenché ou quelles conditions sont nécessaires pour qu'il puisse avoir lieu, car comme tout rapport, pour qu'il existe il faut au minimum être deux ou que différents acteurs acceptent au départ d'y participer.

On a tendance à oublier que le dialogue social, s'il est le produit d'un rapport, un autre le précède qui ne fait l'objet d'aucune discussion, par principe on l'accepte, l'affaire est entendue, les différents protagonistes en ont convenu ainsi, un accord tacite ou sous-entendu le rend possible et lie ses participants comme s'il existait une sorte de connivence entre les deux parties qui en acceptent par avance les règles. C'est en réalité très malicieux, tordu, sournois, c'est du domaine de la manipulation.

Avant même d'aborder le contenu du dialogue social, il faut préciser en quoi consistent ces règles. Pourquoi est-ce si important ? Parce que c'est ici que s'expriment ou que sont définis les rapports entre les représentants des différentes classes, en théorie puisque ceux de la classe ouvrière sont vendus. On comprend aisément pourquoi cette phase n'est pas abordée par les différents partis ouvriers, elle est déterminante.

Si vous êtes sur une ligne politique intransigeante face au patronat et que votre conception de la lutte de classe coïncide avec la mobilisation des travailleurs sur leurs revendications, vous ne pouvez pas accepter cette règle du jeu qui implique dès le départ que vous êtes prêts à consentir des concessions au patronat, ce qui pour vous est inenvisageable. Votre combat consiste à obtenir des concessions du patronat et non l'inverse, à le placer dans une situation qui l'obligera à lâcher quelque chose, sans rien lui céder cela va de soi.

Dans ce cas-là un tel rapport est impossible puisque les conditions ne sont pas requises, il faut que vous soyez dans une position de renoncement à vos revendications pour qu'il existe, que vous acceptiez d'emblée de vous placer sur le terrain du patronat, rappelons-le avant même que la première réunion ait lieu.

On s'aperçoit ici qu'avant même que le dialogue social ne débute, pour qu'il ait lieu cela implique que les représentants des travailleurs doivent se placer dans le cadre d'un rapport de forces qui quoi qu'il arrive par la suite leur sera défavorable, c'est la condition sine qua non, autrement dit, ils doivent s'avouer vaincus, cela signifie que le dialogue social est synonyme de capitulation en rase campagne devant le patronat, avant même qu'il ait débuté, quel que ce soit l'accord qui en sortira et qui le signera ou non, y participer, c'est accepter de se retrouver dans une position de faiblesse, c'est déjà trahir.

Je ne sais pas dans la vie comment vous gérez vos relations, personnellement quand je sais que je n'ai rien de bon à attendre d'une relation avec une personne, je m'abstiens de la rencontrer ou d'avoir des rapports avec elle, par économie de temps et précaution. Vous me direz que je dois avoir peu de relations, la vie se charge de m'en imposer que je n'ai pas choisi et cela me suffit amplement.

Et bien ici c'est le même principe qui devrait s'appliquer. Sauf que dans ces rapports les dirigeants syndicaux ne mettent pas en cause leurs propres intérêts mais ceux des travailleurs dont ils n'ont rien à faire et qu'ils sont toujours prêts à brader au patronat.

Donc accepter de participer au dialogue c'est accepter au départ un certain type de relations, c'est légitimer un rapport de forces qui ne fait que reproduire celui existant entre les classes dans le pays, la classe dominante fixant les règles, la classe dominée s'y soumettant ou les subissant, ici leurs représentants respectifs. Partant de là on comprend immédiatement qu'il est impossible d'en attendre quelque chose de bon pour les travailleurs, on doit le rejeter ou refuser d'y participer. On pourrait dire encore que les dés sont pipés, la règle est faussée en faveur de la classe dominante dès l'annonce qu'un dialogue social va avoir lieu.

Dès lors on pourrait s'attendre à ce que les partis ouvriers lancent une campagne nationale pour s'y opposer, en développant les arguments qui viennent d'être énoncés, sauf qu'ils s'y refusent tous au nom des liens organiques qu'ils ont tissés avec les appareils pourris des syndicats, ce dont ils ne se vantent pas évidemment, c'est aux militants de le deviner ou de le comprendre.

Tout ce que l'on peut ajouter ensuite sur le dialogue social après qu'il ait débuté est secondaire ou présentera peu d'intérêt, qui a dit ou fait quoi, signé ou non, peu importe, le mécanisme est lancé et ira à son terme, accord ou non entre les parties en présence, puis ce sera au législateur de rentrer en piste pour clôturer le bal, la messe était dite avant même que le vin soit tiré, il faudra le

boire jusqu'à la lie.

Se ranger derrière des appareils qui ont permis à ce scénario d'avoir lieu tient lieu d'une trahison ou d'une complicité de trahison, c'est enchaîner les victimes à leur bourreau pour qu'ils ne lui échappent pas. On peut combattre tout accord ou loi sans se vautrer dans une pitoyable soumission envers les appareils pourris des syndicats, sans colporter de nouvelles illusions sur l'issue de notre combat.

On mène un combat parce qu'on estime qu'il est légitime, pour défendre un droit légitime, c'est suffisant, tout autre justification est à nos yeux insupportable et indigne d'un militant ouvrier. On essaie d'organiser travailleurs et militants de toutes tendances ou courants sur un objectif qu'on a défini, tout en le reliant à la situation et à l'issue politique que nous proposons pour mettre fin à la crise du capitalisme, qui consiste à mettre un terme au régime en place et à avancer vers le socialisme.

Mais pour cela il ne faut pas s'en tenir au rôle du syndicalisme qui sur le plan politique revient à se vautrer dans le trade-unionisme, ce que font tous les partis. Ce n'est pas le niveau de nos propres forces qui détermine les tâches qu'on doit se fixer, encore moins celles que le prolétariat doit accomplir, mais le développement de la situation sociale et politique en rapport avec l'objectif de notre combat politique auquel tous les autres sont subordonnés.

Je crois qu'un grand nombre de militants n'ont pas compris qu'un militant d'un parti politique qui se cantonne au rôle d'un syndicaliste ou ne combat pour aucun objectif politique se comporte en fait comme un de ces dirigeants syndicaux qui accompagnent le capitalisme au lieu de le combattre.

Je viens de recevoir un journal par Internet et en le parcourant j'ai constaté qu'au cours de discussions entre militants ou avec des travailleurs, il est question exclusivement de questions syndicales, sociales partielles, nulle part les questions politiques ne sont abordées, autrement dit il est inutile. En Grèce et en Espagne malgré ce qu'ils subissent ils en sont encore là, ce qui signifie qu'il est impossible de s'en sortir par cette voie-là. Pourquoi croyez-vous que la troïka se permet-elle de frapper aussi fort, sinon parce qu'ils savent qu'en face le combat politique est quasi inexistant. Continuons dans cette voie et nous courrons tout droit au désastre.

C'est dommage car des millions de travailleurs sont disposés à entendre un autre discours, révolutionnaire, encore faudrait-il être capable de s'adresser à eux dans un langage qu'ils comprennent.

J'avais commencé à rédiger la suite hier soir, mais par manque de temps j'ai dû abandonner. Je vous renvoie aux articles précédents qui traitaient de cette question.

A propos de l'accord patronal du 11 janvier et du dialogue social.

1- Thierry Mandon porte-parole du groupe PS à l'Assemblée nationale, avant-hier.

- *"il y aura beaucoup moins de votes contre ce texte, s'il y en a, qu'il n'y en avait eu contre le traité budgétaire européen"*, contre lequel avaient voté en octobre 20 des 297 députés PS ou apparentés (outre neuf abstentions), a pronostiqué Thierry Mandon lors d'un point presse.

- *"Nous chercherons à améliorer le texte tout en acceptant la logique de l'accord, et en ne soumettant que des amendements acceptés par le gouvernement"*, a expliqué le député PS de l'Essonne, après avoir annoncé le dépôt, en séance, d'une cinquantaine d'amendements par son groupe. lepoint.fr 02.04

Tout est cadencé par le gouvernement, on est donc bien en présence de députés du PS godillots. Bon, on le savait.

2- Il faut se placer sur le terrain du patronat, il n'y pas d'autres alternatives.

Marylise Lebranchu, la ministre de la Fonction publique, a reconnu mardi sur Radio Classique les réticences des certains parlementaires socialistes.

"Je pense qu'ils vont essayer d'améliorer ce texte comme ils le veulent. Quand on est socialiste et qu'on reconnaît l'action des syndicats comme un élément essentiel, alors on encourage les accords qu'il peut y avoir", a-t-elle dit.

"Je sais qu'il y a une majorité pour soutenir le gouvernement et je sais qu'il y a une majorité convaincue des effets profondément bénéfiques du projet de loi issu de l'accord", a dit le ministre du Travail Michel Sapin, mardi sur RTL.

"Nous avons une position a priori favorable", dit-on au groupe UDI (centriste), alors que le groupe UMP attend pour sa part *"l'évolution du texte au cours du débat"* avant de se prononcer.

Le gouvernement espère que cet accord ouvrira la voie à d'autres accords entre partenaires sociaux, notamment sur les retraites, appliquant ainsi sa méthode de la concertation. Reuters 02.04

Il a raison Sapin, il existe une majorité PS-UMP-UDI au Parlement pour soutenir tous les textes anti-ouvriers, comme hier quoi.

On admirera au passage le courage et le style sibyllin de Lebranchu qui en déclarant : "*on encourage les accords qu'il peut y avoir*" sans en préciser le contenu, la nature, l'orientation, vaut mieux pas !

Dans le registre tous menteurs, tous pourris.

Le Grand Rabbin de France avoue un plagiat et un mensonge

Le Grand Rabbin de France Gilles Bernheim a reconnu mercredi un plagiat et un mensonge, admettant avoir réagi "*avec maladresse*" quand les premières accusations sont apparues à l'encontre de son ouvrage "*Quarante méditations juives*".

"*Les plagiats démasqués sur Internet sont avérés*", a-t-il avoué dans un communiqué daté de Jérusalem, alors que le doute montait au sujet de l'originalité de l'ouvrage publié en 2011 chez Stock.

Gilles Bernheim ajoute "*regretter*" ses dénégations initiales: "*Ma réaction devant la première évidence de plagiat a été émotionnelle, précipitée et maladroite. Je l'analyse rétrospectivement comme du déni.*"

Sur son blog "*archéologie du copier-coller*", l'universitaire Jean-Noël Darde a porté le coup de grâce. En croisant des recherches sur internet et en bibliothèque, il retrouve des extraits entiers des "*Quarante méditations juives*" dans des livres écrits bien avant les années 80 par Jean-Marie Domenach, Jean Grosjean, Élie Wiesel "*et probablement d'autres*".

"*D'habitude, les plagiaires s'inventent des excuses. Si le plagiat avait été moins grossier, Bernheim aurait pu s'en sortir. Là, il n'avait pas le choix*", commente M. Darde.

Pour cet enseignant de l'université Paris VIII, qui s'intéresse surtout aux plagiats académiques, "*le plus grave, c'est le mensonge*" du Grand Rabbin. Et pas seulement le communiqué de dénégation. "*A la sortie du livre, Gilles Bernheim a expliqué avoir un +fort désir d'écrire+ qui le tient éveillé la nuit et a assuré que ses Méditations étaient de loin son oeuvre la plus personnelle*", rappelle-t-il.

Deux ans plus tard, le Grand Rabbin a demandé à son éditeur de retirer l'ouvrage des librairies et de sa bibliographie. Il a également présenté ses excuses à Dolorès Lyotard, la veuve du philosophe, et à Elisabeth Weber, ainsi qu'aux autres auteurs plagiés et à ses lecteurs. AFP 03.04

Affaire de corruption en Espagne, l'infante inculpée

L'infante Cristina, fille du roi d'Espagne Juan Carlos, a été inculpée mercredi dans le cadre d'une enquête pour détournement de fonds visant son mari, a-t-on appris de source judiciaire.

Le juge d'instruction Jose Castro, chargé du dossier, a convoqué Cristina de Borbon y Grecia, 47 ans, pour une audition le 27 avril, ajoute-t-on, confirmant des informations de presse.

Elle sera interrogée sur des détournements d'argent public et des fraudes fiscales d'un montant de six millions d'euros commis par son mari, Inaki Urdangarin, lorsqu'il dirigeait l'organisation caritative Noos.

On ignore quelles charges ont été retenues à l'encontre de la princesse qui faisait partie de l'organisation.

Le juge Castro, qui a pu consulter des courriers électroniques dans lesquels Inaki Urdangarin demandait à sa femme des conseils dans la gestion d'affaires, a dit disposer d'éléments démontrant la complicité de la princesse.

Des experts judiciaires ont expliqué que le magistrat construisait un dossier qui pourrait déboucher sur un procès impliquant le couple.

"*La loi est la même pour tous*", a affirmé le juge dans un bref communiqué à l'appui de son ordonnance, reprenant les propos du roi Juan Carlos dans son allocution de Noël en 2011.

Le magistrat a précisé avoir décidé d'inculper Cristina afin de s'assurer qu'elle témoignera en personne et ne s'abritera pas derrière la loi espagnole pour échapper à une comparution.

Pour Manuel Villoria, spécialiste des questions de corruption et professeur de sciences politiques à l'université Juan Carlos, ces charges sont "*dévastatrices*" pour la famille royale espagnole.

"*Il (le juge) affirme considérer Cristina comme complice et que (Urdangarin) n'aurait pas pu agir sans son aide. Elle était au courant et elle ne l'a pas empêché*", a expliqué Villoria.

Inaki Urdangarin a comparu fin février devant un tribunal de Majorque pour répondre des accusations de fraude fiscale et de détournement d'argent qui pèsent contre lui, un scandale qui a fortement écorné l'image de la monarchie espagnole.

Cet ancien joueur de handball professionnel est accusé d'avoir utilisé ses relations afin de remporter des contrats publics pour organiser des événements sur l'île de Majorque et ailleurs en Espagne. Reuters 03.04

Offensive du Medef. Ils en veulent toujours plus, normal face à un ennemi faible et corrompu.

Patrick Bernasconi, président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), a annoncé dans un entretien au Figaro sa candidature à la présidence du Medef pour "*la défense des entreprises*" et "*un dialogue social renforcé*".

"*Je suis candidat*" à la présidence du Medef, déclare M. Bernasconi, en faisant valoir son "*engagement fort depuis huit ans*" à la tête de la FNTP et "*une expérience de négociateur au Medef*". Interrogé sur son projet, M. Bernasconi répond qu'il "*croit en un dialogue social renforcé, d'abord au niveau de l'entreprise, pour améliorer la compétitivité*".

Le président de la FNTP estime que dans les entreprises "*le vrai sujet c'est la compétitivité et le poids des charges des entreprises, et donc les dépenses publiques et sociales*". "*On ne peut pas laisser les entreprises avec un tel niveau de charges*", dit-il encore. M. Bernasconi se déclare "*totalelement solidaire du bilan*" de Laurence Parisot, présidente du Medef depuis 2005, mais ajoute qu'il n'était "*pas solidaire de sa démarche visant à modifier la gouvernance*".

Dans le domaine des statuts du Medef, il préconise de passer à deux mandats de quatre ans pour le président, au lieu d'un mandat de cinq ans suivi d'un de trois. Enfin, en matière de rémunération des grands patrons, il se prononce pour "*la transparence*". Il révèle qu'il gagne dans son entreprise "*5 000 euros net par mois, sans prime ni dividende*". lemonde.fr 03.04

Et il ne s'est pas effondré en 5,6 secondes ?

Tchéchénie: un gratte-ciel de 40 étages ravagé par le feu à Grozny - AFP

La façade d'un gratte-ciel de 40 étages était ravagée par le feu mercredi soir à Grozny, la capitale de la Tchétchénie, dans le Caucase russe.

Selon des photos et vidéos mises en ligne sur les réseaux sociaux, le feu a embrasé de bas en haut tout un flanc du bâtiment, et s'est propagé rapidement à la façade principale par les matériaux d'isolation, dont des fragments enflammés tombaient de temps à autre.

La télévision russe a montré à 21H00 locales (17H00 GMT) des images de l'immeuble, dont la façade continuait d'être la proie des flammes dans la nuit.

Près de 300 hommes étaient mobilisés sur place et un hélicoptère bombardier d'eau devait rejoindre Grozny à partir d'une république voisine. AFP 03.04

Le 11 septembre 2001, après avoir été ravagée partiellement par un incendie pendant à peine 1h30, la tour n°7 de 42 mètres de haut, qui n'avait été percutée par aucun avion, située à une encablure des tours du WTC, s'effondrait à son tour sur elle-même à la manière d'une démolition contrôlée en 5,6 secondes.

La version officielle a ce jour explique que ce serait cet incendie qui en aurait été la cause, les produits inflammable utilisés dans la construction de cette tour et le matériel de bureau et du simple papier en se consumant aurait suffit à élever la température au point de fondre des poutrelles en acier de 10 centimes d'épaisseur, 1600°C. Bien entendu, pas un seul architecte ou ingénieur en construction métallique sérieux ne croit à cette version farfelue.

Afghanistan. Quand l'imérialisme américain remet le pouvoir aux talibans

La guerre en Afghanistan a été présentée par les gouvernements des puissances occidentales comme une guerre contre le terrorisme pour instaurer la démocratie dans ce pays. C'était un grossier mensonge, la preuve (si nécessaire).

- Le Président afghan, Hamed Karzaï, vient de l'annoncer : le chef des Talibans est autorisé à se porter candidat, pour le scrutin présidentiel de l'année prochaine! Karzaï, en réitérant son appel de désarmement, à l'adresse des Talibans, les a invités à s'investir en politique et à devenir un parti politique.

Trop démocratisant, le président, qui accordait un entretien à la presse allemande, a affirmé que le chef des Talibans avait, *"parfaitement, le droit de se présenter aux présidentielles, et que le peuple afghan en avait autant, pour voter pour ou contre lui"*. Karzaï s'est lancé, ensuite, dans une diatribe contre l'Occident, qui considère l'Afghanistan, *"non pas comme un allié, mais comme un ennemi"*. Les Talibans, qui ont motivé l'invasion, puis, l'occupation de l'Afghanistan, par les Américains et leurs alliés, en 2001, viennent d'ouvrir un bureau, à Doha. Les Etats Unis, qui s'apprêtent à quitter l'Afghanistan, en 2014, ont des contacts réguliers avec *"leurs ennemis numéro 1"*.

La perspective d'un Afghanistan dirigé par le *"Président Mollah Omar"* est, sans doute, le démenti le plus solide apporté aux prétentions démocratisantes des Etats Unis, quand ils ont envahi l'Afghanistan. french.irib.ir 03.04

ACTUALITE EN TITRES

[Quand le système capitaliste d'exploiteur est devenu mafieux.](#)

- Un ex-courtier de Goldman Sachs arrêté pour une fraude à 8 milliards - AFP
- Des actionnaires de RBS réclament quatre milliards à la banque - Reuters

Un groupe d'actionnaires de Royal Bank of Scotland a porté plainte contre la banque britannique et quatre de ses anciens dirigeants au nom de pertes qu'il affirme avoir subi lors de sauvetage de l'établissement. Reuters 03.04

[Ainsi va leur monde](#)

- Grèce: reprise des discussions avec la troïka - AFP
- Chypre doit refonder son économie sur un socle incertain - Reuters
- Italie: *"probable"* recul du PIB de 1,5-1,6% cette année - AFP
- Chute de 17% des ventes automobiles en mars en Allemagne - Reuters
- L'aide aux pays pauvres a connu en 2012 sa plus forte baisse depuis 1997 - AFP
- Les usurpations de plaques d'immatriculations explosent encore en 2012 L'Expansion.com -

[Tous pourris, le ver était dans le fruit !](#)

- Le Grand Rabbin de France avoue un plagiat et un mensonge - AFP
- *«On peut se demander si la catégorie du mensonge s'applique au politique»* - Liberation.fr
- Affaire de corruption en Espagne, l'infante inculpée - Reuters
- *"L'affaire Cahuzac renforce l'idée que les politiques sont tous pourris"* - L'Express.fr
- Moscovici : *"Je n'ai jamais eu la volonté de blanchir Jérôme Cahuzac"* - LePoint.fr

Déclaration inutile, dorénavant plus personne ne vous croira. Je pense qu'on a là la leçon essentielle à tirer de cet événement. Voilà une excellente occasion pour aider à les travailleurs à y voir plus clair. Vous aviez des doutes, vous vous posiez des questions, vous vous demandiez si les uns et les autres ne vous cachaient pas la vérité, vous aviez raison et vous étiez très loin du compte...

Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud camarades, il faut enfoncer le clou, on peut ainsi aider les travailleurs à prendre confiance en eux-mêmes. Oui vous valez mieux que cette pourriture, bien entendu que vous êtes capables de décider vous-mêmes votre destin, de gérer la société, vous ne ferez pas pire, c'est impossible, etc...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Arabie Saoudite.

1- Les "**amis** de la France (Sarkozy, Hollande, Fabius) sont des barbares.

Selon les journaux saoudiens, Ali al-Khawahir avait 14 ans quand il a poignardé l'un de ses amis dans le dos, causant sa paralysie. Après une décennie passée en prison, il risque maintenant d'être à son tour paralysé, sur demande de sa victime, s'il ne parvient pas à payer 1 million de riyals (environ 200.000 euros) de dommages et intérêts. Selon le site Arabian Business, la somme originale était deux fois plus importante, mais aucune raison n'a été évoquée pour justifier cette baisse.

Le système pénal saoudien, qui applique la loi islamique, autorise la qisa (ou loi du Talion). La victime peut ainsi demander aux juges que son assaillant subisse le même sévice qu'elle. Le plus souvent, ce genre de cas se règle grâce à la diyya, une compensation financière, comme ça a déjà été le cas dans une affaire similaire en 2010. A l'époque, la Haute cour de la province de Tabuk avait rejeté la demande de la victime, suivant les recommandations d'Amnesty International.

Pour Ann Harrison, directrice adjointe d'Amnesty International au Moyen-Orient, *«il est temps que les autorités saoudiennes respectent leurs engagements internationaux et retirent ces punitions de leur système de lois. Paralyser quelqu'un en guise de punition s'apparente à de la torture, et il serait choquant qu'une telle sentence soit prononcée»*.

Selon l'ONG, la loi du Talion saoudienne a déjà donné lieu à un florilège de sévices corporels, parmi lesquels l'arrachage de dents, l'énucléation ou la mort. Le vol est toujours passible d'une amputation de la main droite, et le «*braquage sur autoroute*» peut valoir une amputation croisée (main droite et pied gauche). Si la sentence de paralysie devait être appliquée, elle irait à l'encontre de la Convention contre la torture des Nations unies, convention dont l'Arabie saoudite est signataire depuis 1997. slate.fr 03.04

Un modèle de démocratie à exporter en Syrie et partout dans le monde.

C'est une petite victoire pour les Saoudiennes. La Commission de promotion de la vertu et de prévention du vice du pays a accordé aux femmes l'autorisation de faire du vélo, rapporte l'agence américaine United Press International. Désormais, monter à bicyclette ne sera plus un délit, ni une activité exclusivement réservée aux hommes. Néanmoins, ce changement ne va pas sans certaines conditions.

Les femmes devront être entièrement voilées et accompagnées d'un homme de leur famille. Le vélo doit seulement servir à se divertir ou faire du sport et non être utilisé comme moyen de locomotion. De plus, elles ne pourront circuler dans les zones de forte affluence. elle.fr 03.04

[Haut de page ↗](#)

Le 5 avril 2013

CAUSERIE

Je m'excuse pour la médiocrité de mes causeries des derniers jours ou mon manque d'a propos parfois, je suis complètement crevé toutes les nuits de 23h à 4h du matin toutes les heures ils nous coupent le courant pendant une heure, et avec la chaleur qu'il fait ici il m'est impossible de dormir sans la climatisation. Cet après-midi il fait 38°C dans le bureau.

Je rencontre aussi de gros problèmes avec ma connexion Internet qui me fait perdre énormément de temps, le réseau est saturé, la ligne est très lente ou se bloque sans cesse, elle ne fonctionne normalement qu'à partir de minuit !

Je viens de réussir à consulter les statistiques du site, hier on a explosé le dernier record avec 449 connexions, j'imagine que certains vivant aux quatre coins du monde voulaient en savoir plus sur le scandale qui secoue le régime en France.

Affaire d'Etat Cahuzac

J'avais commencé à rédiger cette partie hier soir, elle est un peu décousue, je n'ai plus le temps de remettre de l'ordre, vous m'en excuserez.

On vient d'apprendre que le trésorier de la campagne présidentielle de Hollande était actionnaire de sociétés offshore aux îles Caïmans, mais uniquement pour y faire des affaires clament-ils, le choix d'un discret paradis fiscal était fortuit évidemment !

Le déballage continue, il se retrouverait dans l'équipe Hollande d'anciens salariés d'EuroRSCG, et souvent à des postes de choix : d'Aquilino Morelle, conseiller politique du président, à Gilles Finchelstein, qui veille sur les "*discours et les questions de stratégie*" de Pierre Moscovici, en passant par Sacha Mandel, conseiller en communication du ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, ou Viviane Nardon, son alter ego auprès du président de l'Assemblée, Claude Bartolone. (Le Monde 03.04)

Le lobbying a pénétré et gangrené toutes les institutions jusqu'au sommet de l'Etat.

Le PS est un parti de grands bourgeois et d'affairistes qui n'a rien à voir avec le socialisme qu'il combat en réalité.

Alors au programme, qu'est-ce qu'on propose aux travailleurs, de faire table rase ou non, en commençant pas les institutions, l'Etat et ses partis corrompus ?

Il faut bien faire comprendre aux travailleurs que la société se délite ou se décompose à tous les niveaux parce qu'elle est complètement gangrenée au sommet. La sève qui atteint la cime de l'arbre part de ses racines. Et quand la partie émergée d'un système atteint ce degré de pourriture nauséabonde, c'est parce que la partie immergée est entrée en putréfaction depuis déjà un long moment.

La politique est le concentré de l'économie, alors il est normal que le système capitaliste parvenu à un stade de décomposition avancée finisse par dégager une odeur putride sur le plan politique. Le sommet de l'Etat, le chef de l'Etat, le Parlement, l'ensemble des institutions de la Ve République, tous les partis qui se sont succédés au pouvoir depuis l'avènement de la Ve République et tous ceux qui gravitent autour ou les soutiennent, y compris les dirigeants syndicaux, sont les représentants d'une seule et même classe, celle des capitalistes, des banquiers, des rentiers, des parasites, de la vermine qui nous pourrit la vie, qui est responsable des milles difficultés et souffrances que rencontrent au quotidien des millions et millions de travailleurs et leurs familles.

On nous dit qu'il faut s'en accommoder, en se bouchant le nez sans doute, qu'il faut avoir des relations avec eux, en mettant en sourdine nos principes sans doute, qu'il faut s'adresser à eux, en y mettant la forme sans aucun doute, il faut négocier avec eux, en faisant abstraction de leur véritables intentions sans doute, voyez-vous, la maladie dont ils sont porteurs ne seraient pas contagieuses, sauf qu'on a sans cesse pu observer exactement le contraire. Ah les faits, la réalité est bien cruelle envers ceux qui passent leur temps à vouloir la tordre dans tous les sens pour justifier leur politique !

Comme je n'ai pas le temps de consacrer ma journée à l'affaire d'Etat Cahuzac, on se contentera de trois nouvelles réflexions sur ce sujet, et plus loin vous trouverez les derniers développements.

Plusieurs aspects de cette affaire et ses conséquences doivent encore être abordés.

La plupart des commentateurs ne s'attardent pas trop sur l'élément déclencheur de cette affaire : le recours à la délation, uniquement pour assouvir la soif de vengeance personnelle d'un homme animé par une rancune tenace, féroce, procédé détestable s'il en est qui témoigne d'une bassesse infâme. Sur le plan morale, son auteur et sa victime se situent au même niveau d'ignominie, que l'un soit à l'UMP et l'autre au PS était finalement dans l'ordre des choses.

Ensuite, quand on observe les louanges qui sont adressées à Mediapart, déjà au regard du procédé employé on est pris par des haut-le-cœur, puis quand on réfléchit davantage, on se dit que qu'ils seront les seuls bénéficiaires de cette affaire à l'arrivée, comment cela, c'est simple à comprendre. Revenons en arrière.

Au départ et tout au long de cette affaire les différents protagonistes n'ont été animés que par des intérêts purement individuels, espérant en tirer profit, à chaque instant c'est leur conscience personnelle ou plutôt leur absence de conscience personnelle qui les a guidés, à aucun moment il n'ont été animés par une conscience de classe, au point qu'il est facile à Hollande et ses ministres de proclamer aujourd'hui qu'il ne s'agissait que d'une affaire strictement personnelle qui n'engageait ni le PS ni l'Etat, et ceux qui les accusent de collusion avec Cahuzac, c'est encore à titre personnel, à aucun moment et personne ne le relève, il s'agirait de faire le procès du PS et des institutions, donc également de l'UMP, y compris du FN qui est lié à cette

affaire. Chacun des protagonistes de cette affaire est intervenu strictement pour défendre des intérêts individuels, matériels sans relation avec une quelconque notion de conscience d'aucune sorte.

Dans le cas de Mediapart, on est en présence du même scénario sordide, cette affaire va leur faire de la pub et ils vont gagner encore plus de fric, partant de là ils n'ont pas l'intention d'analyser à fond ce que révèle cette affaire car ils devraient en arriver à la conclusion que le régime est tellement gangrené qu'il faut le renverser, ce qui n'est pas leur objectif, ils perdraient du même coup leurs sources d'information, leur fond de commerce s'épuiserait et ils devraient fermer boutique.

Et quant aux conséquences que cette affaire pourrait avoir sur le PS, c'est mieux encore, ils cherchent à tout prix à l'épargner, seuls les ignorants ou les naïfs y verront là une contradiction, ils ont oublié ou ne savent pas qui est Plénel et d'où il vient, son parcours politique et professionnel. Un membre du PS (?) intervenant sur un de leurs blogs le résume bien, il explique que toute cette affaire devrait profiter au PS pour se refaire une santé, un nouveau masque quoi, pour pouvoir continuer longtemps à tromper les travailleurs et les militants qui ont placé leurs illusions dans ce parti, mais surtout, pour continuer à jouer son rôle de pilier du régime en place en espérant qu'il épargnera la classe moyenne à laquelle ces gens-là appartiennent en échange de quoi, ils continueront à assurer le rôle de serviteur du régime et la boucle est bouclée, la manoeuvre consistait uniquement à se servir du PS, à faire pression sur lui éventuellement, afin de maintenir leur niveau de vie somme toute confortable et rien d'autre.

- *"Il est plus que temps que mes amis socialistes tournent une page, remette au premier plan les idées, les valeurs qui ont fait de la France une grande nation. Il est temps que le Parti Socialiste reprenne les valeurs socialistes dans ses pratiques, pas comme un slogan électoral pour "conquérir" des sièges de pouvoir."* (<http://blogs.mediapart.fr/blog/henri-pouillot/040413/jerome-cahuzac-le-parti-socialiste-se-doit-de-tourner-une-page>)

Un tel degré d'illusion ou d'ignorance est affligeant, on croit rêver en lisant ces lignes. On se dit que ces gens-là font feu de tout bois, il utilise là la même méthode que celle qu'il dénonce par ailleurs, soit il n'en a pas conscience, soit il s'en moque. Crasse ignorance qui ne concerne pas seulement le PS et sa nature, mais la situation, la profonde crise économique dans laquelle se trouve plongé le capitalisme, on croirait que l'auteur de ces lignes en ignore tout, qui ne laisse aucune marge de manoeuvre au gouvernement quel qu'il soit du moment qu'il demeure subordonné à l'oligarchie financière, au capitalisme, or, il est totalement impossible que le PS rompt un jour avec eux, il n'a cessé d'en faire la démonstration pendant près d'un siècle, mieux il en est le produit.

C'est cela qu'ils ne peuvent pas, qu'ils ne veulent pas, qu'ils s'interdisent de comprendre, les dirigeants du PS sont tous sortis des mêmes grandes écoles (ENA, ESSEC, HEC, Science Po, etc.) qui fabriquent les aristocrates de la cour qui siège au Palais, flanqué de grands bourgeois, banquiers et autres affairistes fortunés, où le locataire n'est qu'un pantin entre les mains des monarques de la finance qui en sous-main depuis Bruxelles ou Washington dirigent le pays et une grande partie du monde. Comment ces parasites pourraient-ils incarner les *"valeurs socialistes"* qui leur sont totalement étrangères et qui doivent être le cauchemar de leur vie en vérité !

Ces Plénel et Cie. sont-ils atteints de sénilité précoce, des crétins finis, ils semblent avoir démontré le contraire. Alors que sont-ils ? Corrompus par l'idéologie dominante avec laquelle ils sont incapables de rompre, de toute évidence leur conscience de classe est liée au sort du régime, du PS qui l'incarne.

L'inconsistance, l'incohérence, le laxisme, le dilettantisme, leur ignorance aussi les atteint dès lors qu'ils sont confrontés à une question qui nécessite de rompre résolument avec le régime en place, leurs intérêts particuliers ou individuels prennent le dessus ou parlent à leur place jusqu'à trahir les valeurs ou principes qu'ils prétendaient défendre ou représenter. Leur conscience politique s'arrête là où leurs intérêts individuels sont en danger ou remis en cause, et lorsqu'il n'existe apparemment aucune issue politique à la crise du capitalisme ils vont plus loin encore en sabordant toute conscience personnelle, hypocritement, maladroitement.

Quand Mediapart avait organisé une sorte de conférence sur la dette de l'Etat, il avait invité une dizaine d'économistes critiques, cela fit l'objet d'une vidéo. Ces grosses têtes s'employèrent finalement à la légitimer et pas un ne cita la loi de 1973 qui en était à l'origine et qu'il faudrait abroger immédiatement, normal, puisque d'une manière ou d'une autre il faudrait bien la régler aux banquiers selon eux. Mediapart avait mis en scène la question de la dette pour finalement voler au secours des banquiers. Et bien là nous avons assisté au même scénario apparemment bien rodé.

Une simple *"faute"*, cela se rachète, s'oublie, s'excuse, qui n'en fait pas ?

- François Hollande, et donc Jean-Marc Ayrault et Pierre Moscovici, mentent selon Laurent Mauduit (Mediapart), pour qui *« la faute éthique et politique commence le 7 février quand il y a cette manipulation avec la demande d'entraide administrative et une campagne de presse tapant sur Mediapart »*.

- Invité ce matin par le Grand Direct des Médias sur Europe 1, Laurent Mauduit n'a pas mâché ses mots. *"Bien sûr que François Hollande savait ! Il le savait au moins dès lors qu'il y a l'information préliminaire qui est ouverte. Il a menti en disant qu'il l'avait découvert avec les aveux de Cahuzac"*. (Europe1.fr 04.04)

A mon avis, Hollande savait depuis longtemps que Cahuzac avait eu un compte en Suisse à USB, il a dû penser à tort quand il l'a nommé ministre, que dès lors qu'il avait été transféré à Singapour sa trace serait définitivement perdue ou qu'il faudrait des années pour la retrouver, et que d'ici là Cahuzac ne serait plus ministre et lui plus président.

Mais c'est bien sûr !

"Mais évidemment, qu'il a un compte en Suisse !" C'était le 12 décembre 2012, au tout début de "l'affaire Cahuzac". Le spécialiste des questions de sécurité Alain Bauer, qui connaît aussi bien le monde du renseignement que la Rocardie et la franc-maçonnerie, lâche la confiance au Monde, au détour d'une conversation.

Proche de Nicolas Sarkozy, Alain Bauer n'a jamais conseillé Jérôme Cahuzac. Mais comment imaginer que cet intime de Stéphane Fouks, le patron d'Havas Worldwide (ex-EuroRSCG), n'ait pas évoqué avec ce dernier le cas du ministre du budget ? Qu'il n'ait pas échangé un mot du sujet avec son autre ami de trente ans, le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, étrangement silencieux depuis le début de cette affaire ? lemonde.fr 03.04

Toute la place de Paris était au courant pour un peu !

En guise d'épilogue très rapidement.

Qu'a donc fait Mélenchon pendant plus de 30 ans au PS, sinon le légitimer, le régime avec ?

- "Marine Le Pen savait pour le compte suisse de Jérôme Cahuzac, elle qui ne dément pas les affirmations de son conseiller Péninque, qui assure avoir ouvert le compte en 1992 et en avoir fait part à la présidente du Front national", explique le PG.

"Qu'a donc fait Marine Le Pen depuis tout ce temps? Rien, sinon vociférer pour faire le bruit de fond et pour ne pas gêner un système dont elle est l'un des pions serviles", ajoute le parti de M. Mélenchon. AFP 04.04

Dans le registre pas très sérieux.

J'ai reçu un journal de deux pages d'une organisation que je ne nommerai pas, de jeunes militants je veux croire, qui ne semblent pas avoir compris que la lutte de classes était un combat à mort, et que face à un ennemi qui veut sauver sa peau toute hésitation ou tergiversation pouvait être fatale

- "Il n'y a pas de place pour des suppliques à l'égard du PS, aucune lettre à leurs dirigeants, aucunes prières mais il faut un avertissement sérieux et le dernier. Se sont tout de même des énarques et non des enfants de coeur !"

On croit rêver une fois de plus, depuis 1914 le PS a eu des milliers d'occasions de se placer résolument au côté de la classe ouvrière, il a démontré qu'il en était incapable, cela ne vous suffit pas, vous n'avez pas encore compris qu'il est impossible de transformer le plomb en or ?

Un rappel ou une info au passage. Le PS est à vomir.

- Mais cet exemple vient conforter d'autres "scandales" qui discréditent le Parti Socialiste Le cas "Théo Balalas". Cet ancien membre de l'OAS (toujours adhérent à l'ADIMAD-OAS), condamné pour son activité dans cette organisation criminelle, terroriste avait créé "Ordre nouveau" à Marseille, puis le Front National, avant de rentrer au Parti Socialiste, avec Gaston Deferre. Il est resté une bonne trentaine d'années responsable du recrutement dans les Bouches du Rhône. A la suite de ma lettre du 16 septembre 2006 au secrétaire du PS de l'époque, un certain François Hollande, j'ai bien l'accusé de réception, mais pas de réponse mais ce personnage est resté en fonction. Et quand Le Pen vient à Marseille, très régulièrement, ils se retrouvent au restaurant ensemble. (source : <http://blogs.mediapart.fr/blog/henri-pouillot/040413>)

A l'époque de Gaston Deferre, Mélenchon était au PS, ne vous marrez pas, lui et Dray, ils luttait déjà contre l'extrême droite ou le FN !

[Suite à un courriel adressé au Réseau Voltaire, j'ai reçu la réponse suivante :](#)

- Toute personne cherchant à se connecter à Voltairenet.org voit s'afficher une page de mise en garde accusant ce site de vouloir lui transmettre des virus.

Cette annonce provient de "Stop Badware" (<http://www.stopbadware.org>), une association, créée à Harvard par Google et PayPal, et subventionnée par la CIA via deux sociétés qu'elle a acquise.

En août 2011, Google avait déjà interrompu notre référence et annulé unilatéralement le contrat de publicité que nous avons avec lui (Google Ad) en nous accusant de propager des messages de haine. En définitive, Google a accepté de nous référencer à nouveau, mais a refusé de reprendre son contrat Google Ad.

Nos techniciens et juristes tentent de se faire expliquer les motifs réels de l'initiative actuelle de "Stop Badware" et de les contraindre à cesser leur action contre nous.

Thierry Meyssan

[Les dernières charrettes annoncées. \(Revue de Presse par Pierre Jovanovic\)](#)

- Le groupe TNT supprime 4000 postes
- BNP supprime 1800 postes et ferme 150 agences bancaires
- T-Mobile, l'opérateur télécom américain a viré au moins 260 personnes
- Cinq usines de Kem One mettent 1300 salariés sur la sellette
- Annoncé: Caterpillar se débarasse tout de suite de 300 personnes aux US
- Les salariés français de Ricoh en grève, en particulier pour les 35 heures...
- Plus de 260 postes seraient supprimés chez St Gobain sekurit pour cause d'effondrement des ventes de voitures
- La société Van Gansewinkel, déchets industriels, étudierait un plan de licenciement de 700 personnes d'ici fin 2013, une logique de ses annonces de 2012,
- A Séverac ce seront bien 220 emplois qui seront supprimés chez Confort et Systèmes
- Suite: la direction du groupe chimique Kem One, 2600 personnes en France, s'est mis en redressement et au moins 400 personnes risquent d'y perdre leur emploi
- Plus de 250 ouvriers de la voirie de New York vont être licenciés le 3 avril
- Le maire de la ville veut acheter les canapés « Atmospheres Interiors » pour sauver l'emploi de 191 personnes de sa ville
- Schneider: 52 emplois sur 87 seront bel et bien supprimés sur le site de Dison
- Tecumseh Europe va virer 62 personnes
- Calaire chimie à Calais supprime 51 postes
- Lynda.com, spécialiste de la formation à distance va se séparer de 45 personnes
- Hôpitaux Sud Ardennes, 12 postes supprimés et 30 « redéployés »
- Alliant Techsystems, espace, a viré de nouveau 150 personnes
- Le journal de sports US Sporting News a viré 12 journalistes d'un coup dans l'espoir de sauver le titre et le Boston Phenix a fermé
- Sioen Industries vire 13 emplois à Mouscron
- Hazemeyer à Gauchy vire supprime 15 personnes
- Metal Industrie déménagement: seuls 5 emplois sont conservés sur 25
- Hazemeyer vire 16 salariés
- Lupus Elktro va virer 40 personnes sur 117

ACTUALITE EN TITRES

[Alors qu'il la piétine en France, il ne doute de rien : dégage !](#)

- Hollande salue "*les pas décisifs*" du Maroc vers la démocratie - AFP

[Grandeur et décadence d'un régime](#)

- Le trésorier de la campagne de Hollande a des investissements offshore - AFP
- Le frère Cahuzac bientôt suspendu du GODF - L'Express.fr
- Nouvelle mise en examen à Marseille pour Alexandre Guérini - Reuters

[Les chiens aboient et la caravane passe...](#)

- Investissements offshore du trésorier d'Hollande: le FN ironise sur la "gauche Caïman" - AFP
- Affaire Cahuzac: le PG dénonce les "*aboiments de Marine Le Pen*", "*caniche fidèle*" - AFP

Commencez par en haut !

- A Paris, la chasse aux rats de la préfecture de police - AFP

En famille. Jaune, imposteur et traître.

- Chèreque : '*C'est toute la gauche réformatrice qui est humiliée*' - LeMonde.fr

Alors que l'Union européenne héberge des paradis fiscaux !

- Cahuzac : Martine Aubry est '*hallucinée*' - LeMonde.fr

Quand Delors en était le parrain !

- Offshore Leaks: Bruxelles exhorte les pays européens à agir contre l'évasion fiscale - L'Expansion.com

Chassons-les du pouvoir, prenons le pouvoir !

- Les Espagnols perdent patience face aux affaires de corruption - Reuters

- France. «Les politiques ne mesurent pas le niveau d'écœurement des citoyens» - Liberation.fr

La blanchisseuse à l'oeuvre.

- Bettencourt : le parquet défend un non-lieu pour Sarkozy - LeFigaro.fr

- L'UMP prône une amnistie fiscale en pleine affaire Cahuzac - Reuters

Leur voler tout simplement !

- Quelles solutions pour orienter davantage l'épargne des Français vers le financement de l'économie ? - Atlantico.fr

Le chef d'un gang a parlé

- Copé: "*François Hollande est en train de devenir le chef d'un clan*" - AFP

Leur justice

- Fin du suspense pour Georges Ibrahim Abdallah qui reste en prison - AFP

- Drogue : Valls veut frapper les acheteurs au portefeuille - Le Nouvel Observateur

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

Plusieurs milliers de fonctionnaires territoriaux et hospitaliers ont manifesté jeudi à Paris à l'appel de Force Ouvrière (FO) pour dénoncer «*l'austérité*» et «*la casse*» des services publics.

Venus de toute la France, les fonctionnaires FO, au nombre de 1 900 selon la police, 6 à 7 000 selon les organisateurs, ont formé un long cortège rouge et blanc, aux couleurs de leur centrale, entre la gare Montparnasse et la place Vauban, non loin du ministère de la Santé.

Fonctionnaires territoriaux et hospitaliers ont des inquiétudes différentes mais des revendications communes: revenir sur le blocage des salaires, résultat du gel du point d'indice, améliorer les conditions de travail, arrêter les suppressions d'emploi.

Les territoriaux FO redoutent les conséquences du futur projet de loi de décentralisation, qui va entraîner, selon eux, un recul du service public. «*On nous dirige vers des statuts locaux*» a affirmé Yves Kottelat, secrétaire général-adjoint de la Fédération FO ses services publics.

«*Ils se servent de l'intercommunalité pour supprimer des emplois*», a dénoncé Thierry Rocton, employé à Nantes (Loire-Atlantique) dans le service municipal des espaces verts. Dans la ville longtemps dirigée par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, le gardiennage de nuit et la fourrière ont été privatisés, le Château des Ducs de Bretagne est devenu une société d'économie mixte, et «*on a des craintes pour le Musée des Beaux-Arts*», énumère-t-il. libération.fr 04.04

2- Chypre

Des salariés des banques ont manifesté jeudi à Chypre pour réclamer une protection de leurs fonds de pensions et de leurs emplois, mis en péril par le plan de sauvetage de l'île au bord de la faillite.

Sur l'île, les salariés des banques ont observé une grève de deux heures à l'appel de leur syndicat Etyk avant de manifester pour réclamer le maintien des emplois et des fonds de pension dans les deux plus grandes banques du pays, Bank of Cyprus et Laïki.

Plus d'un millier de salariés des banques ont défilé jusque devant le Parlement, malgré les assurances apportées la semaine dernière par le président Nicos Anastasiades que tout serait fait pour protéger les fonds de pension des deux banques en cours de restructuration.

"*Pas touche à nos emplois, pas touche à nos fonds de pension*", pouvait-on lire sur les banderoles déployées par les manifestants.

"*Nous voulons des engagements écrits sur la protection de nos fonds de pension et de nos emplois*", a déclaré George Georgiou, 35 ans, qui travaille dans la banque depuis 14 ans.

Le secteur bancaire emploie près de 13.000 personnes dans le pays, soit environ 1,5% de la population. A elle seule, Laïki compte 2.300 salariés sur l'île, et Bank of Cyprus 3.300.

Il n'y avait pas eu de mouvements sociaux jusque là à Chypre, en récession depuis deux ans.

Mais le plan de sauvetage est assorti de conditions draconiennes, prévoyant des réformes douloureuses dont une hausse des impôts, une baisse des effectifs de la fonction publique, des privatisations et une diminution soudaine et drastique du secteur bancaire, qui pèse très lourd dans l'économie de l'île.

La première banque du pays, Bank of Cyprus, est en cours de restructuration, et la deuxième, Laïki, en cours de liquidation. Les gros comptes de Bank of Cyprus doivent subir une ponction qui pourrait aller jusqu'à 60%, et ceux de la Laïki resteront gelés pendant des années, avant qu'un éventuel solde ne soit versé à leur titulaire une fois la banque dissolue.

Parmi les autres mesures d'austérité que Chypre doit encore mettre en oeuvre figure une hausse de l'impôt sur les sociétés de 10% à 12,5%, une hausse des impôts sur les intérêts à 30% et une hausse de la taxe foncière.

Le nouveau ministre chypriote des Finances Haris Georgiades a assuré mercredi que son pays appliquerait "*entièrement*" toutes les mesures prévues par le plan de sauvetage européen, assurant que le gouvernement ferait "*tout ce qu'il faudra pour remettre en état nos finances publiques*". AFP 04.04

[Haut de page ↗](#)

Le 6 avril 2013

CAUSERIE

J'ai ajouté hier quelques articles dans la rubrique économie.

[A propos du système capitaliste mafieux.](#)

Mémorandum réalisé à partir des premiers éléments rendus publics par le consortium de journalistes d'investigation international, surnommés les Offshore Leaks.

Alors que les institutions de l'Union européenne et des différents gouvernements des pays de l'Union européenne sont infiltrés et plus ou moins sous le contrôle du cartel des banquiers de la Fed, d'institutions comme la Table ronde des industriels européen.

- Selon la Commission européenne l'évasion fiscale coûtait « plus de 1.000 milliards » d'euros par an à l'Europe..

Un paradis fiscal au coeur de l'Europe.

-Selon « Le Matin » (Suisse), 300 personnes et 70 sociétés en Suisse sont touchées par le scandale des « Offshore Leaks ».

Tandis qu'ils ont saigné le peuple grec.

- Grèce. 103 sociétés offshores inconnues des services fiscaux, dont l'existence a été révélée par l'enquête.

Le modèle de la BCE ou l'antichambre de l'évasion fiscale

- Le Süddeutsche Zeitung révèle ainsi que la Deutsche Bank, le plus grand établissement bancaire allemand, a créé 309 sociétés écran et trusts via sa filiale à Singapour jusqu'en 2010.

La direction de la Deutsche Bank, bien qu'elle fasse ouvertement de la publicité pour ses filiales des îles anglo-normandes, Caïmans et Maurice et soit déjà l'objet d'une enquête pour fraude fiscale depuis l'an dernier, nie en bloc. (slate.fr 05.04)

Tous les banquiers sont des gangsters.

- Les banques françaises BNP Paribas et Crédit agricole ont supervisé la création de sociétés offshore dans des paradis fiscaux à la fin des années 1990 et tout au long des années 2000, écrit vendredi le quotidien Le Monde.

"En participant activement à la création de ces sociétés offshore, les banques françaises contribuent à l'opacité financière internationale", affirme Le Monde.

Le Crédit agricole a aussi déclaré respecter les lois et réglementations des pays où il est implanté.

"A ce jour les activités de banque privée dans ce qui est communément appelé les paradis fiscaux sont fermées ou en cours d'extinction." Reuters 05.04

Un *"en cours"* qui pourrait s'étaler sur une durée indéfinie. La preuve.

- Dans son enquête, Le Monde explique que depuis 2009, après le sommet du G20 à Londres notamment, les banques françaises ont commencé à répondre aux autorités politiques en se retirant des paradis fiscaux considérés comme les plus opaques ou les moins coopératifs.

"Mais, depuis, ce mouvement de retrait a marqué le pas", ajoute Le Monde. Reuters 05.04

Les deux banques ont assuré qu'elles respectaient la loi. BNP Paribas s'est défendu en expliquant que les sociétés en question ont depuis été fermées et que sa politique était de n'ouvrir ce genre de service qu'à des clients non européens.

Mais les fichiers d'«Offshore Leaks» mentionnent une famille d'armateurs grecs qui a eu recours à la BNP pour ouvrir une IBC.

Pour sa part, le Crédit agricole n'a pas souhaité commenter dans le détail, au nom du *«secret bancaire»*. Liberation.fr 05.04

Sachant pouvoir agir en toute impunité parce qu'ils sont les véritables maîtres du monde, ils poussent la provocation jusqu'à révéler l'étendue de leurs crimes sans doute largement sous-évaluée.

- La Stolen Asset Recovery Initiative (<http://star.worldbank.org/star/about-us/our-vision>), un programme de la Banque mondiale et de l'Organisation des Nations Unies, a estimé que les flux transfrontaliers des recettes mondiales des crimes financiers totalisaient un montant annuel estimé entre 1.000 et 1.600 milliards de dollars.

A côté la liste des fortunes des milliardaires rendue publique fait pâle figure, je l'avais pointé il y a quelques semaines en affirmant qu'il était impossible que Rockefeller ne possède que 2,5 milliards de dollars, une somme désirable pour le banquier le plus riche du monde au début du XIXe siècle.

- Une étude (http://www.taxjustice.net/cms/upload/pdf/Price_of_Offshore_Revisited_120722.pdf) réalisée par James S. Henry, ancien économiste en chef au sein de McKinsey & Company, estime que les personnes riches ont entre 21.000 et 32.000 milliards de dollars en patrimoine financier privé niché dans les paradis offshore - à peu près l'équivalent des économies américaine et japonaise additionnées.

Il faut se serrer la ceinture pour sauver les banques...

- Ses recherches montrent, par exemple, que les actifs gérés par les 50 plus grandes "*banques privées*" du monde - qui utilisent souvent des paradis fiscaux pour servir leurs clients à "*valeur nette élevée*" - sont passés de 5.400 milliards de dollars en 2005 à plus de 12.000 milliards de dollars en 2010.

La Grande-Bretagne est bien un paradis fiscal, on le savait déjà. Et les Etats-Unis ? Le premier a servi de modèle au second.

- Les Îles vierges britanniques -ci auraient aidé des dizaines de milliers de personnes à créer des sociétés et trusts offshore ainsi que des comptes en banque difficiles à tracer.

L'opacité est la norme.

- Les clients offshore sont servis par une industrie d'intermédiaires grassement rétribués. Des comptables, des avocats et des banques qui leur procurent un abri et leur montent des structures financières et des actifs aléatoires en leur nom.

Le secret est la règle. Qui a dit qu'il ne fallait pas parler d'un complot au fait ?

- TrustNet se décrit comme un «guichet unique» (<http://www.portcullis-trustnet.com/en/home/>) - son personnel comprend des avocats, des comptables et autres experts qui peuvent façonner des "*packages*" secrets pour s'adapter aux besoins et aux valeurs nettes de ses clients. Ces forfaits peuvent être simples et pas chers, comme une société à affrétée dans les îles Vierges britanniques.

Profession : faussaire.

- Quand ils créent des entreprises pour leurs clients, les entreprises de services offshore nomment souvent de faux administrateurs et actionnaires - des procurations qui font office de "*stands-in*" lorsque les véritables propriétaires d'entreprises ne veulent pas que leur identité soit connue (<http://www.gao.gov/assets/250/249637.html>). Grâce à la prolifération d'administrateurs et d'actionnaires de paille, les traqueurs de blanchiment d'argent et autres crimes financiers se retrouvent souvent dans des impasses quand ils essayent de découvrir qui se trouve réellement derrière les sociétés offshore.

Recherche homme de paille.

- Une analyse (<http://www.guardian.co.uk/uk/datablog/2012/nov/26/offshore-secrets-companies-sham-directors>) menée de concert par l'ICIJ, la BBC et le Guardian a identifié un groupe de 28 administrateurs de paille qui ont servi en tant que représentants sur le papier de plus de 21.000 entreprises entre elles. Ces administrateurs représentant 4.000 entreprises chacun. <http://www.lesoir.be> 04.04

On est bien en présence d'un gigantesque système économique mafieux généralisé, parallèle et parfaitement légal, couvert par tous les gouvernements. Plus personne ne pourra affirmer le contraire et dire je ne savais pas.

Cela pose un tas de questions évidemment. Nous avons pris les devants il y a quelque temps déjà pour ne pas être pris au dépourvu le jour où ce scandale mondial éclaterait. Cependant il va nous falloir pousser notre analyse plus loin au regard des derniers éléments en notre possession ou modifier notre appréciation de la situation sociale et politique.

Quand on nous raconte qu'un trou de 10 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat chypriote mettrait en péril l'économie mondiale alors que les plus fortunés de la planète ont accumulé ou possèderaient (officiellement) entre 21.000 et 32.000 milliards de dollars, on cherche à comprendre, on se dit qu'il y a comme un problème quelque part. La question serait de savoir d'où proviennent ces 21.000 ou 32.000 milliards de dollars, à quoi ils correspondent vraiment.

Seraient-ils le produit de la spéculation mondiale, de montages financiers frauduleux bâtis sur le modèle de la chaîne de Ponzi ? La chute de Bernard Madoff aurait-elle préfiguré celle de l'économie mondiale bâtie sur le même modèle ?

Une grande partie de cette somme reposerait sur du vent ou serait fictive, elle n'existerait qu'à partir du moment où la plus-value qui y correspond serait ponctionnée (en permanence) dans l'économie réelle, en partie seulement car les possesseurs de ces fortunes n'en ont pas besoin en totalité simultanément, une partie seulement de ces capitaux circulent, elle servirait à couvrir uniquement certaines transactions, mais l'accumulation de richesses étant exponentielle, il leur est impératif de pomper toujours plus dans l'économie réelle sous peine que tout l'édifice s'écroule, jusqu'au moindre dollar ou euro, du coup 10 milliards d'euros par ci, 20 par là, des centaines au total suffisent à alimenter le mécanisme et empêcher qu'il se grippe, autrement dit qu'il s'effondre . Je pense qu'on tient là un élément de réponse important à notre question.

Une autre partie reposerait sur les profits qu'ils ont engrangés via leurs multinationales, leurs banques (intérêts d'emprunt à leur client et facturation de services).

Les sommes astronomiques qu'ils ont détournées du fisc par le biais des paradis fiscaux proviendraient de cette seconde source, toutes les banques et multinationales possédant des compte offshore ainsi que leurs principaux dirigeants.

L'info du jour tient du surréalisme au regard des éléments qui viennent d'être évoqués quand on n'en connaît pas l'origine.

- L'Union européenne (UE) continue de faire peser un "risque" sur les perspectives économiques mondiales comme l'a rappelé le cas de Chypre, a affirmé vendredi un haut responsable du Trésor américain.

"Le risque d'instabilité financière en Europe reste un risque pour notre reprise et pour les perspectives économiques mondiales", a déclaré sous couvert de l'anonymat ce responsable alors que le secrétaire américain au Trésor, Jacob Lew, entame lundi une tournée dans l'UE.

"Les événements récents à Chypre (sauvée de la faillite par un plan d'aide international, nldr) nous rappellent que l'Europe se fraye un difficile chemin vers la réforme budgétaire et financière", a ajouté ce haut responsable, estimant que Chypre, plombée par son secteur financier, était une situation "unique".

Le responsable américain a toutefois souligné l'important poids économique de "nombreuses banques" européennes et appelé les autorités à "avancer" vers un mécanisme institutionnel de "recapitalisation" et de "restructuration" afin de se doter d'un "filet de sécurité commun". AFP 05.04

Question : à partir du moment où le capitalisme mondial a mis au point un système économique parallèle mafieux, parasite, qui permet aux capitalistes de monopoliser et d'accumuler des richesses à leur seul profit en toute impunité, puisque par le biais des institutions politiques qu'ils contrôlent également ils ont décrété qu'il était légal, ce n'est pas seulement la légalité du capitalisme qui est remise en cause mais aussi la légitimité des institutions qui sont à son service. (A suivre)

ACTUALITE EN TITRES

Référendum en famille avec le PS

- Référendum Alsace: Bayrou appelle les Alsaciens à se mobiliser pour le "oui"- AFP

- Référendum en Alsace: Copé appelle les militants UMP à voter oui - AFP

Pour nous se sera non !

Ils partagent tous la même idéologie, le nier est déjà un grossier mensonge.

- Affaire Cahuzac - Marisol Touraine : "La faute d'un seul homme" - LePoint.fr

- Cahuzac: "Pas une crise de régime, une crise de confiance", selon Cambadélis - AFP

- Tous pourris, non ; tous menteurs, oui ! - LePoint.fr

Le coup du balais sans manche.

- Jean-Luc Mélenchon appelle à donner un grand coup de balai - Reuters

- Pierre Laurent (PCF) préfère le «*coup de braquet à gauche*» au «*coup de balai*» - Liberation.fr

[Ils sont déjà socialistes... sans le savoir !](#)

- 73% : la part des 15-30 ans qui aimeraient devenir fonctionnaires - Atlantico.fr

[Les charrettes ou suppressions d'emplois.](#)

- Société générale: réorganisation en vue avec "*des centaines*" d'emplois supprimés - AFP

La Société générale envisage de supprimer d'ici à fin 2013 "*plusieurs centaines*" de postes en France, a-t-on appris vendredi de sources syndicales, l'une d'elles évoquant une fourchette de "*600 à 700*" donnée par la direction. AFP 05.04

- Finmeccanica ferme 25 usines et supprime plus de 2.500 postes - Reuters

[La chaîne de ponzi sur le point de casser.](#)

- L'Europe fait peser un "*risque*" sur l'économie mondiale, selon le Trésor américain - AFP

[Pas trace de l'Etat d'Israël !](#)

- Le grand rabbin Gilles Bernheim n'a jamais eu l'agrégation de philosophie - lemonde.fr

Gilles Bernheim étant né en 1952, L'Express a donc épluché les palmarès du prestigieux concours, entre 1968 (en imaginant qu'il aurait obtenu le diplôme très jeune, comme certains l'indiquent) et 1986. Bilan : "*Pas la moindre trace de son nom. Selon nos informations, la mention de cette agrégation n'apparaîtrait pas non plus dans les fichiers administratifs du ministère de l'éducation nationale*", écrit le magazine. lemonde.fr 05.04

Et l'histoire du "*peuple élu*" et tout le reste, ne serait-ce pas non plus un mensonge ?

[A bas l'occupation du Mali !](#)

- Paris propose de garder une force de 1.000 hommes au Mali - Reuters

[Au tour du Liban ! \(suite\)](#)

- Liban: un député d'opposition en passe de devenir Premier ministre - AFP

Un député de l'opposition soutenue par Washington et Ryad est en passe d'être désigné Premier ministre au Liban, Tammam Salam, deux semaines après la démission du gouvernement au sein duquel le Hezbollah pro-syrien et ses alliés étaient très influents.

D'après les experts et les médias, c'est l'Arabie saoudite, poids lourd au Liban, qui a poussé en faveur du député de Beyrouth.

Tammam Salam, qui appartient à l'une des grandes familles politiques du Liban, est le fils de Saëb Salam qui a été six fois Premier ministre entre 1952 et 1973.

Il a été élu député de Beyrouth en 1996 et 2009 sur les listes de Rafic Hariri (assassiné en 2005), puis celle de son fils Saad Hariri. AFP 05.04

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[La décomposition du régime au grand jour, suite.](#)

Le "*séisme*" politique provoqué par l'affaire Cahuzac n'est peut-être pas fini, a estimé vendredi Edwy Plenel, fondateur du site

internet Mediapart.

"*Nous avons diverses informations qui nous parviennent (...) sur lesquelles nous travaillons*", a déclaré à Reuters l'ancien directeur de la rédaction du quotidien Le Monde.

"*Je pense que cette question de la fraude et de l'évasion fiscale n'est pas terminée pour la classe dirigeante française dans son ensemble*", a-t-il ajouté.

Dans une émission enregistrée jeudi par la chaîne de télévision France Ô pour diffusion dimanche, il juge nécessaire un "*sursaut démocratique et social*" en France.

(Le seul "*sursaut démocratique et social*" possible consisterait à liquider les institutions de la Ve République et exproprier banquiers et capitalistes, y êtes-vous prêt monsieur Plénel ? Tout le reste ne peut être que du baratin. - Ndlr)

"*On ne peut pas continuer à être dirigé par des gens qui se croient au-dessus des lois qu'ils votent*", explique-t-il.

Prié de dire, dans cet extrait, si la France se dirige vers un "*scandale d'Etat*", il répond : "*Vers un scandale républicain parce que c'est toute la République qui est concernée*".

Dans un entretien avec Reuters, Edwy Plenel a cependant précisé que les informations en possession de Mediapart devaient d'abord être recoupées et vérifiées avant d'être publiées.

"*Je ne peux pas en être sûr à cette date. Mais vous avez Cahuzac. Vous avez déjà Jean-Jacques Augier (l'ex-trésorier de la campagne du président François Hollande-NDLR) dans un paradis fiscal, vous avez toutes les histoires Sarkozy qui peuvent rebondir*", a-t-il poursuivi.

"*Dans l'affaire Takieddine, il y a des paradis fiscaux partout (...) Supposez que demain, après-demain, on ait de nouvelles informations sur un responsable politique quel qu'il soit, le séisme républicain est là*", a-t-il ajouté.

L'ancienne majorité, qui multiplie accusations et attaques contre le gouvernement socialiste depuis les aveux et la mise en examen de Jérôme Cahuzac, est "*oublieuse*", dit Edwy Plenel.

Des élus ont émis l'hypothèse que la détention par l'ex-ministre du Budget d'un compte secret en Suisse, puis à Singapour, était non seulement connue de l'actuel gouvernement mais aussi du temps où l'UMP dirigeait le pays.

L'UMP Michel Gonelle, ancien rival de Jérôme Cahuzac dans le Lot-et-Garonne, a ainsi déclaré jeudi sur Europe 1 que des informations douanières en faisaient état depuis 2008.

L'ancien ministre centriste Hervé Morin a lui aussi accredité l'idée que la droite savait, affirmant dans Le Parisien que "*la rumeur parisienne était constante*".

Le député écologiste Noël Mamère a suggéré que le précédent exécutif connaissait la situation de Jérôme Cahuzac quand, alors député socialiste, il a été nommé en 2010 à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale sur proposition du PS mais avec l'accord de Nicolas Sarkozy.

"*J'entends beaucoup la droite interpeller le président de la République et le Premier ministre sur le thème : 'Comment ? vous ne saviez pas ?' Mais on peut poser la même question à Nicolas Sarkozy qui a laissé Jérôme Cahuzac devenir président de la commission des Finances*", a-t-il dit. Reuters 05.04

On ne retiendra qu'un élément dans ce discours pour rester fidèle à la cause que nous défendons, n'en déplaise à ceux qui se satisfont facilement de la superficialité des choses. Monsieur Plénel réclame que les lois qui ont été votées soient appliquées ou respectées par tous, alors que nous exigeons leur abrogation car nous estimons qu'elles sont antisociales, anti-ouvrières, liberticides pour certaines et finalement réactionnaires.

De toutes évidences nous ne nous situons pas sur le même terrain de classe, un simple constat.

Monsieur Plénel nous est sympathique évidemment, tout comme Mélenchon, mais nous ne sommes pas là pour former une bande de bons copains, encore moins pour rafistoler le régime, nous pensons à ces millions de travailleurs pour lesquels la vie est un cauchemar au quotidien et qui chaque matin en se réveillant se demandent quand il prendra fin, s'il prendra fin un jour, vous voyez l'affaire est très sérieuse, grave et dramatique, du coup vos petits calculs institutionnels ou vos extrapolations politiques à deux balles dont l'issue ne changera rien à la vie de ces travailleurs au bord du désespoir, nous semblent fort déplacés.

Non, la pourriture n'est pas "intrinsèque" mais à la racine, il faut l'arracher !

Jean-Luc Mélenchon a sonné vendredi le rassemblement à Paris le 5 mai, pour dénoncer un «système» qui «révèle sa pourriture intrinsèque». Un système, a expliqué sur France Info le coprésident du Parti de gauche, «qui a combiné les effets d'une monarchie quinquennale avec une irresponsabilité se diffusant à tous les étages par la concentration du pouvoir et le néolibéralisme avec les flots d'argent qui circulent.»

Et l'objectif, c'est de rassembler l'ensemble des électeurs de gauche déçus par ceux qui sont au pouvoir pour construire une autre majorité à gauche et surtout, arriver à la VIe République. «Des milliers de militants socialistes sont meurtris, j'espère qu'ils vont se rapprocher de moi, qu'ils vont comprendre» que les socialistes sont, selon Mélenchon «des menteurs, des trafiquants d'influence avec l'extrême droite»... «La chaîne du mensonge commence dans le Parti socialiste et finit au Front national, c'est absolument invraisemblable!», tempête-t-il.

(Monsieur Mélenchon, ils ont voté (TSCG, etc.) comme un seul homme depuis 11 mois à l'Assemblée nationale, vous l'avez déjà oublié, votre mémoire vous joue là un bien vilain tour, c'est regrettable.

"La chaîne du mensonge" commence également au FN dans la mesure où c'est un parti bourgeois qui se nourrit des inégalités entre les classes, qui les exploitent pour le compte du capital, tout comme le PS, vous nous excuserez de pas retenir son origine ouvrière qui lui est totalement étrangère. - Ndlr)

Et l'objectif, c'est de rassembler l'ensemble des électeurs de gauche déçus par ceux qui sont au pouvoir pour construire une autre majorité à gauche et surtout, arriver à la VIe République. «Des milliers de militants socialistes sont meurtris, j'espère qu'ils vont se rapprocher de moi, qu'ils vont comprendre» que les socialistes sont, selon Mélenchon «des menteurs, des trafiquants d'influence avec l'extrême droite»... «La chaîne du mensonge commence dans le Parti socialiste et finit au Front national, c'est absolument invraisemblable!», tempête-t-il. lefigaro.fr 05.04

Sa VIe République ne remet même pas en cause l'existence du Sénat ou s'accommode de l'Union européenne, une escroquerie politique. Monsieur Mélenchon, vous êtes sortis du même tonneau que ces "milliers de militants socialistes", du raisin n'a jamais donné que du vin et non du jus de pomme. Il faut briser le tonneau, en prendre un autre et en changer le contenu pour qu'il en sorte autre chose. Sur le plan pédagogique vous avez plus de lacunes qu'il n'y paraît ou vous vieillissez, mal.

Les élus du PS sont illégitimes.

Un conseiller municipal de Perpignan, Frédéric Gonano, a décidé de démissionner du PS à cause du mensonge, aussi dévastateur selon lui que celui de Jérôme Cahuzac, de la part des socialistes sur le non-cumul des mandats, a-t-il indiqué vendredi.

Dans la lettre de démission envoyée jeudi à Harlem Désir, Gonano écrit que le mensonge de Jérôme Cahuzac a suscité une juste indignation et occulté le report du non-cumul. «C'est oublier que nombre de députés socialistes élus en juin 2012 ont également usé du mensonge devant les Français» en s'engageant à démissionner de leurs mandats locaux avant le 30 septembre 2012. «Comment ne pas y voir un parallèle détestable et ravageur» avec l'affaire Cahuzac, demande-t-il. Liberation.fr 05.04

Monsieur Gonano, entre nous, il n'y a personne pour nous écoutez ici, dites-moi, en réalité tous les élus du PS sont dans le même cas puisque le PS est une imposture, il n'a rien de socialiste, n'est-ce pas, ni aujourd'hui ni hier, ni demain ?

Vendu. Le ministre du CAC40 ou de Wall Street, c'est la même chose.

Après la réussite de la vente par l'Etat d'actions de l'équipementier aéronautique Safran la semaine dernière, Arnaud Montebourg a annoncé vendredi que ce type d'opérations pourrait se multiplier afin de contribuer à l'assainissement des finances publiques.

"Dans le cadre de la restructuration budgétaire et la modernisation des politiques publiques, nous réfléchissons en effet à un changement de nos participations, a déclaré le ministre du Redressement productif dans une interview au Wall Street Journal (WSJ). Nous n'excluons pas ce genre d'action, mais nous ne voulons pas perdre notre influence sur les entreprises".

Les prochaines opérations pourraient servir plus directement à éponger le déficit. Parmi les importantes participations publiques, on compte des parts très majoritaires dans EDF (84,4% estimés à près de 23 milliards d'euros) ou Areva (si on y ajoute la participation du Commissariat à l'énergie atomique) ou Aéroports de Paris, ainsi que des participations minoritaires dans France Télécom (13,4% représentant près de 3 milliards), Air France-KLM, GDF Suez (36,71% pesant près de 13 milliards) ou encore Renault (15,1% à près de 2,3 milliards). La liste complète des participations de l'Etat est disponible ici. Le montant total du portefeuille public était estimé au 18 mars à 57,5 milliards d'euros. L'Expansion.com 05.04

Que voulez-vous, c'est cela la gauche du PS, je ne mets pas de guillemets volontairement pour ceux qui continuent de colporter l'illusion qu'elle existerait. Quelle mesure peut prendre la gauche d'un parti du capital, sérieusement, répondez ? Des mesures réactionnaires. Non, pas possible.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Portugal

Le gouvernement portugais a subi vendredi un sérieux revers de la part de la Cour constitutionnelle qui a rejeté plusieurs mesures du budget de l'Etat pour 2013, élément clé du plan de sauvetage négocié avec les créanciers internationaux du pays.

La Cour constitutionnelle a jugé non conforme à la Loi fondamentale la suppression des 14e mois de salaires versés aux fonctionnaires et aux retraités, ainsi qu'une mesure instaurant un prélèvement sur les allocations chômage et maladie, a annoncé son président Joaquim Sousa Ribeiro dans une déclaration à la presse.

"Ce sont les lois qui doivent se conformer à la Constitution et non pas l'inverse", a-t-il déclaré en précisant que la décision de la Cour concernait l'ensemble de l'année et avait donc une valeur rétroactive.

La Cour constitutionnelle avait été saisie au début de l'année par le président Anibal Cavaco Silva, pourtant du même parti social-démocrate que le Premier ministre Pedro Passos Coelho, et par l'opposition de gauche.

Le verdict rendu par les juges, sans possibilité d'appel, met le gouvernement en difficulté car il complique singulièrement la réalisation de son objectif de ramener le déficit public à 5,5% du PIB à la fin de l'année, les mesures retoquées ayant un impact budgétaire net d'environ 860 millions d'euros, selon les estimations.

Il lui sera vraisemblablement difficile de compenser ce montant sans de nouvelles mesures d'austérité, d'autant plus qu'il s'est d'ores et déjà engagé à réduire les dépenses publiques de manière "*permanente*" à hauteur de 4 milliards d'euros d'ici 2015.

Une nouvelle dose d'austérité risque toutefois de renforcer les critiques de l'opposition socialiste qui réclame une renégociation du plan d'aide. Elle risque aussi d'accroître le mécontentement populaire qui a culminé début mars quand des centaines de milliers de personnes ont manifesté à travers le Portugal contre la politique dictée par ses bailleurs de fonds.

Après la décision de la Cour constitutionnelle, M. Passos Coelho, selon divers commentateurs, pourrait procéder à un vaste remaniement ministériel. Un Conseil des ministres exceptionnel a d'ailleurs été convoqué pour samedi à 14H30 GMT.

Les décisions de la Cour risquent en outre de brouiller l'image du Portugal auprès des marchés au moment où le gouvernement, après avoir réussi fin janvier sa première émission de dette à moyen terme depuis sa demande d'aide internationale, envisage de réaliser son premier emprunt à 10 ans depuis son sauvetage financier.

Pour le gouvernement, la situation est d'autant plus délicate que les mesures d'austérité, qu'il met en oeuvre sous la tutelle de la "*troïka*" (UE-FMI-BCE) représentant ses créanciers, ont aggravé la récession tandis que le chômage frappe désormais près de 17% de la population active.

Tenant compte de ces difficultés, la "*troïka*" a allégé récemment les objectifs du gouvernement lui accordant jusqu'à 2015 pour ramener le déficit au dessous de la limite des 3% du PIB fixé par Bruxelles.

L'attente de la décision de la Cour a considérablement tendu le climat politique. Certains médias ont même avancé un scénario catastrophe selon lequel le Premier ministre pourrait démissionner, entraînant le pays dans des élections législatives anticipées au cas où les décisions de la Cour lui seraient trop défavorables.

La pression sur le gouvernement a été d'autant plus forte qu'il a dû faire face mercredi au Parlement à une motion de censure du Parti socialiste, la principale formation de l'opposition qu'il a néanmoins surmonté grâce à la confortable majorité dont il dispose à l'Assemblée.

M. Passos Coelho a également subi un autre revers avec la démission de son ministre adjoint Miguel Relvas, également en charge des Affaires parlementaires, qui a quitté ses fonctions après des mois de polémique sur l'obtention de son

diplôme universitaire. AFP 05.04

La confrérie des opportunistes réunis va-t-elle en profiter pour chanter les louanges de la Cour constitutionnelle garante des institutions que les masses exploitées doivent abattre pour fonder leur propre Etat, une République sociale ?

Le gouvernement va contourner ce verdict de la Cour constitutionnelle en prenant de nouvelles mesures d'austérité et on n'en parle plus... On ne va pas perdre son temps avec ce sujet.

2- Jordanie

Il ne fait pas bon être amateur de heavy metal en Jordanie. Cinq étudiants d'une université du nord d'Amman, coupables de nourrir un culte pour la musique rock et de l'afficher dans leurs choix vestimentaires, ont été inculpés, le 26 mars, pour "*incitation à la division confessionnelle et doctrinale*". Cibles d'une campagne de diffamation quasi hystérique, alimentée par quelques boutefeux islamistes, les jeunes gens sont accusés, sans la moindre preuve, d'avoir profané un Coran et de s'être livrés à "*l'adoration de Satan*" sur le campus de leur fac.

Les faits remontent au 12 mars. Ce jour-là, quatre garçons et une jeune fille sont pris à partie et molestés par plusieurs dizaines de leurs pairs dans l'enceinte de l'université Al al-Bayt, non loin de la frontière syrienne. La rumeur les accuse d'avoir organisé un rituel "*démoniaque*" au cours duquel un exemplaire du livre saint de l'islam aurait été déchiré et brûlé.

L'intervention d'amis et de la direction de l'établissement les soustrait à la mauvaise humeur de leurs congénères. Mais pas aux calculs politiques de la monarchie. Car en quelques heures, par le biais des réseaux sociaux, l'incident s'est transformé en controverse nationale. Flairant la bonne affaire, le chef de file du courant salafiste djihadiste jordanien, Abou Sayaf, a décrété qu'il était permis de tuer ces "*infidèles*". "*J'espère que leur punition interviendra bientôt*", a-t-il ajouté. Soucieuses de ne pas prêter le flanc aux critiques des radicaux, les autorités ont alors décidé de maintenir les cinq malheureux en prison.

"*Parce que mon fils s'habille en noir, il est devenu un suppôt de Satan, grimace la mère de l'un d'eux. On l'accuse d'adorer le diable du fait de ses goûts musicaux et de sa coiffure qui ne plaît pas à tout le monde.*" La soeur de l'étudiante mise en cause a confirmé à Human Rights Watch, qui fustige l'impunité dont jouissent les agresseurs d'Al al-Bayt, que les compagnons d'infortune étaient des fans de rock.

Plutôt punk, gothique, hardcore ou garage ? L'histoire ne le dit pas. Dans un pays conservateur comme la Jordanie, il en faut de toute façon peu pour faire désordre : "*Notre société n'a guère de tolérance pour l'altérité, constate l'analyste politique Amer Sabaileh. Les rumeurs de comportements déviants lui montent vite à la tête.*"

Mais cette fois-ci, comme le montrent l'arrestation et l'inculpation des zazous jordaniens, le gouvernement a pris parti. Est-ce pour les protéger, "*parce que leur vie est en danger*", comme l'assure Marwan Shehadeh ? Ou bien "*parce que les autorités doivent déjà faire face à assez de difficultés avec l'affaire syrienne et la hausse des prix*", comme le suggère Amer Sabaileh ? Quelle qu'en soit la raison, le pouvoir a choisi de sanctionner, offrant aux pyromanes salafistes une victoire inespérée. lemonde.fr 05.04

Oui il s'agit bien des mêmes féodaux dégénérés, ceux qui sont alliés de Paris, Londres et Washington, sans oublier Jérusalem, ceux qui entendent importer la "*démocratie*" en Libye, en Tunisie, en Egypte et maintenant en Syrie.

Je vais me faire une soirée heavy metal et hard rock en solidarité avec ces jeunes jordaniens. Les puritains, les dogmatiques, les donneurs de leçons et les procureurs en tous genres sont les pires ennemis de la liberté de penser, de la liberté tout court.

Les plus jeunes n'ont pas connu cette époque, mais les anciens s'en souviennent sans doute encore, dans les années 60 en France (notamment), dans certains milieux et plus généralement dans la société, si vous écoutiez les Beatles ou les Stones vous étiez considérés comme des voyous, des vauriens, des fainéants, s'il vous prenait la mauvaise idée de les imiter et d'avoir les cheveux longs et on vous traitait de gonze, de petite pédale, si vous en rajoutiez en portant un jean et des santiags, vous étiez bon à être enfermé !

SOCIAL

Italie

Un triple suicide provoqué par des difficultés financières choque l'Italie qui peine à trouver un gouvernement susceptible de sortir le pays de la crise et de la récession.

Romeo Dionisi, 62 ans, et sa femme Anna Maria Soprani, 68 ans, ont été retrouvés pendus vendredi à Civitanova Marche, sur la côte adriatique, a annoncé la police. Ils ont laissé une lettre demandant pardon pour leur geste désespéré.

En apprenant le suicide de sa soeur, le frère d'Anna Maria Soprani, Giuseppe, âgé de 72 ans, s'est jeté à la mer et s'est noyé. Son corps a été retrouvé un peu plus tard.

Fortement endetté, le couple Dionisi vivait d'une maigre retraite que touchait Anna Maria. Romeo, ouvrier du bâtiment, n'arrivait pas à trouver du travail, rapporte la presse locale.

Le maire de la ville, Tommaso Claudio Corvatta, a précisé que le couple, par fierté, avait préféré se suicider plutôt que demander de l'aide. Reuters 05.04

Les ouvriers ont leur dignité à l'inverse d'un Cahuzac, Hollande, Désir ou Cambadélis qui ignorent même pas ce que cela signifie.

[Haut de page ↗](#)

Le 7 avril 2013

CAUSERIE

Pas le temps et trop chaud pour causer, 37°C dans le bureau !

Ce qui est effarant et très inquiétant, c'est qu'il peut se passer n'importe quoi dans ce pays, on nous sert toujours les mêmes discours : pas touche aux institutions ! Inutile d'en dire davantage ce serait perdre son temps. Et c'est la même chose partout dans le monde. J'ai ajouté 28 articles de sources diverses.

ACTUALITE EN TITRES

[Leur justice.](#)

- "*Le vol en supermarché est réprimé sévèrement, mais pas l'évasion fiscale*" - L'Expansion.com

Le premier récupère ce qui lui appartient, le second joue avec ce qui ne lui appartient pas...

[La choc.](#)

- Fraude fiscale et austérité, cocktail explosif pour la politique en Europe - AFP

Quelle issue politique ?

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le régime s'effondre.](#)

Faux et usage de faux.

- Jérôme Cahuzac a menti à une banque suisse, selon un quotidien - AFP

L'ancien ministre français du Budget Jérôme Cahuzac, a "*menti*" à une banque suisse, la banque Julius Baer, en fournissant un "*certificat fiscal falsifié*", écrit samedi le quotidien zurichois Tages Anzeiger, citant ses propres sources.

En 2009, après que la Suisse s'est déclarée prête à accorder l'aide judiciaire en cas d'évasion fiscale, Jérôme Cahuzac a estimé

que la situation devenait trop dangereuse à Genève et a demandé à Reyl & Cie de transférer les fonds sur un compte omnibus à Singapour, auprès de la filiale de la banque Julius Baer .

La banque Julius Baer a réagi avec prudence, écrit le journal. Elle a réclamé à Reyl & Cie, bien que rien ne l'y obligeait, un formulaire appelé "*formulaire A*", qui fait apparaître le nom du détenteur des fonds.

Lorsque les banquiers de Julius Baer ont vu qu'il s'agissait d'un homme politique, ils ont demandé un document certifiant que les fonds avaient bien été déclarés au fisc compétent.

Selon des recherches effectuées par le Tages Anzeiger, Jérôme Cahuzac "*a présenté un certificat fiscal falsifié*". Il a également assuré que ces 600.000 euros provenaient de son activité de chirurgien esthétique, ajoute le journal. En conséquence, Julius Baer a autorisé l'opération de transfert de fonds. AFP 06.04

Les institutions... des paradis fiscaux.

- Le trésorier de la campagne de Hollande primé par les députés - Reuters

Jean-Jacques Augier, trésorier de la campagne présidentielle de François Hollande mis sur le devant de la scène pour avoir ouvert des sociétés aux Iles Caïmans, un paradis fiscal, a reçu samedi le Prix des députés 2013 pour un livre sur la Chine.

Renaud de Spens, co-auteur de ce "*Dictionnaire impertinent de la Chine*", partage avec lui ce prix, remis par le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone. Reuters 06.04

En adoptant l'économie de marché, le capitalisme, ils ont aussi adopté les paradis fiscaux puisqu'ils en sont inséparables. Pourquoi ne pas déclarer illégaux les paradis fiscaux, tout simplement ?

Evasion fiscale à grande échelle, patrons du CAC40, actionnaires rentiers, UMP, UDI, PS même pourriture.

- L'établissement bancaire Reyl et Cie aurait servi "*d'officine*" à de nombreux Français tentés par l'évasion fiscale, révèle "Le Monde".
- Lenouvelobs.com

Reyl et Cie, une banque suisse au cœur du scandale. Outre Jérôme Cahuzac, d'autres responsables politiques - de droite comme de gauche - ainsi que de grands industriels auraient profité des services de cet établissement bancaire suisse établi à Genève, révèle "Le Monde" dans son édition du dimanche 7 avril.

Le quotidien raconte ainsi que la perquisition des locaux de la banque, menée par la justice suisse le 22 mars dernier, révèle que cette banque est prisée depuis plusieurs dizaines d'années des VIP français pour faire dormir leur argent au chaud.

Face à de telles informations, le juge français Renaud Van Ruymbeke, chargé du dossier Cahuzac, pourrait de fait faire "*des demandes complémentaires*" aux autorités suisses pour démasquer d'autres fraudeurs français.

Selon les documents "*Offshore Leaks*" révélés entre autres par "Le Monde", un intermédiaire de la banque Reyl aurait organisé le transfert de plusieurs fonds vers des établissements singapouriens, dont celui de Jérôme Cahuzac.

La justice française, au-delà du simple cas de l'ancien ministre du Budget, s'intéresse désormais à d'autres possibles fraudeurs qui auraient suivi le même itinéraire que lui, puisque qu'une demande d'entraide judiciaire a été adressée à Singapour.

"Le Monde" révèle par ailleurs qu'un certain Hervé Dreyfus, conseiller patrimonial de Nicolas Sarkozy, serait aussi le gestionnaire de fortune de Jérôme Cahuzac, et qu'il aurait pu jouer le rôle occasionnel de porteur de valises entre la Suisse et la France. Lenouvelobs.com

Et pendant ce temps là les dirigeants syndicaux signent des accords pourris bradant les droits acquis des travailleurs chez PSA, Renault, etc.

Que disions-nous, que martelons-nous sans cesse depuis des années ?

Aucun compromis, aucun recul social, aucun sacrifice, aucun effort supplémentaire, nous refusons tout discussion qui aurait pour objectif de légitimer une régression sociale au nom de la crise, du sauvetage d'emplois, nous rejetons toutes les analyses, tous les diagnostics "*partagés*", tous les prétextes avancés par le patronat et le gouvernement pour faire porter sur les travailleurs la responsabilité et les conséquences de la crise du capitalisme, nous refusons tout dialogue social, nous considérons que

si l'existence du capitalisme est devenu incompatible avec la satisfaction de nos besoins élémentaire, nécessite de remettre en cause systématiquement tous nos acquis ou droits sociaux il doit disparaître, et il faut engager le combat dans cette perspective politique aussi bien dans les syndicats que dans les partis ouvriers, l'émancipation du salariat étant inscrit à leurs programmes et constitue l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

Le combat pour défendre chacun de nos droits doit se situer impérativement dans cette perspective, dans le cas contraire inévitablement le mouvement ouvrier sera amené à s'adapter aux exigences du capitalisme en crise et tous nos droits finiront par disparaître. Il ne suffit pas de l'écrire dans un programme ou de le faire figurer dans une déclaration ou de le proclamer dans un discours, il s'agit de le faire figurer dans chaque tract, chaque bulletin ou journal, dans l'agitation et la propagande quotidienne, voilà en quoi consiste le combat de militants ouvriers révolutionnaires.

On a le choix ici entre deux conceptions de la lutte de classe qui sont antinomiques, l'une part du postulat que c'est le capitalisme qui doit disparaître pour céder la place au socialisme, au pouvoir des travailleurs, à un Etat ouvrier, une République sociale, l'autre que ce sont nos acquis ou droits qui doivent disparaître au nom de la préservation du capitalisme.

Nous rejetons tout compromis avec l'ennemi aux abois, toute discussion ou rapport avec lui, notre combat consiste à aider les travailleurs à prendre conscience de la situation, à les organiser, à favoriser leur mobilisation pour défendre bec et ongle la plus petite parcelle de leurs droits, aucune faiblesse, aucune hésitation, aucun recul, aucun reniement ne peut être toléré, c'est un principe non négociable.

Veut-on vaincre ou être broyé, telle est la question dorénavant qui se pose à chaque militant face au rouleau compresseur de la réaction mondiale.

Ils sont aux abois.

La succession de scandales touchant des responsables politiques ou économiques accentue un peu plus la défiance des citoyens européens vis-à-vis de leurs élites, notamment dans les pays soumis à des politiques d'austérité, comme en Italie avec la montée du populisme.

En France, l'affaire d'évasion fiscale touchant l'ex-ministre du Budget Jérôme Cahuzac va renforcer "*la vision un peu dominante d'un rejet des élites politiques, que l'on retrouve un peu partout en Europe*", craint Eddy Fougier, chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris). "*Tout concourt à ce que cela conforte les thèses populistes, la thèse du +tous pourris +*", s'inquiète-t-il. AFP 06.04

Parlez pour vous, l'Iris est gangrené par les néoconservateurs.

Le moment ne serait-il pas propice à la construction du parti ? N'est-ce pas notre analyse, notre programme, notre théorie, notre perspective politique qui se trouvent ainsi vérifiés, confortés ? Tous pourris, cela signifie, les institutions, les partis qui y participent, le capitalisme, le régime, faisons table rase...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- L'affaire des sondages de l'Elysée prend de l'ampleur. Après une longue bataille juridique, le juge d'instruction Serge Tournaire, chargé d'enquêter sur les enquêtes d'opinion commandées durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, décoche ses premières flèches. Première victime, Patrick Buisson, l'ancien conseiller du président de la République, dont le domicile et le bureau ont été perquisitionnés jeudi matin. Les enquêteurs cherchent à mettre la main sur une partie des sondages commandés par l'Elysée en 2011 et 2012, qui semblent avoir disparu des archives de la présidence de la République.

La procédure, qui porte sur d'éventuels faits de «favoritisme» et «détournements de fonds publics», a été lancée suite à une première plainte déposée en 2010 par l'association Anticor, qui veut lutter contre la corruption. Elle visait une convention commerciale signée en 2007 par l'ex-directrice de cabinet du président Nicolas Sarkozy, Emmanuelle Mignon, avec la société de conseil Publifact de Patrick Buisson. En 2009, la Cour des comptes avait épinglé ce contrat, passé sans qu'«*aucune des possibilités offertes par le code des marchés publics pour respecter les règles de la mise en concurrence (...) n'ait été appliquée*».

Dès mars 2011, le juge Tournaire avait estimé qu'il y avait matière à enquêter sur ce contrat, mais le parquet avait fait appel. Huit

mois plus tard, la cour d'appel de Paris s'était opposée à l'enquête, estimant que le juge risquait de remonter jusqu'au chef de l'Etat et de porter atteinte à l'inviolabilité de ce dernier. Après une longue procédure menée par Anticor, la Cour de cassation a finalement autorisé en décembre dernier le juge Serge Tournaire à enquêter. L'enquête a été élargie en janvier à l'ensemble des sondages commandés sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy aux sociétés Publifact, PubliOpinion - les deux sociétés de Patrick Buisson - Giacometti-Peron, Ipsos, Ifop, OpinionWay, Sociovision, TNS Sofrès et CSA.

Les prestations de la société du sondeur Pierre Giacometti, conseiller et ami de Nicolas Sarkozy, ont quant à elles été facturées à hauteur de 2,5 millions d'euros. *«En tant que prestataire, nous nous assurons de la légalité des contrats que nous signons»*, se défendait l'ancien directeur d'Ipsos France fin 2011 dans Le Monde. Patrick Buisson, lui, ne s'est jamais expliqué sur ces commandes.

Si Anticor s'interroge sur d'éventuelles surfacturations, les thèmes de certains sondages commandés par l'Elysée posent également question: des enquêtes sur DSK, l'affaire Bettencourt, le mariage de Nicolas Sarkozy avec Carla Bruni ou les candidats socialistes potentiels à la présidentielle de 2012. Autant de sujets qui *«ne relèvent pas de la conduite de l'État»*, selon Anticor. Selon l'avocat de l'association, Me Karsenti Nicolas Sarkozy lui-même pourrait être rattrapé par cette affaire. Si la justice établissait que *«les sondages commandés répondaient à une initiative partisane ou personnelle [...] ces actes [seraient] détachables de la fonction présidentielle»*, expliquait-il au Monde fin 2012. L'immunité de l'ex-chef de l'Etat serait alors caduque. lefigaro.fr 04.04

On se demandera comment de vulgaires sondages peuvent coûter des millions d'euros... Quoi que non, on connaît la réponse.

Détournement de fonds publics, commissions, corruption et enrichissement personnel, demandez le programme !

1.2- Au moins, des dizaines de Takfiris français, combattent, dans les rangs d'Al-Nosra, l'Etat et l'armée syriens. Selon le centre international d'études de l'extrémisme, ICSR, affilié au collège Kings, à Londres, *"au moins, 600 ressortissants européens, se trouvent, dans des camps d'entraînement, près des frontières syriennes. Sur ces 600 personnes, 90 ont la nationalité française. Toujours, selon l'enquête réalisée par l'ICSR, au moins, 11% des "rebelles", qui combattent, en Syrie, sont des étrangers. 441 ressortissants européens s'entraînent, actuellement, aux armes, dans ces camps"*, de l'aveu des chercheurs de ce centre.

Damas a, à plus d'une reprise, dénoncé la présence des étrangers, dans les rangs des terroristes. Le retour de ces Takfiris, dans leur pays d'origine, est l'une des principales raisons, pour laquelle l'Europe reste sceptique à l'idée de la levée de l'embargo, sur la livraison d'armes, à destination des rebelles. La France insiste, toutefois, pour que ces terroristes soient armés, au risque de mettre en péril sa propre sécurité. Ce seraient les relations privilégiées de la France avec le Qatar qui expliqueraient cette insistance. french.irib.ir 04.04

2- Syrie

2.1- A en croire l'hebdomadaire "Times", *"le Hamas entraîne les rebelles de l'ASL, pour qu'ils combattent le régime syrien"*.

Interrogé, à ce sujet, par le journal libanais, "Al-Akhbar", Ezzat al-Rachgh, membre du bureau politique du Hamas, a rejeté *"cette allégation infondée"*. *"Les informations concernant l'implication de la branche armée du Hamas, dans l'entraînement des membres de l'ASL, sont fausses et sans fondement"*. *"S'il est vrai que le Hamas compati aux souffrances du peuple syrien et souhaite sa dignité et sa liberté, il n'en reste pas moins vrai qu'il campe toujours sur sa position de neutralité et qu'il évite de s'ingérer, en Syrie"*. Ossameh Hamdan, représentant du Hamas, au Liban, s'est insurgé contre cette fausse accusation : *"C'est une allégation factice, car les membres des brigades Qassam ne se trouvent pas, en Syrie"*. *"Seuls les civils palestiniens sont, en Syrie, regroupés, dans des camps"*. Le "Times" avait prétendu que els brigades d'al Qassam, branche militaire du Hamas entraînaient l'ASL. french.irib.ir 06.04

2.2- On a pu voir dernièrement la photo d'un enfant soldat syrien posant cigarette au bec entre deux barbus en treillis engagés dans la lutte armée contre le régime en place et pour qui sa présence semble normale.

Ce gamin s'appelle Ahmed, il a huit ans et ses parents auraient été tués dans un bombardement de l'armée syrienne sur Alep. Son père était lui-même engagé dans la guérilla contre le gouvernement. Ahmed est bien sûr incapable de se servir réellement du fusil de guerre dont on l'a doté mais ce ne sont certainement pas les occasions de risquer sa vie que lui refuseront ses deux camarades de combat.

On trouve d'autres images d'enfants soldats enrôlés par les forces hostiles au gouvernement, en général un peu plus âgés.

Et on apprend que, non contents de recruter des enfants soldats en Syrie, on en recrute maintenant à l'étranger, comme cet adolescent parti de Ceuta pour lutter sur le *«sentier de Dieu»* contre le régime syrien.

Comme si c'était le régime syrien qui avait incarcéré son père !

Les parents de Nourdine ont déposé plainte ce dimanche

Lundi, ils ont reçu un appel de leur fils leur confirmant qu'il était en Turquie

Par Ignacio Cembrero & Rocio Abad Madrid / Ceuta, El Pais (Espagne) 3 avril 2013 traduit de l'espagnol par Djazaïri

Jusqu'à présent, seuls des adultes espagnols et musulmans s'étaient rendus en Syrie pour participer à la lutte armée contre le régime dictatorial de Bachar al-Assad, mais depuis la fin de la semaine dernière est venu s'ajouter un mineur, Nourdine âgé de 16 ans, selon des sources des services de sécurité espagnols.

Nourdine a franchi, sans doute dans la soirée de samedi, la frontière avec le Maroc et c'est le lendemain matin que ses parents, Ahmed et Toria, ont découvert qu'il n'avait pas dormi dans leur maison du quartier du prince Alonso. Dans la soirée de ce même dimanche, ils ont déposé plainte au commissariat de police.

Lundi dernier, les parents ont reçu un appel de leur fils qui leur a expliqué les raisons de son départ. «*Il nous a demandé pardon plusieurs fois, dit qu'il était en Turquie et qu'il allait en Syrie et qu'il n'allait pas rentrer,*» a raconté le père au journal El Faro de Ceuta. Le jeune avait ajouté au téléphone qu'il «*... allait combattre sur le sentier de Dieu.*»

La surprise a été énorme parce que, selon ses parents, Nourdine était un adolescent tranquille qui n'avait jamais parlé du conflit syrien à la maison. Ahmed, son père, avait été lui-même arrêté et emprisonné en 2006 au cours de l'Opération Dune ordonnée par Baltasar Garzón qui était à l'époque juge de l'Audience nationale dans le cadre de la lutte antiterroriste. Nourdine était le plus petit des quatre enfants de la famille.

Le délégué du gouvernement à Ceuta, Francisco Antonio González, a reconnu aujourd'hui devant la presse que des réseaux salafistes sont présents dans la ville, mais que l'adolescent a été pris en charge à Castillejos, la localité marocaine frontalière. Il a affirmé ne pas savoir combien d'habitants de Ceuta ont demandé à aller en Syrie pour se sacrifier et il a attribué son ignorance aux négligences du passé de la part de l'administration de l'Etat dans la traque des réseaux de recrutement.

En juillet 2013, trois autres musulmans de Ceuta, dont Rachid Wahbi, 32 ans, père de famille et chauffeur de taxi, s'étaient eux aussi rendus en Syrie en passant par le Maroc où ils avaient été recrutés puis par la Turquie. Ils avaient fait le trajet en compagnie d'au moins une demi-douzaine de Marocains, selon des sources sécuritaires. Tous trois sont morts si on en croit des appels téléphoniques de condoléances en provenance de Syrie reçus par leurs proches à Ceuta. La police marocaine a démantelé plusieurs réseaux de recrutement de djihadistes, le plus récent l'ayant été le 19 janvier dernier selon un communiqué.

Coïncidant avec l'annonce du départ pour la Syrie d'un adolescent de Ceuta, le Centre International d'Etudes de la Radicalisation, qui dépend du King's College à Londres a rendu public un rapport dans lequel il assure que depuis début 2011, entre 135 et 590 – la fourchette est très large – musulmans européens ont rejoint l'insurrection en Syrie. Ils représentent de 7 à 11 % du total des combattants étrangers parce que la majorité de ces derniers vient de pays musulmans.

La majorité d'entre de ceux [des combattants venus d'Europe] qui sont allés en Syrie sont partis du Royaume Uni, des Pays Bas, de France, de Belgique et d'Allemagne. L'Espagne figure en queue de peloton avec seulement six djihadistes, un chiffre qui a doublé depuis le départ des trois hommes partis de Ceuta pour la Syrie à l'été 2012. <http://mounadil.wordpress.com/> (french.trib. ir 04.04)

3- Algérie

Le Parti des travailleurs, dirigé par Louisa Hanoune, qualifie de «dangereux» le théologien Youssef Al-Qaradawi qui s'immisce dans les affaires internes de l'Algérie. Dans un communiqué sanctionnant les travaux du bureau politique, cette formation accuse directement le prédicateur rémunéré par le Qatar de vouloir «*manipuler*» les jeunes du Sud en profitant de leur détresse sociale. Elle cite, comme argument, son appel qu'elle juge «*indécent*» destiné aux jeunes chômeurs du sud algérien pour les encourager à «*réclamer le changement politique*» dans leur pays.

S'étant déjà exprimé sur la question du chômage au sud du pays et ayant toujours réclamé des mesures exceptionnelles pour l'enrayer, Mme Hanoune, qui a signé ce communiqué, dénonce vivement ces «manœuvres malsaines» vivant la stabilité du pays et lance un appel à l'endroit de ces jeunes chômeurs à faire échouer «ces tentatives de manipulation de leur mouvement de protestation», menées par «*ce véritable prédicateur au service de la politique de dislocation des nations, qui vient d'adresser un appel à la révolution de jeunes du sud de l'Algérie*».

Pour Mme Hanoune, ce prédicateur a bien franchi les limites de la bienséance et de la courtoisie, lui qui a été accueilli en fanfare en Algérie par le président de la République et bien d'autres hauts responsables du pays. Al-Qaradawi n'est pas à sa première

frasque du genre. Il s'est maintes fois illustré par ses prêches appelant notamment les Arabes à s'entretuer au point de se faire détester par une bonne partie des musulmans. french.trib.ir 06.04

4- Cisjordanie

Cisjordanie : L'emir Al Thani immolé!!

Les étudiants palestiniens ont mis le feu ce jeudi à l'effigie de l'emir Al Thani en signe de protestation contre les politiques de Doha dans la région. selon Al Alam , Mahmoud Abbas , paniqué, aussitôt condamné cette démarche des étudiants , liés au fatah . *" Cette démarche est une démarche isolée et ne regarde ni le gouvernement ni le peuple palestinien"* a affirmé Mahmoud Abbas. *"Ce n'est pas notre position, ni celle du Fatah ni celle de l'AP que de mettre le feu à l'effigie de l'emir du Qatar. les étudiants noncé peu avant et au cours d'un débat universitaire les politiques du Qatar dans la région. Les relations entre la Palestine et le Qatar sont solides et ce genre de démarche ne leur porte pas préjudice. les palestiniens ont toujours regardé avec gratitude les dirigeants arabes"*. french.trib.ir 04.04

5- Israël

Selon les sources israéliennes, la cinquième unité du dome de fer est désormais opérationnelle . le système est en état d'alerte et son centre de commandement prêt à passer à l'action mais le lieu où il devra être déployé n'est pas déterminé. deux des quatre systèmes déjà opérationnels sont déployés près des frontières syriennes et le troisième se trouve installé à l'aéroport. le système est peu performant à en juger son efficacité minime au terme de la guerre de huit jours. french.trib.ir 03.04

6- Liban

Selon le site Al Ahd, *"l'ambassade US, à Beyrouth, mène des patrouilles de sécurité, dans les différentes villes libanaises, au mépris de la souveraineté de l'Etat libanais"*!

"En effet, le fait que les agents de sécurité liés à l'ambassade patrouillent à l'intérieur du bâtiment situé, dans la localité de Aoukar, est, plus ou moins, acceptable, car c'est une norme, au Liban, pour toutes les représentations diplomatiques, que de veiller, avec soin, à la sauvegarde de leur sécurité. Mais l'extension de ces actions sécuritaires, au-delà de l'ambassade, et à l'échelle de toute une région n'est, ni acceptable, ni rationnel. " Les patrouilles que mènent les forces de sécurité de l'ambassade autour de celle-ci viole l'intégrité territoriale et la souveraineté libanaise. Pire, cette mauvaise habitude semble avoir fait des émules et les autres représentations diplomatiques occidentales ont de plus en plus tendance à emboîter le pas aux Américains.

Selon le site, *"il s'agit d'un sentiment de supériorité affiché, à l'égard des Libanais, un sentiment, à la fois, humiliant et méprisant"*. *"Les Libanais se sentent surpris et vexés, à chaque fois qu'ils voient le convoi de l'ambassadrice et ses compagnons américains et libanais sillonner les rues, en perturbant la circulation, comme si l'ambassadrice cherchait à faire peur aux Libanais ou à les intimider"*! french.trib.ir 04.04

7- Grèce

En utilisant une loi de 1937 votée pendant la dictature de Metaxas et sous prétexte qu'ils ne remplissent pas les conditions de permis, la Mairie d'Athènes prévoit de fermer au moins 35 espaces culturels dans la capitale. Parmi eux, plusieurs sont de petits espaces alternatifs, comme des troupes théâtrales expérimentales, qui devront payer une amende très lourde afin de rouvrir et sont donc condamnés à disparaître. Malgré le fait que la capitale s'appauvrit au niveau culturel et adopte une orientation vers le loisir de masse, beaucoup de jeunes artistes doivent faire face à la perspective du chômage.

Les institutions et les artistes concernés ont réalisé une assemblée lors de laquelle ils ont décidé des mobilisations et des initiatives légales, en demandant que leurs espaces restent ouverts et que le cadre juridique soit mis à jour.

De son côté, la Mairie d'Athènes prétend avoir contrôlé 89 espaces culturels dont au moins 50 fonctionneraient illégalement et suite aux réactions, elle assure être en train de chercher un compromis provisoire. okeanews.fr 06.04

[Haut de page ↗](#)

Le 8 avril 2013

CAUSERIE

La faillite morale qui accompagne l'enrichissement personnel, quel que soit le niveau auquel ils se situent, témoignent de

l'attachement à l'idéologie bourgeoise justifiant ou légitimant au niveau supérieur ou s'accommodant au niveau inférieur des inégalités et des injustices que la société a engendrées, autrement dit à l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine de l'existence des classes sociales et dont les rapports entre dominant et dominé impose leur empreinte à tous les rapports dans la société.

Vous pouvez rendre public votre patrimoine, publier les relevés de vos comptes en banque, c'est du domaine de la gesticulation ou du grand spectacle car l'essentiel est ailleurs : l'idéologie que vous incarnez et défendez, en l'occurrence s'agissant des guignols des partis institutionnels, l'idéologie bourgeoise.

L'avantage de se référer à ce facteur, c'est que parce qu'il est le produit d'une conception des rapports entre les classes, il englobe toutes les formes, tous les masques, toutes les dénominations qui ont cours pour les représenter, capitalisme, impérialisme, libéralisme, néolibéralisme, conservatisme, néoconservatisme, fascisme, réformisme, etc. au-delà toutes les institutions nationales et internationales qui les incarnent, dont notamment les institutions de la Ve République, l'UE et l'ONU.

Pourquoi les représentants de la réaction dénoncent un discours idéologique dès lors qu'on s'attaque aux privilèges de la classe qu'ils incarnent ? Parce que la question idéologique nous ramène à l'origine des rapports qui existent dans la société, donc aux fondements du capitalisme qu'ils protègent. Vous aurez remarqué que plus personne ne s'aventure sur ce terrain, absolument aucun parti.

Pourquoi Marx et Engels avaient-ils fait figurer dans le Manifeste du parti communisme la nécessité d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme ? Certainement pas parce qu'elle aurait été à l'ordre du jour à la moitié du XIXe siècle, je veux dire par là que les conditions objectives auraient été réunies pour que le prolétariat accomplisse cette tâche, ce n'était pas le cas et ils en avaient parfaitement conscience. Ils avaient signifié par là que le développement historique du capitalisme, des forces productives et de la lutte des classes tendaient vers cet objectif, permettraient de le réaliser sous certaines conditions objectives et subjectives, ils indiquaient aussi que le combat contre l'idéologie bourgeoise pour être efficace devait s'inscrire dans la perspective de briser ou plutôt d'éliminer ce rapport qui en est le fondement.

Pourquoi est-ce si important et pourquoi les représentants de la réaction de droite comme de gauche diabolisent, tournent en dérision, finalement fuient comme la peste tout débat idéologique ? Parce que ne pouvant pas lutter directement contre les fondements du capitalisme, nous n'avons pas les moyens de mettre dehors demain matin notre patron ou de saisir ses avoirs ou encore de fermer la Bourse, on est bien d'accord, du coup le combat contre la représentation moderne de l'exploitation de l'homme par l'homme, le capitalisme, ne peut prendre que la forme d'actions dans le cadre de ce rapport, même s'il tend à le dépasser quand on fait grève par exemple, une fois la grève terminée c'est bien ce rapport qui domine à nouveau, rien n'a changé fondamentalement. Par contre, dans le discours, l'agitation et la propagande, on peut aller beaucoup plus loin et remettre en cause jusqu'aux fondements de l'idéologie bourgeoise, la démasquer, mettre à nu ce qu'elle recouvre, mettre à nu le capitalisme en réalité, donc montrer sa véritable nature avec ses faiblesses et ses contradictions, ce qui permet de démystifier l'image avantageuse que ses représentants en ont donné et qui est profondément incrustée dans le cerveau des masses, de dévoiler et de faire le lien entre sa raison d'être, son fonctionnement, son objectif, qui sont étrangers au bien-être de la population en général, à l'intérêt général qui se réduit à leur misérable profit.

Finalement, leur idéologie pour exister doit entourer du voile de l'illusion aussi bien les rapports sur lesquels elle repose que leurs véritables intentions, à ce titre elle est une escroquerie permanente qui nécessite que les masses en demeurent ignorantes. Cependant il leur arrive de faire référence ouvertement à ces rapports qu'ils estiment légitimes, en cela ils ont le soutien de toutes les religions, parce que les masses sont si ignorantes qu'elles les acceptent, n'est-ce pas non plus ce qu'on leur a enseigné à l'école ou à l'université, à travers l'éducation que leurs parents leur ont transmise ?

Quand maintenant on observe que nos braves révolutionnaires de tous courants politiques en sont réduits à jouer les ramasses miettes syndicaux pour leur propre compte ou à défendre les oripeaux nationalistes d'une République aux relents impérialistes, on ne s'étonnera pas que l'idéologie bourgeoise pavoise, se montre provocante, menaçante, guerrière, puisque tous ses détracteurs sérieux ont déserté le combat idéologique ou sont de minables critiques accrochés à ses basques.

Défendre le socialisme, les enseignements du marxisme, relancer le combat idéologique au plus haut niveau, oser remettre au premier plan notre idéal, voilà la tâche (notamment) que tout militant ouvrier devrait se fixer.

Je travaille moins pour le site dorénavant, quatre heures de moins par jour en moyenne, je me désengage progressivement de cette activité compte tenu des rapports que j'ai avec les personnes ou les militants qui se connectent sur le portail et qui ne me conviennent pas. Dans le fichier consacré aux articles de presse de chaque mois ne figurera plus la page des titres, pas le temps de la réaliser au regard de la quinzaine d'internautes qui téléchargent ce fichier chaque mois.

Quoi qu'on dise ou fasse, cela ne change rien, j'en prends acte.

J'étais tellement absorbé par la rédaction d'un article que j'ai oublié de le sauvegarder, j'y avais passé plus d'une heure, puis planté, un problème électrique a eu raison de mon onduleur et de mon système de secours, ordinateur éteint brutalement, du coup j'ai

perdu tout ce boulot, merde et remerde ! Je travaille dans des conditions difficiles l'air de rien. Ce sera pour demain, nous verrons comment le POI a présenté la "victoire" du non au référendum en Alsace, due en réalité uniquement à l'abstention, au rejet des institutions, ce qu'il ne précise pas évidemment, un modèle de manipulation de l'info, on y ajoutera la façon dont ils ont présenté la proposition de Mélenchon et Laurent d'une marche le 5 mai ou comment tronquer une citation et ce que cela recouvre.

La rupture.

- Dans l'entourage du chef de l'Etat, certains voient mal comment sortir de l'impasse. "*Ce ne sont pas les mesures de moralisation qui vont changer quoi que ce soit. La population a été ébranlée dans ses profondeurs, il y a aujourd'hui une rupture de confiance avec le monde politique*", affirme ainsi un de ses conseillers. AFP 07.04

C'est le pire des scénarios pour eux, car c'est lorsqu'elles perdent toute influence sur les masses qu'elles sont portées à chercher une solution à leurs difficultés et qu'elles sont tentées de se soulever contre le régime.

L'Union européenne est un paradis fiscal pour les riches.

Evasion fiscale: le Luxembourg prêt à réduire son secret bancaire - AFP

Pourquoi cultivent-ils le secret ? Auraient-ils quelque chose à cacher ?

Les paradis fiscaux ont prospéré ces dernières décennies dans le monde pour atteindre le nombre de soixante treize, sans compter les Etats qui en sont à eux tout seul comme le Luxembourg ou la Grande-Bretagne. Ce sont les grandes puissances impérialistes occidentales qui en sont à l'origine.

Elles ont décrété que leur existence était légale pour organiser et couvrir des opérations financières frauduleuses ou illégales qui consistent à permettre à leurs citoyens les plus aisés, outre le fait de détourner d'énormes sommes d'argent du fisc de leur pays d'origine qui ainsi échappent à l'impôt, de se livrer à toutes sortes de trafics ou de blanchir, de recycler l'argent qui en est issu, cela va du trafic de drogue, d'armes, de fausse monnaie, d'être humains, etc. aux commissions occultes versées à des intermédiaires lors de la réalisation de contrats commerciaux ou pour service rendu en tant qu'agent d'un lobby.

Ce système financier parallèle et opaque, et par définition échappant à tout contrôle ou pouvoir populaire, n'a cessé d'enfler pour prendre des dimensions monstrueuses dès lors que les mêmes puissances économiques ont décidé de déréglementer la finance mondiale au cours des années 90, ces paradis fiscaux abritant dorénavant des capitaux supérieurs à ceux dont disposent les Etats. Parvenu à ce stade, ce régime devenu mafieux dispose de pouvoir tel qu'il est en mesure d'influer directement sur l'économie de chaque Etat et de leur dicter sa loi, partition que les institutions financières officielles du capital (FMI, Banque Mondiale, etc.) ont pour mandat de mettre en musique ainsi la boucle est bouclée.

Pour parfaire leur ouvrage, sur le plan politique, ceux qui tirent les ficelles, les plus riches, donc les banquiers de la Fed et leurs associés occidentaux, se réunissent régulièrement à huis clos (Bilderberg notamment) avec la coterie qu'ils ont soigneusement sélectionnée parmi l'élite intellectuelle qui a adopté leur idéologie néolibérale, afin de préciser à ses membres leur mandat ou l'orientation politique, les objectifs vers lesquels devra tendre leur action, et éventuellement leur distribuer les postes ou fonctions qu'ils seront amenés à occuper à court terme au sein des institutions politiques ou économiques, ainsi la boucle est bouclée.

Bref, cela ressemble au casting d'un film réunissant autour de quelques monarques les aristocrates et leur cour au service d'une même cause ou d'un projet de gouvernement mondial dont ils seraient les maîtres absolus.

Cela, c'est le monde tel qu'ils l'ont imaginé, tel qu'ils l'ont organisé, jusqu'à un certain point seulement, car en réalité ils sont loin de maîtriser tous les facteurs qui entrent en ligne de compte et qui peuvent parfois leur réserver de mauvaises surprises. Le scandale Cahuzac en fait partie tout comme l'économie capitaliste avec ses contradictions, à ce niveau-là on ne peut pas parler d'un détail mais d'un ensemble de rapports qui leur échappent, parce qu'il leur est impossible de prévoir les réactions du peuple et d'empêcher que sa conscience politique finisse par mûrir à force de le matraquer.

S'ils ne pouvaient pas compter sur la corruption des syndicats et des partis ouvriers (Front de gauche), et surtout sur l'incapacité de l'avant-garde de renouer avec le marxisme, leur sort ainsi que celui du vieux monde avec lequel ils s'identifient serait scellé.

ACTUALITE EN TITRES

A court d'argument, il ne leur reste que l'amalgame ordurier.

- Pour Sapin, Mélenchon "*joue dans la même cour*" que Le Pen - Le Nouvel Observateur
- Cette pourriture voudrait faire oublier que c'est le PS qui a remis en selle le FN dans les années 70-80.

Ils creusent leur propre tombe, aidons-les à la rejoindre le plus tôt possible.

- Affaire Cahuzac: Le «*Tous pourris*» progresse dans l'opinion - 20minutes.fr
- Le fossé se creuse entre les Français et les politiques - LeFigaro.fr -
- Le centre-gauche italien divisé sur une alliance avec Berlusconi - Reuters

Les mains sales. Qui remportera la palme du plus menteur ?

- Jérôme Cahuzac a-t-il menti sur le montant de son compte en Suisse? - AFP
- Cahuzac : Pierre Laurent espère que Hollande n'était pas au courant - LeFigaro.fr
- Moscovici : «*Jusqu'au jour des aveux de Jérôme Cahuzac, je ne sais rien*» - LeParisien.fr
- Wauquiez (UMP) : après Cahuzac, "*il faut une opération mains propres*" - LePoint.fr

Charogne. Etre capitaliste ne serait pas "*un choix de style de vie*". Leur larbin non plus !

- David Cameron: vivre des aides sociales est "*un choix de style de vie*" - lexpress.fr

Plus dure sera la chute.

- Le Brésil ouvre une enquête judiciaire pour corruption contre l'ex-président Lula - LeMonde.fr
- Espagne: la popularité du roi en chute libre, selon un sondage - AFP

Le crime international organisé a encore frappé

- Onze enfants tués dans un raid aérien de l'Otan en Afghanistan - Reuters

Resserer les boulons avant la prochaine offensive guerrière.

- Kerry en Turquie pour confirmer le coup diplomatique d'Obama - Reuters
- John Kerry presse la Turquie de normaliser ses relations avec Israël - AFP
- Israël redemande une ligne rouge pour le nucléaire iranien - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Leur politique est forcément guidée par "*l'intérêt général*".

À en croire la télévision publique suisse (RTS), l'ancien ministre français du Budget Jérôme Cahuzac aurait cherché à placer 15 millions d'euros en Suisse en 2009.

«*Il aurait tenté de placer cet argent dans un établissement de gestion financière à Genève, mais l'établissement aurait refusé par crainte de complications ultérieures, Jérôme Cahuzac étant une personnalité exposée politiquement, selon des informations bancaires recueillies par la rédaction de la RTS.*» De son côté, Le Monde affirme que cet établissement de gestion

serait une banque basée à Genève dans laquelle la fiduciaire Reyl a ses habitudes.

Un peu plus tôt, Darius Rochebin, journaliste pour le média helvète, a indiqué que, «*selon beaucoup de sources, Jérôme Cahuzac aurait détenu beaucoup plus d'argent*» que les 600.000 euros avancés par l'ancien ministre lors de ses aveux du 2 avril. Il ajoute que «*l'on revient souvent à cette somme de 15 millions d'euros*». D'ailleurs, ce montant avait déjà été avancé par le site Mediapart .

Le journaliste explique sur i-Télé qu'il tient ces informations de banques privées genevoises qui veulent rester discrètes. «*Elles se sont méfiées car Jérôme Cahuzac faisait partie de ce que l'on appelle les PEP, les "personnes exposées politiquement", elles ont donc refusé car c'était trop sensible pour elles. C'est pourquoi M. Cahuzac s'est retourné vers cette structure qui s'appelle Reyl et qui a finalement organisé le montage*», explique le journaliste.

Mais ce montant paraît très modeste aux yeux de nombreux spécialistes, compte tenu des frais facturés pour de telles opérations. Darius Rochebin explique ainsi que pour «*tous ces montages financiers, on dit que le ticket d'entrée est d'un million au minimum. Pour organiser un montage à Singapour et que cela vaille la peine d'un point de vue financier, 600.000 est de l'avis général une somme trop modeste*». lefigaro.fr 07.04

Les paradis fiscaux n'existent pas !

1- Le cas du Luxembourg, membre de l'Union européenne.

Le Luxembourg est prêt à modifier les règles régissant le secret bancaire et à coopérer plus étroitement avec les autorités fiscales étrangères, a annoncé son ministre des Finances, Luc Frieden, une déclaration saluée par son homologue allemand.

"*Le Luxembourg n'est pas un paradis fiscal*", a assuré Luc Frieden dans un entretien publié par le Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung, un journal allemand.

Le Luxembourg et l'Autriche sont aujourd'hui les deux seuls Etats de l'Union européenne qui refusent de communiquer aux autres pays membres l'identité des titulaires étrangers de comptes bancaires dans leurs établissements financiers. Reuters 07.04

Si un pays dont les détenteurs de comptes bancaires peuvent être anonymes n'est pas un paradis fiscal, cela signifie qu'il n'existe pas de paradis fiscaux sur terre, peut-être dans les cieux, même pas au Vatican !

2- Le cas de la Suisse, à l'origine des paradis fiscaux et qui leur a servi de modèle par la suite.

Plusieurs sources indiquent que Reyl & Cie, dotée d'une licence bancaire depuis novembre 2010, est l'"*officine*" à laquelle des dizaines de "VIP" français – hommes politiques de droite comme de gauche, grands industriels et entrepreneurs – se sont durant des décennies adressés, en toute confiance.

Pour le fondateur, Dominique Reyl, 75 ans, un Français diplômé d'HEC qui dispose d'un large carnet d'adresses dans l'Hexagone, et son fils François, qui a pris le relais en 2002, les dégâts d'image sont déjà considérables.

Dans ce contexte explosif, les documents obtenus par Le Monde et le consortium ICIJ, dans le cadre de l'opération "*OffshoreLeaks*", enfoncent encore plus le clou. Ils permettent de retracer la manière dont la banque a mis en place des parades pour protéger ses clients non déclarés. Ceci alors que le secret bancaire helvétique s'amenuisait de jour en jour, à la suite du scandale UBS aux Etats-Unis et des pressions des pays du G20 pour que la Suisse abandonne le secret bancaire en matière d'évasion fiscale.

Ces documents montrent aussi comment Reyl & Cie a organisé la transhumance hâtive des comptes "*problématiques*" à Singapour, dont celui de M.Cahuzac, déposé là-bas dans la filiale de la banque privée suisse Julius Baer.

Si aucun nom ne figure sur ces données pour l'instant, on y apprend que, entre septembre 2008 et mars 2009, Reyl a créé six sociétés aux Seychelles. Ces entités (Wind Charm Corporation, Fame Eagle Corporation, Oceania City International Inc., Sunny Ridge Group Limited, Jade Green Investments Limited, Moonlite Overseas LTD), qui masquaient des comptes, étaient détenues via des actions au porteur, un dispositif dénoncé par l'OCDE qui empêche toute identification de leur ayant droit économique. Interrogée sur ces montages offshore, la banque Rey a fait savoir, par sa chargée de communication, qu'"*elle ne commente pas l'actualité quand cela part dans tous les sens comme aujourd'hui*".

Un expert, familier du fonctionnement de Reyl, a accepté de décrypter ces données sous couvert d'anonymat. Il explique que "*ces structures achetées aux Seychelles ont été mises à disposition des clients qui ne souhaitent pas voir leur compte déménager à Singapour*". D'autres sociétés, qui ne figurent pas dans les données informatiques récupérées, auraient également été créées

aux îles Vierges britanniques, à Panama et au Costa Rica.

Le but, avec ces sociétés, était aussi de permettre aux clients d'échapper à l'impôt à la source sur les revenus de l'épargne : seuls les comptes nominaux étant concernés, abriter les comptes dans des sociétés permettait d'échapper au fisc.

Pour les clients qui ont accepté de déplacer leur fortune non déclarée en Asie, Reyl a ouvert en mars 2009 une filiale à Singapour (Reyl Singapore PTE LTD), dix jours avant la décision historique de la Suisse d'adopter les standards de l'OCDE en matière d'échange fiscal.

Le 13 mars 2009, Berne acceptait ainsi de lever le secret bancaire en matière d'évasion fiscale, pourvu qu'une autorité fiscale en fasse la demande.

En août 2009, une convention révisée de double imposition était signée avec la France, permettant dès le 1er janvier 2010 ces échanges d'informations. *"Une course contre la montre s'est alors déclenchée pour évacuer tout ce qu'on ne pouvait pas garder à Genève. Durant trois mois, toute l'équipe a été mobilisée. François Reyl a fait lui-même le tour des clients non déclarés"*, raconte l'expert.

N'ayant jusqu'alors aucune présence à Singapour, Reyl a d'abord fait appel à Swiss-Asia Financial Services Limited, une *"plate-forme de booking"* (un prestataire proposant des adresses et des locaux), dirigée par d'anciens banquiers suisses.

Tous les comptes gênants ont été clôturés à Genève, dans les différentes banques dépositaires de Reyl (dont UBS, Julius Baer et Credit Suisse). Et les ponts avec Reyl ont apparemment été coupés. *"Officiellement, c'est Swiss-Asia qui gérait les comptes, mais elle continuait à recevoir des instructions d'investissements de la part de Reyl, sans traces écrites"*, poursuit l'expert.

En juin 2010, face au nombre important de comptes à transférer, Reyl & Cie a été contrainte de demander une licence de gestion de fonds à Singapour. Les comptes des clients ont alors été reversés dans diverses banques, dont des établissements singapouriens.

Il ressort des documents *"OffshoreLeaks"* qu'un certain Charles Bok a supervisé l'opération de repli vers la place financière asiatique, alors considérée comme moins perméable aux demandes d'entraide que la Suisse. Selon nos informations, il s'agit d'un gestionnaire de fortune belge, arrivé une année auparavant chez Reyl, avec de nombreux clients belges non déclarés.

Sur son site Internet, Reyl sert un tout autre discours pour expliquer cette ruée vers l'Asie au moment de la levée partielle du secret bancaire suisse. Elle explique que ce développement est essentiellement motivé par le fait de se mettre au service des fortunes asiatiques, et de profiter *"de l'essor économique et de la création de richesse dans cette zone"*. Une explication qui fait sourire l'expert : *"La raison principale c'est que Reyl ne pouvait plus garder toutes ces patates chaudes à Genève."*

Ce grand déballage a de quoi donner des sueurs froides aux clients non déclarés de Reyl. Car la justice ne compte pas s'arrêter en si bon chemin: une demande d'entraide judiciaire a été adressée à Singapour. Et, comme l'a appris Le Monde, un banquier genevois, témoin privilégié entendu à Annecy, le 13 février, par la police judiciaire dans le cadre du dossier Cahuzac, a récemment été contacté par le service national de la douane judiciaire française.

Les douaniers s'intéressent à la manière dont des mallettes d'argent *"cash"* ont pu être transportées entre la Suisse et la France, dans le cadre d'opérations de compensation. Le banquier a déjà désigné Hervé Dreyfus, le gestionnaire de fortune de M. Cahuzac, demi-frère de Dominique Reyl, et également conseiller patrimonial de Nicolas Sarkozy, dans le rôle de porteur occasionnel de valises. Il est aussi prêt à évoquer le rôle d'autres apporteurs d'affaires pour le compte de Reyl, dont certains avocats français agissant au nom de prestigieux clients.

Des observateurs s'attendent à ce que de nombreux clients de la filiale de Reyl en France quittent précipitamment le navire.

Par ailleurs, il est apparu que le publicitaire Jacques Séguéla a confié depuis des années la gestion de sa fortune à Dorothée Marty, la présidente de Reyl France. Contacté par Le Monde, M. Séguéla a confirmé cette relation financière, précisant toutefois que son argent était déposé à la Barclays à Paris. Il assure n'avoir jamais eu de compte en Suisse, et avoir *"le cœur tranquille"*. lemonde.fr 06.04

Nous retiendrons de cet article, que chaque fois les banquiers couvrant les opérations illégales de leurs clients ont été informés à l'avance des modifications à venir dans la réglementation financière internationale, de telle sorte que cela leur laissait le temps d'organiser *"la transhumance hâtive"* de ces comptes vers d'autres paradis fiscaux encore plus opaques, *"considérée comme moins perméable aux demandes d'entraide"* de la police judiciaire de certains pays ou encore, moins sur les feux de la rampe de l'actualité et ainsi de suite.

[Les institutions rejetées.](#)

Les sous-titres sont du site.

Pourquoi ce titre, parce que contrairement aux opportunistes qui vont se faire une gorge chaude de ce résultat pour justifier leur politique, il est avant tout le fait de l'abstention massive, il exprime le rejet de toute proposition politique venant de l'exécutif, de l'Etat, des partis institutionnels, car chacun avait le choix entre deux réponses opposées, se prononcer pour ou contre cette fusion de ces deux départements.

L'UMP explique le contraire, mais que vaut une analyse de ce parti qui était engagé jusqu'au cou dans le oui à ce projet de fusion, les "*débats sur les questions institutionnelles, ça n'intéresse pas nos concitoyens*" ? De son point de vue il n'a pas tort, les questions institutionnelles n'intéressent pas les citoyens quand ils estiment qu'ils n'ont rien de bon à attendre dans un sens ou un autre, mais maintenant proposons-leur une politique qui rompt radicalement avec ce qu'ils ont toujours connu ou les discours des uns et des autres et dans laquelle ils se reconnaîtraient et il y a fort à parier qu'ils s'y intéresseraient vivement pour qu'elle triomphe.

Tout a toujours été fait pour écarter les travailleurs de toutes les questions politiques relevant de la Constitution ou des institutions, alors qu'elles remplissent un rôle décisive dans leur vie de tous les jours, ce qui est quand même extraordinaire, on peut observer quotidiennement qu'absolument tous les partis s'emploient minutieusement à en détourner les travailleurs, alors que l'issue à la crise du capitalisme se situe là et pas ailleurs.

Quand ils l'abordent, c'est sur un plan purement nationaliste, souverainiste, populiste, ainsi ils offrent sur un plateau à certaines ordures (Sapin) la possibilité de se livrer à un amalgame avec l'extrême droite qui se situe effectivement sur le même terrain, la défense de l'Etat bourgeois tel qu'il existe face à l'Union européenne. Nous, nous ne tombons pas de ce piège en situant tout rejet des mesures politiques proposées par l'Etat dans la perspective d'une République sociale débarrassée du capitalisme, de la révolution socialiste, terrain sur lequel on ne risque pas de se retrouver en concurrence avec l'extrême droite.

Voilà ce qui arrive à ceux qui refusent ou qui ne sont plus capables de mener le combat politique le drapeau de la révolution socialiste déployé.

Nous ne disposons que des résultats partiels de ce vote(il est 14h en Inde) , il ressort que c'est uniquement l'abstention qui a fait gagné le non, à tel point que le M'PEP qui s'est empressé de titrer *Victoire de la démocratie en Alsace !* n'a pas fourni le moindre chiffre dans son article, misérable manipulation de staliniens repentis aux méthodes réchauffées... A suivre.

La fusion du conseil régional d'Alsace avec les deux conseils généraux du Haut-Rhin et du Bas-Rhin n'aura pas lieu. Des résultats partiels du référendum de dimanche créditent le "non" d'une victoire par 56,44 % des voix dans le Haut-Rhin, dans un contexte de très faible mobilisation des électeurs. Les électeurs Bas-Rhinois y seraient en revanche favorables à près de 67 %, mais l'abstention a également été très forte.

Il fallait, pour faire passer le projet, que les votes positifs représentent plus de la moitié des suffrages et au moins 25 % des électeurs inscrits dans chacun des départements. Or la participation aurait été de 36 % dans le Bas-Rhin, et de 37 % dans le Haut-Rhin.

Des sondages sur mesure.

Censé, selon ses partisans, renforcer le poids de l'Alsace, le "oui" partait pourtant favori. Un sondage publié début mars donnait près de trois-quarts de "oui" pour un quart de "non", même si le camp des opposants était déjà plus fort dans le sud de l'Alsace.

Quelle chance pour vous et votre camp !

"Quand on a des débats sur les questions institutionnelles, ça n'intéresse pas nos concitoyens. Quand on vote pour une personne ou un parti, ça intéresse davantage", a commenté à Strasbourg le président (UMP) du Conseil général du Bas-Rhin, Guy-Dominique Kennel.

Le PS regrette que l'UMP n'ait pas fait son boulot.

Le Parti socialiste a estimé dimanche soir que ce rejet était "la conséquence d'un manque de dialogue". "La 'majorité alsacienne' conduite par l'UMP n'a pas su fédérer autour de ce projet excluant de fait plusieurs territoires et familles politiques", a commenté dans un communiqué Alain Fontanel, secrétaire national du PS chargé des fédérations. lemonde.fr 07.04

Les Corses, interrogés sur une fusion identique en 2003, à l'initiative du gouvernement, avaient voté "non" à près de 51%. Reuters 07.04

Les partisans de cette fusion ont mis ce résultat sur le dos de la crise, du chômage et de l'affaire Cahuzac, ce n'est pas faux, ils sont les révélateurs de la pourriture d'un régime qui ne peut pas vraiment inspirer confiance.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Japon

De l'eau radioactive semble avoir fui d'un autre réservoir de stockage souterrain de la centrale nucléaire japonaise de Fukushima Daiichi, a annoncé dimanche son exploitant, la compagnie Tokyo Electric Power (Tepco).

La fuite semble ne pas être trop importante, précise Tepco. Samedi, la compagnie avait annoncé que 120 tonnes d'eau radioactive étaient susceptibles d'avoir fui d'un autre réservoir situé à proximité de celui-ci.

La centrale a subi ces derniers temps une série de fuites et de problèmes de refroidissement.

Vendredi, Tepco avait annoncé que le mécanisme de refroidissement du réacteur n°3 avait cessé de fonctionner pendant trois heures. Reuters 07.04

SOCIAL

1- Portugal

Le Premier ministre du Portugal, Pedro Passos Coelho, a annoncé dimanche soir que les dépenses publiques seraient réduites pour compenser l'invalidation par la Cour constitutionnelle de plusieurs mesures de son plan d'austérité et respecter les objectifs budgétaires du pays. Reuters 07.04

2- Espagne

Des jeunes Espagnols ont manifesté par centaines dimanche à Madrid, dans plusieurs autres villes d'Espagne et devant des ambassades à l'étranger, contre le chômage qui les oblige souvent à s'exiler pour chercher un emploi.

Au rythme des sifflets et des tambours, des centaines de manifestants ont défilé à Madrid derrière une grande banderole portant les mots : "*Nous ne partons pas, ils nous jettent dehors*"; et en criant : "*Nous ne voulons pas partir*".

"*Nous voulons dénoncer l'exil forcé auquel sont contraints les jeunes espagnols à cause du manque de travail*", a expliqué Mikel Revuelta, un porte-parole de Juventud sin Futuro.

Le collectif a rassemblé plus de 7.000 courts témoignages d'Espagnols qui pensent quitter le pays ou sont déjà partis, accessibles sur une carte du monde interactive publiée sur internet.

Ils racontent par exemple l'histoire d'un médecin qui travaille comme serveur et guide touristique en République dominicaine, ou celle d'un moniteur de ski en Islande.

Alors que l'Espagne affiche un taux de chômage de 26%, les jeunes sont très durement frappés, avec un taux de 55% chez les 16-24 ans.

La difficulté à trouver du travail conduit de très nombreux jeunes Espagnols, souvent diplômés, à partir tenter leur chance à l'étranger, notamment en Allemagne, en Grande-Bretagne ainsi qu'en Amérique Latine.

70 pour cent des Espagnols de moins de 30 ans pensent partir s'installer à l'étranger, selon une étude publiée en février par le Real Instituto Elcano, un institut de recherche. AFP 07.04

ECONOMIE

Japon

Après la planche à dollars et euros, voilà le temps venu de celle à yens !

La Banque du Japon (BoJ) devrait acheter pour 1.200 milliards de yens (9,5 milliards d'euros) d'emprunts d'Etat japonais la semaine prochaine en ciblant des titres dont l'échéance est distante de plus de cinq ans, rapporte dimanche le quotidien économique Nikkei.

La banque centrale prévoit de procéder en avril à cinq achats d'un montant total de 6.200 milliards de yens. Par la suite, elle réaliserait chaque mois pour environ 7.500 milliards d'achats en six opérations, précise l'article, qui ne cite pas ses sources.

La BoJ a annoncé jeudi une refonte de sa politique monétaire avec pour objectif d'injecter près de 1.100 milliards d'euros de liquidités en deux ans dans l'économie nipponne par le biais d'achats d'obligations d'Etat. Reuters 07.04

[Haut de page ↗](#)

Le 9 avril 2013

CAUSERIE

J'ai commencé à archiver les articles de mars dans les différentes pages d'accueil du site, c'est ingrat, long, laborieux. J'ai retiré de la page d'accueil les titres de mars, histoire qu'on y voie plus clair, mais ils ne sont pas tous archivés, d'ici deux jours. J'ai beaucoup de mal à travailler avec la chaleur et la nuit précédente ils n'ont pas arrêté de couper le courant... Mais bon, il y a pire sur terre...

Tout ce que compte le vieux monde de pourritures rend hommage à Thatcher, l'article de presse que j'ai mis en ligne en est l'illustration. On y reviendra peut-être demain, quand les dirigeants du PS auront séché leurs larmes. J'ai téléchargé un témoignage qui vaut son pesant d'or, vous pouvez ajouter dur, signé Jean-Louis Bianco, ancien secrétaire général de l'Élysée sous François Mitterrand. Quand le clan de la réaction perd l'un des siens, c'est un jour de fête pour tous les opprimés de la planète !

Personnalité insignifiante et inconnue, elle fut invitée à participer à une réunion du groupe Bilderberg, trois ans plus tard elle devenait Premier ministre et appliquait d'une main de fer la politique néolibérale définie par ses pairs.

[POI. Les opportunistes démasqués.](#)

Titre : Les électeurs ont refusé la collectivité unique d'Alsace (7 avril)

- *"Échec retentissant pour le référendum sur un projet de fusion des collectivités départementales et régionale d'Alsace. Les résultats pratiquement définitifs ont montré que les électeurs du département du Haut-Rhin ont massivement rejeté le projet. Dans le département du Bas-Rhin le oui l'a emporté, mais sur la base d'une très forte abstention.*

Qu'en est-il vraiment ? Le POI a la manoeuvre.

En réalité, l'abstention a été du même ordre de grandeur à 1% près ! En définitif, 2,07%, info parvenue plus tard il faut préciser.

Le Monde du 8 avril : " la participation aurait été de 36 % dans le Bas-Rhin, et de 37 % dans le Haut-Rhin."

Les faits.

Même source : "Des résultats partiels du référendum de dimanche créditent le "non" d'une victoire par 56,44 % des voix dans le Haut-Rhin, dans un contexte de très faible mobilisation des électeurs. Les électeurs Bas-Rhinois y seraient en revanche favorables à près de 67 %, mais l'abstention a également été très forte."

J'ai réussi à me procurer les résultats définitifs par l'AFP : 35,11 % de participation dans le Bas-Rhin et 37,18 % dans le Haut-Rhin .

A l'arrivée, le département du Haut-Rhin a voté non à 55,74 %. Le département du Bas-Rhin a voté pour à 67,53 %, mais n'atteint

pas le chiffre des 25 % d'inscrits favorables (23,71 %). Le projet ne verra donc pas le jour.

On a bien confirmation que le taux d'abstention a été sensiblement le même dans les deux départements.

Allons plus loin et enfonçons le clou. 1 267 703 d'électeurs étaient inscrits en Alsace, se répartissant ainsi. (source : www.lalsace.fr) :

- Le Haut-Rhin qui comptait 519 575 électeurs inscrits a voté non à 55,74 %. Participation : 37,18 %.

- Le Bas-Rhin qui comptait 748 128 électeurs inscrits a voté oui à 67,53 %. Participation : 35,11 %. (22,90% des inscrits)

Si la barre de participation fixée à 25% des voix exprimées n'avait pas existé, au total des voix exprimées le oui l'aurait emporté.

Pour m'en assurer je me suis livré à un calcul de CM1 qu'un dirigeant du POI pourra vérifier :

Haut-Rhin

Non - $519\,575 \times 37,18\% \times 55,74\% = 107677$ voix

Oui - $519\,575 \times 37,18\% \times 44,26\% = 85500$ voix

Bas-Rhin

Non - $748\,128 \times 35,11\% \times 32,47\% = 85288$ voix

Oui - $748\,128 \times 35,11\% \times 67,53\% = 177379$ voix

Total oui : 262879 voix

Total non : 192965 voix

Dans le Haut-Rhin, 25% des inscrits représentaient 129893 voix

Dans le Bas-Rhin, 25% des inscrits représentaient 187032 voix

Soit au total : 316925 voix

Comme dirait l'autre, il n'y a pas photo ! Accablant, non ?

En réalité, c'est uniquement l'abstention, le rejet de toute mesure relevant des institutions et soutenue par ses principaux partis qui est le véritable vainqueur de ce référendum. Ce qu'il ne faut surtout pas ébruiter, car cela va à l'encontre de la politique opportuniste du POI qui refuse obstinément d'axer son combat politique contre les institutions de la Ve République. Au bout du compte, qu'il s'agisse de la politique, des méthodes, de leurs dirigeants, POI, NPA, LO et FdG sont tous à mettre dans le même sac.

Désolé sincèrement pour nos petits camarades du POI, vos dirigeants sont de sacrés manipulateurs et ils viennent une nouvelle fois d'en faire la démonstration, il leur faut par n'importe quel moyen justifier leur politique, ils sont ainsi, demandez-vous pourquoi, ce que cela recouvre, vous allez tomber de haut, c'est un certain Pierre Lambert qui leur a enseigné...

Et le M'PEP n'avait pas hésité à titrer : *Victoire de la démocratie en Alsace !*, avec une telle conception de la démocratie il y a de quoi s'inquiéter sur la nature de ce mouvement et ses véritables intentions.

En conclusion, je ne remets évidemment pas en cause cette bataille à laquelle il fallait participer, toutefois sur une autre ligne politique, ce que je dénonce c'est la présentation des résultats de ce référendum, sciemment tronqués, et l'interprétation qui en a été donnée à la limite de la falsification (POI) ou purement frauduleuse (M'PEP), car il aurait fallu souligner, non seulement qu'au total des voix exprimés le oui l'avait emporté, mais que sans l'affaire Cahuzac qui a éclaté quelques jours plus tôt, il est quasi certain que la barre des 25% d'inscrits aurait été franchie.

La manière dont le POI et le M'PEP ont rendu compte de ce référendum n'est pas franchement à leur avantage, cela ne vous fait pas penser aux médias que nous ne cessons de dénoncer, dont les masses se méfient comme la poisse au même titre que tous les partis, les institutions ? A juste titre.

Nous sommes les otages de ces dirigeants qui ont confisqué le socialisme et les partis ouvriers pour leur propre compte et dont les intentions et les objectifs politiques ne peuvent pas être les mêmes que les nôtres.

La réalisation de cet article m'a pris trop de temps pour m'occuper d'un autre sujet le "*coup de balais*" de Mélenchon, la réponse

de Laurent et la manière dont le POI l'a présentée, ce sera pour demain. Mais est-ce bien nécessaire ? Vous avez l'article de Libération paru le même jour (le 5 à 16:41), en voici le titre : *Pierre Laurent (PCF) préfère le « coup de braquet à gauche » au « coup de balai »*, il s'agissait d'une interview de Laurent, il vous suffit de comparer son contenu avec l'article qui figure dans le portail national du POI où ils ont interprété une citation qu'ils ont tronquée.

En deux mots parce que cela me démange, je ne supporte pas les manipulateurs, ils me dégoûtent, ils ont titré : *Mélenchon propose une « marche citoyenne pour la VIe République » et pour « une Constituante » le 5 mai*, puis vient la citation de Laurent laissant à penser qu'il est sur la même longueur d'onde que Mélenchon, qu'il est favorable à son "coup de balai", pas du tout, il dira "Ce n'est pas l'expression que je privilégie. Je préfère un grand coup de braquet du gouvernement vers la gauche pour organiser un nouveau contrat politique.", quant à la tarte à la crème de la Constituante, il enfoncera le clou en précisant "On peut engager un processus constituant immédiat sans appeler à une dissolution de l'Assemblée nationale", bref, une bien mauvaise farce, on le savait depuis longtemps.

Pour finir, une précision importante, je tiens à préciser que la citation qui a été reprise par le POI est extraite de cette interview, je vous invite à le vérifier vous-même, j'y tiens, on ne traite pas des dirigeants de manipulateurs sans preuve, et je refuse qu'on me fasse confiance sur quoi que ce soit, j'y tiens aussi. C'est si facile de tromper les militants, de se faire passer pour ce qu'on n'est pas, pour ce qu'on voudrait qu'on nous prenne, c'est franchement dégueulasse, répugnant. Bon, je n'aurai pas à écrire cet article demain.

ACTUALITE EN TITRES

[Milton Friedman, Ronald Reagan, Margaret Thatcher, Georges Bush : c'est leur modèle idéologique.](#)

- Le thatchérisme, une idéologie radicale devenue la norme - Reuters
- Pourquoi l'héritage politique de Margaret Thatcher est tout sauf réductible à son libéralisme économique - Atlantico.fr
- Thatcher: symbole d'un ultralibéralisme qui a mené à la crise actuelle - AFP

[Un ennemi insaisissable qui n'en est pas un.](#)

- La lutte contre le secret bancaire peine à passer à la vitesse supérieure - AFP
- L'Autriche risque l'isolement sur le secret bancaire - Reuters
- Loi américaine contre l'évasion fiscale: difficile à appliquer - L'Expansion.com

[Toujours plus fort.](#)

- Record de faillites en Espagne au premier trimestre - Reuters

[Les charrettes du jour.](#)

- Liquidation de deux sites de fabrication de meubles - Reuters
- 280 emplois menacés par le dépôt de bilan du constructeur automobile Heuliez - 20minutes.fr
- Plan social en vue chez Virgin Megastore, en l'absence d'une reprise globale - AFP

[Normal, il avait le choix entre 73 paradis fiscaux !](#)

- Affaire Cahuzac: son avocat dément les 15 millions d'euros en Suisse - L'Express.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand le portefeuille est à droite, que l'on partage l'idéologie de la droite, on est de droite, pas de gauche.

Le ministre délégué à la Consommation, Benoît Hamon, a condamné lundi l'appel à une manifestation "*coup de balai*" par le leader du parti de Gauche Jean-Luc Mélenchon, estimant qu'elle visait à diviser la gauche et risquait de favoriser une montée de l'extrême droite.

(La montée de l'extrême droite, c'est votre politique qui s'inscrit dans la continuité de celle de l'UMP qui la favorise, politique qui est de droite. - Ndlr)

"La gauche doit être collective (...) appeler à une manifestation coup de balai contre la gauche, ça rompt avec toutes les traditions, toute l'histoire de la gauche", a souligné le ministre interrogé sur RTL.

(Ne parlez pas de ce que vous ne connaissez pas ou de ce qui vous est étranger, s'il vous plaît. Mais si vous y tenez, la gauche dont vous parlez était corrompue par le capitalisme depuis près d'un siècle au point de ne jamais l'avoir réellement combattu, encore moins vaincu, au point que cette gauche est devenu l'un des principales piliers du régime en place qu'il nous faut renverser. - ndlr)

Une telle manifestation de protestation contre le gouvernement "*divise la gauche et, en divisant la gauche, on peut être sûr du résultat : A la fin, ceux que nous sommes censés représenter dans l'espace politique, les classes populaires, ceux qui vivent avec 1.000 euros, ceux qu'ont pas de boulot, seront les dindons de la farce*", a souligné le ministre. AFP 08.04

Basta, bas les pattes, vous ne nous représentez pas ! Alors que chaque jour des travailleurs sont jetés à la rue avec la bénédiction de ce gouvernement, assez, dehors ce gouvernement des capitalistes !

A vous dégoûter d'être de gauche, de la gauche de la gauche, d'extrême gauche, alors soyez révolutionnaire et combattez pour le renversement des institutions de la Ve République, pour une République sociale, pour le socialisme !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Portugal

Le Portugal entend maintenir le cap de l'austérité fixé par ses créanciers internationaux en dépit des critiques provoquées par l'annonce de nouvelles coupes budgétaires, qui doivent compenser les mesures du budget 2013 que la Cour constitutionnelle vient de rejeter.

Le gouvernement portugais va devoir couper dans les dépenses de santé ou l'éducation pour atteindre les objectifs du plan de sauvetage, après l'invalidation de mesures d'austérité dans les services publics.

Le gouvernement portugais va devoir couper dans les dépenses de santé ou l'éducation pour atteindre les objectifs du plan de sauvetage, après l'invalidation de mesures d'austérité dans les services publics.

La Cour constitutionnelle a censuré vendredi la baisse programmée des primes de vacances dont bénéficient les fonctionnaires et les retraités. De même, les diminutions des indemnités-maladie et des indemnités-chômage ont été jugées contraires à la Constitution. Les hausses d'impôts d'une ampleur sans précédent ont en revanche été validées.

Cet arrêt risque de creuser le fossé entre une fonction publique qui semble protégée et un secteur privé mis à mal par une récession sans précédent depuis les années 70.

Bien que leurs traitements aient baissé plus vite que ceux des salariés du privé, les fonctionnaires gagnent encore deux fois plus en moyenne.

Tous pâtissent néanmoins d'une hausse sans précédent de la fiscalité mise en oeuvre depuis janvier et la plupart des économistes tablent sur de nouvelles mesures d'austérité qui risquent d'aggraver ou de prolonger la récession.

La parade trouvée par le Premier ministre consiste à accélérer les coupes dans les budgets de la Santé, l'Éducation et la

Sécurité sociale, a déclenché un flot de critiques de la part de l'opposition de gauche et des syndicats, qui craignent que ces réformes ne sonnent le glas de l'Etat-providence.

Les partenaires européens du Portugal - notamment le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble - se sont empressés de rappeler la nécessité de maintenir le cap de la rigueur et donc de prévoir de nouvelles réductions des dépenses publiques.

La Commission européenne a quant à elle invité le Portugal à rester fidèle aux mesures d'austérité prévues par ses créanciers internationaux s'il veut disposer de plus de temps pour rembourser les prêts liés à son plan de sauvetage.

Si elle l'a fragilisé, la décision de la Cour constitutionnelle n'a toutefois pas causé la perte du gouvernement. *"L'essentiel, c'est qu'il n'y a pas de crise politique, que le gouvernement reste en place et qu'il n'est pas prévu de renégocier les objectifs du plan de sauvetage. Les choses auraient pu tourner beaucoup plus mal"*, souligne Filipe Garcia, directeur d'Informação de Mercados Financieros, une société de conseil de Porto.

Les observateurs évoquent le gel des investissements dans le système hospitalier et la réduction des remboursements, qui permettrait de dégager des centaines de millions d'euros.

"Le fossé budgétaire qui s'ouvre est assez large, mais pas impossible à combler avec d'autres mesures", écrivent quant à eux les analystes de Citi, selon lesquels l'arrêt de vendredi pourrait toutefois retarder le retour du Portugal sur les marchés. AFP et Reuters 08.04

[Haut de page ↗](#)

Le 10 avril 2013

CAUSERIE

Apparemment je m'étais planté dans les dates des causeries des derniers jours, j'avais préparé le boulot sur plusieurs blocs-notes et j'ai mélangé les dates. Nous sommes bien le 10 avril !

Les réflexions que m'a inspiré hier soir le mouvement ouvrier, après avoir pris connaissance de l'adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi retranscrivant l'accord patronal du 11 janvier 2013.

J'appelle tous les militants à refuser de participer à toute campagne en direction des élus du PS ou d'autres partis, de Hollande et son gouvernement, pétition, adresse, lettre, délégation, à rejeter tout mot d'ordre dans leur direction, toute politique les associant, toute perspective qui les incluerait, aucun soutien à leurs candidats aux prochaines élections, pas une voix.

(En me relisant mercredi après-midi, j'ai supprimé deux paragraphes trop explicites et violents pour être compris par les militants.)

S'adresser aux élus ou aux députés du PS témoigne de la formidable régression politique du mouvement ouvrier qui a été orchestrée par tous les partis depuis 70 ans. On atteint le niveau théorique et politique zéro !

Quand on arrive à un tel constat, on se pose des questions sur les moyens dont on dispose pour remédier à cette situation, est-ce encore possible, on peut en être profondément choqué et sombrer dans le désespoir devant l'immensité de la tâche qui nous attend, en même temps on se dit qu'il suffit parfois de peu de chose pour qu'une situation qui semblait désespérée bascule dans son contraire, que la magie de la dialectique opère favorablement, s'il est vrai qu'on est davantage habitué au pire, on sait aussi que le meilleur peut également se manifester au détour d'une expérience, d'un évènement révélateur qu'il existe autre chose que les désirs ou les illusions auxquelles on se raccrochait naïvement ou inconsciemment jusque là, je ne vous raconte pas d'histoire, cela se produit au cours de la vie de chacun d'entre nous pour peu qu'on soit apte à saisir ces moments et à en tirer des enseignements.

Tout cela n'est pas sérieux, c'est faire preuve de crasse ignorance de l'histoire de la lutte des classes au XXe siècle ou baigner en pleine inconscience que d'attendre quelque chose de partis qui n'ont eu de cesse de creuser notre tombe, cela tient du délire, aucun travailleur censé ne devrait faire confiance à de tels militants ou partis.

Quand je travaillais en France, en dehors de mon salaire que j'attendais à la fin du mois, jamais je n'ai espéré quelque chose d'autres d'un patron. Quant à l'Etat et ses institutions, ses partis, en dehors des impôts qu'ils me réclamaient, je n'en ai jamais attendu davantage non plus. Dans tous les cas, je savais que je ne devais compter que sur moi-même pour m'en sortir ou améliorer mon sort, et lorsque ce n'était pas possible je me disais que tel était le sort que m'avait réservé leur société et qu'il en serait ainsi temps qu'elle existerait. Si on avait inculqué les mêmes rapports aux travailleurs et aux militants, on n'en serait sans

doute pas là aujourd'hui.

Parfois on se demande à quoi bon dépenser tant d'efforts, passer autant de temps, déployer autant d'énergie, sacrifier une partie importante de son existence à expliquer en long en large et en travers, sous tous les angles possibles et imaginables quelque chose d'aussi simple à saisir sans résultat, en vain.

Je vous parle très simplement, je ne tourne pas autour du pot, je suis direct, je vous livre ce que m'inspire la situation en me disant que je ne dois pas être le seul à penser ainsi. J'ai les ressources suffisantes pour dépasser ce constat et me projeter au-delà, mais ce n'est pas le cas de bien des militants qui dépriment gravement, qui n'y croient plus, certains capitulent, d'autres cessent le combat tout en observant ce qui se passe d'un oeil distrait, c'est compréhensible et bien triste.

Je vais leur dire un truc qui ne va peut-être pas leur remonter le moral mais qui ne les achèvera pas en tous cas. Ceux qui s'adressent aux élus du PS et au gouvernement, à Hollande, ils sont une infime minorité, ils ne représentent pas la classe ouvrière qui les méprisent, je parle des dirigeants du PS, les travailleurs refusent de marcher dans cette combine pourrie qui consiste à s'adresser à leurs bourreaux, ce sont eux qui formeront le gros des troupes qui le moment venu se lanceront à l'assaut des institutions, gardez confiance en eux en toute occasion. N'oublions pas que la "majorité" PS à l'Assemblée nationale n'a été élue qu'avec 25% des voix des électeurs inscrits en 2012. On pourrait faire un parallèle avec le référendum qui vient d'avoir lieu en Alsace ou le oui n'a pas franchi la barre des 25%. La majorité des travailleurs ne se reconnaissent pas dans ce parti, et aucun autre, ils le rejettent, ils ne se déplacent même pas pour leur signifier, ils les méprisent, les institutions avec.

Pour se détendre un peu et on terminera par là, en balayant le jardin cet après-midi (mardi) une formule m'est venue à l'esprit que je ne pense pas avoir lue quelque part et qui m'a fait sourire, ouais tout seul dans le jardin, moi aussi on va me prendre pour un dingue !

Quotidiennement quand j'ai terminé d'actualiser le site, après j'ai encore un certains nombre de corvées qui m'attendent, je suis crevé mais je dois m'y coller, je n'ai pas le choix. En voyant les feuilles mortes qui parsemaient le jardin, j'ai été pris de découragement, je me suis dit : merde aujourd'hui je n'enlèverai que les feuilles de tecks, elles sont énormes, c'est rapide en cinq minutes ce sera bâclé. Puis commençant à les ramasser, cela m'a fait chié de voir qu'il y avait plein de feuilles mortes et de fleurs fânées partout, je me suis dit que cela faisait dégueulasse, du coup avec mon balais indien j'ai finalement tout nettoyé, et c'est là que cette formule a surgi de nulle part : qu'est-ce qu'un anarchiste adepte de l'ordre et de la discipline : un communiste ! Elle est courte mais elle me plaît bien. Et elle est juste surtout. Je la dédie à tous les camarades communistes, spécialement à l'un d'entre eux à qui je pense toujours.

Qui a dit ?

A propos du "*projet de loi de sécurisation de l'emploi*" adopté hier par l'Assemblée nationale.

1- "*Le vote de ce texte fera date. C'est une petite révolution. La démocratie représentative et la démocratie sociale ont réussi leur mariage*"

Réponse : Annick Lepetit, porte-parole du groupe PS.

2- "*Ce texte est dans la ligne de ces grands moments qui ont marqué de grands progrès*"

Réponse : Michel Sapin.

Ils sont bien de droite, le cynisme c'est la marque de la pourriture extrême, du mépris.

Parole d'internaute

A propos du "*projet de loi de sécurisation de l'emploi*" adopté hier par l'Assemblée nationale.

- "*Ca, c'est pour ceux qui croyaient que le Pingouin était de gauche, même Sarko ne l'avait pas fait et bien... Hollande et Ayrault, eux, sans aucun scrupule, vous la glisse bien profond. Dorénavant vous toucherez moins en travaillant plus pour essayer de sauver votre entreprise en difficulté pour finalement finir par vous faire virer quand même à la fin.*"

C'était couru d'avance, nous le savions, vous enfoncez des portes ouvertes, il faut aller plus loin maintenant et en tirer des enseignements politiques, c'est la moindre des choses, c'est élémentaire.

Pas à la manière du Front de gauche, du POI, du M'PEP et bien d'autres organisations ou groupes opportunistes qui continueront de s'adresser au PS, à ses élus, ses ministres comme si rien ne venait de se produire, rien depuis plus d'un demi-siècle en

réalité. C'est révélateur, c'est très intéressant car cela confirme ce que nous disions qu'ils étaient incapables de tirer la moindre leçon politique de la lutte des classes, qu'ils étaient sclérosés, à la remorque du PS, qu'ils étaient incapables de concevoir une issue politique dans laquelle le PS ne remplirait pas le premier rôle, quand ce n'est pas au niveau politique, c'est au niveau syndical.

Le PS incarne le régime en place et rien d'autre, il ne cesse d'en faire la démonstration quotidiennement, c'est un parti de droite profondément réactionnaire, s'en remettre à lui d'une manière ou d'une autre, c'est soutenir le régime.

- *"La différence avec l'UMP, c'est que l'UMP eux affichaient clairement être du côté du Medef!"*

Mais voyez-vous pour les dirigeants corrompus du mouvement ouvrier, il suffisait que le PS fasse croire le contraire, même maladroitement, pour qu'ils lui prêtent des vertus socialistes, progressistes, humanistes et j'en passe. Pourquoi ? Mais parce que cela allait de pair avec leurs propres intérêts, voyons.

- *"Si la droite avait juste fait le tiers de ce que la gauche a fait depuis 11 mois, il y aurait eu la révolution. Avec la gauche, on brade les acquis sociaux sans problème. Normal cela touche le privé, les fonctionnaires et les régimes spéciaux ne sont pas concernés."*

Toutes les couches sont touchées par la politique d'austérité, mais vous avez raison de soulever qu'elles ne sont pas toutes logées à la même enseigne et que l'Etat épargne autant qu'il peut les fonctionnaires, ce sont eux qui assurent la stabilité du régime en place. Et cette différence de traitement permet de maintenir la division qui existe dans la société entre travailleurs des secteurs privé et public, c'est un élément essentiel de leur dispositif. Dans le secteur privé, c'est l'aristocratie ouvrière qui remplit le même rôle. Ainsi le prolétariat est profondément divisé et pendant ce temps-là les capitalistes vaquent tranquillement à leurs occupations.

Rien ne dit qu'il y aurait eu une révolution comme vous dites, regardez en Grèce, en Italie, en Espagne, au Portugal, ce sont des gouvernements dits de droite qui continuent de tailler à la hache dans les acquis sociaux des travailleurs et vous n'avez pas l'ombre d'une révolution à l'horizon. Il en faudra plus que cela de nos jours, Trotsky l'avait bien compris 75 ans plus tôt...

- *"Ces socialistes sont vraiment des ordures."*

Si vous le dites, on n'osera pas vous contredire, et encore, vous ignorez le millième de ce qu'ils sont vraiment, ce qu'ils trafiquent dans votre dos, sans parler de leur passé.

- *"Socialistes, CFDT, MEDEF même combats bande de pourris !"*

Votre liste est incomplète, mais vous avez raison d'employer le pluriel, il s'agit d'une association permanente de malfaiteurs...

- *"Le Pouvoir décide froidement de ses propres intérêts le Peuple n'est en rien concerné, il subit, donc le Peuple doit aussi créer son propre pouvoir par des réseaux d'entraides, opposer un Pouvoir contre un autre voilà la solution."*

Que dit-il ? Inconsciemment qu'il n'existe pas ou plus de contre-pouvoir dans ce pays. Ce n'est pas totalement faux, hier on aurait pu se demander où étaient passés les deux millions d'adhérents de la CGT, de FO, de la FSU, de Sud, du PCF et du Front de gauche, du POI, du NPA, de LO, à peine 120.000 ont manifesté dans toute la France selon la CGT, en réalité disons 80.000 à tout casser, par contre quand il s'agit d'une contre-réforme concernant les fonctionnaires ils sont un ou deux millions dans la rue, cherchez l'erreur. C'est donc délibéré ? D'après vous ? Qui produit la plus-value, le secteur public ou privé ? Les fonctionnaires aussi sont exploités par l'Etat, mais ils n'ont même pas conscience d'avoir un employeur !

On vous sent crispé monsieur, détendez-vous, la question que vous abordez est mal posée mais elle ne manque pas d'intérêt. En Syrie, les puissances occidentales alliées de Riad et Doha ont mis sur pied tant bien que mal un gouvernement alternatif à celui d'Assad en prévision de la chute de ce dernier à laquelle ils travaillent depuis deux ans. Apparemment cette opération relève davantage de l'aventurisme parce qu'elle n'a pas le soutien de la population syrienne. On ne crée pas de toutes pièces une situation de double pouvoir, cela ne se décrète pas.

Si vous entendiez pas là quelques bricolages du type missions humanitaires, les ONG et autres associations en tous genres sont déjà à pied d'oeuvre pour venir en aide aux plus déshérités. Sur le plan politique, c'est une autre paire de manches.

Dans le cadre du combat classe contre classe (ce qui n'est pas le cas en Syrie), opposer un pouvoir à un autre pose la question politique fondamentale du rapport entre les classes, son inversion en faveur de la classe dominée, ce qui ne peut être rendu possible que par une révolution renversant les institutions en place qui ont été fondées pour que la classe dominante exerce son pouvoir sur la classe dominée, celle des exploités, la dictature du capital cède la place à la dictature du prolétariat.

On peut concevoir cette perspective politique, c'est même fortement recommandé. Quand on dit *"le pouvoir décide"*, il faut être plus précis et déterminer de quelle manière s'exerce ce pouvoir, par le biais des institutions en place dont la Constitution est le

garant. Donc remettre en cause le pouvoir en place n'est possible que dans la mesure où on envisage de liquider les institutions qui existent. Cela signifie que tout contre-pouvoir qu'on projetterait de construire, avant même qu'il surgisse au cours de la révolution, devrait s'inscrire dans cette perspective, ce serait à la fois la base de son programme politique et l'objectif de son combat sur le plan stratégique. Reste encore une question à aborder, déterminante.

Pour qu'on envisage d'abroger les institutions, cela doit reposer sur une autre motivation que politique, on doit se poser une question ou revenir à la précédente. Les institutions incarnent des rapports entre les classes au profit de la classe dominante, la classe des capitalistes, leur raison d'être est de permettre aux capitalistes d'exploiter les producteurs de richesses et s'emparer de l'essentiel de ces richesses produites, donc la seule motivation qui peut justifier le renversement des institutions c'est de mettre fin à ces rapports de production, au capitalisme, il faut donc être convaincu de la nécessité de son abolition parce qu'il n'est pas en mesure de satisfaire l'ensemble des besoins et aspirations des masses laborieuses, il ne l'a jamais été d'ailleurs.

C'est donc à partir de cette analyse du développement historique du capitalisme qu'on arrive à la conclusion qu'il est condamné comme système économique à disparaître, il doit céder la place au socialisme. Précision que cette analyse et cette conclusion reposent uniquement sur des faits et les rapports qu'ils entretiennent, il n'y a rien de mystérieux là-dedans ou de subjectif, la part d'interprétation est réduite à sa plus simple expression et ne se traduit qu'en terme de perspective politique. Si on ne procède pas à cette analyse ou qu'on ne la partage pas, on ne peut pas parvenir à cette conclusion et on continue d'entretenir des illusions dans le capitalisme.

Ensuite seulement on analyse de quelle manière sur le plan politique le capitalisme est parvenu à se maintenir en place, de quelles structures juridiques et institutionnelles il s'est doté pour justifier son existence ou la légitimer de façon à imposer ces rapports aux exploités, de telle sorte qu'ils coïncident avec l'ensemble des rapports qui existent dans la société, permettant ainsi à l'illusion que l'intérêt général était inséparable de la défense de ces rapports de s'imposer, d'où le constat que c'est l'ignorance de ces rapports et cette confusion entretenue par les partisans du régime qui seules assurent la pérennité du capitalisme.

Parvenu à ce stade de notre analyse, il n'est plus possible de concevoir la liquidation du capitalisme sans abolir ses institutions politiques, son Etat, et poser seule la question de liquider les institutions ne nous viendra même pas à l'esprit tant elle est incongrue ou un non-sens, absurde. La classe ouvrière ne pourra jamais prendre le pouvoir sans liquider le cadre juridique ou institutionnel qui permet aux rapports de classes basés sur la domination de classe du capitalisme d'exister.

On arrêtera là pour aujourd'hui. Ce que l'on ne parvient pas à comprendre, c'est qu'à ce stade de l'évolution du capitalisme, il est impossible de réaliser ce qu'on appelait autrefois le programme minimum, en gros réaliser la satisfaction de nos revendications sociales immédiates, sans mettre en oeuvre le programme de la révolution socialiste, c'est-à-dire liquider l'Etat bourgeois et s'attaquer immédiatement aux fondements du capitalisme, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'on supprimera du jour au lendemain le capitalisme dans tout le pays, mais on sera maître des institutions politiques et économiques qui permettront d'anéantir sa capacité de nuisance tout en lui dictant notre politique, ce qui nous permettra de supprimer les inégalités les plus criantes, de les réduire de telle sorte que chaque travailleur et sa famille pourra vivre dignement de son travail une fois débarrassé définitivement des difficultés matérielles qu'il a toujours connues ou de l'angoisse de l'avenir qui rongait son existence.

ACTUALITE EN TITRES

[Alors qu'il l'a voté des deux mains !](#)

- Pour Montebourg, l'austérité mène l'Europe à «*la débâcle*» - Liberation.fr

[La tyrannie déguisée...](#)

- Dialogue social: Le pragmatisme en réponse aux crispations - 20minutes.fr

... le résultat :

- L'austérité en Europe rend l'accès aux soins difficile pour les plus pauvres - L'Expansion.com

[Encore un petit effort...](#)

- France. Le déficit de l'Etat se creuse de 2,9 milliards en février - L'Expansion.com

- Grèce: première baisse des prix à la consommation en 45 ans - AFP

- Espagne: le PIB reculera de 0,5% à 0,6% au premier trimestre 2013 - AFP

- La Slovénie doit assainir d'urgence son secteur bancaire - LePoint.fr

- Portugal: le gouvernement gèle les dépenses non essentielles - AFP

[UMP-UDI-PS-FN : à Cayenne !](#)

- "Il faut établir un délit de fraude fiscale en bande organisée" - L'Expansion.com -

[Objectif atteint : 999.999 euros](#)

- Le PDG d'Orange prêt à réduire son salaire pour le faire passer sous 1 million d'euros - AFP

[Bruxelles la lessiveuse de Goldman Sachs et Cie.](#)

- Secret bancaire: les grands pays européens demandent à Bruxelles d'agir - AFP

[Délation, climat nauséabond.](#)

- Bordeaux: une campagne de pub pour poster des photos de dealers sur Facebook - L'Express.fr

[Le vrai visage du Hamas : archaïque, féodal.](#)

- Gaza: le Hamas sévit contre les chevelures masculines "indécentes" - AFP

Les services de sécurité du Hamas, au pouvoir à Gaza, ont interpellé des jeunes hommes à la chevelure jugée "indécente" pour leur couper les cheveux de force, a affirmé le Centre palestinien pour les droits de l'Homme (PCHR), basé à Gaza. AFP 09.04

Ce n'est pas pour rien la branche palestinienne des Frères musulmans.

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment ils soutiennent le régime

Trois déclarations qui viennent à point nommé en soutien au gouvernement et aux institutions.

- Le patron de la CGT ne manifesterait pas avec Mélenchon le 5 mai - LePoint.fr

Le secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon a déclaré mardi qu'il ne participerait pas à la manifestation proposée par Jean-Luc Mélenchon le 5 mai à la suite de l'affaire Cahuzac. "Ce n'est pas le rôle des syndicalistes de régler des questions de rapport entre les partis politiques même si ces questions nous intéressent", a expliqué le leader de la CGT sur Canal+.

- Bové pousse un "coup de gueule" contre Mélenchon - AFP

Le député européen José Bové a poussé mardi un "coup de gueule" contre Jean-Luc Mélenchon et son appel à donner un "grand coup de balai" politique, en soulignant le peu d'assiduité de M. Mélenchon au Parlement européen.

A "un moment, quand on dit: +tous pourris d'un côté, coup de balai, le peuple doit reprendre le pouvoir+, la moindre des choses, c'est que soi-même, on n'ait rien à se reprocher", a-t-il dit. AFP

Tous les deux ex-trotskistes, deux renégats sous le coup du boomerang.

C'est sûr que le peuple va "reprendre le pouvoir" au Parlement européen !

L'Assemblée nationale a adopté mardi le projet de loi sur l'emploi, salué comme inédit par le gouvernement.

Le projet qui transcrit dans la loi l'accord sur la sécurisation de l'emploi signé en janvier par le patronat et trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) mais rejeté par la CGT et FO, a été voté par 250 voix pour et 26 contre.

Le PS a très majoritairement voté pour - 6 députés socialistes ont toutefois voté contre, comme René Dosière, et 35 se sont abstenus, dont Jérôme Guedj. Les radicaux de gauche l'ont adopté "*dans leur majorité*", 3 étant contre.

Les 16 écologistes se sont abstenus. Abstention aussi de l'UMP, à l'exception de trois députés qui ont voté contre, dont Henri Guaino. Les 30 élus centristes de l'UDI se sont également abstenus. Le Front de Gauche a voté contre ce "*texte de casse sociale*", après avoir ferrailé une semaine entière dans l'hémicycle. Les deux députés du Front national ont également voté contre.

Le projet, qui accorde plus de flexibilité aux entreprises tout en créant de nouveaux droits pour les salariés, est désormais soumis au Sénat qui l'examinera à partir du 17 avril en procédure accélérée.

Pour contrer le projet, qui à leurs yeux "*sécurise les licenciements et non pas l'emploi*", plusieurs milliers de salariés (120.000 dans toute la France selon la CGT) sont descendus dans la rue à l'appel de la CGT, FO, la FSU et Solidaires dans de nombreuses villes, selon les bureaux régionaux de l'AFP. Les quatre syndicats avaient déjà organisé des manifestations le 5 mars.

"*Messieurs et mesdames les parlementaires, ne votez pas cette réforme injuste*", exhortait la grande banderole déployée par 6.000 manifestants (selon le chiffre de la police), rassemblés aux abords de l'Assemblée nationale avec à leur tête les numéros un des confédérations.

(Le terme est correct, il s'agissait bien de misérables exhortations qui témoignent que leur politique ne peut mener que dans une impasse, volontairement évidemment puisque ce sont des vendus. - ndlr)

"*Ce n'est pas du tout un accord donnant-donnant!*" mais "*un accord donnant-perdant*", a affirmé le leader de la CGT Thierry Lepaon qui reproche au gouvernement d'avoir "*une oreille droite bien ouverte*" aux revendications du Medef et "*une oreille gauche un peu bouchée*".

(C'est marrant, on avait cru qu'il avait deux oreilles à droite, à droite toute quoi comme sa politique le démontre depuis 10 mois. - ndlr)

Son homologue de FO, Jean-Claude Mailly a lancé un avertissement aux députés: "*C'est une piqure de rappel, une façon de vous dire que dans quelques mois, quand la loi se sera appliquée, c'est vous qui en porterez la responsabilité*".

(Entre nous, qu'est-ce qu'ils en ont à foutre ! Mailly aussi. - ndlr)

La présidente du Medef, Laurence Parisot, est "*plutôt satisfaite*". AFP 09.04

Comment le mouvement ouvrier ne serait-il pas pourri, quand on constate que lors de chaque mobilisation ils lui donnent une orientation réactionnaire, là en l'occurrence il s'agissait de subordonner la classe aux institutions, aux élus du PS qui ont voté (notamment) le TSCG, dont l'accord patronal du 11 janvier est le complément ou l'application antisociale naturelle.

Temps qu'on ne voudra pas admettre que le PS est un parti de la réaction, le parti de l'ordre bis, on n'avancera pas d'un millimètre. Je l'ai affirmé il y a quelques années déjà, cela se confirme ici.

Tartufferie.

Un accord de principe est intervenu mardi au niveau européen pour obliger les entreprises travaillant dans le secteur des industries extractives à rendre publiques les sommes qu'elles paient aux gouvernements des pays où elles sont présentes, a annoncé sur Twitter la présidence irlandaise de l'UE.

"*Cet accord va faire naître une nouvelle ère de transparence dans une industrie trop souvent entourée de secret, et contribuera à combattre l'évasion fiscale et la corruption, tout en créant un cadre pour qu'à la fois les compagnies et les gouvernements puissent être tenus responsables de l'utilisation des revenus tirés des ressources naturelles*", a-t-il ajouté.

Les compagnies concernées devront publier les paiements effectués auprès des gouvernements sous forme d'impôts et taxes, royalties ou droits d'exploitation, pays par pays et projet par projet.

Pour Oxfam, il s'agit "*d'une énorme avancée pour combattre la corruption*", mais le texte aurait dû aller plus loin encore et

"inclure d'autres secteurs comme les télécommunications ou la construction".

Les ministres français de l'Economie Pierre Moscovici et du Développement Pascal Canfin se sont félicités de la conclusion de cet accord.

Dans un communiqué, ils soulignent que "*l'Europe se dote ainsi des règles les plus exigeantes puisque la directive européenne va au delà de la réglementation américaine en incluant le secteur forestier ainsi que les sociétés non cotées*"

"*La France relaiera au sein du G8 et du G20 cet engagement en faveur de la transparence du secteur extractif*", ajoutent-ils, précisant que la France soutiendrait également "*l'élargissement de la transparence au secteur financier*". AFP 09.04

Toutes ces compagnies ou trusts disposent de centaines de milliards de dollars et de comptes dans les paradis fiscaux, donc d'une comptabilité occulte et d'une caisse noire, et on voudrait nous faire qu'elles vont déclarer les sommes qu'elles versent aux différents gouvernements, pourquoi pas le nom de leurs intermédiaires et des porteurs de valises pendant qu'ils y sont.

Les Américains sont à l'initiative de Bâle III, mais ils ne l'appliqueront pas, ainsi ils concoctent un tas de réglementations contraignantes pour tous les Etats sauf le leur, dans d'autres cas ils leur permettent d'exercer un meilleur contrôle sur des secteurs entiers de l'économie mondiale afin de pouvoir mieux préserver leurs parts de marché. Bien entendu l'UE se soumet volontiers à ce principe.

C'est ce même principe sélectif ou préférentiel qui a été adopté dernièrement par l'ONU sur la réglementation des ventes d'armes, seuls les Etats alliés et les organisations de mercenaires accréditées par les puissances occidentales, en premier lieu par les Etats-Unis, se verront livrer des armes par ces Etats marchands de canons ou dont la stabilité économique repose en grande partie sur l'économie de guerre pour ce qui est des Etats-Unis. On comprend pourquoi la Syrie, l'Iran et la Corée du Nord s'y sont farouchement opposés, et d'autres pays comme la Chine ou la Russie ont refusé de le ratifier.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie.

1.1- Les masques tombent.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH, proche de l'opposition) s'en est pris mardi à une unité d'insurgés qui, selon lui, torture et vole des habitants d'Alep, grande ville du nord de la Syrie.

La torture, les enlèvements et les exécutions sommaires sont devenus monnaie courante dans le conflit civil qui ensanglante la Syrie depuis deux ans.

Mais l'OSDH, organisation basée en Grande-Bretagne qui s'appuie sur un réseau de militants à travers la Syrie, se dit mardi obligée de dénoncer les actes du bataillon des Martyrs de Badr, une unité des Hommes libres de la brigade Syrie (Ahrar Souriya), après avoir recueilli un grand nombre de témoignages montrant qu'elle recourt fréquemment à des incarcérations et à la torture.

"*Ce genre d'actes est de plus en plus courant des deux côtés, malheureusement (...). Des actes de ce genre nuisent à la révolution qui a commencé*", a déclaré Rami Abdelrahman, directeur de l'OSDH, dans une interview téléphonique. Reuters 09.04

1.2- Al-Qaïda allié des opposants au régime.

Al-Qaïda en Irak a reconnu pour la première fois mardi que le Front al-Nosra, en première ligne dans le combat contre le régime de Damas, était une branche de son groupe et avait pour objectif la fondation d'un Etat islamique en Syrie.

Classé "*organisation terroriste*" par Washington, al-Nosra s'était d'abord fait connaître en Syrie par des attentats suicide, avant de devenir une redoutable force armée combattant aux côtés des insurgés contre le régime de Bachar al-Assad.

Le département d'Etat américain a estimé que cette annonce "*confirm(ait) ce que nous savions depuis longtemps: le Front al-Nosra est la branche syrienne d'al-Qaïda en Irak, une franchise d'AQ*".

La France a dit vouloir discuter avec ses partenaires européens et au Conseil de sécurité de l'ONU d'un éventuel classement de ce groupe comme "organisation terroriste".

"De facto, vous avez une partie du pays dirigée par Bachar al-Assad et une autre partiellement gérée par les gens d'al-Qaïda", a commenté Aaron Zelin, du Washington Institute for Near East Policy.

Al-Qaïda en Irak et al-Nosra, formé de combattants syriens et de volontaires étrangers, seront désormais fédérés sous l'appellation Etat islamique en Irak et au Levant, a indiqué al-Baghdadi dans un message sur des sites jihadistes.

Abou Mohammad Al-Joulani a été choisi comme chef d'al-Nosra, a affirmé Al-Baghdadi.

Al-Nosra a pour ambition d'instaurer une gouvernance islamique dans la Syrie de l'après-Assad, ce que rejette l'Armée syrienne libre (ASL), principale composante de la rébellion.

"Nous ne soutenons pas l'idéologie d'al-Nosra (...) Personne n'a le droit d'imposer aux Syriens la forme de leur Etat", a ainsi réagi Louaï Meqdad, responsable de la communication pour l'ASL, assurant que les rebelles luttent pour un "Etat démocratique".

Il a cependant reconnu que "certaines brigades de l'ASL coopéraient avec eux dans certaines opérations" vu que qu'al-Nosra était "financé et armé". "C'est une coopération tactique et ponctuelle".

Pour l'agence officielle Sana, "ce parrainage est un test pour la crédibilité de l'ONU, du Conseil de sécurité et des pays indépendants: ils doivent choisir entre l'alignement sur le terrorisme représenté par al-Qaïda et le droit du peuple syrien et de son gouvernement à combattre le terrorisme". AFP 09.04

2- Arabie Saoudite

Quand l'Arabie Saoudite perpétue un attentat en Syrie.

Turki Hassan, l'officier retraité de l'armée syrienne et expert des questions militaire s'est scandalisé par le fait que la chaîne saoudienne ait pu prédire l'attentat suicide lundi à Damas, attentat qui a fait des dizaines de morts et de blessés. " Al Arabiya a annoncé la nouvelle de cette explosion quelques heures avant qu'elle n'ait eu lieu , ce qui montre que ces attentats sont oeuvres des partis étrangers" . french.irib.ir 09.04

[Haut de page ↗](#)

Le 11 avril 2013

CAUSERIE

J'ai des affaires personnelles à régler, aussi je mettrai en ligne une trentaine de nouveaux documents en ligne ce soir ou demain, plus le temps maintenant.

L'équipe du Qatar (PSG) éliminée en quart de finale de la Ligue des champions, voilà une bonne nouvelle !

Déjà qu'ils avaient triché au match allé, sans doute l'émir avait-il acheté les arbitres pour accorder un but alors que deux joueurs étaient manifestement hors jeu. Je ne m'intéresse pas au sport, j'avais entrevu cela sur TV5Monde Asie, j'avais allumé la télévision pendant que je préparais mon dîner lundi, il y avait une émission consacrée au football, j'ai jeté un oeil du côté de l'écran, voilà tout.

A ce propos, les programmes de TV5Monde Asie sont de plus en plus médiocres, ils ont supprimé toutes les émissions à caractère politique et polémique en semaine, et le samedi soir, à la place d'On n'est pas couché du Ruquier qui avait succédé à Tout le monde en parle d'Ardisson, dorénavant on a le droit à un match de football en direct, du coup je n'allume plus la télé le samedi soir.

Je me demande si je vais renouveler mon abonnement début mai, cela me couche cher pour pas grand chose, disons que cela me changeait un peu d'Internet, la solitude me pèse parfois.

[Réflexions inspirées par la situation en France](#)

L'impression qui se dégage spontanément de Hollande quand on l'observe et l'écoute, c'est spontanément qu'il ne croit pas un mot de ce qu'il dit, son discours est plaqué, monocorde, il ne fait même plus l'effort de le cacher, il est fini.

Il était bien l'homme de la situation, de passage, sans saveur ni talent particulier, tout juste bon à gérer les affaires courantes tandis que les ordres venaient d'ailleurs, du Medef, de la Bourse, de la BCE, de Berlin ou Washington, laissant la place à des ministres zélés de gérer les différents dossiers. Incapable d'assumer ses responsabilités à l'intérieur, comme un homme complexé, frustré et inférieur, il se venge violemment à l'extérieur en se prenant pour un chef de guerre contre un ennemi avec lequel il avait pactisé précédemment, autrement sa lâcheté s'exprime en s'en prenant brutalement à un de ses homologues qui ose défendre la souveraineté de son pays, ce qu'il serait incapable de faire, il est trop faible, d'ailleurs il s'en moque, il lui faut déjà trouver les moyens de survivre politique et cela l'accapare entièrement. Qu'il soit en phase avec tous les éléments en décomposition de la société ne tient pas non plus du hasard, cela coïncide avec sa propre personnalité et au-delà son existence personnelle qui n'est qu'un tissu de mensonge et d'imposture au point qu'il doit peiner à s'y reconnaître lui-même.

Je me demande toujours comment on peut prétendre faire le bonheur d'un peuple tout en oeuvrant quotidiennement à son malheur, pour agir de la sorte, il ne faut pas seulement manquer de conscience, il ne faut plus en avoir du tout. C'est sans doute le comportement le mieux partagé entre tous les élus ou presque ; l'exception ne concerne que ceux qui ne disposent en fait d'aucun pouvoir ou dont la fonction les met en rapport avec peu d'administrés, entre les dirigeants des différents partis à quelques exceptions près, on voudrait y croire, qui à force de s'arranger avec leur conscience, de mentir et de se livrer à toutes sortes de manoeuvres inavouables et détestables finissent par ne plus en avoir non plus, d'où l'expression : on ne se refait pas.

Je ne suis pas un puritain de la morale, je sais seulement que lorsqu'on a mis le doigt dans l'engrenage du mensonge, de la manipulation ou de la falsification, ensuite tout le reste y passe, il faut donc s'interdire d'adopter cette attitude qui va finalement à l'encontre des intérêts pour lesquels nous nous battons et qui donnent un sens à notre vie aussi. Chacun fait comme il l'entend dans la vie, je ne me pose pas en donneur de leçons, j'en ai horreur, je vous cause simplement, sincèrement entre amis, collègues, camarades voilà tout.

Que dans le camp de notre ennemi ils aient absolument besoin de mentir pour cacher aux travailleurs leurs réelles intentions, on peut le comprendre, ils n'ont pas vraiment le choix, sauf sous une dictature, mais dans le nôtre, c'est incompréhensible, indigne.

J'ai écrit ce passage ce matin, ce qui suit la veille au soir, je me demandais si j'allais trouver la transition, c'est fait.

Le pouvoir qui fuit la réalité en prétendant l'affronter tout en la déformant, qui se réfugie dans la démagogie la plus éhontée en employant des mensonges usés jusqu'à la corde, qui ne peut supporter la moindre concession, la moindre critique, est un régime aux abois, coupé du peuple, qui flirte avec la tyrannie. C'est le régime qui existe aujourd'hui en France.

Hollande et son gouvernement ont pris le relais de Sarkozy et son gouvernement ultra réactionnaire, c'était prévisible, c'était inscrit d'avance dans le calendrier, nous l'avions prédit, c'était inévitable. Quand près de 30 ans de régression sociale continue n'a pas suffi à endiguer la crise du capitalisme qui a surgit dès le début des années 70, il ne faut pas s'étonner si les coups qui s'abattent sur les travailleurs sont de plus en plus violents.

Ils y ont été mal préparés par des syndicats et des partis ouvriers qui n'ont cessé de reculer et de capituler devant le rouleau compresseur de la réaction pour finalement abdiquer en rase campagne et désertier le terrain du combat politique pour le socialisme. Le lien avec le marxisme a été rompu à la mort de Trotsky et nous ne sommes jamais parvenus à renouer avec lui. Voilà le rapide constat que l'on peut dresser aujourd'hui.

Tous les jours on peut lire des articles provenant d'une multitude de sources dénonçant les méfaits ignobles du capitalisme à travers le monde, mais aucun ne remet en cause son existence ou celle de ses institutions politiques et la nécessité de se rassembler pour mener le combat dans cette perspective.

Chaque fois leurs auteurs dénoncent un ou des aspects du capitalisme pour aussitôt s'en remettre à ceux qui seraient porteurs d'espoir ou de progrès social, alors qu'en réalité ils appartiennent déjà au passé ou servent de caution à d'autres destructions encore plus massives ou dévastatrices.

Dans d'autres cas, ils dénoncent l'une ou l'autre de ses institutions internationales économiques ou politiques pour aussitôt en légitimer d'autres qui seraient plus présentables ou fréquentables, comme si en dernier ressort elles ne faisaient pas toutes partie d'un seul et même ensemble bien ordonné, guidé par les mêmes intentions au profit des mêmes commanditaires qui tirent les ficelles.

Une autre variante qui concerne les partis, consiste à définir une ligne politique qui épargne les institutions nationales et qui mènent systématiquement dans une impasse, parce que tous les partis refusent de rompre avec les partis et les appareils des syndicats qui soutiennent les institutions et de combattre strictement sur la base du programme de la révolution socialiste qu'ils ont abandonné. La relation de cause à effet est facile à établir et le résultat est sans appel.

On a envie de dire : quel gâchis car tout combat politique est difficile, se heurte à des obstacles, qu'avez-vous gagné au bout du compte à renier le marxisme et le léninisme, à quel résultat êtes-vous parvenu, quel est votre bilan ? Nulle part, il est nul, voilà la réalité en face de laquelle il faut mettre nos dirigeants, car eux seuls en portent la responsabilité, et quelle responsabilité, le sort de l'humanité entière ! J'ignore si nous sommes nombreux à en avoir conscience.

Cela ne veut pas dire qu'ils sont tous bons à jeter, je sais que cela arrange certains militants de le penser, je ne partage pas cette manière de voir, qu'on se comprenne bien je ne fais qu'établir un constat, je ne porte pas un jugement sur les uns ou les autres, je me situe exclusivement sur le terrain du combat politique et j'estime que manifestement ils n'ont pas été à la hauteur des tâches qu'ils avaient à remplir, reste à savoir lesquelles et pourquoi sans accabler personne, et j'ose prétendre depuis la disparition de Trotsky pour remettre les pendules à l'heure plus facilement, tout reprendre à zéro depuis cette époque, vous comprendrez aisément que je ne me situe pas sur un plan personnel ou sur celui de la lutte de pouvoir au sein d'un parti, je ne suis adhérent à aucun parti, j'ai cessé de militer dans un parti depuis 32 ans et je vis depuis 1996 à 10.000 kilomètres de la France, donc franchement je n'ai absolument aucune ambition ou intérêt personnel dans cette affaire, j'étais sincèrement, honnêtement, de faire avancer les choses, sans plus.

Il y a quand même quelque chose qui m'inquiète, je vous livre le fond de ma pensée, c'est peut-être un tort, mais au point où nous en sommes on ne risque plus rien, on a peut-être au contraire tout à y gagner, je crois en la puissance de la sincérité, c'est peut-être naïf de ma part, je suis ainsi et on ne me changera pas. Je me dis qu'on a à faire à des dirigeants intelligents ou qui sont habitués à réfléchir en principe, à côté et sans fausse modestie je dirais que je joue dans le registre inférieur, quand on m'explique quelque chose que je n'avais pas compris ou avec laquelle je n'étais pas d'accord, si j'estime que l'argumentation ou la démonstration de mon interlocuteur est sérieuse et cohérente, je suis prêt à adopter l'interprétation qu'il me propose sans me demander d'où elle vient ou je ne sais quoi, je m'en tiens strictement au terme de notre échange.

Je vais vous dire un truc, en visionnant des vidéos dans lesquels des réacs intervenaient, j'ai non seulement appris un tas de choses que j'ignorais sur différents sujets, je leur ai même piqué certains éléments de leur raisonnement qui me servent depuis, par exemple la dualité que les gouvernants ont entretenue et exploitent quotidiennement pour justifier leur propre politique. C'est Pierre Hillard qui avait insisté sur ce rapport, on a pu observer qu'à peine l'URSS disparu, il a fallu que l'impérialisme américain s'invente un nouvel ennemi pour justifier sa nouvelle croisade coloniale par exemple, la guerre incessante contre le terrorisme qu'il a créé de toutes pièces.

Ce rapport ne m'était pas étranger, mais en m'en servant pour analyser la situation j'ai pu plus facilement comprendre la connexion qui existaient entre différents facteurs ou acteurs. J'ai progressé et ce fut pour moi l'essentiel, sans partager évidemment les positions ou les conclusions politiques de Pierre Hillard. Marx sans la dialectique de Hegel, n'aurait jamais été Marx, c'est une leçon que j'avais retenue il y a fort longtemps. Alors pourquoi certains dirigeants ne seraient pas capables de procéder de la même manière. C'est plus compliqué quand on milite au sein d'un parti, quand on fait partie d'un appareil, mais à un moment donné c'est notre conscience qui nous commande de passer à l'action, de poser les vrais problèmes sans se soucier des conséquences

Enfin, Thatcher n'était pas si infréquentable que cela.

Jean-Louis Bianco, ancien secrétaire général de l'Elysée sous François Mitterrand (de 1982 à 1991). Interview du 8 avril, Le Nouvel Observateur. Extraits.

Jean-Louis Bianco : C'était une femme qui avait le sens de l'Etat, de l'intérêt de son pays.

(Rectifions : l'intérêt de la classe des privilégiés après avoir brisé la grève des mineurs. - ndlr)

Jean-Louis Bianco : Ce qui m'a marqué, c'est que malgré les grandes divergences politiques avec François Mitterrand, elle ne s'est finalement pas si mal entendue que ça avec lui.

(Quel aveu ! Mais avec qui ne pourriez-vous pas vous entendre à part les véritables socialistes ? - ndlr)

Jean-Louis Bianco : A partir du moment où elle a fait des réformes qui sont acceptées et irréversibles, elle a obligé les travaillistes à se redéfinir. Finalement, elle leur a rendu service en les obligeant à revoir leur ligne idéologique et à la moderniser.

(On aurait l'impression d'entendre parler un dictateur espagnol, chilien ou argentin, jamais les travailleurs n'ont accepté ces contre-réformes, et prétendre qu'elles seraient irréversibles révèle qu'il serait prêt à les défendre par n'importe quel moyen, y compris en recourant à l'armée.

L'idéologie des travaillistes est la même que celle à laquelle le PS a adhéré il y a près d'un siècle, à l'époque le Labour Party était déjà complètement gangrené par le réformisme bourgeois, pro impérialiste, etc., que l'ensemble des partis de l'Internationale antisocialiste, ce qu'il voulait dire par là, c'était que dorénavant le Labour Party s'alignerait systématiquement sur

les besoins exprimés par les banquiers de la City, et que toute référence à la lutte des classes et au socialisme appartenait à un passé lointain avec lequel ils avaient définitivement rompu. - ndlr)

Le plus cocasse ou le comble du cynisme comme on voudra, c'est qu'il termine cet interview en dénonçant le néolibéralisme que Thatcher incarnait, alors que le PS y adhère également, ce qu'il démontre à travers la politique qu'il met en oeuvre ou toutes ses prises de positions sur l'UE, l'euro, etc.

ACTUALITE EN TITRES

Ah bon ! Mais pourquoi...

- Pression accrue sur les banques pour plus de tranparence - Reuters

... la réponse, non, pas par là....

- Secret bancaire : Hollande cherche la clé - Liberation.fr

... pas par là, n'insistez pas....

- Hollande: création d'un parquet financier avec compétence nationale - AFP

- Le monde judiciaire sceptique sur les annonces de François Hollande - LeMonde.fr

... par là :

- Zone euro: il faut assainir les banques, voire en fermer, selon Lagarde - AFP

Nous y voilà !

Tout cadenasser, changer de masque

- François Hollande : "*Aucun ministre ne peut remettre en cause la politique conduite*" - LePoint.fr

L'imposture suprême : l'antisocialisme déguisé.

- Hollande sur la moralisation: «*Nous devons être exemplaires*» - Liberation.fr

- Hollande décrète "*une lutte implacable*" pour la moralisation de la politique - AFP -

- François Hollande en croisade contre les paradis fiscaux : les mesures annoncées peuvent-elles changer la donne ? - Atlantico.fr

Auraient-ils quelque chose à cacher par hasard ?

- Pour Claude Bartolone, publier le patrimoine des élus s'apparente à du "*voyeurisme*" - L'Express.fr

- Les ONG satisfaites des propositions de François Hollande - Liberation.fr

- Moralisation de la vie politique: Transparency International salue les annonces de Hollande - L'Express.fr

Transparency International a été fondée à Berlin par Peter Eigen en 1993, qui fut directeur de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et de l'Est et l'Amérique latine de 1975 à 1991. Il en fut le président jusqu'en 2005, date à laquelle lui a succédé la canadienne Huguette Labelle.

La section française a été créée en 1995 et est présidée depuis 2005 par Daniel Lebègue, haut fonctionnaire et économiste.

Son financement.

... l'organisation s'interdisant toute subvention publique , bien qu'elle reçoive tout de même des fonds de la Commission européenne. Certaines entreprises et associations participent également à alimenter le budget.

Précision ou confirmation.

Selon Thierry Meyssan, l'association vouée à dénoncer les secrets et éliminer la corruption, serait elle-même « opaque » , écrivait-il, en 2007. Sa très importante section américaine serait manipulée par l'association National Endowment for Democracy (NED). L'action de Transparency International viserait, toujours selon Meyssan, à « *ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises multinationales en accusant de corruption les gouvernements qui leur résistent et, en définitive, de favoriser la globalisation économique* . »

Le lien historique entre l'association et le gouvernement US est illustré par le fait que le fondateur de l'association, Peter Eigen, est un ancien directeur de la Banque mondiale, organisation dont le président est désigné par le gouvernement US, et dont le siège est situé à Washington .

Le conseil de direction actuel de la section américaine de l'association compte divers représentants de multinationales (Gillette, Fairfax group,...) à côté de représentants des universités et d'autres organismes.

Dans le conseil consultatif, on trouve, entre autres, deux anciens membres de la NED, un de la Banque mondiale, un membre actif de l'Institut Peterson et deux du Carnegie Endowment for International Peace, organisation non-gouvernementale vouée à promouvoir les États-Unis et favoriser leur engagement sur la scène internationale. (source : Wikipedia)

On a les soutiens qu'on peut. Flanqué d'un tel soutien Hollande est bien lesté... pour mieux couler !

[L'oligarchie financière flanquée d'un troupeau de moutons.](#)

- Ayraut sur l'affaire Cahuzac: "*Il y a toujours des brebis galeuses*" - L'Express.fr

- Le trésorier de Jean-Marie Le Pen actionnaire d'une société offshore - LeMonde.fr

[Parole des porte-parole des banquiers et leurs zélés serviteurs.](#)

- Moralisation : la presse pointe les effets pervers d'un "*grand déballage*" - LePoint.fr

[Parole de patrons](#)

- Hollande rejette les appels à un changement de cap économique - Reuters

- Hollande rappelle à l'ordre les ministres anti-austérité - L'Expansion.com

- Ryanair critique la gestion "*communiste*" des aéroports français - Reuters

- Christian Noyer pour le gel des retraites et prestations sociales - Reuters

[Pillage en règle](#)

- Chypre va vendre de l'or pour financer son sauvetage - Reuters

- Chypre: Cyprus Airways en quasi-faillite poursuit ses vols, pour le moment - AFP

[Ah la crise !](#)

- Un indicateur de l'efficacité de la politique monétaire japonaise : + 40% sur les ventes de Ferrari au Japon - Atlantico.fr

- Le luxe européen retrouve les vertus du marché américain - Reuters

[Enfin, des bonnes nouvelles.](#)

- Le FMI voit une faible hausse de la croissance mondiale en 2013 - Reuters
- Commerce: l'OMC révisé une nouvelle fois à la baisse ses prévisions - AFP
- Les Etats-Unis abaissent leurs prévisions de croissance 2013-2014 - AFP
- L'Italie relève ses prévisions de dette pour 2013 et 2014 - Reuters
- Dette: la France épinglée par l'UE - AFP
- Bruxelles inquiète pour l'Espagne et la Slovaquie - AFP

L'"**erreur**" à éradiquer : le sionisme !

- Révélation d'un nouveau plagiat du grand rabbin Bernheim - LeFigaro.fr

Excusez du peu.

- Pays-Bas: 50.000 tonnes de boeuf vendues en Europe "*pourraient*" contenir du cheval - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille, quand on aime... le fric, on partage les mêmes relations.

Ce 23 mars (2007), Eric Woerth et Patrick Devedjian, en pleine campagne présidentielle, sont venus à Genève lever de l'argent pour Nicolas Sarkozy auprès des quelque 100.000 électeurs français résidant en Suisse. Ils courtisent votes et capitaux, lors d'une réunion à l'hôtel Crowne Plaza et une fin de soirée très select à la Caviar House, selon l'enquête d'Yves Steiner dans "l'Hebdo".

Entre les deux "*Sarko boys*" pose ce jour-là un certain Pierre Condamine-Gerbier, alors président de l'UMP en Suisse, mais aussi - ce qui était passé inaperçu à l'époque - associé de Reyl & Cie.

Enthousiasmé par le programme pro-business du candidat, il a "*ressuscité*" une délégation moribonde, qui ne compte que 23 adhérents quand il prend les commandes. Ce militant convaincu arrive un an plus tard à en recruter 500, plus 500 sympathisants. Ce qui en fait, explique-t-il, la "*plus grande délégation UMP à l'étranger*". Au total, il estime entre 500.000 et 1 million de francs les dons récoltés par l'UMP suisse pour cette présidentielle...

D'où sa colère quand, une fois au pouvoir, Nicolas Sarkozy et son ministre du Budget, Eric Woerth, se lancent dans une stigmatisation des exilés fiscaux, qui connaîtra son apogée avec la "*liste HSBC*". Les chèques de ces "*mauvais patriotes*", pourtant, n'avaient pas d'odeur !

Désertant l'UMP à la fin de 2008 pour rejoindre l'éphémère Alternative libérale, Pierre Condamine-Gerbier accuse alors Eric Woerth de "*cracher dans la soupe dans laquelle il a été ravi de tremper ses lèvres* !".

Les family offices, c'est la spécialité de Pierre Condamine-Gerbier. "*Il s'agit de secrétariats étendus, spécialisés dans les services personnalisés aux grandes fortunes*", explique-t-il. Typiquement, les patrimoines qui pèsent moins de 100 millions d'euros s'adressent à des multi-family offices, qui ont plusieurs clients.

Comment gérer actifs immobiliers, objets d'art, jets et yachts, oeuvres philanthropiques ? Comment organiser sa sécurité ? Où mettre les enfants à l'école ? Ces questions n'ont plus de secret pour Pierre Condamine-Gerbier, qui les pratique depuis près de vingt ans. François Reyl, rencontré à Londres, lui propose, en 2006, de venir à Genève lancer le Reyl Private Office.

En 2002, François intègre Reyl & Cie, dont il devient directeur général en 2008. Le décollage est spectaculaire : outre le Private Office, il crée une gamme de fonds de placement pour les institutionnels, ouvre un bureau à Paris, qui gère plus de 300 millions d'euros avec une douzaine de personnes. Reyl Paris vient de recruter Virginie Robert, une ex de Lazard et de Raymond James Asset Management, où travaille actuellement... Hervé Dreyfus.

Viennent ensuite des antennes au Luxembourg, à Singapour et à Hongkong. Officiellement pour solliciter l'argent asiatique. En

fait, parce qu'il oriente ses clients vers des coffres-forts plus discrets. En effet, selon les documents d'"Offshore Leaks" révélés par "le Monde" du 8 avril, Reyl aurait, à partir de 2008, monté une série de sociétés dans des paradis fiscaux exotiques : Seychelles, îles Vierges britanniques, Panama, Costa Rica...

Alors qu'elle n'était jusque-là que société de gestion, Reyl & Cie obtient à la fin de 2010 une licence bancaire en Suisse. En 2011, elle acquiert à Zurich une structure dédiée aux clients américains ; début 2013, elle ouvre à Londres et Iorgne sur le Moyen-Orient... Reyl & Cie emploie actuellement plus de 125 personnes et gère quelque 7,3 milliards de francs (8,8 milliards d'euros). Ses avoirs ont été multipliés par sept en six ans : "La croissance a dépassé 60%" sur la seule année 2012, se réjouissait François Reyl dans une récente interview à l'Agefi.

"Reyl & Cie est emblématique des boutiques qui ont profité de la transparence forcée des grandes banques, explique un conseiller fiscal français. Alors qu'à partir de 2008, les UBS, HSBC et autres Crédit suisse - dans le collimateur des autorités américaines et européennes - faisaient le ménage dans leurs comptes non déclarés, les clients éconduits se sont rabattus sur ces maisons familiales moins regardantes."

Pierre Condamain-Gerbier a-t-il - comme Hervé Dreyfus, que l'on dit ami d'enfance de Cécilia Sarkozy et très introduit à l'UMP - drainé ses amis politiques dans sa banque ?

Non. Mon activité politique n'avait rien à voir avec mon activité professionnelle, qui elle-même était distincte de la banque privée", nous répond-il. Pour ce conseiller juridique genevois, pourtant, "Reyl est connue pour être l'un des réceptacles de l'argent français offshore...". Reste à savoir si les juges français souhaiteront faire explorer les livres de Reyl & Cie, au-delà du dossier Cahuzac.

En tout cas, les mailles du filet se resserrent sur les centaines de boutiques similaires. "Le secret bancaire suisse est mort", tranche l'avocat genevois Philippe Kenel, de Python & Peter. Certes, le gendarme suisse de la finance - la Finma - tolère encore que les grandes banques ignorent l'identité des ayants droit finaux, s'ils sont clients de sociétés de gestion helvétiques qui ouvrent des comptes groupés opaques. Comme Reyl l'avait fait pour Cahuzac à l'UBS... D'où le "chou blanc" de la demande de renseignement administrative de Bercy.

Mais la dissimulation sera de plus en plus risquée : "Le non-déclaré ancien était toléré; il le sera de moins en moins", dit un conseiller juridique. lenouvelobs 10.04

Risquée mais possible, les paradis fiscaux ayant essaimé la planète au cours des dernières décennies, il leur suffira de ne pas mettre tous leurs oeufs dans le même panier, de multiplier les intermédiaires et autres hommes de paille ou sociétés bidons et le tour sera joué.

L'avocat Philippe Kenel ne dit-il pas que le secret bancaire est mort mais qu'en réalité il ne l'est pas, il ne cesse de renaître de ses cendres.

On peut se dire que s'ils ont plus de difficultés à planquer leur fric, qu'il va leur falloir payer plus d'impôts, ils vont se venger en réclamant des gouvernements des politiques encore plus brutales contre les travailleurs pour accroître leurs profits, la pression de l'oligarchie financière va s'accroître sur eux. A suivre.

Que le PS, l'UMP et le FN baignent dans ces histoires occultes de fric ne surprendra personne, tout en conservant les nuances d'usage, c'est la même classe sociale qu'ils représentent ou dont ils font partie, à laquelle ils ont voué leur destin.

En famille. Le grand bourgeois Fabius soigne ses intérêts personnels ou l'art du service "gagnant-gagnant".

Les "apporteurs d'affaires" de la banque suisse Reyl & Cie se nichent jusque dans les plus grands cabinets d'avocats parisiens. Le Monde a ainsi appris que l'avocat d'affaires Alain Maillot, de Darrois, Villey, Maillot et Brochier (DVMB) avait, lui aussi, joué un rôle important pour Reyl & Cie. "J'ai vu à de nombreuses reprises Alain Maillot, dans les locaux de Reyl & Cie à Genève. Il a amené de très gros clients", certifie un gestionnaire de fortune qui a été témoin de cette relation nouée depuis au moins 2006.

En 2001, Alain Maillot avait été mandaté par le ministère de l'économie, alors conduit par Laurent Fabius, pour défendre ses intérêts face à l'administration américaine dans le cadre de l'affaire Executive life. Puis il a été l'un des fiscalistes français les plus consultés, lors de la mise en place, en décembre, 2009, de la "cellule de dégrisement", sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Bercy avait durant huit mois ouvert un guichet pour permettre aux contribuables de régulariser leurs avoirs cachés à l'étranger, après paiement d'une grosse amende. Trois mille dossiers avaient été traités.

Interrogé sur le fait que son associé Jean-Michel Darrois est aujourd'hui l'avocat et l'ami proche de Laurent Fabius, il assure ne pas connaître personnellement le ministre des affaires étrangères, même s'il le voit, chaque année, à l'anniversaire de son associé. Lors du dernier dîner, il avait été placé à la même table que M. Fabius. Il l'a également croisé sur deux dossiers

importants, en sa qualité d'avocat d'EADS : la première fois en 2000 quand le grand groupe d'aéronautique demandait des agréments fiscaux ; et la seconde fois en 2012 au moment du projet de fusion entre EADS et BAE. 09.04

Que Fabius et Sarkozy fassent appel au même avocat est tout à fait normal quand on en est si proche.

[En famille. La palme. Bruxelles, Londres, Luxembourg, Malte ou encore l'île de Man et Monaco...](#)

C'est le site Internet du Nouvel Obs qui révèle les faits. Bernard Tapie multiplierait les sociétés à l'étranger éparpillant sa fortune entre Bruxelles, Londres, Luxembourg, Malte ou encore l'île de Man et Monaco. "*Nous avons consulté les comptes de ses sociétés enregistrées à Paris, Londres et Bruxelles. Verdict : ses entreprises n'ont pas payé d'impôts en 2009, 2010 et 2011*", explique le site.

L'ex-patron de l'OM ne se priverait pas non plus, par la même occasion, de s'acheter yacht, villas et jets privés à travers ces entités étrangères.

Le site estime la fortune de l'homme d'affaires aujourd'hui à 400 millions d'euros. Pour étayer ses affirmations, il aurait pris contact avec l'ancien ministre de la Ville qui aurait répondu : "*A quoi cela sert que je réponde aux questions ? De toute façon, tu es de mauvaise foi. Je préfère te laisser écrire ton article, et puis j'enverrai un droit de réponse. D'ailleurs, je t'emm...*" Clic. Fin de la conversation. [...]" LePoint.fr 10.04

[Le monarque de la blanchisserie.](#)

François Hollande déclare la guerre aux "*dérives de l'argent*" - Reuters

François Hollande a dévoilé mercredi son plan pour moraliser la vie politique française, qui inclut la création d'un office central de lutte contre la fraude et d'un parquet financier dédié aux affaires de corruption et de grande fraude fiscale.

Cette affaire révèle "*la nécessité d'une lutte implacable contre les dérives de l'argent, la cupidité et la finance occulte*", a dit le président. "*Elle appelle des réponses fortes que les Français eux-mêmes exigent parce que l'exemplarité de la République, c'est la condition de son autorité.*"

Une haute autorité "*totalelement indépendante*" contrôlera les déclarations de patrimoine et d'intérêt des ministres, des parlementaires, des responsables des exécutifs locaux et des grandes administrations, dont le Conseil constitutionnel.

Présidée "*par une personnalité nommée en conseil des ministres, après avis du Parlement*", cette instance comptera "*six membres issus de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat, et de la Cour des comptes*", précise Matignon dans un communiqué.

Dans le troisième volet de son intervention, François Hollande a redit sa détermination à lutter contre les paradis fiscaux, un combat qui ne peut toutefois être mené qu'au niveau européen, au minimum.

"*Les paradis fiscaux doivent être éradiqués en Europe et dans le monde*", a-t-il affirmé. "*Je n'hésiterai pas à considérer comme un paradis fiscal tout pays qui refusera de coopérer pleinement avec la France*".

Le chef de l'Etat a demandé que "*les banques françaises et les grandes entreprises déclarent à l'avenir leurs filiales partout dans le monde*".

Les grands groupes français publient déjà dans leur rapport annuel la liste de leurs filiales dans le monde. C'est notamment le cas de BNP Paribas, de la Société générale, d'Axa ou encore de Total.

François Hollande a aussi opposé une fin de non-recevoir aux ministres et à la gauche de la majorité qui réclament un changement de cap économique pour ne pas céder à l'austérité imposée par l'Union européenne.

"*Le sérieux budgétaire, ce n'est pas l'austérité*", a-t-il affirmé. "*Le sérieux, c'est le cap, la croissance c'est l'objectif, l'emploi c'est l'exigence. Cette politique a été fixée, je n'en changerai pas*".

"*Aucun ministre ne peut remettre en cause la politique qui est conduite, qui n'est pas l'austérité*", a-t-il insisté. Reuters 09.04

[Dire la vérité, faire preuve d'honnêteté : c'est à bannir, cela favorise le "populisme" !](#)

Le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone s'est dit mercredi opposé à la publication du patrimoine des élus,

après l'annonce de mesures par François Hollande sur la moralisation de la vie politique.

Les 37 membres du gouvernement de Jean-Marc Ayrault doivent publier d'ici lundi leur patrimoine, après la démission de l'ancien ministre du Budget Jérôme Cahuzac, qui a admis posséder un compte clandestin à l'étranger.

"Je suis réservé quant à la publication du patrimoine des élus. La dérive individuelle de M. Cahuzac ne doit pas déboucher sur une culpabilité collective. Je mets en garde contre toute initiative qui viendrait alimenter le populisme", a déclaré Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, au quotidien Le Figaro.

"Déclarer, contrôler, sanctionner, c'est de la transparence. Rendre public, c'est du voyeurisme", ajoute-t-il dans Le Figaro daté de jeudi, utilisant les mêmes termes que l'opposition. Reuters 09.04

Parce que voyez-vous, il faudrait leur faire confiance les yeux fermés : laissez tomber, on va s'en charger, ben voyons ! Je trouve très bien de les harceler, de leur pourrir la vie, après tout n'est-ce pas ce qu'ils font subir aux travailleurs quotidiennement, tout en étant dans une situation plus confortable ?

C'était d'ailleurs l'orientation du discours de Hollande hier matin, il n'avait pas d'autres objectifs, on va faire notre cuisine entre nous en créant une énième haute autorité, patati patata et l'affaire est réglée, quelle affaire au fait ?

[En famille, on ira tous aux paradis... fiscaux.](#)

Jean-Marie Le Pen dans la même position que François Hollande. Le trésorier de campagne du président d'honneur du Front national, tout comme le trésorier de campagne du président de la République, a utilisé les services de plusieurs sociétés offshore comme le révèle Mediapart.

L'éditeur Jean-Pierre Mouchard, vieil ami du fondateur du FN et ex-trésorier du micro-parti Cotelec, a opéré dans les années 1990 des virements internationaux à travers Overseas Property Services Limited à Gibraltar, pour renflouer l'une de ses maisons d'édition française, Magellan. C'est la société fiduciaire Isola et Isola, également située à Gibraltar, qui gère les opérations de l'éditeur liées à Overseas Property Services Ltd, mais aussi celles liées à la société panaméenne Hadret Al-Raiss, dont Jean-Pierre Mouchard est actionnaire. lemonde.fr 10.04

[La voix des banquiers ou la politique du gouvernement... des banquiers.](#)

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a estimé mercredi que la France devait faire 40 milliards d'euros d'économies d'ici 2014 pour réduire son déficit et mener à bien nombre de mesures pour relancer la croissance attendue proche "de zéro" cette année.

Interrogé sur Europe 1 sur les efforts à faire pour parvenir à la limite des 3% de déficit public autorisé par le Traité de Maastricht, M. Noyer a expliqué qu'il fallait "faire en 2014 le même niveau de dépenses qu'en 2012".

"Par rapport à la tendance spontanée qui serait une augmentation des dépenses en deux ans de 40 milliards, il faut faire 40 milliards (d'euros) d'économies", a-t-il précisé.

"Ce qu'il faut faire ce sont des mesures qui sont tout à fait à notre portée", a insisté le gouverneur de la Banque de France.

Concrètement, *"il faut geler les dépenses au niveau atteint en 2012. Cela veut dire qu'il faut faire un effort partout" et notamment "geler les retraites, continuer à geler les salaires des fonctionnaires, les prestations sociales..."*, a poursuivi le gouverneur de la Banque de France.

Mais il a récusé le fait que le gouvernement soit engagé dans une cure d'austérité pour le pays dont la croissance en 2013 sera "faible", proche de zéro.

"On n'est pas dans l'austérité, on est aujourd'hui confronté à la nécessité d'avoir une gestion très rigoureuse des finances publiques parce que nous avons un déficit public qui est trop important", a poursuivi le responsable.

"D'une façon générale, on n'a pas le choix. On ne peut pas continuer pendant des années à creuser les déficits, creuser la dette, à rejeter la dette sur les générations futures", a-t-il martelé.

Par ailleurs, M. Noyer a estimé que le pays avait besoin "de doper la croissance" par des réformes structurelles comme celle du marché du travail. AFP 10.04

INFOS EN BREF

SOCIAL

Turquie

Le syndicat turc de l'aéronautique a appelé les salariés de la compagnie Turkish Airlines (THY) à faire grève pour dénoncer la décision de leur direction de ne pas réintégrer 305 employés licenciés après un mouvement de grève l'an dernier, a annoncé mercredi l'un de ses responsables.

"Nous allons annoncer aujourd'hui (mercredi) notre décision de faire grève car il n'y a eu aucune avancée dans les discussions entamées le 16 janvier", a déclaré à l'AFP Mustafa Yagci, le secrétaire général de Hava-Is, seul syndicat du secteur aérien en Turquie.

Le mouvement ne débutera concrètement que d'ici "une dizaine de jours" pour laisser une dernière chance à la négociation avec la direction de l'ex-compagnie nationale, a toutefois précisé M. Yagci.

Le ministre turc des Finances Mehmet Simsek a immédiatement dénoncé la décision du syndicat. "Nous ne permettrons pas que les activités de THY soient perturbées, surtout pas avant la saison touristique", a-t-il menacé.

En mai 2012, les salariés de THY avaient cessé les travail plusieurs jours pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail et, surtout, l'adoption par le Parlement turc d'une loi interdisant la grève dans plusieurs secteurs jugés stratégiques par le gouvernement islamo-conservateur, du pays, notamment le secteur aérien.

La compagnie avait alors procédé au licenciement de 305 salariés grévistes, qu'elle refuse depuis catégoriquement de réintégrer. Le secrétaire général du syndicat Hava-Is a précisé mercredi que le nouvel appel à la grève était "parfaitement légal" au vu d'une modification la loi votée en novembre.

Sur les 15.900 salariés de THY, 14.000 sont membres du syndicat.

Contrairement à la quasi-totalité des ses concurrentes européennes, Turkish Airlines, récompensée deux fois d'affilée du titre de meilleure compagnie du vieux continent, affiche une forte croissance et multiplie les dessertes dans le monde entier.

THY a ainsi transporté en 2012 près de 39 millions de passagers, en hausse de 20% par rapport en 2011.

Elle envisage de multiplier par deux sa flotte actuelle de 215 avions, après deux récentes commandes géantes de 117 Airbus mono-couloirs de la famille A320 et 95 exemplaires de son concurrent de chez Boeing, le 737. Aux prix catalogue, ces deux commandes sont facturées, options comprises, à près de 20 milliards de dollars. AFP 10.04

[Haut de page ↗](#)

Le 12 avril 2013

CAUSERIE

Première partie rédigée jeudi soir.

A propos du site.

J'ai pris mon courage à deux mains et j'ai archivé tous les articles de mars hier soir. Rien que pour la rubrique International cela m'a pris 1h30. Cela prend tellement de temps que je pensais abandonner toute ces rubriques, du coup cela m'a forcé à réfléchir et j'ai réussi à trouver un moyen pour gagner un peu de temps sans rien sacrifier. Je n'avais pas prévu que le site prendrait une telle tournure, je n'ai pas pensé à formater les pages d'accueil des différentes rubriques exactement de la même manière, en informatique cela ne pardonne pas, ce qui me pose des problèmes maintenant et me force à faire de nombreuses corrections, à rajouter ou supprimer des espaces pour que l'alignement des titres soit correcte, avec IE, avec Mozilla j'ai abandonné, il y a un problème de compatibilité entre les deux navigateurs que je ne suis pas parvenu à résoudre.

Ce qui me détruit la santé, ce n'est pas le boulot ou la chaleur mais le manque de sommeil. Hier après-midi, après avoir terminé l'actualisation du site, je me traînais tellement que j'ai été faire une sieste, la nuit précédente je n'avais pas dormi plus de 4 heures, et cela fait des semaines que cela dure, je tiens au café et à la clope, ce qui n'arrange rien évidemment. Si cela continuait, je serais forcé de réduire mon activité aux causeries et infos en bref et je dormirai une partie de la journée, le reste du temps j'essaierai de faire un peu d'exercice pour perdre les kilos en trop que j'ai pris, c'est dû à ce foutu manque de sommeil.

Je pense que si je me concentrais sur l'actualité et peaufinais mes analyses tout en lisant davantage d'articles, on n'y perdrait pas au change. L'air de rien, tous les jours je bosse en cavalant littéralement, je bâcle les causeries, j'ai à peine le temps de réfléchir à ce que j'écris, c'est très risqué, et souvent je m'aperçois après coup que j'ai oublié de traiter un volet important d'un sujet. Heureusement que je ne suis pas distrait par des discussions aussi inutiles qu'interminables, mon isolement est un avantage, sinon jamais je ne pourrais être aussi disponible pour faire ce boulot.

[Signalons au NPA et à LO que la Ve République existe toujours.](#)

Enfin, à petit pas, un peu tard, peut-être avant de passer à autre chose, l'affaire Cahuzac remet au premier plan les institutions de la Ve République qu'il nous faut abattre pour construire sur ses cendres un nouvel Etat, une République sociale, socialiste, ce qui ne nécessite que les masses révolutionnaires se soulèvent et se dotent de leurs propres organismes de pouvoir politique indépendants sur lesquels elles exercent un contrôle permanent, d'un programme mettant à l'ordre du jour la refonte de la société sur la base de nouveaux rapports de production et de distribution des richesses qui doit avoir comme contenu l'expropriation des banquiers et des capitalistes du CAC40, des grandes et moyennes entreprises...

Liquider les institutions politique du capital est indispensable pour s'attaquer ensuite à la racine du mal, au capitalisme lui-même. Ces deux objectifs sont liés et inséparables, ils constituent les deux piliers autour desquels la classe doit se rassembler, s'organiser, l'unité de la classe peut se réaliser sur cette base-là, dans cette perspective, quel formidable horizon s'ouvre à elle, quel puissant espoir il va faire naître chez chaque travailleur, et dès lors rien ni personne ne pourra les diviser.

Si nous avançons dans cette voie et que nous trouvons les bonnes formules, le langage qui convient pour nous adresser aux travailleurs, demain ils seront des millions à répondre à cet appel, à briser les chaînes qui les retenaient de passer à l'action, l'illusion du régime et du capitalisme, tout puissant et invulnérable, en réalité corrompu et failli volant en éclats.

Quand l'heure de la confrontation générale approche tout devient plus limpide et plus simple, plus accessible à comprendre, soudainement tous les masques et illusions tombent et s'envolent, ils servaient à entretenir le doute, à alimenter le pessimisme, dorénavant ce sont des certitudes qui les remplacent, le régime est corrompu, pourri, il faut le balayer, le capitalisme n'est porteur que que misère et milles souffrances, il faut qu'il disparaisse, un nouvel horizon apparaît que l'on distingue encore à peine, c'est à nous d'aider les travailleurs à y donner forme, de la substance pour qu'il se matérialise, pour que finisse de mûrir l'idée qu'une autre société meilleure et plus juste est possible pour peu qu'on se mobilise et qu'on balaie les obstacles que notre ennemi a dressé sur le chemin de notre combat libérateur. S'émanciper de l'exploitation et de l'oppression, se libérer de la tyrannie, de la dictature du capitalisme, voilà l'objectif de notre combat.

Chaque militant peut le mener dans l'entreprise ou l'administration où il travaille, dans sa localité. Depuis de longues années déjà on entend dire un peu partout dans le pays : cela va péter, cela ne peut plus durer, la situation est devenue insupportable, tout fout le camp, etc. et on a perdu beaucoup de temps à mener des batailles qui se sont toutes soldées par des échecs, les rares exceptions sont discutables selon moi, on a refusé de les situer dans une perspective politique car soi-disant elle aurait été un obstacle à l'unité, alors qu'il était impossible de vaincre, donc en pure perte, au contraire il fallait donner à cette exaspération qui jaillissait du plus profond de la classe ouvrière un contenu et une orientation politique pour lui donner un sens, un espoir, une certitude qui se serait traduite un jour ou l'autre, pour en avoir douté on n'a pas voulu avancer dans cette voie.

Avancer la rupture avec la Ve République tout en refusant de rompre avec le PS qui en est un des piliers et ses élus, c'est pratiquer le double langage, c'est inacceptable, insupportable. S'adresser à Hollande pour lui demander de "*faire respecter le suffrage universel*", demander de le rencontrer, c'est non seulement refuser de prendre en compte les millions et millions de travailleurs qui ne se reconnaissent pas en Hollande, c'est tenter de transformer cette première prise de conscience en illusion dans le régime au-delà de Hollande, faire régresser le niveau de conscience de ces travailleurs, les tirer en arrière, c'est contre-révolutionnaire. Les faits ont plus de valeur que les discours qui n'engagent que ceux qui les prononcent et les naïfs qui leur accordent plus d'importance qu'ils n'en ont.

Seconde partie vendredi

Une réflexion à creuser qui m'est venue à l'esprit : Mélenchon, le Pablo du XXIe siècle...

Je mettrai en ligne les 30 nouveaux articles ce soir. La chaleur monte, on crève !

[Achever le régime, abattre ce qui reste de leur République moribonde et corrompu, liquider de fond](#)

en comble les institutions de la Ve République, fonder une République sociale sur ses cendres.

Cahuzac, "*toute honte bue*" écrit *Informations ouvrières* (IO n°246, page 4), parce qu'il pourrait éprouver ce sentiment ? C'est marrant on aurait plutôt observé que tout indiquait le contraire.

La preuve avant-hier il s'est encore posé la question de savoir s'il reprendrait sa place à l'Assemblée nationale comme si rien ne s'était passé : "*C'est trop tôt, je n'ai pas encore pris ma décision*", a-t-il déclaré jeudi la Dépêche du Midi (Reuters 10.04)

Cahuzac, c'est l'ordure finie qui assume l'être devant ses pairs, ne serait-ce pas parce qu'il serait en bonne compagnie à l'Assemblée nationale ou que les autres élus lui ressembleraient ? Maintenant ils peuvent très bien le chasser de leurs rangs pour qu'on n'en vienne pas à se poser cette question.

J'exagère, attendez Bernard Cazeneuve sur France Info a estimé possible son retour à l'Assemblée nationale, je n'invente rien, précisant que "*c'est un dialogue qu'il doit engager avec lui-même, avec sa conscience*", parce qu'il en aurait une, même son de cloche qu'au POI, et oui il y a des signes qui ne trompent, du plus mauvais effet, révélateur, ravageur.

Les uns et les autres veulent sauver ce qu'ils osent encore appeler la démocratie, laquelle, inutile d'en préciser la nature, c'est entendu, entre eux, d'ailleurs le POI et le PS partagent les mêmes préoccupations. Claude Jenet veut "*réconcilier le peuple et les élus*", réconcilier signifie que précédemment il existait un rapport de confiance entre eux, des élus de partis étrangers à la classe ouvrière il faut préciser, ce qui permettait d'assurer la stabilité du régime en place, confiance qui incarnait en réalité les illusions des masses ou leur profonde ignorance des institutions, je ne sais pas ce que vous en pensez, mais au lieu de souhaiter que les masses reproduisent ces rapports on souhaiterait plutôt qu'elles prennent leur sort en main, qu'elles rejettent tous ces élus, oh là pas si vite, car si cela se déroulait dans le cadre de "*l'élection d'une Assemblée constituante souveraine*", cela changerait la donne du tout au tout. Tiens donc, ces élus deviendraient-ils des révolutionnaires par miracle, car ce ne serait pas vos candidats qui seraient davantage élus, dites-nous comment votre parti composé de quelques milliers de militants pourrait-il faire entendre sa voix plus qu'aujourd'hui, alors que les médias acquis au régime demeureraient en place, l'inégalité des moyens matériels et financiers dont dispose les partis resterait inchangée, expliquez-nous comment vous comptez vous y prendre, à moins que Laurent (PCF) ait lâché le morceau le 5 avril en affirmant que pour un peu il n'y aurait même besoin de dissoudre l'Assemblée nationale pour que l'Assemblée constituante se mette en place, eh hop, on change d'étiquette, on passe un coup de vernis et le tour est joué.

Le Figaro du 8 avril se préoccupait aussi de "*l'avenir de notre République*", autant dire que nous ne mêlerons pas nos voix à un tel concert de bonnes intentions qui passent sciemment à côté de l'essentiel, un tel discours est inaudible ou ne peut prêter qu'à confusion. Leur République agonise, qu'on l'achève, place à une République sociale ou socialiste, mot d'ordre que ne pourront pas reprendre Le Figaro, Mélenchon ou Laurent

L'heure n'est pas à la "*refondation de la République*" (bourgeoise), pas même à la "*rupture avec la Ve République*" qui même moribonde pourrait continuer d'exister ou des pans entiers des institutions, soyons clair, l'heure est au combat pour abattre les institutions de la Ve République, ensuite seulement une fois cet objectif atteint, il sera possible d'envisager une République sociale ou socialiste.

"Du point de vue de la classe ouvrière et de la démocratie, la crise du régime appelle la liquidation des institutions de la Ve République et la convocation d'une Assemblée constituante souveraine jetant les bases d'institutions authentiquement démocratiques, permettant qu'un gouvernement prenne les mesures d'urgence qu'appelle la situation : l'interdiction des licenciements, la (re)nationalisation des secteurs clés de l'industrie, le rétablissement des services publics, etc."

Dans son éditorial D. Gluckstein y vient, à ceci près, d'une part qu'il oublie de préciser qu'aucune mesure d'urgence ne pourra être prise sans au préalable exproprier les banquiers, rompre avec l'euro ou que l'Etat se réapproprie le monopole de la création monétaire (et du crédit, du commerce extérieur), d'autre part, il évoque cette perspective (liquider la Ve République) pour aussitôt dans la pratique l'oublier, car si elle figure dans une déclaration, elle ne constitue pas l'axe du combat politique du POI, pire, il ne peut se défaire de l'illusion que l'unité des travailleurs pourrait se réaliser sur un autre objectif, pour retomber aussitôt dans le travers qui consiste à privilégier le combat sur le plan social et syndical et à colporter de nouvelles illusions sur la possibilité qui existerait de "*stopper net les contre-réformes et (les) mesures d'austérité*", ruinant ainsi l'espoir que l'issue politique qu'il avait proposée pouvait faire naître chez les travailleurs.

"Cet objectif est indissociable de l'action pratique pour aider à réaliser l'unité des travailleurs et des organisations, pour stopper net les contre-réformes et mesures d'austérité que le gouvernement Hollande en crise prétend continuer à asséner."

Une pure coïncidence.

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer Interrogé sur Europe 1 le 10 avril.

"On n'est pas dans l'austérité, on est aujourd'hui confronté à la nécessité d'avoir une gestion très rigoureuse des finances publiques parce que nous avons un déficit public qui est trop important", a poursuivi le responsable. AFP 10.04

Hollande à la télévision le 10 avril.

"Le sérieux budgétaire, ce n'est pas l'austérité", a-t-il affirmé. "Le sérieux, c'est le cap, la croissance c'est l'objectif, l'emploi c'est l'exigence. Cette politique a été fixée, je n'en changerai pas". AFP 10.04

ACTUALITE EN TITRES

De quelle année ?

- Cahuzac : l'Élysée alerté dès le 15 décembre - LeFigaro.fr

Les droits pour les aristocrates, les devoirs pour les serfs.

- Tous ces moyens légaux qui permettent de contourner sans problème l'opération vérité sur les patrimoines - Atlantico.fr

Le roquet aux abois se venge aveuglément...

- Evasion fiscale : Paris menace l'Autriche de liste noire - LeMonde.fr

... et se ridiculise...

- Lutte contre les paradis fiscaux: Hollande a annoncé une mesure déjà votée - L'Expansion.com

... la réponse :

- L'Autriche dénonce les paradis fiscaux américain et britannique - Reuters

Les bouffons du régime

- L'arrêt des hauts-fourneaux de Florange entériné - Reuters

- Florange : les syndicats en appellent au gouvernement - LePoint.fr

Coupez-donc le cordon ombilical avec votre bourreau ! A bas le gouvernement des banquiers et des capitalistes, tout le pouvoir aux travailleurs !

Au pinard, citoyen !

- Alcool : les Français boiraient 86 litres de vin par an, contre 257 litres en 1961 - Atlantico.fr

La charrette du jour.

- Siemens va supprimer plus de 3.000 postes dans sa division industrie - AFP -

Pire qu'avant-guerre !

- Le chômage en Grèce atteint le taux record de 27,2% - L'Expansion.com

- Les "découragés" redoublent le niveau réel du chômage en Italie - Reuters

Il fallait écrire double et non redouble.

[Le pouvoir, le fric et le cul, ils ne pensent qu'à cela.](#)

- Le G8 conclut un accord "*historique*" pour lutter contre les violences sexuelles en zone de guerre - LePoint.fr

- Le Montana dépénalise la sodomie entre homosexuels - LeMonde.fr

- La taille du soutien-gorge épinglée en Suède - Liberation.fr

Ces titres figuraient dans la page infos internationales de Yahoo, je n'ai pas été les chercher sur un site porno, je précise !

[Qui l'aurait cru ?](#)

- Des rebelles syriens refusent l'État islamique prôné par Al-Qaeda - Liberation.fr

ACTUALITE EN TITRES

Bien mal acquis

Les élus français manifestent leur malaise à l'idée de publier leur déclaration de patrimoine, le président de l'Assemblée décelant lui-même un risque du "*voyeurisme*" dans cette mesure annoncée par le gouvernement pour moraliser la vie politique.

Se faisant pour l'occasion le porte-parole d'élus de droite comme de gauche, Claude Bartolone a fait part de ses "*réserves*" au Premier ministre, qui consulte jeudi présidents et chefs de groupe de l'Assemblée et du Sénat sur cette idée annoncée mercredi pour éteindre l'incendie allumé par l'affaire Cahuzac.

L'Elysée admettait jeudi que le sujet "*ne passe pas*" chez les parlementaires, y compris socialistes.

"*Dans le contexte actuel, il ne sera pas facile de les faire voter*" en faveur de la loi attendue d'ici l'été, a reconnu un conseiller de François Hollande.

Publier les patrimoines, "*ce n'est pas forcément la bonne solution pour permettre un lien de confiance entre les élus et la population*", a dit Claude Bartolone à la presse à Matignon. "*Une nouvelle fois, cela envoie un signal 'vous devez vous méfier des élus'*".

"*Je ne voudrais pas que dans cette volonté de lutter contre toute dérive, on donne une nouvelle fois le sentiment que les élus sont condamnables a priori, ce serait une mauvaise chose pour la démocratie*", a-t-il fait valoir.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a elle aussi invité sur RMC à "*ne pas basculer dans un moralisme qui pousserait à une espèce de surenchère et conduirait à laisser croire aux Français que ceux qui exercent des fonctions, qui s'engagent sont tous corrompus, malhonnêtes*". Reuters 11.04

Ils sont tous corrompus par la même idéologie se déclinant sous différents masques, celle que défend et qu'incarne madame Parisot, elle, elle ne peut pas le cacher, mieux, elle en est fière.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Koweït

Un million de dollars d'amende et dix ans de prison pour avoir diffamé l'émir ou la religion: le projet de loi du gouvernement koweïtien aura de quoi faire réfléchir les journalistes et les blogueurs. Le texte qui, selon des journaux koweïtiens, s'appliquerait aux médias imprimés ou électroniques ainsi qu'aux réseaux sociaux, doit être voté par le Parlement, où le pouvoir dispose d'une confortable majorité.

Si la mesure est adoptée, elle durcira encore un Code pénal déjà sévère. D'après les ONG de défense des droits de l'homme, au moins 25 personnes sont en ce moment détenues pour avoir «*offensé*» l'émir Sabah al-Ahmad al-Sabah sur Twitter ou sur Facebook. Certains prisonniers ont déjà été condamnés à cinq ans de prison.

Désormais, ils risqueraient deux fois plus, ainsi que la ruine financière. Le ministre de l'Information n'a pas confirmé les chiffres, mais il a reconnu l'existence du projet qui, selon lui, n'est pas destiné à museler la liberté d'expression mais à «*maintenir la stabilité*» et à «*ajouter de la valeur aux médias.*»

Cette polémique met en lumière une révolte relativement oubliée. Le Koweït connaît aussi son «*printemps arabe.*» Il a même commencé avant ceux des Tunisiens et des Égyptiens. Grâce, paradoxalement, à l'avancée de la démocratie dans le richissime émirat pétrolier. Le Koweït possède un Parlement depuis 1960, et depuis plusieurs années, les revendications montent pour demander une monarchie constitutionnelle.

L'émir ne l'entend pas ainsi. Après avoir annulé deux fois de suite des élections faisant la part belle à l'opposition, il a finalement obtenu une Chambre favorable, après avoir modifié la loi électorale. Depuis, les manifestations se succèdent, parfois violentes. La dernière a rassemblé des centaines de Koweïtiens, dont d'anciens députés, devant le palais de justice. Les manifestants demandaient la libération des blogueurs emprisonnés. Si le projet de loi est confirmé, il semble que l'émir n'est pas prêt à les entendre. lefigaro.fr 11.04

Pour Le Figaro, "*le richissime émirat pétrolier*" devant lequel il bave est un bastion de "*l'avancée de la démocratie*" au Moyen-Orient, la preuve, il a "*annulé deux fois de suite des élections faisant la part belle à l'opposition*", belle exemple de démocratie qui inspira d'autres souverains.

On sait maintenant quel régime inspira l'UE, qui, insatisfaite du vote non en Irlande, imposa un nouveau vote pour faire passer le oui au projet de TCE, ou encore le tour de passe-passe employé par Sarkozy pour parvenir au même résultat. Il n'eut même pas besoin de modifier la loi électorale, il la contourna en utilisant un artifice antidémocratique contenu dans la Constitution de la Ve République.

SOCIAL

1- Italie

Environ trois millions d'Italiens sans travail ont abandonné leur recherche d'emploi, ce qui alourdit considérablement la situation reflétée par la méthode officielle de calcul du taux de chômage, peut-on constater dans des chiffres publiés jeudi par l'institut national de statistiques Istat.

Le taux de chômage italien a atteint 11% en 2012, soit 2,7 millions de personnes, ce qui le place dans la moyenne de l'Union européenne et bien en-dessous de l'Espagne (25%) et de la Grèce (24,3%).

Comme dans le reste de l'UE, cette méthode de calcul ne prend cependant en compte que les personnes qui ont effectué au moins une démarche de recherche lors des quatre semaines précédant l'enquête, ou celles qui sont sur le point d'accepter une offre d'emploi.

Les "*découragés*", terme qui se réfère à ceux qui ont abandonné leur recherche d'emploi, sont donc trois millions en Italie, soit 11,6% de la population active, ce qui constitue un niveau sans équivalent dans l'UE. Cette proportion est par exemple de 4,7% en Espagne, 1,8% en Grèce, 1,3% en Allemagne et 1,0% en France.

La majorité des analystes jugent d'ailleurs que le taux de chômage est peu significatif de la situation italienne, et que c'est le taux d'emploi, qui mesure la proportion de gens qui travaillent par rapport à la totalité de la population en âge de le faire, qui doit être privilégié.

A 56,4% en janvier, le taux d'emploi de la troisième économie de la zone euro est lui dans le bas du classement de l'UE et se trouve en-dessous des chiffres espagnols et grecs. Reuters 11.04

Selon certaines sources, aux Etats-Unis la même situation qu'en Italie prévaudrait...

2- Grèce

Le chômage a battu un nouveau record en Grèce avec un taux de 27,2% au mois de janvier, contre 25,7% (révisé) en

décembre, selon les chiffres de l'agence de la statistique grecque (Elsat) publiés jeudi. Reuters 11.04

ECONOMIE

1- Autriche

L'Autriche a répondu aux critiques sur son secret bancaire en invitant jeudi le Royaume-Uni et les Etats-Unis à réprimer les paradis fiscaux et le blanchiment d'argent sur leurs propres territoires.

A la veille de rencontrer ses collègues de l'Union européenne réunis à Dublin pour débattre entre autres de la question, la ministre autrichienne des Finances, Maria Fekter, n'a pas exclu de suivre l'exemple du Luxembourg, qui a annoncé la suppression du secret bancaire pour les ressortissants de l'UE à partir de janvier 2015.

Mais elle a souligné que ce ne pouvait être "*à sens unique*", accusant Londres et Washington de ne rien faire pour supprimer leurs propres paradis fiscaux dans le Delaware ou les îles anglo-normandes.

"*Le Delaware et le Nevada sont des paradis fiscaux et des centres de blanchiment d'argent dont il faut parler aussi*", a-t-elle dit dans une interview au quotidien Die Presse. Quant à la Grande-Bretagne, accuse la ministre, c'est "*l'île des bénis de l'évasion fiscale et du blanchiment*".

Maria Fekter propose pour sa part que la Grande-Bretagne et des territoires associés comme les îles anglo-normandes, dont la principale est Jersey, soient tenus de suivre les règles que l'UE a imposées à Chypre pour empêcher des particuliers de prendre anonymement le contrôle de sociétés ou de fondations.

"*Ce que nous exigeons de Chypre, une petite île, nous l'exigeons aussi du Royaume-Uni*", dit la ministre conservatrice dans son interview à Die Presse.

Dans un autre entretien au tabloïd Kurier, elle ajoute : "*Nous voulons un registre des fondations pour les îles anglo-normandes mais aussi pour les pays où la loi britannique s'applique comme les îles Caïmans, les îles Vierges ou Gibraltar (...)* Ce sont des territoires qui sont des paradis pour ceux qui fuient les impôts."

Le chancelier Werner Faymann, qui est social-démocrate, a déclaré cette semaine que son pays était prêt à négocier avec Bruxelles tant que le secret bancaire continuerait de protéger les ressortissants autrichiens.

La Commission européenne a averti Vienne lundi que refuser de modifier ses règles en matière de secret bancaire risquait de la placer dans une position "*isolée et intenable*".

Les Etats-Unis, qui ont lancé ces dernières années une vaste traque aux évadés fiscaux, doivent entamer des négociations prochainement avec l'Autriche.

L'UE l'a prévenue qu'elle prendrait des mesures de rétorsion si Vienne fournit des informations sur les comptes bancaires des ressortissants américains et refuse de le faire pour les autres pays de l'UE. Reuters 11.04

Sauve qui peut ! Le grand déballage et quand ils s'étripent entre eux, on en redemande. Au fait Maria Fekter est social-démocrate, comme Hollande, et elle défend un paradis fiscal ? Normal, non ? Oui, bon d'accord.

Ce qui est formidable ici, c'est que l'UE vole ouvertement au secours "*des ressortissants américains*" mais pas d'autres pays ou continents, et se comporte ainsi comme le 51e état des Etats-Unis d'Amérique, pardon, le 52e après Israël.

Quand ils parlent habituellement des paradis fiscaux, les uns et les autres évoquent volontiers des îles aux noms exotiques qui laissent à penser qu'ils se situeraient à l'autre bout du monde, plantés en plein océan protégés uniquement par un récif corallien et un troupeau de requins prêts à dévorer tous ceux qui s'en approcheraient pour peu qu'ils seraient habités de mauvaises intentions à leur égard, sorte de superpuissances microscopiques d'où tout le monde ignorerait l'origine de leur pouvoir quasi-surnaturel, divin quoi.

Du coup, on s'imagine que pour que ces paradis fiscaux édictent leurs propres règles en matière financière, c'est qu'on doit être en présence d'Etats souverains et indépendants auxquels il est impossible d'imposer un contrôle sur son fonctionnement bancaire, franchement quel pays dans le monde accepterait de s'y soumettre, n'est-ce pas ? On pourrait ajouter à part les Etats vassaux des Etats-Unis : l'Union européenne.

Généralement on ne cherche pas plus loin, on se dit que ces Etats isolés ont dû trouver le secret de la pierre philosophale pour transformer un vulgaire caillou planté en pleine mer en or, voilà tout.

Sauf que voilà, cette histoire aux relents exotiques qui tiendrait du miracle après que le paradis céleste se soit répandu soudainement sur terre, relève de la fable destinée aux pauvres types enclins à se libérer par n'importe quel artifice de la grisaille de sa vie quotidienne.

Non seulement la plupart de ces îles ne sont pas des Etats souverains et indépendants, elles appartiennent à de puissants Etats qui les ont colonisées autrefois, et parmi ces paradis fiscaux figurent même ces Etats en tant que tels, effectivement, la Suisse, l'Autriche, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, etc. Hormis le privilège de battre monnaie qu'ils ne possèdent pas, le fonctionnement des paradis fiscaux est copié sur celui des grandes banques centrales, la Fed, la BoE, la BCE qui n'ont de comptes à rendre à personne.

Prenons les îles Vierges qui appartiennent à l'empire britannique, elles n'existent comme paradis fiscal que par la volonté de la Banque d'Angleterre qui n'est pas une banque d'Etat ou publique, mais commerciale contrôlée par un cartel de banquiers, banquiers qui ont également le monopole de la création monétaire, ils sont propriétaires de la planche à billets (livre), donc ils contrôlent l'ensemble de l'économie du pays.

Ils détiennent le pouvoir et ils ont édicté des lois que les citoyens britanniques doivent respecter, à l'exception des plus fortunés qui peuvent en partie y échapper grâce aux paradis fiscaux qu'ils ont créés à cet effet. Soustraire leur fortune à l'impôt, s'en servir pour se livrer discrètement à toutes sortes de trafics parfaitement illégaux ou financer des activités politiques criminelles à l'échelle internationale, voilà en gros la raison d'être de ce système mafieux qu'ils ont conçu avec l'aval des institutions de leur pays qui leur étaient acquises, et qu'aucun gouvernement dans le monde n'a osé remettre en cause à ce jour.

Ils ont ainsi acquis un pouvoir extraordinaire sans contrôle de la population qui en ignore tout ou presque, qui leur permet d'imposer leur dictature à tous les peuples, de conduire l'humanité au chaos et à la guerre.

2- Chypre. Le coup de grâce : le silence est d'or.

2.1- Chypre devra finalement trouver 13 milliards d'euros, soit six milliards de plus que prévu initialement, dans le cadre d'un plan de sauvetage international de l'île, déjà sous le choc de mesures sévères visant son secteur bancaire.

En effet, le porte-parole du gouvernement Christos Stylianides a annoncé jeudi que la dette du pays avait été revue à la hausse, à 23 milliards (mds) EUR, dont 10 seraient fournis par les bailleurs internationaux et le reste assuré par les Chypriotes eux-mêmes.

"C'est un fait, le mémorandum de novembre parlait d'environ 17,5 mds de financements nécessaires. Ce chiffre est désormais de 23 mds d'euros", a-t-il dit.

Cette annonce intervient à la veille à Dublin d'une réunion des ministres des Finances de la zone euro qui doivent se prononcer sur les mesures que doit mettre en oeuvre Nicosie pour bénéficier de l'aide internationale et recevoir comme prévu un premier versement début mai. Ils devraient a priori donner *"un feu vert politique"*, selon un diplomate européen.

En échange, le pays devait trouver initialement 7 milliards d'euros, une somme évaluée désormais à 13 mds, soit plus de 75% du PIB. La majeure partie viendra de la restructuration du secteur bancaire, qui comprend une ponction sur les plus gros créanciers, y compris les déposants; 10,6 milliards d'euros au lieu des 5,8 milliards annoncés au départ.

Pour expliquer le passage de 17,5 à 23 mds EUR, une source proche du dossier a souligné que les besoins de Chypre avaient évolué.

Selon elle, même si la restructuration du secteur bancaire doit désormais être largement financée par le secteur privé, les besoins prévus de financement de l'Etat ont augmenté en raison d'une récession plus forte que prévue qui assèche ses recettes. Les 23 mds EUR comprennent à la fois les contributions publiques et privées, alors que les 17 mds ne prenaient en compte que le financement public.

Le projet chypriote de vendre les réserves excédentaires d'or du pays afin de participer au financement de son plan de sauvetage, peut constituer un précédent pour les pays les plus endettés de la zone euro, comme l'Italie ou le Portugal.

Même si le gouvernement chypriote a rappelé jeudi que la décision reviendrait à la banque centrale du pays, un document de la Commission européenne affirme que Nicosie a pris des engagements afin de lever environ 400 millions d'euros par la vente de son surplus d'or.

"Cela pourrait changer la donne pour les marchés", estime un négociant en or. "Sachant que le Portugal a rejeté (une partie) du dernier plan d'austérité en date, et qu'il possède 90% de ses réserves de change en or, cela veut-il dire que l'on va lui demander d'en vendre une partie?"

L'or représente 90% des réserves de changes du Portugal et 78% de celles de l'Italie, qui en détient à elle seule 3.230 tonnes. A titre de comparaison, l'Inde possède moins de 10% de ses réserves en or.

Malgré l'ampleur de ces chiffres, la vente d'or ne permettrait qu'un allègement limité des problèmes de financement de la zone euro. Les réserves d'or de l'Italie ne valent par exemple que 95 milliards d'euros, au cours actuel du métal, alors que l'encours de la dette du pays avoisine les 1.685 milliards.

Néanmoins, l'exemple chypriote montre que la vente d'or permettrait à Nicosie de lever une part non négligeable de 3% des 13 milliards d'euros que le pays doit réunir en complément de l'aide de 10 milliards versée par la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI).

Le cours de l'once d'or a plongé après l'annonce de la vente éventuelle des réserves excédentaires chypriotes. Les marchés craignent que cette décision accentue la pression sur d'autres banques centrales.

Si d'autres pays européens emboîtaient le pas à Nicosie, cela provoquerait une baisse des prix du métal précieux, alors que la demande en or des banques centrales a été l'une des rares à augmenter en 2012.

L'article 7 du protocole du Système européen de banques centrales garantit toutefois l'indépendance des institutions nationales, notamment par rapport aux gouvernements, ce qui signifie en théorie qu'elles ne peuvent pas être obligées de vendre leurs réserves d'or.

Même si elles le désirent, l'Accord des banques centrales sur l'or, qui en est à sa troisième version depuis sa signature en 1999, limite la vente d'or totale par ses signataires à 400 tonnes par an.

Ce plafond est pour le moment bien supérieur à la réalité des échanges, les banques centrales signataires n'ayant vendu que 4,2 tonnes d'or depuis la signature de la dernière mouture de l'accord en septembre 2012.

La dernière vente d'ampleur a été réalisée au premier semestre 2009, quand la Banque de France en avait cédé 17,4 tonnes. L'ensemble des banques centrales sont passées de vendeuses nettes à acheteuses nettes d'or en 2010. Reuters 11.04

Après le racket et le hold-up sur les comptes bancaires de la population, pillage en règle de l'or de l'Etat...

2.2- Pour Jonathan Loynes, analyste de Capital Economics, "*l'augmentation spectaculaire de la taille du programme souligne la profondeur des problèmes auxquels est confronté le pays, et pose de nouvelles questions sur l'impact de futurs sauvetages dans la zone euro sur les déposants et les créanciers*".

Dans ce contexte, le Produit intérieur brut de Chypre devrait se contracter très fortement pendant deux ans. Dans le détail, le PIB devrait chuter de 8,7% en 2013 et encore de 3,9% en 2014, avant de repartir timidement à la hausse en 2015 (1,1%).

Chypre a déjà mis en garde qu'elle pourrait être à très court terme en difficulté car elle a besoin de 75 millions d'euros pour payer ses fonctionnaires et les retraites en avril. AFP 11.03

[Haut de page ↗](#)

Le 13 avril 2013

CAUSERIE

31 nouveaux articles en ligne. Je me suis refusé de mettre en ligne deux articles publiés sur le portail mondialisation.ca dont un faisait l'apologie du capitalisme.

L'auteur à la fin d'un long article qui se voulait savant par le nombre de citations ou de références qu'il contenait, révélait au lecteur dans une formule lapidaire le postulat sur lequel reposait sa démonstration et avec lequel correspondait son objectif, démontrer que "*la domination de l'homme par l'homme est donc la quintessence de l'économie*", et qu'elle est évidemment indépassable, éternelle, comme le capitalisme, tandis que le socialisme et le communisme sont morts et enterrés à jamais.

Ce n'est ni le premier ni le dernier article de ce genre qui sera rédigé par des intellectuels incapables de concevoir la société au-delà du capitalisme à partir de son développement historique qui leur demeure incompréhensible. Je vous passe la débauche de moyens malhonnêtes qu'il a dû déployer pour parvenir à cette conclusion sur fond de confusion de la première à la dernière ligne, en versant occasionnellement dans le nihilisme pour réfuter les travaux de Marx et Engels, la prétention de l'homme à atteindre la connaissance serait surfaite ou une escroquerie.

C'est le genre d'articles qui fait appel à des connaissances que 99,99% des lecteurs ne possèdent pas, ce qui les conduit automatiquement à suivre la pensée de son auteur qui les guide dans une direction précise pour qu'ils y adhèrent ou semer le doute dans leur esprit, c'est l'objectif de ce procédé qui appartient au registre de la manipulation.

Pour analyser sérieusement cet article de 6 page, il faut être rompu à la polémique et maîtriser la dialectique, cela nécessiterait d'y passer plusieurs jours en comptant les recherches de documents, je n'en ai pas le temps. Si un militant veut s'y coller, l'article portait le titre : La métamorphose du capitalisme.

L'autre article portait sur Gramsci que je n'ai jamais lu ou pour le peu que j'en ai lu ne m'intéresse pas, les critiques de Marx ou Lénine qui ne sont pas capables d'aligner deux arguments sérieux ne peuvent être qu'une perte de temps, ce qui nous fait le plus cruellement défaut.

Aller à l'essentiel en toute chose est un principe de base, ce qui ne signifie pas sacrifier ce qui est secondaire, personne plus que Marx n'a pris en compte les aspects secondaires des questions qu'il a traitées. S'agissant des intellectuels ou des penseurs, c'est leur capacité à ne pas confondre ces deux aspects de la réalité ou au cours de leur travaux sur un thème précis qui décidera de leur valeur, de leur talent à discerner les rapports qui existent entre les différents facteurs en présence, dès lors qu'ils ont reconnu et recensé ces derniers. Ce qu'on retient ou nous sert d'instrument de mesure pour juger ou jauger la qualité d'un intellectuel ou d'un penseur, c'est la profondeur de ses analyses, sa capacité à les mener jusqu'au bout, à étudier ou vérifier toutes les hypothèses qui lui viennent à l'esprit, et s'il n'en est pas satisfait en chercher d'autres, ce qui est incompatible avec l'emploi d'arguments à l'emporte-pièce ou le recours à des vérités assénées sans preuve...

En règle générale, une question que l'on pose qui n'en amène pas une autre dans la foulée ne mérite pas qu'on s'y arrête, cela signifie qu'elle a été mal posée. Car une question correctement posée ne pouvant pas recevoir une réponse unique, simple, définitive ou satisfaisante spontanément ou se réduire à quelques mots, appellera automatiquement une ou plusieurs autres questions et ainsi de suite, et c'est l'ensemble des réponses que nous aurons apportées à toutes ces questions qui nous permettront d'épuiser notre sujet et constituera la réponse à notre question initiale.

En présence d'un processus dynamique ou dialectique, on ne peut le saisir qu'en utilisant la même méthode sur le plan intellectuel, c'est le génie de Marx et Engels de l'avoir parfaitement maîtrisée et théorisée. C'est cela que les intellectuels leur reproche, d'avoir rendu accessible l'interprétation du monde, de la société, de la nature, de l'homme en reproduisant ou en employant la méthode qui était à l'origine de leur existence et rapports.

Et vous savez pourquoi un ouvrier est plus apte à la saisir qu'un intellectuel ? Parce que l'ouvrier est en contact avec la matière, au premier coup d'oeil il perçoit qu'elle n'est jamais la même, qu'elle est vivante, alors qu'un intellectuel ne manie que des idées, des concepts et qu'il est incapable de saisir spontanément cette transformation de la matière, il doit se la représenter intellectuellement. Il y a des intellectuels qui sont aussi des travailleurs manuels, par exemple un chirurgien. Dans leur cas, pour devenir des travailleurs manuels ils ont dû consacrer tellement de temps à leurs études qu'ils ont fini par tout intellectualiser, par concevoir que la société fonctionnait de la sorte aussi, par devenir des machines à penser déconnecter de la réalité matérielle. (A suivre, je n'ai plus le temps de continuer, ces lignes ont été écrites hier soir vers 1h du matin, et ce samedi après-midi, je n'ai plus le temps, j'ai du boulot chez moi.)

[Constitution. Cour des comptes et Conseil d'Etat, des institutions illégitimes.](#)

- Migaud : l'effort structurel sur le déficit ne doit pas être relâché - LePoint.fr

- EDF autorisé à limiter le droit de grève - Reuters

Le Conseil d'Etat a reconnu vendredi la possibilité pour EDF de limiter le droit de grève dans ses centrales nucléaires, comme l'électricien, devenu une société privée, l'avait fait lors des mouvements sociaux de 2009. Reuters 12.04

Alors, on l'abolit ou non la Constitution antidémocratique de la Ve République ?

Attention, on abolit du même coup la police, l'armée, le parquet, on en voit qui en tremblent déjà d'effroi : mon dieu, mon dieu, avec tous ces voyous, ces délinquants, ces trafiquants, ces terroristes, ces djihadistes qui trainent partout, qu'est-ce qu'on va devenir ? Rien de moins, si vous êtes déjà des loques vous ne descendrez pas plus bas, on vous rassure, ressaisissez-vous,

ouvrez les yeux, en face ce sont des poltrons, des planqués (fiscaux et autres), ils se sentent forts et se croient tout permis parce que vous êtes faibles, relevez la tête et vous verrez qu'il vous faudra la baisser pour vous situer à leur hauteur...

Qui d'entre tous les travailleurs vaut moins qu'un Cahuzac ? Personne ! Alors au combat !

Les ennemis et les fossoyeurs du socialisme.

Absolument rien du côté du PS, du PCF et leurs satellites.

- Que reste-t-il du socialisme ? - LePoint.fr

Quel bonheur ! Mais faites donc, ne vous retenez pas !

- 'Malheureusement, je pense à quitter le PS presque tous les jours' - LeMonde.fr

Réfléchissez deux secondes : vous croyez encore ces escrocs, ces imposteurs, ces menteurs, ces voleurs ?

(" Quarante députés et sénateurs possèdent ou ont possédé des comptes à l'UBS")

Un internaute.

- "On comprend mieux ainsi.

On comprend la réticence de certains députés socialistes à mettre sur la place publique leur patrimoine.

C'est drôle de vouloir traquer les riches, et être soi-même un socialiste se méfiant de la France à un tel point, que le besoin de mettre son pognon à l'abri en Suisse ou ailleurs. C'est drôle qu'appeler les autres au patriotisme économique, et être soi-même un évadé fiscal.

Heureusement il y a la famille, l'épouse les enfants, les parents, enfin tous ceux à qui l'on peut faire confiance afin de diluer son patrimoine avant d'être obligé de le publier.

C'est beau le socialisme, mais c'est vachement trompeur."

Ce qui est "trompeur", ce sont ceux qui s'en réclament alors qu'ils y sont étrangers, le socialisme ne peut pas vous avoir trompé puisque vous ignorez de quoi il s'agit, vous venez de l'avouer.

Le socialisme, c'est avant tout la prise du pouvoir politique par les travailleurs qui imposent leur programme social aux capitalistes, à ceux qui n'ont pas été expropriés, pouvoir politique qu'ils exercent à travers l'Etat ouvrier qu'ils ont constitué une fois celui de leur ennemi détruit. Sans cet Etat qui concentre leur pouvoir, il leur est impossible d'imposer leur programme social aux capitalistes ou de satisfaire leurs revendications sociales élémentaires, de mettre fin aux inégalités et les injustices les plus insupportables qui existaient dans la société, sans toutefois à ce stade les éliminer complètement.

C'est seulement à l'échelle mondiale une fois le capitalisme éradiqué de la surface de la planète ou en voie d'éradication, qu'il sera possible de supprimer toutes les inégalités liées aux rapports sociaux de production de l'ancien régime qui avaient dicté l'ensemble des rapports dans la société, le statut social des différentes couches de travailleurs manuels et intellectuels légitimant un traitement matériel inégal ou des conditions matérielles d'existence inégales entre elles qui n'avait pas lieu d'exister. Pourquoi un médecin, un professeur, un ingénieur devrait-il bénéficier de conditions d'existence meilleures qu'un cantonnier, un ouvrier agricole ou à la chaîne dans une usine, qu'est-ce qui peut le légitimer, le justifier, absolument rien en réalité, sauf que c'est la norme en régime capitaliste. Cette différence étant ancrée dans les cerveaux depuis des siècles, il est impossible d'en venir à bout d'un seul coup sans provoquer une réaction violente de la part des couches privilégiées dont nous avons aussi besoin pour vaincre notre ennemi, qu'il faut gagner au socialisme. C'est une partie de l'explication.

Le socialisme, la révolution socialiste, la classe des exploités a besoin de l'Etat pour maintenir son pouvoir sur la classe des capitalistes qui n'a pas encore totalement disparu dans le pays et encore moins dans le monde. Par quel moyen le capitalisme légitime-t-il son existence, en se servant du cadre juridique de l'Etat, de l'Etat bourgeois ou capitaliste. Par quel moyen le socialisme doit-il légitimer son existence, en se servant du cadre juridique de l'Etat qu'il a fondé, un Etat ouvrier, une République sociale ou socialiste.

Sans cet outil, la classe ouvrière ne pourra conserver le pouvoir ou vaincre définitivement son ennemi de classe, outil qui hier servait

à la réprimer, qui demain servira à réprimer la classe des capitalistes, d'où la nécessité d'un nouvel Etat, car l'outil qui a été forgé par la classe dominante pour réprimer la classe dominée ne se mettra jamais au service de cette dernière pour réprimer la classe des capitalistes, il doit être dissout. Aussi longtemps que le capitalisme existera à la surface de la terre, les capitalistes refuseront d'admettre leur défaite et organiseront la résistance, le sabotage de l'économie, etc. pour tenter de reprendre le pouvoir, d'où la nécessité impérieuse que la classe ouvrière dispose d'un Etat qui aura pour tâche notamment de les mater, de les neutraliser, tâche permanente et non d'un jour.

Voilà qui explique pourquoi les partisans du capitalisme ou les plus farouches ennemis du socialisme s'attaquent à l'Etat, y compris en régime capitaliste. L'Etat incarne le rapport de forces qui existe entre deux classes antinomiques au profit de la classe dominante qui détient aussi le pouvoir économique. On perçoit tout de suite quel danger son existence représente pour les capitalistes. Que ce rapport s'inverse et ils perdent tous leurs pouvoirs, alors que si l'Etat n'existe plus cette question ne se pose plus ou plus de cette manière, pour un temps le plus grave danger qui pèse sur leur pouvoir est écarté. Au passage on comprend la finalité de leur projet de gouvernement mondial, mais là n'est pas notre sujet.

Voici quelques exemples que j'ai relevés qui témoignent de leur rage à combattre le socialisme sous cet angle.

- ... la pratique totalitaire du volontarisme étatique qui est le marqueur du socialisme (contrepoints.org cité par french.irib.ir le 12 avril)

- Le socialisme était donc pour Marx une étape nécessaire permettant de socialiser la production tout en conservant la forme du travail salarié. Dans ce système, l'état joue un rôle clé et organise un capitalisme centralisé. Les tentatives de mise en place d'un état socialiste redistributif ont cependant échoué, et, n'ont réussi qu'à accentuer les inégalités, à l'exemple de la Russie et la Chine. (<http://www.mondialisation.ca/la-metamorphose-du-capitalisme>)

Ici l'auteur se livre à un amalgame entre socialisme et stalinisme ou maoïsme qui en était l'antithèse, la caste parasitaire de bureaucrates au pouvoir ayant joué le même rôle que les capitalismes en accaparant l'essentiel des richesses produites par les travailleurs, l'Etat représentant un mode de production socialiste gangrené par la corruption et un mode de distribution de type capitaliste au profit des cadres du parti stalinien, ce que feint d'ignorer l'auteur de cet article.

Quand on évoque l'Etat, il faut toujours se poser la question de savoir quelle en est la nature, qui le dirige ou le contrôle, la classe des capitalistes par l'intermédiaire de ses représentants au sein des institutions, une caste de bureaucrate issu d'un parti, ou les travailleurs eux-mêmes. Poser ainsi cette question permet d'éviter bien des confusions, et on s'aperçoit qu'en réalité il n'a jamais réellement existé d'Etat socialiste, son embryon en URSS ayant été détruit par Staline après la mort de Lénine, et en Chine dès le premier jour c'est une caste de bureaucrates a spolié les masses exploitées du pouvoir politique.

Il y a quelque temps déjà le philosophe Onfray avait été aussi catégorique ou expéditif que l'auteur de l'article précédent en décrétant que finalement le capitalisme avait toujours existé, donc qu'il était éternel, et que par conséquent il était inutile et vain d'envisager sa disparition, substituant l'arbitraire à l'analyse, qui permet au contraire d'envisager son dépassement en se basant sur son développement historique.

L'auteur de l'article précédent en arrive à expliquer que le capitalisme réalise à sa manière le socialisme sur le plan de la production, confirmant au passage l'analyse de Marx qui voyait dans la concentration et la rationalisation de la production à l'échelle mondiale, une tendance générale inhérente au capitalisme confirmée de nos jours. Evidemment, toutes les contradictions qui accompagnent cette évolution et que Marx avait décrites sont également présentes, elles explosent mêmes au visage des capitalistes qui sont impuissants à les contenir, qu'ils combattent en mettant en oeuvre de brutales politiques de régression sociale, ce qui une fois de plus nous renvoie aux fondements du capitalisme et pose la question de l'expropriation des capitalistes.

L'Etat socialiste concentre le pouvoir économique au profit de la classe des producteurs au détriment de la classe des capitalistes, en poussant à fond ce processus, ce sont les classes qui sont amenées à disparaître, donc également l'Etat dans la forme où on le connaît ou l'Etat socialiste tel qu'on le décrit.

Aujourd'hui à quoi assistons-nous ? Une poignée de capitalistes concentrent le pouvoir économique à leur profit au détriment de la classe ouvrière, en poussant à fond ce processus, la classe ouvrière disparaît en tant que classe tandis que demeure uniquement une poignée d'oligarques qui dirigent le monde, et parallèlement pour mener à bien ce projet ou atteindre cet objectif, on s'aperçoit qu'ils s'emploient à affaiblir la place des Etats, donc ce qui incarne les rapports entre les classes, les classes elles-mêmes, de manière à ce que la classe des exploités ne dispose plus d'aucun droit politique pour contester leur domination de classe qui doit être dans l'avenir absolue et définitive.

Tandis que le même processus économique conduit à l'extinction des classes, des Etats, de l'argent au profit de l'humanité toute entière en régime communiste ou ce qui lui succèdera, avec les capitalistes au pouvoir il conduit au despotisme, à la tyrannie, à une dictature mondiale, à la mise en esclavage de l'humanité entière.

Ce qui trouble la plupart des intellectuels, c'est que nous sommes en présence d'un processus pour ainsi dire symétrique qui aboutit

à un résultat diamétralement opposé qu'ils confondent, parce qu'ils ne l'ont pas suffisamment étudié ou en ignorent presque tout.

Notons au passage que c'est le facteur politique qui fait la différence, le processus économique (dialectique) poursuivant son chemin depuis deux siècles (ou plus).

[Les charrettes en France et ailleurs de la semaine du 8 avril \(Source: Blog de Pierre Jovanovic\)](#)

- Société Générale va virer entre 600 et 700 salariés... "*Cultivons l'esprit d'équipe*" nous rappelle Mr Lacoste
- La Bank of America a viré 469 personnes dans son siège de Newark et 1.320 dans l'Etat de New York
- RBC va supprimer 210 postes au Luxembourg
- La Roma Bank vire 57 salariés
- Barclays Bank va virer 243 personnes en France
- La distribution automobile craint 15.000 suppressions d'emplois
- Les gâteaux Papy Brossard caassent leur pipe, et 90 salariés risquent de se retrouver à Pôle Emploi
- Les polos Lacoste licencient en Espagne
- US Cellular vire 600 personnes
- Caterpillar va virer 460 salariés de plus
- Bls Cargo (transit ferroviaire entre Italie et Allemagne via la Suisse) licencie du personnel "car une dizaine d'aller-retours par trains ont été supprimés par jour, signe d'un gros ralentissement du commerce intra européen" nous dit notre lecteur François,
- Thomas Cook France va virer 150 salariés et supprimer la marque Thomas Cook pour ne garder que Jet Tours
- Aprochim (groupe Chimirec) va supprimer 21 emplois
- Saintronic pourrait licencier 47 salariés
- La société d'éoliennes Novéol tombe, avec 9 personnes,
- Walt Disney ferme sa société Lucas Art avec 150 licenciements
- Rien ne vaut mieux que d'être dans une banque: les salariés du Crédit Immobilier de France payés depuis juin 2012 à ne rien faire.
- Licenciement de 40 personnes dans l'industrie du jeu vidéo chez High Moon
- Moncigale supprime 74 postes
- Darty va fermer ses 43 magasins en Espagne, 650 emplois vont disparaître
- Sega ferme ses studios en Australie
- Il était une fois en Picardie: alors que le Conseil régional de Picardie, comme chaque année, célèbre le printemps de l'industrie, à grand coût de communication, c'est plutôt en hiver que se situe l'industrie. Le mois de mars 2013 a enregistré de multiples plans sociaux. - Le 1er mars, les 60 derniers salariés de l'ex-entreprise STILL à Montataire ont été licenciés. - Le 13 mars, les 117 salariés de Juy SA à Crépy-en-Valois ont été licenciés. - Le 15 mars, les 242 salariés de Merck à Eragny-sur-Epte ont reçu leur lettre de licenciement. - Le 27 mars, 320 employés de l'usine Goss de Montataire sont menacés par une fermeture envisagée par le propriétaire du groupe Shangai Electric. Ce désastre économique s'accompagne bien sûr d'un véritable désastre social et humain dans un département où le chômage ne cesse de grimper plus vite que la moyenne régionale et nationale.
- Finmeccanica ferme 25 usines et supprime plus de 2.500 emplois
- Gascogne Woods supprime 23 emplois
- Walt Disney va licencier dans sa division de produits dérivés et de ses studios d'animation
- La chaîne de restaurants américains Texas De Brazil va virer 85 personnes pour compenser le manque de clients
- Aar Mobility Systems vire 130 personnes et Ansell HwakEye (défense)
- Brilljent Communication licencie 100 salariés sur 200 lire ici [lbj.com](#)
- Kmart licencie 76 personnes avec le début de fermeture de magasins
- Ciba Vision Corp va virer 260 personnes
- Laval. 56 emplois sont menacés à l'association familiale d'aide à domicile
- Mr Schneider, conseiller de salariés, nous dit: "*Augmentation de questions sur les procédures collectives. Je viens d'être contacté 7 fois en l'espace de 3 semaines. Du jamais vu, autant de licenciements!*".
- Le New York Observer vire 11 journalistes
- Fisker Automotive va virer 75% de ses salariés, soit 150 salariés
- United Space Alliance licencie 68 autres ingénieurs
- La fermeture de presque 30% des écoles aux US entraîne en ce moment des milliers de suppressions d'emplois de chauffeurs de bus (ramassages scolaires) et des centaines de petites pme qui ferment.
- Vlaemynck, mobilier de jardin, terrasses et piscines, a été placé en redressement judiciaire.
- Tecumseh Europe vire 62 personnes
- Rhône-Alpes: le bâtiment craint une perte de 4.000 emplois en 2013

ACTUALITE EN TITRES

Ainsi va l'oligarchie financière et ses zélés serviteurs

- JPMorgan Chase affiche un bénéfice en hausse au 1er trimestre - Reuters

- Le Portugal multiplie les signaux pour rassurer ses créanciers - AFP
- La Slovénie va présenter des réformes à l'UE en mai et lancer des privatisations - AFP

[Nous aurions exécuté Servier et ses complices.](#)

- 1 300 à 1 800 morts à long terme devraient être dues au Mediator - Liberation.fr

[Un de plus.](#)

- Allemagne: l'ancien président Christian Wulff inculpé pour corruption - AFP

[Ils sont si proches, si complémentaires...](#)

- Silvio Berlusconi se dit ouvert à un président de centre-gauche - Reuters

[Ainsi va le vieux monde](#)

- Egypte: l'armée a donné l'ordre d'opérer des manifestants sans anesthésie - L'Express.fr
- Manifestation dispersée à Bahreïn avant le Grand Prix de F1 - Liberation
- Etats-Unis: "*fermez Guantanamo!*", clament des manifestants américains - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Et ailleurs ?

Xavier Kemlin, héritier du groupe Casino qui vit dans le canton de Genève, client d'UBS qui lui a parfois demandé de l'accompagner dans des manifestations huppées à l'étranger.

À ces occasions, le millionnaire a pu recueillir quelques confidences. "*J'ai appris qu'au moins 40 députés et sénateurs de droite comme de gauche possèdent des comptes rien qu'à l'UBS. Ces titulaires devraient se méfier car, à trop recevoir de coups, Jérôme Cahuzac risque, lui aussi, de faire des révélations*", ajoute l'exilé fiscal, qui se déclare proche de Manuel Valls et de Claude Bartolone. Au cours de l'entretien, Xavier Kemlin donnera au Point.fr le nom d'un ministre titulaire, selon lui, de plusieurs comptes non déclarés à l'UBS, sans pouvoir en apporter la preuve. Le Point.fr 12.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- A Athènes, la conférence de presse organisée par le comité contre la torture policière s'est tenue le Mardi 9 avril 2013, avenue Sofias. Le lieu choisi est un symbole fort : il s'agit d'un ancien poste de police de la junte, la sinistrement célèbre dictature des colonels (1967-1974). C'est aujourd'hui un musée de la résistance démocratique contre la dictature.

Pour accéder à la salle de conférence, il faut passer devant les cellules où furent torturés les opposants au régime : « *Ici fut torturé le héros Spiros Michalakopoulos* », dit la pancarte sur laquelle repose une gerbe de fleurs desséchée.

Le long du couloir, d'interminables séries de photographies de visages en noir et blanc. « *Morts* » (NEKPOI en grec), répète l'écriteau au-dessus de chaque série. Mais dans ces lieux, l'horreur cohabite avec l'espoir : « *liberté !* », peut-on lire sur les murs. Avant même que les intervenants s'installent, la tension dans la salle est déjà palpable. La conférence sera donnée en grec, mais une traduction anglaise est proposée aux journalistes étrangers, très majoritairement représentés. La salle est

comble, beaucoup restent debout ou s'assoient par terre, mais on ne compte que deux médias grecs.

Zoe, militante au comité contre la torture policière fait les présentations. Une pétition circulera à la fin, elle contient déjà plus de 1500 signatures et parmi ceux qui se sont joints à leur cause, on dénombre d'imminentes personnalités, des scientifiques, des acteurs, des artistes en tout genre.

Le premier intervenant est Dimitris Katsaris, l'avocat des 15 antifascistes arrêtés suite à une manifestation contre le fascisme et le racisme. Ce qu'il a vu, il ne peut le tolérer, « *pas en 2012* » répète-t-il sans cesse. Il dit avoir « *subi un choc* ».

Et puis il raconte : le refus systématique qu'oppose la police à ses demandes d'entretien avec ses clients pendant plusieurs jours. Les humiliations subies par les 15 antifascistes. On les a battus, insultés, humiliés pendant des heures. Lui et ses confrères avocats ont tout fait pour rendre l'affaire publique. Mais la presse grecque est restée muette. Pourtant, « *Les coups ont été répétés et continus, en particulier chez les femmes. Le comportement était totalement humiliant.* » précise-t-il.

Il a fallu attendre que les photos des torturés soient publiées dans « *The Guardian* » pour que l'affaire éclate en Grèce. Réaction des pouvoirs publics : « *Ce sont des mensonges. Tout ça n'est jamais arrivé* ». Le ministre de l'ordre public Nikos Dendias à même menacé The Guardian de poursuites.

Comme si l'audience avait à son tour subi un choc, un silence de plomb fut l'unique réaction de la salle.

Yannis Bourzoukos prend ensuite la parole : « *Je crois que la torture, ce n'est pas l'affaire d'une partie de la population mais c'est l'affaire de toute la population. On ne doit pas la combattre qu'en Grèce, ni même qu'en Europe, mais dans le monde entier* ». Le reste de son intervention est bouleversante. Le fils de Yannis est l'un des quatre jeunes anarchistes arrêtés après un hold-up et torturés il y a quelques semaines et dont la police avait diffusé les photos retouchées. « *Ils se sont rendus sans résistance.* » précise Yannis.

Une fois fois transférés à la station de police de Veria, ils l'ont fait s'agenouiller, une cagoule sur la tête. Ils lui criaient : « *On veut jouer les fortes têtes, hein ?* » Ils l'ont frappé pendant quatre heures et ne se sont arrêtés que parce qu'ils étaient fatigués. Et quand ils l'ont envoyé se nettoyer, ils lui ont dit : « *Ne prends pas peur en te regardant dans la glace* ». Par deux fois, une dizaine d'hommes cagoulés sont venus à leur domicile. Ils s'en sont pris à sa fille, ils réclamaient des informations sur son fils. Une femme, blonde, imposante, s'est avancée et a dit à sa fille : « *Allez, dis au patron, sinon on a d'autres méthodes pour te faire parler.* » Yannis Bourzoukos conclut par l'importance d'étendre la lutte contre les tortures policières à l'ensemble du monde.

La salle l'applaudit à tout rompre, comme pour lui signifier sa solidarité.

« *Il faut que ça s'arrête !* »

Puis, c'est un jeune homme de 30 ans, Dimitris Kopanas, qui prend la parole. Après son arrestation, il indique qu'il a d'abord été retenu pendant trois jours sans qu'il ne se passe rien, puis il a été placé dans une autre cellule où il a été battu sans arrêt. Les policiers n'ont laissé ni sa famille ni son avocat le voir pendant près d'une semaine, parce qu'il était trop amoché. Quand ils ont enfin levé l'interdiction, le 6ème jour, son avocat a demandé des explications sur son état physique. Ils ont dit qu'il était tombé dans les escaliers. « *Comment j'aurais pu tomber dans les escaliers alors que je n'ai pas quitté ma cellule ?* » S'indigne Dimitris. Dents cassés, contusions partout sur son visage et calculs rénaux furent le résultat de son séjour en prison dans laquelle il a vu des étrangers se faire torturer et tabasser jusqu'à tomber dans le coma. Il insiste pour parler des cellules bleues du service psychiatrique de la prison. Il y a passé 4 jours, nu, à subir la climatisation qui passe du chaud au froid toutes les 15 minutes. « *Il faut que ça s'arrête !* » sera son mot de la fin.

« Les droits de l'homme sont l'affaire de tous »

Enfin, Paulos Klavdianos, journaliste torturé par la junte pour avoir écrit un article sur la torture prend la parole. « *Quand on s'est retrouvés en prison avec mes confrères et mes compagnons, on se disait qu'après la dictature ça serait la fin des tortures. On pensait qu'après la dictature, les gens se rendraient compte que même s'il ne leur été rien arrivé personnellement, ils étaient concernés par la torture et que ça ne se reproduirait plus* ». D'un air dépité, il conclut qu'aujourd'hui les gens se comportent de la même façon, que s'ils ne se sentent pas directement concernés, ils ne s'en mêlent pas, et c'est, d'après lui, précisément cela qui doit changer. Il faut que les droits de l'homme soit une évidence pour tous. Qu'ils soient respectés sans faire de distinction entre les Hommes, et que c'est l'affaire de tous.

Les quatre intervenants assis à la tribune s'étant exprimés, d'autres prirent la parole, les premiers étant inscrits sur la liste officielle des intervenants, les derniers s'exprimant spontanément. Dimitris Christopoulos, le président de la ligue des droits de l'Homme a ainsi déclaré : « *Il semble que la violence policière raciale ou ethnique a cédé sa place à une violence de classe et une violence politiquement orientée. Nous voyons que l'idéologie de l'extrême droite entre dans la police. L'évolution de certaines pratiques devient la règle.* ».

Aphrodite Babassi fait partie d'une association qui aide les détenus : « 13000 prisonniers vivent dans des conditions terribles de surpopulation et de violations des droits de l'homme. Ces derniers jours, le ministère de la Justice a décidé de mettre l'EKAM [forces spéciales anti-terroriste] de Dendias [le ministre de l'ordre public] à l'intérieur des prisons et de procéder à des inspections inopinées au cours desquelles les détenus sont déshabillés et battus tout en étant menottés. Nous craignons que cette coopération va encore aggraver la situation. Il faut continuer à donner la parole aux prisonniers anonymes dans les prisons grecques et les centres de détention. ».

Yannis Mouzalas, de Médecins du Monde, un universitaire de l'université de Londres, une docteure qui avait été appelée auprès des émigrés en camp de détention, diverses associations et un autre journaliste torturé durant la junte ont manifesté leur indignation vis-à-vis de ces pratiques policières et du silence des médias grecs à ce sujet, tous faisant bloc d'une seule et même voix.

Les anciennes générations, qui avaient connues la junte, et les nouvelles se confondaient à tel point que le journaliste qui avait été torturé, tenant à tout prix à remercier les participants et « surtout le jeune Dimitris », s'est tourné vers lui et lui a dit : « Nous avons connu la même prison. C'est comme si tu étais avec moi en 1967. ». okeanews.fr 10.04

1.2- Depuis samedi dernier, plus de 1000 immigrés auraient commencé une grève de la faim pour protester contre les conditions de détentions en Grèce. Depuis la mise en place de l'opération "Xenios Zeus" (Zeus, l'hospitalier...) en août 2012, les commissariats et les centres de détentions sont surpeuplés. Les conditions de détentions avaient déjà été pointées du doigt par le bureau du haut commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme qui avait conclu après une visite en janvier dernier : " Dans la plupart des établissements de détention visités par le groupe de travail, les conditions sont bien en deçà des normes internationales des droits de l'homme, y compris en termes de surpopulation". Le front antifasciste de la région du Pirée a publié une lettre qui revient sur une action des citoyens actifs du Pirée le 27 mars dernier. Suite à leur mouvement de protestation devant le commissariat de Drapetsona, le commissaire a autorisé une équipe de 5 personnes à entrer dans les cellules et discuter avec les détenus. Le constat est accablant et depuis, sur les réseaux sociaux et sur les blogs, on ne parle plus de camps de détention mais de camps de concentration.

Le texte a été traduit par Marie-Laure Coulmin-Koutsaftis et Frédéric Bendali.

Traduction du texte de Yorgos Karistinos daté du 28/03/2013

Après le passage à tabac, par des policiers du poste de police de Drapetsona, de migrants détenus là, comme ils nous l'ont affirmé, en rétorsion à la grève de la faim qu'ils ont commencée, et après la tentative de suicide du détenu Palestinien de 28 ans Ibrahim Faraz, nous, citoyens actifs du Pirée, avons effectué le 27/3 un rassemblement de protestation et de solidarité (à l'appel de l'Initiative Antinazis du Pirée). Quand nous sommes arrivés devant le Commissariat, le Commissaire s'est mis devant le rang des CRS (MAT en grec), qui avaient pris position, il nous a informés et il a autorisé une équipe de cinq personnes à entrer et à discuter avec les gens retenus dans les cellules.

L'image à laquelle nous avons été confrontés alors était insupportable : dans les 70 mètres carrés environs de la cellule d'enfer du poste de police, 100 personnes étaient entassées, enfermées là depuis 9 mois, depuis le début de l'opération « Xenios Dias » (« Zeus hospitalier ») (en référence au dieu protecteur des étrangers, en réalité un plan de ramassage et de rétention des migrants en situation irrégulière). Détenus sans droit de promenade, sans voir le soleil ou respirer d'air pur (rappelons qu'il s'agit d'un poste de police), dans des conditions d'hygiène lamentables, souffrant de maladies de peau et autres du fait des conditions de détention, désespérés, au bord du suicide. Personne ne pourrait rester là 9 mois, ni même 9 heures. C'est une violation flagrante des Droits de l'Homme, c'est la disparition de toute notion d'humanité et de société légale.

Nous nous sommes effondrés, lorsque nous avons vu un homme se déchirer les chairs et se couvrir de sang de haut en bas, quand il nous a vus, ne trouvant que cette solution pour sortir de cet enfer où il est détenu et où il subit des tortures depuis 9 mois. Au détenu qui s'était ainsi blessé, il a été annoncé qu'il serait libéré, ainsi qu'au Palestinien qui avait tenté de se suicider.

Le message est clair : vous ne sortirez d'ici que si vous vous suicidez, et si vous êtes chanceux peut-être qu'à l'hôpital ils réussiront à vous sauver...

En tant que citoyens actifs du Pirée nous demandons :

- Que le Conseil Municipal, les corps de métier, les syndicats et toutes les institutions de la région élargie du Pirée prennent officiellement position et qu'ils fassent pression pour que cesse cette situation inhumaine.

- Les travailleurs dans les structures compétentes de l'état (policiers, administratifs, psychologues etc.) en mesure d'exercer leurs facultés de jugement et leur humanité doivent mesurer leurs responsabilités. Ils ont le devoir de réagir.

- Que soient fermées les cellules de la police où sont détenues les victimes de l'opération « Xenios Dias » (« Zeus hospitalier »). Elles sont une insulte à notre humanité et font honte au Pirée.

Nous nous battons contre la barbarie, le fascisme et le cannibalisme social.

Nous exigeons que cesse l'opération inhumaine « *Xenios Dias* » (« *Zeus hospitalier* ») menée par la police et l'état grecs.

Nous réclamons l'évidence. Le respect des Droits de l'Homme. Une vie décente pour nous toutes et tous.

Front antifasciste de la région du Pirée okeanews.fr 12.04

2- Palestine

Grande émotion en Palestine où Israël vient de kidnapper Thaer Halahla mercredi à l'aube, à son domicile de Ramallah, après l'avoir saccagé. Cet ancien prisonnier, libéré en juin dernier, avait fait une grève de la faim de 77 jours, pour dénoncer sa détention administrative. Thaer, qui est de la région d'Hébron s'est installé depuis 3 mois à Ramallah et participe à la solidarité envers les prisonniers politiques palestiniens, ce que ne peut supporter Israël.

Son appartement a donc été saccagé hier à 2 H du matin par une cinquantaine de soldats israéliens, qui ont d'abord pris en otage l'un de ses voisins, lui ont bandé les yeux et s'en sont servis comme bouclier humain pour pénétrer chez Thaer, qu'ils ont violemment frappé et embarqué, les yeux bandés sans lui permettre de s'habiller et sans donner la moindre raison pour son arrestation.

Sa femme Shirin, qui a perdu connaissance, a dû être hospitalisée. Sont restés dans la maison leurs deux enfants de 3 ans et de 20 jours, veillés par la soeur de Thaer.

L'armée a également encerclé au même moment le domicile de ses parents dans le village de Kharas près d'Hébron.

Thaer Halahla, 33 ans, a été arrêté 8 fois par Israël et a passé 6 ans et demi en prison au total, sans la moindre inculpation, précise l'association Addameer. La dernière fois il a avait été incarcéré du 26 juin 2010 au 5 juin 2012. Et il avait dû subir deux interventions chirurgicales après sa grève de la faim, et continue à être sous traitement médical.

Thaer est actuellement en train de subir un "*interrogatoire*" dans le célèbre centre de torture "*russe*" de la Moscobiya à Jérusalem.

Tous les Palestiniens s'inquiètent pour sa santé déjà très fragile, sachant que ce n'est pas dans les geôles israéliennes qu'il pourra bénéficier des soins dont il a besoin.

UN ENFANT DE 14 ANS EN DANGER AUX MAINS DES TORTIONNAIRES

Parallèlement Addameer et Defence for Children International s'inquiètent de l'arrestation et des mauvais traitements subis par Mohammad K, 14 ans, arrêté dans la ville de Silwad, suspecté d'avoir jeté des pierres. Il a été embarqué après avoir été menotté et brutalisé, tandis que ses parents se voyaient interdire de l'accompagner au centre d'interrogatoire.

Mohammad, qui se trouve avoir une double double nationalité américaine, a été interrogé sans pouvoir bénéficier de la présence d'un avocat et est maintenant incarcéré à la prison d'Ofer. Un tribunal militaire a demandé la prolongation de son interrogatoire le 7 avril dernier, alors que Mohammad s'est plaint au juge de mauvais traitements pendant son arrestation et son interrogatoire.

Sa famille s'inquiète d'autant plus que leur fils a un souffle au coeur depuis sa naissance.

POUR RAPPEL : MERCREDI 17 AVRIL SERA LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS PALESTINIENS. ORGANISEZ DES MANIFESTATIONS PARTOUT OU JOIGNEZ-VOUS A CELLES PREVUES PRÉVUES DANS NOMBREUX PAYS ET VILLES !

CAPJPO-EuroPalestine (french.irib.ir 12.04)

3- Afghanistan

La production d'héroïne a été multipliée par quarante en Afghanistan depuis l'intervention de l'OTAN, en 2001. Ces chiffres alarmants ont été avancés par Viktor Ivanov, directeur du service fédéral russe de contrôle des narcotiques, dans son discours tenu à Vienne le 11 mars 2013 à l'occasion de la 56èmesession de l'office de Nations-Unies contre la drogue et le crime. Une bonne occasion pour rappeler qu'un peu plus d'un million de personnes ont perdu ces dix dernières années la vie en raison de l'abus de stupéfiants. Le trafic mondial de la drogue

Viktor Ivanov a avancé qu'un des principaux facteurs d'instabilité en Afghanistan était encore représenté par l'héroïne : « *tout observateur impartial doit admettre la triste réalité que la communauté internationale n'a pas réussi à stopper la production d'héroïne en Afghanistan depuis l'arrivée des troupes de l'OTAN* ». Au cours de la dernière décennie, la place de l'opium dans l'agriculture a fait un bond de 18%, passant de 131.000 hectares cultivés à 154.000. Au point de pouvoir dire sans se tromper que sa production est devenue centrale dans l'économie du pays.

Peu de temps avant l'intervention de l'OTAN, les talibans avaient pris des mesures d'interdiction de l'opium, le déclarant contraire aux lois islamiques, et avaient réussi à abaisser notablement le niveau de production. Mais la production redémarra de plus belle depuis l'occupation occidentale, et Kaboul couvre désormais 90 % du marché mondial de l'héroïne dont une grande partie se retrouve dans les rues des villes des États-Unis, de Russie et d'Europe.

Ivanov en a profité pour rappeler comment il tentait de convaincre la population locale qui doit souvent sa survie à la culture du pavot, et aussi comment il espérait couper le financement des talibans qui sont fréquemment en mesure de trouver des fonds provenant de la vente de l'opium à des marchés étrangers. Ce qui n'est pas une mince affaire quand on sait qu'environ 15 % du produit national afghan sont directement issus des exportations de drogue, dont le montant est estimé à quelque 2,4 milliards de dollars par an.

Afghanistan. La production d'héroïne a été multipliée par quarante depuis l'intervention de l'OTAN

Les États-Unis et l'OTAN n'ont visiblement pas l'intention de faire table rase des champs d'opium, ce qui soulève de nombreux doutes car en Colombie, le gouvernement local et l'Oncle Sam ont détruit près de 150.000 hectares de coca en 2011. Une broutille à côté des 2.000 plans d'opium déracinés dans le même laps de temps.

Une raison à cela selon la chaîne d'information Russia Today : les banques internationales tireraient avantage de cette situation. La drogue serait ainsi devenue pour elles aussi importante que le pétrole ou le gaz naturel. french.irib.ir 12.04

SOCIAL

France

Juchés sur des tracteurs et accompagnés de leurs bêtes, plus de 15.000 éleveurs ont manifesté vendredi à travers la France selon la FNSEA, à l'appel du mouvement, disant craindre de "*finir sur la paille*" faute de mesures d'urgence face à la hausse de leurs charges et au blocage des négociations avec la grande distribution.

"*Nous exigeons la revalorisation du prix du lait dès la paie d'avril*", a lancé le président de la FNSEA. Le premier syndicat agricole français et son allié des Jeunes Agriculteurs demandent que les éleveurs puissent notamment répercuter la flambée des prix de l'alimentation animale due à la hausse des prix des céréales.

Les producteurs de lait réclament par exemple une hausse de 3 centimes sur le litre de lait, pour compenser la hausse des charges (de 30 euros pour 1.000 litres, soit près de 10% du prix de vente, en 2012). Le sujet est en négociation mais bloqué pour l'instant sur la proposition de certaines enseignes de la grande distribution. AFP 12.04

ECONOMIE

1- FMI. Les paradis fiscaux, un problème, pourquoi donc ?

Les paradis fiscaux ne menacent pas la stabilité financière et la lutte contre ces territoires opaques ne règlera pas le "*sujet crucial*" de l'optimisation fiscale, a indiqué vendredi à l'AFP une porte-parole du FMI, interrogée sur les révélations de l'"Offshore leaks". Priée de dire si le FMI considérait les paradis fiscaux comme une menace sur la stabilité financière, cette porte-parole a répondu: "*Ce n'est pas notre opinion*". "*Bien entendu, c'est un sujet que d'autres agences et nous-mêmes suivons avec attention*", a-t-elle toutefois précisé.

Selon la porte-parole du FMI, qui se réfère aux "*travaux*" de l'institution, les "*progrès récents*" obtenus sur les paradis fiscaux et le blanchiment d'argent ont permis de s'attaquer à l'évasion fiscale et "*doivent se poursuivre*".

Mais ils ne règlent pas la "*question cruciale*" de l'optimisation fiscale, qui permet d'échapper légalement à l'impôt par des

montages financiers plus ou moins complexes, a ajouté la porte-parole.

"Des mesures permettant de s'attaquer à l'optimisation fiscale qui seraient à la fois politiquement acceptables et techniquement cohérentes sont difficiles à identifier et doivent encore être davantage explorées", a conclu cette porte-parole du Fonds monétaire international. wikistrike.com, source : latribune.fr 07.04

S'ils ne sont pas un problème, c'est peut-être parce qu'ils sont la solution, à quoi, pour qui, devinez ?

2- Slovénie

La Slovénie, considérée par les marchés comme un candidat potentiel à une aide internationale, va présenter d'ici le 9 mai à l'Union européenne (UE) un plan d'action pour lutter contre la crise, a annoncé vendredi le Premier ministre Alenka Bratusek.

"Nous allons préparer notre programme de stabilité et de réformes d'ici le 9 mai et l'enverrons immédiatement à Bruxelles", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse.

Son gouvernement de coalition de centre gauche va proposer parallèlement au Parlement dans les deux semaines à venir un projet de privatisation *"d'une ou deux grandes entreprises publiques"*, probablement une banque, *"car cela enverrait un message positif aux marchés internationaux"*, a-t-elle également annoncé.

Dans un rapport publié mardi, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) avait de son côté recommandé au gouvernement de lancer un programme de privatisations.

Le secteur bancaire est le problème numéro un du petit pays de la zone euro. Les banques slovènes -dont les trois principales sont aux mains de l'Etat- croulent sous les créances douteuses, évaluées à 7 milliards d'euros par le Fonds monétaire international (FMI).

Elles vont de nouveau devoir être recapitalisées, ce qui pèsera davantage sur les finances du pays, confronté par ailleurs à une récession et qui a de plus en plus de mal à se refinancer sur les marchés.

Les taux d'intérêt des obligations slovènes arrivant à maturité à 10 ans ont encore augmenté vendredi, atteignant 6,84%, se rapprochant dangereusement de la barre des 7%, jugée intenable à long terme pour un pays.

Le petit Etat issu de l'ex-Yougoslavie prévoit de creuser son déficit à 4,2% du Produit intérieur brut (PIB) cette année, après 3,7% en 2012. AFP 12.04

[Haut de page ↗](#)

Le 14 avril 2013

CAUSERIE

1- En régime capitaliste, plus particulièrement à notre époque, la démocratie est synonyme de démagogie, elle se caractérise par la collaboration de classes, directe ou rampante et plus discrète, qui aboutit à la négation de l'indépendance de classe du prolétariat, au corporatisme et à la confiscation du pouvoir politique au profit de l'oligarchie financière. L'actualité politique italienne en fait la démonstration, lire plus loin.

On peut l'insérer dans notre discours en précisant sa nature, à condition que les rapports entre les classes soient inversés au profit de la classe dominée, celle des masses exploitées. Doit-on défendre la démocratie, la République ? Nous rejetons cette question. Dans quelle perspective politique peut-on les défendre ? Voilà qui est déjà mieux.

2- Le hold-up réalisé par les banquiers via la BCE sur les comptes bancaires chypriotes devait demeurer une exception, juré, craché ; en passant, un précédent avait déjà eu lieu lors de la faillite de banques en Grèce et en Espagne, les épargnants ayant acquis des actions de ces banques ayant perdu leurs économies, tandis que parallèlement elles allaient être renflouées par l'ensemble des contribuables européens, il fallait bien que quelqu'un casque franchement, la dette des Etats augmentant et donc les intérêts qu'ils versent au marché, à ceux qui ont orchestré la faillite de ces banques. Voilà qu'ils y reviennent, cette fois au niveau de l'ensemble de l'UE, à lire dans cette page.

Ils pourraient mettre la main sur les comptes des épargnants au-dessus de 100.000 euros.

Si demain vous vendez le modeste appartement dont vous avez hérité de vos parents ou que vous aviez acheté 500.000 francs il y a 20 ou 30 ans dans une grande ville et qui vaut aujourd'hui 250 ou 300.000 euros, attention, ils vont mutualiser les pertes des banques, c'est l'une des vertus de l'union bancaire qu'ils ont dans les tiroirs et saisir tout ce qui dépassera 100.000 euros. Qui sait, ils pourraient aller plus loin, ils utilisent le conditionnel...

Suite de la causerie d'hier.

Nous avons dit hier que la concentration, la rationalisation et la socialisation des moyens de production sont inhérents à l'évolution du capitalisme. Elles constituent aussi les bases matérielles ou les conditions objectives du socialisme.

Les intellectuels qui s'opposent au socialisme ou le rejettent, parce qu'ils en ignorent tout ou presque, sont déroutés par tant de similitudes entre le capitalisme et le socialisme au point parfois de les confondre.

On a du mal à imaginer quelle idée ils en ont vraiment, apparemment fantasmagique ou lui attribuant une origine mystérieuse, qui serait dans le meilleur des cas le produit d'une interprétation erronée ou falsifiée de la réalité, car lui témoignant du mépris au lieu d'en étudier sérieusement les fondements, ne disposant pas des qualités requises pour la mener à son terme, ce dont on les soupçonne fortement au regard des efforts désespérés et souvent mahonnètes qu'ils déploient pour le réfuter, en vain. Nous laisserons de côté les intérêts personnels qui les portent à adopter ce comportement et qui nous écarterait de notre sujet.

Revenons rapidement sur quelques notions de base.

Tout rapport exprime le lien, la combinaison ou l'influence qu'exerce différents facteurs entre eux. Et tout processus est le produit de rapports ou prend sa source à l'origine de rapports qu'il traduit ou exprime, développe pour donner à son tour naissance à d'autres rapports et ainsi de suite, en cela c'est un phénomène dynamique ou vivant.

L'étude de la composition de ces rapports et de leur évolution ou transformation relève de ce qu'on appelle la dialectique, qui n'est pas un concept, une interprétation dans laquelle une part de subjectivité viendrait se glisser pour déformer éventuellement la réalité plus ou moins consciemment, une idéologie, une théorie ou une doctrine, mais la simple observation des faits dans leur déroulement, en cela elle est une science exacte à l'échelle historique telle que nous pouvons la concevoir de nos jours. A ce titre le marxisme ou matérialisme dialectique mérite la mention de science sociale ou socialisme scientifique que lui ont attribué ses fondateurs et qui n'est pas usurpée.

N'ayant pas le temps de rédiger un article de fond, contentons-nous de revenir sur quelques aspects de l'évolution du capitalisme d'hier et d'aujourd'hui.

- Sur quoi reposa le développement du capitalisme au XIXe siècle, qu'est-ce qui l'accompagna sinon l'absence d'organisation de la classe ouvrière privée de tout droit politique. Hormis en Grande-Bretagne où le capitalisme pris son essor en premier en Europe, il a fallu attendre la seconde moitié ou la fin du XIXe siècle pour que la classe ouvrière commence à se doter de syndicats et de partis ouvriers. Le développement du capitalisme se traduit par l'exploitation forcée du prolétariat, des hommes, des femmes et des enfants, accompagné d'une répression féroce de toute rébellion (organisée) contre l'ordre établi. La tyrannie à l'intérieur, la guerre à l'extérieur, comme de nos jours, guerre de rapine et colonisation hier, installation de régime fantoche et pillage des ressources de pays dominés aujourd'hui. Le tout avec le soutien des masses exploitées embourgeoisées et des organisations du prolétariat corrompus subordonnées à l'impérialisme, aujourd'hui comme hier en plus accentué car depuis tous les pays ont rejoint ou copié la Grande-Bretagne.

- A quoi avons-nous assisté avec la Chine à la fin du XXe siècle, sinon au même processus sous couvert de la dictature du parti maoïste : surexploitation du prolétariat et absence d'organisation indépendante des travailleurs pour défendre leurs droits sociaux et politiques.

- Cette surexploitation avait pour but de palier une des faiblesses (contradiction) du capitalisme, la baisse tendancielle du taux de profit ; le capitalisme réalise aussi son profit au niveau du volume, de la masse de la plus-value produite pour faire simple et bref, d'où la nécessité de produire toujours plus, à l'unité son profit s'érode sans cesse, d'autant plus qu'il faut le prendre en compte à l'échelle mondiale et non à celle d'un pays ou d'un secteur d'activité ; la part du capital variable, de la force de travail mis en oeuvre dans la réalisation de la plus-value ne cesse de décroître par rapport à la somme du capital constant, fixe ou engagé dans le procès de production, or c'est l'unique source d'où le capitalisme tire son profit, il lui faut donc réduire le coût de cette force de travail, les salaires, allonger la durée du travail et faire travailler les ouvriers plus longtemps. Par tous les moyens possibles il faut que la part de la plus-value produite qui lui revient augmente et que celle de l'ouvrier diminue, il peut aussi baisser les salaires, augmenter les cadences, moderniser son installation et produire autant avec moins de main d'oeuvre, l'idéal étant pour lui d'avoir un effectif flexible qui réponde uniquement à ses besoins, en fonction de son carnet de commandes, les pseudo négociations qui ont débouché sur l'accord patronal du 11 janvier 2013 avait pour fonction de le réaliser (en partie), d'avancer dans cette voie.

- Plus le coût du travail diminue, plus la valeur de la force de travail décroît, plus le niveau de vie des ouvriers baisse, plus le chômage augmente, plus le nombre de travailleurs endettés et insolvable croît. L'idéal pour les capitalistes, ce serait que les travailleurs soient en permanence surexploités, que le coût de la force de travail soit le plus bas possible, qu'ils soient obligés de s'endetter pour consommer une partie des marchandises qu'ils produisent ou améliorer sensiblement leur qualité de vie, de telle sorte qu'il leur reste chaque mois tout juste de quoi assurer leur survie ou couvrir leurs besoins vitaux, ce qui les oblige à la fois à accepter les conditions de travail et de rémunération qu'on leur propose et à réfléchir à deux fois avant de se lancer dans une grève pour tenter de les améliorer.

- Le capitalisme se trouve face à trois défis insurmontables : le développement exponentiel de la démographie mondiale, le vieillissement de la population, l'augmentation des besoins de la population.

Autrefois l'entretien d'un ouvrier se résumait à se procurer des vêtements, de quoi se nourrir et cuisiner, se chauffer, se loger, quelques meubles, un vélo pour se déplacer et quelques bricoles, un fer à repasser et un poste de radio par exemple. De nos jours, il faut ajouter à cette liste une multitude de biens d'équipement, réfrigérateur, machine à laver, appareil photo, téléviseur, chaîne hifi, téléphone, ordinateur, et bien entendu la bagnole, liste loin d'être exhaustive, on pourrait ajouter en option : machine à laver la vaisselle, machine à repasser, lecteur de DVD, caméscope, magnétoscope, magnétophone, sèche linge, vélo, scooter, sky, planche à voile, etc. il ne manque plus que le parachute, car la chute sera plus dure ! En Inde, il faut ajouter le ventilateur, mieux le climatiseur, qui, s'il ne coûte pas une fortune à l'achat, est une ruine au niveau de la facture d'électricité.

Pour posséder ces biens d'équipement qu'il faut remplacer régulièrement, il faut vendre sa force de travail un certain prix, il est même préférable que sa valeur augmente, or tout indique qu'elle aurait tendance à baisser, à diminuer de moitié comme en Grèce par exemple, demain ou déjà en Espagne, au Portugal, à Chypre. On n'a pas évoqué la qualité de vie ou le bien-être qui a progressé et qui a un coût aussi, les loisirs, les sorties, les vacances, la culture, etc. On aurait pu ajouter l'éducation et la santé, la retraite, l'accès à une meilleure alimentation...

Tous les travailleurs aspirent légitimement à conserver l'accès à ces biens d'équipement qui font partie de leur vie quotidienne, ainsi que la qualité de vie qu'ils ont acquise en échange de leur contribution à la société par leur travail, par la lutte de classe, et ceux qui en sont privé ou subissent des conditions de vie médiocre ou effroyable y aspirent légitimement également à travers le monde.

Si demain les 7 milliards d'habitants de notre planète faisaient valoir leur droit légitime à accéder aux meilleures conditions de travail et de rémunération qui existent dans le monde, à une qualité de vie supérieure, au niveau de vie leur permettant d'accéder à tous les biens ou services évoqués plus haut, la fortune des millionnaires ou milliardaires en dollars ou euros dans le monde n'y suffirait pas, et une fois qu'on leur aurait confisquée il leur serait impossible de la reconstituer, cela suffirait à peine à satisfaire les besoins les plus élémentaires de la population mondiale dans un premier temps, le complément serait assuré par la suite grâce à l'adoption d'un mode de production encore plus performant, qui éliminerait les monstrueux gâchis du mode de production capitaliste tout en ménageant les ressources de notre planète que l'on respecterait.

La question qui est posée à chaque travailleur, militant, intellectuel est de savoir si oui ou non ce droit qui vient d'être exprimé est légitime, et s'il l'est, ce que nous affirmons, celui du capitalisme à continuer d'exister ne peut pas l'être puisqu'il en est la négation, il doit donc disparaître et notre devoir est d'engager le combat afin d'atteindre cet objectif.

Il faut expliquer aux travailleurs et particulièrement aux intellectuels au lieu de les endormir avec de longs discours, qu'effectivement nous avons des droits, nous les défendons et nous revendiquons de nouveaux droits et c'est bien naturel, parfaitement légitime, mais aucun droit ne se réalise spontanément ou n'est descendu un jour du ciel, pour qu'ils se réalisent il faut avoir à l'esprit qu'il est de notre devoir d'agir, de nous organiser pour les conquérir.

Droits et devoirs sont intimement liés dans la société, ce que les travailleurs ignorent, si demain vous ne vous organisez pas pour défendre vos droits, tôt ou tard il ne vous restera que des devoirs à subir, vous serez réduit en esclavage, jetez un oeil sur ce qui se passe dans le monde, ce ne sont pas les exemples qui manquent et qui le prouvent malheureusement.

On n'a pas le droit de bercer les travailleurs d'illusions, de les encourager à persister dans leur comportement irresponsable au nom d'un ouvrierisme nauséabond et criminel, chacun à sa mesure doit prendre conscience de la place et du rôle qu'il joue dans la société, de sa responsabilité à agir pour qu'elle s'améliore ou change au lieu d'observer impuissant sa lente agonie annonciateur des pires calamités qu'on n'a pas du tout envie de subir, ainsi que nos enfants et petits-enfants.

En guise d'épilogue.

K . Marx : Le Capital (Livre I – Section VIII)

- L'expropriation des producteurs immédiats s'exécute avec un vandalisme impitoyable qu'aiguillonnent les mobiles les plus infâmes, les passions les plus sordides et les plus haïssables dans leur petitesse. La propriété privée, fondée sur le travail personnel, cette propriété qui soude pour ainsi dire le travailleur isolé et autonome aux conditions extérieures du travail, va

être supplantée par la propriété privée capitaliste, fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, sur le salariat.

Dès que ce procès de transformation a décomposé suffisamment et de fond en comble la vieille société, que les producteurs sont changés en prolétaires, et leurs conditions de travail, en capital, qu'enfin le régime capitaliste se soutient par la seule force économique des choses, alors la socialisation ultérieure du travail, ainsi que la métamorphose progressive du sol et des autres moyens de production en instruments socialement exploités, communs, en un mot, l'élimination ultérieure des propriétés privées, va revêtir une nouvelle forme. Ce qui est maintenant à exproprier, ce n'est plus le travailleur indépendant, mais le capitaliste, le chef d'une armée ou d'une escouade de salariés.

Cette expropriation s'accomplit par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste, lesquelles aboutissent à la concentration des capitaux. Corrélativement à cette centralisation, à l'expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit, se développent sur une échelle toujours croissante l'application de la science à la technique, l'exploitation de la terre avec méthode et ensemble, la transformation de l'outil en instruments puissants seulement par l'usage commun, partant l'économie des moyens de production, l'entrelacement de tous les peuples dans le réseau du marché universel, d'où le caractère international imprimé au régime capitaliste. A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés.

L'appropriation capitaliste, conforme au mode de production capitaliste, constitue la première négation de cette propriété privée qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel. Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature. C'est la négation de la négation. Elle rétablit non la propriété privée du travailleur, mais sa propriété individuelle, fondée sur les acquêts de l'ère capitaliste, sur la coopération et la possession commune de tous les moyens de production, y compris le sol.

Pour transformer la propriété privée et morcelée, objet du travail individuel, en propriété capitaliste, il a naturellement fallu plus de temps, d'efforts et de peines que n'en exigera la métamorphose en propriété sociale de la propriété capitaliste, qui de fait repose déjà sur un mode de production collectif. Là, il s'agissait de l'expropriation de la masse par quelques usurpateurs; ici, il s'agit de l'expropriation de quelques, usurpateurs par la masse.

Il faut être riche pour être légitime.

Plus de six Français sur dix estiment nécessaire la publication du patrimoine des hommes politiques, même si sept sur dix seraient indifférents s'ils apprenaient qu'un ministre ou un député était très riche, selon un sondage IFOP dans le Journal du Dimanche.

De toute façon, 85% des sondés pensent que les responsables politiques sont plus riches que l'ensemble des Français (56% beaucoup plus riches et 29% un peu plus riches), contre 12% qui les considèrent ni plus, ni moins riches et 2% moins riches (1% sans opinion). AFP 13.04

Rien d'étonnant, chez les masses profondément arriérées et bien au-delà on pratique le culte du riche, du puissant. Si vous êtes riche, c'est que vous le méritez, c'est que vous avez été assez intelligent pour le devenir ou le rester, vous méritez le respect et qu'on vous fasse confiance. Dans ma famille d'ouvriers arriérés, jamais un professeur, un chercheur ou un scientifique ne l'emportera sur un patron ou un homme politique réputé riche. Un militaire ou un policier bénéficie du même statut, ils sont les gardiens de l'ordre. La pauvre est avant tout pauvre par son ignorance, et jusqu'à preuve du contraire, celui qui l'est moins l'est tout autant.

Ceux qui veulent aborder les travailleurs en les épargnant, en ne leur reconnaissant aucune responsabilité se font de graves illusions ou ne les connaissent pas, je n'ai jamais pu parler avec mon père en y mettant ou non les formes, pour lui j'étais un pauvre type, il vouait un culte à son patron et quand il parlait c'était son patron qui s'exprimait pas sa bouche, je n'avais plus qu'à la fermer.

Les travailleurs sont soumis à un complexe d'infériorité, dans le cas contraire ils auraient confiance en eux, dans leur force et la situation serait différente. A l'opposé des ouvriéristes qui flattent leurs faiblesses ou défauts, je leur dis qu'ils valent mieux que tous les patrons ou riches du monde, à l'époque je n'ai pas su tenir ce discours à mon père et je le regrette, depuis qu'il est mort j'ai repensé à nos rapports et j'en ai tiré des leçons, trop tard, personne n'est parfait, n'est-ce pas ?

Les travailleurs estiment qu'ils sont redevables de quelque chose à leurs patrons, à ces élus qui passent leur temps à les exploiter ou leur mentir. C'est le vieux monde de la servitude humaine qui les a rendu ainsi, seul le combat pour leur émancipation les aidera à abandonner ce comportement.

ACTUALITE EN TITRES

La comédie...

- Devant les militants PS, Ayrault et Désir dénoncent les "conservateurs" européens - AFP

... qui tourne court, le masque tombe :

- PSA: Montebourg met en garde contre toute radicalisation - AFP

Même plus besoin de masque. Prêt à tout...

- Bersani prêt à un accord avec Berlusconi sur la présidence - Reuters

Le chef du centre gauche italien Pier Luigi Bersani a réaffirmé samedi qu'il chercherait à conclure un accord avec Silvio Berlusconi sur l'élection du président de la République, tout en continuant à rejeter la perspective de gouverner avec son rival. Reuters 13.04

Le partage des postes, des fonctions, des prébendes, des rôles entre ce qu'ils osent appeler la droite et la gauche pour mieux tromper les masses.

... le carnaval est permanent en Italie :

Le mouvement Cinq Etoiles (M5S) de Beppe Grillo a organisé un premier tour de scrutin sur internet pour sélectionner dix candidats à la présidence. Un deuxième tour aura lieu lundi pour désigner le candidat final.

Et savez-vous qui figure parmi ces candidats : Romano Prodi, toujours membre du Parti démocrate, ex- président de la Commission européenne (1999-2004), ex-président du Conseil (2005-2008), ex-président du nouveau Parti démocrate (2008), et avant cela, membre de la Démocratie chrétienne (DC), ministre de l'Industrie sous le gouvernement de Giulio Andreotti (1978-1979), président du Conseil des ministres italien du 18 mai 1996 au 9 octobre 1998.

Quel palmarès ! Sous sa présidence de l'Union européenne.

- Il a été le président de la Commission européenne du mois de septembre 1999 au 22 novembre 2004. Sous sa présidence il y a eu, entre autres innovations; la mise en circulation des billets et pièces libellés en euro, le 1er janvier 2002 pour douze pays de l'Union européenne. L'entrée de dix nouveaux pays au sein de l'Union le 1er Mai 2004: Chypre, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie et la Hongrie. La signature, à Rome le 29 octobre 2004, du traité établissant une Constitution pour l'Europe. (source Wikipédia)

Le masque est tombé, place au corporatisme

- En cas d'absence d'accord entre Bersani et Berlusconi sur un candidat, le Parti démocrate pourrait joindre ses forces à celles du M5S pour élire un président sans l'appui de Berlusconi.

De leur côté, la Confindustria, le patronat italien, et les principaux syndicats de salariés ont annoncé samedi lors d'une conférence à Turin qu'ils demanderaient une série de réformes et la formation immédiate d'un gouvernement.

"*Nous devons passer un accord et nous unir pour appeler à une seule chose: la gouvernabilité*", a déclaré Raffaele Bonanni, secrétaire général de la CISL. Reuters 13.04

Et la boucle est bouclée !

Parole d'internaute

- "*Thatcher sera jugée par l'histoire comme une authentique criminelle contre l'humanité : son néolibéralisme est à l'origine du chaos du monde actuel avec la faillite irrémédiable mais catastrophique du capitalisme financier anglo-US et avec la surexploitation des ressources pour l'appât du gain, édiflée en vertu par cette folle et ses suiveurs : "il n'y a pas de société, il n'y a*

que des individus", "je veux retrouver mon argent" (dans l'UE), "il n'y pas d'alternative" (TINA), etc., manifestations d'un esprit psycho-rigide malade, profondément dépravé. Pour célébrer dignement sa mort, je choisis moi aussi la chanson du Magicien d'Oz : "Ding Dong, the Witch is dead !"... mais dans l'interprétation du regretté Klaus Nomi : un morceau d'anthologie à revoir sur YouTube..."

Dans cette vidéo un passage est dédié au Magicien d'Oz, à la version de 1939, suite au hold-up sur l'or des Américains perpétrés par la Fed, les pantoufles de Dorothy ne seront pas en argent comme dans la version originale, mais en rubis, le scandale de l'argent étant passé par là...

La crise économique ? Explications et comment y remédier.

<http://www.youtube.com/watch?v=Jsk-FdJwL60>

Certains vous parlent parfois de la loi 1973 par laquelle l'Etat français est devenu tributaire du marché pour se financer moyennant des intérêts. D'autres vantent le miracle de l'étalon or auquel était adossé le dollar après la Seconde Guerre mondiale. Ont-ils entendu parler du "crime de 73" ? Apparemment non, vous non plus je suppose. Cette vidéo remet les pendules à l'heure sur l'or, un rappel qui renvoie ces économistes critiques à leurs chères études.

En 1873, pour contrôler l'économie américaine, la Banque d'Angleterre décréta du jour au lendemain que le dollar argent qui avait cours aux Etats-Unis devait céder la place à l'or... Rappelons que la Banque d'Angleterre était déjà la propriété du cartel de banquiers qui allaient fonder la Fed 40 ans plus tard, les mêmes banquiers ou leurs descendants qui les contrôlent toujours un siècle plus tard.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Iran.

C'est le président de l'Entité sioniste qui se le promet : Shimon Peres est sûr et certain qu'en cas d'échec des pourparlers Iran/5 +1, "Obama va attaquer, militairement, l'Iran". Le site Aroutz Sheva publie l'interview de Peres avec le journal "Israel Hayoum", au seuil du 65ème anniversaire du régime sioniste, où il affirme n'avoir "aucun doute. Obama va frapper l'Iran, si les négociations n'aboutissent pas".

Peres répondait, en effet, à ceux, en Israël, qui prônent une action unilatérale sioniste contre l'Iran. Peres a tenté, ensuite, de consoler cette frange de la population sioniste, en affirmant que "le temps joue contre la RII, puisque la situation économique va de mal en pis et que le régime iranien va s'effondrer". Cela fait 34 ans que les autorités du régime sioniste, à commencer par Peres, lui même, parle de l'effondrement imminent du "régime iranien". french.irib.ir 13.04

2- Syrie

C'est la chaîne d'information CNN, qui rapporte cette information : "les Etats Unis projettent d'attaquer, militairement, la Syrie. Les commandants de haut rang, au sein de l'état-major de l'armée US, ont des plans d'attaque militaire contre la Syrie, qui seront annoncés aux troupes, dès la semaine prochaine". "Une partie de ces plans prévoit des frappes aux missiles de croisières contre la Syrie. Parallèlement à ces frappes, les Etats Unis enverront des avions géants et bourrés d'aides humanitaires ravitailler la population (!!!)".

Les Etats Unis avaient, déjà, annoncé des plans d'aides militaires aux "rebelles", mais ces plans n'ayant pas été réalisés, leurs alliés leur reprochent d'avoir fait faux bond. french.irib.ir 13.04

[Haut de page ↗](#)

Le 15 avril 2013

CAUSERIE

On est lundi, c'est en principe mon jour de repos, mais j'ai oublié ce que cela voulait dire.

Pour se détendre. Connaissez-vous Olive ? La compagne de Popeye assurément, la femme que je croise tous les soirs en promenant mon chien cela m'étonnerait. C'est sa version ébène, disons 1,70m pour 35 à 40 kilos maximum, d'une maigreur cadavérique, le visage ravagé par la variole et un sourire tout aussi ravageur, les dents rougies par le pan (feuille de bétel, noix d'arc et chaux) qu'elle mâche à longueur de journée, deux énormes boucles de nez en or, un sac en plastique au bout d'un bras, l'autre main tenant le tas de bois posé sur sa tête, le tout enveloppé dans un sari bon marché. Cela fait plus d'un an que je la croise tous les soirs, on échange quelques mots amicaux en tamoul. Elle est accompagnée de sa vieille mère toute frippée, plus petite mais à la démarche assurée. Elles travaillent dans une propriété, elles passent la journée debout à balayer les feuilles mortes, à nettoyer les allées courbées en deux. Le soir il leur faut faire environ 3 ou 4 kilomètres à pied pour rentrer chez elles.

Olive doit avoir environ 40 ans, elle a deux enfants, ils vont à l'école m'a-t-elle dit. Son mari les a abandonnés, les gosses grandissant il fallait dépenser du fric dans l'école et le transport, le coup classique. Olive n'a été gâtée ni par la nature ni par la société, ainsi vous ne pourrez pas me soupçonner de la draguer. Je ne connais ni son nom ni l'endroit où elle habite, je ne lui ai pas demandé, elle, elle connaît le nom de mon chien dont elle a peur, Yvan le terrible ! C'est elle qui me l'a demandé, cela devait la rassurer, en cas d'attaque soudaine du molosse, elle devait penser qu'en l'appelant par son nom il l'épargnerait ! J'ai déjà dit à Yvan, et il en a convenu, qu'elle n'avait que les os sous la peau, mais bon, vous savez ce que c'est les chiens, ils aiment bien les os en général et en voyant Olive dans son petite cerveau il peut facilement l'identifier à un gros os !

Olive est courageuse, elle ne m'a rien demandé, elle a eu le bon réflexe entre nous. Une fois sa journée de boulot terminée, elle doit encore se farcir ces kilomètres à pied avec son fagot de bois sur la tête et son sac, le bois c'est pour cuisiner et son sac contient la vaisselle de son déjeuner, le matin avant se cogner ces 3 ou 4 kilomètres, elle doit s'occuper de ces gosses et surtout cuisiner, et le soir rebelote complètement crevée. La pauvre femme est épuisée, l'autre jour elle pleurait, elle avait mal aux jambes, c'est là qu'elle m'a raconté que son mari s'était fait la male. Sa maigre paie passe dans l'école et le bus, l'entretien de ces gosses, ils habitent dans une cabane en feuilles de cocotier.

Dimanche, oui, j'ai oublié de vous dire qu'il lui arrive souvent de travailler 7j/7, elle s'arrête visiblement épuisée, je la rejoins et je lui demande si elle sait faire du vélo, elle me répond oui, je lui demande si ce ne serait pas mieux de faire ce trajet en vélo et pourquoi elle n'en a pas, elle me répond que oui mais qu'elle n'a pas d'argent pour en acheter un. Et bien qu'à cela ne tienne je vais vous en offrir un lui déclarai-je, ne dites rien, tout le plaisir est pour moi, non, non, ne me remerciez pas. Je pensais en moi-même que cela ne me coûtait rien et que cette scène était lamentable, c'est plutôt leur société qui est misérable, je la hais autant que cette femme doit la haïr.

Je peux vous raconter cette petite histoire parce que je sais qu'elle ne me lira pas. Parfois auprès de certains d'entre vous, j'ai dû passer pour un monstre par la dureté de mes propos vis-à-vis de notre classe, je tenais à vous assurer que cela ne pouvait être que le fruit d'un malentendu regrettable entre nous. Mes beaux-frères ont abusé de moi, ils peuvent aller se faire foutre dorénavant, la plupart sont des fainéants, au contraire cette femme est courageuse et digne, il était donc normal, comment dire, que je fasse un petit quelque chose pour réparer l'injustice dont elle est victime, cela ne servirait à rien que je lui achète une mobylette, elle n'aurait pas d'argent pour acheter de l'essence et l'entretenir, payer l'assurance...

Passons à la politique

Un sujet que nous aborderons une autre fois, les rapports entre droits sociaux et droits politiques et lutte de classe, quels sont leurs rapports à l'Etat, aux différentes classes.

Infos de dernières minutes.

Le chef de l'Etat par intérim Nicolas Maduro, dauphin d'Hugo Chavez, a remporté de peu l'élection présidentielle de dimanche au Venezuela avec 50,76% des voix contre 49,07% à son rival de l'opposition, Henrique Capriles, selon le résultat officiel proclamé par la commission électorale nationale. Reuters 15.04

[Le chiffre du jour : 20,79 %.](#)

C'est le taux de participation enregistré dimanche aux premières élections européennes en Croatie. Cette formalité devait précéder l'adhésion de ce pays à l'UE, le 1er juillet. Leurs 12 députés s'ajouteront aux 754 que compte le Parlement européen.

Question : Quelle légitimité auront-ils ? Réponse : Aucune.

Ces députés qui ont été "élus" ont récolté chacun sur leur candidature au mieux à peine des 10% des électeurs inscrits. De quelle légitimité peut-on se prétendre quand on représente à peine 10% des électeurs ? Aucune.

Le taux de participation moyen aux élections européennes a été de 43 % enregistrée dans les 27 pays membres de l'UE lors du scrutin européen de 2009. (lemonde.fr 15.04), ce qui confirme qu'il s'agit bien d'une institution antidémocratique dès lors qu'ils décrètent que la majorité se situe en dessous de 50%, elle n'est plus absolue mais relative, il n'y aurait que 10% de votants

que l'élection serait validée.

On peut se poser encore deux questions.

En imaginant qu'ils représenteraient réellement les besoins de leur population, comment 12 députés d'un pays pourraient-ils faire entendre leurs voix dans un hémicycle comportant 766 élus ? C'est totalement impossible. Cela est valable pour l'ensemble des députés de tous les pays présents au Parlement européen.

Question : Mais alors les lois ou directives qui sont adoptées par ce parlement, quels intérêts représentent-ils, qui décident de leur contenu ? La Commission européenne non élue, dont les représentants sont désignés par les chefs d'Etat qui peuvent être de droite ou de gauche, ce qui n'a aucune espèce d'importance ou conséquence puisque eux-mêmes représentent les intérêts des capitalistes pour avoir adopté leur idéologie.

Cela signifie qu'en réalité les députés européens n'ont absolument aucun pouvoir, leur pouvoir est dilué, noyé au sein d'une assemblée dont la majorité leur échappera toujours. Cette majorité coïncidera toujours avec la politique proposée par la Commission européenne puisque leurs représentants partagent la même idéologie, sont issus des mêmes partis.

Cela signifie que la voix ou les intérêts, les droits des travailleurs sont totalement absents du Parlement européen, qu'il est impossible qu'un jour ils constituent la majorité, et que ceux qui seraient tentés d'y participer ne feraient que légitimer les fondements antidémocratiques et réactionnaires de cette institution, la confiscation des droits politiques des travailleurs par un parlement aux ordres des banquiers et des multinationales.

Ne devrait-on pas tirer les mêmes conclusions du fonctionnement des institutions nationales de chaque pays ?

Non, car dans le cas de l'UE, si la Commission européenne est désignée par les chefs d'Etat et dispose seul du droit de constituer, de faire les lois, les députés sont seulement amenés à se prononcer sur ces lois, ils peuvent les adopter ou les rejeter, au mieux proposer des amendements à la marge, et comme il se trouvera toujours une majorité parmi eux pour les adopter, finalement la Commission européenne obtient toujours gain de cause quoi qu'en disent les députés.

Dans le cas des institutions nationales dans chaque pays, c'est le parti qui a obtenu la majorité aux élections législatives qui va gouverner, des rangs duquel sera désigné le Premier ministre qui sera chargé de former le gouvernement. Dans l'UE, les députés du Parlement européen sont amenés à se prononcer sur le candidat à la fonction de président de la Commission européenne proposé par les chefs d'Etat, sur les candidats à la fonction de commissaires européens proposés par le président de la Commission européenne, mais en aucun cas ce sont eux qui le ou les désignent.

Les députés européens sont dans un rapport de subordination à une autorité supérieure, non élue, la Commission européenne, alors que les députés des parlements nationaux sont dans un rapport de subordination envers le Président de la République qui a été élu au suffrage universel et qui désigne le Premier ministre parmi la majorité, d'où le caractère bonapartiste de la Constitution.

Dans le cas de l'UE, entre les électeurs et les députés vient s'intercaler une institution non élue, la Commission européenne qui dispose du pouvoir de constituer, du même pouvoir qu'un gouvernement, inamovible il faut préciser, alors que dans le cas d'un pays ou Etat, le rapport est direct entre électeurs d'un côté, et chef d'Etat et députés de l'autre, de plus les députés disposent du pouvoir de faire tomber un gouvernement, d'imposer de nouvelles élections législatives, le chef de l'Etat, tel un monarque dispose également de ce pouvoir, ce qui n'est pas le cas des députés européens qui sont les otages (complices en vérité) de la Commission européenne.

Si les structures politiques d'un Etat et de l'UE sont similaires, chef de l'Etat, gouvernement, Parlement, par contre la répartition des pouvoirs ou les rapports entre les différentes institutions sont différents.

Dans l'UE, il est impossible aux députés européens de destituer les chefs de l'Etat (dans la plupart des pays non plus, sauf conditions exceptionnelles) qui désignent le président de la Commission européenne et les commissaires européens, il leur est également impossible de faire chuter son gouvernement, la Commission européenne, alors que c'est possible dans chaque pays, d'où le pouvoir discrétionnaire, totalitaire, hors de tout contrôle que nous prêtons à la Commission européenne. Ajoutons, qu'au cours des décennies qui viennent de s'écouler, que quels que soient les chefs de l'Etat, les présidents de la Commission européenne ou les commissaires européens en place, de droite comme de gauche comme ils disent, la même politique antisociale avait été appliquée, la même orientation réactionnaire avait été imposée à tous les peuples de l'UE avec la constance d'un métronome.

L'UE est une institution supranationale dictatoriale, parce que les peuples n'ont finalement absolument aucune emprise sur ces dirigeants, les travailleurs ne disposent d'aucun droit politique sur les instances de l'UE.

Ce qu'il faut retenir, c'est que la subordination des Etats à l'UE se réalise par le biais de la spoliation des droits politiques

des travailleurs, c'est une des conditions politiques nécessaires à la construction de l'UE, et que c'est également l'objectif politique que se sont donnés les promoteurs de l'UE, pour avancer vers l'établissement d'un gouvernement mondial dont l'UE serait l'agence européenne attelée aux Etats-Unis dans le cadre d'un marché unique transatlantique.

La négation des droits politiques des masses exploitées est la pierre angulaire sur laquelle repose la réalisation de leur projet de dictature mondiale pour contrecarrer ou contenir la crise du capitalisme. Dans l'impossibilité de réduire cette crise, ils ont échafaudé le plan suivant : une fois le prolétariat neutralisé ou ses droits politiques anéantis, ses organisations et partis muselés, corrompus, liquider les uns après les autres tous ses droits sociaux, abaisser drastiquement son niveau de vie, faire en sorte que la vente de sa force de travail coïncide avec le coût de son entretien réduit au minimum une fois éliminés une partie de ses besoins jugés superflus, de telle façon que la majeure partie de la plus-value tombe dans leur escarcelle au lieu d'être dilapidée en salaire et avantages sociaux, qu'elle vienne combler la tendance à la baisse du taux de profit qui caractérise la crise du capitalisme, et assure ainsi une relative stabilité des contradictions inhérentes au capitalisme, qui artificiellement et arbitrairement (dictature) seraient sous contrôle, le contrôle de la population, la mise sous tutelle des droits politiques des exploitées en constituant la meilleure (et seule) garantie.

ACTUALITE EN TITRES

La menace...

- L'Europe s'empare de la lutte contre l'évasion fiscale - AFP

... ouf !

- Banques: la Suisse persiste dans son refus de lever le secret bancaire - AFP

- Pas de levée du secret bancaire en vue, dit le président suisse - Reuters

Le modèle économique anglo-saxon ?

- Le ministre allemand de l'Economie appelle Paris à des réformes - AFP

- Berlin veut modifier le traité de Lisbonne pour l'union bancaire - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Pour une République sociale espagnole!

Plus de 8.000 manifestants ont défilé dimanche 14 avril dans le centre de Madrid pour réclamer l'avènement d'une IIIe république en Espagne et dénoncer une monarchie à l'image ternie par plus d'un an de scandales dans un pays en crise.

Agitant des milliers de drapeaux républicains rouge, or et violet, les manifestants, la plupart des républicains convaincus de longue date, criaient "*L'Espagne, demain, sera républicaine*" et "*Le Bourbon, au travail*", en direction du roi d'Espagne Juan Carlos.

Comme tous les ans, ils avaient été convoqués, sous le slogan "*A bas le régime monarchique, pour la IIIe république*", pour marquer la date anniversaire de la IIe république, proclamée le 14 avril 1931 et suivie par près de 40 ans de dictature franquiste après la guerre civile (1936-1939). Le Nouvel Observateur avec AFP 14.04

Vous feriez mieux de cesser de compter, vous risquez de ne pas en voir le bout, ne comptez que sur vous-même cela vaudra mieux !

La liquidation de la monarchie, des institutions héritées du franquisme, l'instauration d'une République sociale sur leurs cendres s'attaquant aux fondements du capitalisme, voilà la tâche à laquelle doit s'atteler le prolétariat espagnol, le prolétariat dans toute l'Europe.

[Haut de page ↗](#)

Le 16 avril 2013

CAUSERIE

Je mettrai en ligne ce soir une douzaine de nouveaux articles.

Ils sont prolifiques, ils ne manquent décidément pas d'imagination pour justifier leur enrichissement ou leur statut social privilégié... au détriment du reste de la société. Pour un peu il serait naturel, un don du ciel ! Légitimer le marché, le capitalisme, l'existence des riches et des pauvres relève de la même idéologie, des bourgeois et leurs serviteurs grassement rémunérés pour leurs services, des nantis parfois richissimes, des esclavagistes de toutes les époques.

On a beau vieillir, chaque jour qui passe nous donne un peu plus envie de vomir leur société, leur monde. Pour le supporter je vais remettre son vélo à Olive, je suis allé l'acheter hier, cela représente pour elle l'équivalent d'un mois de salaire (4.000 roupies), pour moi, moins de 5% de mes revenus mensuels. Je ne sais pas comment les nantis peuvent vivre et comment ils font pour s'enrichir toujours plus sans en perdre le sommeil. Plus tu as de fric pour vivre, dans mon cas le fric de ma maison que j'ai vendue et placée à la banque à 8,75% d'intérêts par an, plus tu peux avoir une vie confortable, plus les inégalités de la société te sont insupportables, injustes, quand tu compares comment tu vis avec ce que vivent les pauvres tu en es malade, même si tu n'en es pas responsable et que tu combats leur société, tu ne peux pas t'empêcher d'y penser. Cela ne me pourrit pas la vie, cela me stimule.

Parfois il y a des gens qui vous disent qu'il ne faut pas penser à cela, qu'on y est pour rien et que cela ne sert à rien de se gâcher la vie : profitez-en disent-ils, on n'en a qu'une, prenez du bon temps, laissez-vous vivre, ce n'est pas vous qui allez changer le monde, vous vous torturez l'esprit inutilement, la vie est belle quand même... Certes, elle est magnifique, pas pour tout le monde, loin de là hélas ! Il est vrai qu'on ne demandera pas à chacun de penser à la misère du monde en permanence, c'est à finir en dépression, d'y penser parfois et d'agir en conséquence surtout.

Leur monde. Raison de plus pour ne pas vous ressembler !

"*Bien sûr qu'on peut être riche et de gauche ! Etre de gauche, c'est une position philosophique, une conception de la société*", a dit Eva Joly ne sur Europe 1. Reuters 15.04

Une "*conception de la société*" : s'enrichir !

C'est marrant, j'ai bossé dans une quarantaine de boîtes, du bas jusqu'au haut de la hiérarchie, et à cause de ma "*conception de la société*" je ne suis jamais parvenu à m'enrichir, c'est qu'on ne doit pas vraiment avoir la même, je crois même me souvenir que c'est ma "*conception de la société*" qui m'a conduit à redescendre presque en bas de l'échelle sociale, certains diraient qui m'a perdu, je pense au contraire qu'elle m'a sauvé.

En Inde aussi depuis 20 ans, on m'a proposé une multitude de fois d'investir pour m'enrichir une ou deux décennies plus tard, et j'ai toujours refusé au nom de ma foutue "*conception de la société*". Camarades, vous disposez d'un bien immobilier de quelques centaines de milliers d'euros, vendez-le, venez en Inde, achetez quelques terrains dans les faubourgs d'une grande ville, dans 10 ou 20 ans vous pourrez les revendre 50 à 100 fois plus chers, voire beaucoup plus que le prix que vous les aurez acquis, fastoche, si à l'époque j'avais investi mes 100.000 balles aujourd'hui je serais millionnaire en euros, un terrain (un acre) qui valait 250.000 roupies en 1991 en vaut entre 30 et 50 millions en 2013, faites le calcul.

Le dernier placement juteux qu'on m'avait proposé remonte à 5 ans en arrière environ, il consistait à acquérir des parts d'une clinique privée en construction qui depuis marche du tonnerre de dieu, ses actionnaires s'enrichissant comme c'est pas possible sur le dos du peuple qui doit se sacrifier pour se faire soigner. J'en ferais des cauchemars, je ne pense pas que ce soit le cas d'Eva Joly ou de Michèle Delaunay.

ACTUALITÉ DU JOUR

Narcissisme. Encore heureux qu'ils ne détestent pas les riches !

La ministre aux Personnes âgées Michèle Delaunay a déclaré pour son couple un patrimoine de 5,4 millions d'euros.

Michèle Delaunay, cancérologue et ancien chef de clinique, déclare pour son couple marié en communauté de biens 5,4 millions,

dont 3,1 millions d'immobiliers avec deux maisons à Bordeaux, une à Arcachon (Gironde), une à Hossegor (Landes). Son patrimoine comporte notamment 200 000 euros de meubles et tableaux anciens, 15 000 de bijoux. Selon Sud Ouest. Son époux haut fonctionnaire, un couple sans enfant, qui plus est.

"Je ne déteste pas les riches, mais le comportement et l'aura que s'attribuent les riches du fait de leur richesse. Je ne sais que travailler, comme mes parents" a-t-elle déclaré. Lepoint.fr 15.04

Elle ne déteste pas les riches, il ne manquerait plus que cela, parlons-en de votre comportement. Quand on n'a pas d'enfant, alors pourquoi posséder ou conserver quatre maisons et une telle fortune ? Par cupidité ? Si s'enrichir en pratiquant la médecine, ce n'est pas dégueulasse, qu'est-ce qui l'est alors ? Rien, c'est normal.

Commentaire d'internaute

- "Qui, sans enfants, accumule ses richesses et ses épargnes en biens immobiliers... Pour qui ? Pour quoi ? Pour se sentir en sécurité ? La peur de trop dépenser ?

On n'a pas à la juger mais cependant comment pourrait-elle comprendre en profondeur le "petit peuple" ? Les réels soucis financiers des "petites personnes âgées" ?

Son besoin de cumul ne laisse guère de place à l'empathie devant la pauvreté et la misère."

Elle s'en fout !

Les pauvres passent leur temps à compter pour survivre, les riches passent leur temps à compter pour s'enrichir, ils sont méprisables. Ils n'ont qu'une seule manière de se racheter ou d'y échapper : épouser la cause de la révolution socialiste, je ne pense pas que ce soit le cas d'un seul ministre, d'un seul député ou sénateur, d'un seul membre du PS, c'est même une certitude.

- "Ce qui est choquant ce n'est pas sa "fortune" (il y en a d'infiniment plus importantes au PS...) mais l'expression qu'elle emploie : "je ne me suis jamais vécue comme riche"... Avec un tel patrimoine, c'est une insulte aux pauvres ! Car je doute en sus qu'elle vive comme les 80 % de Français modestes et pauvres !

Elle ne sait en fait pas ce qu'est la pauvreté, le souci du lendemain, la crainte de "manquer" et de n'avoir rien à donner à manger à sa famille !

Et madame Delaunay ne s'"est "jamais vécue comme riche" ? Dame ! On s'en serait douté... La pauvre."

Même si elle le savait, elle s'en contrefout !

Moi j'ai de quoi vivre confortablement sans être riche, quand je m'achète un nouveau short, si celui à 150 roupies me convient, je ne vais pas acheter celui à 280 roupies, je raisonne comme un pauvre, et à côté de cela je craque 4.000 roupies pour acheter un vélo à une femme miséreuse qui bosse et que je ne connais même pas, et dire que je ne suis pas allé au resto depuis au moins deux ans parce que je trouve que leurs tarifs ont trop augmenté, là encore je pense raisonner comme un pauvre, en solidarité avec ma classe qui souffre terriblement, pas comme un riche qui se serait contenté de la plaindre ou de lui donner l'aumône en espérant en tirer profit dans l'au-delà en plus ! Ils me font horreur !

[Sacrée fatalité ! Ce serait inné, naturel chez eux. Le bal des hypocrites.](#)

- Publication de patrimoine : *"En désacralisant les élus, on va gagner en démocratie"* - LePoint.fr

C'est pas mal à l'heure où elle est piétée quotidiennement, quand justement ces élus se font les complices des banquiers et autres rentiers en appliquant une politique antisociale afin de satisfaire leurs besoins au détriment de ceux des travailleurs.

La personnalisation de la politique a pour fonction de détourner les masses ignorantes de son contenu réel, de son origine et de son objectif.

Comment ça marche ? Mode d'emploi.

Moi, ministre, député, sénateur, maire d'une grande ville, je suis élu et j'ai un train de vie de nantis, je l'avoue humblement, vous me croyez, n'est-ce pas, alors quand je vous dis que tous ces sacrifices qu'on vous impose sont indispensables pour venir à bout de cette foutue crise, vous me croyez aussi n'est-ce pas, vous venez de m'accorder votre confiance, de convenir que

j'étais parfaitement honnête bien que riche ou aisé, pourquoi vous mentirais-je maintenant, hein dites-moi, pour quelle raison, vous ne pouvez pas répondre, vous voyez que j'ai raison et la boucle est bouclée le pauvre bougre est enfumé !

Le consensus droite gauche existe depuis un siècle, la compatibilité entre eux est totale en effet. Pourquoi ? Parce qu'ils partagent la même idéologie.

- Riche et de gauche: "*tout à fait compatible*", estime Le Foll - AFP

Pauvre et de gauche est apparemment tout à fait incompatible puisqu'on ne trouvera pas un seul ministre, député ou sénateur qui le serait. Alors où doivent-ils se situer les pauvres ? A l'extrême droite, à l'extrême gauche, nulle part ? Les oublier, les abandonner, les faire disparaître... Qui les représente, quel parti, quel parti compte dans ses rangs disons 20 à 30% d'ouvriers ou d'employés appartenant aux couches les plus défavorisées du prolétariat ? Aucun.

Qui dit couches les plus défavorisées ne dit pas forcément les plus arriérées politiquement, j'ai donné l'exemple de mon qui l'était, mais j'aurais pu donner l'exemple inverse de Pierrot l'éboueur que nous avons recruté à l'OCI à la fin des années 70. On a déserté ces couches de travailleurs au profit des couches supérieures ou moyennes, des intellectuels, de l'artocratie ouvrière, qui par leurs situations sociales ou leur mode de vie et donc de pensée, sont portées à s'adapter au capitalisme, accélérant la dérive droitiste des partis ouvriers depuis incapables de s'adresser à ces couches les plus défavorisées, coupés d'elles.

Autrefois, jadis devrait-on dire, les partis ouvriers se construisaient par le haut, on y trouvait des bourgeois ou des membres de la classe moyenne, des professions intermédiaires ou libérales on dirait aujourd'hui, mais à la différence de nos partis, ils se mettaient aussitôt au service de la classe ouvrière à l'époque largement inculte, sachant à peine lire, écrire et compter, pas toujours, insistons, ils s'adressaient à des ouvriers dont les connaissances ou le niveau intellectuel était cent fois, mille fois inférieur à celui des ouvriers du XXIe siècle, ils parvenaient à s'en faire comprendre et à en recruter. Au XIXe siècle leurs conditions de travail et d'existence étaient effroyables, aujourd'hui ils sont voués à la précarité et à la pauvreté à vie, souvent au chômage de longue durée...

Si nous sommes incapables de les organiser, c'est parce que nos rapports à ces couches de travailleurs, l'idée qu'on s'en fait est forcément erronée, notre conception de la lutte de classe qui est adaptée à d'autres couches et situations ou encore rapports n'est pas adaptée à ces travailleurs pour les recruter. Vous me direz que les différents partis ne sont même pas capables de retenir les travailleurs qui les avaient rejoints à un moment donné. Effectivement, chacun a pu le constater, cela provient selon moi du fait qu'on leur a raconté des histoires ou qu'on les a laissé entretenir des illusions dont ils ont fini par se lasser.

On ne rejoint pas un parti combattant en principe pour le socialisme et la prise du pouvoir par la classe ouvrière dans l'espoir que ces objectifs se réalisent à court terme ni même de notre vivant. Or, inconsciemment c'est souvent le cas, ou alors on se dit que ce mouvement va se développer, le processus ou la mobilisation qui a conduit à notre propre engagement politique, que le régime est à l'agonie, la Ve République vacille, le capitalisme va s'effondrer, bref on s'attend à ce que se produise enfin quelque chose, quoi, on n'en sait rien au juste, tout cela se passe dans notre tête, naïvement on est plein d'espoir, sans raison apparente, peu importe, on ne s'en rend pas compte, on passe son temps à se leurrer soi-même et on y est encouragé, on veut y croire et dans le parti dans lequel on milite aussi, pour motiver leurs troupes les dirigeants rajoutent une grosse couche d'optimisme béat qui repose sur du vent, du jour au lendemain tout serait possible, pour un peu même les miracles, jusqu'au jour où toujours inconsciemment on s'aperçoit que c'était un mirage, on est déçu, démoralisé, on décroche.

Dans d'autres cas, on se dit que c'était juste une expérience comme une autre et on passe à autre chose sans autre procès, on se dit encore que cela ne mène nulle part, ce que personne ne sera en mesure de contredire efficacement puisque depuis le début vous vous êtes trompé et vous êtes demeuré dans l'erreur, pas forcément d'adresse ni de chemin, mais d'histoire et de timing, le passage du capitalisme au socialisme est une nécessité dont il est impossible de connaître l'heure et l'endroit exacts, nécessité qui ne peut se réaliser qu'une fois certaines conditions objectives et subjectives réunies, il correspond à l'aboutissement d'un développement historique et votre engagement politique devait coïncider avec la compréhension de ce processus dialectique davantage que son objectif, j'ai envie de dire arrêter de penser au socialisme pensez davantage au capitalisme pour mieux le comprendre et le combattre, pour que votre engagement politique ait un sens il faut que vous preniez conscience qu'il s'inscrit dans une direction conforme à l'évolution du capitalisme qui mène au socialisme ou à la barbarie, c'est le seul moyen d'être parfaitement en phase avec l'époque à laquelle vous vivez, d'être conscient, état que vous n'aviez pas le jour où vous avez rejoint le parti, qu'il ne vous sera jamais donné d'avoir spontanément, qu'il vous faut acquérir pas à pas, puis cultiver, entretenir, intellectuellement mais aussi en intervenant dans la lutte des classes.

On ne milite pas dans le but d'obtenir un résultat individuel ou collectif, mais avant tout parce que c'est une nécessité, une nécessité absolue.

Les générations passées se sont pas battue pour obtenir la réduction de la durée du travail par nécessité avant tout, car il était infernal de travailler 14 ou 16 heures par jour 7j/7. Et bien, on l'a oublié depuis, mais c'est la nécessité qui doit commander notre engagement politique, la conscience de la nécessité de se débarrasser du capitalisme, nécessité qui ne repose pas sur du vent mais sur une analyse du développement historique du capitalisme, de son fonctionnement, ses fondements, des facteurs et

des rapports qui sont à l'origine de son développement jusqu'à nos jours, des tendances vers lesquelles tend son évolution, ses différents cycles économiques, etc.

Nous vivons dans une société où chacun de nos gestes sont commandés par la nécessité, nous n'en avons pas forcément conscience, et bien c'est cette conscience qu'il nous faut acquérir ou nous réapproprier. Sur le plan politique, nous devons observer et étudier de quelle manière cette nécessité opère dans les rapports entre les classes pour en acquérir une conscience la plus parfaite possible, dans quel but direz-vous, de construire le parti, enfin, mais aussi de s'en libérer, se libérer du règne de la nécessité qu'incarne ou qui repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme pour passer au règne de la liberté, liberté qu'on ne peut pas atteindre d'un coup, on en revient ici à notre illusion inconsciente du départ, mais dont notre combat pour la conquérir constitue le premier acte, combat qui est à la fois pratique, politique et théorique.

On ne milite pas pour conquérir la liberté pour soi ou en soi, on milite parce que c'est la seule manière consciente de lui permettre de s'exprimer, d'exister. On pourrait ajouter, de donner un sens à sa vie, qui en nous délivrant de la nécessité nous permet d'échapper à l'individualisme, à la cupidité, au comportement mesquin et hypocrite qui est propre aux nantis et aux ignorants, à ces riches de gauche... par nécessité !

[A chacun son paradis fiscal !](#)

Le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jean Asselborn, a espéré lundi que l'effort dans la lutte contre les "véritables" paradis fiscaux sera aussi forte que la pression exercée sur son pays et l'Autriche pour lever le secret bancaire.

"J'espère que, dans la lutte contre les véritables paradis fiscaux, on agira aussi fermement qu'on l'a fait pour les petits pays de l'Union européenne", a-t-il estimé au cours d'une conférence de presse à Vienne avec son homologue autrichien, le conservateur Michael Spindelegger.

Jean Asselborn a notamment regretté qu'en ce qui concerne la question des îles anglo-normandes, on discute avec Londres seulement "entre quatre yeux", se déclarant favorable à la transparence sur ce sujet.

"Ni l'Autriche, ni le Luxembourg ne sont des paradis fiscaux", a martelé le chef de la diplomatie luxembourgeoise, précisant qu'il était favorable à ce que l'Autriche et son pays aillent dans le même sens sur la levée du secret bancaire.

"Nous souhaitons que le secret bancaire soit conservé pour les citoyens autrichiens", a répété lundi le chef de la diplomatie autrichienne. AFP 15.04

ACTUALITE EN TITRES

[Ne vous en faites pas, ils cultivent le culte du riche.](#)

- Michèle Delaunay : *"Un patrimoine difficilement compréhensible pour les Français"* - LePoint.fr

Sur le coup certains seront choqués ou en feront des gorges chaudes, cela va alimenter les discussions au zinc du café du commerce pendant quelques jours, puis l'inertie de l'histoire reprendra le dessus.

Heureusement que les technocrates de Bruxelles sont là !

- Sept Français sur 10 n'ont pas confiance dans les politiciens - Reuters

Certes, mais ils votent pour eux, et quand ils ne votent pas pour eux ils ne votent pas contre eux, leur conscience politique n'est pas mûre, rassurez-vous. C'est bien de savoir ce qu'on ne veut plus, c'est mieux de savoir ce qu'on veut et comment l'obtenir, ce n'est pas encore le cas aujourd'hui.

A qui profite le crime ?

Quel discours tiennent les néolibéraux ? Les Etats et les institutions politiques, les partis politiques sont des obstacles à la liberté et à la démocratie, ils sont source de corruption, de crises et de guerres, etc. il faut donc avancer vers l'établissement d'un gouvernement mondial qui assurerait le bonheur de l'humanité pour tous...

[Il ne manque plus que les Etats-Unis.](#)

- Paradis fiscaux: le Luxembourg pointe du doigt le Royaume-Uni - AFP

[Jusqu'où iront les zélés serviteurs du sionisme ?](#)

- Embarrassantes précautions en marge de la visite de Peres - LePoint.fr

- Filiale SNCF: enquête sur une possible discrimination anti-musulmans - AFP

- Visite de Shimon Peres : la SNCF a-t-elle caché des employés noirs et arabes ? - Rue89

- "*Pas de salariés musulmans*" : discrimination à la gare du Nord ? - Le Nouvel Observateur

- Un incident stupéfiant «à caractère raciste», mettant en cause des personnalités israéliennes de premier plan, s'est produit vendredi 8 mars 2013 à 10H30, à la Gare du Nord à bord du train Thalys en provenance de Bruxelles (Belgique) avec à son bord Shimon Perez.

A l'arrivée du président israélien, sa délégation a fait l'objet d'un singulier traitement assuré sur une «base confessionnelle». La manutention de l'opération avait été confiée à la société Itiremia SAS, une filiale Groupe SNCF, dont le Directeur Général est Sébastien Budillon et le chef de site Patrick Vidal.

L'accès du train a été interdit au chef de bord qui était noir et un conducteur d'un autre train, d'origine maghrébine, a été empêché de rejoindre son poste. (Israël-discrimination raciale : Honte à Simon Perez, Honte à la France - 14 avril, mondialisation.ca)

L'auteur de cet article se trompe à mon avis, ce n'est pas la délégation israélienne qui a imposé ces mesures mais cette filiale zélée de la SNCF qui a pris cette initiative, sur ordres et de qui si ordres il y a eu, je n'en sais rien. Attention, certains auteurs brodent ou en rajoutent quand ils ne connaissent pas exactement les faits, cela discrédite notre combat contre le sionisme.

Récemment, c'était Aubry, qui cédant à la pression des salafistes avait annulé une conférence sur la Syrie à Lille. A part cela, ce ne serait pas le PS qui fraierait la voie au fascisme...

[Les dictatures occidentales toujours sur le pied de guerre.](#)

- Venezuela. Les Etats-Unis réclament un audit des résultats - Le Nouvel Observateur

Et lors de la réélection de Bush ?

- Syrie. Preuves d'attaque chimique : les Occidentaux paralysés - Le Nouvel Observateur

C'est leur nouvelle stratégie, utiliser des armes chimiques via leurs mercenaires djihadistes, et incriminer ensuite le régime pour mieux justifier la menace qu'il représente et une attaque militaire directe contre la Syrie...

[Haut de page ↗](#)

Le 17 avril 2013

CAUSERIE

Il fait entre 35 et 40°C, je peine à actualiser le site. Ce qui suit a été rédigé hier soir d'un trait, je n'ai mis aucun article en ligne sur l'or, je les ai tous trouvés mauvais.

[Au royaume des faux monnayeurs.](#)

Je vous communique les infos économiques et financières que j'ai glané ces dernières semaines, puisque apparemment plus personne n'est en mesure de s'y retrouver et de comprendre ce qui se trame et comment cela va finir, on se contentera d'avancer prudemment à tâton.

Tout ce que comporte le monde économique et financier s'affole suite au hold-up réalisé par la troïka à Chypre sur les comptes

des épargnants, de certains épargnants, les mafieux russes y ont échappé comme par miracle. On peut lire des commentaires démentiels sur les mesures qu'elle imposerait aux Etats en cas d'effondrement bancaire. Idem à propos de l'or qui a encore cédé 10% en une seule journée, lundi dernier. Le cours de l'argent est sur la même pente, inversement proportionnel à la demande et a chuté à moins de 25 dollars l'once, ce qui est totalement irrationnel dirait un économiste, en apparence seulement. D'autres évoquent une nouvelle monnaie internationale aux alentours de 2015 à l'initiative des Chinois.

La Fed et la BoJ font tourner la planche à billets à plein régime pour soutenir une économie mondiale rongée jusqu'à la corde par la dette ce qui permet à Wall street et aux principales places boursières de s'envoler ou de battre de nouveaux records, tandis que discrètement certains rachètent leurs propres actions avant qu'elles ne s'écroulent. Tout aussi discrètement, en réalité ouvertement mais personne ne semble en comprendre la signification, les principales banques centrales rachètent de l'or sur le marché, cela tombe bien son cours est à la baisse, une bonne affaire, mais dans quel but. La plupart des matières premières sont à la baisse également, y compris dans le secteur alimentaire, blé, soja, maïs. Le pétrole également, tandis que le dollar remonte, ils s'y raccrochent comme à une planche pourrie en désespoir de cause en se disant que la Fed n'a pas d'autre alternative que de continuer à injecter de la monnaie dans le circuit financier. Pendant ce temps-là tous les indicateurs sont à nouveau au rouge aux Etats-Unis, en Europe et en partie en Chine, mais sont masqués par des annonces frauduleuses destinées à rassurer les investisseurs qui marchent dans la combine, ils n'ont pas le choix, dans le cas contraire si leur confiance venait à faire défaut, ce serait le signal de la débâcle et tout leur édifice s'effondrerait en 24h, ils seraient les premiers ruinés.

Quelque part, c'est une histoire de fous et bien des analystes le reconnaissent. Sur l'or et quelques métaux précieux, on pourrait émettre l'hypothèse suivante, ils s'emploient à en faire baisser le cours pour s'accaparer les stocks mondiaux, forcer les possesseurs à le vendre, ce qui leur permet de l'acquérir à bon marché, pour ensuite en faire à nouveau l'étalon d'une nouvelle monnaie mondiale ou de change, et une fois cet objectif atteint faire flamber leur cours ce qui leur permettrait sans tirer le moindre coup de canon de se rendre maître de l'économie des trois quart de la planète, tandis que le dollar ne vaudrait plus rien, les Chinois qui possèdent quelque 3200 milliards d'obligations en grande partie en dollars n'auraient que leurs yeux pour pleurer ou leur stock d'or comme contrepartie pour préserver leur place sur le marché mondial face à l'alliance des banques centrales américaine (Fed), anglaise (BoE), européenne (BCE) et japonaise (BoJ), ainsi la dette gigantesque des Etats pourraient être épongée en échange d'une plus grande dépendance politique envers les Etats-Unis et ses alliés britanniques et allemand qui possèdent les plus grandes réserves d'or et contrôle le marché des matières premières qui pourraient figurées dans la combinaison d'une nouvelle monnaie.

Si le cours de l'or baisse, il est passé de 1700 dollars l'once à 1340 environ et que les banques centrales en achètent massivement, que l'Allemagne a demandé aux Américains, aux Britanniques et aux Français de lui restituer son stock d'or, ce n'est pas un pur hasard ou pour des prunes, il est clair que cela fait partie d'une stratégie monétaire mondiale avec aux commandes les banquiers de la Fed.

Ils ont sans doute d'autres priorités sur le feu avant d'en arriver là. En Europe, les classes moyennes et au-delà certaines couches de la classe ouvrière disposent globalement en volume d'un patrimoine immobilier et financier gigantesque qui les fait saliver, le tout se chiffre en milliers de milliards de dollars ou d'euros, épargne ou comptes en tous genres, assurance-vie, actions, etc. Ils voient d'un mauvais oeil qu'une masse si importante de la population dispose d'autant de richesses tandis qu'eux doivent se casser la tête à créer sans cesse de nouveaux outils financiers de plus en plus risqués pour pomper l'argent de l'économie réelle vers l'économie spéculative ou rentière de manière à maintenir leur train de vie et couvrir leur position, honorer leurs engagements à terme, etc.

Un simple coup d'Etat, un hold-up, un fric-frac vite fait bien fait présenté comme une fatalité par les médias pour empêcher que tout le système s'écroule, voilà ce qui leur permettrait de souffler un peu tout en mettant la pression sur les possesseurs du bien le plus précieux, l'or et accessoirement l'argent qui pourraient continuer de chuter pour les pousser à s'en débarrasser. Il suffirait que la Fed cesse d'injecter des milliards de dollars sur le marché et que les taux d'intérêts remontent pour que le signal à la baisse sur les place boursière soit déclenché et la spirale infernale de la chute finale s'ensuive, il suffirait par un tour de passe dont Rothschild et Rockefeller ont le secret, que le cours de l'or suive la même pente pour qu'il ne joue plus le rôle de valeur refuge et que les investisseurs le vendent, pendant que nos banquiers le rachètent dans l'arrière salle, ils sont coutumiers du fait et cela marche à tous les coups, les traders sont des guignols. La Bourse monte sans rapport avec l'économie réelle dont tous les indicateurs sont au rouge, du coup des commentaires prévoient que le jour où elle va s'effondrer, la dépression qui s'en suivra sera cent fois plus profonde que celle de 1929, ce qui justifie que rendu à cette situation-là on vende tout ce qu'on possède qui a encore de la valeur, y compris son or. Si les masses ne brûlent pas vivant les banquiers, ils seront devenus les maîtres absolus de la place.

Personnellement je ne donnerais pas cher de leur peau, en attendant on va souffler sur les baisses ardentes de la révolution socialiste réactivées à l'occasion de la nouvelle étape de la crise du capitalisme en 2007 pour être fin prêt au moment de monter le bûcher sur lequel le capitaliste partira en cendres. Nos amis britanniques avaient ces derniers jours une dernière pensée affectueuse pour M. Thatcher, faisons en sorte que

Epilogue

Je rajoute ce matin un facteur que j'avais omis, c'est l'or papier qui est vendu par les investisseurs et non l'or physique qui reste stocké dans les coffres des banques centrales. Et en échange de leur or papier on leur remet de la monnaie de singe, des dollars.

Ce qu'il faut avoir à l'esprit, c'est qu'on assiste à une partie de poker menteur à des fins politiques. Ceux qui possèdent la planche à billets et contrôlent l'économie mondiale, la masse monétaire en circulation, doivent agir d'une part pour contrecarrer les conséquences de la crise du capitalisme, de l'économie productive ou réelle, faire en sorte que le système ne s'effondre pas, pas pour le moment, d'autre part, parallèlement parfaire le dispositif politique qu'ils ont mis en place qui passe par des moyens de pression économiques sur les Etats sans entraîner d'explosion sociale ou pire déclencher des révolutions, dans les deux cas ils marchent sur le fil du rasoir et l'un et l'autre des processus peut échapper à leur contrôle à tout moment.

On voit bien qu'une partie des facteurs sont manipulés et produisent certains effets. On peut s'illusionner sur leur raison d'être et sur leur évolution davantage encore sur leur fin pour certains d'entre eux. Par exemple et ce n'est qu'une hypothèse, l'endettement des Etats leur sert à piller l'économie réelle, à affaiblir les Etats, à renforcer leur contrôle via la troïka. On se dit qu'il leur rend un tel service que la dette n'est pas prête de s'éteindre, d'ailleurs elle ne cesse d'augmenter. Mais qui dit qu'ils ne pourraient pas décider de la liquider si du même coup les Etats perdaient le peu de souveraineté qu'il leur reste, si en contrepartie cela leur permettait de franchir un pas décisif dans l'établissement d'un gouvernement mondial qu'ils contrôlèrent, le jeu en vaudrait la chandelle et servirait leur objectif final qui est politique et non économique, bien qu'ils détiendraient dès lors tous les leviers de l'économie mondiale.

Quand on a à l'esprit qu'ils ont financé les deux camps lors des deux guerres mondiales du XXe siècle pour tirer profit des deux côtés et qu'ils en sont ressortis renforcés, on peut et on doit absolument tout imaginer possible de leur part, même le plus invraisemblable ou illogique, illogique quand on ignore leurs véritables intentions ou leur projet, leur détermination et leur cynisme illimitée. A suivre.

L'air de rien, on passe pas mal de temps à suivre l'économie mondiale, plus que la politique parfois, où s'agitent les pantins désignés des véritables maîtres du monde, on privilégie les faits aux discours souvent vides ou creux.

Un dernier mot après avoir lu un nouvel article sur l'or. Preuve de l'incohérence du marché, on y revient juste après :

- Avec la hausse quasi irrésistible depuis le début de l'année du marché américain des actions qui, fort du concours financier énorme de la banque centrale (Fed), a enchaîné une course aux records historiques depuis début mars, les investisseurs tendent à revoir leurs priorités, selon les analystes. *"Les gens se demandent ce qu'est un actif sûr et de plus en plus, ils tendent à aller vers les actions, même si Wall Street n'a pas été très performant aujourd'hui"*, a expliqué un courtier d'une banque italienne. L'Expansion.com avec AFP 16.04

Oui, vous avez bien lu, les actions un *"acte sûr"*, alors qu'on devrait s'en méfier comme de la peste sachant que leur cours a été dopé artificiellement par la mise sur le marché d'une quantité monstrueuse de liquidité par la Fed. Et si soudainement elle décidait de fermer le robinet, elle l'a déjà fait dans le passé. Non, impossible se disent-ils, ils ne vont pas nous jouer un si mauvais tour, non ils vont se gêner, il est connu que le cartel des banquiers de la Fed sont des gens bourrés de principes et de scrupules et que leur morale les incitera à vous prévenir le moment venu, ben voyons, quelle naïveté ! Ils ne pensent tellement qu'à s'enrichir par n'importe quel moyen rapidement, qu'ils en sont aveugles et sourds. Comme disait Lénine, rira bien qui rira le dernier.

La vérité des faits nous suffira amplement.

Libération et d'autres médias se sont empressés de dédouaner la responsabilité de la CIA dans l'attentat de Boston, et tous ce que comptent de vassaux le vieux monde s'est livré à une débauche de témoignages de sympathie envers l'Amérique qui terrorise littéralement le monde depuis le 11 septembre 2001, notamment.

Il est regrettable, mais c'est inévitable, que des illuminés adeptes de la théorie du complot aient saisi cette occasion pour exploiter le moindre indice et se livrer à une analyse sans fondement pour en faire porter la responsabilité à la CIA et au gouvernement, ce qui ne peut que porter atteinte à la crédibilité de cette version si après vérification elle s'avérait exacte, rendant inaudible la vérité qui une fois de plus échappera ainsi à la majorité des Américains et du reste du monde.

N'oublions pas non plus que le peuple américain est la première cible de la politique néolibérale et libéricide mise en oeuvre par le gouvernement.

Un complément à prendre avec des réserves.

http://www.youtube.com/watch?v=UDxs6tSff84&feature=player_embedded

Il y a plus de questions que de réponses entourant la double attaque à la bombe à l'arrivée du marathon de Boston qui a fait au moins trois morts et plus de 130 blessés, le 15 Avril 2013.

L'entraîneur de Cross-Country Ali Stevenson a témoigné sur la chaîne Local 15, affirmant qu'une atmosphère particulière régnait

avant le début du marathon. Il témoigne de la présence de chiens renifleurs de bombes ainsi que des guetteurs sur les toits des immeubles, à la ligne de départ ainsi qu'à la ligne d'arrivée. Alors qu'une explosion avait eu lieu, les autorités ont annoncé aux participants de ne pas s'inquiéter, car il s'agissait juste d'un exercice d'entraînement.

Pour lui, les autorités savaient quelque chose.

Cela peut s'expliquer par les antécédents et les attentats commis par l'extrême droite américaine. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

Une info rassurante.

- Goldman Sachs: bénéfice du 1er trimestre supérieur au consensus - Reuters

Charrettes

- Thomas Cook France annonce un plan social de près de 170 postes - AFP

- Angleterre: Axa supprime 450 emplois et arrête les conseils financiers - AFP

Un siège éjectable plutôt confortable

- Le directeur de cabinet de Montebourg propulsé P-DG d'Arianespace - LePoint.fr

Quand on aime, on ne compte pas...

- Le Medef veut un "acte 2" du pacte de compétitivité - Reuters

Le Pack Soupline qui lave plus blanc que blanc.

- Le PS assouplit sa position sur le patrimoine des élus - Reuters

Dialogue imaginé avec Giselle.

- Mais qu'est-ce que c'est que tous ces partis dont les dirigeants sont si riches ?

- Les partis des riches ma bonne dame, non ?

- Vous n'aimez pas les riches jeune homme ?

- Plus si jeune que cela, vous me flattez, je n'aime pas les riches qui aiment les riches et méprisent les pauvres.

- Ils ne seraient pas riches s'ils se méprisait eux-mêmes, vous débloquez mon vieux.

- Ah, j'aime bien qu'on remette les choses à leurs places ! Pourquoi ne pourraient-ils par être riches, disons sans l'avoir forcément recherché eux-mêmes, et épouser la cause des pauvres, du socialisme, à titre individuel qu'est-ce qui les en empêcherait, rien, non ?

- Il est vrai que cela aurait un certain panache, comment dire, ce serait anachronique, dans notre langage, cela aurait de la gueule, un prince rouge quoi.

- Exactement, comme à l'époque des bolcheviks en Russie, jusqu'à y laisser leur fortune et leur peau vous savez.

- Puisque vous le dites, ça c'était de vrais seigneurs, mais franchement, vous imaginez cela à notre époque, dès qu'un petit bouton apparaît sur leur bout du nez ils vont consulter de crainte que cela s'infecte et les enlaidisse, pire, les défigure à jamais, ce ne sont même plus des hommes.

- Nous nous écartons de notre sujet.

- Vous avez raison, ce n'est pas d'être riche qui est une tare, c'est de tout faire pour le rester ou l'être encore plus au lieu de vouer sa vie à ceux qui ne le seront jamais. Si certains d'entre eux adoptaient ce comportement, cela passerait l'envie aux pauvres de devenir riches, quelle connerie entre nous, cela leur servirait d'exemple et ils consacraient leur vie à autre chose.

- A conquérir leur liberté par exemple.

- Bien dit jeune homme, le combat pour la liberté, c'est le combat de toute une vie.

[Le tour du monde des voyous.](#)

- Sénégal: Karim Wade a passé sa première nuit en prison avec six "*complices*" - AFP

- Le scandale Monte dei Paschi rattrape la banque japonaise Nomura - LeMonde.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Sans appel](#)

Relevé dans la déclaration d'hier de Cahuzac sur BFM-TV et RMC.

- Prié de dire si le chef de l'Etat était informé par d'autres canaux, il a eu cette phrase susceptible de relancer les interrogations de l'opposition sur le rôle de l'exécutif : "*J'ignore quel était son degré de connaissance de cette affaire*".

Ce qui laisse entendre qu'il savait, sans préciser quoi et depuis quand, un secret de polichinelle.

- "*J'espère que viendra le moment où le jugement sera moins dur*", a-t-il expliqué. Reuters 16.04

Pourquoi, pour quelle raison, dites-nous ? Vous êtes chirurgien, vous devriez savoir que les abus du passé cause des ravages et qu'avec le temps cela ne s'arrange pas, non ? Et le devoir de mémoire, vous avez dû en entendre parler.

Il doit se dire que cette histoire va se terminer en eau de boudin, qu'elle n'aura servi à rien et ne changera rien, ce en quoi il aurait raison de le penser, dans peu de temps plus personne n'en parlera plus. Il peut compter sur l'inconsistance des hommes, c'est une de leurs terribles faiblesses, il faut sans cesse leur rappeler l'histoire passée qu'ils ont tendance à oublier. Alors de là à en tirer des leçons, il ne faut pas rêver, cela ne concerne qu'une infime minorité qu'on peine même à discerner tellement elle est insignifiante, comme les hommes en général aussi, Cahuzac en fait partie.

Le Medef a réclamé mardi au gouvernement un "*acte 2*" du pacte de compétitivité, avec pour objectif la mise en place d'une véritable "*stratégie*" sur les prélèvements obligatoires qui pèsent sur les entreprises.

La présidente de l'organisation patronale, Laurence Parisot, a estimé que ce cadre était nécessaire pour traiter aussi de questions comme les réformes des retraites et du financement de la protection sociale mais aussi de la transition énergétique.

S'agissant de la réforme des retraites, à laquelle le gouvernement s'attaquera au deuxième semestre, elle a déclaré devant la presse qu'il n'était "pas question" pour les entreprises d'accepter "*la moindre hausse de cotisations, que ce soient des cotisations employeurs ou des cotisations salariés*".

Elle a estimé en outre que considérer que la solution passera par une baisse des pensions via une désindexation, une hypothèse évoquée par certains après l'accord en ce sens conclu sur les retraites complémentaires, relevait "*d'une illusion, pour ne pas dire une tromperie à l'égard de tous les Français*."

Au moment où le gouvernement s'apprête à remettre son programme de stabilité à l'Union européenne et commence à préparer le budget 2014, Laurence Parisot a tiré le signal d'alarme sur le poids des prélèvements pesant sur les entreprises.

Y voyant la première raison qui explique que leur taux de marge soit tombé à des plus bas inquiétants, elle a pressé les

pouvoirs publics d'adopter une véritable "stratégie" en matière de prélèvements obligatoires dans le cadre du pacte de compétitivité lancé fin 2012.

Les enjeux de compétitivité ne doivent de même pas être oubliés dans le traitement des questions énergétiques, a encore dit la présidente du Medef.

"Si la question du mix énergétique, de la transition énergétique n'est regardée que sous l'angle du choix des innovations pour être un peu plus orienté développement durable, alors on commettra des erreurs, on s'empêchera de retrouver des éléments pour une croissance forte et pérenne", a-t-elle déclaré.

Pour cette raison, le Medef avancera des propositions lors d'une conférence de presse le 24 avril au cours de laquelle il entend remettre sur la table le dossier de l'exploration des gaz de schiste.

Laurence Parisot a encore demandé instamment au gouvernement de ramener la fiscalité sur les plus-values de cessions d'actions au niveau de la moyenne européenne.

"Il faut que le gouvernement, la majorité et tant qu'à faire l'opposition aussi comprennent qu'il n'y aura pas de retour possible à la croissance (...) si un signal clair, fort, dépourvu d'ambiguïté n'est pas donné aux entrepreneurs. Ce signal passe par une révision drastique de la fiscalité" sur les actions, a-t-elle dit.

Interrogée sur le sujet, elle a jugé "triste et révélateur" que les patrimoines divulgués lundi par les membres du gouvernement comprennent peu d'investissements en actions.

"Les politiques ont compris qu'il y avait un enjeu de financement de l'économie (...), je pense que la BPI (Banque publique d'investissement) est une institution tout à fait pertinente et prometteuse mais la vraie réponse au financement de l'économie est que chacun devienne actionnaire, que chaque Français investisse dans les entreprises françaises", a-t-elle déclaré. Reuters 16.04

Ce sera sans nous ou alors sans vous.

Ce que réclame Parisot est simple à comprendre : l'alignement de la législation du travail et en matière de retraite, sur le plan de fiscalité des entreprises avec ce qui existe aux Etats-Unis. Gageons que ce qu'ils ne pourront pas obtenir par ce biais, ils l'obtiendront en avançant dans la réalisation du marché unique transatlantique, l'homogénéisation vers le bas calquée sur les Etats-Unis sera la bienvenue, la norme.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

1.1- Le président du Conseil italien Mario Monti et le chef de file du centre gauche, Pier Luigi Bersani, ont progressé lundi vers un accord sur le choix du futur président, étape essentielle pour sortir le pays de l'impasse politique créée par les législatives de la fin février, qui ont accouché d'un parlement bloqué.

Les députés et sénateurs doivent commencer jeudi à élire un successeur au chef de l'Etat, Giorgio Napolitano, dont le mandat expire le 15 mai.

Mario Monti dit s'être entendu avec Pier Luigi Bersani pour rechercher "les convergences maximales entre forces politiques sur le nom d'un candidat qui fasse autorité et soit à même d'incarner l'unité nationale".

En vertu de la Constitution, le président Napolitano n'a pas le droit de dissoudre le parlement dans la phase finale de son mandat. Cela signifie qu'il incombera à son successeur de trouver une solution à l'impasse politique dans la Péninsule, soit en convoquant des élections législatives anticipées, soit en convaincant les partis politiques de trouver un accord.

Que Monti et Bersani parviennent ou non à trouver un terrain d'entente avec le centre-droit de Silvio Berlusconi et avec le Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo, un accord entre eux deux serait un pas important car leurs blocs ont ensemble, théoriquement, suffisamment de poids pour permettre l'élection du prochain président.

Mille sept électeurs prendront part au scrutin: les députés et les sénateurs ainsi que des délégués des régions. Le chef de l'Etat est élu à la majorité des deux tiers. Reuters 16.04

1.2- Le Mouvement 5 Etoiles (M5S) a désigné mardi une journaliste de télévision, Milena Gabanelli, comme candidate à l'élection présidentielle en Italie, à l'issue d'une consultation par internet.

Le choix de cette journaliste d'investigation de la Rai, qui jouit d'une bonne réputation en Italie, ne devrait guère peser dans la lutte engagée entre le centre gauche de Pier Luigi Bersani et le centre droit de Silvio Berlusconi.

Il met fin cependant à l'hypothèse d'un soutien apporté par le M5S de Beppe Grillo, ouvertement hostile à la classe politique traditionnelle, à l'ancien président du Conseil Romano Prodi.

Mardi pourtant, dans un courriel, l'ancien humoriste devenu un symbole de la contestation du système suggère qu'il pourrait se montrer plus conciliant envers la gauche si Bersani appuyait la candidature de Milena Gabanelli à la présidence.

"J'aimerais donner un conseil à Bersani, sérieusement, sans plaisanter. Ce pourrait être un moyen de nous rapprocher: vote pour Gabanelli", écrit Beppe Grillo dans ce message. "Ce serait un signe important."

Beppe Grillo ne va pas jusqu'à évoquer explicitement une alliance avec le centre gauche mais parle d'une éventuelle coopération, ce qu'il n'avait jamais concédé jusqu'ici.

"Ce pourrait être le début de quelque chose, une collaboration, peut-être. Tente le coup, tente le coup et nous verrons", ajoute le porte-parole du M5S.

Dans la consultation organisée sur internet par le M5S, arrivé troisième des législatives derrière les deux grandes coalitions avec un quart des suffrages exprimés, les partisans du mouvement ont placé Romano Prodi en huitième choix sur une liste de 10 personnalités présélectionnées.

Outre Romano Prodi, les personnalités les plus fréquemment citées parmi les favoris sont d'autres anciens présidents du Conseil, Giuliano Amato et Massimo D'Alema, ainsi que l'ex-commissaire européenne Emma Bonino. Aucune d'elles ne semble toutefois faire consensus.

Une majorité des deux tiers est nécessaire dans un premier temps. Reuters 16.04

2- Syrie

Le guide des Frères Musulmans syriens, Mohammad Riad Chakfa, a demandé, lundi 15 avril 2013, que le Front al-Nusra se « *distance des loyalismes étrangers et collabore avec le peuple syrien* ».

Riad Chakfa a vivement critiqué le classement par Washington du Jabhath al-Nusra (Front de soutien au peuple du Levant) sur la liste des organisations terroristes. Réseau Voltaire 16.04

SOCIAL

1- France

1.1- Le tribunal de commerce de Rouen a sonné mardi le glas des espoirs de reprise de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime) en rejetant les deux offres en lice au dernier jour de la date-butoir fixée avant la fermeture définitive.

Au terme d'une année de douches écossaises pour les 448 salariés du site, deux dossiers, ceux des groupes panaméen Netoil et libyen Murzuk Oil, avaient été jugés recevables début avril par les administrateurs judiciaires.

"Le tribunal a jugé qu'aucune des offres examinées (...) ne présentait les capacités financières et techniques suffisantes pour assurer la reprise pérenne de Petroplus", ont indiqué les administrateurs judiciaires dans un communiqué.

Ils précisent que cette décision *"entraîne donc la cessation définitive d'activité de la société (...) et malheureusement le déclenchement dans les jours prochains de la procédure de licenciement collectif des salariés"*, ont-ils ajouté, précisant que le

comité d'entreprise se réunirait le 18 avril.

A l'issue de la décision, les quelques centaines de salariés et de sous-traitants présents devant le tribunal criaient : "*Nationalisation, nationalisation*" mais le fatalisme dominait.

"*On a eu une audience très riche mais clairement les repreneurs n'étaient pas au rendez-vous*", a déclaré l'avocat des salariés Jean-Marie Valentin. "*Les salariés sont allés au bout de ce qui était possible. Il faut raison garder et penser maintenant à l'avenir.*"

En février 2012, l'avenir de la raffinerie de Petit-Couronne, que le candidat François Hollande s'était engagé à sauver, a provoqué des prises de positions contradictoires au sein du gouvernement.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg s'était notamment dit confiant, évoquant des offres "*sérieuses, crédibles, financées, qui demandent à être finalisées*".

Dans un communiqué, Arnaud Montebourg et le ministre du Travail, Michel Sapin, disent dans un communiqué prendre acte de la décision qui, "*associée à l'épuisement de la trésorerie de la société, clôt la période de recherche de repreneurs*".

Quelques minutes avant la décision, les salariés rassemblés devant le tribunal se montraient pessimistes.

"*Bien ou mal, il faut que cela se termine. Je crois qu'il y a peu de gens qui croient à une cession*", ajoutait Bruno Capon, secrétaire CGT du comité d'entreprise, précisant que les premières lettres de licenciement seraient envoyées le 23 avril.

Depuis les années 1970, une quinzaine de raffineries ont fermé leurs portes en France, où l'on compte désormais huit sites en activité - hormis Petit-Couronne - et une installation mise sous cocon près de Marseille.

Elles produisent la moitié du diesel consommé dans le pays, soit 20 millions de tonnes, ainsi que sept millions de tonnes d'essence. Reuters 16.04

1.2- Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) a demandé mardi la "*réquisition immédiate*" de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime), après que le tribunal de commerce de Rouen a décidé la liquidation de la raffinerie.

"*Ainsi après des mois de vagues hésitations où les personnels ont été baladés de promesses en renoncements, de déclarations d'élus en repreneurs douteux, cette décision apparaît comme irréversible pour les 470 salariés restants et les centaines de personnes concernées, sous-traitants, familles, proches*", ajoute-t-elle

"*Il faut se rappeler que c'est Shell qui s'est débarrassé de sa raffinerie en la vendant à Petroplus, spécialiste de la liquidation industrielle*", poursuit Mme Poupin.

"*Aujourd'hui le gouvernement, qui a tout promis et son contraire aux salariés, est au pied du mur. Il doit réquisitionner maintenant pour maintenir les emplois sur le site, avec une production sous contrôle de l'Etat et des salariés, dans la perspective d'un service public de l'énergie*", selon le NPA. AFP 16.04

En voilà encore qui veulent mettre le gouvernement "*au pied du mur*". Le NPA s'adresse à lui comme s'il s'agissait d'un gouvernement ouvrier qui n'appliquerait pas son programme, à notre connaissance ils se trompent à la fois de programme et de gouvernement.

Il fallait dire aux travailleurs que ce serait ce que ferait un gouvernement ouvrier qu'ils auraient porté au pouvoir et qu'ils contrôlerait, or ce n'est pas le cas aujourd'hui, sauf à entretenir une nouvelle fois des illusions dans ce gouvernement.

2- Italie

Des milliers de salariés italiens se sont rassemblés mardi devant le Parlement pour protester contre le manque de financement public du dispositif de chômage partiel.

D'après les syndicats, le gouvernement de Mario Monti, chargé d'expédier les affaires courantes, doit trouver quelque 1,5 milliard d'euros pour garantir les sommes dues à 700.000 salariés en chômage partiel.

Le programme "*Cassa integrazione*", co-financé par les entreprises et par l'Etat, permet à des entreprises en difficulté de mettre temporairement des salariés en chômage partiel, avec salaire réduit. L'Etat prend à son compte une partie du salaire.

Mais les pouvoirs publics n'avaient pas anticipé le "succès" de ce programme. Depuis le début de l'année, 520.000 salariés italiens ont déjà été renvoyés chez eux et le budget prévu pour 2013 est presque épuisé.

La ministre du Travail, Elsa Fornero, devait rencontrer dans la journée une délégation syndicale mais n'a donné aucune garantie financière.

"Le gouvernement n'a plus d'alibi. Si nous n'obtenons pas de garanties, il y aura davantage de manifestations, nous continuerons d'occuper les places de notre pays", a prévenu Susanna Camusso, de la confédération syndicale CGIL qui représente six millions de salariés.

Les syndicats estiment que le gouvernement pourrait dégager les financements nécessaires en coupant dans les dépenses militaires, en chassant les gaspillages ou en augmentant les taxes sur les actifs financiers.

"Ce n'est pas un conflit qui peut se terminer par un match nul", a souligné Luigi Angeletti, qui dirige le syndicat UIL. *"Si le gouvernement ne trouve pas l'argent nécessaire, nous ferons descendre des centaines de milliers de salariés dans les rues de Rome."*

Au-delà de l'état des finances publiques de l'Italie, dont la dette s'élève à 2.000 milliards d'euros, la situation se complique du fait de l'impasse politique depuis les élections législatives de février. Officiellement, le gouvernement Monti ne peut que s'occuper de *"l'administration ordinaire"*. Reuters 16.04

ECONOMIE

Etats-Unis

Goldman Sachs a fait état mardi d'une hausse supérieure aux attentes de son bénéfice au premier trimestre, de janvier à mars, le bénéfice de la banque d'affaires a progressé de 5,5%. Reuters 16.04

[Haut de page ↗](#)

Le 18 avril 2013

CAUSERIE

J'emploie volontairement un ton léger (ou populaire, un brin vulgaire mais sans plus) parfois histoire de se détendre un peu tellement l'actualité est triste ou à mourir d'ennui, il faut dire qu'elle nous donnera l'occasion de se marrer franchement, à côté de cela on traite très sérieusement tous les sujets, disons qu'on n'a pas envie de rajouter de la gravité à la situation dramatique que vive tant de travailleurs et leurs familles dans le monde, il faut aussi soutenir le moral des militants qui sont des travailleurs comme les autres avec leurs difficultés.

On essaie en maniant l'ironie, l'humour ou la provocation de prendre malgré tout les choses du bon côté, d'entretenir l'optimisme qui va de pair avec notre combat et notre idéal qui finira bien par s'imposer un jour face à la barbarie, la légèreté du traitement de l'actualité n'est pas incompatible avec la rigueur, on essaie seulement de l'aborder, comment dire, entre amis ou collègues de galère, camarades, en faisant sauter les barrières ou les obstacles qui peuvent exister entre nous, sans aucune notion de hiérarchie, le but est d'avancer ensemble, on laisse les calculs et les manoeuvres à ceux qui en ont fait leur profession, ce n'est décidément pas notre truc. Et puis, parfois il est préférable de prendre de la distance pour aborder certains sujets, tant pis pour ceux qui prennent tout au premier degré ou qui sont plutôt coincés, attention c'est très mauvais pour votre santé et là je ne plaisante pas. Bonne fin de semaine à tous.

Alors quoi de neuf aujourd'hui dans leur vieux monde ?

3 morts dans un misérable attentat aux Etats-Unis et les médias en font un battage planétaire, important séisme en Iran qui fait plus de 40 morts, personne n'en parle ou presque. Et on ne parle même pas des attentats qui ont lieu quotidiennement en Afghanistan, en Irak, en Syrie, et dans d'autres pays que les puissances occidentales se sont employés à déstabiliser politiquement pour mieux contrôler leurs richesses...

Nos amis américains ont perdu leur indépendance il y a un siècle quand fut fondé la Fed. La nôtre, on l'a perdue quand la social-démocratie s'est effondré l'année suivante... Pourquoi ? Parce que depuis les uns et les autres demeurent attachés à

son cadavre, scellant ainsi le destin du mouvement ouvrier qui est bien parti pour prendre le même chemin...

Le saviez-vous ?

- L'entreprise américaine Nobel Energie déjà partenaire de l'exploitation du gaz au large de la côte israélienne- pressentie également pour exploiter le gaz au large de Chypre - à investir dans l'exploitation du gaz syrien.

Ce qui se joue actuellement dans l' Est Méditerranéen c'est une guerre pour mettre la main sur les ressources énergétiques encore inexploitées qui s'y trouvent les principaux prédateurs étant les USA, Israël et la Turquie.

En Syrie c'est via un conflit armé de proxis, à Chypre c'est par le biais d'une guerre économique. french.irib.ir 18.04

Non cette info ne nous a pas été fournie par un grand média français ou une agence de presse occidentale respectable, mais par la radio iranienne d'Etat. Quelle horreur, on va nous accuser de collusion avec les autorités iraniennes !

Tous les jours on voit des guignols qui s'agitent, qui s'affolent et qui se justifient parce qu'ils sont mis en cause sur les "réseaux sociaux" dont les agissements nous font penser à une dictature, pour un mot ou une petite phrase prononcée et immédiatement interprétée dans tous les sens, qui sous-entendrait ceci ou cela, forçant celui qui l'a commis de s'expliquer, à s'excuser, à s'humilier publiquement... Quel avilissement de se soumettre à cet exercice indigne !

Notre réaction : on s'en contrefout, mais alors royalement, on a à faire à des psychopathes, des frustrés, des complexés qui ne supportent la liberté d'expression que lorsqu'elle coïncide avec leurs idées décadentes, qui se veulent ouverts, mais qui révèlent en réalité un esprit étroit et borné, arbitraire, tyrannique.

Nous avons adopté un principe et nous nous y tiendrons jusqu'au bout. Nous avons décidé une fois pour toute de ne pas être sous influence d'où qu'elle vienne, notre indépendance n'est pas à vendre, elle n'est pas négociable.

ACTUALITE EN TITRES

C'était écrit.

- Nouveau record d'impopularité pour l'exécutif - Le Nouvel Observateur
- Présidentielle: Hollande serait aujourd'hui à égalité avec Le Pen, derrière Sarkozy - AFP
- Alain Juppé : "*Hollande fait ce qu'il reprochait à Sarkozy*" - Le Nouvel Observateur

C'est tout ce qu'il lui restait !

- Cahuzac a «*glissé une peau de banane*» sous les pieds de Hollande selon Filippetti - 20minutes.fr

Confirmation. On l'avait annoncé.

- Mittal: pas d'aciérie électrique à Florange, investissements à Fos et Dunkerque - AFP

Il y a quelques mois, je ne sais pas si vous vous en souvenez, nous avons même été plus loin allant jusqu'à annoncer la fermeture à terme du site de Florange.

L'opacité... en guise de transparence, il fallait oser cette avancée sociale !

- Ayrault annonce un geste pour les petites entreprises - Reuters

"*Dès aujourd'hui, nous décidons la suppression de l'obligation de rendre publics les comptes pour 1,4 million de TPE, une charge inutile*", explique le Premier ministre dans un entretien au quotidien économique Les Echos à paraître demain. Reuters 17.04

Même la France est un paradis fiscal.

- La BNP critiquée pour son laxisme en Afrique et à Monaco - Reuters

[Putain de bagnole !](#)

- Les ventes de voitures chutent de 10% en Europe - Reuters

- L'emploi s'effondre dans la vente et la réparation automobiles - Reuters

[Amertume de fort mauvais goût](#)

- Comment redonner aux riches le goût de participer à l'effort national (plutôt que de les punir quand ils fuient) - Atlantico.fr

Franchement quite à choisir, entre s'enrichir en prenant des risques ou s'enrichir en dormant, le choix est vite fait, non ?

Regardez, moi, j'ai choisi la deuxième solution depuis près de 20 ans et je ne m'en porte pas plus mal... Bon, il est vrai que je ne suis pas riche, j'ai de quoi vivre normalement et cela me suffit, et au moins je ne prends pas le risque de me faire virer par un patron parce qu'il ne peut pas me piffrer, je parle de mes idées, merci j'ai déjà largement donné. On m'a proposé d'investir dans des entreprises, à quoi bon, je dépose mon fric à la banque, elle me verse des intérêts et cela me suffit pour vivre. Pour bosser pour notre cause en fait, merci à eux. En attendant, je peux m'imaginer ce que c'est que la vie d'un rentier : c'est dur, houlala, il faut se lever le matin, quelle corvée de se demander ce qu'on va pouvoir foutre aujourd'hui, pour un peu on en serait malheureux... (J'arrête mon bavardage, je suis à la bourre, quel boulot de dingue !)

[A donner le tournis à tous les opportunistes.](#)

- Présidence italienne : gauche et droite soutiennent Marini - Libération.fr

- Italie: gauche et droite soutiendront la candidature de Franco Marini à la présidentielle - AFP

C'est juste pour maintenir l'équilibre et éviter de tomber... Dites-donc, les deux, ce sont bien les piliers du régime, non ? Ne serait-ce pas ce que nous ne cessons d'affirmer ?

[Visez entre les deux !](#)

- Obsèques de Margaret Thatcher : 2 300 invités triés sur le volet - LePoint.fr

- 4000 policiers pour les funérailles de Thatcher - LeFigaro.fr

J'ai lu qu'elles auraient coûté plus de 10 millions d'euros, austérité oblige s'il vous plaît.

[Comme ces gens-là sont modestes...](#)

- L'économie américaine poursuit sa croissance modeste, dit la Fed - Reuters

[Enfin quoi, en voilà qui se prendraient bien pour l'administration américaine !](#)

- Etats-Unis: des plaignants nigériens contre Shell déboutés par la Cour suprême - AFP

[Enfin une bonne nouvelle.](#)

- Bank of America: bénéfice multiplié par 4 - Reuters

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Prostitution. Quand ils n'ont même plus les moyens de l'opium du peuple \(foot\) et des bobos \(tennis\).](#)

La compagnie aérienne de Dubaï, Emirates, est devenu ce matin le nouveau partenaire de Roland Garros. L'information a été confirmée ce matin lors d'une conférence de presse organisée en présence de Jean Gachassin, le président de la FFT, et de Tim Clark, le président d'Emirates.

Le contrat porte sur cinq saisons, jusqu'en 2018, et son montant est supérieur à 3 millions d'euros par an, ticket d'entrée minimal pour devenir sponsor de Roland-Garros. La société sera visible en panneautique sur le central, où elle remplacera Adidas, et sur les terrains annexes et bénéficiera d'un espace dédié "RG Lab". lefigaro.fr 17.04

[Tout de suite les grands mots !](#)

Le ministre australien des Finances, Wayne Swan, a fustigé mercredi une "*austérité stupide*" en Europe qui pèse sur la relance de l'économie mondiale et en fait supporter l'effort à l'Asie, au Wall Street Journal avant la réunion des ministres des Finances du G20 jeudi et vendredi à Washington. [Lefigaro.fr](http://lefigaro.fr) 17.04

Il a raison, bon on sait que les entreprises du CAC40 continuent d'engranger des milliards de profits, quant aux autres, il existe bien des moyens de les rendre plus compétitives, par exemple elles pourraient vendre à perte histoire de se mettre au niveau du marché et écouler leur camelote... Mais elles couleraient direz-vous. Non, pas forcément, il suffirait que les banques acceptent de réhausser leur niveau d'endettement ou de leur accorder de nouveaux prêts... Oui mais ce serait fort risqués, voire irresponsables si à terme elles n'étaient pas solvables... Peu importe, par un jeu d'écriture comptable il suffirait que les banques inscrivent ces prêts dans la ligne dépréciation d'actifs (à risque) ce qui leur permettrait de les déduire des bénéfices qu'elles déclarent et de payer moins d'impôt, à la limite cela augmenterait leur propre endettement... Peu importe, à dire vrai ce serait même une aubaine pour faire pression sur le gouvernement pour qu'il fasse un nouveau geste envers les banques, la BCE n'y serait pas opposé du moment que ce serait les contribuables qui paieraient l'addition...

Il a raison monsieur Swan, avec un peu de bonne volonté et quelques tours de passe-passe on peut toujours s'en sortir. Mais quel serait l'avantage d'une telle magouille comptable ?

En permettant aux entreprises de produire plus, cela permettrait de maintenir un niveau d'emploi plus élevé, donc de doper la consommation de la population, de permettre au cycle du capital de s'achever, donc aux capitalistes de retrouver leur capital de départ augmenté du profit qu'ils ont extorqués au passage aux travailleurs.... Peu importe que ce soit sur des bases viciées ou pourries, en mutualisant les dettes sur le dos de l'ensemble de la population, en fait les plus nombreux, les travailleurs, le poids de la dette qui pèse sur chaque capitaliste est ainsi dilué ou atténué, sans pour autant disparaître... Bon, il ne faut pas non plus demander l'impossible, la dette des entreprises, des banques et des Etats continuera d'augmenter, l'essentiel est de trouver un équilibre qui empêche tout le système de se gripper, puis de s'effondrer, de façon à ce que nous capitalistes nous puissions continuer de vivre comme avant, au-delà, c'est comme les question existentielles, il vaut mieux ne pas se les poser ou y penser...

Et puis, n'oublions pas que pendant ce temps-là, la pression étant maximum sur le gouvernement, il pourra ainsi justifier de prendre des mesures antisociales qui permettront d'accroître la compétitivité et les profits de nos entreprises, du coup même la bonne conscience des banquiers s'en trouvera d'autant soulagée, leur prise de risque justifiée, en fait ils n'avaient fait qu'anticiper sur la politique du gouvernement, vous voyez qu'on peut encore s'en sortir...

Ce n'est là que quelques aspects de la situation.

[Pocker menteur. Le silence est d'or.](#)

Vous les croiriez sur parole, vous ? Il faudrait être fou !

Le début de la manœuvre.

- L'or, qui valait 250 dollars l'once il y a 12 ans sur le marché au comptant, a depuis augmenté chaque année pour atteindre 1.668 dollars fin 2012. Le record avait été atteint en 2011 à 1.920 dollars l'once.

La crise du capitalisme ayant pris une sale tournure depuis 2008, les investisseurs ont diversifié leurs placements en renforçant leur position sur l'or réputé pour être une valeur refuge.

L'impasse de la dette nécessitera un réajustement monétaire mondial.

- Les experts n'ont pas vu venir le plongeon de 13% des cours de l'or en deux jours, du jamais vu depuis 30 ans, qui suscite aujourd'hui des interrogations sur sa valeur dans les portefeuilles des investisseurs.

Ce serait intéressant de savoir qui a vendu (du papier or), qui a conservé son or, et en cas de vente d'or physique, qui l'a acquis, et pour finir qui a continué de parier à la hausse tandis que d'autres pariaient à la baisse. Question : ceux qui ont parié à la baisse n'ont-ils pas été parmi les premiers vendeurs pour amorcer cette tendance et en tirer par la suite de juteux profits ? Ne serait-ce pas par hasard les mêmes qui auraient acquis l'or physique qui a été vendu ? Les mêmes n'auraient-ils pas spéculé à la fois à la hausse et à la baisse, pour finalement se retirer au bon moment et encaisser d'énormes profits ? Certains ont dû gagner sur tous les tableaux en bernant tout le monde, et d'autres ont perdu des sommes colossales après avoir parié à la hausse.

- En janvier, 37 analystes et experts interrogés par Reuters le voyaient encore battre ses records pendant un an ou deux: des banques comme ANZ, BNP Paribas, Bank of America/Merrill Lynch, Deutsche Bank, Commerzbank, Macquarie, Morgan Stanley, Standard Chartered et Goldman Sachs avaient des prévisions supérieures à 1.800 dollars.

Un indice.

- Si plusieurs banques avaient commencé à corriger leurs prévisions à la baisse, comme Goldman Sachs le 10 avril, la plupart continuaient de recommander l'or comme placement alternatif et comme protection contre l'inflation.

En réalité, Goldman Sachs a donné le top du départ d'une forte "*correction*" à la baisse qui n'a cessé de s'accélérer les jours suivants, dans quelle proportion Goldman Sachs a procédé à ce que ce journaliste nous présente comme une "*correction*" pour un peu anodine ou habituelle, bref qui ne mérite pas qu'on s'y penche pour en savoir davantage, nous n'en savons encore rien.

Une explication qui en cache une autre.

- Bank of America/Merrill Lynch reconnaît que le catalyseur a été la crainte de nouvelles ventes d'or dans la zone euro à la suite du projet chypriote.

Il est clair que si la banque centrale chypriote vendait une partie de son stock d'or sur le marché, de l'or physique, en barres, ceux qui auraient l'intention de s'en porter acquéreur souhaiteraient le faire au meilleur coût possible, on connaît la suite. L'explication donnée par Bank of America/Merrill Lynch ne servait qu'à camoufler leur réelle intention.

Faire croire que l'or serait devenu une marchandise vulnérable comme une autre.

- "*L'effondrement des cours de l'or est difficile à expliquer à l'aune de variables habituelles comme le niveau pondéré du dollar ou les taux d'intérêt, ce qui soulève des inquiétudes sur sa réputation de valeur refuge*", estime l'établissement.

Effectivement, aucun facteur objectif, aucun élément rationnel ou logique lié à la situation économique ou politique ne permet de justifier cette chute brutale de l'or. Il faut donc en déduire que ce serait le produit d'une vulgaire manipulation de quelques banquiers parmi les plus puissants.

On garde à l'esprit que les cours des matières premières, y compris l'or, sont déconnectés de tout lien avec l'économie réelle, ils sont le pur produit de la spéculation mondiale à laquelle se livrent des armées de traders à la solde des puissantes banques occidentales, en premier lieu américaine. Comme ils parient à la fois sur leur cours à la hausse et à la baisse, en fonction des infos que les plus puissantes et influentes d'entre elles diffusent auprès des marchés financiers et des manipulations auxquelles elles se livrent en coulisse, certaines toucheront le jackpot et d'autres subiront d'énormes pertes, les petits porteurs ou les investisseurs qui ne font pas partie du premier cercle des banquiers étant les premiers lésés, il faut bien que des pigeons paient pour les autres dans cette affaire. On assistera bientôt au même processus avec les actions.

L'opération à ce stade aurait pu avoir pour objectif d'inciter les investisseurs ou les possesseurs d'or à douter du rôle de refuge de l'or dans l'avenir pour qu'ils le vendent, sachant qu'en premier lieu ce serait les détenteurs d'or papier qui s'en séparerait, le fin mot de l'histoire consistant à faire chuter son cours au plus bas pour qu'ensuite les banquiers raflent sur le marché l'or physique au meilleur prix.

- "*Je pense que personne n'avait prévu des variations et des volumes pareils. Tout cela a fait énormément de mal à la confiance des investisseurs*", raconte Sean Corrigan, responsable des investissements chez Diapason Commodities Management en Suisse.

Qu'est-ce que c'est que 7 tonnes d'or ? Tout juste une malheureuse pépite !

- Le 10 avril, un rapport de la Commission européenne suggérait que le pays vende une partie de ses stocks d'or, à hauteur de 400 millions d'euros, dans le cadre de son plan de renflouement.

En août 2011, les réserves d'or détenues par les banques centrales à l'échelle mondiale se montaient à 30562,5 tonnes. (wikipédia) Et ce serait la mise en vente de 7 malheureux tonnes d'or qui aurait mis le feu aux poudres ? Vous racontez cela à d'autres.

Cette explication est grotesque.

La preuve.

- Les plus optimistes soulignent que les banques centrales restent attachées à leurs réserves d'or, dont l'exemple chypriote a justement démontré l'importance en temps de crise.

Il s'agit maintenant d'entretenir la psychose qu'ils ont déclenchée.

- Nul ne sait combien de temps il faudra pour que la confiance revienne, d'autant que les anticipations de reprise de l'économie mondiale sont plutôt négatives pour les fondamentaux de l'or.

D'autres préfèrent croire qu'il ne s'agissait que d'un épiphénomène, une brutale correction de son cours, sans lendemain.

- *"Je ne pense pas que le rôle de l'or sera sérieusement remis en cause par ces trois jours d'extrême volatilité"*, dit Daniel Brebner, analyste de Deutsche Bank.

"Un certain nombre d'institutions vont certainement réfléchir au bien-fondé d'utiliser l'or comme un investissement, mais seul le temps nous dira si l'or est vraiment devenu une relique des temps barbares". Reuters 17.04

Une question pour conclure : Temps "barbares", d'hier ou de demain ?

Un dernier mot pour entretenir le suspense, car finalement on ne sait pas ce qu'ils ont derrière la tête. Les quantités d'or disponibles dans le monde seraient insuffisantes pour servir de garantie aux relations économiques entre Etats et aux transactions financières internationales, pour servir d'étalon à une nouvelle monnaie... (A suivre)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Gauche et droite sont tombées d'accord mercredi pour soutenir la candidature de l'ex-président du Sénat Franco Marini à l'élection présidentielle organisée partir de jeudi au Parlement, une étape clé pour sortir de la crise politique dans laquelle l'Italie est empêtrée depuis 50 jours.

Le Parti démocrate (PD, gauche) et le Peuple de la Liberté (PDL, droite) ont annoncé dans la soirée leur soutien à ce politicien de 80 ans, président du Sénat de 2006 à 2008 et qui fait partie de l'aile démocrate-chrétienne du Parti démocrate.

"La candidature de Franco Marini est celle qui est la plus en mesure de réaliser les plus grandes convergences", a déclaré le leader du PD Pier Luigi Bersani, à l'issue de négociations avec la droite de Silvio Berlusconi. *"C'est une personne limpide et généreuse, l'un des constructeurs du centre gauche lié au travail et au social"*, a-t-il ajouté.

Peu après, Silvio Berlusconi a confirmé lui aussi le soutien de son parti, le Peuple de la Liberté (PDL, droite), à la candidature de M. Marini.

"Nous croyons que c'est la meilleure solution possible en ce moment (...) Franco Marini est une personne positive et sérieuse, et pour nous il ne s'agit pas d'une défaite", a-t-il affirmé lors d'une réunion de son parti. *"Marini n'est pas du centre droit, mais il a toujours démontré être au-dessus des partis"*, a-t-il ajouté.

Cette annonce d'un candidat de consensus entre PD et PDL a aussitôt suscité des remous au sein de la gauche. Matteo Renzi, maire de Florence et rival malheureux de M. Bersani aux primaires du PD, a ainsi exprimé immédiatement son désaccord: *"Je crois que de nombreuses personnes ne voudront pas voter pour lui"*, a-t-il dit.

Jeudi doit avoir lieu le premier tour du scrutin présidentiel, où voteront à bulletin secret 1.007 députés, sénateurs et délégués régionaux.

Le président de la République, un rôle habituellement honorifique, est très important dans la phase délicate que traverse l'Italie, et cela fait déjà plusieurs jours que les partis sont engagés dans des pourparlers tous azimuts pour trouver un successeur à Giorgio Napolitano, 87 ans, dont le mandat expire à la mi-mai.

Le but des négociations entre PD et PDL était d'identifier une figure proche de la gauche, forte du plus gros bataillon d'électeurs (495 voix), qui ne soit pas hostile au Cavaliere, angoissé par la menace de condamnations judiciaires dont un chef de l'Etat "ami" pourrait le gracier.

M. Bersani, en tant que vainqueur "*relatif*" des législatives, avait le choix entre s'allier avec M. Berlusconi ou avec le Mouvement 5 Etoiles (M5S) de l'ex-humoriste Beppe Grillo.

Beppe Grillo a affirmé mercredi sur son blog que le chef de la gauche avait déjà opté "*pour la combine*" avec le Cavaliere, alors que le M5S a choisi officiellement comme candidat le constitutionnaliste Stefano Rodota, issu de la gauche.

Mais un compromis sur le président pourrait résoudre l'équation pour le gouvernement: M. Bersani, après une tentative avortée fin mars, espère se voir confier par le nouveau président les rênes d'un gouvernement qui serait minoritaire mais nouerait une sorte de pacte de non agression avec la droite.

Une ligne qui provoque de fortes tensions au sein du PD de M. Bersani, dont une bonne part perçoit toute entente avec M. Berlusconi comme un pacte avec le diable.

Lors des trois premiers scrutins, la majorité des deux tiers est nécessaire, mais à compter du quatrième vote, la majorité absolue suffit pour être élu.

Parmi les autres noms évoqués des derniers jours figurent aussi l'ex-commissaire européenne Emma Bonino, et l'ex-président de la Commission européenne Romano Prodi, le seul à avoir battu deux fois le Cavaliere. AFP 17.04

2- Chypre

La version définitive du plan de sauvetage financier de Chypre sera soumise à un vote du parlement, une décision inattendue qui crée de nouveau de l'incertitude sur le renflouement du petit pays membre de la zone euro.

Dans un communiqué, le procureur général Petros Clerides a expliqué, Constitution à l'appui, qu'un vote, réclamé par l'opposition, était requis.

Invité de la radio publique chypriote, le porte-parole du gouvernement, Christos Stylianides, a prévenu: "*Quiconque s'apprête à voter contre l'accord de prêt devra simultanément proposer comment trouver ces 10 milliards d'euros.*"

"*Ils devraient aussi proposer comment nous pourrions faire face à des questions comme le versement des salaires et des retraites, et comment nous pourrions faire face au tollé général que provoquerait un possible rejet de cet accord*", a-t-il ajouté.

Le Parlement chypriote, où siègent 56 députés, avait déjà semé l'effroi en rejetant en mars à une écrasante majorité (36 voix contre, 19 abstentions) une première version du plan de sauvetage négocié avec les partenaires européens de Chypre et qui prévoyait de taxer les comptes bancaires dès le seuil de 20.000 euros.

Chypre doit en outre augmenter ses impôts, baisser ses dépenses publiques, et mettre en oeuvre des réformes structurelles pour assainir ses finances publiques.

Le plan de renflouement devrait être déposé à la fin du mois devant le Parlement, une fois entériné par le gouvernement, a dit mercredi à Reuters le secrétaire général du Parlement, Socrates Socratous.

Le vote s'annonce serré.

Les écologistes ont annoncé dès mercredi que leur unique député au parlement voterait contre l'accord. Les communistes de l'AKEL et les socialistes de l'EDEK, qui représentent ensemble 24 sièges, ont publiquement exprimé leur opposition à la nouvelle mouture du plan de sauvetage.

De leur décision - rejet ou abstention - pourrait dépendre l'issue du vote au parlement.

Le Rassemblement démocratique et le Parti démocratique, qui soutiennent le gouvernement, devraient voter pour. Mais ils n'ont pas

la majorité absolue. Reuters 17.04

3- Syrie

Le président syrien Bachar al-Assad a affirmé mercredi que les Occidentaux jouaient avec le feu en finançant selon lui Al-Qaïda et a laissé entendre qu'il comptait rester au pouvoir jusqu'en 2014, voire au-delà.

Dans une interview d'une heure à la chaîne officielle Al-Ikhbariya, où il est apparu tranquille, M. Assad a prévenu que la guerre dans son pays pourrait gagner la Jordanie voisine, qu'il accuse d'entraîner les combattants rebelles et de faciliter l'entrée de "milliers" d'entre eux en Syrie.

"L'incendie ne s'arrêtera pas à nos frontières, tout le monde sait que la Jordanie est aussi exposée (à la crise) que la Syrie", a-t-il dit, tandis qu'à Washington, le secrétaire à la Défense Chuck Hagel annonçait un renforcement du dispositif militaire américain en Jordanie, qui dépassera les 200 hommes.

"L'Occident a déjà payé très cher le fait d'avoir financé à ses débuts Al-Qaïda en Afghanistan. Aujourd'hui il fait la même chose en Syrie, en Libye et dans d'autres endroits et il paiera cher au cœur de l'Europe et des Etats-Unis", a prévenu M. Assad.

"L'Occident ne sait pas que ce terrorisme se retournera contre lui", a-t-il précisé. Ils "combattent Al-Qaïda au Mali et le soutiennent en Syrie. C'est la politique de deux poids deux mesures", a-t-il ajouté en référence à l'intervention française dans le pays africain.

M. Assad a souligné dans son interview qu'"il n'y a pas de terroriste modéré", rejetant toute distinction entre les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) et les groupuscules jihadistes, dont le Front jihadiste Al-Nosra, qui a récemment fait allégeance à Al-Qaïda.

"Al-Qaïda domine (la rébellion) en Syrie", a-t-il souligné.

Le président syrien a affirmé qu'une défaite de son régime face aux rebelles, qu'il a comme toujours qualifiés de "terroristes" financés par l'étranger, signifierait "la fin de la Syrie".

"Nous n'avons pas d'autres options que la victoire, car si nous ne sommes pas victorieux, ce sera la fin de la Syrie", a déclaré M. Assad.

Il a lié son départ à une "décision du peuple", laissant entendre qu'il pourrait se représenter à la présidentielle à l'issue de son mandat en 2014.

M. Assad s'en est pris à l'opposition, essentiellement basée à l'étranger, doutant de son patriotisme, minimisant son appui populaire et estimant qu'elle n'était pas à la hauteur pour s'engager dans un dialogue avec Damas.

"Comment êtes-vous patriote si vous avez fui à l'étranger ? (...) Dans tous les pays du monde, l'opposition est une opposition élue et bénéficie d'une base populaire. Où sont les élections sur lesquelles se base cette opposition-là?", a-t-il demandé.

Sur un éventuel dialogue avec l'opposition, M. Assad a affirmé qu'il ne négocierait pas pas ceux qui ont "encaissé de l'argent pour vendre la patrie" et "ceux qui n'ont pas de base populaire".

Evoquant une éventuelle intervention humanitaire internationale, dans un pays qui compte désormais selon l'ONU 2,5 millions de déplacés et d'importantes pénuries alimentaires, M. Assad a estimé qu'elle "viserait uniquement à détruire les Syriens" en rendant le pays dépendant de l'étranger. AFP 17.04

SOCIAL

1- France

1.1- CFE-CGC

Carole Couvert, 40 ans, a été élue mercredi présidente de la CFE-CGC par le 35e congrès de la confédération des cadres, réuni à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) et sera la première femme à diriger le syndicat depuis sa création en 1944.

Mme Couvert, jusque là numéro 2 de la CFE-CGC, l'a emporté sur François Hommeril avec 59,7% des voix. Elle succède à Bernard Van Craeynest qui présidait la CFE-CGC depuis 2005. AFP 17.04

1.2- Des centaines de salariés du groupe Eiffage se mobilisent.

Plusieurs centaines de salariés du groupe Eiffage se sont rassemblés mercredi, en marge de l'assemblée des actionnaires à Paris, pour protester contre des salaires "*misérables*", la dégradation des conditions de travail et la sous-traitance "*abusive*" dans le groupe de BTP, a constaté une journaliste de l'AFP.

"Depuis l'arrivée du nouveau PDG fin août, Pierre Berger, il y a un changement radical de politique au détriment de l'emploi et des salaires. De plus, il n'y a plus de dialogue social", a déploré Gilles Letort, secrétaire CGT du comité d'entreprise européen. Il a estimé à près d'un millier le nombre de manifestants.

Pour lui, les "*seuls objectifs de la direction sont l'enrichissement des actionnaires et la casse des acquis sociaux*". Il a dénoncé également "*des cadences infernales avec des moyens qui s'amenuisent de plus en plus*".

Les 70.000 salariés du groupe, numéro trois du secteur du BTP derrière Vinci et Bouygues, étaient invités à une "*grande journée d'action*" et de grève à l'appel d'une intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC, FO, CFTC. AFP 17.04

2- Espagne

Des milliers de mineurs ont manifesté ce soir dans le nord de l'Espagne, pour protester contre la suppression progressive des aides au secteur charbonnier qui selon eux, condamne l'économie de régions entières. Derrière une banderole portant les mots "*Non à la fermeture des mines de charbon, pour la défense des bassins miniers*," les mineurs, accompagnés de leurs femmes vêtues de t-shirts noirs, ont défilé à Leon, dans la région de Castille-et-Leon, à l'appel des syndicats UGT et Comisiones obreras (CCOO). Une autre manifestation a parcouru les rues de Mieres, une ville des Asturies, autre région minière du nord de l'Espagne.

Les mineurs affirment que la baisse d'activité dans les mines de charbon, liée à la réduction des aides publiques, a placé "*les salariés et les habitants des régions minières de Castille-et-Leon dans une situation sans précédent dans l'histoire des mines en Espagne*", selon un communiqué des syndicats. Les mineurs espagnols avaient fait grève pendant plus de trois mois, entre mai et août 2012, mais ce conflit avait pris fin sans accord avec le gouvernement.

En pleine restructuration depuis 20 ans, les mines de charbon espagnoles ont progressivement fermé. Une quarantaine sont encore en activité, principalement dans le nord, faisant travailler 8.000 mineurs. Mais le charbon espagnol, plus cher que le charbon importé, dépend des subventions de l'Etat, qui sur décision de Bruxelles prendront fin en 2018.

Ajoutant à ce déclin, le gouvernement conservateur, engagé dans une chasse au déficit public, a réduit les aides au secteur de 301 millions d'euros en 2011 à 111 millions en 2012. De quoi condamner, selon les mineurs, jusqu'à 30.000 emplois directs ou indirects, dans des régions dont l'économie bat au rythme de la mine depuis des générations. lefigaro.fr avec AFP 17.04

3- Allemagne

Quelque 3.400 salariés de la poste allemande, Deutsche Post, étaient en grève d'avertissement aujourd'hui sur fond de négociations salariales, bloquant la livraison de plus de deux millions de courriers, selon leur syndicat Verdi.

"Environ 2,3 millions de lettres et plus de 100.000 paquets n'ont pas été livrés", a précisé Verdi dans un communiqué, soulignant que notamment les villes de Berlin, Hambourg (nord), Düsseldorf (ouest) et Mayence (sud) étaient touchées.

Le syndicat, qui réclame une hausse des salaires de 6% pour les salariés de Deutsche Post, et au minimum 140 euros de plus par mois, a annoncé son intention de poursuivre le mouvement dans les prochains jours alors que la prochaine séance de négociations avec la direction du groupe doit avoir lieu le 25 avril. AFP 17.04

4- Grande-Bretagne

Le taux de chômage a rebondi au Royaume-Uni à 7,9% sur la période de trois mois achevée fin février.

Le nombre de personnes à la recherche d'un emploi a progressé à 2,563 millions a précisé l'ONS dans son bulletin.

Le chômage de longue durée a par ailleurs progressé avec 900.000 personnes au chômage depuis plus d'un an, un chiffre en hausse de 8.000 par rapport au trimestre précédent (septembre-novembre). AFP 17.04

[Haut de page ↗](#)

Le 19 avril 2013

CAUSERIE

Qui a dit ?

- " ... *c'est dans le milieu économique et non ailleurs qu'il faut chercher les causes des malaises sociaux et des vices humains. Quand un cultivateur veut débarrasser son champ des mauvaises herbes qui l'envahissent, il bouleverse avec la charrue et la pioche le sol où elles plongent leurs racines : pour guérir la société de ces maux et l'homme de ces vices, il faut recourir non aux réformes politiques et aux prédications morales des politiciens et des moralistes bourgeois, mais bouleverser avec la charrue et la pioche révolutionnaires le sol économique qui les engendre. Et c'est pourquoi le Parti ouvrier, le seul Parti politique qui ait une base philosophique, prend pour but de ses efforts une refonte générale de la propriété.*"

Réponse : Paul Lafargue, La base philosophique du Parti ouvrier. (1882)

ACTUALITE EN TITRES

[Autant en emporte le vent. Le doute qui tue.](#)

- Hollande poursuit sa chute dans les sondages dans un climat très tendu - AFP
- Le président confronté aux doutes et à une opposition sociale grandissante - LeFigaro.fr
- Cambadélis : «*La cote d'alerte est atteinte pour le PS*» - LeFigaro.fr

A force de charge la barque, elle finit par couler, normal, non ? Désolé, nous n'avons plus de bouées de sauvetage !

[Décidément, il n'avait pas le don du sacrifice !](#)

- Petroplus: "*L'Etat ne fait pas des miracles*", pour Arnaud Montebourg - L'Express.fr

D'ailleurs, c'est bien parce que les patrons n'y croient pas qu'on leur fait tant de cadeaux. Un Etat ouvrier ne réaliserait pas davantage de miracles, il en finirait avec le capitalisme, mais pour se payer ce cadeau, il va falloir que vous y mettiez du vôtre, que vous rejoigniez notre combat pour le socialisme...

[Haro sur les couches les plus défavorisées, à croire qu'elles sont de plus en plus nombreuses.](#)

- Gaz: l'Autorité de la concurrence préconise la fin des tarifs réglementés - AFP
- Le comité sur la fiscalité écologique pour une hausse du diesel - Reuters
- Le Smic est-il vraiment la cause du chômage en Europe? - L'Expansion.com
- Prix du lait: un "*vrai risque pour l'avenir*" selon les coopératives - AFP

Charrettes

- IBM souhaiterait supprimer 1.200 à 1.400 postes en France - Reuters
- Sabic va supprimer 1.050 emplois, cesser des activités en Europe - Reuters
- Licencié de Veolia pour avoir refusé des coupures d'eau - Le Nouvel Observateur

[Encore une bonne nouvelle, la troisième en quelques jours.](#)

- Morgan Stanley dépasse les attentes grâce à la gestion de fortune - AFP

Mimétisme

- Etats-Unis: Le gouverneur du Maryland taxe l'eau de pluie - wikistrike.com

- Une commune du Nord va taxer les contribuables sur les eaux de pluie - wikistrike.com

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le G20 ou la lessiveuse du capitalisme. Effets d'annonce.](#)

- Le G20 aux prises avec une Europe en panne, veut avancer sur les paradis fiscaux - AFP

Car voyez-vous, ces 20 pays les plus puissants de la planète sont aussi blancs que les cimes des deux versants du Mont Blanc, si, si, et pour cause ils seraient totalement étrangers aux paradis fiscaux qui auraient été fondés un jour d'un coup de baguette magique par on ne sait pas qui au point même qu'ils peinent à savoir ce qui s'y passe vraiment, non mais très sincèrement, nous sommes en présence de personnalités si importantes que personne n'oserait un instant remettre en cause leur honnêteté, pourquoi devrait-on imaginer qu'ils nous cacheraient quelque chose, hein, franchement ?

On a là la méthode et le discours qu'ils destinent aux masses ignorantes prêtes à les croire sur parole puisqu'elles ignorent tout ou presque de l'histoire et du fonctionnement des paradis fiscaux. C'est aussi le message qu'ils adressent à l'élite intellectuelle (médias) invitée à y adhérer les yeux fermés et à le reproduire, ce qui ne nécessitera aucun effort de leur part puisqu'ils font eux-mêmes partie de la maison.

Le G20 ne rassemble pas les plus puissants de la planète, mais seulement leurs représentants politiques. Leur fonction est uniquement de servir de relais entre leurs maîtres, l'oligarchie financière, et la plèbe, leur bonne parole étant relayée par les médias à leur ordre, auxquels on peut ajouter dans chaque pays une armée de fidèles et zélés larbins institutionnels, partis et dirigeants syndicaux notamment.

L'"Europe (est) en panne", ils en parlent comme s'ils n'y étaient pour rien, ce qui est vrai et faux à la fois, vrai parce que ce ne sont pas eux qui détiennent véritablement le pouvoir mais les banquiers, faux, parce qu'ils ont délibérément choisi de remplir cette fonction politique auprès des nantis, d'être leurs porte-parole.

C'est en jouant sur les deux tableaux selon les circonstances qu'ils peuvent tromper les masses qui finalement n'y comprennent rien ou pas grand chose. Cela la liberté de ton suffisante pour présenter la situation sous un certain angle en fonction de l'effet recherché, de tenir un discours qui n'a rien à voir avec leurs réelles intentions sans que personne ne trouve à y redire, tant la mise en scène est bien orchestrée ou rodée.

Si nous avons à faire ici à des pantins, toute l'opération consiste à faire croire que ce sont eux les véritables décideurs du destin des peuples et du monde. Pourquoi ? Voyons, mais pour protéger les véritables responsables de la situation sociale que les travailleurs doivent affronter quotidiennement, au-delà les fondements du capitalisme qui ne doivent jamais être mis à nu, ils en sont les gardiens, les protecteurs. C'est là leur principale fonction, et ils ont été désignés en fonction de leur loyauté indéfectible au capitalisme, en acceptant par avance d'endosser la responsabilité des conséquences dramatiques qui découleraient des décisions qu'ils annonceraient devant le monde pour défendre sa survie, quel qu'en soit le prix en vies humaines innocentes.

C'est ainsi que le travailleur lambda ne peut avoir qu'une image déformée du G20, et interpréter de manière erronée la situation qui lui est servie sur un plateau à partir d'une grille de lecture qui a été conçue pour l'induire en erreur à son insu. Quant à lui demander de reconnaître ce qui est ici véritablement en jeu, la guerre entre les classes, la lutte des classes, la lutte pour le contrôle du pouvoir politique à l'échelle mondiale, il ne faut pas rêver !

La théorie qui justifiait l'austérité : des économistes reconnaissent leur erreur de calcul Atlantico.fr

Voilà encore un effet d'annonce pour camoufler une autre supercherie.

[Hollande 1er : combien de régiments ?](#)

- Les "*Fralib*" écrivent à François Hollande - L'Express.fr

Mais c'est une vraie histoire d'amour ? Attendez, on a mieux en magasin ce matin ou plutôt pire.

J'ai reçu le n°247 d'*Informations ouvrières*, à la page 14 ils ont reproduit un communiqué de presse daté du 10 avril 2013, de la Fédération nationale de la Libre Pensée, un appendice du POI, "*La Libre Pensée a été reçue par le président de la République*"

En comprenant le titre, ils ont donné à pas moins de dix reprises du "*président de la République*", je les ai recomptés à trois reprises parce que je n'en revenais pas. Comme on dit chez nous : trop poli pour être honnête. Remarquez qu'ils n'y étaient pas obligés. Tant de courbettes devant le Bonaparte de service est indigne, humiliant, grotesque. Cela témoigne autant de leur état d'esprit que de leurs véritables intentions qui n'ont pas grand chose à voir avec leur discours politique, davantage quand on y regarde de plus près.

Allez, on compte ensemble, si, si j'y tiens :

- 1- (le titre) La Libre Pensée a été reçue par le président de la République
- 2- (2e ligne) ... la Libre Pensée a été reçue par le président de la République, M. François Hollande
- 3- (16e ligne) ... a fait part de son souhait que le président de la République
- 4- (21e ligne) ... Monsieur le président de la République
- 5- (35e ligne) ... la Libre Pensée a demandé au président de la République François Hollande
- 6- (41e ligne) ... à l'occasion que souhaitera le président de la République
- 7- (57e ligne) ... Le président de la République a écouté avec attention la Libre Pensée
- 8- (64e ligne) ... La Libre Pensée a demandé au président de la République
- 9- (71e ligne) ... La Libre Pensée a informé le président de la République
- 10- (78e ligne) ... Monsieur le président de la République a indiqué

Le compte est bon. Cela ne vous fait pas penser à : Jacques a dit lever le bras droit, Jacques a dit restés assis...

Il paraîtrait qu'ils ont été recus "*dans une ambiance très cordiale*", c'était la moindre des choses...

Ne dites surtout pas que le POI s'emploierait à colporter des illusions dans Hollande, son gouvernement, et quand la situation ne le permet pas ouvertement ou selon les circonstances, dans le régime, les institutions, mais non, mais non, ce serait les calomnier ou se livrer à une interprétation erronée, mensongère, il est vrai qu'on devrait interpréter un tel acte de servitude comme un geste de bravoure...

Hollande 1er : combien de régiments nous demandions-nous en titre. Ecoutez, un pour chaque ministère, est-ce que cela fera votre affaire monseigneur ?

- "*La Libre Pensée a informé le président de la République qu'elle avait sollicité toute une série d'entrevues avec différents ministères pour aborder un panel de dossiers.*" Ils feraient mieux de déménager au Château ou rue de Solférino (siège du PS) histoire de réduire leurs frais de transport qui sont pris sur les cotisations de leurs adhérents, surtout qu'ils se déplacent en taxi le plus souvent.

On ne se refait pas. Tout cela ne tient pas du hasard ou d'une simple maladresse, la preuve.

Il se trouve que dans la même page figurait un article de l'Association pour une Constituante, dans lequel il était précisé qu'"*aucun parti ne peut prétendre incarner et conduire la volonté de changement de système*", autrement dit, le combat politique ne doit pas être subordonné à la construction d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, qui ne remplirait qu'un rôle accessoire dans les luttes à venir et la résolution de la question du pouvoir, puisqu'un cartel composé des partis déjà existants ferait très bien l'affaire pour réaliser un "*changement de système*", qui, vous l'aurez bien compris dans de telles conditions n'aura jamais lieu. Au moins leurs intentions sont claires.

Tous ces gens-là ont le don de se moquer des militants en leur proposant pour se battre des couteaux sans lames, c'est marrant mon premier réflexe serait de les placer en première ligne pour voir comment ils vont s'en tirer, après tout pourquoi devrait-on se sacrifier à leur place, ils viennent de montrer qu'ils en étaient indignes.

Ce sont de dangereux aventuriers car pendant ce temps-là la réaction et l'extrême droite se renforcent, eux ils construisent un parti pour prendre le pouvoir. Nous, nous devrions axer notre combat sur la défense de l'indépendance des syndicats.

Foutaise, en Belgique, en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grèce notamment, on pourrait ajouter la Grande-Bretagne, les travailleurs ont utilisé depuis 2008 le canal certes étroit et déformé des syndicats pour se mobiliser contre la politique d'austérité

qui leur était imposée, ils n'ont pas de partis révolutionnaires pour aiguillonner leur combat, encore moins pour diriger leur mouvement ou leur montrer la voie, c'est spontanément que travailleurs et militants s'opposent à la politique de leur propre gouvernement et de la troïka. Même dans les pays scandinaves où les syndicats sont profondément intégrés aux institutions, les travailleurs tentent de les utiliser pour se mobiliser, on en a eu des échos au cours de l'année passée, dans le secteur de la santé, je ne sais plus dans quel pays, en Suède peut-être.

Donc l'axe politique mis en avant par le POI, c'est du vent, charlatanerie, c'est du même ordre d'idée envers les appareils pourris des syndicats que leur témoignage honteux de soumission envers Hollande, le régime le tout mis bout à bout. A côté de cela, ils peuvent tenir tous les discours qu'ils veulent, sortir toutes les déclarations qu'ils veulent, bourrées de contradictions quand on les lit attentivement, les faits, rien que les faits nous intéressent.

Défendons l'indépendance des syndicats, ne combattons pas pour construire le parti, laissons l'hypothétique Assemblée constituante se charger de la question du pouvoir, et sans rire c'est avec cela qu'on va en finir un jour avec les institutions de la Ve République quand on lit l'éditorial de D. Gluckstein, ben voyons !

Un dernier mot. Mon boulot est un peu décousu et je m'en excuse, mais c'est ma journée de travail qui est ainsi, ma journée tout court, je dois me débrouiller pour tout faire tout seul et ce n'est pas facile, surtout entre deux coupures de courant. Bon, on fait ce qu'on peut.

L'état d'esprit habituel d'un militant qui transparaît dans ses articles est révélateur à plus d'un titre, de sa personnalité ou son absence de personnalité, son niveau de conscience politique, le degré de son engagement politique, ses véritables intentions, sa conception du monde aussi, sa manière de l'interpréter, son niveau intellectuel ou ses connaissances, ses qualités et défauts ou lacunes, faiblesses, voilà pour l'essentiel.

Avec un peu d'expérience, quand on a à l'esprit chacun de ses facteurs, lorsqu'on lit un article ou écoute un discours, il est relativement facile de cerner la personne à laquelle on a à faire. Vous me direz que son auteur peut tricher, certes, mais il arrive toujours un moment où il se découvre.

- "*Quelle honte que ce dégradant spectacle de ministres « livrant » leur patrimoine*" (IO n°247, page 2, Lucien Gauthier)

Pour un peu on croirait qu'il est comptable de leurs actes ! Par exemple ici, l'auteur est outré que des ministres se livrent selon lui à un exercice "*dégradant*", on est donc pensé à croire qu'il les tenait en haute estime ou qu'ils méritaient qu'on leur attribue une vertu qui manifestement leur est étranger, se mettre au service désintéressé d'une cause ou d'un idéal. La honte ne peut pas atteindre ces ministres corrompus par l'idéologie bourgeoise qui ne seraient jamais parvenus à occuper cette fonction s'ils n'avaient pas prêté serment de toujours servir la cause du mensonge et de l'hypocrisie, quite à se vautrer dans la fange et être jeté un jour en pâture à la vindicte publique pour assumer jusqu'au bout leurs actes infâmes au service d'une cause inavouable.

L'exercice auquel se livrent les ministres, j'en suis moi-même coutumier sans que je trouve cela dégradant. Vous savez tous comment je vis, je suis un rentier, c'est vulgaire, je sais, mais il faut bien continuer de vivre sans salaire ni retraite, passons sur votre générosité, je ne vous demande rien, combien d'argent je possède en banque, environ 90.000 euros, ce que je possède en biens matériels, rien puisque j'ai revendu ma maison et je loue. Où est le problème dites-nous monsieur Gauthier, on attend que vous en fassiez autant ainsi que tous les dirigeants de tous les partis et syndicats. Assurément vous devez connaître des fins de mois difficiles, vous percevez un salaire de misère, l'épée de Damoclès du chômage suspendue au-dessus de votre tête, endetté jusqu'aux dents, qui plus est mal logé, dans l'impossibilité de vous soigner, bref, vous devez cumuler tellement de difficultés que vous préférez nous épargner de partager votre triste sort, on comprend.

Dites-nous, quelle "*honte*" y aurait-il à cela, on cherche à comprendre, vous savez, nous sommes beaucoup moins intelligent que vous ? Parce qu'on devrait vous croire sur parole ? Mais dans quel monde vivez-vous au juste ? Vous savez pourquoi la journée je suis torse nu, pieds nus et en short ? Pour économiser le prix d'un slip et d'une chemise qui me sont inutiles face à un écran d'ordinateur, et puis je suis plus à l'aise sous 35°C. Vous voulez plus de détails encore, il suffit de demander pour être servi. Il semblerait que nous n'ayons pas vraiment beaucoup de points communs finalement et pas seulement sur le plan politique. Je vais être accusé d'être un exhibitionniste ou un extraverti, le complément de ma mégalomanie rampante, quelle horreur !

Moi, ce qui m'intéresserait que vous nous livriez, ce serait de savoir au juste comment vous pouvez justifier votre politique, votre conception de la lutte de classes, vos rapports avec les différentes classes, les institutions, les différents partis, les appareils des syndicats, vous nous balancez votre politique mais vous ne nous dites pas d'où elle vient, sur quoi elle repose véritablement, on aimerait que vous nous l'expliquiez pour qu'on puisse juger sur pièces, voyez-vous on a horreur des spéculations ou extrapolations dans ce domaine, on est de simples ouvriers qui essayons de comprendre, de réfléchir librement, je ne dirais pas qu'on ne croit que ce qu'on voit, mais en la matière il nous semble préférable de s'en tenir à des faits concrets, c'est notre droit, non ?

Je vais vous dire un truc qui pourrait vous rendre service. Vous devez penser qu'à se découvrir ainsi on en est que plus vulnérable, et que nos adversaires ou ennemis pourraient profiter de cette faiblesse pour nous attaquer ou nous porter de mauvais coups. Qu'ils s'y essaient, au contraire on en ressort encore plus fort, blindé, pour ainsi dire invulnérable. J'irais plus loin encore, je

dirais même que cela pourrait nous être profitable car cela nous forcerait à agir sur nos propres faiblesses, on a parfois tendance à s'en accommoder et à se laisser vivre, ce serait une excellente occasion pour remédier à ce comportement laxiste et renforcer notre armure, nous améliorer encore. Armure s'entend sur le champ de bataille et non sur le plan psychanalytique on pourrait finir schizophrène (W. Reich)

Vous, vous vivez dans la hantise de voir vos forces décliner, de perdre du terrain, vous vous sentez faible et vulnérable, vous craignez toute attaque, de la même manière que vous pleurnichez quand le gouvernement nous assène un mauvais coup, on vous sent à l'aguet, on a l'impression que toute votre énergie est consacrée à assurer votre propre survie contre une menace insidieuse qui vous bouffe littéralement l'existence, vous ne dégagez pas la sérénité ou la tranquillité d'esprit nécessaire à la conduite d'un parti ouvrier.

Nous, nous ne craignons rien en dehors de voir nos forces physiques et nos capacités intellectuelles limitées décliner, si, d'être réduit à la misère et de ne plus pouvoir mener cette activité politique. Qui craindre, notre ennemi, nos adversaires, c'est tout, pas de quoi en faire un cauchemar entre nous. Ni de les envier ou avoir envie de leur ressembler, franchement. Soyez vous-même camarades, pensez par vous-même, c'est le fil qui nous relie à la liberté, c'est sans doute la seule véritable liberté dont nous disposons dans leur société, vous ne supportez pas qu'on vous juge et vous avez raison, alors refusez qu'on vous dicte de quelle manière vous devez penser, alors soyez forts, ayez confiance en vous, sinon comment voudriez-vous aider les travailleurs à prendre confiance en eux-mêmes ? Nous avons conscience de nos faiblesses, modestement apprenons à vivre avec, sachons nous en servir comme un levier pour relever tous les défis qui nous attendent et nous vaincrons.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal Le gouvernement portugais a annoncé jeudi des coupes budgétaires d'environ 600 millions d'euros pour réaliser les objectifs de réduction des déficits exigés par les créanciers après le rejet de plusieurs mesures d'austérité par la Cour constitutionnelle.

"Le Conseil des ministres a décidé de fixer des limites budgétaires par ministère", a déclaré le secrétaire d'Etat au Budget Luis Morais Sarmiento lors d'une conférence de presse.

"Les mesures approuvées affecteront les dépenses en personnel, biens et services, ainsi que des dépenses courantes", a-t-il ajouté sans autres détails.

Les mesures, qui ont été annoncées à l'issue d'un examen supplémentaire des comptes du pays par la troïka (UE-FMI-BCE) représentant les créanciers du Portugal, devraient être détaillées lors du prochain budget rectificatif qui doit être présenté au parlement en mai.

Le gouvernement, qui s'est engagé à ne pas augmenter les impôts mais à agir du côté des dépenses, a précisé en outre qu'il y avait une marge de manoeuvre pour que ces nouvelles mesures soient négociées avec les partenaires sociaux et l'opposition.
AFP 18.04

2- Bahreïn

Des milliers de personnes ont participé jeudi à une manifestation anti-gouvernementale à Bahreïn, à trois jours du Grand Prix de Formule Un qui sera disputé dimanche sur le circuit de Sakhir.

L'opposition considère cet événement sportif, en raison de son retentissement médiatique, comme un moyen de faire entendre ses revendications.

Entre 2.000 et 3.000 manifestants ont défilé jeudi à Karzakkan, un village proche du circuit de Sakhir, au sud-ouest de Manama, la capitale.

Ils demandaient la libération des détenus politiques et brandissaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire "la démocratie est un droit".

"A bas Al Khalifa", scandaient les protestataires, visant la famille sunnite qui règne sur ce petit royaume peuplé majoritairement de chiites.

En 2011, le Grand Prix de Bahreïn avait dû être annulé après des manifestations qui avaient fait au moins 35 morts. L'an dernier, malgré de nouvelles violences, l'épreuve avait pu être disputée. Reuters 18.04

SOCIAL

Grèce

Une trentaine de travailleurs immigrés ont été blessés par balles dans un champ de fraises du Péloponnèse pour avoir réclamé leur paie, illustrant la situation misérable des migrants en Grèce où l'incurie face aux violences xénophobes est récurrente.

Les trois superviseurs d'une exploitation de Manolada, un village de 2.000 habitants à 260 km au sud-ouest d'Athènes, ont tiré à la carabine mercredi soir sur quelque 200 jeunes travailleurs agricoles, pour la plupart bangladais, qui réclamaient leurs salaires, promis par le propriétaire plus tôt dans la journée et non payés.

Parmi eux certains ex-employés réclamaient jusqu'à six mois d'arriérés de salaire. Haut lieu de la production de fraises en Grèce, Manolada est régulièrement le théâtre de violences contre les saisonniers étrangers qui y travaillent dans des conditions misérables.

"*Nous vivons dans des serres ou des baraques de fortune, nous nous lavons dans des tonneaux pour un salaire de 22 euros qu'on ne touche jamais*", a osé dénoncer l'un d'eux jeudi matin sur la radio Skaï.

Mercredi soir, après la fusillade, vingt-huit travailleurs ont été hospitalisés dont sept l'étaient toujours jeudi.

Le porte-parole du gouvernement Simos Kédikoglou a promis une "*réaction immédiate et exemplaire*" contre cette "*attaque inhumaine*" alors que les ONG de défense des droits de l'Homme épingle régulièrement le gouvernement pour son inertie face à la banalisation des violences racistes.

"*L'exploitation économique de certaines ou de milliers de migrants habitant dans des conditions inacceptables ne peut pas être tolérée par la République hellénique*", a dit le ministre de l'Ordre public, Nikos Dendias.

Son collègue chargé de l'Emploi, Yannis Vroutsis, a dénoncé "*les conditions inhumaines de travail et d'exploitation*" et a qualifié "*l'emploi illégal de crime social*", alors que la plupart des migrants travaillent au noir à Manolada depuis une décennie.

Pour Dimitris Christopoulos, universitaire et responsable de la Ligue des droits de l'Homme en Grèce, ce dérapage sanglant était prévisible: "*Les autorités connaissaient depuis longtemps les conditions esclavagistes dans cette région*", où des débordements ont eu lieu en 2007 et 2009 notamment.

Avec la crise économique, le chômage frappe désormais 27% de la population active et augmente le nombre des sans papiers, selon M. Christopoulos. "*Le gouvernement se précipite pour dénoncer l'incident afin de ne pas laisser la place à Aube dorée, le parti néo-nazi*" pour capitaliser sur les inégalités de la société grecque, estime-t-il.

Les violences contre les immigrés se sont multipliées depuis l'arrivée en juin dernier au parlement d'élus du parti Aube dorée, tandis que le gouvernement de coalition droite-gauche d'Antonis Samaras lançait une vaste opération contre les sans papiers.

Jeudi après-midi des manifestations de soutien aux immigrés ont eu lieu à Athènes et Manolada. Sur les réseaux sociaux un appel à boycotter "*les fraises de Manolada*" (#bloodstrawberries) a été lancé. AFP 18.04

Ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est qu'ils ne reviennent pas armés de kalachnikovs pour leur faire la peau, légitime défense, non ? Y compris contre l'extrême droite et demain ceux qui protègent le Parlement, les institutions...

ECONOMIE

France

Une liste de 353 personnes soupçonnées d'avoir détenu un compte en Suisse a été transmise au fisc français par les juges d'instruction chargés de l'enquête sur les pratiques commerciales d'UBS en France, a-t-on appris jeudi de source proche de l'enquête.

Cette demande a été formulée dans le cadre de l'enquête des juges Guillaume Daïeff et Serge Tournaire pour blanchiment de fraude fiscale sur des soupçons de double comptabilité et d'ouverture de comptes non déclarés chez UBS en Suisse.

Le fisc français a sollicité son homologue suisse via une demande d'entraide administrative pour éclaircir la situation de ces personnes, selon le journal Le Monde.

La première banque suisse est soupçonnée d'avoir mis en place une double comptabilité destinée à masquer certains mouvements de capitaux entre la France et la Suisse, et d'avoir permis à ses commerciaux suisses de démarcher des clients sur le territoire français, en violation de la législation.

Une note anonyme transmise à l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP), consultée par l'AFP, atteste de l'existence de " *carnets de lait* " entre 2002 et 2007, système destiné à enregistrer les ouvertures de comptes non déclarées en Suisse réalisées par les commerciaux.

Elle décrit le rôle présumé de chargés d'affaires en Suisse et en France et de membres de la direction d'UBS France dans cette double comptabilité. AFP 18.04

[Haut de page ↗](#)

Le 20 avril 2013

CAUSERIE

Je mettrai en ligne ce soir une quinzaine de nouveaux articles.

Recyclage. Pillage.

Face à la crise morale et politique, ouvrir à notre peuple une perspective de rassemblement patriotique et progressiste. - vendredi 19 avril 2013.

Auteur : par Les Clubs Penser la France (CPF), Pôle de renaissance communiste en France (PRCF), Texte du M'PEP. Extraits commentés, cet article figure dans le portail du M'PEP.

Les mots et expressions clés qui démasquent les contre-révolutionnaires infiltrés dans nos rangs.

- "*reconstruire*" (l'appareil productif industriel et agricole ; la nation républicaine)... le capitalisme sur les bases d'un modèle appartenant à un passé révolu, l'Etat sur des bases économiques du passé, notons au passage, pas question d'en finir avec l'un et l'autre, ils y tiennent.

Les différentes phases par lesquelles le capitalisme mondial est passé ne seraient par le produit d'un processus dialectique, mais le produit d'une idée, d'une volonté, du hasard qui fait parfois bien ou mal les choses selon son humeur du moment. Ne cherchez surtout pas à les interpréter en fonction de facteurs matériels et les rapports qu'ils entretenaient entre eux, leur évolution ou transformation, vous pourriez vous égarer... dans le passé forcément nébuleux.

- "*repandre le chemin*" (du civisme, de l'indépendance nationale, du progrès social et de la coopération internationale)... des temps heureux du passé, sans rompre avec l'ONU, qui comme chacun sait, est une institution féroce attachée à "*l'indépendance nationale*" de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye, de la Syrie...

Ces gens-là sont des nostalgiques d'un passé que nous ne regrettons pas, parce que nous n'avons pas eu le privilège de bénéficier de ses vertus merveilleuses, à croire qu'il ne faudrait retenir de l'histoire que les temps de paix, et que les période de guerres et les années de terribles souffrances qui les ont suivies n'avaient jamais existé.

Ils sont comme tous ces ignorants ou réactionnaires qui réhabilitent le Moyen-âge, l'époque des seigneurs et des curés qui aurait été synonyme d'un bien-être perdu et d'harmonie dans la société, alors qu'en réalité il n'était fait que d'arbitraire, de tyrannie, de guerres, de famines, de misère et d'indigence, sans oublier l'obscurantisme, la profonde ignorance des masses, les superstitions...

Double langage. Comment ça marche ?

Ils accusent le FdG "de ne pas vouloir remettre en cause le système", pour affirmer immédiatement après que "toute mesure, même superficielle, visant à prévenir les plus gros abus" en matière "de « moralisation de la vie politique » prônée par François Bayrou" "est bonne à prendre" qui n'aurait pour seul objectif de renforcer le système.

Ils affirment qu'aucun parti institutionnel n'est "à même d'apporter une réponse progressiste" aux questions que se posent les travailleurs, pour immédiatement après prôner "une large alliance républicaine s'inspirant, dans les conditions d'aujourd'hui, des principes et du programme du Conseil national de la Résistance", dans lequel figurait justement ces partis institutionnels ou les ancêtres de ceux qui existent aujourd'hui.

Surtout ne pas en finir avec les institutions et le capitalisme.

Ils appellent à "constituer la République sociale, laïque, souveraine, une et indivisible, sur des bases réellement démocratiques", qui reposeraient sur quel rapport entre les classes, entre classe dominante et classe dominée, le même qui existe depuis l'avènement du capitalisme ou sur son inversion une fois les capitalistes dépossédés du pouvoir politique et expropriés donc en faveur de la classe dominée devenue classe dominante ? Quelle signification donnée à l'expression approximative ou volontairement floue pour que chacun l'interprète à sa façon "des bases réellement démocratiques" ?

Exactement la même qu'après-guerre tels que les staliniens la développèrent, lorsque la priorité fut donnée par les partis (et syndicats) qui participaient au Conseil national de la Résistance de "reconstruire l'appareil productif industriel et agricole", de revigorer le capitalisme français affaibli par quatre années de guerre autrefois, mis à mal par la crise du capitalisme et l'emprise croissante de l'oligarchie financière sur l'économie depuis plus de trente ans aujourd'hui, le tout entouré des vertus euphorisantes, anesthésiantes, soporifiques du Front populaire qui n'a jamais eu pour objectif de remettre en cause le régime en place et le capitalisme mais plutôt de leur accorder un nouveau sursis, autant dire qu'un tel programme est étranger au socialisme.

Le Front populaire se caractérise par l'alliance de partis bourgeois et ouvriers, il est au niveau le plus élevé de l'Etat la mise en oeuvre de la politique de collaboration de classes pour le compte de la classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes. Il apparaît toujours au moment où le régime traverse une profonde crise et les masses se mobilisent, pour museler le mouvement ouvrier et le faire refluer, lui interdire toute issue politique au-delà du régime en place, conformément à son programme. Le Front populaire constitue un rempart destiné à protéger les institutions, le régime, le capitalisme contre l'assaut des masses, dont la tâche politique à l'ordre du jour coïncide avec la nécessité de les abattre pour prendre le pouvoir et constituer son propre Etat...

Parce que le Front populaire est lié à la bourgeoisie, aux capitalistes, on comprendra que son programme et ses objectifs sont incompatibles avec le socialisme ou ne permettent pas d'avancer dans cette voie. Le Front populaire est l'antithèse du socialisme, il y est étranger dans la mesure où il est incapable de rompre avec le capitalisme. Il faut rappeler car certains pourraient avoir tendance à l'oublier, que le capitalisme et le socialisme sont antinomiques, incompatibles.

L'Etat, les institutions, la Constitution reposent et incarnent un rapport de forces entre classe dominée et classe dominante au profit de cette dernière.

En régime capitaliste, c'est la classe qui possède les moyens de production et de distribution qui détient le pouvoir économique et politique, la classe des capitalistes. Sur le plan politique, l'Etat a pour fonction de réglementer, de légiférer, d'organiser les rapports entre les classes de telle sorte que cette domination de classe puisse s'exercer librement, de trouver un équilibre politique qui permette à la classe des capitalistes d'exploiter tranquillement les travailleurs et d'éviter que les exploités remettent en cause aussi bien ce fragile équilibre que le pouvoir de la classe dominante.

En régime capitaliste, ce n'est pas l'Etat qui détient le pouvoir économique, qui possède les moyens de production mais les capitalistes. Les moyens de production appartiennent en France à quelque trois millions de capitalistes si l'on prend en compte la totalité des entreprises de la plus petite à la plus importante. Seules nous intéressent au départ sur le plan de la socialisation ou nationalisation les quelque 4.800 moyennes et grandes entreprises.

Notre objectif n'est pas d'exproprier chaque capitaliste pour les remplacer par un travailleur ou un groupe de travailleurs, parce que les capitalistes seraient de mauvais gestionnaires ou subtiliseraient une part trop importante des richesses produites ou encore seraient incapables de faire prospérer leurs entreprises ce qui se traduirait par des salaires médiocres ou des licenciements, des suppressions d'emplois, etc. Non, notre objectif n'est pas de remplacer de "mauvais" capitalistes par de "bons" capitalistes. Notre objectif repose sur une analyse du développement historique du capitalisme, celle des fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels. Notre objectif prend en compte les fondements du capitalisme, son fonctionnement et son évolution qui le conduit inexorablement à la crise et l'effondrement. C'est la raison pour laquelle notre objectif n'est pas de réformer le capitalisme mais de changer les fondements sur lesquels doit reposer la production, les rapports sociaux de production et le mode de production. Cela ne peut pas se réaliser en transférant les moyens de production d'une main à une autre,

d'un capitaliste à un travailleur ou un groupe de travailleurs qui viendrait prendre tranquillement sa place et ainsi de suite jusqu'à temps que les 4500 moyennes ou grandes entreprises aient été confisquées aux capitalistes, tout en laissant le temps d'organiser leur résistance, de procéder à des sabotages, des faillites fraudueuses, des lock-out, etc.

L'utopie et la faillite autogestionnaire dans un environnement économique dominé par le marché mondial suffit à démontrer qu'une entreprise isolée aussi bien gérée soit-elle, est dans l'impossibilité de lutter contre la concurrence mondiale, seule la puissance de l'Etat détenant tous les leviers économiques, le monopole de la création monétaire, du crédit, du commerce extérieur et le pouvoir d'orienter la production en fonction des besoins de la population, ce qui signifie détenir ces 4500 entreprises et les profits qu'elles dégagent, peut permettre à la classe ouvrière au pouvoir et à son Etat qu'elle contrôle de résister à la pression du capitalisme mondiale pendant une période plus ou moins longue en attendant que la révolution socialiste balaie toute l'Europe, puis le reste du monde et que le capitalisme soit définitivement vaincu à l'échelle de la planète.

En conclusion, nous avons vu qu'en régime capitaliste le pouvoir économique était réparti entre les mains de quelques milliers de capitalistes et que l'Etat ne disposait pas de ce pouvoir, et pour s'attaquer aux fondements du capitalisme il était indispensable que l'Etat ouvrier concentre entre ces mains le pouvoir économique, ce qui nécessite qu'auparavant la classe ouvrière ait pris le pouvoir politique.

Ce que cela démontre, c'est que définition et le fonctionnement de l'Etat ne sont pas les mêmes selon le régime en place ou la classe qui détient le pouvoir, autrement dit l'Etat des capitalistes ne peut pas remplir les fonctions d'un Etat ouvrier ou socialiste, il doit donc non pas être réformé ou relooker mais disparaître de fond en comble puisque l'on se destine à reconstruire la société sur des bases nouvelles, on peut employer ici le verbe reconstruire puisqu'au préalable on a précisé qu'il fallait impérativement détruire l'Etat des capitalistes de fond en comble.

On reviendra sur la question de l'Etat qui est déterminante pour notre combat. On pourrait ajouter qu'au niveau internationale, si les capitalistes se livrent à une concurrence féroce, c'est toujours par l'intermédiaire d'Etats qu'ils se livrent à des guerres ou signent des traités de paix qu'ils sont toujours prêts à piétiner à la première occasion.

ACTUALITE EN TITRES

Vive le progrès social !

- Medef: Pierre Gattaz pour repousser l'âge de la retraite à 65 ans, voire plus - AFP

Question : pendant combien de temps encore on va les laisser tranquillement déballer leur artillerie sans réagir au même niveau, cela s'adresse à nos dirigeants ?

Ils veulent notre peau bordel, ils l'affichent ces ordures, et nous on se contente de la routine, on n'ose pas prononcer un mot plus haut que l'autre par crainte de déclencher la foudre de la critique ou des médias ou de cette saloperie de "réseaux sociaux" infiltrée ou manipulée par la réaction. Langage feutré, inchangé, réaction molle, rencontre avec le président de la République, quelle honte !

Question à cent balles :

- Secret bancaire: Le G20 va-t-il prendre les mesures nécessaires? - 20minutes.fr

En a-t-il le pouvoir ? Réponse :

- Le G20 appelle à s'attaquer aux racines du secret bancaire - AFP

- Le G20 exhorte la communauté internationale à s'attaquer au secret bancaire - LePoint.fr

Ils "*appellent*" qui, ils "*exhortent*" qui, sinon ceux qui détiennent réellement le pouvoir, l'oligarchie financière dont ils sont les porte-parole, les marionnettes, les hommes de paille.

Fichtre, quelle audace ! Non, c'était une blague voyons !

- Après Moody's, Fitch retire à son tour son triple A à la Grande-Bretagne - AFP

La Grande-Bretagne, c'est le 51e ou 52e état américain après Israël, ils se fichent de nous.

Vaincre ou périr, disions-nous.

- L'austérité en Grèce fait exploser le nombre de suicides et de meurtres - AFP

Un espoir bien fondé.

- Les USA espèrent de gros contrats d'armes au Proche-Orient - Reuters

Pourquoi pas Monti ou Draghi ?

- Le centre-gauche italien propose Romano Prodi pour la présidence - Reuters

Parce qu'il s'en fout !

- Pourquoi votre médecin ne sait pas suffisamment ce qu'il vous prescrit - Atlantico.fr

Je vous avais raconté qu'en vérifiant sur Internet la composition et la fonction des médicaments que le médecin avait donnés à mon épouse, il s'était trouvé que trois remplissaient exactement la même fonction, des antidépresseurs ou quelque chose comme cela, on les avait supprimés immédiatement.

A part diagnostiquer des infections communes et visibles, 90% d'entre eux sont des bons à rien. Idem pour les chirurgiens, une fois opéré, si vous avez des complications, c'était imprévisible, ils n'en sont pas responsables, ils ont empoché leur fric, démerdez-vous !

La survie du capitalisme repose sur l'ignorance des masses, l'enrichissement des médecins sur celle de leurs patients, et plus ils sont vieux, plus ils en profitent. Franchement dégueulasse, le mot est faible. Eux aussi ce sont des salopards.

Voilà un formidable métier que j'aurais bien voulu exercer, j'aurais soigné gratuitement les pauvres et j'aurais surtaxé les riches, j'y aurais consacré ma vie en prêtant la même attention à chaque patient sans compter mon temps. Je n'aurais rien pu faire sans le faire à fond.

ACTUALITÉ DU JOUR

Les rapaces de "*mauvais augure*"

Pour certains analystes, la chute de l'or, qui s'accompagne plus généralement d'un déclin des cours du pétrole et des métaux, reflète l'incapacité de la Réserve fédérale des Etats-Unis et d'autres banques centrales à générer une demande solide, malgré l'injection de vastes sommes de liquidités dans le système financier mondial.

(On ne comprend pas, comment se fait-il qu'il soit impossible de "*générer une demande solide*", alors que le cours des actions s'envolent à Wall Street et d'autres places boursières, en principe cela signifie que les investisseurs tablent sur "*une demande solide*" selon le cycle, production, consommation, profit, profit qui tombera dans leur escarcelle, non ? Qui plus est, qui sont ces investisseurs, les traders des grandes banques qui agissent pour le compte de leurs clients, grandes banques parmi lesquelles celles de la Fed. L'argent versé aux banques par les banques centrales n'atterrirait pas dans l'économie productive ou marchande, et la capitalisation des entreprises non plus, ainsi l'économie mondiale serait au bord de la paralysie. - Ndlr)

La faiblesse de l'or et des matières premières "*témoignent de préoccupations sur la croissance mondiale*", estime Mohamed el Erian, co-investisseur en chef chez Pimco. "*Les matières premières sont les oiseaux de mauvais augure pour la croissance mondiale depuis un moment, et cela s'est encore accentué récemment.*"

(C'est une explication, en effet une grande partie de la population qui avait les moyens de consommer est fortement endettée, l'autre partie n'en a plus les moyens à cause des politiques d'austérité mises en oeuvre, la hausse des prix, le chômage. - ndlr)

La baisse du cours de l'or, qui a été sur la seule journée de lundi la plus importante jamais enregistrée, s'est traduite par plusieurs milliards de dollars de pertes pour les investisseurs et pourrait être le prélude de déclin dans d'autres classes d'actifs.

(Cela pourrait être le signal que la fin de la partie est proche. - ndlr)

Les prix de l'or avaient déjà baissé de manière importante avant des chocs comme l'effondrement du fonds Long-Term Capital Management en 1998 et la crise financière mondiale entamée dix ans plus tard.

(Le capitalisme carbure à la confiance, qu'elle s'écroule et il s'effondre, reste à savoir si cela se produit sous contrôle ou hors contrôle du cartel des banquiers qui tirent les ficelles. Il serait préférable que ce soit hors contrôle, car là ils pourraient être amenés à commettre de graves erreurs aux conséquences totalement imprévisibles, c'est malheureux à dire, mais aujourd'hui le mouvement ouvrier ne peut tabler que sur le hasard qui ferait bien les choses pour s'en sortir, cela arrive parfois. -ndlr)

Les inquiétudes nées de la chute de l'or ne doivent cependant pas faire oublier que le métal précieux n'était pas à l'abri d'une correction après avoir vu son prix monter sans interruption depuis douze ans, avec un gain de 52% sur les trois dernières années. Reuters 20.04

(Reste à savoir si la baisse est vraiment le pendant de la hausse présentement ou si elle a une autre origine que l'on ignore pour le moment. Qui détient les stocks d'or, qui est propriétaire des mines d'or, qui en décident le cours ? Les mêmes, non ? - ndlr)

Quand le Medef prend le pouvoir.

Le Sénat a supprimé vendredi 19 avril, dans le cadre de l'examen du premier article du texte sur l'emploi, la "*clause de désignation*" qui permet aux partenaires sociaux de désigner l'organisme assureur qui prendra en charge la complémentaire santé que le texte prévoit de généraliser à tous les salariés.

Un amendement UMP, soutenu par les centristes et prévoyant cette suppression, a été adopté à la surprise générale par 171 voix contre 164 grâce à l'abstention des écologistes. Le PS, le CRC (communistes), le RDSE (à majorité PRG) ont voté contre. C'est une revendication du Medef.

Cette clause n'avait pas été incluse dans l'accord du 11 janvier (ANI) que retranscrit le projet de loi pour ne pas irriter les assureurs membres du Medef. "*Deux organisations patronales sur trois et tous les syndicats de salariés, signataires ou non, étaient favorable à la clause lors des négociations*", a plaidé en vain Michel Sapin. "*Il y a des branches plus riches que d'autres. Qu'arrivera-t-il si celles-là prennent en charge l'ensemble des prestations ? Et il n'y aura plus de solidarité interbranche. La complémentaire doit être adaptée à l'entreprise et les entreprises doivent pouvoir choisir*", a déclaré Jean Desessard (EELV) pour justifier l'abstention de son groupe. L'Expansion.com avec AFP 19.04

EELV ou la voix des patrons, ce n'est pas un scoop.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Parti grand favori, l'ex-Premier ministre Romano Prodi a échoué vendredi au quatrième tour de l'élection présidentielle italienne, et Pier Luigi Bersani, leader du centre-gauche arrivé en tête aux élections de février, désavoué, a annoncé sa prochaine, rendant la crise inextricable.

Choisi le matin même par la gauche, qui compte le plus grand nombre d'électeurs, M. Prodi avait recueilli seulement vendredi 395 voix, très loin de la majorité absolue requise (504 voix sur 1.007 électeurs).

101 "*franc-tireurs*" --sur 496 électeurs de gauche-- n'avaient pas respecté la consigne de vote en sa faveur.

M. Bersani a annoncé que son parti s'abstiendrait lors du cinquième scrutin des grands électeurs, prévu samedi matin, et qui s'annonce voué à l'échec, sauf retournement spectaculaire de dernière minute jamais exclu dans le contexte italien.

"*Je n'arrive pas à accepter que la candidature de Romano Prodi ait échoué. Nous avons abouti à une affaire d'une gravité absolue, les mécanismes de responsabilité et de solidarité ont sauté*", a-t-il dit, pour expliquer l'annonce de sa démission, qui interviendra, a-t-il dit, une fois élu le prochain chef de l'Etat.

Selon lui, le PD doit "*reprendre les contacts avec les autres forces politiques*".

La première force de gauche avait déjà échoué la veille à faire élire l'ex-syndicaliste démocrate chrétien Franco Marini, choisi en commun accord avec la droite de Silvio Berlusconi.

Pour protester contre le choix de M. Prodi, dont il est la bête noire, le Cavaliere avait appelé le centre-droit à ne pas participer au quatrième tour, consigne largement respectée par son camp.

Le nom de l'ancien président de la Commission européenne, âgé de 73 ans, est très mal vu à droite notamment parce qu'il est le seul à avoir battu à deux reprises le Cavaliere.

Pier Luigi Bersani avait opté pour celui qui a dirigé le gouvernement à deux reprises (1996-1998 et 2006-2008) pour tenter de ressouder son parti, que l'accord avec la droite sur la candidature Marini avait risqué de faire éclater.

Au moins la moitié des transfuges du PD ont apparemment voté pour le candidat du Mouvement 5 Etoiles (M5S), Stefano Rodotà, un constitutionnaliste qui fêtera bientôt ses 80 ans.

M. Rodotà a recueilli 213 voix, soit bien plus que les 162/163 votes émanant des "*grillini*" (petits grillons) comme sont surnommés les militants du mouvement de l'ex-humoriste Beppe Grillo.

"*Il n'y a plus de PD. La gauche est détruite*", a asséné Maurizio Lupi, du Peuple de la Liberté (PDL) de Silvio Berlusconi, tandis qu'un de ses collègues comparait la situation au roman "*Dix petits nègres*" d'Agatha Christie, où les personnages meurent les uns après les autres.

M. Berlusconi s'est réjoui de la démission annoncée de son adversaire, affirmant que son parti PDL s'abstiendrait lui aussi lors du vote prévu samedi matin s'il n'y avait pas un candidat de consensus entre droite et gauche trouvé d'ici là.

Plusieurs scénarios s'offrent aux partis italiens : l'un est une candidature plus neutre, comme celle de la ministre de l'Intérieur Anna Maria Cancellieri, soutenue par le mouvement "*Scelta Civica*" du président du Conseil Mario Monti selon lequel "*elle pourrait attirer d'autres forces politiques*".

M. Berlusconi a rencontré M. Monti qui devait voir M. Bersani samedi matin.

Ou bien la gauche pourrait se rallier au candidat du M5S, Stefano Rodotà, ancien député européen et surtout ancien président du Parti démocratique de la gauche (PDS, dont le PD est l'héritier).

Le PD peut aussi revenir à une candidature plus susceptible de séduire le camp de Silvio Berlusconi, par exemple l'ex-premier ministre Giuliano Amato. AFP 20.04

2-Grèce

Du premier ministre au bureau de police local, tout le monde connaissait la situation de la région de Nea Manolada, où une trentaine de migrants se sont faits tirés dessus par un des superviseurs de la ferme qui produit des fraises. Selon Infowar, le site de Aris Chatzistefanou, co-réalisateur de debtocracy et catastroika, "*Tout le monde savait ce qui se passait à Manolada, depuis la seconde moitié des années 1990. Car, en fait, Manolada n'est pas un symbole de la crise mais bien de la « Grande Grèce » de la Bourse, des Jeux Olympiques et des énormes projets des gouvernements Simitis et Karamanlis.*"

Mahmud El Sandan

« *Nea Manolada n'est que la première zone économique spéciale ayant opéré avec succès en... Grande Grèce* »

Dans un article sur son site infowar, Aris Chatzistefanou revient sur les événements de Nea Manolada. Il raconte son expérience personnelle dans la région, puisqu'il s'y était déplacé avec Petros Papaconstantinou, membre du Mouvement "*Unis contre le racisme*". Ils s'étaient rendus chez l'ouvrier Égyptien que ses patrons avaient traîné en voiture sur un kilomètre en lui frappant les mains avec un marteau. Ils lui devaient plusieurs milliers d'euros et, lorsqu'il demanda son dû, "*ils lui firent comprendre ce que signifie le Moyen Âge social en Grèce*".

En passant près des installations où, leur dit-il, il travaillait, les « *musclés* » de la société se lancèrent à leur poursuite. Aris et Petros leurs échappèrent de peu, en arrivant à sauter dans la voiture et, tant bien que mal, atteindre l'autoroute en direction de Patras. Finalement, l'histoire est sortie grâce, aussi, à l'intervention de l'initiative 1againstracism du Haut-commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, qui présenta une brève vidéo avec l'entretien de Mahmud El Sandani (ici en grec).

Sur infowar, Aris Chatzistefanou explique :

"Tout le monde savait ce qui se passait à Manolada, depuis la seconde moitié des années 1990. Car, en fait, Manolada n'est pas un symbole de la crise mais bien de la « Grande Grèce » de la Bourse, des Jeux Olympiques et des énormes projets des gouvernements Simitis et Karamanlis. Tout le monde était au fait : depuis le premier ministre à l'officier de l'équipe de nuit du commissariat local de police. Des sociétés entières se réveillaient le matin pour envoyer aux champs les esclaves venus du Bangladesh et du Pakistan et, au soir, pour aller jouer avec les vestales prisonnières venues d'Europe Orientale.

Les premiers n'avaient pas de papiers et ne pouvaient se permettre de dénoncer à la police qu'ils se faisaient voler par leurs patrons. Les secondes n'avaient pas leurs passeports pour pouvoir s'évader de cet enfer dénommé Grèce.

À l'époque, leurs employeurs votaient PASOK, Nouvelle Démocratie et LAOS. À présent, ils ont remplacé le troisième pilier par la Gauche démocratique (Dimokratiki Aristera) ou se sont tournés vers l'Aube Dorée pour chercher la protection par rapport à leurs victimes.

Le président de la Communauté pakistanaise avait dénoncé à la caméra d'info-war.gr que les fascistes opèrent comme hommes de main des patrons pour leur éviter de payer les travailleurs étrangers, mais aucune instance de l'État grec n'a jamais voulu enquêter sur les dénonciations.

Quand nous avons donné la vidéo au journal Guardian –parce qu'aucune chaîne grecque n'accepterait, de toute évidence, de la passer sur antenne- des personnalités médiatiques laissaient entendre que le reportage n'était qu'une sorte de vendetta entre le journal et le ministre de l'ordre public. À leur manière, elles ont également voilé les dénonciations."

Aris conclut dans son article : "Et voilà que, à présent, tout le monde est surpris. L'on se bouscule pour enregistrer les déclarations des victimes et exprimer leur fureur et leur indignation. Ne vous inquiétez pas. Ce n'est pas le dernier mot de l'histoire. Nea Manolada n'est rien de moins qu'une zone économique spéciale. Et la prochaine sera : les grecs".

Le quotidien Kathimerini a publié hier une vidéo montrant la situation à la ferme juste après la fusillade. Des images que l'on ne pensait sans doute pas voir un jour dans un pays de l'Europe en 2013. okeanews.fr 19.04

3- Argentine

Un million d'Argentins sont descendus jeudi soir dans les rues de Buenos Aires, pour l'une des plus importantes manifestations antigouvernementales depuis des années, qui illustre l'ampleur de la colère de l'opinion face à la dégradation de la situation économique et les projets de réforme de la presse et de la justice.

La manifestation s'est déroulée dans le calme. Nombreux étaient les participants à frapper des casseroles, forme traditionnelle de protestation en Amérique latine, tandis que d'autres brandissaient des pancartes avec ces slogans: "Argentine, réveille-toi!" et "Cristina corrompue", allusion à la présidente Cristina Fernandez.

Plusieurs personnalités de l'opposition ont pris part à la manifestation, qui avait été soigneusement organisée à l'avance via les médias sociaux.

D'autres manifestations étaient organisées dans les villes du reste du pays.

Cristina Fernandez, dont le mandat prend fin en 2015, est particulièrement critiquée par l'opposition pour son projet de réforme de la justice mais aussi pour un projet de loi sur la presse, destiné selon les analystes à affaiblir le groupe Clarin, empire médiatique qui ne ménage pas ses critiques contre la présidente. Reuters 20.04

Plus haut j'ai écrit cette saloperie de "réseaux sociaux" infiltrée ou manipulée par la réaction, je ne croyais pas si bien dire.

SOCIAL

1- Allemagne

La compagnie aérienne allemande Lufthansa a déclaré vendredi envisager de saisir la justice après l'appel à la grève lancé pour lundi par le syndicat des services Verdi sur fond de négociations salariales concernant au total 33.000 employés au sol et en cabine.

Verdi a appelé à une grève d'avertissement dans dix aéroports, dont les deux principaux hubs de Lufthansa, Francfort (ouest) - premier aéroport allemand et troisième européen- et Munich (sud), Hambourg (nord) ou encore Düsseldorf (ouest). A Berlin, la grève démarrera seulement à 12H30 heure locale.

Mais pour Lufthansa, au vu de l'ampleur du mouvement, "*très massif*", et du nombre de sites concernés, on ne peut pas parler de grève d'avertissement.

"*Il s'agit d'une grève totale qui va entraîner des dommages pour un montant en millions d'euros à deux chiffres*", a déclaré à l'AFP Claudia Lange, porte-parole de Lufthansa. "*Pour cette raison, nous examinons nos options judiciaires*", a-t-elle ajouté.

Dans un communiqué, Verdi a justifié la grève par l'échec des négociations menées depuis fin février.

"*Le refus sur lequel campent les employeurs a inquiété et contrarié les salariés. Verdi appelle donc à une grève d'avertissement toute la journée du lundi 22 avril*", a-t-il expliqué dans un communiqué.

Verdi réclame une hausse de salaire de 5,2% sur douze mois pour quelque 33.000 salariés de Lufthansa en Allemagne et demande des garanties d'emploi.

Or selon le syndicat, au terme d'une troisième séance de négociations, Lufthansa n'a proposé qu'entre 0,4 et 0,6% d'augmentation sur douze mois.

"*Cela signifie une perte nette en termes de salaire réel pour les employés et ne peut en aucun cas être accepté*", a déclaré une responsable du syndicat, Christine Behle, citée dans le communiqué.

"*La date de la grève est incompréhensible. Nous avons programmé quatre nouvelles séances de négociations et nous avons fait cette offre mercredi*", a encore déclaré Mme Lange à l'AFP.

Les négociations concernent essentiellement les personnels au sol, mais Verdi compte aussi une minorité du personnel de cabine de Lufthansa parmi ses affiliés. La majorité du personnel de cabine est syndiqué auprès d'une autre organisation, Ufo. Cette dernière est parvenue à un accord en novembre avec la compagnie, qui prévoit une hausse de 4,6% des salaires valable deux ans à compter de janvier 2013. AFP 20.04

2- Grèce

La part disponible des revenus des ménages grecs s'est réduite de 8,3% en rythme annuel au cours du dernier trimestre 2012, en raison des mesures d'austérité budgétaire prises par le gouvernement et du niveau sans précédent du chômage, montrent des chiffres publiés vendredi par l'institut national de statistiques Elstat.

Elstat explique que la baisse du revenu disponible est due à un déclin de 13% des salaires, une réduction de 5% des prestations sociales et une hausse de 8% des impôts sur le revenu et la fortune.

Depuis le début de la crise de la dette en 2009, les revenus disponibles ont diminué nominalement de 22%, et d'environ un tiers en tenant compte d'une inflation de 10% sur la même période.

Le consommation, qui représente trois quarts du produit intérieur brut (PIB), soit la proportion la plus importante dans la zone euro, a elle chuté de 11,2% en rythme annuel à 22,9 milliards d'euros au cours des trois derniers mois de 2012.

Le taux d'épargne des ménages a lui baissé de 5,9% sur cette période, contre un repli de 2,8% au cours du dernier trimestre de 2011. Reuters 20.04

[Haut de page ↗](#)

Le 21 avril 2013

CAUSERIE

Samedi soir.

Qui gouverne aux Etats-Unis ?

Dans une vidéo, une sénatrice américaine demande au représentant du Trésor combien de milliards de dollars provenant du trafic de drogue une banque (HSBC ici) devra blanchir avant que quelqu'un se décide à agir aux Etats-Unis, envisage "l'arrêt des activités d'HSBC aux Etats-Unis. Il lui répond qu'il n'en sait rien et que ce n'est pas de son ressort, donc du gouvernement américain, il "n'est pas autorisé à fermer une institutions financières" mais que ce serait peut-être du ressorte de l'OCC (Bureau du contrôleur de la monnaie) ou de la Fed. Excellent.

Comme la Fed, la CIA et le Pentagone ne font qu'un, et que c'est la CIA qui contrôle le trafic de drogue et son blanchiment pour financer une partie de ses activités illégales dans le monde via les banques installées aux Etats-Unis ou des paradis fiscaux qui sont protégés par la Fed, les banques peuvent continuer encore longtemps à blanchir de la drogue pour les cartels mexicains et colombiens.

Madame Elizabeth Warren a lourdement insisté en demandant au représentant du Trésor quelle était son opinion sur cette affaire, il lui a répondu qu'il n'en avait aucune, elle a alors demandé au sénateur en charge de ce dossier quelle était la sienne, il lui a fait la même réponse laconique en ajoutant que le ministère de la Justice avait fait son travail et appliqué la loi et qu'il n'avait rien à ajouter. Visiblement excédée, elle leur a balancé qu'il suffisait d'être pris en possession d'une once (27 gr) de cocaïne sur le sol américain pour avoir toutes les chances d'aller en prison et en cas de récidive d'y rester pendant de longues années, mais que les responsables du blanchiment de plus d'un milliard de dollars de cocaïne pouvait rentrer chez eux et dormir tranquillement dans leur lit, terminant en disant que "*c'est fondamentalement inacceptable*".

L'Amérique est une grande démocratie, en réalité une tyrannie, une dictature pour le citoyen américain lambda, un Etat mafieux, un paradis pour tous les trafics dont les banquiers sont les actionnaires ou les commanditaires, les lois sont faites par eux et pour eux. G. W. Bush avait dit tous ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous. Et les banquiers de préciser, la loi est faite nous, alors si vous n'êtes pas banquiers, la loi est faite contre vous.

Elizabeth Warren: "que faut-il faire pour fermer une institution financière ?"
http://www.youtube.com/watch?v=DRZS93v9q-M&feature=player_embedded

A demain.

[Haut de page ↗](#)

Le 22 avril 2013

CAUSERIE

Encore une causerie bien fournie, du coup je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne une dizaine d'articles, ce sera pour ce soir. Bonne semaine à tous.

Qui a dit ?

- "*La crise a eu un impact dramatique sur des millions de familles, en particulier sur la jeunesse. Il est plus que temps de placer l'humain au cœur de nos politiques afin de créer une croissance qui bénéficie à tous et qui préserve l'environnement.*"

Réponse : Jean-Luc Mélenchon, non. Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, lors du Forum du Nouveau Monde le 17 avril dernier. (<http://www.oecd.org>)

Angel Gurría doit être un écosocialiste sans le savoir !

"*l'humain au cœur de nos politiques*", en voilà un véritable mot d'ordre révolutionnaire, n'est-ce pas monsieur Mélenchon, tellement révolutionnaire qu'il est repris par le secrétaire général de l'OCDE. C'est quoi au fait l'orientation politique du Front de Gauche ?

Très sérieusement, ils ont eu une "révélation".

- Le fort endettement des États occidentaux ne peut plus être considéré comme une cause de leur faible croissance, mais tout au plus une conséquence.

Cette révélation accrédite une nouvelle fois l'économiste américain Scott Sumner, qui, au cours de l'année 2009, explorait une

voie alors hétérodoxe : la crise serait d'origine monétaire. Atlantico.fr 20.04

Heureusement ou malheureusement que le ridicule ne tue pas ! Eux aussi ils ne doivent pas savoir ce que c'est la honte.

En réalité il s'agit d'une demi-vérité pour un vrai mensonge, vous ne vous attendiez tout de même pas à l'inverse, non, franchement ?

Pour employer leur langage, l'économie étant tirée principalement par la consommation et celle-ci ralentissant, la production a emprunté la même tendance, pendant que le chômage explosait, à cela s'ajoutent les cadeaux divers fiscaux faits aux entreprises, bref, le tout se solde logiquement par la baisse des recettes de l'Etat, son endettement augmente, le service de la dette en conséquence, quelle trouvaille ! Ils sont très forts ces économistes diplômés des grandes écoles ! Et les travailleurs devraient être complexés à côté de ces nuls, ils ne seraient pas capables de gérer la production, la société ?

Ils auraient confondu la cause et la conséquence, rien de moins, décidément ce sont de piètres dialecticiens ! Alors on peut se passer d'eux ? A qui le dites-vous, évidemment. Voilà un argument que chaque travailleur devrait graver dans sa tête.

Pour couvrir leur médiocrité, ils ne peuvent que s'enfoncer un peu plus et recourir à un grossier mensonge : "*la crise serait d'origine monétaire*". Hier c'était la finance, le casino, les banquiers qui détiennent la planche à billets et contrôlent la masse monétaire, donc l'économie, maintenant ce seraient les faux-monnayeurs. Dites-donc, par hasard ce ne serait pas les mêmes ? Vérifions-le

- Le diagnostic monétaire réalisé par Scott Sumner découle d'un simple constat, l'effondrement de la variable primaire qu'est le PIB nominal (somme de la croissance et de l'inflation) est de la responsabilité de l'autorité monétaire d'une économie (la Fed, la BCE etc...). Le PIB nominal n'est de fait rien d'autre que ce que nous pouvons appeler le niveau d'activité au sein d'une économie, la demande.

Les responsables sont nommés, la Fed, la BCE etc., bref, ce sont bien les mêmes. Plus loin, l'auteur de cet article le confirmait ainsi : "*... Sumner poursuit en rappelant que le niveau de demande est justement la variable dont l'autorité monétaire a le contrôle.*"

Poursuivons. Leur nouveau tour de passe-passe va consister à doper artificiellement la demande (ils doivent être de gauche eux aussi ! - Ndlr) . Mais distes-nous, ne serait-ce pas justement ce qui a été à l'origine du déclenchement de cette crise en 2007 ?

- L'observation des années passées révèle que la croissance nominale des économies était stable, aux alentours de 5% aux États-Unis, 4% en Europe. L'année 2008 marque une rupture, cette stabilité s'écroule, et l'Europe est encore aujourd'hui engluée dans cette situation. Pourtant, la stabilité est l'objectif même d'une politique monétaire, et le mandat de maîtrise des prix n'est qu'une méthode pour parvenir à cet objectif.

La politique monétaire n'a rien à voir ici. Quand une partie de la population est endettée jusqu'aux dents, que ses revenus stagnent ou diminuent sous l'effet de la hausse des prix, taxes et impôts ou pire du chômage, cela se traduit automatiquement par son incapacité à maintenir le même niveau de consommation, par l'impossibilité de s'endetter davantage, pire par devenir carrément insolvable.

Les voilà qui enfourchent leur nouveau cheval de bataille : la maîtrise de la demande, la consommation, qui se décrèterait en somme sans se soucier des autres paramètres de l'économie qui devraient y être soumis. Si vous ne consommez pas davantage, ce serait soit que vous faites preuve de mauvaise volonté, soit que vous n'avez pas fait ce qu'il fallait pour ne pas être insolvable car on vous en a fourni l'occasion, au mieux vous êtes un piètre consommateur, au pire un mauvais citoyen. En réalité rien de nouveau, cette théorie est celle du néolibéralisme poussée à l'extrême, généralisée ou appliquée à l'Europe. J'ai vendu la mèche, cela vous aidera à mieux comprendre la suite.

- Après de nombreuses années passées à ne considérer que la seule variable qu'est l'inflation, nous avons négligé qu'une banque centrale maîtrise la demande dans son ensemble et non pas sa conséquence seule qu'est l'évolution des prix. Cet acharnement dogmatique devient la cause même de la crise.

La demande, c'est à la fois le marché intérieur et international. On consomme en fonction de son revenu et de ses besoins de préférence. Voudrait-il dire par là que les salaires seraient trop bas en général, que la population qui en a les moyens épargne trop, qu'elle n'est pas suffisamment endettée ? Retirons la première hypothèse qui est manifestement farfelue, reste les deux suivantes, l'épargne, tiens c'est marrant il semblerait que la troïka lorgne justement dessus depuis le coup de grâce qu'elle a porté à Chypre, l'endettement de la population pour créer une nouvelle bulle du type subprime, en voilà une bonne idée, même que Sarkozy et Lagarde y avaient déjà pensé, permettre aux plus pauvres d'accéder à la propriété sans se soucier de savoir s'ils pourraient régler leurs traites dans l'avenir.

Résumons, voilà ce que j'ai cru comprendre : la crise actuelle viendrait du fait que les pays en crise n'auraient pas appliqué les mêmes remèdes que, je vous le donne en mille, la Fed et la banque centrale japonaise qui font tourner la planche à billets à

plein régime ! La BCE qui s'y est initiée timidement récemment à hauteur de 1.000 milliards d'euros est invitée à leur emboîter le pas. Mais alors, ce qu'il préconise là pour l'UE notamment, c'est la fuite en avant sur le modèle de l'endettement abyssal fédéral américain, bravo vous avez tout compris.

- ... C'est ainsi que lors de l'année 2012, la consécration de la théorie voit le jour, la FED met en place une politique directement issue des analyses du professeur.

Quelques mois plus tard, en décembre 2012, le gouvernement Britannique (ayant consulté Sumner) nomme un nouveau gouverneur, Mark Carney, adepte de la théorie du NGDP Targeting, ou objectif de PIB nominal. Le Japon emboîte le pas et modifie en profondeur la doctrine de la Bank Of Japan sur la base du diagnostic monétaire, les résultats sont immédiats.

2012 ? Il semblerait que ce professeur ait un sérieux retard à l'allumage du côté des neurones. En guise de résultats "*immédiats*", la décision de relancer à tout va la machine à fabriquer du yen sur du vent, histoire de faire baisser artificiellement le cours du yen et de reporter davantage le coût de son gigantesque endettement sur les pays émergents là où dorénavant la plus-value est produite, alimentant au passage l'inflation dans ces pays-là. Du déjà vu, un plat réchauffé et indigeste, c'est pour cela que les idéologues du régime aux Etats-Unis sont si aigris, ils ne connaissent rien d'autres.

Quant à Mark Carney, il est assurément une référence pour légitimer cette "*théorie*" et les réelles intentions de ceux qui s'en réclament désormais, il suffit d'avoir à l'esprit qu'il a travaillé treize ans pour Goldman Sachs, dans ses bureaux de Londres, Tokyo, New York et Toronto, banque qui comme chacun sait n'a que le bien-être de l'humanité comme devise. Ainsi la boucle est bouclée ou presque, il reste le cas de l'UE qui doit leur emboîter le pas.

- La zone euro est aujourd'hui confrontée à un bouleversement doctrinal qu'elle refuse de voir. Malgré une pression internationale qui sera exercée en ce week-end de G20, la prise en compte d'une telle analyse suppose d'accepter le diagnostic lui-même : la crise, la grande récession que nous connaissons depuis 2008 est de la responsabilité des autorités monétaires. Les États-Unis, le Royaume Uni, le Japon ont admis ce que l'Europe est aujourd'hui incapable d'accepter : sa propre responsabilité.

En gros, cela signifie que les Etats de l'UE doivent abandonner le peu de souveraineté qu'il leur reste au profit de l'oligarchie financière internationale qu'incarne en Europe la BCE, que tous les gouvernements doivent faire preuve de davantage de volontarisme en adoptant le "*bouleversement doctrinal*" que représente le néolibéralisme, ils doivent donner plein pouvoir à la BCE de suivre à la lettre la politique monétaire dictée par le cartel des banquiers de la Fed qui se traduira par les mêmes conséquences dans l'UE et dans le monde, dans l'UE par la généralisation de la pauvreté, la précarité et le chômage de masse, le renforcement des inégalités déjà existantes... La BCE devrait baisser son principal taux directeur et inonder les banques de milliers de milliards d'euros une fois le secteur bancaire remodelé à leur convenance, la valeur du dollar et du yen étant réduite à leur coût de production, demain l'euro n'aura pas plus de valeur.

Les Etats-Unis, le Japon et l'UE n'ont pas d'autre alternative que s'endetter toujours plus au détriment de leur propre population réduite en esclavage, tous leurs acquis sociaux et politiques liquidés.

Quelques réactions d'internautes qui fournissent d'autres indications.

1- "*Il faudrait que l'on m'explique en quoi appuyer le bouton "print" de la planche à billet monnaie centrale va améliorer les choses. Lutter contre la déflation est une chose, tout permettre en son nom en est une autre, et notamment plein de papier de dettes qui ne vaudront plus rien. Les conséquences de ceci ne seront certainement pas minces.*

"la crise, la grande récession que nous connaissons depuis 2008 est de la responsabilité des autorités monétaires". Je pense juste que nous sommes en économie de bulle depuis 25 ans, que les bulles n'ont cessé de se multiplier et de gonfler et, qu'à un moment, elles vont éclater."

2- "*Lorsque l'Europe devait financer le seul déficit Américain elle y parvenait, à coup de baisse des salaires, chômage et consommation artificiellement dopée par l'immigration sauvage.*

Lorsqu'il lui a fallu supporter aussi la sous-évaluation (artificielle, elle-aussi) de la monnaie Chinoise, elle a aussi perdu son industrie, encore un peu plus ses emplois et son déficit commercial s'est accru.

Lorsque l'Europe absurde de Maastricht s'est élargi, elle a du financer les nouveaux entrants en se désindustrialisant à leur profit.

Maintenant que le Japon entre dans la danse du QE, la seule qui tienne encore le coup en Europe, l'Allemagne va aussi perdre des parts de marché à son profit."

Au fait, et la réelle cause de cette crise, c'est pour quand ? Allez, ce sera dans la rue, quand les masses auront décidé de s'en charger elles-mêmes.

Un complément de dernières minutes.

Comme quoi on a bien compris.

- Le Commissaire général à l'Investissement, Louis Gallois, souhaite un assouplissement de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) et des exigences européennes en matière de déficits pour relancer la croissance. (<http://bourse.lesechos.fr> 21.04)

Il a préconisé deux mesures notamment :

1- ... le desserrement des calendriers de retour aux équilibres financiers, qui imposent une cure draconienne d'austérité aux pays les plus endettés.

"C'est ce que les Hollandais ont demandé, c'est ce que le Fonds monétaire international vient de demander à la Grande-Bretagne, c'est ce que les Espagnols vont demander parce qu'ils ne tiendront pas leurs objectifs", a fait valoir Louis Gallois.

2- *"...une politique plus accommodante de la BCE" à l'instar de ce que font les banques centrales du Japon et de Grande-Bretagne et la Réserve fédérale américaine. "Est-ce que la BCE ne pourrait pas (...) mettre plus de liquidité dans l'économie ?" (id)*

Nous y voilà ! Vous parlez d'une nouvelle théorie.

En réalité le cartel des banquiers de la Fed ont commencé à la mettre en oeuvre il y a un siècle, puis depuis le début des années 70 après s'être débarrassé de la tutelle encombrante de l'or, c'est ce qui leur a permis d'étendre, de maintenir et d'amplifier leur hégémonie sur le monde... Que vient faire le Japon là-dedans ? Mais voyons, il est présent au sein de la Commission Trilatérale présidée par Rockefeller. Ah ben alors tout s'explique ! Eh oui !

Les dernières réflexions inspirées de l'actualité à creuser.

1- Le système capitaliste est à la fois un mode de production et de distribution des richesses.

Ces deux volets sont inséparables, et il se trouve des petits malins qui voudraient nous faire croire qu'ils seraient possible de les dissocier, conserver le mode de production ou les rapports sociaux de production du système économique capitaliste et distribuer les richesses plus équitablement entre les classes selon une formule dont ils détiennent le secret.

Une manière de légitimer l'exploitation de l'homme par l'homme qui s'accompagne forcément de l'oppression exercée par une classe sur une autre, selon ses *"progressistes"* ou *"humanistes"* qui décidément ne doute de rien.

2- La révolution sera nationale, bourgeoise sur le modèle de celle de 1789 ou socialiste.

Autant dire tout de suite que les deux premières ont comme point commun de ne pas remettre en cause l'existence du capitalisme ni ses institutions politiques que son l'UE ou l'ONU notamment.

3- Chaque fois que le capitalisme mondial est sur le point de s'effondrer, il parvient à s'en sortir, cela signifierait-il qu'il ait trouvé la parade pour se jouer des contradictions qui le minent ?

C'est un constat que chacun peut faire, mais sur lequel peu daignent s'attarder. Pourquoi ? Parce que la réponse à cette question se situe davantage sur le plan politique que sur le plan économique. Comment cela ? Le monopole de la création monétaire et du contrôle de la quantité de monnaie en circulation a été accordé à la Fed en 1913 non pas par une autorité économique, mais politique. Idem pour la BCE par le biais du traité de Maastricht. Dès lors seule une autorité politique peut briser ce monopole. Tel sera la tâche du gouvernement issu du soulèvement révolutionnaire des masses exploitées.

S'agissant plus largement du système économique capitaliste en vigueur, ce sont des institutions politiques qui l'ont légalisé et qui s'emploient depuis à le légitimer, sans faille depuis deux siècles en Europe et au Etats-Unis notamment, puisqu'aucun gouvernement dit de droite ou de gauche ne l'a jamais remis en cause.

Le capitalisme s'est doté de constitutions qui étaient toutes bâties sur le même modèle ou les mêmes rapports entre les classes, qui consistaient à répartir le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire au sein d'institutions politiques qui auraient pour unique fonction de servir ses intérêts et d'assurer sa survie, de lui donner les apparences de la légitimer en se prévalant de principes démocratiques soumis toutefois au pouvoir discrétionnaire d'une autorité supérieure selon les pays, chef d'Etat ou Cour

suprême, Conseil constitutionnel, et de se doter d'un cadre juridique qui lui permettrait d'imposer et perpétuer sa domination de classe au nom de l'intérêt général, de telle sorte qu'elle apparaisse légitime et que toute atteinte à celle-ci soit déclarée à la fois infondée ou injustifiée, illégale et illégitime. Ils ont ainsi décrété que le capitalisme était et serait éternel, sur le plan historique il s'agit d'une grossière falsification des faits que chacun peut vérifier, et c'est à cette supercherie qu'adhèrent tous ceux qui refusent de le remettre en cause ou qui s'en accommodent.

Ces institutions politiques fondées par les capitalistes, pour les capitalistes, devaient par la suite leur permettre de créer les institutions ou les instruments économiques et financiers adaptés au fonctionnement et aux besoins du capitalisme et à son évolution dans le cadre du marché mondial. Ce ne se sont pas des banquiers ou des chefs d'entreprises qui ont institué la moindre institution économique qui existe dans le monde, mais bien le pouvoir politique, gouvernement et Parlement subordonnés au capitalisme. Quant aux instruments économiques et financiers, s'il a été accordé aux banquiers le privilège de les créer, encore une fois, c'est suite à une décision prise par le pouvoir politique. Et si le pouvoir politique a perdu le contrôle des instruments financiers imaginés par les banquiers ou ignore même leur existence ou la manière dont ils fonctionnent, c'est après leur avoir signé un blanc-seing.

Ainsi, par n'importe quel bout qu'on prenne notre affaire, on s'aperçoit que le pouvoir politique, les institutions politiques sont à l'origine de la situation économique, sociale et politique, et que sans leur collusion constante avec les capitalistes dont ils partagent l'idéologie, le capitalisme n'aurait pas pu se maintenir et il aurait déjà disparu.

La question du pouvoir politique, la manière dont il s'exerce et les moyens que l'on doit définir pour s'en emparer est déterminante.

Sur le plan économique, le capitalisme pourra toujours s'en sortir désormais, à une seule condition, pour autant que le pouvoir politique lui permette, ce qui signifie que le renversement du pouvoir politique en place, les institutions, doit constituer notre objectif et notre axe de combat politique et qu'aucun compromis dans cette perspective ne peut être toléré.

Hier je n'ai pas actualisé le site mais en réalité j'ai encore plus travaillé que d'habitude, j'ai notamment commencé à rédiger un article dans lequel je développe une argumentation étayant l'affirmation selon laquelle les capitalistes se sont donnés les moyens de s'émanciper des contradictions du capitalisme, sans que cela signifie que celles-ci aient disparu, disons, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, en apparence, qu'ils s'en servent mais à une toute autre fin que celle que nous imaginions, car finalement le pouvoir financier extraordinaire qui leur a été accordé par le pouvoir politique en place leur permet de viser un objectif qui n'est ni économique ni politique, mais uniquement de modeler le monde (dans l'avenir qui commence maintenant) tel qu'ils l'ont conçu, et dans lequel seules une élite d'oligarques et d'intellectuels acquis à leur projet, ainsi que les couches de la population qu'ils auront sélectionnées pour les servir en feront partie, population qui sera forcément très réduite par rapport aux 9, 15 ou 20 milliards d'habitants que la planète devraient supporter d'ici quelques décennies ou un siècle, et qui on l'aura bien compris serait incompatible avec la survie de la civilisation humaine, toutes classes et couches confondues, sans exception, y compris celle de l'oligarchie, la vie sur terre étant devenue infernale, une lutte pour la survie de chaque instant, dans tous les domaines, alimentaire, santé, etc, mais aussi physique, le monde étant condamné à vivre sous un régime de guerre civile perpétuelle.

Il est clair que l'oligarchie ou les maîtres du monde ont compris que leur existence ou leur avenir serait compromis s'ils laissaient le monde prendre une telle direction, qu'il leur fallait agir, mais aussi qu'ils ne devaient pas prendre des mesures qui risqueraient de leur faire perdre le pouvoir politique, d'où ce qu'on analyse comme des contradictions dans le discours changeant de leurs représentants sur l'austérité ou la dette des Etats mais qui n'en sont pas, ils avancent à tâton, sournoisement et prudemment, ils ont bien conscience de marcher sur le fil du rasoir, ils savent aussi que cela prendra encore des décennies, voire un siècle avant que la marche du monde soit en phase avec leur projet et qu'aucun retour en arrière ne soit rendu possible.

Leur objectif est de conserver la planète en suffisamment bon état pour continuer d'y vivre, eux seuls ou presque, ce que contredirait l'épuisement de certaines ressources naturelles ou une guerre thermonucléaire qui pourrait les emporter ou pourrait leur petit paradis terrestre, d'où la nécessité de réduire le niveau de vie de la population, puis de réduire la production et la population mondiale elle-même, le tout progressivement mais sûrement. Cela peut sembler dément et irréalisable comme projet, on est bien d'accord, mais ils s'y accrochent. D'ici là, ils peuvent commettre de graves erreurs, ils ne contrôlent pas tout encore, ce qui nous laisse encore une marge de manoeuvre suffisante pour espérer les renverser, prendre le pouvoir politique et anéantir leur capacité à nuire au destin de l'humanité. Au passage, je vous ferais remarquer que les quelques éléments auxquels j'ai fait référence sont déjà omniprésents dans l'actualité économique et sociale depuis quelques décennies, certains depuis quelques années seulement.

Je ne cède pas ici à une quelconque théorie, je pars des faits et je m'en tiens à ce terrain-là. Si mes conclusions coïncident avec la théorie du Nouvel ordre mondial, c'est un pur hasard, et je tiens à rappeler ici que cette théorie n'a pas été élaborée par des illuminés, des intellectuels en quête de notoriété ou en panne d'inspiration, mais qu'il s'agit d'un plan, d'un projet, d'un objectif qui a été défini par les maîtres du monde dont les gouvernants se sont emparés (Bush père et fils, Sarkozy, Merkel, Barroso, Obama, etc. y ont fait référence dans différents discours et bien d'autres avant eux) ou s'en font fait les porte-parole, et que contrairement à eux, je ne fais pas disparaître d'un coup de baguette magique les contradictions du capitalisme telles que Marx les a exposées, dont la lutte des classes qui déterminent toujours le sort de l'humanité dans un sens ou dans l'autre, socialisme ou barbarie.

Appelez cela comme vous voudrez, la théorie que je développe ici très rapidement à ceci d'originale qu'elle prend en

compte l'ensemble des facteurs existants ainsi que leurs rapports, contrairement à l'interprétation du capitalisme ou de la société qu'on nous sert, qui occulte ou refuse de prendre en compte certains facteurs parce qu'ils sont incapables de les situer dans une perspective à la fois économique et politique et même au-delà comme je l'ai précisé plus haut.

Je n'ai fait qu'esquisser cette théorie, elle permet au moins de mieux comprendre comment fonctionne la société et le monde, dans quelle direction ils s'orientent, pourquoi les gouvernements ou différentes institutions prennent telles ou telles mesures ou leurs discours, pourquoi alors que tous les indicateurs sont au rouge le capitalisme ne s'effondre pas, comment peut-il survivre étouffant sous une montagne de dettes qui vont encore croître ? Je ne l'ai pas encore mentionné, il va de soi que leur plan n'est pas sans comporter un certain nombre d'obstacles ou difficultés à surmonter dans le propre camp des capitalistes, certains seront sacrifiés, d'autres auront du mal à s'adapter à ce nouvel environnement plus hostile et cynique que jamais envers le reste de la population, et il leur reste encore bien des territoires à conquérir, telle la Chine et la Russie et bien d'autres pays qui sont plus ou moins leurs vassaux.

Avant de développer cette argumentation je m'étais fait la réflexion suivante, en fait un constat : ils possèdent le pouvoir économique d'accroître leur richesse dans des proportions illimitées, ils détiennent le pouvoir politique qui leur permet d'exercer leur pouvoir économique, rien ni personne ne menace leurs pouvoirs, ils sont assurés de les conserver puisque la classe ouvrière a été incapable de se doter d'une nouvelle direction (internationale), et malgré tout cela ne leur suffit, qu'est-ce que cela signifie, il leur faut autre chose mais quoi, qu'est-ce qu'à leur place j'aurais besoin demain, en plus, pour continuer de vivre comme un monarque absolu, et bien tout simplement qu'il soit encore possible de vivre sur cette planète. Le paradoxe des paradoxes réside dans le fait qu'ils craignent d'être emportés par la situation, le monde infernal qu'ils ont contribué largement eux-mêmes à façonner. Qu'il les emporte dès maintenant ! Telle est la tâche de la révolution socialiste mondiale, en débarrasser la surface de la terre.

Répétons-le encore une fois, nous ne remettons pas en cause l'interprétation marxiste du développement historique du capitalisme, nous en confirmons le bien-fondé au regard des faits, nous la complétons ou la prolongeons à partir de l'évolution de certains facteurs qu'on ne peut pas ignorer pour mener notre combat politique.

On ne peut pas tout dire en quelques dizaines de lignes, le plus difficile sans doute à comprendre, c'est que nous sommes obligés d'interpréter certaines données sous deux angles différents, le premier sous l'angle du capitalisme disons classique que nous avons connu jusqu'au début des années 90, et le second en intégrant le développement démesuré du facteur financier qui s'inscrit dans une nouvelle stratégie du capitalisme mondial.

Par exemple, la liquidation de nos acquis sociaux participent indirectement à la baisse du coût du travail, les cotisations dites patronales ou ouvrières que les entreprises versent aux organismes sociaux sont déduites du profit réalisé au cours du procès de production tout comme votre salaire, cette partie de la plus-value ou du profit produit échappe au capitaliste, cette cotisation sociale ou salaire différé doit servir notamment à couvrir vos frais médicaux quand vous êtes malade, maintenant ce n'est plus le cas, on vous retient une somme forfaitaire sur chaque consultation, pire, on vous rembourse de moins en moins certains médicaments ou plus du tout, ce qui veut dire que vous avez cotisé pour rien et que vous devez payer en plus pour vous soigner et acheter vos médicaments, vous payez deux fois en fait, il vous faut donc défalquer ces frais supplémentaires de votre salaire qui de fait diminue, vous ne vous en apercevez pas, la somme inscrite au bas de votre feuille de paie demeure la même, sauf que votre niveau de vie baisse puisqu'il vous restera moins d'argent pour vivre une fois déduit ce forfait et l'achat de vos médicaments.

Ainsi, ce n'est pas seulement le coût du travail qui diminue, mais aussi notre niveau de vie qui baisse, pour se soigner, cela ne dépend plus des cotisations que l'on verse aux organismes sociaux, nous ne sommes plus logés à la même enseigne, mais de notre capacité financière individuel, de la somme qui nous reste en poche une fois qu'on a réglé toutes nos charges fixes, traites, loyers, assurances, eau, électricité, etc. Ils ne s'attaquent pas à nos acquis sociaux uniquement pour réaliser davantage de profit, ils peuvent créer autant d'argent qu'ils veulent et créditer leur propre compte, mais pour nous rendre esclave d'un système qu'ils contrôlent et dont ils peuvent modifier les règles à leur convenance, allant jusqu'à décider qui a encore le droit de se soigner et qui n'en a plus le droit, pousser ce raisonnement à l'extrême et voyez ce que cela donne : ils décrètent qui a le droit de vivre et qui a le droit de crever. Vous pouvez l'appliquer à l'école, à l'habitation, au travail, à l'alimentation, au cadre de vie, etc. et vous vous apercevrez qu'ils sont en train de sélectionner ceux qui feront partie de leur programme et ceux qui en seront exclus, sachant qu'ils destinent une grande partie de la classe moyenne à venir grossir les rangs du prolétariat, cela fait beaucoup de monde.

On pourrait se poser une autre question : pourquoi n'ont-ils pas procédé plus tôt de la même manière si c'était si simple, en apparence seulement, on peut avancer plusieurs explications : parce qu'ils n'étaient pas encore maître du pouvoir politique, depuis 1991 et la disparition de l'URSS, plus aucun parti susceptible d'accéder au pouvoir ne se réclame du socialisme, la lutte des classes a changé de dimension, un certain nombre d'incertitudes qui pesaient sur le développement de la lutte des classes se sont estompées ou ont disparu depuis, puis, plus aucune puissance n'est en mesure de rivaliser avec l'impérialisme américain, et la Chine alors, la Chine ramenez son PIB par tête d'habitant et vous vous apercevrez qu'elle a un demi-siècle de retard sur les Etats-Unis ou la France, autre facteur qui leur laisse une marge de manoeuvre plus grande, la construction européenne qui a réalisé d'énormes progrès, la création de l'euro et de la BCE qu'ils manipulent à souhait, n'a-t-on pas appris récemment qu'ils avaient injecté 7 mille milliards de dollars dans les banques américaines présentes sur le marché européen depuis 2008 en

intimant l'ordre aux autorités européennes de ne pas s'y opposer, en conclusion, la situation n'a jamais été aussi favorable pour leur laisser les mains libres d'agir à leur guise dans tous les secteurs de l'économie, y compris en recourant à des méthodes opaques et frauduleuses, sans parler des paradis fiscaux dont ils sont les premiers bénéficiaires.

Et la crise, c'était du bidon diront certains ? Non. En 1914, ils n'ont pas trouvé d'autre moyen de la surmonter (provisoirement) que de recourir à une guerre mondiale... En 1939, ils ont remis cela pour redonner un nouveau souffle au capitalisme. Souvenons-nous aussi que le New Deal avait échoué à résoudre la question du chômage de masse qui accompagnait la crise du capitalisme des années 30 aux Etats-Unis, seules l'économie de guerre et la guerre en viendront à bout, y compris en Allemagne. Depuis, aujourd'hui, ils ont développé de nouveaux marchés, mais ils sont encore trop faibles pour absorber les marchandises produites sur le marché mondial, et reprendre le même scénario qu'au XXe siècle serait trop risqué au regard des armes dévastatrices qu'ils ont mises au point, cependant moyennant quelque magouilles financières additionnelles pour équilibrer la barque, cela suffit pour empêcher le vieux capitalisme de sombrer. A côté et plus discrètement, ils avancent leurs pions et poursuivent tranquillement leur affaire...

On poursuivra une autre fois, peut-être avec l'article que j'avais commencé de rédiger hier, en fait je m'en suis déjà largement inspiré ici. Cependant de nombreuses autres questions méritent qu'on les pose et qu'on y réfléchisse.

4- Les paradis artificiels de la démocratie au XXIe siècle.

Le patrimoine des élus est à l'idéologie qu'il incarne, ce que la fraude fiscale est au néolibéralisme qui incarne un régime économique devenu mafieux : un paravent pour protéger un système économique basé sur l'ignorance et le vol, dans les deux cas une vaste escroquerie, légalé évidemment.

5- Les "**réseaux sociaux**" sont à la liberté (d'expression), ce que l'éclectisme est à la vérité.

La liberté ne peut se concevoir puis se conquérir que collectivement. C'est seulement une fois les éléments les plus conscients de la société rassemblés librement et luttant ensemble dans un parti politique qui incarne cet idéal, qu'elle peut espérer devenir une réalité, condition à remplir pour entraîner l'immense masse des exploités à sa conquête et renverser l'ordre établi qui en est la négation. Voilà pour les enseignements que les marxistes ont tirés de la lutte de classes du XIXe et XXe siècle.

En participant aux "**réseaux sociaux**" (ce qui n'est pas mon cas je rappelle) on a l'impression de bénéficier d'une liberté nouvelle ou supplémentaire, sans se demander et encore moins savoir ni pourquoi ni comment cette soit-disant avancée sociale est devenue une réalité, qui nous l'a accordée si généreusement et dans quel but précis, alors qu'en fait elle consiste uniquement à extérioriser, exposer au grand jour, matérialiser, entretenir, reproduire à l'infini notre propre ignorance que nous sommes privés de liberté sans savoir ni pourquoi ni comment la conquérir.

A tel point que nous percevons cette liberté comme un bienfait tombé du ciel, alors qu'en réalité il s'agit d'un nouveau carcan qu'ont conçu les ennemis de la liberté pour nous empêcher de trouver la voie qui permettrait de la conquérir. Quand on observe qu'on en est à confondre démocratie et dictature depuis déjà de très nombreuses décennies, le cas extrême étant l'appréciation que l'on porte sur le régime américain, on se dit que se méprendre et être incapable de faire la distinction entre le combat pour la liberté et le meilleur moyen de l'étouffer est pour ainsi dire dans l'ordre des choses ou était inévitable.

Il en va ainsi des "**réseaux sociaux**" qui servent de soupapes à une société liberticide rendue invivable pour assurer sa survie, des Ong qui soulagent la misère humaine tout en permettant de la prolonger, de l'action syndicale conçue comme un pansement pendant que la gangrène poursuit son oeuvre, de l'action politique ne consistant plus qu'à gérer ce carcan une fois tombé sous son influence, qui en réalité nous éloigne un peu plus chaque jour de notre émancipation, de la liberté.

Chacun cherche à réinventer la liberté, sa liberté comme on dit sa vérité, comme si elle dépendait de notre volonté ou de notre imagination, alors qu'en réalité elle repose sur des conditions ou des rapports matériels, les rapports sociaux entre les classes, le système économique en vigueur.

La liberté ou plutôt l'illusion de la liberté, l'absence de liberté repose sur des facteurs économiques et politiques, et ils ont voulu faire croire à la population qu'il suffisait qu'elle y pense très fort individuellement pour qu'elle se réalise, il faut admettre que jusqu'à présent ils ont assez bien réussi leur coup, les masses marchent à fond dedans, particulièrement parmi les couches les plus favorisées, tandis qu'en réalité elle est en train de crever et l'étau se ressert autour de son cou, pour dans l'avenir la contenir dans la camisole de force d'un nouvel ordre mondial qu'ils ont conçu à cet effet.

On dit que l'espoir fait vivre, certes, mais quand on s'en contente, non seulement on s'interdit d'avancer sur la voie qui permettrait un jour de le réaliser, il finit par nous quitter et on en creève.

Triste vie, triste fin, la pire qui soit, alors renouez avec les enseignements du marxisme, avec le socialisme, et si pour une raison ou une autre cela vous semble difficile ou incompréhensible ou encore que vous aviez un a priori négatif sur le marxisme, étudiez

dans le texte la méthode que les marxistes ont utilisée pour interpréter le monde, la société, la nature, l'homme, ensuite vous viendrez logiquement au socialisme, nous en avons la certitude, c'est le seul moyen de conserver intact cet idéal, pour autant que vous parveniez à la compréhension que le parti socialiste révolutionnaire que nous devons construire en est la représentation la plus fidèle et que vous devez y militer.

Vous me direz que ce parti n'existe pas et que c'est bien là le problème, la clé de la situation.

Ce message s'adresse en particulier aux dirigeants du POI, le seul parti qui même de manière déformée ou avec lequel nous avons d'importants désaccords incarne encore notre idéal, faites-leur lire, demandez-leur ce qu'ils en pensent, rejoignez-le sans forcément adhérer à sa ligne politique. Vous savez, quand on milite et qu'on est face à face avec un travailleur ou un autre militant, il n'y a personne pour dicter votre discours ou pour contrôler vos propos, l'essentiel c'est l'orientation dans laquelle se situe votre combat, votre refus de toute compromission avec l'ennemi, la nécessité d'abattre les institutions de la Ve République pour instaurer une République sociale qui s'attaquera aux fondements du capitalisme, permettra d'avancer sur la voie du socialisme.

Des millions de travailleurs perdent littéralement leur temps et gaspillent leur énergie sur les "*réseaux sociaux*", dans des Ong et associations diverses, dans le syndicalisme conçu comme une fin en soi, vous avez le choix entre décider de les imiter en sachant que cela ne mène strictement nulle part ou ne changera absolument rien à la société ou de prendre consciemment une autre voie.

J'ai précisé consciemment parce que c'est là le facteur essentiel qui permet de distinguer ces deux types d'engagements. On pourrait conclure par là, en disant qu'on a l'impression de participer librement à un "*réseau social*", de s'engager librement dans une Ong ou une association alors qu'en réalité ce sont les fourvoyeurs ou les ennemis de la liberté qui les financent, les gèrent, les contrôlent, les administrent, établissent leurs statuts et définissent leur orientation, leurs objectifs, les manipulent, parfois qui les ont créés, ils sont très forts pour le maquiller ou vous faire croire que vous en êtes partie prenante, que cela vient de vous, etc. évidemment tout cela vous échappe, vous n'en avez pas conscience, comment le pourriez-vous puisque vous n'avez pas conscience de leurs véritables raisons d'être, même parfois leurs dirigeants l'ignorent eux-mêmes, ils sont inconsciemment le produit, les marionnettes d'une idéologie, bref, ce qui caractérise le mieux ce type d'engagement c'est l'inconscience, l'ignorance, la même ignorance qui habite les masses, elle en est une des manifestations si l'on veut, à quoi cela rime-t-il au bout du compte, à quoi cela sert-il, on serait bien en peine de le dire, on se fait plaisir en somme, cet engagement est au combat de l'humanité pour se défaire des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, ce que la masturbation est au coït.

A l'opposé notre libre engagement dans un parti combattant pour le socialisme, pour la liberté, ne peut être qu'un exercice conscient qui s'appuie sur un processus dialectique dont on peut repérer les différents stades, les différents facteurs, les différents rapports, leur évolution, leur transformation, leur orientation qui reposent uniquement sur l'observation ou la prise en compte des faits, vérifiables et que chacun est appelé à vérifier par lui-même pour en acquérir la compréhension, forger ses convictions, être capable de les étayer et les défendre, de façon à élever son propre niveau de conscience et être à la hauteur de l'idéal pour lequel on combat, démontrer que ce n'est pas une utopie, mais une nécessité historique tout à fait réalisable sous certaines conditions, et que bien qu'étant au départ une aspiration légitime, le seul fait de la poser se passe de toute justification, il n'y a que la tyrannie sous couvert de démocratie qui en a sans cesse besoin pour couvrir ses crimes, pour finalement manipuler ses intentions antisociales, réactionnaires et liberticides.

Deux vidéos à ne pas manquer.

1- Réseau Voltaire. "*La Syrie et le Qatar vus par la 1ère chaîne de TV russe*" - 19 avril 2013

<http://www.youtube.com/watch?v=r1YWpunShnE&list=UU3TR6S1FgdXmtbBPMvAabYg>

(Pour avoir des sous-titres en français, Appuyez sur "cc")

2- 11-Septembre : Il faut écouter April Gallop

http://www.dailymotion.com/video/xt1hcp_11-septembre-il-faut-ecouter-april-gallop_news?start=0#.UXLQT0ocBac

En 2007, une militaire employée du Pentagone était à son bureau le 11 septembre 2001. Elle témoigne ce qu'elle a vu de ses propres yeux une fois sortie sur la pelouse qui se situait devant la façade qu'un avion avait soit-disant percuter : pas trace de kérozène, de débris d'avion, de sièges arrachés ou calcinés, de bagages, d'effets personnels, de corps humains ou ce qui aurait dû en rester, absolument rien...

ACTUALITE EN TITRES

Préparer le bûcher !

- Secret bancaire: un nouveau pas du G20 sur une route semée d'embûches - AFP

[Miracle !](#)

- Cette théorie née sur Internet et qui pourrait sauver l'économie - Atlantico.fr

Inonder le marché européen de liquidité via la BCE. Quelle trouvaille !

[La fausse vérité, maheureusement, est omniprésente.](#)

- « *Le vrai mensonge, heureusement, est assez rare* » - Rue89

[Etre rentier, cela se mérite !](#)

- Allemagne: hausse de 10% des rémunérations des présidents de conseils de surveillance - AFP

Les présidents des conseils de surveillances d'entreprises cotées à l'indice vedette DAX de la Bourse de Francfort ont enregistré une hausse de 10% de leur rémunération en 2012, selon le quotidien économique Handelsblatt à paraître lundi. AFP

[La pieuvre](#)

- Mis en vente du groupe Darty : Le fonds Knight Vinke, actionnaire à 25%, a mandaté Goldman Sachs. - lefigaro.fr 21.04

ACTUALITE EN TITRES

[T'as gueule !](#)

"*Un ministre, ça ferme sa gueule ou ça démissionne*" LePoint.fr

"*Cela devrait être la règle, car ça ne peut pas être autrement*", a estimé dimanche lors d'une interview au Parisien le ministre des Relations avec le Parlement, Alain Vidalies.

"*Cela devrait être la règle, car ça ne peut pas être autrement. Dans un gouvernement, il n'y a qu'une seule politique*", ajoute-t-il. LePoint.fr 21.04

Il a raison, il pourrait en dire autant du PS.

Putain de langage tout de même! Et dire que nous faisons des efforts pour ne pas être vulgaire, c'est vrai, tous les jours on doit se faire violence pour ne pas leur balancer crûment ce qu'on pense d'eux, et franchement ce n'est pas beau à entendre.

[En famille, la sécurité du régime est notre priorité.](#)

Le Sénat a adopté, dans la douleur, dans la nuit de samedi à dimanche le projet de loi sur l'emploi, le gouvernement ayant décidé d'utiliser un vote bloqué pour faire accélérer les débats ce qui a déclenché la fureur des sénateurs communistes qui ont retiré tous leurs amendements et quitté l'hémicycle.

Le texte a été voté par 172 voix contre 24 à l'issue d'un débat houleux. Le PS, le RDSE et les centristes ont voté pour. L'UMP et les écologistes se sont abstenus. Seuls les communistes ont voté contre ainsi que Marie-Noëlle Lienemann (PS).

«*Ce texte représente un tournant avec la flexi-sécurité à la française*» a déclaré le centriste Jean-Marie Vanlerenberghe (UDI-UC). «*Le texte est équilibré*» a assuré Françoise Laborde, du RDSE. Pour le ministre du Travail, Michel Sapin, «*c'est un moment de progrès, ce sont des opportunités nouvelles dans le dialogue social qui s'ouvrent*». liberation.fr 21.04

Ah ben alors, et la gauche du PS, elle a fondu comme une peau de chagrin ! Mais peut-être que ce n'était qu'un mirage, une illusion après tout, non, vous croyez ?

La tarte à la crème du New Deal est rance, moisie, impropre à la consommation.

Ils n'ont tiré aucun enseignement de l'échec du New Deal, ces gens-là sont incurables.

- L'aile gauche du PS propose un "*plan de relance écologique et social pour la France et pour l'Europe*" mobilisant 43 milliards d'euros en deux ans, permettant de créer ou préserver 500.000 emplois et destiné à "*s'affranchir d'une certaine orthodoxie libérale et budgétariste*"

Ils n'ont tiré aucun enseignement de l'échec du New Deal, ces gens-là sont incurables. "*créer ou préserver 500.000 emplois*" quand le chômage dépasse les 5 millions...

- "*Comme dans les années 30 aux Etats-Unis, la politique économique est redevenue restrictive trop tôt et, comme dans les années 30, il faut s'affranchir d'une certaine orthodoxie libérale et budgétariste pour mettre en oeuvre avec détermination un plan de relance, au moment où il est à la fois le plus nécessaire mais aussi le plus efficace, afin de sortir l'économie de cette spirale récessive*", écrivent-ils.

Ils veulent le sauver à tout prix le capitalisme !

- La relance de la consommation passerait notamment par une amélioration "*temporaire de l'indemnisation du chômage et du chômage partiel dans les entreprises*" et une revalorisation des aides sous condition de ressources" pour les jeunes.

Des chômeurs heureux, encourager le chômage partiel ! Quant aux jeunes, vous êtes dans la misère, rassurez-vous demain vous serez pauvres ! Tout un programme

- La "*réindustrialisation du pays*" serait pour sa part fondée sur "*l'innovation et la qualité*", avec "la construction d'infrastructures de transport (lignes à grande vitesse, canaux, fret ferroviaire, tramways), "*la montée en puissance des filières industrielles nécessaires à la transition énergétique, ou encore de la voiture électrique*" et le soutien du secteur BTP via "*une prime à l'achat de logements neufs*" pour les plus modestes.

En général, "*l'innovation et la qualité*" sont réservées aux nantis, à la classe moyenne, la leur ; le lobby de la Table ronde des industriels européens ne verraient rien à redire à "*la construction d'infrastructures de transport*", ils en redemanderaient même, ils ont oublié les aéroports dans leur liste ! ; "*une prime à l'achat de logements neufs*" pour les plus modestes, Sarkozy et Lagarde en ont rêvé, vont-ils le réaliser ? l'enfer est parfois pavé de bonnes intentions, ici c'est la crasse ignorance ou l'inconscience qui prédominent.

La cerise sur le gâteau, à la place de Draghi je saisisrais la perche qu'ils lui tendent pour mettre d'autorité à contribution les comptes d'épargne de la population.

- Les auteurs précisent que "l'apport de l'Etat pourrait donner lieu à l'émission d'un emprunt national" permettant d'"agir à un moment décisif pour notre économie". AFP 21.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

en Famille. La démocratie déjà grabataire est enterrée, quel soulagement !

- Le président italien sortant Giorgio Napolitano, 87 ans, appelé à la rescousse par un Parlement dans l'impasse, a été réélu samedi, provoquant la fureur de Beppe Grillo, qui a crié au "*coup d'Etat*" et lancé un appel à une "*mobilisation populaire*".

La réélection, une première dans l'histoire italienne, à une très large majorité de cet ancien communiste qui fêtera ses 88 ans en juin, a été accueillie par une longue ovation debout de la majorité des "*grands électeurs*".

"*Aujourd'hui est une journée importante pour notre République. Je remercie le président Giorgio Napolitano pour son sens du devoir et sa générosité personnelle et politique qui lui a fait accepter de poursuivre son engagement dans un contexte aussi difficile*"

et incertain", a aussitôt réagi le chef de la droite Silvio Berlusconi.

Dans la matinée, de Pier Luigi Bersani (gauche) à Silvio Berlusconi (droite) en passant par le chef du gouvernement sortant Mario Monti, tous étaient venus l'exhorter à se représenter.

Cette fois-ci, *"les rencontres ont permis de faire émerger une large convergence"* des forces politiques en faveur de M. Napolitano, a souligné M. Bersani, chef du Parti démocrate (PD).

Son successeur à la tête du gouvernement, Mario Monti, a lui aussi remercié M. Napolitano pour son *"esprit de sacrifice"*.

Le pape François a félicité M. Napolitano après son élection, lui souhaitant *"de poursuivre son action éclairée et sage soutenu par la coopération"* des partis politiques.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a félicité M. Napolitano pour sa réélection qui intervient à *"un moment décisif pour le processus d'intégration"* européen.

Le président du Parlement européen Martin Schulz s'est dit pour sa part *"confiant que sa stature internationale et son expérience aideraient le pays à sortir de l'impasse et à restaurer la stabilité, la cohésion et la confiance dont l'Italie et l'Europe ont besoin"*, tandis que le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, s'est réjoui de pouvoir *"continuer à coopérer avec lui en ces temps difficiles pour l'Italie et l'Union européenne"*.

A l'opposé, l'ex-humoriste Beppe Grillo, chef du Mouvement cinq étoiles (M5S), a estimé que les dirigeants des partis politiques traditionnels étaient *"prêts à tout pour empêcher le changement"*. *"Ils sont désespérés. Un coup d'Etat est en cours"*, a-t-il écrit sur son blog pendant que ses partisans, rassemblés devant la Chambre des députés à Rome, criaient *"Bouffons, bouffons!", "Honte!"*, tout en scandant le nom de leur candidat, le constitutionnaliste Stefano Rodotà

Ce dernier s'est toutefois dissocié de ces manifestations, soulignant *"être opposé à une quelconque marche sur Rome"*. Il a même adressé *"un salut au président réélu"*.

Cet échec cinglant a entraîné un véritable séisme au sein de la gauche.

M. Bersani a annoncé sa démission, de même que la présidente du PD, Rosy Bindi, tandis que M. Prodi retirait sa candidature face à la trahison des membres de son propre parti. AFP 20.04

Les bouffons (POI, PG) qui il y a peu encore tablaient sur la gauche du PS en France pour s'opposer à la politique de Hollande et son gouvernement), oseront-ils récidiver en voyant dans la crise du PD un élément majeur de la crise politique qui secoue l'Italie ?

Dernières infos.

L'ex-comédien Beppe Grillo a qualifié dimanche à Rome la réélection du président italien Giorgio Napolitano de *"petit coup institutionnel rusé"* des partis traditionnels, tempérant ses propos de la veille évoquant *"un coup d'Etat"*. AFP 21.04

Faut-il commenter ? Un misérable charlatan.

2- Chypre

Le président chypriote Nicos Anastasiades a dévoilé vendredi une série de mesures visant à maintenir l'emploi en dépit du lourd coût que fait peser le plan de sauvetage européen sur l'économie de l'île méditerranéenne en récession.

M. Anastasiades, de centre-droit, a prévenu que ceux qui ne cherchaient pas activement de travail ne bénéficieraient d'aucune aide de l'Etat mais que son gouvernement ferait tout pour aider ceux qui cherchent un emploi dans cette île où le chômage se rapproche des 15% et devrait augmenter nettement en 2013 et 2014.

Alors que certains font pression pour que les emplois soient donnés en priorité aux Chypriotes, ce qui violerait les lois européennes, M. Anastasiades a pris soin de préciser que ces plans de création d'emplois seraient ouverts à tous ceux *"qui ont résidé à Chypre de façon légale et permanente ces cinq dernières années"*.

Il a toutefois prévenu que l'île ne serait plus un *"paradis pour émigrés"* et que les aides aux demandeurs d'asile seraient *"largement réduites"*, les allocations pécuniaires étant notamment transformées en coupons pour s'habiller et se nourrir.

M. Anastasiades a promis que l'Etat réembaucherait 800 contractuels et investirait 21 millions d'euros pour subventionner à hauteur de 40% les salaires de 6.000 chômeurs qui seront employés dans le secteur clé du tourisme.

Les entreprises bénéficieront en outre de 25% de réductions d'impôts à chaque nouvelle embauche durant l'année.

"*Sans aucun doute, d'autres tests difficiles nous attendent, c'est pour cela que j'attends de tous patience et compréhension*", a-t-il déclaré.

"*Je veux souligner que réussir à relancer l'économie et sortir de la crise le plus vite possible ne peut se faire qu'en se tenant aux obligations que nous avons acceptées*" dans le cadre du plan de sauvetage, a-t-il ajouté. AFP 20.04

3- Jordanie

Jusqu'à présent prudent face au conflit syrien et après une tentative avortée de négociations avec Bachar el-Assad, le roi Abdallah II a mis deux couloirs aériens à la disposition de l'aviation israélienne. lefigaro.fr 21.04

SOCIAL

France

Avec le beurre, l'argent du beurre, la vache et la fermière se serait tellement mieux !

- Lakshmi Mittal, PDG d'ArcelorMittal, déclare "*regretter*" la fermeture des hauts-fourneaux de Florange (Moselle) tout en estimant que le coût de l'énergie et du travail en France limite la compétitivité du secteur de l'acier dans le pays.

"*Nous voulons créer une production durable et pour cela, il faut augmenter la compétitivité de notre dispositif industriel en France*", ajoute-t-il.

"*Pour augmenter la productivité de nos sites en France, il faudrait que les coûts de l'énergie soient moins chers, comme aux États-Unis ou en Allemagne. En France, le coût du travail est, par exemple, 20% plus élevé qu'en Espagne, et votre droit du travail reste encore trop rigide.*"

La fermeture des hauts-fourneaux de l'usine ArcelorMittal de Florange, qui entraînera la suppression de 629 emplois directs, a été entérinée début avril.

Les propos de Lakshmi Mittal interviennent alors qu'un projet de loi sur la sécurisation de l'emploi est examiné au Sénat. Il prévoit notamment que les entreprises puissent négocier des baisses de salaire en échange d'un maintien des effectifs. Reuters 20.04

ECONOMIE

G20

La "*fin du commencement*" qui n'en finira jamais de durer.

- Quatre ans après une première offensive, le nouveau coup porté au secret bancaire par les pays du G20 pourrait sonner le glas de l'évasion fiscale à condition de surmonter quantité d'obstacles politiques et techniques, selon des experts interrogés par l'AFP.

"*C'est un changement de braquet très important, un saut qualitatif qui signe le retour du politique*", se félicite Pascal Saint-Amans, en charge de la lutte contre les paradis fiscaux à l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE).

Réunis vendredi à Washington, les ministres des Finances du G20, qui regroupe les principaux pays développés et émergents, sont tombés d'accord sur une mesure aux apparences purement techniques mais aux conséquences inédites.

Dans leur communiqué final, ils ont "*exhorté*" la communauté internationale à adopter "*l'échange automatique d'informations*" bancaires et à en faire le nouveau "*standard*" international de la lutte contre l'évasion fiscale.

En clair, les pays seraient automatiquement informés dès qu'un de leurs ressortissants dépose de l'argent à l'étranger, en rupture radicale avec le système actuel.

Réclamée depuis plusieurs années par les ONG, l'échange automatique est désormais dans l'air du temps. Lourdemment endettés, les pays riches lorgnent sur la manne de l'évasion fiscale des particuliers, évaluée par certaines ONG à 25.500 milliards de dollars.

Sous la pression des Etats-Unis, pionniers sur le sujet, un groupe de pays européens, dont la France et l'Allemagne, vient d'appeler à généraliser ce mécanisme et a réussi à convaincre la puissante place financière du Luxembourg.

La patronne du FMI, Christine Lagarde, s'est déclaré jeudi, "à titre personnel", favorable à la fin du secret bancaire.

"En 2009, on a fait une brèche dans le secret bancaire mais aujourd'hui, avec la force politique du G20, c'est le barrage qui est en train de céder", estime Pascal Saint-Amans.

Le processus s'annonce toutefois ardu. Un échange automatique au niveau international requiert des trésors de logistique et un patient travail de définition des données dont l'OCDE a été chargé.

Mais ce n'est pas le seul obstacle.

"La lenteur c'est un peu le problème de ce que tout le G20 décide. Et il se pourrait que certains pays se mettent à traîner des pieds", prévient Eric Lecompte.

Pendant les négociations à Washington, la Chine a déjà fait de la "résistance" et ralenti les discussions, a indiqué à l'AFP une source proche du dossier.

Selon d'autres associations, c'est la portée même de cette annonce qu'il faut relativiser. Privés des moyens logistiques adéquats, les pays pauvres n'ont pas les moyens de passer à l'échange automatique et pourraient rester sur le bord du chemin.

"C'est un pas important pas mais il doit être étendu aux pays en développement victimes d'une fuite des capitaux qu'ils ne sont pas en mesure de taxer", estime James Henry, de l'organisation Tax Justice Network.

Alors que la mort du secret bancaire a déjà été maintes fois annoncée, M. Henry assure qu'il "reste encore beaucoup à faire" et s'en remet à une citation de Winston Churchill pour résumer son diagnostic: "Ce n'est pas la fin ni même le commencement de la fin mais cela pourrait être la fin du commencement". AFP 20.04

[Haut de page ↗](#)

Le 23 avril 2013

CAUSERIE

J'ai encore dû bâcler une partie de cette causerie pour pouvoir la mettre en ligne avant 17h ici, après je dois absolument m'occuper de mes affaires et c'est comme cela tous les jours ou presque.

Suite de la causerie d'hier

Une objection à la théorie que j'ai exposée hier. Elle ne vient pas d'un lecteur, j'en ai d'autres en magasin, je n'ai tout simplement pas le temps de toutes les traiter en même temps

Ce sont eux qui ont permis à la démographie mondiale et aux forces productives de se développer.

S'agissant de la démographie mondiale ils n'ont pas vraiment eu le choix, et il est vrai que c'est un sérieux obstacle à la réalisation de leur projet, mais je n'ai jamais affirmé qu'ils pourraient le mener à son terme.

Quant aux forces productives on pourrait dire la même chose, à ceci près que leur développement était nécessaire pour parvenir à un niveau de maîtrise scientifique ou technologique compatible avec la gestion des ressources de la planète pour garantir leur survie à long terme notamment.

De plus, maîtres des multinationales et leurs centres de recherches, leurs laboratoires, ceux des universités qu'ils financent et contrôlent également, il leur est donc possible d'agir aussi sur la démographie mondiale, l'état de santé de la population, sa durée de vie, etc. cela peut paraître machiavélique et cela l'est en réalité, on pourrait dire qu'ils détiennent déjà en grande partie le sort à venir de l'humanité dans le creux de leurs mains, je vous renvoie pour le vérifier au pouvoir acquis par des firmes des secteurs pharmaceutique, agroalimentaire, de la chimie, etc. au développement mondial des OGM, à l'emploi colossal dans l'agriculture des engrais chimiques, pesticides, herbicides, dans l'alimentation des animaux consommés d'antibiotiques, d'hormones et autres agents accélérant leur croissance, dans l'alimentation, des colorants, adjuvants, conservateurs, de toutes sortes de matières toxiques employés dans la fabrication des vêtements, literies et autres objets que nous employons tous les jours, sans oublier les vaccins et de très nombreux médicaments dont les effets secondaires sont dévastateurs, etc. etc. etc.

Il y en a qui affirme que la durée de vie de la population devrait croître encore, je serais prêt à parier le contraire, ce qu'on a déjà pu observer en Russie depuis 1991, aujourd'hui en Grèce, demain en Espagne, et ce n'est qu'un début. Ce qu'on ne nous dit pas non plus, c'est que deux personnes sur trois qui parvient à un âge très avancé, disons au-delà de 70 ou 75 ans, se trouve déjà dans un état de délabrement physique et parfois mental épouvantable et de dépendance quasi permanente.

On poursuivra une autre fois.

Parole d'internaute.

- *"C'est après la carrière politique que les dividendes arrivent, pas pendant. Idem pour les hauts fonctionnaires, l'argent arrive après le pantouflage. Les drogués font des carrières politiques longues pour le pouvoir, pas pour les pépettes. Si on limite le nb de mandats, chacun préparera une reconversion juteuse dès le premier jour de la première élection."*

Vous avez vu juste :

- Une conférence à 100.000 dollars ? - LePoint.fr

Nicolas Sarkozy va participer à une conférence pour la banque d'affaires Goldman Sachs. Selon Mediapart, il sera grassement rétribué pour cette prestation. LePoint.fr 22.04

ACTUALITE EN TITRES

[Inutile, l'ultra libéralisme ou le néolibéralisme : c'est déjà l'extrême droite !](#)

- Copé dit qu'il "n'acceptera aucune collusion avec l'extrême droite" - AFP

[A UE et à dia](#)

- La politique d'austérité a atteint ses limites, selon Barroso - Reuters

- Bruxelles promet que l'exception culturelle ne sera pas négociée avec les Etats-Unis - AFP

- Chypre: le président accuse l'UE d'avoir utilisé son pays comme cobaye - AFP

[Craquements](#)

- Reprise encore lointaine pour la Grèce, l'Espagne et le Portugal - Reuters

- L'Espagne s'attend à une récession deux à trois fois plus forte que prévu en 2013 - L'Expansion.com

[Suppressions d'emplois à venir](#)

- Sans reprise en Europe, Michelin devra restructurer - Reuters

- GDF Suez dément préparer un plan social - LePoint.fr

[L'UE est bien synonyme de pauvreté et de régression sociale, ils le disent eux-mêmes.](#)

- Allemagne: une hausse des salaires pénaliserait la zone euro, selon Weidmann - AFP

Rappel d'une info d'hier :

- Allemagne: hausse de 10% des rémunérations des présidents de conseils de surveillance - AFP

Les présidents des conseils de surveillances d'entreprises cotées à l'indice vedette DAX de la Bourse de Francfort ont enregistré une hausse de 10% de leur rémunération en 2012, selon le quotidien économique Handelsblatt à paraître lundi. AFP 21.04

[Manipulation des masses et propagande impérialiste à l'échelle mondiale](#)

Voilà qui mérite qu'on en parle

- De Mohamed Merah à Boston, le terrorisme islamiste de "seconde génération" - Atlantico.fr

Voilà de quoi il est inutile de parler

- Etats-Unis : cinq morts dans une fusillade près de Seattle - Liberation.fr

- Six morts dans une fusillade en Russie - Liberation.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[En famille. Au grand complet s'il vous plaît. Union nationale néo coloniale ou impérialiste.](#)

Les députés français ont voté lundi, sans surprise, en faveur du prolongement de la mission d'intervention militaire au Mali où l'armée tricolore a amorcé un retrait de ses quelque 4.000 hommes.

Sa prolongation a été approuvée par 342 voix contre zéro au Palais-Bourbon. L'UMP a voté pour, avec des réserves. Le groupe du Front de gauche, qui avait voté l'envoi de troupes françaises au Mali, a décidé cette fois-ci de s'abstenir. Reuters 22.04

Alors, on les liquide oui ou non les institutions réactionnaires de la Ve République ?

Il y en a qui s'insurgent contre le "*tous pourris*", on est d'accord sur la forme, mais sur le fond, ne vient-on une nouvelle fois d'avoir la démonstration que tous les partis présents à l'Assemblée nationale sont pourris jusqu'à la moelle, franchement qui pourrait encore soutenir le contraire ?

Je vais vous dire un truc, on les connaît comme notre poche, ceux qui s'encanaillent avec cette pourriture le justifieront en ajoutant que ce n'est pas vraiment un problème, parce que la majorité des travailleurs soutient cette intervention militaire, autrement dit, ils verseront dans la démagogie en s'appuyant sur les illusions des travailleurs au lieu de s'en tenir à une position de classe conforme à leurs intérêts et de les combattre.

Après cela on s'étonnera que le prolétariat et le mouvement ouvrier soient réactionnaires ou que leur niveau de conscience politique ne progresse pas, normal, ils font tout pour qu'il en soit ainsi.

[En famille \(elle s'agrandit de jour en jour!\). Faites tomber les masques.](#)

Il a été ministre sous Chirac, il peut l'être sous Hollande, il aura loupé Sarkozy !

- Jean-Luc Mélenchon a déclaré lundi que son objectif était de devenir le Premier ministre de la France.

"*Bien sûr, c'est le but*", a déclaré le co-président du Parti de gauche sur Europe 1.

"*François Hollande avait une chance de faire quelque chose de bien, il l'a ratée. Il peut se rattraper (...) Il peut me nommer*

Premier ministre. Je n'ai pas peur", a-t-il ajouté avant de préciser qu'il n'avait pas été contacté dans la perspective d'un éventuel remaniement. Reuters 22.04

Les nouveaux curés ou l'école le berceau de l'idéologie de l'esclave.

- Morale laïque: "*L'enseignant doit faire de chaque enfant l'honnête homme de demain*" - L'Express.fr

Quand la société sujette à une décomposition accélérée s'inscrit dans une perspective de régression sociale sans fin que traduisent les inégalités et les injustices qui explosent, il est quasiment impossible d'inculquer des valeurs ou des principes humanistes à des enfants, dès lors qu'on est dans l'impossibilité de les faire profiter des acquis matériels et sociaux de la civilisation humaine.

Ces inégalités et ces injustices étant le produit des rapports existant entre les classes, plus ils se tendent, plus ils sont omniprésents dans chacun des rapports mettant en présence des individus, hommes, femmes et enfants de différentes conditions ou classes, catégories sociales, finissant par pourrir tous les rapports dans la société, au sein d'une même famille, entre collègues de travail, voisins de palier, et bien sûr à l'école. Un enfant tend naturellement à reproduire ou copier les rapports qui existent autour de lui, dans la société, dans lesquels il est aussi un des acteurs, au sein de sa famille.

Si ses parents sont non seulement individualistes et sont prêts à empiéter sur les droits des autres pour satisfaire leurs besoins, à leur manquer de respect, ils seront mal placés ensuite pour inculquer à leurs enfants des règles ou des principes qu'ils ne respectent pas eux-mêmes et que pour cette raison leurs enfants auront tendance à reproduire. Ils n'auront aucune autorité sur eux ou petit à petit elle s'affaiblira jusqu'au moment où ils n'auront plus aucune emprise sur eux.

Ces parents, et donc leurs enfants, seront d'autant plus individualistes dans une société qui s'est employée depuis une trentaine d'années à liquider les acquis sociaux ou les repères à caractère collectif qui incarnaient ces règles ou principes humanistes.

Ce sont donc ceux qui ont contribué au niveau de l'Etat à créer cette situation, à influencer ces rapports dans cette direction-là, tous les partis politiques qui se sont succédés au pouvoir, qui en portent la responsabilité, et non les travailleurs ou les enseignants.

L'enseignant n'a aucun moyen d'agir sur ces rapports, sauf à engager le combat politique pour liquider le capitalisme dont la crise est à l'origine de la décomposition de tous les rapports sociaux dans la société.

En Inde où je vis depuis près de 20 ans, les enfants ne reçoivent aucune éducation, leurs parents ne leur enseignent rien. Si un enfant vole, il sera réprimandé, il se fera taper dessus par son père ou sa mère, voilà comment il va acquérir au fil du temps ces règles ou principes de respect d'autrui. Il constatera qu'autour de lui peu les respectent bien qu'ils soient passés par la même expérience que lui, du coup il sera porté à les enfreindre encore et encore quand l'occasion se présentera, surtout lorsqu'il sera devenu adulte et qu'il n'aura plus à craindre les coups de son père, pour aboutir à une société où tous les rapports sont archi pourris.

C'est ainsi que j'ai dû rompre mes relations avec tous mes beaux-frères (devenus adultes) à l'exception d'un seul, ainsi que le reste de la famille de mon épouse, ce qui fait beaucoup de monde vous l'aurez deviné. Et j'ai dû procéder de la sorte avec toutes les personnes avec lesquelles j'avais eu un jour ou l'autre des rapports qui avaient forcément dégénérés. Dans certains cas j'avais pris cette décision pour un autre motif qui finalement avait le même contenu.

Par exemple, dernièrement une personne qu'à une autre époque je voyais régulièrement et à laquelle j'avais rendu quelques services, sa situation matérielle s'étant améliorée elle m'avait oublié, redonna signe de vie deux ans plus tard en me demandant de passer chez elle, ce charmant garçon attend toujours et il risque d'attendre longtemps. J'allais oublier de préciser qu'au téléphone il m'avait raconté qu'il s'était foutu dans un fichu pétrin en empruntant sur 20 ans pour acheter un appartement à Chennai (ex-Madras) et qu'une fois réglé son crédit chaque mois il lui restait tout juste de quoi vivre, je serais prêt à parier qu'il voulait me taper du fric, une relation désintéressée quoi, c'est le seul genre de rapports qui existent en Inde.

Je vous en avais déjà parlé à plusieurs reprises dans des causeries, mais je n'étais pas certain que vous ayez vraiment saisi à quel niveau se situait le problème, je profite de cette occasion pour le préciser.

Ils veulent former les zombies de demain qui devraient se satisfaire du mode de vie médiocre qu'ils leur préparent. L'homme "*honnête*" de demain devrait avant tout être humble et soumis, comme ils disent entre ministres "*fermer sa gueule*" et s'estimer heureux, sans avenir ou perspective... On y reviendra.

A jouer avec le feu, on finit par se brûler les mains.

La politique d'austérité en Europe a atteint ses limites, a déclaré lundi le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

"*Tout en pensant que cette politique est fondamentalement juste, je pense qu'elle a atteint ses limites*", a-t-il dit lors d'une conférence.

"*Pour réussir, une politique ne doit pas seulement être bien conçue. Elle doit bénéficier aussi d'un minimum de soutien politique et social*", a-t-il ajouté.

Les politiques d'austérité à l'oeuvre notamment en Europe et les efforts d'assainissement budgétaire sont accusées désormais de plomber la croissance.

Le nouveau secrétaire américain au Trésor, Jack Lew, et la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, ont tous deux plaidé récemment pour une modération des mesures d'austérité dans certains pays d'Europe afin de ne pas aggraver la crise économique.

"*Ils prêchent des convertis*", a assuré jeudi dans une interview à Reuters le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn. Reuters 22.04

Ils doivent regretter que les gouvernements en place ne parviennent pas à faire entendre raison à la petite-bourgeoisie, à la classe moyenne et aux couches moyennes qui s'accrochent à leur mode de vie privilégié par rapport au prolétariat, qui ne veulent consentir aucun sacrifice...

Attention, ils ne sont pas contre la politique d'austérité qu'ils ont imposée aux travailleurs dans tous les pays de l'UE, ils dénoncent uniquement ses conséquences sociales et politiques qui déstabilisent plusieurs Etats et les obligent à freiner leur offensive généralisée contre la classe ouvrière, offensive qu'ils vont poursuivre, cela va de soi.

Cette politique a eu un autre effet dévastateur, elle s'est traduite par la perte de confiance de pans entiers de la société dans la capacité du système en place.

C'est ainsi que ceux qui avaient encore les moyens de consommer se sont mis à douter, à craindre d'avoir mangé leur pain blanc et que l'avenir leur réserve de mauvaises surprises, du coup ils ont annulé ou reporté certains achats ou investissements préférant épargner en attendant des jours meilleurs, plombant un peu plus ce qu'ils appellent la croissance.

Au passage on peut se poser une question : si ceux qui ont encore les moyens de réaliser des investissements ou de consommer sans se soucier du lendemain ont levé le pied, qui donc investit en Bourse si ce n'est pas eux ? Certains prétendent que ce sont les banquiers eux-mêmes ou des institutions financières qui leur sont liées... A suivre.

[La CIA se dote d'un nouveau centre de renseignement.](#)

Facebook aurait l'intention d'ouvrir un nouveau datacenter dans l'état de l'Iowa, selon un journal local, rapporte Venture Beat. D'une surface de 130.000 m², il devrait coûter 1,5 milliard de dollars et faire partie des plus grands datacenters mondiaux.

Le réseau social dispose de serveurs dans l'Oregon et en Suède. Pour la construction de celui-ci, il pourrait chercher à obtenir des subventions liées à l'utilisation de l'énergie éolienne pour générer une partie de l'énergie nécessaire au site. L'Expansion.com 22.04

[Qui paie le renflouement des banques, devinez ? La réponse.](#)

Le déficit public de l'Espagne a été nettement supérieur aux prévisions en 2012, montrent les chiffres publiés lundi par Eurostat, qui confirment par ailleurs que la France n'a pas tenu son objectif de réduction du déficit.

Le déficit espagnol ressort à 10,6% du produit intérieur brut (PIB) alors que la Commission européenne prévoyait un chiffre de 10,2% et que le gouvernement de Mariano Rajoy avait annoncé un chiffre de 7%.

L'écart entre ce dernier chiffre et celui publié lundi s'explique par le fait que les statistiques établies par les services de la Commission européenne prennent en compte l'impact des recapitalisations bancaires et d'autres mesures de soutien au secteur financier.

La France, elle, affiche un déficit de 4,8% du PIB pour 2012, un chiffre conforme à celui annoncé fin mars par l'Insee.

Le gouvernement français, qui visait initialement 4,5% de déficit, avait annoncé auparavant que cet objectif ne serait pas tenu si Eurostat décidait d'y intégrer le dernier plan d'aide à la banque Dexia, ce qu'il a fait. Reuters 22.04

C'est chouette quand même d'être banquier : un, l'Etat les renfloue avec l'argent public, du contribuable, ce sont les travailleurs qui casquent ; deux, la dette de l'Etat augmente donc les intérêts versés aux marchés aussi, versés par qui, pardi, par les mêmes, les contribuables, les travailleurs qui ainsi casquent deux fois.

Vous avez remarqué, c'est devenu une sale manie chez eux de nous faire casquer deux fois, pour des cacahuètes ou du vent, soins et médicaments, retraites, chômage, etc. vous cotisez et au moment où vous avez besoin de ce service, soit on vous réclame encore du fric, soit on vous dit que vous n'y avez pas le droit.

Le système capitaliste est devenu mafieux et ceux qui nous gouvernent nous rackettent littéralement, il serait peut-être temps de s'en débarrasser, non ?

INFOS EN BREF

SOCIAL

Allemagne

Le personnel de la compagnie aérienne Lufthansa a entamé lundi un mouvement de grève pour faire pression sur la direction dans le cadre de négociations salariales tendues.

La grève, qui touche les aéroports de Francfort, le troisième d'Europe, Munich et Hambourg, a entraîné l'annulation de près de 1.700 vols.

La compagnie aérienne, qui a mis sur la table une hausse de 1,2% à partir d'octobre 2013, suivie d'une augmentation de 0,5% par an, redoute que ce débrayage ne lui coûte des dizaines de millions d'euros.

L'organisation syndicale Verdi, qui représente 33.000 membres du personnel de l'entreprise, a qualifié de "*scandaleuse*" l'offre de hausse de salaire faite par la direction.

Elle réclame une hausse de 5,2% pour le personnel navigant et les personnels au sol ainsi qu'un engagement de la compagnie de sauvegarder l'emploi. Reuters 22.04

[Haut de page ↗](#)

Le 24 avril 2013

CAUSERIE

Détendons-nous un instant.

Mélenchon, c'est le printemps, tralala itou la saison des bourgeons est arrivée, Mélenchon, tralala itou les bouffons sont de sortie, youpi, farces et attrapes nigauds, youp là houp, pétards mouillés et autres attractions coloniales, c'est par là tralala itou...

A Rome aussi le carnavale est sur le point de se terminer, les masques tombent et ce n'est pas pour nous déplaire. Y voir plus clair, voilà ce que les masses ont absolument besoin. Certes, ils ont plus d'un masque à leur panoplie d'illusionniste, vous aurez remarqué qu'ils tiennent de moins en moins longtemps, on les aura à l'usure, on va s'y employer.

" Mon bon ami, toute théorie est grise, mais vert et florissant est l'arbre de la vie "

(Goethe, dans Faust, Méphistophélès provoque les doutes les plus noirs chez l'étudiant Wagner.)

Scléroser. Définition du Grand Robert : Se figer, ne plus évoluer. Dessécher (se), figer, immobiliser (s'). Encroûter (s'). Qui ne peut plus évoluer, qui n'évolue pas; qui n'est plus adapté aux exigences du temps.

Traduction pratique par le Groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire dans l'éditorial du n°50 de sa publication « *Combattre pour le socialisme* » datée du 10 avril 2013 (groupe à ne pas confondre avec le CCI-T :

"il faut imposer au PS, au PCF, aux dirigeants des organisations syndicales qu'ils rompent leur collaboration et leur soutien politique à ce gouvernement."

Je ne commenterai cet article, puisqu'ils ont décidé de ne pas le mettre en lecture libre sur Internet, on comprend pourquoi, des esprits mal avisés pourraient avoir l'idée d'en faire la critique.

Sans rire, en dessous du titre de leur publication, ils ont reproduit la formule de Lénine *"On ne peut pas aller de l'avant si l'on n'a pas d'aller au socialisme"*, eux ils craignent la critique, il est vrai qu'avec une telle ligne politique on ne risque pas d'aller bien loin, on comprend.

Pourquoi le PS et le PCF devraient-ils *"rompre leur collaboration et leur soutien politique à ce gouvernement"*, puisqu'ils prônent la même politique, puisque le gouvernement ne fait qu'appliquer le programme du PS? Idem pour les dirigeants des syndicats, qui parce qu'ils soutiennent et soutiendront jusqu'au bout le régime ne rompront jamais avec. La preuve, en participant au *"dialogue social"*, tous, signataires et non signataires de l'accord scélérateur du 11 janvier 2013, ont démontré que quelqu'en soit le contenu, ils y participeront, le cautionneront, le légitimeront.

Le seul enseignement qu'il aurait fallu en tirer n'était pas que les dirigeants pourris des appareils devraient rompre avec le gouvernement et le patronat, mais que parce qu'ils avaient fait la démonstration qu'ils en étaient incapables, il fallait en s'appuyant sur cette expérience engager le combat dans les syndicats dans la perspective, la nécessité de rompre avec le capitalisme que le gouvernement, le patronat et les appareils incarnent, ce n'est pas du tout la même chose, ainsi on respectait, on précisait aux militants et aux travailleurs la place et le rôle de chacun occupe, je dirais même que les deux lignes politiques sont opposées, incompatibles, elles définissent et poursuivent des objectifs différents et antinomiques.

La première consiste à cultiver des illusions dans le PS et le PCF, les appareils vendus des syndicats, le gouvernement, le régime, la seconde ne laisse place à aucune illusion, il n'y a pas d'autre alternative possible que s'organiser et engager le combat dans la perspective de la chute du capitalisme et le renversement du régime en place.

Il faut de l'audace et du courage pour soutenir la ligne politique révolutionnaire que nous proposons, il faut situer son combat politique dans la perspective du socialisme.

Le marxisme est une théorie. Cette théorie reposait sur au moins six facteurs, rapports et conclusions : le développement des forces productives et de la lutte des classes qui sont inséparables, les contradictions du capitalisme qui conduisent à son effondrement, les rapports sociaux de production qui constituent les fondements du capitalisme, basés sur l'inégalité entre la classe qui possède les moyens de production et celle qui ne possède que sa force de travail pour survivre, on pourrait ajouter que c'est par le biais de l'exploitation et de l'oppression de la classe des producteurs, du vol légal d'une partie de sa force de travail que la classe des capitalistes s'enrichit, enfin, le développement du capitalisme conduit à sa propre décomposition, putréfaction, à la barbarie ou au socialisme, à la libération des forces productives, à l'émancipation du règne de la nécessité.

Ces rapports n'ayant pas changé depuis le milieu du XIXe siècle, cette théorie demeure valable. Par contre les rapports à l'intérieur des classes ont subi de profondes transformations, ce qui nécessite d'en tenir compte pour définir notre tactique et notre stratégie, cette partie de la théorie devant forcément évoluer et s'adapter à ces transformations et non l'inverse. D'ailleurs je me demande même s'il est correcte de parler ici de théorie tant elle est appelée à connaître des modifications.

Théoriser ces rapports comme s'ils étaient figés, c'est le propre d'esprits sclérosés ou en panne d'imagination, alors que la réalité nous fournit quotidiennement les matériaux et les expériences nécessaires à l'élaboration de notre ligne politique, dont nous devons tirer aussi (ou surtout) des enseignements.

Nous aurons l'occasion d'y revenir sur le terrain pratique, par exemple lorsqu'il s'agira de se poser la question de savoir quelle attitude adoptée lors des élections municipales, nous verrons sans doute que nous serons amenés à modifier notre tactique, ce n'est pas certain, c'est possible, probable, tout va dépendre de l'évolution d'un certain nombre de facteurs dans les mois à venir, il se peut que nous soutenions un parti ou un mouvement, ni le Front de Gauche et ni le M'PEP, concernant les élections européennes la question est plus simple et réglée, nous avons pris position pour le boycott.

Nous ne confondons pas président de la République, député, sénateur, maire et député d'une institution supranationale européenne, de la même manière que nous évitons de faire un amalgame entre les dirigeants et les militants des syndicats et des partis, sauf dans certains cas s'agissant des partis, notamment le PS dont il est impossible d'ignorer qu'il s'agit d'un parti bourgeois ou capitaliste, idem pour ses satellites.

[Les maîtres du monde peuvent tout se permettre ou presque.](#)

La presse sud-coréenne a peu goûté la décontraction de Bill Gates, qui rencontrait lundi, à Séoul, la présidente Park Geun-Hye.

Veste ouverte, une main dans la poche, Bill Gates l'a joué décontracté. Les Sud-Coréens y ont vu une attitude particulièrement "*irrespectueuse*" dans un pays régi par d'impérieux codes de bienséance.

La photo du "*scandale*" s'étale ce mardi en Une de tous les quotidiens nationaux. L'Expansion.com 23.04

Est-il exagéré de les appeler les maîtres du monde ?

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils ont parfaitement conscience du gigantesque pouvoir qu'ils ont acquis et que tous les gouvernants du vieux monde sont à leurs pieds, et que celui ou celle qui s'aviserait de les affronter pourrait terminer comme Saddam Hussein ou Mouammar Kadhafi, Patrice Lumumba, Mohammad Mossadegh ou encore Abraham Lincoln, John Fitzgerald Kennedy, Salvador Allende...

Mise en garde aux jeunes.

Fumer l'hortensia : le joint à la mode allemande - Le Nouvel Observateur

Contourner l'interdiction du cannabis en fumant des joints d'hortensias... C'est l'option adoptée par de plus en plus de jeunes Allemands, comme le révèle le journal "*Die Welt*" outre-Rhin.

Les autorités de Bavière font le même constat à chaque printemps : les hortensias des jardins publics sont saccagés. Les feuilles et les pétales de l'arbuste sont arrachés pour être séchés puis consommés sous forme de joints. La plante de bruyère provoquerait des effets hallucinogènes et euphorisants proche de celui de la THC contenue dans le chanvre.

Problème : l'expérience peut se révéler dangereuse, voire mortelle. "*Il est strictement déconseillé de fumer les parties aériennes séchées de cette plante*", explique Kurt Hostettmann, professeur de pharmacologie à Lausanne et à Genève qui s'exprime sur le site du journal suisse "*Le Matin*". "*Ses effets secondaires sont très néfastes pour la santé : troubles gastro-intestinaux, problèmes respiratoires, accélération du rythme cardiaque, étourdissements*".

Plus inquiétant encore, fumées en grande quantité, les substances contenues dans l'hortensia "*se transforment en acide cyanhydrique, plus connu sous le nom de Zyklon B, qu'utilisaient les nazis dans les chambres à gaz*", poursuit Kurt Hostettmann, ajoutant qu'elles peuvent entraîner "*une mort rapide par étouffement*". Le Nouvel Observateur 23.04

Si en politique vous n'êtes pas obligé d'emboîter le pas des opportunistes ou des démagogues professionnels, dans la vie quotidienne il est conseillé de faire preuve d'autant si ce n'est plus de discernement et de volonté pour ne pas tomber dans les nombreux pièges que leur société vous tend.

Fumer un stick ou un pétard léger de cannabis permet pendant quelques heures de faire abstraction des emmerdements de la quotidienne qui nous pourrissent la vie ou d'oublier l'absence de perspective dans leur société, de passer une bonne soirée et de se marrer un coup entre potes et copines, cela détend et permet de passer une bonne nuit ensuite, au-delà pas touche, danger, pas de poudre, pas de drogues de synthèse, c'est de la merde. Et si on n'a rien à fumer vaut mieux encore boire un coup, pas trop, pas à s'en rendre malade, juste pour être un peu gai, moins triste.

Je fume très modérément depuis 38 ans et je n'en suis pas mort, parce que j'ai su déjouer ces pièges. J'ai tout essayé quand j'étais jeune, pour voir, juste pour étudier l'effet des différentes drogues, à la façon d'un psychanalyste, je conseillerais à personne d'imiter cette expérience. J'ai beaucoup de potes qui y ont laissé leur peau. Depuis décembre je ne fume plus et je ne m'en porte pas plus mal, il m'est arrivé souvent d'arrêter pendant de longues périodes. Je me servais du cannabis comme stimulant intellectuel quand j'étais plus jeune, et aussi pour son effet euphorisant, devenu vieux il me sert dorénavant davantage de somnifère, cela va vous faire marrer mais c'est la vérité, depuis décembre je dors moins bien, je pense trop si je ne suis pas cassé je continue de penser pendant des heures et des heures, une vodka et un stick ridicule me suffisent à passer une bonne nuit. Et puis je clope deux fois moins quand je fume un stick, donc j'y trouve mon compte, surtout en regardant une vidéo de hard rock, dans ma tête j'ai toujours 20 ans, c'est le reste qui commence à avoir du mal à suivre.

Vous avouerez que je ne pose pas vraiment en donneur de leçons ici comme en politique d'ailleurs, je vous fais partager mes expériences et mes réflexions, ensuite chacun en fait ce qu'il en veut. Etre jeune hier, ce n'était pas franchement drôle quand on était issu du milieu ouvrier pauvre, depuis c'est encore pire, certains estimeront peut-être que les jeunes d'aujourd'hui bénéficient de davantage de liberté qu'autrefois, en réalité elle est virtuelle ou très superficielle en l'absence de toute perspective politique dans un monde dominé par l'idéologie néolibérale.

ACTUALITE EN TITRES

[Les discours...](#)

- En Europe, l'austérité perd de sa rigueur - Liberation.fr

Face à la crise qui dure, de plus en plus de voix s'élèvent pour remettre en cause le rythme trop rapide des politiques d'assainissement budgétaire. Liberation.fr

Ils n'y renonceront pas évidemment.

... et la réalité

- Espagne: nouvelles coupes budgétaires "*probables*" mais moindres qu'en 2012 - AFP

- Le gouvernement portugais veut baisser l'impôt sur les sociétés - Reuters

[Lobbying. L'UE ou le porte-parole des chevaliers de la Table ronde des industriels \(ERC\).](#)

- L'UE classe une enquête pour cartel sur l'eau en France - Reuters

- Les litiges reçus par le Médiateur de l'eau en nette hausse - L'Expansion.com -

Côté jardin

- Les Bourses européennes terminent en forte hausse - Reuters

Côté cour

- Chômeurs: Le record de 1997 pourrait tomber ce jeudi - 20minutes.fr

- Les embauches en CDI chutent de 6% au premier trimestre 2013 - L'Expansion.com

- HSBC supprime 1.149 emplois pour réduire ses coûts - Reuters

- BASF annonce 500 nouvelles suppressions d'emplois - Reuters

- Le patron de Spanghero annonce 160 suppressions d'emplois - 20minutes.fr

[Appel à la délation. Tout un département mis à l'index.](#)

- Maltraitance en Seine-Saint-Denis: "*Les enfants ont longtemps couvert leur père*" - L'Express.fr

Les chemise brunes sont de retour...

J'ai été un enfant battu, mon père passait ses nerfs sur moi en rentrant du boulot, même pendant les vacances mais moins régulièrement. Mes parents ont menacé de me placer dans un internat, plus tard ils ont brandi la menace de l'hôpital psychiatrique, et à 20 ans pile, ils ont profité que j'étais parti au service militaire (qui n'a duré que 12 jours, j'ai réussi à me faire réformer) pour donner ma chambre à ma soeur, au retour ils m'ont fait comprendre que je devais dégager, c'est ce que j'ai fait six mois plus tard pour me retrouver dans la misère la plus totale jusqu'à rester sans manger pendant trois jours.

Je n'ai jamais dénoncé les mauvais traitements que mes parents m'ont infligés et que je ne portais pas vraiment dans mon coeur. 20 ans plus tard mon père m'a dit ne rien regretter et que si c'était à refaire il recommencerait à me taper dessus, à mon retour d'Inde la première fois j'ai atterri chez eux malgré moi, cela a tenu huit jours, on a failli se battre mais mon père était déjà affaibli, le soir même sur les coups de 20h ils m'ont foutu dehors, j'avais juste osé lui tenir tête en défendant la jeunesse victime du sida, pour mon père, c'était mérité !

Je vous raconte des tranches de vie, comme cela personne ne pourra dire que je suis un foutu privilégié ou que je l'ai été un jour.

[Intellectuels. Quand la fainéantise rend réactionnaire.](#)

- Parents cancrés et enfants tyrans : ce sujet de fond qu'aucune morale laïque ne permettra de traiter - Atlantico.fr

C'est forcément la faute des parents et des enfants, pas celle de la société décadente et décomposée à laquelle ces intellectuels collaborent et soutiennent.

Tartufferie

- Florange : la CGT et FO veulent porter plainte contre Mittal - L'Expansion.com

Les bienfaits de la croissance et de la concurrence.

- Philippines: malgré la croissance, la très grande pauvreté ne recule pas - AFP

- Optique : la concurrence s'accroît, les marges aussi - LeMonde.fr

Ils détiennent un nouveau record.

- Nombre record de détenus en avril dans les prisons françaises - LeMonde.fr

La voie tchéchène et kurde pour neutraliser la Russie et attaquer l'Iran

- Washington tergiverse face aux armes chimiques d'Assad - LeFigaro.fr

- Soupçons israéliens sur les armes chimiques en Syrie - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Le PCF la cinquième roue du carrosse du régime.

En effet, «*c'est un fait politique*» que le PCF n'hésite pas à s'encanailler avec un parti (bourgeois) qui participe au gouvernement social-libéral-impérialiste, ouvertement contre-révolutionnaire, qui se déclare hostile à un "*coup de balai*" pour en finir avec la Ve République.

Ils étaient faits pour s'entendre après que P. Laurent eut déclaré le 5 avril dernier qu'il y était également hostile, en précisant que la tenue d'une Assemblée constituante ne nécessiterait même pas de dissoudre l'Assemblée nationale.

Mais pourquoi le PCF peut-il se droitiser ainsi ? Mais justement parce que simultanément il ferme les portes à toute issue politique à la crise du capitalisme, dès lors que ce qu'il considère comme un risque est écarté, ses dirigeants peuvent pour ainsi dire tout se permettre et afficher ouvertement qu'ils soutiennent le régime, et la boucle est bouclée.

- Pour la première fois depuis le retour de la gauche au pouvoir, écologistes et communistes se sont vus en tête à tête. Hier, durant près de deux heures au siège du PCF, place du Colonel-Fabien, une délégation d'Europe Ecologie-les Verts (EE-LV) menée par son secrétaire national, Pascal Durand a échangé avec le chef des communistes, Pierre Laurent et ses camarades.

Des «*échanges sur le fond*», rapporte-t-on dans l'entourage de Durand. Le numéro 1 d'EE-LV a accordé un «*oui de principe*» à une participation de sa formation aux «*assises pour une refondation sociale et démocratique*», organisées par le Parti communiste le 16 juin à Paris. «*C'est un fait politique*, se félicite Olivier Dartigolles, porte-parole communiste. *C'est un élargissement de ceux qui veulent se retrouver et réfléchir.*»

En revanche, Pascal Durand a réaffirmé qu'Europe Ecologie-les Verts ne participerait pas à la «*marche pour la VIe République*» du Front de gauche, le 5 mai. «*Malgré les efforts faits par Pierre Laurent pour réorienter les mots d'ordre, on ne peut pas valider un registre de langage comme celui du "coup de balai"*», assure un proche de Durand. Liberation.fr 23.04

Nous appelons les militants et les travailleurs à participer à cette journée de mobilisation sur le thème : faisons table rase du passé, finissons-en avec la totalité des institutions de la Ve République, avec le régime en place, place au socialisme, à la République sociale débarrassée du capitalisme, de l'UE, de l'euro et de l'ONU !

Ce n'est pas vraiment le programme du Front de gauche, de leur VIe République, disons que ce serait un vrai "*coup de balai*", à la Lénine !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

Le gouvernement portugais prévoit de réduire "*nettement*" les taux de l'impôt sur les bénéfices des entreprises, a déclaré mardi le ministre de l'Economie, Alvaro Santo Pereira.

Il a également promis que la banque publique CGD débloquerait un milliard d'euros de financements supplémentaires cette année et 2,5 milliards l'an prochain. Par la suite, le gouvernement entend créer une véritable banque de développement dont le financement des PME exportatrices sera l'une des missions premières, a-t-il dit.

"*Nous voulons plus d'investissement et le principal instrument pour y arriver, c'est la réforme de l'impôt sur les sociétés que nous entendons mettre en oeuvre par le biais d'une baisse importante des taux d'imposition, pour rendre l'investissement plus attractif*", a dit Alvaro Santos Pereira.

Le taux de l'impôt sur les sociétés au Portugal est actuellement de 24%.

"*Même si elle est importante, la baisse de l'impôt devra être progressive car nous n'avons pas les moyens d'appliquer une baisse très rapide*", a précisé le ministre de l'Economie.

Il avait auparavant dit souhaiter ramener le taux de l'impôt sur les sociétés à 10% environ pour les entreprises engageant des investissements productifs.

Une telle baisse ferait de l'IS portugais l'un des plus bas d'Europe. Mais elle devrait être au préalable approuvée par Bruxelles, or le sujet est sensible, l'Union s'efforçant d'éviter le "*dumping fiscal*" entre ses pays membres.

Le plan du gouvernement portugais, a expliqué Alvaro Santos Pereira, devrait permettre de porter la part des exportations dans le produit intérieur brut (PIB) à 50% d'ici 202, contre environ 40% cette année.

En dépit la crise, les exportations portugaises ont augmenté ces deux dernières années, ce qui en fait l'un des rares soutiens à l'activité économique.

La croissance potentielle annuelle du PIB devrait atteindre 2% en 2020 contre 0,7% en moyenne sur la période 2000-2010. Cette année, le PIB devrait reculer de 2,3% après une chute de 3,2% l'an dernier. Reuters 23.04

Au moins cet article a le mérite de dire clairement en quoi consiste vraiment ce qu'ils entendent par "*croissance*" : la diminution du coût du travail couplée à la diminution de l'impôt sur les sociétés qui leur permet d'être plus compétitives sur le marché mondial, au détriment évidemment de celles où les salaires et l'imposition sur les bénéfices sont plus élevés, ce qui permet d'augmenter la plus-value sans forcément augmenter le taux de profit, du moment qu'ils empochent des profits peu importe le reste, chaque chose en son temps.

2- Grèce

Anniversaire de la junte en Grèce : "Si vous connaissiez l'histoire, jamais vous ne la laisseriez se répéter"

Suite à la publication, le jour de l'anniversaire du coup d'Etat du 21 avril 1967, d'un sondage stipulant que 30% des interrogés regretteraient la dictature, beaucoup d'internautes ont pris l'initiative de raconter les injustices commises sous le régime dictatorial et préviennent du danger des amalgames dans cette période de crise.

Dans la nuit du 21 Avril 1967 , les chars des putschistes occupent les quatre cibles principales du centre d'Athènes : le Palais Royal, l'Assemblée, la Radio et la Centrale téléphonique. Le Roi, qui officiellement n'était pas au courant, promulgue un décret diffusé à l'aube à la radio, installant l'État de siège, suspendant les garanties constitutionnelles et créant des tribunaux spéciaux.

Le coup d'État par la Junte militaire réussira et se prolongera pendant les sept années suivantes.

À l'occasion de l'anniversaire du début de la dictature, le quotidien Elefthérotypia a publié une enquête téléphonique réalisée par l'Institut Métron Analysis avec comme question : « *Est ce que les choses étaient mieux sous la dictature ?* ». Les résultats du sondage sont plutôt inquiétants : 30% des personnes interrogées jugeraient que la situation était meilleure sous la dictature. Les nostalgiques seraient répartis sur l'échiquier politique grec avec cependant des pourcentages plus faibles à gauche et au centre. Ainsi 71% des électeurs de SY.RI.Z.A auraient répondu de façon négative à la question alors que les résultats pour les partisans de la majorité Nea Demokratia sont plus mitigés puisque 46% regretteraient le régime dictatorial.

Les résultats de l'enquête nous apprennent aussi que 59% des interrogés seraient d'avis que la sécurité était meilleure sous la dictature et 24% estimerait que le pays avait une meilleure image à l'international.

Cependant, suite à la publication de cette analyse, des réactions négatives se sont faites entendre. Ainsi des voix remettant en cause la fiabilité et la validité de cette recherche se sont élevées. En effet la question peut être jugée trompeuse et cela revient au débat sur l'honnêteté des sondages d'opinion ou dans la plupart des cas (et notamment dans celui ci) le sondé n'a le choix qu'entre deux réponses : oui ou non, face à une question formulée de façon simpliste et nuancée.

Au-delà des doutes sur la méthodologie utilisée, beaucoup soulèvent également le fait que ce genre de sondage risque d'aider à la progression de l'extrême droite. Il est vrai que la crise économique, la montée en puissance du parti néonazi Aube Dorée et les critiques contre un régime corrompu ont fait de l'anniversaire de la dictature une actualité brûlante. Il est vrai aussi que l'on peut voir dans cette enquête le résultat d'une colère qui est certes inévitable mais qui est toutefois mélangée à de l'ignorance - notamment le mythe croissant qu'il n'y avait pas de corruption sous la dictature - et de l'opportunisme.

En effet, il est dangereux, surtout dans les périodes de crise, d'aller chercher de l'espoir dans les moments les plus sombres de l'histoire. À cet égard, il faut également souligner l'initiative de beaucoup d'internautes qui ont mis en place sur les réseaux sociaux Twitter et Facebook la plate-forme « *écouter une histoire* » pour relater et surtout rappeler ce que certains ont vécu sous la dictature. Beaucoup ont partagé cette devise: « Si vous connaissiez l'histoire, jamais vous ne la laisseriez se répéter ».

Ainsi, il était possible de lire ces types de messages : "*Je me suis rendu deux fois en Grèce durant la junte. Ce n'était certainement pas mieux. Aucune des personnes que j'avais rencontrée n'aimait vivre dans un état policier*". Certains disent "*sous la dictature, nous avions la sécurité*". Ouais, c'est ça. Sauf si vous vous opposiez à eux, "*Mon parrain a passé 5 ans en prison à cause de la junte. Demande lui comment c'était la torture*." ou "*Mes parents ont dû quitter la Grèce avec seulement leurs vêtements sur le dos à cause de la junte*".

L'objectif officiel de la junte, dont on ne sait pas trop si elle a été imposée par des forces extérieures dans un contexte de Guerre froide, était de « *garantir la paix sociale dans le pays* ». La dictature, c'était d'abord la liquidation complète de toute la vie politique habituelle, l'interdiction de quelque trois cents groupements et associations, le pouvoir que le nouveau régime s'est arrogé de prendre n'importe quelle décision en tout domaine, qu'il s'agisse de l'arrestation d'un indésirable ou de la suspension d'un fonctionnaire, d'un règlement sur les transports publics ou d'une révision de la Constitution. Cette « *sécurité* » que certains regrettent signifiait l'exil, l'emprisonnement, la persécution, la disparition de la carte des vues opposées. D'ailleurs pour le seul tribunal militaire d'Athènes, on estime à environ deux cents le nombre de personnes condamnées pour délits contre l'État pour la simple période Avril-Novembre 1967.

A cela s'ajoute une presse contrôlée et censurée : en effet l'Article 14 de la Constitution grecque qui protégeait la liberté de penser et la liberté de presse a été immédiatement supprimée. Finalement pour citer l'un des militaires instigateurs du coup d'État, Stylianos Pattakos : « *La petite peur est nécessaire. Elle fait du bien aux gens* ». Il est également intéressant de rappeler que le dernier des colonels de la junte militaire, Nikolaos Dertilis, mort en janvier 2013, était condamné à prison à vie pour ses actes commis et surtout pour avoir assassiné un étudiant lors de la répression sanglante d'un soulèvement à l'Institut polytechnique d'Athènes en 1967 et bien que la loi lui permettait de demander la grâce et de se repentir, il ne l'a jamais fait.

Durant la campagne électorale, le chef du parti néonazi Aube dorée Nikos Michaloliakos vantait la dictature militaire du pays, dans un discours à Aspropyrgos, près d'Athènes, le 7 Juin 2012. OkeaNews 23.04

Je leur ai écrit pour leur dire que c'était ce qui leur pendait au nez s'ils n'orientaient pas leur combat contre les institutions, l'armée et la police qui fricotent avec l'extrême droite en fait partie, en vain, ils n'ont finalement tiré aucune leçon du passé, ils comptent sur Syriza pour s'en sortir, ce qui précipitera le retour de la dictature...

France

1- Précarité généralisée.

Les déclarations d'embauche en contrat à durée indéterminée (CDI) au premier trimestre 2013 ont chuté de 6% par rapport au trimestre précédent et de 12,7% sur un an, selon des données publiées mercredi par l'Acoss, la caisse nationale des Urssaf.

Le recul est davantage marqué dans les entreprises de 20 salariés ou plus (-4,7% sur le trimestre, -9,4% sur un an), plus modéré dans les très petites entreprises (-1,4% et -4,2%).

Les embauches de plus d'un mois diminuent sur un an dans la quasi-totalité des régions (sauf Guadeloupe, Guyane et Corse).

Sur un an, le repli concerne pour le cinquième trimestre consécutif tous les grands secteurs d'activité: -9,9% dans l'industrie, -7,5% dans le BTP et -7% dans le tertiaire.

En revanche, les embauches en contrats à durée déterminée (CDD) de moins d'un mois progressent légèrement (+0,9% sur le trimestre, +6,9% sur un an).

Au total, 5,3 millions d'embauches (hors intérim) ont été déclarées auprès des Urssaf au cours du premier trimestre, dont 13,5% en CDI, 18% en CDD supérieurs à 1 mois et 68,5% en CDD de moins d'1 mois. AFP 23.04

Le CDD de moins d'1 mois, c'est le travailleur exploitable et jetable, non ? Voilà la nouvelle norme du travail en régime capitaliste. Gageons que Sapin y voie un "*progrès social*".

2- La pauvreté gagne du terrain.

Le niveau de vie des Français a stagné ou baissé en 2010, mais cette tendance masque une réalité contrastée: les plus modestes ont été particulièrement touchés par la crise, alors que les 5% les plus riches ont tiré leur épingle du jeu, souligne une étude de l'Insee.

Mais si presque tous les Français sont concernés par cette baisse, elle est plus sensible dans le bas que dans le haut de l'échelle de revenus, précise l'Insee. Ainsi, la diminution oscille entre 1,3 et 1,6% pour les 30% les plus pauvres, mais est limitée à 0,3% pour les 10% les plus riches.

Seules les catégories les plus aisées ont échappé à la stagnation ou à la baisse de leur niveau de vie. Ainsi, le niveau de vie des 5% les mieux lotis est reparti à hausse en 2010 (+1,3%) après avoir quasiment stagné en 2009 (+0,2%). Et les revenus des 1% des personnes les plus aisées ont augmenté plus fortement encore.

Conséquence de cet écart, la plupart des indicateurs d'inégalité ont progressé en 2010, ainsi que le taux de pauvreté monétaire, qui a atteint 14,1% de la population (en hausse de 0,6 point par rapport à 2009), rappelle l'Insee. Cela signifie qu'en un an, environ 440.000 personnes supplémentaires sont tombées sous le seuil de pauvreté.

La hausse a particulièrement touché les familles, avec 2,7 millions d'enfants pauvres et un taux de pauvreté des moins de 18 ans de 19,6% en 2010.

"Depuis le début de la crise, en 2008, le niveau de vie a augmenté pour les Français situés dans la moitié supérieure de l'échelle des revenus alors qu'il a diminué pour les autres", a résumé Jérôme Accardo, chef du département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages, en conférence de presse.

Avec un taux de pauvreté de 10,4% en 2009 (dernier chiffre disponible), les personnes âgées restent en moyenne moins touchées par la pauvreté que les personnes d'âge actif, souligne aussi l'Insee. Mais la pauvreté des seniors reste concentrée et s'est même accrue chez les femmes de plus de 75 ans, souvent veuves et qui, sur les générations concernées, ont peu travaillé et donc moins cotisé pour leur retraite. AFP 23.04

Les pauvres n'intéressent que les curés des différentes religions et autres associations spécialisées dans la vente de miracles ou mirages à consommer sur place, car après il est trop tard ou il n'en reste plus rien.

[Haut de page ↗](#)

Le 25 avril 2013

CAUSERIE

Aujourd'hui il y a plus d'articles de presse en ligne, cela dépend de l'actualité sur Internet.

Un masque, cela se recycle.

Décadence et régression. "**mariage pour tous**" ce sera oui, "**amnistie sociale**", ce sera non.

Je proposerai comme buste de Marianne pour réparer une injustice qui a duré depuis trop longtemps celui de Delanoë, sérieusement, pourquoi pas, il faut assumer jusqu'au bout maintenant.

Il est dit qu'au XXI^e siècle l'émancipation de l'exploitation demeurera la dernière forme d'oppression dont finalement toute les bonnes consciences féministes, homophiles, écologistes, ouvriéristes et tiers-mondistes, humanistes de salon s'accrochent.

Pour la première fois dans l'histoire de la civilisation humaine, le premier acte par lequel l'homme devient producteur (Engels) a été piétiné au profit de son statut d'esclave des marchés financiers qui dictent dorénavant son mode de vie, de vulgaire consommateur de marchandises, de biens et services au rang duquel sa nature figure et a été abaissée. Procréation in vitro et mère porteuse. Ils avaient déjà poussé la monstruosité jusqu'à déposséder la mère de l'enfant qu'elle allait mettre au monde au profit d'une autre femme. Ainsi les travailleurs se retrouveront spoliés non seulement du produit de leur travail mais aussi de leur progéniture, ils auront tout perdu, jusqu'au fruit de leur semence mâle et femelle. Au vol de leur force de travail vient s'ajouter maintenant le kidnapping institutionnel, légal de leur enfant dans le cadre d'une opération tarifée ou qui fait très souvent l'objet d'un marchandage commercial.

L'adoption du mariage homosexuel a été initié par sept monarchies dégénérées en Europe, du coup on se demande comment des formations politiques dites de gauche ou d'extrême gauche, révolutionnaires, marxistes ou trotskistes ont-elles pu soutenir un tel projet porté par un gouvernement social-libéral-réactionnaire, alors que les monarchies sont réputées pour leur puritanisme maladif, leur pudibonderie archaïque, leur libertinage étant le pendant pour le reste de la société de leur morale liberticide.

Quant à l'alliance de la droite officielle et de l'extrême droite contre ce projet, il est le produit des contradictions qui assaillent les rangs des représentants du capitalisme que les tenants du néolibéralisme de l'autre côté de l'Atlantique peinent à gagner à leur projet de nouvel ordre mondial basé sur la destruction de la famille, des valeurs et principes que les religions ou les philosophies avaient adoptés jusqu'à présent et que le capitalisme avait récupéré pour conforter sa domination de classe au cours de son ascension.

Ce n'est certainement pas un hasard non plus si ces sept pays font aussi partie de ceux qui ont poussé le plus loin le dialogue social, le corporatisme, frayer à une autre époque avec le fascisme ou on mis en oeuvre les politiques d'austérité les plus violentes en Europe, à l'exception de la Grèce. J'ai omis jusqu'à présent le Portugal qui depuis le moyen-âge jusqu'à la chute de la dictature de Salazar n'a fait qu'imiter ou subir l'influence de son voisin monarchiste espagnol.

Les moeurs débridés de l'aristocratie et de la bourgeoisie sont devenus tendance, ils font la une des tabloïds à scandales, people, jet-set, branché, camé, voilà le modèle, l'idéal, baignant dans la luxure, excentrique, gavé des plaisirs de la vie à en vomir, extraverti, perverse, dépravé, rongé par la cupidité, la vanité, la haine, froid, calculateur, cynique, superficiel, insignifiant, médiocre, leur opinion a plus de valeur que la vôtre, on ne vous la demande pas d'ailleurs ou on la piétine.

À l'autre bout de la chaîne on trouve leur pendant misérabiliste, populiste, communautariste, ouvriériste, tiers-mondiste, droit de l'homme collaboracionniste, trade-unioniste, fataliste, impuissant, finalement ils se côtoient, se chevauchent mais parviennent à se multiplier, la science a fait des progrès, ils leur tiennent la chandelle en priant qu'elle ne s'éteigne pas, ils risqueraient de se perdre. Ils en sont fiers, leur amour-propre en dépend, il y ont mis tout leur talent et le revendique, c'est le nouvel engagement militant au nom du progrès social, de l'humanisme, du socialisme, du communisme, du trotskisme, qu'il nous soit permis de ne pas leur ressembler.

Un monde merveilleux, effrayant en vérité.

Parole d'internaute

1- "D'après l'INSEE 1 franc 1972 = 0,89935 euros 2010. Donc le smic à 1000 francs de 1972 équivaut à un peu plus de 900 euros maintenant et pas 1800 euros. Le pouvoir d'achat des Français n'a pas baissé dans les années 80 et 90 mais la création de nouvelles dépenses (télécom, internet, électronique, ...) et l'obsession de la pierre des Français ont augmentés les dépenses contraintes. Pendant longtemps l'état français a emprunté pour soutenir artificiellement le pouvoir d'achat, maintenant il ne peut plus et pour certains Français le réveil est dur..."

Pour les capitalistes aussi, ils ont de quoi s'inquiéter, car les travailleurs n'entendent pas se passer des nouveaux besoins qui ont été créés au cours des dernières décennies ou voir leur niveau de vie baisser...

2- *"Regarder le document de la DGCCRF "Evolution des dépenses contraintes et de " la relation client " sectorielle" datant de décembre 2011. La part des dépenses contraintes dans la consommation totale est passée de 15.1% en 1959 à 33.1% en 2010. La part uniquement lié au logement est passé de moins de 10% en 1959 à plus de 20% en 2010."*

Le commentaire précédent est valable aussi ici.

3- *"Le tout est de savoir si cette étude tiens compte de la défiscalisations des heures supplémentaires qui a touché plusieurs millions de personnes dans les salaires médians. Il faut aussi pendre en compte, le fait que les entreprises ont beaucoup restructuré et qu'elles ont augmenté de façon importante les objectifs individuels et donc certaines parties variables, avec des contreparties non négligeables, en terme d'investissement personnel. Travailler 50H/semaine au lieu de 35, a sans doute permis à certains de gagner plus, mais à quel prix ?*

Cette façon de procéder permet aux entreprises, d'augmenter leur profits, sans augmenter pour autant leur masse salariale, au grand bonheur des actionnaires. Comme quoi il n'est nul besoin d'augmenter vraiment la productivité, dans une période où il est difficile d'écouler les stocks, il suffit de jouer sur la motivation des employés à ne pas se faire licencier, pour non atteinte des objectifs. La carotte certes, mais ils n'oublent pas pour autant le bâton. Ce sont sans doute des critères qui ont échappé à l'analyse finale de cette étude. Mais ce sont ces finesses qui font précisément toute la différence et qui peuvent aussi, autant que celles décrites, expliquer les écarts. Bienvenue dans le privé."

4- *"Tous les constructeurs automobiles de petite et moyenne gammes voient leur production chuter (y compris les japonais), mais Jaguar a augmenté ses ventes de 22% !!! C'est une preuve que les plus riches deviennent encore plus riches, alors que 95% à 97% de la population se serre de plus en plus la ceinture."*

Depuis l'accord scélérat du 11 janvier 2013, ils appellent cela une ceinture de sécurité !

5- *"Le PIB représente 2000 milliards d'euros annuel ! Le budget global des dépenses de l'État est de 390 milliards d'euros annuel ! Soit 20,00 % du PIB et pas 56.9 % ! La France est déjà en sous-effectif en fonctionnaires pour assurer correctement les services publics à proportion de la population ! Vos commentaires sont incohérents ! Baisser les pensions et les allocations ferait encore plus de pauvres gens ! Il faut relancer l'économie en injectant massivement de l'argent pour investir dans la recherche, lancer des grands chantiers écologiques! lancer un vaste programme de rénovation des logements."*

Alors vous allez me dire qu'il faut de l'argent pour faire tout cela ! mais de l'argent il y en a en masse ! celui qui a été volé à l'état depuis 30 ans et qui est planqué dans les paradis fiscaux ! Les sommes sont tellement considérables que si l'État avait cet argent dans ses caisses la sécu serait à l'équilibre ! Les caisses de retraite seraient pleines à craquer ! Les investissements pour l'industrie seraient au top ! Les BTP auraient des carnets de commandes à perte de vue ! L'État est le 1er investisseur dans le pays il n'est pas responsable comme vous le dite ! ce sont les sommes gigantesque des évadés dans les paradis fiscaux qui sont les responsables de ce désastre Vous faites une mauvaise analyse des situations et désigné l'état comme responsable alors que son budget primaire est à l'équilibre depuis 30 ans !"

ACTUALITE EN TITRES

Charrettes

- IBM envisage la suppression de plus de 1.200 postes en France - AFP

Le géant américain de l'informatique IBM envisage de supprimer "plus de 1.200 postes" sur les 9.700 que compte le groupe en France, a-t-on appris mercredi de sources syndicales, à l'issue d'un comité central d'entreprise.

Une de mes soeurs travaille chez IBM...

- Le Printemps reconverti en centre commercial de luxe, 226 emplois menacés - AFP

Inutile, dans votre milieu c'est déjà fait !

- Et maintenant, légalisons la polygamie! - Slate.fr

[Enfin des bonnes nouvelles.](#)

- Bankia annonce un bénéfice trimestriel après une perte record - Reuters

Ils ont nationalisé Bankia histoire de faire payer ses dettes aux contribuables, et une fois redevenue rentable grâce à l'argent public, ils la privatiseront à nouveau.

- Ford augmente son bénéfice de 15% malgré de nouvelles pertes en Europe - AFP

[Question stupide.](#)

- Plaidoyer pour l'union nationale - LePoint.fr

L'union nationale est-elle une idée stupide ? Quand un pays se trouve, comme le nôtre aujourd'hui, devant un mur de problèmes à résoudre, elle apparaît logique. Mais, comme chacun sait, logique n'est pas nécessairement français. LePoint.fr 24.04

Mettre tous ses oeufs dans le même panier présente des risques, tout dépend du contexte. On notera que l'union nationale de droite ou sa version de gauche, le Front populaire, se termine toujours par le retour en force du parti de l'ordre ou pire, la mise en place d'une dictature militaire.

[Que cela ne tienne, la réaction se sent pousser des ailes](#)

La véritable nature du capitalisme s'expose.

- La crise appauvrit les plus pauvres, quand les plus riches s'enrichissent - Liberation.fr

La faute à qui : mais aux travailleurs les mieux lotis pardi...

- Les salaires en France sont-ils trop élevés? - L'Expansion.com

Acceptez donc des sacrifices, chantage à l'emploi.

- Les salaires n'ont pas fléchi en France avec la crise, un risque pour l'emploi - AFP

- Les ventes de PSA chutent encore, la flexibilité s'impose - Reuters

Sans parler de cette armée de fainéants...

- Chômage: une indemnisation allongée ralentit le retour à l'emploi - AFP

- Le surcoût des intermittents - LePoint.fr

Pendant que la précarité se généralise...

- Recul des embauches de plus d'un mois en mars et au 1er trimestre - Reuters

Les négriers sont à pied d'oeuvre

- Sur fond de crise, le Sénat braque les projecteurs sur l'immigration utile - AFP -

En Espagne ils ne sont pas en reste.

- Retraite : l'Espagne envisage de repousser l'âge de départ au-delà de 67 ans - LeParisien.fr

[Le gouvernement du Medef, suite.](#)

- Transition énergétique: Le Medef veut ouvrir le débat sur le gaz de schiste - 20minutes.fr

La culture des illusions gravée dans la pierre.

- Florange: une stèle en mémoire de la "*trahison*" de Hollande - AFP
- «*Viens boire l'apéro à l'Élysée*»: Hollande a-t-il trahi sa promesse? - Slate.fr
- Le gouvernement est contre l'amnistie sociale - L'Expansion.com

Pour trahir un principe ou une idée, il faut auparavant avoir prouvé qu'on l'avait adoptée, qu'on en était digne, que la crédibilité d'un tel engagement ne reposait pas sur des paroles sans lendemain mais bien sur des actes. Or, il se trouve que Hollande et le PS se sont employés à prouver qu'ils en étaient totalement incapables, socialiste version réformiste bourgeois en parole en période électorale, antisocial, impérialiste et réactionnaire en acte une fois aux commandes de l'Etat ou chaque fois que les intérêts supérieurs de la classe des exploités le commandaient depuis 99 ans s'agissant du PS.

Une telle détermination sans faille, une telle constance à soutenir l'ordre établi aurait dû suffire à classer le PS dans le camp des ennemis du socialisme et des travailleurs pour ne jamais remettre leur destin entre les mains de ce parti réactionnaire.

- Amnistie sociale, loi sur l'emploi : le Front de gauche dénonce un "*changement de cap*" - LePoint.fr

Qu'est-ce que cela signifie, de quelle manière le Front de gauche soutient-il le régime en place et s'emploie-t-il à interdire aux travailleurs d'entrevoir la moindre issue politique à la crise du capitalisme ?

On pourrait ajouter à l'argumentation précédente, qu'il s'agit ici de faire croire aux travailleurs que le PS et ses satellites ne seraient pas foncièrement réactionnaires, et que pour cette raison ils seraient capables d'évoluer, de se réformer, c'est à la mode, même que le capitalisme, la finance, les banques en seraient capables, l'UE, la BCE et l'ONU aussi, finalement les partis politiques ne seraient plus les représentants d'une classe sociale en particulier, leur nature sociale aurait un fond idéologique à géométrie variable en fonction du cours de la lutte des classes, ce qui n'est totalement pas faux dans certaines limites, ce qui l'est en revanche c'est qu'ils pourraient rompre avec l'idéologie qui les structure, qui en est leur marque de fabrique en quelque sorte, lorsqu'ils ont adopté l'idéologie bourgeoise aucun retour en arrière n'est possible, pourquoi, parce que c'est le résultat d'un processus ou d'une adhésion consciente, c'est consciemment qu'ils abandonnent l'idéologie à laquelle ils avaient adhéré précédemment et qu'ils combattent désormais, ils vont se reconstruire sur ces cendres, or on ne renaît jamais de ses cendres.

Ces gens-là font feu d'absolument tout bois, ils se foutent totalement d'une expérience qui ne date pas plus loin qu'hier, pour eux c'est comme s'il ne s'était absolument rien passé, il faut l'entendre pour le croire tellement c'est incroyable, nous cela nous choque particulièrement parce que nous tirons une leçon de chaque expérience pour la suite de notre combat ou de notre vie tout simplement :

- "*Les formations de gauche doivent se rencontrer maintenant, il faut une rencontre entre la direction du PS et celle du PCF. Le parti socialiste doit nous dire dans quel chemin il veut s'engager maintenant*", a dit la présidente du groupe communiste du Sénat (CRC) Eliane Assassi. "*Ce que retiennent les gens c'est que ce gouvernement n'est pas celui pour lequel ils ont voté*", a-t-elle conclu. AFP 24.04

En famille, à gauche évidemment. Le PS étant tellement ouvertement à droite, que n'importe quel militant un tant soit peu honnête en déduira que pour être un allié de ce parti, il faut être soit de droite soi-même, je parle de leur parti, soit au minimum soutenir le régime, ce n'est pas possible autrement.

Rencontrer la direction du PS, rencontrer Hollande, mais c'est comme si on demandait à rencontrer le pape ou je ne sais pas, Barroso, Bush, Rockefeller, c'est de la démente pure.

Cela vous fera penser à la causerie d'hier.

Le "*chemin du PS*", il n'en connaît qu'un seul : celui de la réaction !

Vous n'êtes pas capable de développer une ligne politique indépendamment du PS, vous en avez besoin pour aller faire pipi, il faut absolument qu'il vous accompagne, même devenu un grand garçon ou une grande fille, la distinction est devenue inutile excusez-moi, vous ne pouvez pas vous en passer, c'est pire que la cocaïne des traders dites-nous ? Et vous voudriez qu'on vous suive, c'est une plaisanterie n'est-ce pas, vous n'êtes pas encore au courant que le carnaval est terminé, qu'on ne marchera plus jamais dans cette combine pourrie, gravez-vous cela dans la tête, cela s'adresse à tous ceux qui s'adressent aux dirigeants du PS ou à Hollande.

Commentaire d'un internaute à la suite d'un autre article mais qui est adapté à celui-ci :

- "La France est majoritairement à droite quoiqu'on en dise : l'arrivée de la gauche n'est due qu'au système électoral."

Les "gens", les couches (en général) qui ont voté PS en juin 2012 ont une conception tellement déformée ou si éloignée du socialisme, que ce serait commettre une falsification que les cataloguer à gauche, elles ont voté PS uniquement parce qu'elles estimaient que le PS serait plus à même de préserver leurs privilèges. Si demain elles estimaient que l'UMP ou l'UDI était le mieux placé pour remplir cette fonction, elles voteraient majoritairement pour ces partis.

La blague financière du jour

- Une charge de restructuration plombe le profit de Barclays - Reuters

Cela lui évite de distribuer des dividendes aux actionnaires et de payer moins ou pas d'impôt. Et si ce plan de restructuration correspond à des licenciements, cela revient à le faire supporter aux contribuables, à ceux notamment qui seront virés, elle n'est pas belle la vie à Wall Street !

Le visage mercantile et hideux du capitalisme.

- Madrid vend le nom de sa plus célèbre station de métro à Vodafone - L'Expansion.com

- Un homme en Inde vend son petit-fils sur Facebook - L'Expansion.com

Ces morts innocents qui passeront inaperçus de la propagande officielle.

- Irak: 128 morts en deux jours, des combattants prennent une ville - AFP

- Bangladesh: au moins 124 morts dans l'effondrement d'un immeuble - AFP

- Afghanistan: treize morts et des dizaines de blessés dans un séisme - AFP

- Cinq morts dans une fusillade dans l'Etat de l'Illinois - Reuters

Propagande. Ah bon, ce n'était qu'une rumeur, une cynique farce !

- Les USA n'ont pas conclu à l'usage d'armes chimiques par Damas - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Il n'y a que la vérité qui blesse !

- Tollé autour du "mur des cons" du Syndicat de la magistrature AFP -

- «Mur des cons» : malaise dans la classe politique LeFigaro.fr

Qu'ils soient de gauche, de droite ou du centre, l'ensemble des cadres politiques se disent choqués par le «mur des cons». Certains craignent de se voir ainsi désignés à la vindicte des magistrats et s'inquiètent pour l'indépendance de la justice. LeFigaro.fr 24.04

S'ils se sentent tous concernés, c'est qu'ils doivent vraiment l'être !

Il faut savoir que ce "mur des cons" se situe dans un local syndical et non dans le palais de justice à la vue du public.

- Christiane Taubira, interpellée à l'Assemblée (Atlantico a opportunément rappelé que la ministre avait ouvert le congrès du SM en novembre), a estimé que «les personnes qui se trouvent sur ce panneau sont fondées à déposer plainte». Pour Luc Chatel (épinglé parmi les «cons»), il s'agit «d'une remise en cause de l'impartialité de la justice». Mais ce mur se situe dans un local syndical, pas dans un palais de justice. Robert Ménard (estampillé «con»), ex-président de Reporters sans frontière, a annoncé

qu'il portera plainte pour injures. libération.fr 24.04

Dans le cas de Ménard, c'est encore un compliment ! Si tous les cons portent plainte en France, il va falloir créer des dizaines de milliers de tribunaux pour enregistrer leurs plaintes ! La ministre de l'injustice qui les soutient aura le droit de d'inscrire sur la liste.

Au lieu d'un mur, c'est un pyramide géante qu'il va falloir construire pour tous les inscrire, ceux qui n'y figureraient pas pourraient se sentir vexés !

Con. Définition du Grand Robert. Imbécile, idiot, se conduire d'une manière absurde.

Aux Etats-Unis, la juge Marianne B. Bowler qui a inculpé Djokhar Tsarnaev pour les attentats de Boston, le 22 avril 2013, a décrété que les cocottes-minute appartenaient au registre des armes de "*destruction massive*", selon le New York Times.

En France, employer la formule populaire d'imbécile ou d'idiot, con, fera-t-il l'objet de poursuite pour injure, alors qu'il n'est pas possible de porter plainte contre ces falsificateurs de la réalité, ces révisionnistes sans frontière ?

L'autre définition de con qu'il aurait été possible de se prévaloir à leur encontre ne pourra même plus les choquer : pubis de la femme puisque celle-ci a officiellement disparu hier, au même titre que l'homme, sans doute un connard.

[La réaction passe à l'offensive tout azimut contre la classe ouvrière.](#)

Qu'est-ce qui l'encourage à afficher ouvertement la couleur, sinon Hollande et son gouvernement qu'ils savent gagnés à leur cause.

La sécurisation du capitalisme a été adoptée.

L'Assemblée nationale a adopté mercredi soir l'ultime version du projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, vivement combattu par le Front de gauche mais soutenu par les centristes, qui ne sera soumis au Sénat que le 14 mai.

Le texte, sur lequel s'étaient mis d'accord mardi les représentants des députés et sénateurs réunis en Commission mixte paritaire (CMP), a été adopté par 141 voix pour, 16 contre et 44 abstentions. AFP 24.04

Il faut rétablir le travail forcé ou STO

Allonger la durée de l'Assurance chômage ralentit le retour à l'emploi sans améliorer la qualité de l'emploi retrouvé, affirme une étude de l'Institut des politiques publiques obtenue mercredi par l'AFP.

Cette enquête, la première menée en France selon l'Institut, évalue les effets tant potentiellement négatifs d'une allocation plus généreuse (dépréciation des compétences, baisse des efforts pour rechercher un emploi) que positifs (incitation à n'accepter que des emplois stables ou bien payés).

Confirmant des observations menées dans d'autres pays, cette étude apporte des arguments aux partisans du retour à une indemnisation dégressive, alors que les règles d'indemnisation des chômeurs doivent être renégociées par le patronat et les syndicats en septembre.

L'enquête conclut en effet à une diminution de 28% du taux de sortie du chômage lorsque la durée d'indemnisation est de 15 mois au lieu de 7 mois. Cet impact équivaut à deux mois et demi de plus de chômage. AFP 24.04

Leur idée est de réduire la durée d'indemnisation des chômeurs pour les forcer à accepter n'importe quel emploi... plus tôt, car ils y sont malgré tout souvent contraint par la force des choses, il faut bien survivre.

Je ne sais pas ce que vous en penser, mais j'ai comme l'impression que ce serait bien là l'origine de la "*croissance*" sur laquelle ils tablent dans l'avenir.

Il faut baisser les salaires trop élevés responsables du chômage

Les salaires nets ont progressé beaucoup plus en France que chez ses voisins depuis le début de la crise en 2008, l'écart croissant avec la productivité risquant de dégrader encore la situation de l'emploi, selon une étude rendue publique mercredi.

Depuis 2008, le salaire réel net moyen - c'est à dire tenant compte de l'inflation -, "*continue de croître à un rythme annuel de 0,8% dans le secteur privé*", notent les auteurs de l'étude du Conseil d'analyse économique (CAE).

La France se distingue de ses principaux partenaires européens: les salaires réels ont ralenti en effet aux Pays-Bas et diminué en Italie, Espagne et Royaume-Uni. L'Allemagne a vu ses salaires se redresser, mais après une forte baisse avant la crise.

Le décalage avec la productivité, qui a eu tendance à stagner, "*laisse craindre une dégradation supplémentaire de la situation de l'emploi*", écrivent Philippe Askenazy, Antoine Bozio et Cécilia Garcia-Penalosa.

Selon les auteurs, cet état de fait s'explique en partie parce que "*les entreprises préfèrent réduire l'emploi que les salaires*" pour "*préserver la motivation des travailleurs et le climat social*" et par l'"*effet d'entraînement*" des minima de salaires fixés par accords de branche.

Pour retrouver une cohérence entre salaires et productivité, les économistes conseillent au ministère du Travail, qui use régulièrement de son pouvoir pour étendre ces accords à l'ensemble des entreprises de la branche, y compris celles non affiliées aux organisations patronales signataires des accords, d'être "*plus sélectif*".

Les dérogations aux minima de branche doivent également être encouragées pour les entreprises en difficulté, soutiennent-ils.

Ainsi, les accords de flexibilité, facilités par la loi sur la sécurisation de l'emploi qui doit être votée définitivement le 14 mai, devraient aller "*jusqu'au bout*", a expliqué M. Askenazy devant la presse. Ces accords négociés aménageant temps de travail et rémunération devraient pouvoir "*déroger aux minima de branches*" en cas de baisse temporaire des salaires, estime-t-il. AFP 24.04

Il faut réduire les arrêts maladie qui ruinent l'économie.

L'évolution "*préoccupante*" depuis 2000 des dépenses liées aux arrêts maladie nécessite une amélioration des contrôles et une meilleure prise en compte de la santé au travail, souligne un rapport parlementaire publié mercredi.

Les dépenses d'indemnités journalières au titre de la maladie ont connu une "*progression dynamique*", passant de 4,3 milliards d'euros en 2000 à 6,3 milliards d'euros en 2011, indique dans ce rapport la Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la Sécurité sociale (MECSS) de l'Assemblée nationale, qui note toutefois une diminution de ces dépenses en 2012.

Or "*s'agissant de la politique de contrôle menée par l'Assurance maladie, elle est perfectible*", car les contrôles "*s'avèrent peu sélectifs et ne jouent pas forcément leur rôle de dissuasion*", affirme la rapporteure Bérengère Poletti (UMP).

Elle suggère notamment d'étendre le champ des contrôles aux arrêts de moins de sept jours, alors que 90% de ces contrôles concernent des arrêts longs, de plus de 45 jours.

Les médecins gros prescripteurs d'arrêts pourraient être mieux ciblés et les contrôles généralisés dans la Fonction publique, selon elle.

Le rapport pointe par ailleurs "*le niveau trop élevé des dépenses liées aux accidents du travail et aux maladies professionnelles*".

Après une tendance à la baisse observée depuis 1970, les accidents ont été plus nombreux en 2011, par rapport à 2010 (+1,7%). Les maladies professionnelles prises en charge par la CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés) sont aussi en hausse sur ces deux années (+8,6%).

La Mecss préconise donc d'accentuer la prévention des risques professionnels et d'améliorer la sensibilisation aux maladies professionnelles. AFP 24.04

Pendant que les gangsters de la finance bénéficient de la clémence du régime.

La proposition de loi du Front de gauche visant à amnistier certains délits commis lors de mouvements sociaux, à laquelle le gouvernement est opposée, a été rejetée de facto mercredi en commission des Lois à l'Assemblée.

Tous les articles de cette proposition de loi, qui avait été adoptée de justesse au Sénat fin février, ont été rejetés l'un après l'autre.

Michèle Tabarot, secrétaire générale de l'UMP, a vu mercredi "*une victoire nette*" pour le pays et un signe de "*la gouvernance erratique*" de François Hollande dans le refus gouvernemental de la proposition de loi d'amnistie sociale.

Le débat viendra le 16 mai dans l'hémicycle, avec l'examen de cette proposition de loi lors d'une journée dite "*niche parlementaire*" réservée à des textes du FG, mais son issue ne fait guère de doute face à l'hostilité exprimée mercredi par le ministre des Relations avec le Parlement, Alain Vidalies, et par le chef de file des députés PS, Bruno Le Roux. AFP 24.04

Ils exultent à l'UMP et au Medef, on les comprend.

On retiendra également que M. Dolez était défavorable à l'amendement portant sur l'amnistie des " *faucheurs volontaires*" de champs d'OGM, M. Dolez qui fut un temps encensé par le PT.

Et Servier (Mediator), Mas (PEP) et ses complices, des escrocs professionnels, des assassins, quelque 1.800 morts, toujours en liberté ?

Les masques sont tombés, le carnaval est terminé, suite.

Le numéro deux du Parti démocrate (PD, gauche) Enrico Letta a été chargé mercredi de former un gouvernement alliant gauche et droite pour mettre fin à la crise politique dans laquelle l'Italie est empêtrée depuis deux mois.

Le chef du gouvernement sortant, Mario Monti, s'est "*réjouit*" de cette nomination, se disant certain que M. Letta "*réussira à consolider la crédibilité de l'Italie au niveau international, de même que le rôle*" de son pays dans la définition des "*choix stratégiques de l'Union européenne*".

M. Letta devra allier droite et gauche. Son parti s'y était farouchement opposé jusqu'ici, se refusant à un accord avec son ennemi juré, Silvio Berlusconi, et préférant rechercher un accord avec le mouvement de l'ex-comédien Beppe Grillo qui lui a claqué la porte au nez à plusieurs reprises.

Enrico Letta est le neveu de Gianni Letta, l'homme de confiance de Silvio Berlusconi, ce qui pourrait mettre de l'huile dans les rouages.

"*Un gouvernement de grande coalition est une pilule amère pour le PD*", a rappelé Stefano Folli, du quotidien économique Sole 24 ore. Mais le temps presse. "*Un conflit permanent est un luxe que l'Italie ne peut pas se permettre*", a analysé Massimo Franco, éditorialiste du Corriere della sera, premier quotidien de la péninsule.

Selon l'organisation patronale Confindustria, deux mois sans gouvernement fort ont coûté à l'Italie un point de PIB.

Le Peuple de la Liberté (PDL) de Silvio Berlusconi a fait savoir, de même que les centristes de Mario Monti, qu'il soutiendrait le futur gouvernement.

La Ligue du Nord, ex-alliée de Berlusconi, y sera hostile, tandis que le Mouvement 5 Etoiles (M5S) a promis une "*opposition constructive*".

Selon les experts de la banque Barclays, la nomination de M. Letta "*devrait être accueillie positivement par les marchés*". Mercredi en fin d'après-midi, la Bourse était en hausse de 0,4%.

Youpi !

Quelle crise politique !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Chypre

Le gouvernement chypriote a annoncé avoir approuvé mercredi le plan de sauvetage avalisé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international constitué d'un prêt de 10 milliards d'euros et d'une contribution de 13 milliards d'euros que Chypre doit trouver notamment par une mise en liquidation de la principale banque du pays.

"*Le gouvernement a approuvé l'accord de prêt et le Mémoire qui seront soumis au Parlement pour des discussions préliminaires au niveau des commissions*", a déclaré porte-parole du gouvernement Christos Stylianides devant les journalistes.

"*La ratification de l'accord de prêt est prévue après le 26 avril*", a-t-il ajouté.

Alors que cela n'était pas prévu au départ, le Parlement devra se prononcer sur la totalité du plan à la suite d'une décision du procureur général qui l'a jugé comparable à un traité international.

Les députés des partis communiste AKEL et socialiste EDEK ont protesté contre le prix cher que Chypre doit payer dans le cadre de ce plan, qui augmente la pression sur une économie en plein récession. AFP 24.04

2- Grèce

Quelques dizaines de manifestants s'étaient retrouvés pour manifester leur mécontentement via à vis de la censure de l'Etat, suite à la fermeture du site internet indépendant Indymedia Athènes et de la radio Radio98fm par le gouvernement la semaine dernière. Le slogan: *"Raise your voice, fight against State Censorship"* (*"Faites entendre votre voix, luttiez contre la censure de l'Etat"*). Les forces de l'ordre sont intervenues pour arrêter une trentaine de sympathisants au mouvement indépendant, selon des sources sur place. Deux touristes auraient également été arrêtés durant l'opération des forces de l'ordre.

Les forces spéciales de la police auraient demandé à une femme passant près de la manifestation en vélo d'ouvrir son sac et son ordinateur portable. La Police a également menacé plusieurs journalistes qui couvraient l'évènement, dont Marios Lolos, le président de l'union des photo-reporters en Grèce.

Contacté par Okeanews, Marios Lolos a indiqué qu'alors qu'il commençait à prendre des photos des événements, plusieurs officiers de Police sont venus lui demander ses papiers d'identité :

"Ils ne m'ont pas battu, mais m'ont menacé, disant que je n'avais pas le droit de prendre des photos de leurs visages. Je leur ai répondu que je prenais en photos la police dans le cadre de son action, ce qui est le droit du journaliste. Je ne les prend pas en photo quand ils sont un terrasse d'un café avec leur femme... Ils m'ont dit que si ils voyaient des photographies montrant leurs visages, j'aurai des problèmes. Ils me poursuivraient en justice. C'est une menace de leur part pour les prochaines manifestations, ils savent que je suis le président de l'association des photo-reporters. Nous ne sommes plus en démocratie."

La Grèce a chuté de 14 places dans le classement RSF sur la liberté d'expression entre 2012 et 2013, le pays est désormais classé 84ème mondial, juste devant le Kosovo et après le Koweït, le Bhoutan, le Togo ou le Congo. Les événements d'aujourd'hui lancent un nouveau message à ceux qui souhaitent couvrir l'actualité dans le pays. Les cas de censures sont de plus en courant, sans oublier l'absence de réaction de la justice quand un journaliste apprend, enquête à l'appui, qu'un banquier a loué les services de tueurs à gage pour le liquider. Sans oublier les menaces de mort dont le journaliste d'Unfollow a fait l'objet en début d'année suite à une enquête sur la contrebande du pétrole en Grèce.

Une manifestation contre le fascisme est prévue ce soir à Athènes, tandis qu'une contre la censure doit se dérouler demain soir à partir de 18h place Monastiraki, toujours à Athènes.

La semaine dernière, les protestations contre l'interruption du site internet de Indymedia Athènes et du programme de la radio Entassi, suite à une intervention de l'Etat, se sont poursuivies. Lundi 15 avril, une mobilisation s'est déroulée dans l'Ecole Polytechnique, où était hébergé le serveur de Indymedia. Il est intéressant de noter que pendant la manifestation, la connexion internet de l'Ecole Polytechnique était étrangement coupée.

Des mobilisations ont aussi eu lieu dans d'autres villes au cours de la semaine dernière, tandis que jeudi, une émission sur la répression des médias de contre information avait été diffusée depuis le siège du syndicat des journalistes (ESSIEA). Okeanews 24.04

ECONOMIE

Afrique du Sud

La nouvelle classe moyenne et riche d'Afrique du Sud consomme avec frénésie, mais très largement à crédit. Et les médiocres perspectives de croissance font craindre aux économistes une crise de l'endettement qui toucherait gravement la partie économiquement la plus dynamique de la population.

Dans ce pays où les inégalités sont parmi les plus criantes au monde, on voit dans les quartiers huppés ou sur les autoroutes entre Durban, Johannesburg et le Cap une proportion étonnante de BMW, Mercedes, et même de Porsche ou de Ferrari.

Les centres commerciaux sont bondés sept jours sur sept, et les statistiques appuient ces constats: la consommation des ménages

n'a cessé de croître sans interruption trimestre après trimestre depuis la récession de 2009.

Certes, la crise mondiale s'est ressentie dans les ventes du commerce de détail, mais ce secteur a tout de même progressé de 3,8% en 2012.

Tout irait pour le mieux donc si les statistiques de l'endettement ne mettaient pas en lumière une situation désormais dangereuse. Le ratio moyen dette/revenu disponible des Sud-Africains s'élève à 76%, selon John Loos, économiste à la First national Bank. Et l'autorité nationale du crédit note que les demandes d'emprunt ont augmenté de 12% entre septembre et décembre 2012.

Celia Mondy, une infirmière de 40 ans, fait partie de ceux qui empruntent juste pour joindre les deux bouts: "*Mes économies ont fondu. Je n'ai plus d'autre choix que d'emprunter pour subvenir à mes besoins de base*", témoigne cette mère célibataire de deux enfants. "*La quasi-totalité de ma paye passe dans le remboursement de mes achats en carte de crédit, de mes emprunts, et dans l'assurance.*"

Les difficultés de Mme Mondy sont de celles qui inquiètent les économistes, parce qu'elle est justement représentative de la nouvelle classe moyenne noire, qui est devenu le moteur de la croissance sud-africaine depuis la fin du régime ségrégationniste d'apartheid en 1994.

Mais le système s'essouffle désormais. L'essentiel des emprunteurs ne trouvent plus que des crédits très onéreux, les défauts de remboursement sont en nette augmentation: un cinquième des crédits contractés ne sont plus remboursés au bout de trois mois.

De plus, les coûts de l'énergie, du carburant ou des produits alimentaires ont explosé depuis quelques mois, même si l'inflation sud-africaine reste contenue à 5,9%. Mais les économistes prédisent que la limite des 6%, l'objectif affiché par la banque centrale, sera dépassée au troisième trimestre 2013.

L'électricité notamment, très bon marché pendant des années, a vu son prix doubler depuis quatre ans, et une hausse de 8% par an est déjà programmée sur les cinq prochaines années.

Depuis août 2012 et la crise dans les mines, le rand s'est en outre affaibli face aux monnaies de référence, renchérissant d'autant le prix des produits d'importation.

Selon John Loos, la hausse des taux d'intérêt --le taux de base est actuellement de 5%-- va inévitablement obliger les Sud-Africains à réduire leur consommation. "*La façon la plus efficace de limiter l'endettement des ménages est d'augmenter les taux d'intérêt*", dit cet économiste dans un récent rapport.

Mais avec une croissance du PIB de 2,8% seulement, loin derrière un bon nombre de nations émergentes, et un taux de chômage officiel à 25%, la marge de manoeuvre pour resserrer le crédit est quasi-inexistante. AFP 24.04

[Haut de page ↗](#)

Le 26 avril 2013

CAUSERIE

Pyramide et non piramide, le mur des cons est si escarpé qu'on en perd son latin avant d'en atteindre le sommet !

J'ai ajouté 17 nouveaux articles de sources diverses.

Enfin, on se permet un moment de détente après des mois et des mois d'un laborieux travail. Il faut se les procurer sinon on va devenir dingue, il est interdit de déprimer camarades, on doit se tenir les coudes, admettons une légère entorse à nos principes de rigueur, mais c'est pour la bonne cause.

On ne s'accorde aucun répit et aucune illusion, aucune concession et aucun compromis surtout, alors notre combat est forcément plus difficile, on doit affronter une ribambelle d'opportunistes en plus de l'ennemi que nous combattons, il faut avoir les reins solides, des nerfs d'acier, un moral insubmersible, disons le crûment puisque c'est la vérité, on se prend la réalité en pleine gueule, on y fait face. Parfois on n'a pas les moyens de comprendre la situation du premier coup, il faut s'y reprendre à plusieurs reprises, peu importe, l'essentiel est d'aller de l'avant, parfois de reculer pour mieux avancer ensuite, notre détermination est notre force, l'essentiel c'est de ne pas lâcher le fil qui nous relie à notre objectif, c'est lui qui nous indique la direction, qui nous guide.

[Mélénchon : enfin la vérité...malgré lui](#)

- Front de Gauche : "*C'est le Parti socialiste qui divise la gauche*" - Le Nouvel Observateur

Oui, c'est un désaccord sur la nature et la fonction du PS, sa caractérisation politique, les rapports à ce parti, qui est en grande partie à l'origine de la gangrène qui a pourri et profondément divisé le mouvement ouvrier, au point qu'il ne dispose plus de direction ou n'a pas été capable de se doter d'une nouvelle direction, d'orientation politique en dehors d'un soutien permanent au régime, il est devenu incapable d'organiser et de mobiliser en masse les travailleurs et de leur proposer une issue politique à la crise du capitalisme, jusqu'à son avant-garde qui est devenue incapable de se déterminer indépendamment de ce parti de l'ordre.

Ce n'est évidemment pas ce qu'a voulu dire Mélenchon qui situe le PS et ses satellites à gauche, alors que nous les situons à droite, pour nous la gauche consiste dans le Front de gauche, le POI, le NPA et LO.

Ce qui divise la gauche, c'est son incapacité à rompre avec le PS, qui se caractérise au Front de gauche par son incapacité à rompre avec les institutions de la Ve République dont sa VIe République serait le clone à peine modifié à la marge, avec l'UE, la BCE, l'euro et l'ONU, bref, avec le capitalisme et ses institutions politiques nationales, européennes et internationales qu'incarne ou dont le PS est le représentant, le porte-parole.

Ce qui divise la gauche, c'est son incapacité à se situer exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, de rompre avec le régime en place et de se fixer comme issue politique de l'abattre. Ce qui manque à la gauche, c'est un programme et une orientation révolutionnaire.

De son côté, le POI par la voix de D. Gluckstein dans son dernier éditorial (IO n°248) confirme ce qui vient d'être dit lorsqu'il écrit : "*Il n'est pas secondaire que six députés PS, se joignant à ceux du Front de gauche, aient voté contre la loi transposant l'accord national interprofessionnel (ANI). Il n'est pas secondaire non plus que trente-cinq autres se soient abstenus*", si cette prise de position sans lendemain ou qui ne coûte absolument rien à leurs auteurs ou à qui que ce soit d'ailleurs, qui ne sert qu'à sauver les apparences ou donner l'impression que le fonctionnement du PS et des institutions ne serait pas aussi monolithique, bonapartiste, antidémocratique que l'on croit, au passage cela laisse entendre qu'ils pourraient peut-être évoluer favorablement, qui sait, dès lors pourquoi faudrait-il rompre avec le PS et avec les institutions, ce serait une erreur politique, en affirmant que ce numéro d'illusionniste "*n'est pas secondaire*", c'est qu'il est son contraire, essentiel, déterminant, que D. Gluckstein privilégie la forme au fond, les paroles ou gesticulations aux actes, ce qu'il confirmera lui-même en les invitant plus loin dans son éditorial à "*travailler, maintenant, tout de suite, à la mobilisation unie des travailleurs (...) pour bloquer toutes ces contre-réformes*", que les mêmes braves députés du PS ont par ailleurs adopté, voté il y a à peine quelques mois, il lui faut l'occulter pour justifier sa ligne politique opportuniste qui consiste finalement à tenir en permanence un double langage. Comment cela ?

Le POI propose une ligne politique qui ne pourrait s'imposer dans le pays qu'à partir du moment où le PS (et le PCF) l'adopterait, la reprendrait à son compte et prendrait la direction de la mobilisation des masses contre le régime du même coup, or chacun sait qu'ils n'en feront rien, et que si malgré eux cette situation devait se présenter ils mettraient toutes leurs forces dans la bataille pour qu'elle reflue et la mener dans une impasse avant de se conclure par une défaite.

Le POI est dans l'incapacité de proposer et défendre une ligne politique indépendante du capital, à laquelle le PS (et le PCF) ne serait pas lié ou partie prenante, leur objectif est que le PS remplisse une fonction en totale contradiction avec sa nature contre-révolutionnaire. C'était déjà le programme et l'objectif de feu P. Lambert en 1972, donc cela ne date pas d'hier.

Le double langage consiste donc à présenter une ligne politique soit-disant indépendante, alors qu'en y associant le PS lié organiquement au régime en place, il est impossible qu'elle le soit, pour qui prend en compte les rapports entre les classes en déduira exactement l'inverse.

Il est parfaitement clair qu'il est impossible qu'une issue politique favorable aux travailleurs se réalise un jour à laquelle le PS (et le PCF) serait associé, au contraire, elle se réalisera contre le PS associé à l'UMP, tous deux piliers de l'ordre établi. Une véritable politique indépendante devrait le préciser et l'expliquer pour que chaque travailleur et militant comprenne bien la place et le rôle de chaque parti.

Le problème du POI et de tous les partis de gauche, c'est qu'ils sont incapables de s'appuyer uniquement sur les travailleurs, ils n'ont pas confiance en eux, au-delà cela démontre qu'ils n'ont pas davantage confiance dans le socialisme, alors il leur faut en permanence s'en remettre à d'autres acteurs qui viendraient combler ce déficit, parce qu'ils sont incapables de développer une politique révolutionnaire en direction des travailleurs, ils leur substituent des élus du PS ou du Front de gauche qui manifestent de temps en temps des états d'âme, qui sont liés au régime et n'ont pas d'autres intérêts puisqu'ils en vivent, contrairement aux travailleurs qui y sont subordonnés mais dont les intérêts coïncident avec la chute du régime, des millions peinent déjà à survivre, alors ils n'ont aucun intérêt à le préserver.

Nous, nous partons du constat que les intérêts des travailleurs sont antinomiques avec la nature du PS, l'idéologie de leurs dirigeants ou élus qui incarnent le capitalisme, par conséquent il est de notre devoir de lutter à la fois contre l'UMP-UDI-FN et le PS-EELV-MRC-PRG, ce qui ne peut se faire efficacement qu'en mettant en avant les rapports sociaux fondamentaux qui

existent entre les classes, qui sont à l'origine des inégalités et des injustices, des crises, des guerres, de la décomposition de la société, etc. qui déterminent tous les rapports dans la société, et que c'est seulement en s'attaquant aux fondements de ces rapports, en les renversant (en les inversant entre classe dominante et dominée) qu'il sera possible de satisfaire nos besoins et aspirations, de vivre en paix et en harmonie, de s'épanouir et de connaître le bien-être, de vivre dans une société meilleure et plus juste pour commencer, voilà ce qui justifie la nécessité de liquider les institutions de la Ve République, de s'organiser et de contruire un parti révolutionnaire rassemblant les travailleurs ayant conscience de ces rapports et de ces objectifs pour les atteindre et vaincre, avancer sur la voie de notre émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme, du socialisme, de la liberté.

Pour nous l'essentiel, ce ne sont pas les états d'âme d'une poignée de députés qui n'ont eu de cesse de soutenir le régime depuis le 6 mai 2012, ce sont les rapports sociaux fondamentaux qui existent entre les classes et les antagonismes irréconciliables qui existent entre les classes, dont les contradictions et le combat politique doivent se solder par la prise du pouvoir par les travailleurs et le ou les partis révolutionnaires qui mènent le combat dans cette perspective, voilà ce qui doit structurer et servir d'orientation, d'objectif à notre combat politique.

Un dernier mot.

J'ai lu dans le numéro 248 d'*Informations ouvrières*" que le POI avait refusé de s'associer au "*coup de balais*" du 5 mai proposé par le Front de gauche sous prétexte que l'appel proposé par les organisateurs n'était pas orienté contre le gouvernement, alors que le POI ne cesse d'épargner le gouvernement et les institutions en axant son combat contre la troïka.

On ne peut pas imaginer pire mauvaise foi ou faux prétexte quand on pense que le POI ne cesse de lancer des appels en direction de Hollande et des différents ministères, des élus du PS. Du coup, on comprend qu'il ne puisse pas justifier autrement leur refus de participer à cette mobilisation qu'en recourant une fois de plus à une méthode déloyale, car quoi que dise ou fasse le Front de gauche cette manifestation sera de toute manière tournée contre le régime.

Chacun pouvait y participer sur ses propres mots d'ordre comme l'a rappelé un militant du Front de gauche, nous appelons les militants à y participer sur le mot d'ordre de la liquidation de la totalité des institutions de la Ve République, la rupture avec l'UE, la BCE, l'euro, le FMI et l'ONU, position qui n'est pas celle du Front de gauche.

L'objectif est également en défendant cette ligne politique d'obliger le Front de gauche à se découvrir un peu plus, que les travailleurs et militants prennent conscience que ses véritables intentions ne correspondent pas vraiment avec leurs intérêts. Un parti comme le POI qui est plus proche de nos positions avait tout à gagner à participer à cette mobilisation, son refus ne fait que confirmer que ses dirigeants n'ont pas pour objectif de construire le parti qui pourrait prendre, qui doit prendre la direction du mouvement ouvrier et de la révolution pour porter le prolétariat au pouvoir, ses dirigeants poursuivent manifestement un autre objectif.

ACTUALITE EN TITRES

La bonne nouvelle du jour

- Exxon annonce un 1er trimestre meilleur que prévu - Reuters

A peine dit...

- Amnistie sociale : Mélenchon appelle les parlementaires PS à «*rompre les rangs*» - LeParisien.fr

... que l'écho répond...

- Gouvernement: trois fortes têtes du PS appellent à un changement de rythme - L'Express.fr

...déjà entendu

- Jean-Marc Ayrault: «*Je ne veux pas réformer en passant en force*» - 20minutes.fr

L'usage de la vaseline n'est pas encore aussi répandu qu'on serait porté à le croire... Allez, ils peuvent bien l'avouer maintenant, c'était un bon coup quand même, bravo !

Misérabilisme. De tonnes d'explosifs pour démolir trois tours, ils en sont réduits à une Cocotte-minute...

- Attentat de Boston : les frères Tsarnaev projetaient de frapper New York - LePoint.fr

Vous n'êtes peut-être pas au courant, mais la Maison Blanche, le département d'Etat, le haut commandement de l'armée américaine, le Congrès et le Sénat, le FBI, la CIA et le Pentagone planchent depuis des mois sur un sujet épineux, à savoir : si autoriser un canif dans les bagages à main des passagers empruntant le transport aérien états-unien ne risquerait pas de remettre en cause la sécurité des Etats-Unis. Ce n'est pas une plaisanterie, il y avait encore ce matin un article traitant de ce sujet.

ACTUALITÉ DU JOUR

Les cons en famille. Les fondations du régime fragilisées.

Mettez-vous un instant à leur place, c'est franchement rageant, ils déploient tellement d'imagination pour qu'on ne les soupçonne pas de l'être, et voilà que tous leurs efforts tombent à l'eau, c'est, comment dire, laissons la parole à Bartonone qui le dira mieux que nous, il est mieux placé :

- "*Mur des cons*" : "*pas supportable*", pour Bartolone - LePoint.fr

D'ailleurs on se demande encore ce que le régime pourrait supporter, puisque la démocratie est déjà de trop.

Un portail néolibéral et sioniste à l'origine de cette affaire.

Le site Atlantico s'est procuré une vidéo, tournée par un «*juge apolitique et non syndiqué*», dans un local du syndicat de la magistrature (SM) où apparaît un «*mur des cons*». Sur le portail Atlantico tout aussi "*apolitique*" sans doute officie Gilles William Goldnadel, président de France-Israël et d'Avocats Sans Frontières. (causerie du 19 février 2013)

Délation, infiltration, espionnage, des méthodes de dictateur.

La présidente du Syndicat a indiqué sur Francetvinfo que ce mur «*est destiné à rester privé*» et que la vidéo a «*été tournée à (leur) insu, dans un local qui n'a pas destination à recevoir du public*». 20minutes.fr 25.04

Le PS dans le rôle de chien de garde du régime.

Il a suffi que des dirigeants du parti de l'ordre hurlent au scandale pour que le ministre de l'injustice se mette aussitôt au garde-à-vous et saisisse pour avis le Conseil supérieur de la magistrature, mieux, les invite à porter plainte. Le "*mur des cons*" a franchi le stade de la gangrène, la pourriture l'emporte ! Normal, dans ce domaine-là aussi ils se livrent à un concours, une farouche concurrence fait rage, c'est à celui qui se distinguera de ses petits camarades, au jeu de celui qui sera le plus con quoi, le parcours est sécurisé depuis le 11 janvier, selon le principe de la compétitivité, de la productivité, ils sont en pleine croissance !

On est toujours le con de quelqu'un. Ils sont encore plus réacs que Sarkozy !

Si j'ai bonne mémoire, c'est lui qui avait balancé "*pauv'con*" à un visiteur du Salon de l'agriculture qui avait refusé de lui serrer la main, cette personne n'a pas porté plainte, elle ne le pouvait pas, La Talonnette était immunisée par son mandat de chef de l'Etat, mandat qui lui servait d'anticorps et qu'il n'aurait jamais pu acquérir s'il n'était pas con, non ? Entre nous, cela dit, on se demande s'ils ne sont pas moins cons que nous, mais bon, c'est une autre histoire.

Au fait, on a déclaré forfait, on n'est pas de la partie, non vraiment, sans façon, on n'a rien à vous réclamer, on n'attend rien de vous, on ne tient à avoir aucun rapport avec vous, on cède volontiers notre place à ceux que cela intéresse, les volontaires sont nombreux aussi dans nos rangs...

Mais on a tous envie de les exécuter, on ne compte plus la liste est trop longue !

Il existe toujours une distinction ou ne serait-ce qu'un décalage entre les paroles et les actes, entre le moment où on les prononce et le moment où elles peuvent se concrétiser en acte, à l'exception des phrases performatives, par exemple lorsqu'un témoin au tribunal jure de dire la vérité, il produit l'acte qu'il énonce, il y a simultanéité entre les deux, il réalise l'acte en le prononçant.

Il y a aussi des paroles qui ont une valeur symbolique, des paroles qui témoignent de l'état d'âme de celui qui les expriment à voix haute sans qu'elles soient forcément interprétées de la même manière ou saisies avec la même intensité par ceux qui

les entendent. Ils existent aussi des figures de pensée qui ont pour fonction de faire réagir son interlocuteur, sans lesquelles sont attention ne se porterait pas forcément sur l'essentiel de notre discours, il existe aussi des figures de style qui remplissent une fonction similaire, elles servent uniquement à guider le lecteur ou notre auditoire et non à l'orienter ou pire l'abuser, on n'identifiera pas le contenu d'un discours aux figures de style ou de pensée qui auront été employées, une telle confusion rendrait toute compréhension impossible ou alors on se livrerait à un procès d'intention à l'encontre de son auteur, des moyens rhétoriques somme toute classiques qu'il a employés.

Ce n'est pas mon cas, mais il arrive aussi qu'on formule un souhait, un désir, un vœux dans un contexte précis et sachant qu'il a peu de chance de se réaliser ou aucune, cela est davantage du domaine de l'imaginaire ou de l'extrapolation que de la réalité, cela ne porte pas à conséquence, sauf quand cela tombe dans l'oreille d'un juge mal embouché qui en prend ombrage, et qui de toute évidence a franchi "*le mur des cons*".

- Lors d'une émission télévisée, le réalisateur français Bertrand Tavernier a déclaré que le juge chargé de l'affaire Outreau était "*quelqu'un que vous avez envie d'exécuter*".

(On soutient Bertrand Tavernier évidemment contre cette tentative de museler toute parole libre, on va même en rajouter une couche, il n'est pas encore mort ? - ndlr)

Le magistrat Fabrice Burgaud, qui a instruit l'affaire d'Outreau, va déposer plainte contre Bertrand Tavernier pour "*provocation au crime*", pour les propos tenus par le réalisateur dans une émission de télévision, a annoncé jeudi l'avocat de Fabrice Burgaud, Me Patrick Maisonneuve. Le 10 avril sur le plateau de C à vous, sur France 5, Bertrand Tavernier évoquait le film *Présumé coupable*, dans lequel l'huissier Alain Marécaux, l'un des acquittés, est incarné par Philippe Torreton. Bertrand Tavernier avait notamment déclaré "*c'est quelqu'un que vous avez envie d'exécuter, le juge d'Outreau*".

"*C'est quand même très violent*", a dit Me Maisonneuve, qui va déposer plainte "*dans les jours qui viennent*" et envisage également de poursuivre le réalisateur en diffamation. Ce dernier avait déclaré que le juge a "*cassé des vies*", "*détruit des gens*". Fabrice Burgaud, dont l'instruction de l'affaire d'Outreau est très controversée, a témoigné pour la première fois depuis son audition devant la commission d'enquête parlementaire dans un documentaire lui aussi controversé, intitulé *Outreau, l'autre vérité*, sorti au cinéma début mars, dans lequel il défend son travail.

Le dossier de pédophilie d'Outreau avait éclaté en février 2001 et défrayé la chronique. Il avait abouti à un fiasco judiciaire, après deux procès aux assises en 2004 et 2005. Treize des dix-sept accusés ont été acquittés, après parfois trois ans de détention provisoire. LePoint.fr 25.04

Le juge Burgaud devrait savoir que c'est l'occasion qui fait le larron, pour le moment il peut dormir sur ses deux oreilles, bon peut-être plus pour très longtemps, le régime peut exploser à chaque instant, qui sait ? Il lui reste sa bonne conscience, c'est l'essentiel.

Sur Internet on trouve toutes sortes d'ordures, paraît-il, je n'ai pas été vérifié, de l'apologie du nazisme à la zoophilie en passant par des portails pornographiques particulièrement crades ou immondes, tout cela le plus légalement du monde, et voilà qu'il suffit de traiter de con une de ses médiocrités politiques qui prétend nous gouverner ou émettre le souhait de débarrasser la société d'une erreur de la nature comme ce juge minable, pour qu'on vous intente un procès, mais c'est que nous sommes en présence d'une dictature qui n'ose pas dire son nom.

Je n'ai pas fait référence à la "*réforme*" de la magistrature qui a sans doute quelque chose à voir avec l'affaire du mur des cons qui nous fait penser à la pyramide de Ponzy

[L'UMP veut créer une "Agence pour le travail"... obligatoire. Le pays transformé en camp de travail forcé.](#)

Face à François Hollande, qui "*a tout essayé contre l'emploi*", l'UMP assure travailler à des réformes "*vigoureuses*" pour résorber le chômage, avec en point d'orgue la fin des 35 heures et un nouveau palier dans la dégressivité des indemnités.

Dans le cadre de ses "*états généraux de la reconquête*", en vue de la présidentielle de 2017, le principal parti d'opposition a décliné une série de propositions en faveur du plein emploi, auquel il dit encore croire.

Sous l'apostrophe "*Travailleuses, travailleurs...*" emprunté à Arlette Laguiller, égérie de l'extrême gauche, l'UMP préconise de supprimer la loi de référence à la durée du travail pour des négociations par branche ou par entreprise. La fonction publique passerait à 39 heures "*sans augmentation salariale à court terme*".

Le parti prône un contrat unique à durée indéterminée qui remplacerait CDD et CDI, la création d'une "*Agence pour le travail*", qui fusionnerait les services publics de l'emploi, la réforme du régime d'indemnisation du chômage.

"*Il faut en finir avec la logique de l'indemnisation passive*", souligne Hervé Mariton.

Au bout de six mois de chômage, l'indemnisation deviendrait dégressive avec des modalités différentes selon l'âge, la rémunération et le niveau de formation. L'UMP se garde pour l'heure d'avancer une échelle chiffrée, consciente du caractère détonant d'une telle mesure. "Il s'agit d'une phase très préparatoire", dit-on prudemment.

Le parti met également l'accent sur la formation, qui "n'est pas à la hauteur", et émet l'idée de "classes métiers-études", à la manière des "sports-études" pour ouvrir les jeunes sur le monde professionnel. Reuters 25.04

Le dernier "sport" à la mode de Cayenne proposé à la jeunesse : travailleur précaire payer avec un lance-pierres, esclave.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

Des incidents ont éclaté jeudi soir en plusieurs endroits du centre de Madrid lorsque les policiers, ripostant à des jets de projectiles, ont dispersé à coups de matraque des groupes de jeunes qui manifestaient pour réclamer la démission du gouvernement.

A la fin de cette manifestation qui avait rassemblé entre 1.000 et 2.000 personnes, en majorité des jeunes, sous le mot d'ordre "Assiège le Congrès", des manifestants se sont mis à lancer des bouteilles, des pétards et des feux de bengale contre les policiers anti-émeutes qui barraient l'accès au Congrès des députés.

Un imposant dispositif de 1.400 policiers avait été déployé pour cette manifestation, convoquée par une coordination appelant à la "rébellion populaire" et à l'occupation des abords du Congrès à la démission du gouvernement espagnol.

Les principales organisations de la mouvance des "indignés" se sont désolidarisées de ce mot d'ordre.

Rassemblés en trois points du centre de Madrid, les manifestants, criant "A bas l'Etat policier", certains portant le drapeau républicain rouge, jaune et violet, ont convergé vers la place faisant face au Congrès, la chambre basse du Parlement, protégée comme les rues avoisinantes par d'épais cordons de policiers, certains casqués.

"Je ne suis pas d'accord avec la politique que mène le gouvernement, il est soumis aux politiques de la Banque centrale européenne que nous n'avons pas élue", lançait Lorena Perez, une chômeuse de 29 ans du secteur de la communication. "Ils ne défendent pas nos intérêts, mais ceux des banques et de l'Allemagne".

"Je suis venu pour défendre nos droits", affirmait Jesus Seguera, un employé du bâtiment au chômage, âgé de 34 ans.

"C'est une combinaison de plusieurs choses. Ils ne tiennent pas leurs promesses électorales. Et mon foyer est frappé par le chômage et les coupes budgétaires dans la santé", ajoutait ce manifestant venu de Séville, en Andalousie.

D'autres portaient de petites pancartes avec les mots "6,2 millions de raisons", rappelant le nombre record de chômeurs (27,2% des actifs) dans le pays annoncé jeudi. AFP 25.04

2- Islande

L'économie de l'Islande, qui organise samedi des élections législatives, est sortie de la récession et du chômage avec des cicatrices qui ont marqué durablement sa population.

En apparence, avec un chômage enviable (moins de 5%) et une croissance correcte pour l'Europe (1,6% en 2012), l'île s'est bien relevée de la faillite de son secteur financier en 2008. Mais sa campagne électorale est marquée par un mécontentement qui coûtera vraisemblablement le pouvoir à la coalition de gauche (les sociaux-démocrates et le Mouvement gauche-verts).

De 2,5% en juin 2008, celui-ci (le chômage - ndlr) allait dépasser 8% début 2009, culminer à 9% en mai 2010, avant de retomber sous les 5% en février 2013.

Cette chute du chômage est l'un des points forts du bilan du gouvernement sortant. Pourtant, elle laisse sceptiques les Islandais.

Pour l'expliquer, ils citent pêle-mêle l'émigration des jeunes, l'exclusion des chômeurs de très longue durée des statistiques et l'augmentation du temps partiel non désiré et du nombre de bénéficiaires d'allocations handicap.

A en croire les sondages, la coalition gouvernementale sortante devrait être lourdement sanctionnée dans les urnes.

Hannes Holmsteinn Gissurason, professeur de science politique qui fut l'une des inspirations du Parti de l'indépendance (droite), s'en réjouit. Il estime que le gouvernement "a fait l'opposé de ce qu'un gouvernement est censé faire lors d'une crise financière: il a augmenté les impôts, en particulier sur la création de richesse et d'emplois, et il a arrêté tout investissement".

Ces recettes ont été approuvées sinon inspirées par le Fonds monétaire international, qui a prêté à Reykjavik 1,6 milliard d'euros entre 2008 et 2011. Pour l'organisation de Washington, le succès passait par une maîtrise du déficit budgétaire et une restructuration du secteur bancaire. C'est ce qu'a réussi l'Islande.

Si le FMI n'est plus là aujourd'hui, le pays se débat toujours avec les conséquences de la crise. La plus discutée dans cette campagne électorale est l'endettement des ménages.

D'après les statistiques gouvernementales, un ménage sur dix est en retard dans ses loyers ou ses remboursements de prêts immobiliers. Et plus d'un tiers des Islandais (36%) s'estiment incapables de faire face à une dépense imprévue de 1.000 euros.

Beaucoup ont l'impression que leur problème a été ignoré par ceux qui ont dirigé le pays depuis quatre ans. AFP 25.04

SOCIAL

1- France

Le nombre de chômeurs dans la catégorie phare a battu son record en mars, à 3.224.600, augmentant pour le 23e mois consécutif, selon les chiffres publiés jeudi par le ministère du Travail.

Le nombre de chômeurs inscrits en catégorie A (ceux qui n'ont pas travaillé), la plus observée, a augmenté de 36.900 en France métropolitaine (+1,2%). Sur un an, il progresse de 11,5%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,7% le mois dernier, soit 34.400 personnes, pour atteindre 4.741.100, en hausse de 9,8% sur un an.

En incluant les départements d'Outre-mer, il a dépassé la barre symbolique de 5 millions, à 5.033.600 personnes.

"Cette situation est le résultat d'une hausse ininterrompue depuis maintenant 5 ans (58 mois de hausse au cours des 60 derniers mois en catégories A+B+C, 52 mois en catégorie A)", souligne le ministère du Travail dans un communiqué.

En France, le nombre de jours passés en moyenne au chômage a également battu son précédent record en mars, à 485 jours pour les catégories A, B, C.

Comme les mois précédents, les travailleurs les plus âgés ont été les plus touchés par la hausse du chômage en mars, et dans une moindre mesure les plus jeunes.

Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus a ainsi augmenté de 1,3% en catégorie A en métropole (+17,0% sur un an) et de 1,1% en A, B, C (+15,2% sur un an). Ceux de moins de 25 ans ont vu leur nombre augmenter de 1,3% en A, et de 0,8% en A, B, C, soit des hausses respectives de 10,9% et 9,8% sur un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus en catégories A, B, C a augmenté de 1,1% en mars en France métropolitaine (+15,1% sur un an).

Les offres collectées par Pôle emploi ont diminué de 6,0% le mois dernier (-18,2% sur un an).

La vigueur de la démographie française se traduit par une progression régulière de la population active, qui impose au pays de créer quelque 200.000 emplois par an pour faire reculer le chômage, soulignent des économistes, ce qui est impossible tant que la croissance n'atteint pas au minimum 1% à 1,5%.

La Commission européenne prévoit que le taux de chômage continuera à progresser cette année et l'an prochain pour atteindre respectivement 10,7% et 11,0%. L'OCDE prévoit quant à elle des taux de 11,0% cette année et 11,2% en 2014 et le Fonds monétaire international 11,2% et 11,6%. Reuters 25.04

2- Espagne

Le taux de chômage a atteint un nouveau record de 27,2% au premier trimestre en Espagne, où 6,2 millions de personnes sont privées d'emploi.

"*Ces chiffres sont pires que prévu et illustrent la gravité de la situation économique en Espagne ainsi que le décalage choquant entre l'économie réelle et la finance*", a commenté José Luis Martínez, responsable de la stratégie de la banque Citi à Madrid.

L'éclatement de la bulle immobilière, gonflée pendant une décennie par le crédit facile, a jeté des millions d'employés du secteur du bâtiment au chômage depuis 2009 et entraîné l'ensemble de l'économie espagnole, notamment les services, dans la récession.

La situation a été aggravée par les coupes dans les dépenses publiques et les hausses d'impôts et de taxes décidées par les gouvernements successifs de gauche et de droite pour contenir l'envolée des déficits publics et tenter de rassurer les marchés financiers.

Le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy doit présenter vendredi à la Commission européenne son programme national de réforme, que chaque pays de l'UE doit soumettre en avril.

Face à la colère des Espagnols confrontés aux conséquences sociales des politiques de rigueur, le président du gouvernement a assuré que ce programme ne contiendrait aucune mesure supplémentaire d'austérité.

Les manifestations sont désormais fréquentes en Espagne et des milliers de policiers ont été mobilisés ce jeudi pour encadrer un rassemblement aux abords du parlement.

De nombreux économistes doutent que le programme de réforme de Mariano Rajoy suffise à relancer l'économie espagnole et à créer des emplois. Reuters 25.04

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, ils ont dit que le chômage des 16/24 ans atteignait 60%. N'y aurait-il pas matière à construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire ?

[Haut de page ↗](#)

Le 27 avril 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de traiter toutes les infos du jour, ce sera pour demain.

Juste un petit mot, une précision à propos de la Bourse que je rédige après avoir terminé la causerie du jour.

Wall Street et la plupart des bourses occidentales grimpent parce que les sociétés cotées réalisent une grande partie de leur chiffre d'affaires dans les pays émergents où ils réalisent des profits énormes. De plus, avec la mise en oeuvre de violentes politiques d'austérité en Europe qui ont consisté notamment à abaisser le coût du travail et augmenter les profits des entreprises, ils espèrent bien en tirer rapidement de substantiels bénéfices malgré la faiblesse de la consommation. C'est une partie de l'explication qui complète ce qui a été dit les derniers jours.

Apparemment ils sont aveugles à tous les autres facteurs sociaux et politiques qui risquent à tout moment d'emporter le scénario sur lequel repose leur optimisme ou leur confiance. Faisons en sorte qu'ils tombent de haut et ne puissent pas se relever, préparer ces conditions et y préparer les travailleurs, voilà notre tâche.

[Un article à lire.](#)

Je vous conseille la lecture de l'article suivant (rubrique Tribune libre) : *Pierre Lévy* : « *Les dirigeants européens ne supportent plus la démocratie* ».

Pourquoi ? Parce qu'il est intéressant et pose les bonnes questions, l'auteur aboutit à la conclusion qu'il faut rompre avec l'UE et qu'il n'y a pas d'autre voie possible, et il termine en affirmant que le problème réside dans l'existence même du capitalisme, ce qui nous va très bien.

Cependant il manque un élément déterminant dans sa démonstration, la nécessité d'abattre l'Etat bourgeois, du capital, les institutions. A l'arrivée sa démonstration aboutit logiquement dans une impasse et il ne pouvait pas en être autrement. Un extrait.

Il écrit :

- "Ce qui est nouveau, ce sont les armes dont il s'est doté pour mieux soumettre les peuples. Si demain l'UE n'existait plus, les problèmes ne disparaîtraient pas pour autant. Ça ne supprimerait pas l'exploitation de l'homme par l'homme et il faudrait continuer à combattre le capitalisme. Mais lorsqu'on parvient à se défaire de l'arme la plus efficace de son adversaire, on a déjà franchi un grand pas.

Il faut donc donner la priorité au combat d'aujourd'hui qui est de faire sauter les carcans. Quand des forces progressistes remettent en cause l'UE, ça offre des perspectives. Mais lorsque des forces censément progressistes continuent à répéter « il faut une autre Europe », ce sont des forces beaucoup moins sympathiques qui s'emparent du combat national. Avec tous les dangers que l'on peut imaginer..."

Ce qu'il ne comprend pas, c'est qu'aucun gouvernement ne rompra jamais avec l'UE, le voudrait-il qu'il en serait empêché par la nature même des institutions, la Constitution de la Ve République devant laquelle il se prosternerait, qu'il se refuserait de remettre en cause puisqu'il en serait lui-même le produit, les liquider serait se suicider, perdre toute légitimité ce qui entraînerait immédiatement sa chute. Ce n'est quand même pas sorcier à comprendre, non ?

De plus l'UE et les différents gouvernements qui la composent, l'ensemble des institutions internationales du capital ne lui permettrait pas, sans parler de Washington qui tirerait les ficelles, il serait renversé par la réaction qui orchestrerait une guerre civile avant même d'avoir pu appliquer le premier décret, d'ailleurs tous les ingrédients sont déjà en place en vue de cette perspective politique.

Le capitalisme tient sa légitimité de la Constitution qui a défini les différentes institutions dans lesquelles est réparti son pouvoir exécutif, législatif et judiciaire. Les capitalistes détiennent la totalité du pouvoir ce qu'on semble ignorer. La totalité des institutions, la justice, la police et l'armée sont à son service. Attenter à sa légitimité, c'est entraîner une réaction immédiate et violente de ces institutions, sans parler des bandes armées ou milices de l'extrême droite, patronales, etc.

C'est la raison pour laquelle seule une révolution prolétarienne peut en venir à bout, les liquider de fond en comble, c'est la condition indispensable pour pouvoir remettre en cause les fondements du capitalisme, rompre avec l'UE, etc, reconstruire la société sur de nouvelles bases sociales, il n'existe pas d'autres alternatives, seul le peuple en arme guidé par un parti révolutionnaire la réalisera, parce que lui seul en a la capacité, la force et la détermination.

C'est le programme de la révolution socialiste internationale.

On se détend un peu avant d'attaquer la suite.

Pas con la bête. Non mon chien n'est pas con, moins con qu'eux pour sûr et je peux le prouver.

Quand mon épouse est là, elle interdit à Yvan d'entrer dans la maison et la pauvre bête obéit. Le jour où elle est retournée en France, il n'a pas fallu une heure avant qu'il s'installe tranquillement dans la maison parce qu'il savait que je ne lui dirais rien, depuis il y passe ses journées, il a besoin d'être près de moi sinon il s'ennuie.

[La course au plus con est lancée, ils sont sûrs de l'emporter !](#)

Le "mur des cons", voilà la véritable indépendance de la justice, voilà ce qui incommoder les plus réactionnaires. Trois titres pour l'illustrer.

- «Mur des cons»: Christiane Taubira s'en prend à la «liberté d'opinion», selon le Syndicat de la magistrature - 20minutes.fr

- "Mur des cons": le FN porte plainte contre le Syndicat de la magistrature - AFP

- Mur des cons: Morano "demande la dissolution" du syndicat de la magistrature - AFP

Pour s'émouvoir de l'emploi de ce mot banalisé depuis des générations par la chanson populaire, le cinéma ou le théâtre, cela

mérite de l'être et de détenir la palme dans ce domaine, Copé, Morano, Le Pen, Taubira, Bartolone et Cie sont ex æquo et nous ne tenterons pas de les départager. Il faut être d'une hypocrisie sans fond, ces gens-là sont répugnants au possible.

Travailleurs, vous valez mille fois mieux que ces misérables parasites qui passent leur temps à instrumentaliser le moindre bruissement qui sort de leur poubelle, c'est à votre tour de détenir le pouvoir, de gouverner.

J'ai mis en ligne la lettre ou réponse datée d'hier que le Syndicat de la magistrature a adressé à la ministre de la Justice.

Je ne la commenterai pas et j'adhère à son contenu en le soutenant. Effectivement il s'agit d'une opération politique pilotée par le parti de l'ordre, l'UMP, sa branche d'extrême droite, dont le portail Atlantico est l'un des bras médiatiques, contre l'indépendance des magistrats et leur expression syndicale.

Les lecteurs du site connaissent ce portail dont j'ai eu l'occasion de parler à plusieurs reprises, vous avez du bol d'être aussi bien informés pour comprendre la situation...

Aux royaumes des cons, il y a les monarques, leur cour, les courtisans, leurs zélés serviteurs, les bouffons aussi.

Nous ne parlerons pas ici du con banal ou commun qui est trop simple pour ne pas l'ignorer ou s'en moquer, vous aurez reconnu notre milieu, non, on va s'intéresser à ceux du monde d'en haut où qui ont acquis une certaine notoriété et qui ne le supportent pas, bref qui ont l'habitude de traiter ceux d'en bas de con et d'en profiter, sans eux ils n'existeraient pas ou on n'aurait jamais entendu parler d'eux.

Les cons qui s'ignorent sont les plus dangereux : haineux, hargneux, taigneux, revanchards, rancuniers, souvent très déterminés, c'est leur faiblesse, elle les rend aveugle, c'est là qu'on peut les coincer ou en profiter, pour peu qu'on les flatte et qu'on les mette en confiance, ils vont se lâcher et vous livrer des confidences.

Ce sont aussi des gens complexés ou mal dans leur peau, ambitieux, arrivistes, ils parlent très forts aussi. Ils s'écoutent parler en pensant que cela intéresse la terre entière, ils parlent avant de réfléchir et ils ne supportent pas la critique, ils présentent toutes les caractéristiques des tyrans, le monde doit être à leur image et en réalité il l'est, hideux et insupportable, où domine ignorance et dictature.

Parmi eux, il y a ceux qui ne peuvent pas le cacher ou très maladroitement, comme Sarkozy ou Hollande par exemple, et il y a ceux plus sournois qui en ont fait leur passe-temps favori, c'est d'ailleurs ce qui les fait passer pour des gens très intelligents, eux sont davantage faits pour durer, les premiers pour servir et être éliminés ensuite, ils avaient un contrat à durée déterminée à remplir, quand il a atteint son terme ils retournent dans l'ombre ; il arrive cependant qu'ils resservent comme homme de paille, quand ils n'ont trouvé personne pour se sacrifier le plus con reprend du service, avant de sauter cette fois définitivement, il ne faut jamais sous-estimer la détermination des cons de haut vol qui seront recyclés par la suite dans une de leurs poubelles à récompenser les zélés serviteurs du système en place.

Il existe évidemment des nuances entre le con qui en a conscience et l'assume tant bien que mal et celui qui refuse de l'admettre et s'efforce de démontrer le contraire. Il y a ceux par exemple qui se font passer pour cons, qu'ils le soient ou non peu importe ici, ils comptent en tirer un avantage, parce qu'on leur a collé cette étiquette ils s'en servent pour justifier leurs magouilles une fois découvertes qu'on leur pardonne volontiers, ne sont-ils pas simples d'esprit, ils ont agi sous l'impulsion de leur inconscience qu'ils ne contrôlent pas, alors soyons tolérant envers eux.

Vous me direz que je fais une interprétation du con qui dépasse la signification communément admise. Dans certains cas, il est vrai que je l'étends à des gens que l'on n'a pas l'habitude de trouver dans cette catégorie-là, parce qu'au-delà de leur comportement qui peut passer pour cohérent, je prends en compte les effets négatifs ou nuisibles qu'ils vont produire sur la société ou le monde que j'associe à un témoignage de connerie, car je prétends qu'on peut s'appeler Rothschild ou Rockefeller et être les plus riches et les plus puissants de la terre et qu'utiliser ce pouvoir pour faire le malheur de l'humanité n'est pas une marque d'intelligence.

Parole d'internaute

1- *"La caméra cachée d'Atlantico, c'est comme si ils avaient filmé en caméra cachée une conversation de ces syndicalistes autour de la machine à café ou une discussion en soirée où ils se moqueraient de tous ces « cons ». Le procédé s'apparente à du journalisme-poubelle.*

Dans un syndicat s'expriment toujours des avis tranchés et de la dérision envers ses « ennemis », ce n'est pas un scoop. Dans le local de la CGT de Florange ou de Renault ça il ne doit pas en être autrement. Mais comme c'est un syndicat de magistrats, tous les sarkozystes sautent sur l'occasion pour mieux dénigrer une corporation qu'ils ont toujours rêvé de mettre au pas.

Morano parle d'affaire d'Etat, c'est clair elle avait sa place sur le mur."

Vous avez raison, Atlantico est une véritable poubelle, je peux en parler, tous les jours ou presque sur la base de titres prometteurs je visionne plusieurs de leurs articles, je les télécharge, et quand je les lis plus tard je m'aperçois dans neuf cas sur dix qu'ils sont nuls ou ne servent qu'à justifier le néolibéralisme ou défendre l'ordre établi.

2- *"Elle s'est couchée devant la droite dure via Atlantico pour discréditer la justice qui inculpe Sarkozy ! Ce gouvernement est bête à pleurer. Mais cela va renforcer la gauche de la gauche et tant mieux !"*

Ils n'ont pas digéré l'affaire Cahuzac, ils doivent craindre qu'il y ait une suite ou des suites, car il doit être loin d'être le seul dans ce cas-là. Et puis il y a tous ces élus du PS qui sont mis en examen...

[Des psychopathes qui s'ignorent.](#)

- Journée de l'asexualité: L'amour sans faire l'amour - 20minutes.fr

Je les plains !

Il y a cinq jours en Inde c'était la journée des végétariens ou un truc dans ce goût-là, je l'ai découvert en allant au supermarché de Pondichéry. En passant dans une allée, je remarque qu'un rayon a été recouvert de journaux, celui où se trouvent des boîtes de conserves renfermant de la viande ou du poisson, je trouve cela étrange, je mets mes lunettes pour lire l'affichette qu'ils ont scotchée à cet emplacement, ils informaient les consommateurs qu'ils étaient désolés de ne pouvoir accéder à leur demande en raison de ce diktat qu'ils appliquaient à la lettre.

Parmi les Indiens que je connais, je vis ici depuis près de 20 ans, je serais incapables d'en citer cinq qui sont vraiment végétariens, j'en connais deux seulement en fait pour autant que je me souviens. Cela veut donc dire que c'est une infime minorité de tyrans qui imposent à l'immense majorité de la population sa volonté.

Pour revenir à notre sujet, ces dégénérés pourraient nous imposer de nous passer de rapports sexuels un jour par an tout simplement parce qu'ils en auraient décidé ainsi. Nous serions donc tous responsables des graves problèmes psychologiques qu'ils ont dans leurs têtes au point de vouloir nous les faire partager. Mais qu'ils aillent donc consulter un psychologue, un psychiatre ou un psychanalyste, cela vaut également pour une grande partie des homosexuels qui ne supportent pas le sexe opposé pour des raisons diverses et qu'ils laissent vivre ceux qui n'ont pas ce genre de problèmes et qui à ma connaissance constituent l'immense majorité de la population.

C'est un peu fort, c'est à croire que l'on ne penserait qu'à cela et qu'on baiserait 365 jours par an, 366 les années bissextiles, en réalité c'est loin d'être le cas pour la majorité qui est mentalement équilibrée, malgré nous souvent, on fait avec et on n'y pense pas voilà tout.

En réalité, ce sont ces gens-là qui en font une fixation parce qu'ils ont de graves problèmes psychologiques, ils n'assument pas ce qu'ils sont, ils craignent l'autre sexe, tout psychothérapeute honnête vous le dira. On y reviendra un autre jour, on a autre chose à penser et à faire de plus important.

- Ils ne couchent pas le premier soir. Ni le deuxième. Ni ceux qui suivent, d'ailleurs. Et ils veulent le faire savoir. Les membres de l'Association pour la visibilité asexuelle (AVA) organisent, vendredi, une journée pour faire connaître leur mouvement. Comme les hétéros ou les homos, les asexuels ont une attirance sexuelle pour un genre (garçons, filles ou les deux). Mais ils n'éprouvent pas de désir sexuel. *«Nous voulons que l'asexualité soit reconnue comme une orientation sexuelle à part entière, explique Paul, l'un des porte-parole de l'AVA. En parler permettrait à beaucoup de gens de se sentir mieux...»*

Antoine en faisait partie. *«A 18 ans, je n'avais pas le même ressenti que les autres, témoigne-t-il. Je voyais bien que quelque chose clochait sans savoir quoi. Alors, j'ai tout essayé...»*

Avec des filles ou des garçons, ses relations se soldent par des échecs. *«Sauf celles où les rapports sexuels passaient au second plan»*, poursuit-il. Et puis, un jour, il découvre le mouvement asexuel sur Internet. Discute avec des gens que le sexe dégoûte. Avec d'autres qui avouent ne jamais prendre de plaisir et faire l'amour uniquement pour satisfaire leur partenaire... *«Ça m'a rassuré»*, raconte-t-il. 20minutes.fr 26.04

Il faut être malade pour être dégoûter de son propre corps

ACTUALITE EN TITRES

Trop tard, impossible.

- Le patron de PIP demande pardon - Liberation.fr

Trop facile, on ne vous pardonnera jamais tous vos crimes, notre vengeance sera terrible !

Il ne manque plus que l'eugénisme et la boucle sera bouclée.

- Journée de l'asexualité: L'amour sans faire l'amour - 20minutes.fr

Chouette, l'Europe sociale chère à certains enfin réalisée !

- Des mafieux millionnaires grâce à l'argent extorqué à des ex-Yougoslaves du 93 - AFP

- Coups de filet à Paris et Lyon dans les clans de cambrioleurs géorgiens - 20minutes.fr

Les bonnes nouvelles du jour.

- La rémunération de Rupert Murdoch passe de 24 à 28 millions de dollars - LePoint.fr

- Samsung annonce des bénéfices record le jour de la sortie du Galaxy S4 - AFP

Charrettes.

- PSA supprime 850 postes de nuit en intérim à Sochaux - L'Expansion.com

- Spanghero : 160 des 240 emplois menacés à court terme - Liberation.fr

Entre colère et fatalisme

- Les ménages toujours plus pessimistes face à la récession et au chômage - AFP

- 75 % des Français seraient hostiles à une amnistie sociale - LePoint.fr

- Seul un Français sur dix valide les choix économiques de Hollande - Reuters

Mission impossible...

- Comment repenser le travail pour motiver malgré la crise? - L'Express.fr

Motiver par quoi, votre société à vomir? Pourquoi travailler, pourquoi étudier, pourquoi vivre même, hein dites-nous, sans idéal, sans perspective d'amélioration cela n'a aucun sens, il faut faire table rase, ça c'est déjà le début d'un nouvel idéal...

... d'autant plus que...

- Pourquoi vos salaires sont trop élevés - LePoint.fr

Pour vous motiver on va baisser votre salaire, votre niveau de vie...

A quand la chute du régime, quel sera le maillon le plus faible ?

- La récession sera pire que prévu cette année en Espagne - Reuters

- En Espagne, 'sans l'économie souterraine, il y aurait déjà eu une révolution' - LeMonde.fr

[Les courtisans du monarque.](#)

- La CGT appelle Hollande à changer de cap - Le Nouvel Observateur

- Mélenchon déçu par Hollande sur l'amnistie sociale - LeMonde.fr

[Parole de gavés](#)

- A Guantanamo, faut-il ou non forcer les protestataires à s'alimenter? - L'Express.f

[Parole de cumulards.](#)

- L'Assemblée rejette un texte prévoyant de cumuler minimum vieillesse et salaire - Liberation.fr

[Laissez-nous donc le temps de familiariser l'opinion publique avec cette idée et de fabriquer les preuves.](#)

- Washington veut "*des faits*" sur les armes chimiques en Syrie - Reuters

- Syrie: Assad a probablement eu recours à des armes chimiques, dit Washington - AFP

Pourquoi tant de manières, les masses sont manipulables à souhait

- Armes chimiques en Syrie: pourquoi les Occidentaux tergiversent - L'Express.fr

Pourquoi insistent-ils tellement ?

- Des armes chimiques changeraient la donne en Syrie, selon Obama - Reuters

- Les armes chimiques, ligne rouge d'une intervention en Syrie - LeMonde.fr

Crescendo.

- Londres évoque des «*preuves croissantes*» que la Syrie utilise des armes chimiques - Liberation.fr

Foncez !

- Syrie : pour Washington, Damas a utilisé des armes chimiques - LeFigaro.fr

Le Monde, Libération, Le Figaro, la voix de son maître.

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Lettre du Syndicat de la magistrature adressée à la ministre de la Justice le 26 avril](#)

« Madame la ministre,

Suite à la diffusion mercredi 24 avril par le site Atlantico d'une vidéo d'images soustraites à l'intérieur de notre local syndical, vous avez cru devoir saisir le Conseil supérieur de la magistrature pour apprécier s'il y a eu "*manquement à la déontologie*".

Vous avez déclaré, dans un communiqué de presse et devant le Sénat, "*condamner cette pratique*", vous avez exprimé "*votre consternation face à ce comportement*" et considéré qu'il s'agissait "*d'un acte insupportable, stupide et malsain*".

Quelle pratique ? Celle d'un journaliste qui filme en cachette l'intérieur d'un local syndical privé à l'insu de ses occupants ?

Quel acte ? Celui d'un site en ligne, proche de la droite la plus dure, qui décide de diffuser ces images qu'il sait soustraites ?

Quel comportement ? Celui d'une certaine droite prompte à instrumentaliser cette "révélation" à des fins bassement politiciennes pour décrédibiliser ceux qui combattent avec force leurs idées depuis des années ?

Et bien non, tout cela ne semble pas vous avoir choquée ...

Vous avez au contraire cédé à la pression de ceux-ci et choisi de vous en prendre à l'expression en privé d'une opinion – lapidaire et caricaturale certes mais qui n'a rien à envier aux propos publics outranciers de certains à notre égard – concernant ceux dont nous dénonçons les propos, les actes ou les prises de position.

Souhaitez-vous donc régler la liberté d'opinion des syndicalistes, définir les standards de l'affichage autorisé dans les locaux syndicaux, voire même encadrer la liberté des magistrats que nous sommes s'exprimant dans la sphère privée ?

Vous prétendez, dans votre communiqué, que "*le devoir de réserve des magistrats suppose la retenue même dans le cadre de l'expression syndicale*".

Quelle expression syndicale, Madame la ministre ?

Des propos satiriques tenus en privé par des syndicalistes dont personne d'autre qu'eux n'auraient dû avoir connaissance sans cette soustraction d'images ? Cette violation de notre sphère privée syndicale n'est pas "*une expression syndicale*", laquelle est par nature publique. Faut-il vous rappeler que dans nos prises de position publiques nous nous en sommes toujours tenus au débat d'idées ?

Quel devoir de réserve, Madame la ministre ? Celui des magistrats ou celui d'un syndicat ?

Est-il besoin de vous rappeler que "*l'obligation de réserve*" ne s'applique qu'à l'expression publique des magistrats et qu'en tout état de cause, elle ne constitue ni une obligation au silence, ni une obligation de neutralité ?

Mais, au-delà des circonstances de l'espèce, et en raison de l'amalgame qui est fait entre expression privée et action syndicale, c'est bien l'expression publique syndicale et, par conséquent, le fait syndical dans la magistrature que vous remettez en question par votre saisine consternante du Conseil supérieur de la magistrature. Nous attendions plutôt de vous, Madame la ministre, que vous défendiez vous-même cette liberté syndicale.

En plus de 40 années de combats pour les droits des magistrats et les libertés publiques, le Syndicat de la magistrature a dû faire face à de multiples tentatives visant à l'empêcher de s'exprimer.

Vous venez de vous inscrire dans cette longue tradition, nous le regrettons vivement.

Nous vous prions, Madame la ministre, de croire en l'assurance de notre parfaite considération. »

Pour le Syndicat de la magistrature,

Françoise Martres, présidente.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Bosnie

Le président de la Fédération croato-musulmane de Bosnie, Zivko Boudimir, et 19 autres responsables de la région ont été arrêtés vendredi dans le cadre d'une opération anti-corruption, a annoncé le parquet général de Bosnie.

Des perquisitions ont été menées dans les bureaux du président Boudimir à Sarajevo et dans les locaux du gouvernement régional à Mostar, dans le sud du pays.

Selon la presse locale, Boudimir est soupçonné d'avoir reçu des pots-de-vin en échange de la grâce de plusieurs condamnés.

Le vice-président de la Fédération, Mirsad Kebo, a affirmé vendredi qu'il avait alerté la Cour constitutionnelle sur la légalité de certaines procédures d'élargissement de condamnés ces deux dernières années.

Zivko Boudimir est également depuis l'an dernier à l'origine d'un bras de fer politique après avoir refusé d'entériner un remaniement du gouvernement régional et avoir repoussé la nomination de magistrats à la Cour constitutionnelle.

A la suite des accords de paix de Dayton en 1995, la Bosnie-Herzégovine est composée de deux entités autonomes, la Fédération croato-musulmane et la République serbe de Bosnie (Republika Srpska), ainsi que du district neutre de Brcko.
Reuters 26.04

SOCIAL

Bangladesh

Des heurts ont opposé vendredi au Bangladesh la police à une foule immense de manifestants qui ont attaqué des usines après l'effondrement d'un immeuble construit illégalement dans lequel plus de 300 ouvriers de l'industrie textile ont trouvé la mort, selon un nouveau bilan.

La police a tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes contre la foule en colère à Savar, dans la banlieue de la capitale Dacca, où le Rana Plaza, un immeuble de huit étages, s'est effondré mercredi comme un château de cartes.

Il s'agit du pire accident dans l'histoire industrielle du Bangladesh, un pays pauvre d'Asie du Sud qui a fait de la confection le pivot de son économie.

"*La situation est très instable. Des centaines de milliers d'ouvriers participent à la manifestation*", a déclaré M. Asaduzzaman, un responsable de la police.

Des ouvriers ont attaqué des usines, renversé des véhicules, brûlé des pneus sur la route et essayé de mettre le feu à des échoppes le long du parcours de la manifestation de masse, selon un responsable de la police locale. Ils ont aussi obligé des usines textiles à fermer.

"*Ils exigent l'arrestation et l'exécution des propriétaires des ateliers et du bâtiment qui s'est effondré à Savar*", près de Dacca, a-t-il dit à l'AFP.

Le bilan de la catastrophe s'est encore alourdi, dépassant pour la première fois le cap des 300 morts, dont une grande proportion de femmes.

"*Le bilan est de 304 morts*", a déclaré un porte-parole de l'armée, Shahinul Islam, précisant que plus de 2.300 personnes avaient été sorties vivantes des décombres depuis l'accident.

La catastrophe a relancé la polémique sur la sécurité dans l'industrie textile fournissant des marques occidentales.

L'immeuble abritait cinq ateliers de confection notamment liés à la marque espagnole Mango et au britannique Primark, seules enseignes à avoir confirmé leurs relations avec des ateliers du Rana Plaza où travaillaient quelque 3.000 personnes, dont de nombreuses étaient toujours portées disparues.

Des ouvriers s'étaient publiquement inquiétés la veille de fissures mais leurs responsables ont ignoré les mises en garde, leur enjoignant d'embaucher normalement le jour suivant.

Les Etats-Unis n'ont pu dire si des marques de vêtements américaines se fournissaient auprès des ateliers présents dans l'immeuble mais ont plaidé pour de meilleures conditions de travail dans ce secteur.

L'accident "*démontre qu'il faut que le gouvernement, les propriétaires, les consommateurs et les travailleurs trouvent des moyens d'améliorer les conditions de travail au Bangladesh*", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Patrick Ventrell.

Le Premier ministre du Bangladesh a promis jeudi que le propriétaire de l'immeuble, en fuite, serait arrêté et puni.

En novembre 2012, un incendie dans une usine textile fournissant notamment l'américain Walmart avait fait 111 morts à la périphérie de Dacca. AFP 26.04

Je vis en Inde où la situation est identique, vous imaginez mon état d'esprit, s'ils attrapent le propriétaire ils vont le tuer, peut-être le lapider à mort, normal, si je pouvais j'en serais. En France Servier et Mas ne méritent pas autre chose.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 avril 2013

CAUSERIE

Aujourd'hui on ne cause pas, hier avec leur histoire de "*journee de l'asexualité*" ils m'ont coupé toute envie !

Bon dimanche à tous... et bon courage pour lundi.

Parole d'internaute.

(Après qu'il eut été révélé que ce serait un journaliste de France 3 qui avait filmé le "*murs des cons*" et l'eut ensuite transmis au portail Atlantico.fr)

- "*Est-il vraiment important de savoir de quel coté est un journaliste pour rapporter une info? Sachant qu'une grande partie est à gauche, l'information n'est pas neutre?*"

L'information n'est pas neutre et il arrive souvent, très souvent que la présentation qui en est faite ne le soit pas non plus, allez toujours ou presque.

Pas plus que les autres couches des masses exploitées les journalistes n'ont conscience d'appartenir à une classe ou de représenter les intérêts d'une classe en particulier, sauf ceux qui sont encartés dans un parti étiqueté à droite ou à l'extrême droite.

Marchandise frelatée ou escroquerie sur la marchandise

Dialogue imaginé avec Gaston ferrailleur de profession. Mais sans arme ou désarmé.

- C'est marrant cela, les journalistes sont à gauche, les médias sont à gauche, les magistrats sont à gauche, le président de la République est à gauche, le gouvernement est à gauche, la majorité des députés est à gauche, la majorité des sénateurs est à gauche, mais en réalité le pouvoir executif, législatif et judiciaire est à droite et la politique qui est conduite dans ce pays est de droite...

Gaston - Ah ben cela alors je n'en reviens pas, en voilà une sacrée contradiction à laquelle je n'avais jamais pensé !

- N'est-ce pas ?

- Mais c'est un numéro d'illusionniste ou quoi ?

- Comprenne qui pourra mon bon monsieur.

- Grand dieu, quel fameux tour de passe-passe, il doit y avoir un lézard quelque part, non ? Vous connaissez la réponse et vous en faites un mystère.

- N'inversez pas les rôles, je ne vous cache rien, moi.

- Vraiment ?

- Je vous assure, d'ailleurs vous brûlez Gaston, la réponse figure dans votre question, étendez votre champ lexical, réfléchissez un peu.

- Je n'y suis pas habitué vous savez, j'ai la tête qui tourne dès que je m'y emploie, et puis si vous employez des mots que je ne comprends pas on n'est pas sorti de l'auberge, il y pousse quoi dans votre champ lexical, soyez généreux et venez à mon secours.

- En réalité, c'est quelque chose de très bête.
- Alors c'est à ma portée.
- Si vous le dites.
- Cela aurait-il un rapport avec un lézard qui gambaderait dans un champ, vous m'avez mis sur la piste en parlant de bête.
- En effet.
- Cessez ces cachoterries, je n'y connais rien en lézard.
- Le caméléon cela ne vous dit rien.
- C'est celui qui change de couleur.
- Tout à fait.
- Mais quel est le rapport avec la chose qui nous occupe ici ?
- Ecoutez. On peut prétendre être de gauche ou avoir des idées de gauche alors que leur contenu ne l'est pas vraiment ou si peu que les idées de droite dominent. Prenez le contenu de votre bouteille de picrate et versez-le dans une bouteille étiquetée Gevrey Chambertin, placez-là bien en vue sur une étagère, quand une de vos connaissances vous rendra visite en jetant un coup d'oeil sur votre bouteille, elle aura l'impression trompeuse que vous avez dû faire un héritage pour vous payez un vin aussi fameux. Par contre, quand elle sera partie, si vous vous en versez un verre, ce sera toujours la même vinasse qui vous brûlera l'estomac que vous avalerez, et même si vous aviez l'idée de le laissez dormir quelque temps dans un tonneau en chêne, il serait toujours plus proche du vinaigre que d'un grand Bourgogne.
- Et alors, où vouliez-vous en venir au juste? Vous voudriez m'en acheter une bouteille que je ne refuserais pas.
- Pourquoi pas. Tous ces gens de gauche ignorent ce qu'est réellement être de gauche, ce que cela signifie vraiment, ils sont davantage de droite que de gauche, certains l'ignorent et d'autres en ont parfaitement conscience. Sur leur bouteille ils ont écrit à gauche mais le contenu ne l'est pas ou si peu. Je vous vois perplexe, c'est normal ma démonstration était incomplète, je m'y attelle sur le champ et vous verrez qu'ensuite la situation vous paraîtra beaucoup plus claire, sauf si vous n'arrêtez pas de picoler.
- Je vous écoute.
- Imaginez maintenant que votre visiteur ne s'y entende pas en vin, comme vous il n'a jamais bu que de la vinasse, si vous lui servez un verre de votre bouteille étiquetée Gevrey Chambertin, à coup sûr il va s'exclamer qu'il n'a jamais bu un aussi bon vin de sa vie. Et bien ces gens qui se disent de gauche sont dans la même situation que votre ami, je parle de ceux qui sont honnêtes et sincères, pas de ceux qui tirent profit de cette supercherie, je ne vous l'ai pas encore dit pour ne pas vous embrouillez davantage, autrefois chez les Anciens le lézard était symbole de fourberie, d'escroquerie, aujourd'hui si le pays est à droite, en réalité gouverné par la droite, c'est en grande partie parce que la distinction entre le droite et la gauche repose ou recouvre une gigantesque supercherie, ceux qui nous gouvernent et se prétendent de gauche sont en réalité des imposteurs, des escrocs, ils sont de droite en vérité. Quant aux autres, ils auraient fait de piètres taste-vin et se leurrent eux-mêmes.
- Je vous entends, mais la gauche elle existe quand même rassurez-moi.
- Elle est ailleurs, et là les choses se compliquent...
- Ah non, n'en rajoutez pas !
- Laissez-moi continuer, ce n'est pas moi qui complique les choses à loisir, c'est ainsi malheureusement, je disais que cette gauche ne l'est pas vraiment non plus, comment vous expliquer cela simplement, voilà j'ai trouvé. C'est comme si au lieu de verser votre vinasse dans votre bouteille étiquetée Gevrey Chambertin vous l'aviez remplie avec un vin de meilleure qualité, du Côte du Rhône par exemple ou un Mâcon, un petit vin comme on dit.
- Mais c'est encore une escroquerie ? Un connaisseur ne s'y laisserait pas prendre.

- Assurément.

- C'est désespérant, laissez-moi me versez un autre verre.

- Faites.

- Et la vraie gauche alors, elle existe oui ou non, bordel ?

- Oui, mais le problème c'est qu'elle est incapable d'accéder au Gevrey Chambertin pour remplir votre bouteille.

- Vous me soulagez, je n'y croyais plus. Et vous pensez qu'il va lui falloir encore beaucoup de temps avant d'en trouver le chemin ?

- Tout dépendra si elle demeure sobre et ne s'égare pas.

- Elle est bien bonne celle-là, vous avez le mot pour rire vous, c'est que vous y avez déjà goûté et que vous aimez cela.

- Pardi !

(J'ajoute un mot, Gaston est en train de cuver!)

Etre capitaliste, c'est être de droite, représenter officiellement les capitalistes, c'est être de droite, les représenter officieusement ou sournoisement aussi, cela ne change absolument rien à ce rapport qu'on se dise de gauche ou je ne sais quoi.

Autrefois était de droite qui était monarchiste et était de gauche qui était bourgeois ou capitaliste ou pour l'abolition de la monarchie pour simplifier. Donc être de droite ou de gauche était déterminé par rapport à l'existence des différentes classes et l'appartenance à l'une d'entre elle bien que cela ne soit pas nécessaire.

Aujourd'hui est de droite qui est capitaliste ou bourgeois, qui légitime l'existence du capitalisme, et est de gauche qui appartient aux masses exploitées, remet en cause la légitimité du capitalisme ou combat pour l'abolition du capitalisme sans forcément appartenir au prolétariat.

Ainsi la ligne de démarcation entre la droite et la gauche est très claire. Il n'y a pas d'embrouille possible, à chacun ensuite de se positionner d'un côté ou de l'autre de cette ligne. Cela signifie-t-il qu'on ne peut pas soutenir le capitalisme et prétendre être de gauche ? Effectivement, c'est impossible, il faut choisir son camp. Oui, il faut remettre les choses à leurs places, sinon on ne s'en sortira jamais. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

[Plutôt plus que moins quand même.](#)

- Zone euro: l'austérité à marche forcée, "erreur" plus ou moins nécessaire - AFP

Cherchez l'erreur : l'existence de la zone euro, l'euro.

[S'ils pouvaient dire vrai.](#)

- La France pourrait connaître une explosion sociale, estiment 70% des sondés - AFP

Attention, on va vous prendre aux mots !

[Des rats](#)

- Le Parti socialiste français édulcore sa charge contre Merkel - Reuters

Ils appartiennent à cette sous-espèce qu'on ose à peine qualifiée humaine tant elle est cynique et nous répugne, d'hommes et de femmes inférieurs parvenus au pouvoir par une ironie de l'histoire et qui détiennent le destin de tout un peuple entre leurs

mains, qui à la moindre injonction de leurs maîtres courbent l'échine, se répandent en excuses, bref, se comportent en larbins, n'hésitant pas à se contredire à 24h d'intervalle et témoignant ainsi leur absence de toute conscience, scrupule ou morale.

Cela dit en passant, cette "charge" contre Merkel était ridicule, minable, laissons cela de côté pour le moment.

- Italie: un gouvernement d'union entre la gauche et la droite de Berlusconi est né - AFP

- La gauche répétait sur tous les tons ces dernières semaines qu'elle n'accepterait jamais de gouverner avec son ennemi juré, Silvio Berlusconi. libération.fr 27.04

Vous aurez constaté que leurs homologues italiens ne valent guère mieux, en réalité c'est la totalité des partis affiliés à l'Internationale socialiste dans le monde qui sont ainsi.

Au "mur des cons" vous pourrez ajouter ceux qui ont vu dans le jeu du cirque institutionnel italien une terrible crise politique, qui, comme nous l'avions affirmé ne déboucherait sur rien et connaîtrait une fin heureuse...

Aux travailleurs et militants italiens nous proposons la même orientation politique que celle que nous avons définie pour la France et les autres pays de l'UE : rupture avec les partis institutionnels et combat contre les institutions, l'Etat pour une République sociale.

En passant, le combat contre l'Etat présente l'avantage d'associer, de rassembler travailleurs des secteurs privé et public sur le même objectif.

[Les pourris. Les affaires sont les affaires.](#)

- Affaire Mediator : une ex-sénatrice UMP mise en examen - Liberation.fr

- Nouvelles accusations sur un financement libyen de la campagne de Sarkozy - LeMonde.fr

- Une nouvelle plainte vise Valérie Trierweiler pour «*recol de détournement de fonds*» - 20minutes.fr

- Affaire du Carlton: DSK à la barre? - L'Express.fr

[Atlantico.fr. Un portail ultra réactionnaire. En titres.](#)

(Extraits de quelques titres des derniers jours)

Sur le plan politique.

- Virage politique J-2 : la situation est-elle (enfin) assez grave pour que François Hollande ose affronter l'aile gauche de sa majorité ? - Atlantico.fr

- Bienvenue en Hollandistan, pays en voie de sous-développement - Atlantico.fr

- Gauche flonflon-ronchon : les secrets de fabrication du Mélenshow - Atlantico.fr

- Et un nouveau Bush en piste : d'où vient ce goût particulier des Américains pour les dynasties politiques ? - Atlantico.fr
Mur des cons : le monde de la magistrature consterné par le manque de déontologie de son syndicat - Atlantico.fr

- Les influences de la franc-maçonnerie sur les décisions de François Hollande - Atlantico.fr

Défense du capitalisme, des riches.

- Pourquoi toute politique de relance fondée uniquement sur la consommation est forcément vouée à l'échec - Atlantico.fr

- Budget de la Défense : Bercy est-il parti en guerre contre l'industrie de l'armement ? - Atlantico.fr

- Egalité salariale hommes femmes : les entreprises dernières victimes en date des erreurs de diagnostics gouvernementaux dans la chasse aux discriminations - Atlantico.fr

- L'obsolescence programmée, ce mythe qui révèle à quel point notre rapport aux mécanismes économiques est biaisé - Atlantico.fr

- Comment mettre davantage à profit l'attachement particulier que les plus riches ont à l'épargne ? - Atlantico.fr

Farouchement antisocial, anti-ouvrier.

- Assistanat : les vrais chiffres d'un fléau français - Atlantico.fr

- 47% : l'augmentation des dépenses d'indemnisation en arrêt-maladie en dix ans - Atlantico.f

- 6,3 milliards d'euros par an, la facture des arrêts de travail, ce nouveau visage de la contestation sociale - Atlantico.fr

- Mais qu'est-ce que la loi d'amnistie sociale vise vraiment à apaiser : les relations sociales ou celles entre le gouvernement et ses alliés politiques ? - Atlantico.fr

- Parents cancre et enfants tyrans : ce sujet de fond qu'aucune morale laïque ne permettra de traiter - Atlantico.fr

La pointe avancée de la réaction.

- Une justice impartiale ? Manifestement, pas pour un certain nombre de juges du Syndicat de la Magistrature - Atlantico.fr

- 79 % des Français opposés à la loi sur le mariage homosexuel approuvent la poursuite de la mobilisation - Atlantico.fr

- Ni bandits, ni terroristes : pourquoi des manifestants anti-mariage homosexuel ont-ils été gardés à vue 48h ? - Atlantico.fr

Son modèle : une dictature, un régime tyrannique, les Etats-Unis.

- Pourquoi les drames n'unifient pas les Français comme ils le font pour les Américains - Atlantico.fr

Pour finir, un aveu.

- Le bonheur est dans le nez (de Pinocchio) : et s'il fallait mentir aux hommes pour les faire progresser - Atlantico.fr

Pas de bol : la vérité est révolutionnaire !

ACTUALITÉ DU JOUR

[Entretien Le Parisien avec la présidente du Syndicat de la magistrature, Françoise Martres, et son secrétaire général, Eric Bocciarelli.](#)

Depuis combien de temps existait ce mur ?

Eric Bocciarelli. Il était là depuis des années, mais il a été, pour beaucoup, alimenté sous l'ère Sarkozy. Sous sa présidence, nous avons été stigmatisés, injuriés publiquement, des décisions de justice ont été remises en cause, des magistrats mutés ou convoqués en pleine nuit... Nous étions sous pression, et ce mur était un exutoire satirique confiné dans un espace privé. Cette droite que nous combattons a vu dans ces images volées le prétexte qu'elle attendait pour nous faire taire.

Deux pères de victimes étaient aussi épinglés...

Françoise Martres. Ce mur s'attaquait aux idées, pas aux personnes. Ces deux hommes ont défendu des positions que nous combattons : l'un était favorable à la suppression du juge d'instruction, l'autre était membre de l'Institut pour la justice, une association qui milite pour davantage de répression. Jamais nous ne les avons visés en leur qualité de victimes. Cet amalgame nous a beaucoup touchés car il n'était pas dans notre intention de faire du mal à qui que ce soit. leparisien.fr 27.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Après deux mois d'impasse, un nouveau gouvernement est enfin né en Italie: une coalition gauche-droite incarnée par le nouveau Premier ministre démocrate Enrico Letta et par son numéro deux, le chef du parti de Silvio Berlusconi, Angelino Alfano.

«*C'était le seul gouvernement possible et sa constitution ne pouvait pas attendre*», a commenté le président de la République, Giorgio Napolitano. Cette alliance permettra au nouveau gouvernement d'obtenir la confiance des deux Chambres, comme le prévoit la Constitution, s'est-il félicité.

Enrico Letta a effectué un rigoureux dosage politique en prenant six ministres provenant du parti Démocratique, six du PDL de Silvio Berlusconi et deux représentants de «*Choix Civique*» de Mario Monti.

Signal très fort de cette «large entente» encore mal acceptée par nombre de militants du Parti démocrate (gauche) de Letta, Alfano, chef du Peuple de la liberté (PDL, droite), parti créé par Berlusconi, sera vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur. Ce Sicilien de 43 ans est considéré comme le bras droit de Silvio Berlusconi, qu'il l'avait nommé à la tête de son parti, le PDL, en juillet 2011

Le ministère de l'Economie et des Finances va au directeur de la Banque d'Italie, Fabrizio Saccomanni.

Un visage connu fait une nouvelle apparition: celui de l'ex-commissaire européenne radicale Emma Bonino, nommée aux Affaires étrangères. Elle était vice-présidente du Sénat dans la législature précédente. Quant à la Justice, ministère très sensible pour Berlusconi, poursuivi dans plusieurs procès, il revient à l'actuelle ministre de l'Intérieur, Anna Maria Cancellieri. Moavero Milanese conserve son portefeuille aux Affaires européennes. Un des poids lourds de l'équipe Berlusconi, Gaetano Quagliariello, est chargé de la Réforme constitutionnelle.

«*Le Parti démocrate ne réussit pas à digérer l'idée de faire partie d'un gouvernement de large entente avec Berlusconi (...)*», analyse Marcello Sorgi dans le journal La Stampa.

De son côté, Silvio Berlusconi, redevenu indispensable alors qu'on le croyait fini il y a encore quelques mois après maints procès et scandales, faisait monter les enchères. Après l'annonce du gouvernement, il a affirmé avoir agi «*pour la formation du gouvernement sans poser aucune condition, sans exclure des personnes qui avaient été ministres dans de précédents gouvernements*». «*Ainsi, nous avons contribué à faire un gouvernement en peu de temps*», s'est-il réjoui.

Beppe Grillo a vu dans les tractations tous azimuts un «*mépris pour les huit millions d'Italiens*» ayant voté pour lui. libération.fr et lefigaro.fr 27.04

2- Islande

Selon une projection faite par la télévision publique RUV à partir d'un dépouillement partiel dans les six circonscriptions du pays le Parti de l'indépendance (droite) serait en tête devant le Parti du progrès (centriste et agrarien).

M. Benediktsson et M. Gunnlaugsson ont infligé une défaite cinglante aux deux partis de gouvernement. L'Alliance (sociaux-démocrates) perdrait la moitié de sa représentation avec 10 députés, tandis que le Mouvement gauche-verts en aurait 9.

Une comparaison avec les résultats de 2009 montre que les électeurs ont fui la gauche.

Le parti Avenir radioux (pro-UE) aurait 6 sièges. Quant au Parti pirate, si les premières estimations le propulsaient au dessus du seuil des 5% nécessaires pour avoir des députés, celles données par RUV à 0H45 GMT le plaçaient juste en dessous.

Les partis vainqueurs ont bénéficié de la lassitude des Islandais après des années de rigueur budgétaire et de difficultés à boucler les fins de mois.

La campagne électorale a été dominée par la question de l'endettement des propriétaires immobiliers, problème auquel les deux partis vainqueurs ont promis de s'attaquer tout de suite.

Le Parti de l'indépendance et le Parti du progrès sont habitués à gouverner ensemble. Ils avaient présidé à la libéralisation du

secteur financier dans les années 2000, qui avait débouché sur une hypertrophie puis une faillite des banques.

"*Les électeurs ont la mémoire courte*", déplorait dimanche Anna Katrin Kristansdottir, électrice de 49 ans, à la sortie d'un bureau de vote de Reykjavik.

La soirée était amère pour les membres de la coalition de gauche, inédite, qu'avaient choisie les Islandais en pleine crise financière en 2009.

"*Nous perdons à l'évidence beaucoup*" de voix, a déclaré sur RUV le chef de file des sociaux-démocrates, Arni Pall Arnasson. "*C'est une grande déception*", a avoué le ministre des Affaires étrangères, Össur Skarphedinsson, social-démocrate europhile.

Le Premier ministre Johanna Sigurdardottir ne se représentait pas, prenant sa retraite à 70 ans.

Après avoir appliqué pendant une bonne partie de son mandat des recettes inspirées par le Fonds monétaire international, qui a prêté à Reykjavik 1,6 milliard d'euros entre 2008 et 2011, elle s'est dite "très triste" de la défaite. [lexpress.fr 28.04](#)

3- Grèce

Le conseil politique du PASOK se réunira la semaine prochaine, normalement mercredi, pour discuter d'un audit sur les finances du parti qui, selon des dernières révélations, comprendraient plus de 100 millions d'euros en liquide n'apparaissant pas dans la comptabilité.

Le quotidien Efimerida ton Syntakton (Le journal des rédacteurs) a rapporté dimanche que le leader du PASOK, Evangelos Venizelos, a fait appel à cinq entreprises de comptabilité (Grant Thornton, Ernst & Young, KPMG, Deloitte and Touche and PWC Greece) pour contrôler les comptes du parti dont la dette s'élève à 114 millions d'euros. Le quotidien avance même que cette enquête pourrait démontrer que 114,5 millions d'euros ont été dépensés entre 2007 et 2010 sans aucune trace dans la comptabilité.

Le parti n'a pas confirmé le rapport qui a dénoncé ces incohérences mais a rappelé qu'un audit avait été mené sur les comptes entre 2004 et 2010. Cet audit serait d'ailleurs arrivé à la conclusion que les découvertes des comptables devraient être discutées avec les membres visés du parti.

Le journal prétend que les comptables ont trouvé que les dépenses n'ont aucun enregistrement en comptabilité, alors que celles ci ont été approuvées par l'ancien responsable et ex-premier ministre George Papandréou, ainsi que par l'ex secrétaire Nikos Athanasakis et le secrétaire général Rovertos Spyropoulos.

Spyropoulos a fait une déclaration avant-hier disant que cette annonce n'avait « *aucun lien avec la vérité* » [okeanews.fr 27.04](#)

[Haut de page ↗](#)

Le 29 avril 2013

CAUSERIE

Ici on crève de chaud et ils recommencent à couper le courant la journée. On attend toujours la pluie depuis octobre. C'est l'anniversaire de ma petite-fille Cassie, elle a trois ans et je l'adore évidemment, comme sa mère et son papa.

J'ai ajouté 11 nouveaux articles. Je crois qu'en avril on va battre le record de fréquentations du site, bravo à vous !

Vous ne voulez pas vous attaquer à l'Etat, aux institutions, ils vous broieront !

A mon avis, si je peux me permettre, ce qui confère un intérêt particulier à ma contribution politique, c'est qu'elle a été rédigée sur la base de connaissances acquises et une certaine expérience de la vie sans consulter le moindre ouvrage ou me poser la question de savoir si les idées que je développais étaient bien conformes à telle ou telle théorie ou doctrine, pour me faire passer pour un marxiste par exemple.

Sa valeur, si toutefois elle en avait une, repose sur le fait que je n'analyse pas la situation actuelle à partir des critères, des facteurs ou des rapports qui avaient cours autrefois ou à une autre époque, mais bien à partir de ceux qui existent en 2013, ce qui permet au passage de vérifier la validité de la théorie ou les instruments que j'utilise pour interpréter la situation et les adapter si nécessaire

à l'époque actuelle et non l'inverse, ce qui nous évite de tomber dans le piège mortel du dogmatisme, de tordre la réalité pour qu'elle corresponde à notre théorie transformée en dogme insipide. J'espère que cet exercice vous sera profitable.

A gauche la révolution, à droite la contre-révolution.

Pour que vous vous y retrouviez plus facilement j'ai mis en rouge mon intervention.

Ceux qui sont pour le maintien en place de l'ancien régime sont de droite et ceux qui sont contre sont de gauche, voilà qui devrait délimiter les deux côtés de la barricade. Non, ce n'est pas négociable, pas amendable.

Je vous propose quelques extraits d'articles que j'ai dégotté sur Internet et qui vont nous servir de support pour traiter à nouveau de ce sujet.

1- Le 11 septembre 1789, les députés de l'Assemblée constituante, réunis pour délibérer sur le droit de veto accordé au roi Louis XVI, se répartissent spontanément de part et d'autre du président : à gauche, les opposants au veto, à droite les partisans du roi.

Cette pratique s'enracine lorsqu'à partir d'octobre 1789, les députés délibèrent dans la salle du Manège des Tuileries. Ceux qui sont hostiles à la Révolution ou soucieux de la contenir s'assoient sur le côté droit de la salle, par rapport au président de l'Assemblée (ce côté est dit le « côté de la reine »). Les autres, plus ou moins favorables à la Révolution, s'assoient à la gauche du président (le « côté du Palais-Royal »).

De cette répartition des députés français par affinités datent les clivages entre une droite (réputée conservatrice) et une gauche (réputée révolutionnaire ou réformatrice) qui rythment aujourd'hui encore la vie politique dans toutes les démocraties. (herodote.net)

Aujourd'hui le réformisme est mort et enterré, il ne reste donc plus que les révolutionnaires à gauche et les contre-révolutionnaires à droite.

La révolution est un processus dialectique, elle est permanente, et ceux qui s'y opposent sont des contre-révolutionnaires. Maintenant il faut faire attention par ce qu'on entend par permanente, car certains réactionnaires l'ont totalement dévoyée, ils s'en sont saisis pour justifier des mesures régressives ou contre-révolutionnaires partant du principe qu'il fallait s'adapter à la marche à l'abîme du capitalisme ou s'adapter aux exigences des marchés financiers, comme si le néolibéralisme s'inscrivait dans le prolongement du processus révolutionnaire ouvert en 1789, alors qu'il est le fossoyeur du mouvement démocratique qui lui a donné naissance, il en est le bourreau et non le continuateur ou le descendant légitime. J'ai parlé d'un processus révolutionnaire ouvert en 1789 parce qu'il allait permettre de lever les obstacles au développement des forces productives nécessaire pour mettre un terme au cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour peu que le prolétariat fasse sa révolution et prenne le pouvoir, clôture ce chapitre de la préhistoire de la civilisation humaine.

2- Ce que définit la Constitution, c'est précisément ce qui ne peut être débattu ordinairement. Ce qui ne peut être soumis à l'exercice quotidien de la remise en cause dialectique. La droite, même née de la Révolution, a donc voulu conserver intacts certains pans de la vie politique. Elle est conservatrice. Pas contre-révolutionnaire, mais bien conservatrice. Conserver un état antérieur constitue d'emblée un frein à la Révolution dont le champ d'exercice est, par définition, indéfini.

La révolution est permanente au point d'être sans cesse rappeler ici, c'est l'élément que nous retiendrons.

- C'est donc la gauche qui a l'apanage du progrès révolutionnaire, car dès sa fondation elle en a accepté le caractère illimité et indéfini. La Révolution est de gauche. (...) Personne ne pose de question, n'exige de justification. L'assemblée sait immédiatement ce que l'intervenant veut dire. Cette compréhension instinctive pour l'homme de gauche, la bienveillance commune dont il bénéficie ne sont que le résultat de l'immunité dont bénéficie la Révolution. La gauche est donc héritière de la légitimité, tandis que la droite doit sans cesse chercher à construire ses origines. (...)

Le refus de mettre un terme aux rapports sociaux de production nés avec le capitalisme et qui le définissent, au mode de production capitaliste, exprime le rejet du caractère "illimité et indéfini" de la révolution, c'est une attitude contre-révolutionnaire. Effectivement, le bien-être social, la justice, le droit de disposer des mêmes droits, de vivre en paix, en harmonie avec les autres peuples, de pouvoir s'épanouir dans la société, de pouvoirs satisfaire tous ses besoins et aspirations n'a pas besoin de justification à partir du moment où l'on empiète pas sur la liberté d'autrui, que l'on ne vit pas au détriment d'autrui, que l'on vit de son travail sans exploiter ou opprimer quiconque.

La droite "doit sans cesse chercher à construire ses origines", en vain, et pour cause, en réalité il lui faut sans cesse tenter de justifier l'injustifiable, le règne de l'exploitation et de l'oppression sous lequel nous vivons, les inégalités et les injustices monstrueuses qui accompagnent la survie du capitalisme, le droit d'aller bombarder un peuple pour piller ses richesses.

- Le système est né de la Révolution. La droite représente la famille politique qui, tout en l'acceptant, a voulu y poser des limites. Elle doit donc se justifier. La règle du jeu fixée par la Révolution repose sur la dialectique. Si pour la gauche l'utilisation de cette règle est naturelle, son acceptation est toujours plus compliquée pour la droite. (...)

La gauche qui en réalité a adopté l'idéologie de la droite a abandonné cette dialectique, pire, elle ne s'en sert que pour mieux asservir les masses au régime en place, ce qui en déroute plus d'un. Comment expliquer cela rapidement. Par exemple une même mesure adoptée dans le cadre du régime en vigueur produira un effet inverse de celui qu'elle produirait si elle avait été prise par un gouvernement révolutionnaire une fois débarrassé du capitalisme et ses institutions. Quand ils prétendent agir pour le droit des femmes ou des couches minoritaires dans la société, qui peut croire un instant que leur réelle intention consisterait à lutter contre les injustices ou les discriminations dont ils font l'objet, il faudrait être particulièrement naïf, ils comptent s'en servir pour mieux les exploiter ou mieux monter les différentes couches d'exploitées les unes contre les autres afin de conserver le pouvoir, toutes ces inégalités ou injustices sont le produit ou la reproduction des rapports qui existent entre les classes, donc elles ne pourront disparaître que lorsque ces rapports auront été inversés ou auront disparu. Prenez la lutte contre le racisme, elle a favorisé le développement du communautarisme, la ghettoïsation qui existe aujourd'hui dans certaines villes est pire que celle que j'ai connu dans les années 60 quand existaient des bidonvilles à Nanterre, elle s'est banalisée, ils l'ont banalisée au point d'en faire des lieux de non-droit où règnent désormais la pègre, les imams et le désespoir surtout.

Toute mesure progressiste adoptée sous un régime capitaliste se transforme en son contraire. C'est la tombe du réformisme. Dans un régime socialiste la libération sexuelle permettrait à chacun de s'épanouir sexuellement, sous un régime capitaliste elle donne lieu à une débauche de perversités (et violences) sexuelles, de mal être ou de déséquilibres sexuels.

- La droite telle que nous la connaissons actuellement ne s'appelle finalement droite que parce qu'elle est moins à gauche que la gauche. Elle n'est pas à droite du système mais à droite dans le système. Il n'y a pas de différence de fondements philosophiques ni de valeurs, mais une différence de positionnement. La droite, comme la gauche, a accepté le préalable révolutionnaire. (...)

Là on a vraiment envie de se marrer, l'auteur de ces lignes a raison, la droite est moins à gauche que la gauche mais c'est la droite, et la gauche est moins à droite que la droite, mais c'est aussi la droite, là c'est moi que le rajoute, car elle a rompu avec la dialectique de la révolution permanente qui commandait de rompre avec le capitalisme pour passer au socialisme, ce que cette soit-disant gauche est incapable d'envisager, définitivement.

La droite est "*à droite dans le système*" et la gauche est à gauche dans le système, c'est bien qu'on s'évertue à expliquer, en étant dans le système et en étant incapable d'en sortir, il n'y a plus de différences fondamentales entre la droite et la gauche, adopter le système, c'est adopter le capitalisme et ses institutions, c'est être de droite.

La droite a "*accepté le préalable révolutionnaire*" pour mieux le combattre, la gauche pour mieux le brader, ils se complètent.

- Parler de droite et de gauche n'a donc finalement de sens que si l'on accepte le système révolutionnaire, à l'exclusion de toute autre logique politique. Mais alors, il n'y a pas vraiment d'alternative politique au conflit indéfini inauguré par la Révolution. Pour qu'il y ait une alternative, mieux vaut parler de Révolution et de Contre-Révolution que de gauche et de droite. Car c'est bien là qu'est la véritable césure. Il est cependant difficile d'identifier la droite actuelle à la Contre-Révolution. On l'a vu, elle aussi profite de la dialectique et en accepte les règles. Cependant, par son positionnement, elle joue parfois un rôle de frein à la Révolution. C'est d'ailleurs ainsi qu'elle est née : en prétendant en 1791, défendre la Constitution et poser ainsi un obstacle au déroulement rapide et sans faille de la logique révolutionnaire. (...)

Autrement dit la distinction entre la droite et la gauche existe à condition de ne pas se poser trop de questions, de ne pas entrer dans les détails, de surtout pas se demander si par hasard ils ne feraient pas la même politique, si ils ne seraient pas finalement au service de la même classe, celle des capitalistes.

Il a raison, la "*véritable césure*" réside dans l'alternative de la révolution et de la contre-révolution, révolution qui ne peut avoir comme forme et contenu que celle de la révolution socialiste, il faut donc classer dans le camp de la contre-révolution tous ceux qui y sont opposés.

- Dans cette évolution, quelle est la place de la droite ? Celle d'une force qui vise à conserver l'état antérieur né de la Révolution de 1789-1793, sans que la gauche ne le bouleverse par la révolution permanente. (ichtus.fr)

Conclusion : la véritable gauche, c'est nous, les militants qui combattons pour la révolution permanente définie par Marx, Engels, Lénine et Trotsky, la révolution socialiste internationale. Pour un peu, on n'aurait même pas besoin de le préciser. Vous avouerez que la confusion entre la droite et la véritable gauche a été savamment entretenue pendant de longues décennies et qu'il était relativement facile de clarifier les choses.

ACTUALITE EN TITRES

Vous avez dit réactionnaires, "**ravagés**". C'est viscéral, congénital, naturel chez eux.

- A bas l'entrepreneur, vive le fonctionnaire : chronique d'un désamour ravageur - Atlantico.fr

Nos amitiés à tous les fonctionnaires qui se connectent sur le portail de l'Opposition de gauche, qui savent qu'on les aime et les défend, qui comprennent que lorsqu'on les critique c'est pour briser le carcan qui divise la classe ouvrière et permet à la réaction de les attaquer.

Toute compromission comporte un risque !

- Italie : fusillade alors que le nouveau gouvernement prêtait serment - LeMonde.f

ACTUALITÉ DU JOUR

On peut toujours choisir de conserver ou de liquider l'Etat des capitalistes.

- Belgique, le sauvetage des banques : « 9 milliards de recettes pour 35 de dépenses » - mondialisation.ca - 26 avril 2013

Entretien au journal belge *Le Soir*, le 24 avril 2013, d'Eric Toussaint, Président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde de Belgique et maître de conférence à l'ULg. Extraits.

Question : Mais l'État avait-il le choix ?

Eric Toussaint : A mes yeux, la dette que nous connaissons aujourd'hui est frappée d'illégitimité car elle n'a pas respecté l'intérêt général.

Parce que l'Etat serait garant de "*l'intérêt général*", on avait plutôt cru comprendre qu'il agissait en priorité pour le compte de la classe dominante, qu'il en défendait les intérêts qui sont opposés à ceux de la classe dominée, non ? Voilà l'Etat doté d'un statut au-dessus des classes qui ne correspond pas à la réalité.

Qu'il remplisse le rôle de médiateur entre les classes on veut bien l'admettre, il sert à établir un équilibre dans les rapports entre les classes, mais en privilégiant les intérêts de la classe qui détient le pouvoir économique, et en temps de crise, plus la classe des nantis est gourmande et se fait pressante, plus le déséquilibre en faveur de cette dernière s'accroît au point de révéler sa véritable nature sociale d'Etat bourgeois ou capitaliste.

Eric Toussaint : En outre, c'était aussi à la justice de prendre des mesures pour établir les responsabilités de cette débâcle

Lui attribuer un autre statut que le sien est nécessaire quand on refuse de combattre pour l'abattre, CQFD. Il le confirme à sa manière en s'en remettant à son pouvoir judiciaire qui est le pendant du pouvoir exécutif et législatif entre les mains de la classe dominante.

Quelle fâcheuse manie de se prosterner devant l'Etat.

Et puis, comment les travailleurs pourraient-ils être responsables d'un milliardième de la dette de l'Etat dans un système économique reposant sur le vol légal d'une partie de leur force de travail, alors qu'ils sont les seuls à produire les richesses ? En réalité, les travailleurs sont les véritables créanciers des capitalistes depuis que ce système économique existe. Décidément, effectivement dans pratiquement tous les domaines il faut remettre chacun à sa place.

Et ce n'est pas non plus un hasard si nos braves intellectuels ne mettent pas en avant l'annulation de la dette des travailleurs, des ménages comme l'on dit. Si la production était basée sur les besoins des travailleurs et que l'essentiel des richesses produites n'atterrissait pas dans la poche des capitalistes, les travailleurs n'auraient pas besoin de s'endetter. Donc leur dette correspond bien à l'équivalent que les capitalistes leur ont volé, dans ce cas-là ils ne doivent rien à personne, n'est-ce pas ? Cet argument est imparable, alors pourquoi n'y pensent-ils pas, c'est tellement élémentaire ?

Les capitalistes ont tout prévu en instaurant leur Etat, la répartition des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire de telle sorte qu'ils demeurent sous leur contrôle quelle que soit la majorité parlementaire ou le parti qui parviendra au pouvoir.

C'est ce qui a fait dire à Marx et Engels qu'il fallait le "*démolir de fond en comble*" et en rebâtir un autre sur de nouvelles bases, une nouvelle Constitution, de nouvelles institutions ou organes de pouvoir. Comme quoi nos deux compères avaient vu juste. Qui a dit que le socialisme n'était plus d'actualité ? On attend toujours qu'un parti ouvrier en fasse la promotion... Est-ce compliqué, la preuve que non.

Lisez ou relisez aussi à l'occasion L'Etat et la révolution de Lénine, avec un tel armement on est aussi invincible que la classe ouvrière quand elle déferle...

A défaut d'une issue politique : on se suicide !

Les faits

- Près de 4 Français sur 5 seraient favorables à un gouvernement d'union nationale AFP -

...cependant...

- Peillon: un gouvernement d'union nationale n'aurait "*pas de sens*" AFP

...pourquoi ...

- Un gouvernement d'union nationale ne serait "*pas efficace*", pour Sapin Le Nouvel Observateur

... pourquoi sont-ils aussi catégorique...

- Sapin: pas de crainte d'une "*confrontation sociale*" AFP

Et la boucle est bouclée, le carcan sous lequel nous croulons.

Ils auront tout essayé et testé en Europe... ou presque.

- Près de quatre Français sur cinq (78%) seraient favorables à un gouvernement d'union nationale gauche-droite intégrant aussi des personnalités de la société civile, jugé plus efficace notamment pour lutter contre le chômage, selon un sondage Ifop publié dimanche dans le JDD. AFP 28.04

A croire qu'ils n'ont tiré aucune leçon des expériences grecque et italienne, quand Lucas Papadimos avait été nommé premier ministre le 10 novembre 2011 et trois jours plus tard le président Napolitano avait nommé Mario Monti au poste de premier ministre.

En Italie, Napolitano vient de resservir le couvert, tandis qu'en Grèce la Nouvelle démocratie gouverne avec le Pasok.

Au Belgique aussi ils ont un gouvernement d'union nationale, depuis les fermetures d'usines se succèdent à une cadence accélérée, c'est ce qu'ils appellent être "*plus efficace notamment pour lutter contre le chômage*".

Les Français seraient donc sourds et aveugles.

- Las de l'austérité, les Islandais optent pour l'alternance - Reuters

En Islande, le Parti de l'indépendance et le Parti du progrès avaient présidé à la libéralisation du secteur financier dans les années 2000, qui avait débouché sur une hypertrophie puis une faillite des banques. Lors des élections législatives de 2009 ils avaient été renvoyés dans l'opposition parlementaire, tandis que de L'Alliance (sociaux-démocrates) et du Mouvement gauche-verts prenaient le relais.

Cette coalition de gauche, inédite, qu'avaient choisie les Islandais en pleine crise en 2009 ne s'étant pas attaquée au chômage et à l'endettement des ménages, ainsi qu'aux multiples difficultés que rencontrent les travailleurs dans leur vie quotidienne, viennent de remettre aux commandes ceux qui avaient conduit le pays à la banqueroute, ce qui a fait dire à Anna Katrin Kristandsdottir, une électrice de 49 ans, à la sortie d'un bureau de vote de Reykjavik : "*Les électeurs ont la mémoire courte*", disons qu'ils ont compris qu'il n'existait aucune issue politique qui leur soit favorable, et que dans ces conditions en portant au pouvoir les partis qui étaient dans l'opposition, peut-être tiendraient-ils au moins une ou deux promesses électorales pour les remercier d'avoir voté pour eux, sans en attendre davantage. (source : Lexpress.fr 28.04)

Au Portugal, la situation est identique, le niveau de conscience politique et l'état d'esprit des travailleurs aussi. Voici la dernière info.

- Portugal : le PS maintiendra la discipline budgétaire s'il arrive au pouvoir - AFP

L'opposition socialiste, qui réclame une renégociation du plan de sauvetage accordé au Portugal en mai 2011, s'engage à poursuivre des politiques de discipline budgétaire s'il gagne les prochaines élections législatives - AFP 28.04

Cela nous ramène à l'article que vous avez pu lire plus haut, les faits ne font que le confirmer, en réalité je pars des faits et non l'inverse, je ne cherche pas à tout prix à prouver que la droite et la gauche appartiennent à la même famille de droite, tandis que la véritable gauche est ailleurs, parmi les partisans de la "*révolution permanente*" qu'incarne aujourd'hui le combat pour la révolution socialiste, la liquidation du capitalisme et ses institutions politiques.

J'ai écrit presque, car il reste la dictature fasciste comme ultime rempart du régime pour contenir les masses et terminer le travail engagé par la droite et que la gauche a continué, la fausse gauche, mais n'a pas été capable de mener à son terme, ce qui nécessite de liquider les organisations et partis ouvriers dans lesquels les travailleurs se rassemblent pour résister et mener leur combat contre le capital et ses institutions.

Pour illustrer ce qui pointe à l'horizon, voyons ce qui se passe en Grande-Bretagne.

- Grande-Bretagne : la résistible ascension de la droite de la droite - lepoint.fr

Anti-Europe, anti-immigrés, l'UKip pourrait bien faire une entrée fracassante sur le théâtre électoral outre-Manche.

Sur quoi repose son audience ?

- Surtout celle des déçus de la classe politique, ceux qui ne font pas confiance au peu charismatique leader du Labour Ed Miliband pour apporter un vrai changement dans leur vie quotidienne, et ceux qui sont en colère contre le Premier ministre David Cameron, jugé pas assez à droite. Souvent une Grande-Bretagne des champs ou des banlieues, blanche, un peu plus âgée que la moyenne, nostalgique de l'autorité affirmée de Margaret Thatcher, du rayonnement du Commonwealth, inquiète du poids de l'immigration et profondément anti-impôts et anti-Bruxelles. Ces inquiétudes et ces colères s'étendent et se transforment rapidement en convictions politiques en cette période d'austérité et de crise.

La première secousse est arrivée lors d'une législative partielle en février dernier. La candidate Ukip a recueilli 28 % des suffrages, le meilleur résultat de l'histoire du parti dans une élection de ce type, et cela dans une circonscription traditionnellement Lib-Dem, l'équivalent des centristes en France. Cerise sur le gâteau pour les amis de Nigel Farage : leur candidate a humilié les conservateurs en les reléguant à la 3e place à 25 % (le candidat Lib-Dem en tête au premier tour a été élu de justesse au deuxième). Dès lors chacun s'attend à une réplique spectaculaire jeudi prochain lors d'élections locales. Le parti pourrait rafler des centaines de sièges dans tout le pays, si son influence, jusqu'à 17 % dans certains sondages, se confirme. Les candidats Ukip pourront alors mettre le champagne au frais pour les élections européennes de juin 2014, où il pourrait cette fois arriver en tête. Puis enchaîner sur un autre succès au scrutin national de 2015, où l'Ukip pourrait alors raisonnablement espérer faire son entrée au Parlement. Voire devenir la 3e force politique du pays et accéder aux responsabilités en acceptant une coalition.

"Si l'Ukip fait de bons résultats jeudi prochain, tous les paris sont ouverts", confie ce week-end un cadre conservateur au quotidien The Independent. Un vent de panique pourrait souffler, les élus craignant tous pour leur siège. L'aile droite du parti pourrait exiger un nouveau durcissement du ton face aux soutiens de David Cameron. Ceux-ci estiment qu'après la promesse d'un référendum sur la sortie de l'Union européenne et l'annonce d'une réorientation des aides sociales en direction des nationaux, beaucoup de gages ont déjà été donnés en deux mois. lepoint.fr 28.04

On a le droit au même scénario dans tous les pays.

La surenchère à droite pour tenter de mordre sur l'électorat de la petite-bourgeoisie, des couches moyennes et arriérées réceptives au discours de l'extrême droite, d'un leader charismatique et excellent orateur, Nigel Farage en Grande-Bretagne, à ce qu'on appelle la gauche, la tentation de s'aligner sur la même politique en donnant des gages supplémentaire à la classe dominante, qu'elle aurait plus à y gagner en associant à sa politique antisociale des pans entiers des syndicats et des partis ouvriers, divisant profondément le mouvement ouvrier ce qui lui permettrait d'aller encore plus loin dans l'application de son programme qui somme toute est identique à celui de la droite.

Du coup, les travailleurs qui ne sont pas si sourds ou si aveugles qu'on veut nous le faire croire se réfugient dans l'abstention, car ils considèrent plus ou moins consciemment que la droite et la gauche c'est du pareil au même, pendant que les couches les plus arriérées qui sont aussi les plus désespérés et à la recherche d'un sauveur suprême pour résoudre leurs problèmes seront tentés par le vote d'extrême droite, bref, la droite comme la gauche s'emploient à faire le lit de l'extrême droite.

Et si nous en sommes rendus là, c'est parce que nous avons été incapables de nous doter d'une nouvelle direction politique, d'un nouveau parti révolutionnaire, d'une nouvelle Internationale socialiste.

Nos dirigeants n'ont pas été capable d'analyser le cours suivi par le capitalisme mondiale qui devait aboutir à la formidable crise que nous connaissons aujourd'hui et qui se traduirait à moyen terme par l'impossibilité d'envisager la moindre nouvelle réforme progressiste ou sociale, pire, aboutirait à la remise en cause systématique de tous nos droits ou acquis sociaux et politiques, qu'il était impératif de clarifier ce qu'on entendait par la droite et la gauche, le camp de la révolution et celui de la contre-révolution, ils ont été jusqu'à abandonner ce langage pour se réfugier dans un discours institutionnel, dans la pratique cela s'est traduit par de multiples tentatives pour associer cette gauche contre-révolutionnaire à leur combat, colportant sans cesse des illusions dans le PS, puis dans son courant soit-disant de gauche qui en réalité n'existe fondamentalement pas, on peut ajouter ses satellites et ses alliés du Front de gauche attelé au char de l'UE et de l'ONU, discours et ligne politique incohérentes et inaudibles à l'arrivée pour finalement proposer une issue politique dans laquelle tous ces partis seraient associés autant dire n'inspirant pas davantage confiance que ces partis liés au régime en place.

Pour avoir tenté de ménager la chèvre et le chou, comme dans la fable les deux finiront par être dévorés.

Tous ont refusé de rompre avec le PS, c'est établi pour le POI et quoi qu'en disent le NPA ou LO qui à chaque élection font du lèche-bottes, tous ont refusé de rompre avec les appareils corrompus des syndicats, tous ont refusé de rompre avec les institutions de la Ve République, quand ils ne ne passent pas leur temps à arpenter les allées du pouvoir, ils participent à chaque élection et quand il leur arrive rarement de ne pas y participer ils se passent bien d'appeler à leur boycott, un mot devenu tabou dans leur bouche, et lorsqu'il s'agit de défendre des droits ou des acquis sociaux ou politique, c'est toujours dans le cadre du régime en place, ils sont totalement incapable de les situer dans une autre perspective, pire ils voudraient faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, encore une illusion, au lieu de situer leur combat dans la perspective de l'émancipation du capital et du socialisme, c'est ainsi qu'ils se font les défenseurs de l'Etat, de ses institutions, du régime, de l'ordre établi qu'ils prétendent combattre.

Vous ne voudriez tout de même pas que dans ces conditions le mouvement ouvrier et le prolétariat soient révolutionnaires ou trouvent la voie du socialisme, un peu de sérieux, un peu de respect pour les travailleurs et les militants s'il vous plaît, il est temps de remettre chaque chose à sa place et d'appeler les choses par leurs noms sans se soucier que cela plaise ou non à qui que ce soit, cela passe ou cela casse, au diable les misérables manoeuvres ou calculs d'appareils, de chapelles, la remise en cause de nos acquis ou droits sociaux ou politiques n'est pas négociable, notre programme révolutionnaire n'est pas négociable, nos principes, on peut et on doit les adapter dans la forme mais leur contenu n'est pas négociable, notre objectif politique et les moyens de l'atteindre ne sont pas négociables, notre cause et notre idéal ne sont pas négociables, le socialisme n'est pas amendable ou négociable, quand on dit socialisme ou barbarie cela signifie effectivement quelque chose ou alors rien du tout, au choix.

Comme disait Trotsky, si maintenant s'en tenir à une position, une ligne, un objectif c'est être sectaire, alors nous le sommes, nous devons l'être, nous le revendiquons, j'ajouterais que c'est notre force et que tout autre attitude serait assimilable à un suicide politique.

Les militants ou cadres à qui leurs dirigeants ont fait avaler des couleuvres de plus en plus lourdes à digérer, en passant pour mieux les endormir, c'est le meilleur moyen pour attraper les serpents, qu'ils ont habitué à toutes sortes de compromis qu'ils ne se donnent même plus la peine de justifier tellement c'est ancré dans leur conception de la lutte de classe, vont peut-être rétorquer en lisant cet article que c'est le meilleur de ne pas construire le parti, de demeurer marginaliser, etc. mais dites-moi, votre parti il est parvenu à quel résultat au juste à partir celui-là, en plus vous ne pourrez même pas revendiquer d'avoir aidé les travailleurs à y voir plus clair dans les rapports entre les classes, c'est encore pire, non ?

Et qui vous dit qu'en trouvant le bon discours pour s'adresser aux masses sans rien renier de nos principes, nous n'aurions pas pu construire le parti, dites-nous, qu'est-ce qui vous permet de l'affirmer ? C'est ce que vos dirigeants répètent à longueur de temps sans doute, mais cela a-t-il vraiment un rapport avec la réalité. A quel moment vous ont-ils tenu le discours que vous trouvez dans ce portail, quand se sont-ils vraiment adressés aux masses sans maquiller la réalité, dites-nous ?

[La tradition des monarchies européennes ayant été séduite par le fascisme est respectée.](#)

- Pays-Bas: l'ombre de la dictature argentine plane sur la future reine Maxima - AFP

L'ombre de la dictature argentine plane sur la future reine Maxima des Pays-Bas: son père a servi un régime militaire répressif.

Fidèle serviteur de la dictature du général Jorge Videla, Jorge Zorreguieta a été successivement son vice-ministre (1976-1979), puis son ministre de l'Agriculture (1979-1981).

Pendant que le père de Maxima siégeait au gouvernement, les opposants au régime disparaissaient à travers le pays. Souvent torturés, parfois jetés depuis des avions. Les organismes de défense des droits de l'homme dénombrent 30.000 disparus. Deux plaintes ont été déposées contre lui pour la disparition d'un médecin et d'une biologiste dépendant de son

ministère, mais il n'a jamais été inculpé par la justice argentine.

De nombreux dignitaires de la dictature ont été jugés et condamnés en Argentine, dont le général Videla, qui purge une peine de prison à perpétuité pour crimes contre l'humanité.

L'ex-ministre âgé aujourd'hui de 85 ans affirme qu'il ne savait rien des atrocités commises par le régime du général Videla, la plus féroce des dictatures militaires d'Amérique latine. *"Il y a des cas concrets de gens qui lui ont demandé de l'aide pour retrouver des disparus et il ne les a pas aidés"*, affirme à l'AFP Gonzalez Guerrero, co-auteur avec Soledad Ferrari du livre *"Maxima, une histoire vraie"*.

"Le changement de Maxima a été impressionnant et lui fait honneur. Elle a vécu son enfance dans une bulle où on disait qu'il n'y avait pas de disparus en Argentine et que les militaires avaient gagné une guerre contre la subversion. Elle est arrivée aux Pays-Bas en pensant cela et a défendu son père publiquement. Mais il y a eu un déclic et elle a commencé à se poser des questions et à enquêter ce qui s'était passé dans le pays", selon l'auteur argentin.

Pour les auteurs de l'ouvrage sur Maxima, un hommage aux disparus de la dictature a été rendu discrètement lors du mariage princier: 30.000 fleurs -le nombre présumé de disparus- décoraient les lieux où le mariage a été célébré. AFP 28.04

Nous n'avons pas la force de déposer une larme sur les dictateurs et leurs complices pour la plupart toujours libres, mais en aurions assez pour les exécuter si cela était possible. Je sais ce sont des choses qu'on ne dit pas mais que l'on fait, mais à ma place je peux me le permettre.

Soutien et dérapage. "**Murs des cons**", suite

Après le temps des critiques, celui des appuis. Le Syndicat national des journalistes (SNJ) a apporté ce dimanche *"son plus total soutien"* au Syndicat de la Magistrature (SM) mis en cause pour son "mur des cons". *"Une attaque en règle"*

Dans un communiqué, le SNJ, premier syndicat de la profession, *"s'élève contre le mauvais procès fait au Syndicat de la Magistrature"* qui fait *"l'objet d'une attaque en règle qui concerne tout le mouvement syndical"*.

Le SNJ *"rappelle que l'utilisation d'images volées dans un lieu privé, en l'occurrence les locaux du SM, est contraire à la déontologie professionnelle la plus élémentaire"*.

"Or on ne peut que s'interroger sur l'intention qui sous-tend et la publication des photos de ce mur et le traitement qui en est fait dans la presse", demande en outre le SNJ, qui appelle tous les journalistes *"à se poser les bonnes questions, à ne pas céder à la pression de la course à 'l'audimat' et à refuser de participer à une manipulation de l'opinion"*.

Appel inacceptable à la délation.

Quant au SNJ-CGT de France 3 demande que soit traduit en conseil de discipline l'auteur présumé des images de ce mur, Clément Weill-Raynal, un des journalistes judiciaires de la chaîne.

Joy Banerjee, représentant CGT de la rédaction nationale de France 3, a estimé que le journaliste qui aurait capté ces images et les aurait transmises au site Atlantico est coupable *"d'une atteinte à la déontologie. On ne vole pas des images et on ne les donne pas à un autre média que le sien"*, a-t-il dit à l'AFP.

L'auteur présumé des images, un journaliste de France 3, fait l'objet d'une enquête interne, selon la direction de la chaîne.

Atlantico a jusqu'à maintenant affirmé que l'auteur de la vidéo est un *"juge apolitique et non syndiqué"* en visite au syndicat. lexpress. fr 28.04

Nous n'avons pas changé de régime, alors ceux qui veulent se lancer à la chasse aux sorcières en seront victimes demain, pire, tous les militants ouvriers sans exception. Quand on dit qu'ils font le lit de l'extrême droite, est-ce qu'on exagère vraiment ou sommes-nous encore en dessous de la vérité ?

Dictature de la finance. Juge et partie. Un précédent qui fera jurisprudence et le tour est joué.

Subprime: accord amiable de Moody's, SP et Morgan Stanley sur 2 plaintes AFP

Les agences de notation Moody's, Standard and Poor's (SP) et la banque d'investissement Morgan Stanley ont passé des

accords amiables mettant fin à deux plaintes datant d'avant la crise financière qui les accusaient d'avoir dissimulé les risques d'investissements liés aux "subprimes", des prêts hypothécaires risqués.

Un document enregistré au tribunal fédéral de Manhattan vendredi soir indique que la plainte de King County, dans l'Etat de Washington (nord ouest des Etats-Unis), et de Abu Dhabi Commercial Bank ont été "abandonnées à la suite d'un accord amiable", dont les montants n'ont pas été dévoilés par les parties.

Le procès aurait été particulièrement crucial pour SP qui fait aussi l'objet d'une plainte déposée en février par le gouvernement américain, qui veut recouvrer quelque 5 milliards de dollars de pertes subies par des investisseurs qui auraient acheté des produits dérivés de crédits hypothécaires très risqués (subprime) sur la foi de notes de S&P excessivement optimistes.

Le département américain de la Justice (DoJ) accuse S&P d'avoir en toute connaissance de cause accordé des notes complaisantes pour préserver sa part de marché dans les produits dérivés. AFP 28.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

Merkel: *'Les membres de la zone euro doivent se tenir prêts à céder leur souveraineté'*.

Les membres de la zone euro doivent se tenir prêts à céder leur souveraineté dans certains domaines aux institutions européennes pour permettre au bloc de surmonter la crise et d'attirer à nouveau les investisseurs étrangers, a déclaré la chancelière Angela Merkel dont les propos ont été rapportés par Reuters. La chancelière, qui s'exprimait lors d'une conférence organisée par la Deutsche Bank à Berlin, et à laquelle était également invité le Premier ministre Polonais Donald Tusk, a également défendu le recours à la politique d'austérité pour faire face à la crise, affirmant que l'Europe devait trouver à la fois une manière de générer de la croissance tout en assainissant ses finances.

« *Nous semblons n'être capables de trouver des solutions communes que lorsque nous sommes au bord du gouffre* », a-t-elle dit. « *Mais dès que la pression se fait moins forte, tout le monde veut suivre sa propre voie. Nous devons être prêts à accepter que l'Europe ait le dernier mot dans certains domaines. Sinon, nous ne pourrions plus poursuivre la construction européenne* ».

« *Il serait dangereux que d'autres pays en Europe ressentent que l'Allemagne impose son propre modèle économique sur le bloc entier* », a poursuivi la chancelière. « *Nous n'avons pas toujours besoin d'abandonner nos pratiques nationales, mais nous devons être compatibles. Actuellement, c'est le chaos. Nous devons être préparés à rompre avec le passé pour aller de l'avant. Je suis prête à le faire* », a ajouté Merkel.

Les dirigeants européens doivent se réunir à Bruxelles dans les deux prochains mois pour discuter des avancées à réaliser pour aller vers une « *union fiscale* », rappelle Reuters. wikistrike.com 23.04

Elle a raison, il faut balayer le passé, faire table rase et la virer pour commencer, ainsi que l'UE !

2- Grèce

Le parlement grec a adopté dans la nuit de dimanche à lundi une loi sur de nouvelles mesures de rigueur réclamées par la troïka (UE-BCE-FMI) comprenant surtout la restructuration du secteur public et le renvoi de milliers de fonctionnaires.

La loi a été adoptée, à l'issue d'un débat houleux à l'assemblée, par 168 voix sur un total de 292 députés présents. 123 députés ont voté contre tandis qu'un député a simplement voté "*présent*".

Prévoyant le renvoi d'ici à 2014 de 15.000 fonctionnaires, dont 4.000 en 2013, une mesure inédite, cette loi ouvre la voie à la poursuite des versements de prêts de la zone euro et du FMI à la Grèce, d'un total de 8,8 milliards d'euros.

Les fonctionnaires censés être renvoyés sont ceux sanctionnés pour corruption ou incompétence, ceux poussés au départ volontaire à la retraite ou les victimes de la suppression de leur poste après la fermeture de dizaines d'organismes publics.

Dimanche soir, une manifestation de 800 personnes, selon la police, a eu lieu à l'appel des syndicats du privé et du public sur la

place Syntagma, en bas du parlement, dans le centre d'Athènes.

La confédération des fonctionnaires (Adedy) a dénoncé "*les suppressions de postes et la destruction du service public*" ainsi que "*la procédure d'urgence décidée par le gouvernement*" pour le vote de la loi.

Outre la restructuration du secteur public, la loi adoptée qui ne comporte qu'un seul article, une pratique récurrente pour contraindre les députés de voter l'ensemble des dispositions, prévoit l'extension d'un impôt foncier, imposé en 2011, mais en le réduisant de 15%.

Il prévoit également l'ouverture à la concurrence de nouvelles professions et des facilités de paiement, néanmoins sous de strictes conditions, pour permettre à l'Etat de récupérer des milliards d'euros d'arriérés d'impôts et de cotisations sociales auprès des ménages ou d'entreprises endettés.

Le principal parti de l'opposition, la Gauche radicale (Syriza), a déposé une motion d'anticonstitutionnalité de la procédure d'urgence, qui a été rejeté par le parlement.

Le ministre des Finances Yannis Stournaras a souligné que la procédure d'urgence était nécessaire car l'Eurogroupe (réunion des ministres des Finances de la zone euro) "*doit se prononcer lundi sur la poursuite du versement des prêts (...) dont la Grèce a besoin pour payer salaires et retraites*".

Les partis d'opposition ont dénoncé un amendement déposé à "*la dernière minute*" par M. Stournaras prévoyant la réduction du salaire minimum mensuel à 490 euros contre 580 d'euros actuellement. AFP 28.04

C'est le Parlement qui vous inflige ce traitement insupportable, alors il faut le renverser et prendre le pouvoir, il n'existe pas d'autres alternative politique : tout le pouvoir aux travailleurs et aux organismes politiques qu'ils doivent fonder indépendamment de l'Etat qu'ils doivent renverser, il n'existe pas d'autre voie, le socialisme.

3- Syrie

Le secrétaire général du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) a qualifié de complots contre la Syrie, tous les incidents, dans ce pays.

"*Ce front est prêt à faire face à toute agression étrangère contre la Syrie*", a-t-il affirmé. "*Les activités de ce front se limitent à la défense des camps palestiniens, mais en cas de toute agression étrangère contre la Syrie, les forces de ce front quitteront les camps*", a déclaré Ahmad Jibril. french.trib.ir 28.04

A en croire Nader Moghabele, analyste et journaliste jordanien et animateur du site "*les infos de notre pays*", Poutine est bien trop ferme, dans son soutien à la Syrie. Poutine a annoncé, au cours d'une rencontre privée ceci :

"*même si la guerre atteint les rues de Moscou, la Russie ne renoncera pas à son soutien à Assad*". Le journaliste, qui est connu, pour ses relations privilégiées avec les Russes, cite toujours le président russe, qui aurait rejeté "*l'idée d'un tête à tête avec Obama*", suivant une demande de ce dernier, puisque "*Poutine n'est nullement pressé, pour parler d'Assad avec le chef de la Maison Blanche*". french.trib.ir 28.04

SOCIAL

1- France

1.1- Chômage

160 000 emplois (souvent précaires) pour 9 500 000 privés d'emplois et travailleurs pauvres occasionnels.

Ne vous inquiétez pas pour vos députés de l'assemblée nationale, avec 1 an de RSA par mois, en argent de poche, au black légalisé, alors qu'ils en ont pas besoin, car salaire d'autant déjà, + nombreuses gratuités, ça va pour eux, ça roule ma poule, et la retraite sera pas trop médiocre non plus.

N'écoutez pas ceux qui disent que ça part en partie, pour louer une permanence, c'est eux même ou leurs proches qui empochent les loyers la plupart du temps, et qui seront propriétaires du bien, façon judicieuse de détourner le pognon me direz vous...

Bon si on parlait des millions de personnes, toujours + nombreuses, qui elles doivent très souvent survivre en étant moins de 2 fois sous les seuils de pauvreté, ou les revenus ne couvrent trop souvent, même pas les charges fixes (bah oui, c'est comme ça, ceux au pouvoir, hier comme aujourd'hui, sont des ordures inhumaines, pas un scoop hein ... qu'il faudrait multiplier par 2 les allocs de survie, et non pas de 25 centimes par jour (7.50€ par mois), à bon entendre ...)

Sans parler des ignobles déchets humains, qui coupent ces mêmes allocs de survie, parfois de façon arbitraire, dans certains départements à des gens déjà dans la merde jusqu'au cou, faudrait je pense les foutre en taule avec ceux qui grugent le fisc, tout ces dangereux dégénérés du bulbe.

Les dégâts humains, maladies, violences, la gestion administrative et répressive de la pauvreté, etc, ça coute de +, bien + financièrement à la collectivité, que de garantir de la non pauvreté avec un revenu universel décent.

Bref revenons froidement aux chiffres :

Radiations des listes A,B,C,(D,E) de Pôle Emploi par motifs, Mars 2013 :

- Défauts d'Actualisation : 190 700, 42,5 % des sorties des listes

- Radiations Administratives (les punis) : 39 200, 8,7 % des sorties

- Autres Cas (mystérieuse rubrique, les morts, suicidés, emprisonnés ?) : 52 400 11,7 % des sorties.

soit 282 300 radiés des listes (62,9 %) pour autres motifs que : - Stages parking : 36 700, 8,2 % des sorties.

- Arrêts maladie, maternité etc : 35 700, 8 % des sorties.

- Reprises d'emploi déclarées : 94 000, ne représentent que 20,9 % des sorties des listes de pôle emploi, et encore, y compris contrats aidés, etc ..

Demands d'emploi par catégories :

A : 3 224 600 + 1,2 % (+ 11,5 % sur 1 an)

B : 643 500 + 3,1 % (+ 12,7% sur 1 an)

C : 873 000 - 2,4 (+ 2,3 % sur 1 an)

D : 257 100 - 1,6 % (+ 7,6 % sur 1 an)

E : 350 300 - 0,3 % (- 5,1 % sur 1 an)

TOTAL : 5 348 500 (données corrigées), hors DOM TOM, soit + 8,6 % sur 1 an, + 29 400 en 1 mois.

TOTAL, dom-tom compris : 5 718 300 (page 15 du rapport de la DARES)

Quelques chiffres qui parlent :

Chômage Longue durée (entre 2 et 3 ans) : + 12,4 % sur 1 an

Chômage Très Longue Durée + de 3 ans : + 18,2 % sur 1 an

Chômage des 50 ans et +, + 15,2 % sur 1 an

Offres d'emploi collectées, - 18,2% sur 1 an

+ d'1 chomeur inscrit à pôle emploi sur 2 (50,9 %) ne perçoit AUCUNE INDEMNITE, ni ARE (allocation retour à l'emploi), ni allocation de solidarité (ASS, AER ...) Offres d'emploi dispo, dernier chiffre connu : 160 242

Le + scandaleux, LES DEMANDEURS d'EMPLOI INVISIBLES, complètement en dehors des statistiques

Ne sont pas comptés dans ces 5 742 000 demandeurs d'emploi et travailleurs pauvres occasionnels :

1 273 500 foyers bénéficiaires du RSA, en effet sur 2 100 000 environ de foyers (chiffre sous estimé datant de l'an passé) , seuls 826 500 sont inscrits à Pôle Emploi, les autres bénéficient d'autres suivis (associations, collectivités locales etc) en sachant qu'un foyer bénéficiaire, comporte parfois + d'un demandeur d'emploi en son sein. + 1 000 000 au bas mot, de bénéficiaires de l'AAH ou d'une pension d'invalidité, ne sont pas inscrits à Pôle emploi

+ des centaines de milliers, voire peut être + d'1 million de SANS-DROITS, principalement :

- des jeunes de moins de 25 ans, primo demandeur d'emploi, qui comme vous le savez n'ont même pas droit au RSA. (quasi unique en Europe)

- des sans droits, pour motif, dépassement des plafonds de ressources dans le foyer, exemple, votre conjoint(e) perçoit 650 € d'allocation chômage, ou 743€ d'allocation adulte handicapé, vous n'aurez même pas droit au RSA, car vous dépasserez le plafond couple qui est de 608€ par mois, si vous êtes NON SDF.

- on peut parler également de retraités qui cherchent un emploi car leur retraite ne couvre pas les charges fixes pour survivre (loyer, énergie, assurances, voiture, téléphone, eau, nourriture, santé (lunettes, dentiste ..) incalculable

- des bénéficiaires de pensions de reversions (veufs, veuves) de 55 ans et +, qui dépassent les plafonds du RSA, et qui n'ont pas encore l'âge pour la retraite ou le minimum vieillesse "ASPA" (67 ans) ASPA récupérable sur le patrimoine au décès.

- des bénéficiaires de pensions alimentaires qui dépassent les plafonds du RSA

- on peut également évoquer, des étudiants, boursiers ou non, qui cherchent des petits jobs alimentaires, qui sont donc bien demandeurs d'emploi, en concurrence avec les autres (même si beaucoup sont aussi exploités en stages sous payés, voir gratuits)

- on peut évoquer enfin, des auto-entrepreneurs, qui ne gagnent rien ou presque, et sont demandeurs d'emploi en parallèle.

Faites le calcul vous même, on arrive au total, à + de 9 MILLIONS demandeurs d'emploi en France, et travailleurs pauvres occasionnels.

Sources : Rapport complet de la DARES de 20 pages (et non pas le simple communiqué de presse envoyé aux médias) : <http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/p...> wikistrike.com 26.04

1.2- Voilà 31,4 milliards d'euros d'économie à réaliser !

En 2008, Nicolas Sarkozy avait programmé la suppression de 54.000 emplois dans la défense entre 2008 et 2015. Selon cette source proche du dossier, le Livre blanc 2013 prévoit la poursuite des baisses d'effectifs prévues jusqu'en 2015 et la suppression de 20.000 postes supplémentaires dans les quatre années qui suivent.

La répartition des suppressions de postes entre les différentes armées et services de la défense sera décidée ultérieurement, lors de l'élaboration de la Loi de programmation militaire (LPM, 2014-2019) qui doit être discutée à l'automne au Parlement.

Par ailleurs, le budget 2014 de la Défense sera maintenu à 31,4 milliards d'euros, comme l'avait annoncé le chef de l'Etat le 28 mars. Et 179,2 milliards en euros constants seront consacrés à la défense entre 2014 et 2019, toujours selon la source proche du dossier. leexpress.fr 28.04

2- Bangladesh

Quatre jours après l'effondrement d'un immeuble de huit étages contenant des ateliers dans la banlieue de la capitale Dacca, au Bangladesh, le pays est toujours en état de choc. Un dernier bilan après cet accident industriel, le pire qu'ait connu le pays, fait état de 376 morts et plus de 900 disparus. Près de 2 500 personnes sont sorties vivantes des décombres du Rana Plaza, mais l'espoir de retrouver des survivants s'amenuise. Dimanche, alors que les sauveteurs pensaient avoir trouvé "*une femme qui était, croyons-nous, la dernière survivante*", un incendie a éclaté, tuant la potentielle miraculée.

Selon les premiers éléments de l'enquête, l'immeuble avait été bâti sur un sol instable et sans les autorisations nécessaires, et plus de 3 000 ouvriers, majoritairement des jeunes femmes, y ont été envoyés quelques heures avant l'effondrement, malgré les avertissements concernant la fragilité du bâtiment.

Après plusieurs jours de recherche, la police a arrêté plusieurs personnes, notamment deux ingénieurs, deux dirigeants d'un atelier et le propriétaire de l'immeuble, appréhendé à la frontière indienne. Elle est toujours à la recherche du copropriétaire, un industriel espagnol du nom de David Mayor.

Le suspect est également directeur général de Phantom-Tac, une société conjointe à parts égales entre Phantom Apparels (Bangladesh) et Textile Audit Company (Espagne). M. Mayor devrait notamment donner davantage de détails sur

le fonctionnement des ateliers, et sur les compagnies occidentales qui y étaient présentes.

Depuis l'effondrement de l'immeuble, la présence de plusieurs marques de vêtements a été constatée. Certaines, comme la société espagnole Mango ou la britannique Primark, ont admis avoir passé des commandes dans ces ateliers. D'autres démentent fermement toute présence. C'est le cas de Benetton, qui assure que *"les gens concernés dans l'effondrement de l'atelier au Bangladesh n'étaient pas des fournisseurs de Benetton"*. Pourtant, une photographie circule montrant de chemises bleues étiquetées *"United Colors of Benetton"* à l'endroit où le sous-traitant New Wave Bottoms, qui cite la marque au nombre de ses clients sur son site, avait ses ateliers avant la catastrophe.

Le groupe n'a pas non plus répondu à une première demande concernant une copie de documents fournie par la Fédération des ouvriers du textile au Bangladesh portant mention d'une commande de 30 000 articles en septembre 2012. Des étiquettes destinées à la marque américaine de prêt-à-porter féminin Cato ont également été retrouvées sur place.

L'ONG Clean Clothes Campaign, qui défend les ouvriers du textile à travers le monde, affirme que des étiquettes de la marque européenne C & A ont aussi été retrouvées. La société assure ne plus avoir de lien avec des fabricants basés au Rana Plaza depuis octobre 2011. Selon Clean Clothes Campaign, le britannique Bon Marché, l'espagnol Corte Ingles et le canadien Joe Fresh ont reconnu leurs liens avec les ateliers. En revanche, Carrefour a démenti tout lien avec *"des entreprises qui étaient en activité dans cet immeuble"* alors que la Fédération des ouvriers du textile et de l'industrie au Bangladesh dit avoir retrouvé dans les décombres des étiquettes de la marque *"Tex"*.

La colère contre la négligence qui a conduit au drame a provoqué de violentes manifestations depuis mercredi au Bangladesh, deuxième exportateur textile mondial derrière la Chine. Dimanche toutefois, les rues de Dacca étaient calmes. L'opposition appelle à une grève nationale le 2 mai pour protester contre cet accident industriel particulièrement meurtrier, le troisième en cinq mois. Le secteur du textile emploie 3,6 millions de personnes dans le pays, pour la plupart des femmes, dont certaines gagnent l'équivalent de 30 euros par mois.

En Grande-Bretagne, la présence de marques occidentales a été critiquée. Une manifestation a eu lieu devant un magasin Primark à Londres, et une pétition a été mise en ligne pour exiger des sociétés impliquées dans ces ateliers une compensation pour les familles des victimes. L'ONG ActionAid a également lancé une campagne pour que les consommateurs paient volontairement une *"taxe sur les t-shirts"* pour venir en aide aux familles touchées. *"Il me semble que nous avons une obligation morale d'aider, explique au Guardian Victoria Butler-Cole, à l'origine de l'action. Tout le monde possède un vêtement fabriqué au Bangladesh. Ce n'est pas seulement la faute des compagnies qui vendent ces vêtements"*.

Quelles bandes d'ordures ces ONG, allez vous faire foutre, seules ces compagnies, les propriétaires de l'immeubles et le gouvernement sont responsables ! La seule *"obligation morale"* que nous avons, c'est de construire le parti de la révolution socialiste pour en finir avec le capitalisme.

ECONOMIE

1- France

Les Pompes Funèbres Générales (PFG) sont-elles à vendre ?

Une pandémie est-elle programmée pour GS s'intéresse à nos morts ?

L'agence Reuters annonce que le fonds d'investissement Astorg Partners (Actuel propriétaire du groupe OGF / PFG) aurait mandaté Goldman Sachs pour l'aider à trouver un investisseur dans le cadre de la cession du groupe de pompes funèbres OGF.

OGF C'est quoi?

Avec les différentes enseignes (PFG, Roblot, Henri de Borniol et Dignité Funéraire, soit environ 1000 agences), le Groupe est présent sur toute la France. La société, leader sur le secteur a réalisé un chiffre d'affaires de 533 millions d'euros en 2012 (exercice clos en mars 2012, nous attendons les chiffres 2013 avec impatience), soit le un quart du marché français des pompes funèbres en réalisant près de 120 000 obsèques.

Mais aussi:

5 500 salariés
435 funérariums

51 crématoriums en exploitation ou en construction (soit le tiers des installations en France)
430 000 contrats de prévoyance en portefeuille avec une croissance de 15% par an
145 000 cercueils produits
16 000 monuments posés dans les cimetières
3 000 opérations de rapatriement avec PFG rapatriement

Depuis près de 170 ans, les Pompes funèbres Générales sont les leaders des services funéraires et de l'accompagnement des familles en deuil...

Astorg aurait mandaté Goldman Sachs pour vendre le Groupe OGF

Le processus de mise en vente d'OGF, qu'Astorg a acquis en octobre 2007 sur la base d'une valeur d'entreprise de 300 millions d'euros, ne fait que commencer. et avec un résultat brut (Ebitda) réalisé de l'ordre de 100 millions d'euros, la société OGF / PFG pourrait être valorisée entre 800 millions et un milliard d'euros, explique les analystes financiers. La recherche risque d'être moins facile soulignent les spécialistes de levées de fonds du fait de la situation économique en France ... wikistrike.com 22.04

Goldman Sachs dans le rôle de croque-mort est à sa place. Avant que les rôles ne soient inversés, mais nous ne pouvons leur garantir à l'avance que nous ferons preuve envers eux de plus d'égards qu'ils en ont eu envers nous, ni même autant, vous savez, la plèbe est rustre et immorale, elle aussi elle a une mémoire sélective, et puis tout se mérite !

2- Etats-Unis

Les Etats-Unis revoient le calcul du PIB depuis 1929, une bouffonnerie.

Leur mode de calcul du PIB va en effet subir une refonte complète, qui fera techniquement gonfler le PIB américain de 3%, soit environ 470 milliards de dollars.

Ces changements entreront en vigueur au 1er juillet 2013, et les séries statistiques concernant le PIB vont être entièrement recalculées depuis 1929 !

« *Nous allons réécrire toute l'histoire de l'économie !* », a expliqué hier au Financial Times Brent Moulton, chargé des comptes nationaux au bureau des statistiques.

L'objectif annoncé est de prendre en compte dans le PIB des actifs immatériels (Recherche & Développement, royalties, frais annexes...), qui n'ont jamais été comptabilisés jusqu'ici, et que l'ONU a recommandé d'intégrer depuis 2008.

Modifier le calcul du PIB va par ailleurs jouer sur d'autres données, telle l'inflation. C'est un critère décisif qui détermine, notamment, la politique monétaire de la Fed. Il va aussi réduire le niveau de dette par rapport au PIB. La réforme statistique pourrait donc mener à des décisions économiques qu'on ne soupçonne pas aujourd'hui.

Après l'Australie, qui a ouvert le bal, les Etats-Unis sont le premier grand pays à se plier à cette nouvelle règle, qui reflète mieux l'économie moderne, dans laquelle les biens incorporels ont pris un poids considérable. La dernière grande réforme avait eu lieu en 1999, via l'intégration des ventes de logiciels informatiques dans le PIB.

Désormais, les dépenses de « *Recherche et Développement* », qui étaient considérées jusqu'ici comme des dépenses courantes, deviendront des investissements. Les royalties, ou droits d'auteurs (dont ceux du cinéma) et certains frais comme les droits de mutation immobiliers seront aussi considérés comme des investissements, et non plus comme des dépenses courantes.

Cette réforme du calcul du PIB devrait progressivement être appliquée dans le monde, l'Europe ayant prévu de l'examiner en 2014. wikistrike.com 24.04 - Sources : Les Echos

3- Suisse

Poursuivi pour avoir dénoncé une fraude fiscale portant sur 200 milliards d'€ en Europe

Cet ex-informaticien de la banque HSBC est poursuivi par la justice suisse pour vol de fichiers bancaires qui avait permis d'identifier des milliers d'évadés fiscaux.

Devant le tribunal de l'Audience nationale qui débattait de la demande d'extradition présentée par la Suisse, Hervé Falciani a affirmé qu'il n'avait jamais été payé pour divulguer ces données. « *Jamais, en aucun cas* », a-t-il répondu, interrogé pour savoir s'il avait touché de l'argent pour divulguer ces fichiers, qui, récupérés par le fisc français en 2008, avaient permis de découvrir des

milliers d'évadés fiscaux dans le monde et mené au redressement fiscal de fraudeurs français.

L'ex-informaticien a insisté sur le fait qu'il avait d'abord tenté d'alerter les autorités suisses avant de se tourner vers la France, mais que celles-ci n'avaient pas voulu enquêter sur HSBC.

Arrêté à Barcelone le 1er juillet 2012, l'ex-informaticien avait été remis en liberté provisoire en décembre. La Suisse, qui avait auparavant lancé un mandat d'arrêt international contre lui, avait déposé une demande d'extradition auprès du ministère espagnol de la Justice le 5 juillet.

Hervé Falciani est soupçonné d'avoir soutiré des informations à la banque, divulgué des secrets industriels ou commerciaux et violé le secret bancaire. Les fichiers qu'il est accusé d'avoir volés ont permis de découvrir 659 comptes en Suisse pour les seuls clients espagnols, a souligné l'ancien secrétaire d'Etat au Budget, Carlos Ocaña, entendu lundi par le tribunal.

Selon le procureur, ces documents ont révélé une fraude fiscale portant sur 200 milliards d'euros dans toute l'Europe. wikistrike.com 25.04 - Sources : France 2 / Libération

Nous devrions soutenir Hervé Falciani puisqu'il a agit de la sorte de façon désintéressée, il est plus courageux que la plupart de nos dirigeants qui sont des couards.

[Haut de page ↗](#)

Le 30 avril 2013

CAUSERIE

Lundi 21h30 - heure locale

Avec un peu d'avance sur demain, j'ai mis en ligne quelques nouveaux articles publiés par le Réseau Voltaire. L'attentat de Boston pue de plus en plus la CIA, on s'en doutait depuis qu'on savait qu'il n'avait pas été commis par l'extrême droite américaine. A demain, je vais lire ces articles.

La suite mardi.

J'ajouterai quelques nouveaux articles ce soir, je me dépêche de télécharger le boulot de la journée dans le serveur du site, on n'a pas de courant depuis ce matin et il est déjà 15h50, j'ai vidé les trois quarts des batteries. Et je me suis passé de ventilateur pour les économiser.

On a fini le mois avec plus de 6.100 visites.

Austérité. Hypocrisie générale de la gauche de la droite.

Hier ils étaient tous pour ou s'en accommodaient, au mieux ils refusaient de la combattre, dorénavant ils sont tous contre, en y mettant les formes, certains lui reconnaissant tout de même des vertus, les autres se contentent d'exprimer des réserves à voix haute, pour ensuite affirmer à voix basse que seul le rythme qui avait été imposé par la troïka était en cause, et qu'il ne fallait surtout pas l'abandonner.

L'austérité serait à l'origine de tous nos malheurs, chômage, précarité, pauvreté, etc. chacun y va de son petit couplet depuis que ses conséquences ont pris une tournure sociale catastrophique, regrettable en esquissant une larme et totalement imprévisible, cela va de soi, chacun aura compris que parce qu'il est devenu impossible de les ignorer ou de les faire disparaître des écrans de télévisions ou d'ordinateurs, mais surtout depuis qu'elles se répercutent sur le plan politique.

On aura observé qu'il devient pour eux urgent de dénoncer cette politique antisociale et profondément injuste qui perturbe jusqu'à l'équilibre politique institutionnel bien huilé et en place depuis des lustres entre la droite et la gauche, qui les oblige à pratiquer une forme d'union nationale parlementaire sur toutes les questions économiques et sociales qui sont soumises aux députés, notez au passage que cette pratique ne date pas d'hier, et quand cela ne suffit pas ils en viennent à se rassembler en famille au sein d'un même gouvernement comme c'est le cas aujourd'hui en Grèce et en Italie.

Tous ou presque pourfendent cette politique antisociale comme s'ils n'en étaient pas les responsables ; la Commission européenne et le FMI s'en émeuvent en chœur à la suite de certains chefs d'Etat ou de gouvernement en Grèce, Irlande, Portugal qui réclament davantage de délais pour remplir les caisses des gangsters de la finance, leurs peuples étant déjà au bord de l'asphyxie

ou au-delà, émigrent, se réfugient dans l'alcool, la drogue, se suicident, etc. tandis que d'autres réclament que la mise en oeuvre de ces violentes mesures antisociales bénéficie également d'un délai, car ils craignent qu'elles ne débouchent sur une instabilité politique telle qu'elle les oblige à dévoiler leur véritables intentions et à recourir à la répression des mouvements sociaux, mettant au passage à nu ou fragilisant un peu plus les fondements du régime, de telle sorte qu'elle pourrait favoriser l'extrême droite et le regroupement de milliers de travailleurs dans des partis ouvriers hostile à toute politique d'austérité et plus généralement au capitalisme et aux institutions en place, ainsi qu'à l'Union européenne qui est le fer de lance de cette politique réactionnaire.

Posons-nous quelques questions.

Quelles sont les vertus de l'austérité, pourquoi ont-ils adopté cette politique ?

La principale vertu de l'austérité consiste à faire payer aux travailleurs la crise du capitalisme. Et si les mesures prises s'attaquent brutalement au coût du travail et au niveau de vie des travailleurs, cela signifie que cette crise a atteint les fondements du capitalisme, dans la mesure où les rapports établis entre les classes qui permettent à la classe dominante d'exercer son pouvoir économique sur la classe dominée ne le permettent plus tels qu'ils existent. Il est donc nécessaire de rééquilibrer ces rapports en faveur de la classe des exploités, ce qui se traduit par un approfondissement des inégalités sociales, de modifier la répartition de la part de la plus-value (ou des richesses produites) attribuée à chaque classe au détriment des travailleurs, afin d'assurer la survie du capitalisme lui-même.

Nous n'entretrons pas ici dans les détails car cela nous emmènerait trop loin et je n'en ai pas le temps, je vous renvoie à de précédentes causeries ou des articles qui figurent dans le portail dans lesquels cette question a été traitée.

L'austérité est le pendant de l'effondrement du capitalisme, elle est la condition indispensable mais pas suffisante qui précède un nouveau cycle d'expansion du capitalisme. On a pu observer dans le passé que chaque crise avait jeté sur le pavé des millions de travailleurs, avait réduit à la pauvreté, à la misère noire ou à l'indigence l'ensemble de la classe ouvrière des villes et des campagnes, avait ruiné des pans entiers de la petite-bourgeoisie, prolétarisé des couches entières de la classe moyenne, conduit à la faillite des centaines de milliers d'entreprises, d'investisseurs en bourse.

A deux reprises au XXe siècle, ce ne fut pas suffisant pour surmonter la crise du capitalisme, alors ils recoururent à de gigantesques et monstrueuses destructions humaines et matérielles à travers toute l'Europe jusqu'à l'Oural pour qu'enfin provisoirement et artificiellement le cycle de l'accumulation du capital puisse tourner à plein régime, et notez bien chaque fois en recourant au crédit et à la planche à billets, à l'endettement généralisé de la société, ce qui devait infailliblement conduire à une nouvelle crise, les mêmes causes produisant les mêmes effets.

Jusqu'à présent, s'ils n'ont pas eu recours à ce scénario, c'est parce qu'ils sont parvenus à développer de nouveaux marchés, celui de la main d'oeuvre à bon marché principalement, qui leur a permis de rétablir, maintenir ou accroître le taux de profit qui était en chute libre dans les pays capitalistes développés. Cette époque est sur le point de s'achever et ce processus n'est pas sans contradictions ou faiblesses.

Maintenant qu'ils ont réalisé de gigantesques profits en surexploitant la main d'oeuvre asiatique principalement, pour écouler les marchandises produites ils s'attellent progressivement à développer ces marchés, notamment en créant une importante classe moyenne, ce qui a comme inconvénient d'alimenter la lutte de classe du prolétariat, chaque travailleur estimant légitime de pouvoir accéder à ces marchandises ou services qu'ils produisent eux-mêmes, ce qui a pour conséquence de créer de l'inflation et une forte augmentation des salaires, ils augmentent de 20% en moyenne par an depuis quelques années dans les grandes villes ou centres industriels en Chine, mais aussi en Inde ou dans d'autres pays.

Cette marche forcée au développement, outre le fait qu'elle laisse sur le carreau des centaines de millions de travailleurs et leurs familles dont le niveau de vie est toujours aussi misérable, comporte des limites. Pour que ces marchandises et services soient accessibles et consommés ils doivent être à un prix abordable en rapport avec le salaire ou le niveau de vie des couches de la population susceptible de les acquérir ou d'en faire usage, les capitalistes sont donc obligés de rogner sur leur profit s'ils veulent les écouler, la production est plus anarchique que jamais, la concurrence féroce, de telle sorte que les prix des biens d'équipement sont poussés à la baisse.

Un exemple en Inde. Vous pouvez acquérir une voiture neuve sans déboursier un centime et commencer à la payer l'année suivante, c'est incroyable mais vrai. Vous disposez d'une voiture gratuite pendant un an, déclarez-vous insolvable au moment de payer la première traite, si vous avez perdu votre emploi, que vous ne possédez aucun bien et que votre compte bancaire est vide, que peuvent-ils faire, vous envoyez en prison, ce n'est pas ainsi qu'ils récupéreront leur argent. Et malgré tout les immatriculations ont baissé de 10% au cours des derniers mois. Il semble que l'expansion artificielle par l'endettement de ce nouveau marché ait atteint ou même dépassée la limite qu'il pouvait se fixer.

En Inde, mais en Chine aussi dans des proportions encore plus vertigineuses, des dizaines et dizaines de millions de travailleurs se sont endettés jusqu'au dents pour devenir propriétaires de leur habitation. Il y a trois semaines environ un Indien informaticien

que je connais depuis plus de 10 ans m'appelle, je n'avais plus de nouvelles de lui depuis un an et demi. Il travaille à Chennai, il vient de se marier et il m'apprend qu'il a acheté un appartement. Je le félicite en lui disant que je suis heureux qu'il s'en soit bien tiré, il est issu d'une famille de pêcheurs pauvres dont les parents sont décédés depuis longtemps. Mais là il me dit qu'il a un gros problème, qu'il a fait une grosse bêtise. Diable, quoi donc ? Il m'explique qu'il s'est foutu sur le dos un crédit sur 20 ans, qu'il doit payé des traites de 20.000 roupies par mois et que le coup de la vie a tellement augmenté qu'en fin de mois il ne lui reste plus rien, il ne peut pas économiser une roupie, bref, qu'il ne s'en sort plus et qu'il est étranglé par ce foutu crédit qui pompe les trois quarts de son salaire et lui pourrit la vie. Dommage il avait tout pour être heureux, autant qu'on peut l'être en Inde avec son statut, c'est très relatif en réalité, disons qu'avec son salaire il pouvait avoir une vie très confortable, ce qui demeure inaccessible à 8 ou 9 Indiens sur 10. Pour la petite histoire, il m'a demandé de passer le voir le week-end suivant à la petite maison qu'il possède dans son village natale à quelques kilomètres de chez moi, je n'ai pas donné suite pour le moment, car il pourrait s'être soudain souvenu de moi pour me taper du fric et je serais gêné de lui refuser un prêt qui serait forcément usurié pour être sûr qu'il me rembourse ou que je ne perde pas mon argent à l'arrivée.

Ils sont parvenus à contenir les contradictions du capitalisme en exportant massivement des capitaux pour développer de nouveaux marchés en commençant par surexploiter leur main d'oeuvre, ils ont consacré une partie du capital qu'ils avaient accumulé dans les pays capitalistes développés entre 1945 et le début des années 70 pour financer des délocalisations vers ces marchés, ils ont commencé à profiter du développement du marché intérieur dans les pays émergents, mais surtout ils sont parvenus à mettre en concurrence à la fois la main d'oeuvre, les marchandises et les services du monde entier, rendant obsolète ou inutile car non rentable des pans entiers de l'industrie, de l'agriculture, des services dans les pays capitalistes développés, principalement les pays de l'UE fortement industrialisés. Cependant comme c'est aussi le marché où le niveau de vie de la population est le plus élevé au monde, où ils écoulent une grande partie de leurs marchandises et services, ils ne peuvent pas s'en passer, pas pour le moment ou pas entièrement en imaginant que cela soit possible un jour, qu'ils s'écroulent et c'est l'économie mondiale qui s'effondre puisqu'une partie importante de l'économie des pays émergents reposent sur les exportations, l'existence aussi de cette nouvelle classe ou couche moyenne qui serait durement frappée, deviendrait insolvable, et ce serait l'économie des pays émergents qui s'effondrerait à son tour, il leur faut donc trouver la parade qui consiste à réduire le coût du travail dans l'UE tout en augmentant la productivité (le taux d'exploitation) de manière à ce que le niveau de vie de la population ne baisse pas ou augmente pour qu'elle continue de consommer comme avant, ce qui nécessite de s'attaquer à la législation du travail, au CDI, à la durée légale du travail, aux retraites, mais aussi à la jeunesse en la mettant de plus en plus à disposition des entreprises sans lui verser de salaires ou une obole.

Là où cela a coïncé et coince, c'est qu'ils n'ont pas pu ou n'ont pas osé jusqu'à maintenant s'attaquer frontalement à la classe ouvrière, de ce point de vue-là l'accord scélérateur du 11 janvier 2013 est en effet historique, car il enfonce un coin important dans la législation du travail en vigueur, c'est la porte ouverte à la remise en cause de la totalité des droits collectifs des travailleurs, qui à terme signifierait la dislocation de la classe ouvrière comme classe.

Je n'ai plus le temps de continuer, il est déjà 13h10, je n'ai pas pris ma douche je n'ai pas pris de petit-déjeunée ni déjeuné, je dois faire des courses et je n'ai pas encore commencé à traiter les infos du jour, aussi on s'arrêtera là aujourd'hui.

Pour ne pas vous laisser sur votre faim, mais chacun l'aura compris, si nous n'avons pas eu le droit à une nouvelle guerre mondiale depuis 1945, c'est uniquement parce qu'ils ont recouru à la parade que j'ai évoquée, qui a été facilitée par le recours à la planche à billets de manière quasi illimitée dès lors que le dollar n'était plus automatiquement convertible en or, cela leur offre une marge de manoeuvre infinie ou presque... A suivre.

Vous ne pourrez pas dire que j'avance des arguments ou propose des positions sans les étayer ou ne fournir aucune explication, ce qui ne garantit pas qu'ils soient justes, ce qui vaut pour les autres vaut également pour moi, cela va de soi.

En guise d'épilogue, pour se détendre.

Qui veut sauver Mailly, les travailleurs ou le capitalisme ou les deux à la fois ? Etait-ce possible, leurs intérêts sont-ils compatibles ? Et s'il fallait que le capitalisme s'effondre totalement, ce qui se traduirait fatalement par d'énormes sacrifices pour les travailleurs, pour les sauver du capitalisme, s'en émanciper ?

- Pour Mailly, "à faire de l'austérité, on va tous mourir avec des déficits zéro" - AFP

Pas vous quand même ?

Ah ben alors si même ses maîtres le disent, c'est que cela doit être vrai.

- "A faire de l'austérité, on va tous mourir avec des déficits zéro, c'est cela que ça signifie. Même les organismes internationaux, que l'on ne peut pas suspecter de gauchisme ou je ne sais quoi, comme le FMI, se posent la question au moins sur le rythme de l'austérité", a déclaré M. Mailly sur i-télé.

Pour un peu il offrirait un brin de muguet à Lagarde le 1er mai ! Vous voyez que le FMI n'est pas ce qu'on dit, franchement, vous

êtes des mauvaises langues.

La chute serait peut-être fatale au capitalisme, alors ne lui souhaitons pas.

- Selon lui, *"nous sommes en train de tomber dans la récession un peu partout, l'Europe est en récession, la Grèce est en dépression et si on continue sur l'austérité, c'est toute l'Europe qui va se casser la figure y compris l'Allemagne d'ailleurs"*.

Quand il dit "tous", "nous" ils parlent au nom de toutes les classes confondues comme si elles avaient les mêmes intérêts, parce qu'il est impossible pour Mailly d'envisager de se passer de celle des capitalistes, de se situer exclusivement sur le terrain de celle des travailleurs il se livre à cet amalgame, c'est inconscient à ce niveau-là, c'est plus fort que lui, c'est congénital, naturel.

Mais que l'Europe se "casse la figure", on n'attend que cela, on ne demande que cela, on devrait s'en réjouir car en principe cela devrait alimenter la lutte des classes, à condition toutefois de proposer une issue politique aux travailleurs, s'agissant des syndicats, la grève générale jusqu'à satisfaction de nos revendications qui passe par le renversement du régime en place et l'expropriation des capitalistes. Mailly est contre cette issue politique, il partage donc la crainte des capitalistes et ses représentants que les masses s'emparent de la crise du capitalisme pour la résoudre à leur manière, en faisant leur révolution, quelle horreur !

Pour l'éviter, il leur prodigue de précieux conseils.

- *"Il faut, à la fois au niveau européen, avoir une dynamique de relance --ça signifie pouvoir emprunter au niveau européen (...)-- et il faut redonner du pouvoir d'achat"*, a estimé le leader de FO. AFP 29.04

Finissons par un scoop, une découverte fabuleuse.

- L'austérité est mauvaise pour la santé, disent des chercheurs - Reuters

Vous êtes ouvriers ou modestes employés, vous n'avez pas à en rougir ou à être complexés, ce qui n'est pas le cas de nombreux intellectuels.

ACTUALITE EN TITRES

[La saison du tir aux pigeons, Hollande l'a inaugurée : feu !](#)

- François Hollande, l'ami des «pigeons» - Liberation.fr

Et avec qui François roucoule ? Mais avec Angela voyons !

[Toujours plus haut... plus dure sera la chute](#)

- Wall Street: l'indice élargi S&P 500 à un nouveau record historique - AFP

- Les Bourses européennes en hausse, confortées par le président du Conseil italien - AFP

- La Bourse de Paris nettement dans le vert avant la réunion de la BCE - AFP

- Trimestre solide pour Deutsche Bank et augmentation de capital - Reuters

Comment ils se goinfrent...

- Dividende exceptionnel de 9 euros par action Lagardère - Reuters

- Accor: près de 4 millions d'euros d'indemnité pour le PDG démissionné - L'Expansion.com

... et versent dans la luxure, sans complexe évidemment.

- STX lance son dernier paquebot, du super luxe pour les super riches - AFP

[La question saugrenue](#)

- La BCE doit-elle suivre l'exemple de la banque centrale américaine ? - LePoint.fr

[Les colonisateurs toujours sur le pieds de guerre.](#)

- 150 ans après Camerone, la Légion étrangère "*partout où la France se bat*" - AFP

[Les rats, suite.](#)

Le gros bâton...

- Allemagne: cinglante réplique du camp de Merkel aux critiques venues de France - AFP

... du coup...

- Controverse sur l'Allemagne: la majorité socialiste calme le jeu - AFP

... mieux encore...

- Cambadélis veut la suspension de l'auteur de la fuite sur Merkel - Reuters

- Cambadélis: le PS va présenter un texte "*profondément pro-européen*" - AFP

Du coup, ils en rajoutent une couche. Allez mouche ton nez petit renégat merdeux.

...car...

- Moscovici: l'idée d'une confrontation avec Berlin est "*contre-productive*" - AFP

Lâche, non, complice.

.... résultat...

- Hollande 19%, Sarkozy 34%, Le Pen 23% - Libération.fr

Chouette se dit Sarkozy, je vais être élu avec 82% des voix, je vais pouvoir me lâcher et me venger... ou finir au gibet, qui sait ?

...mais, fatalité oblige

- Pour 48% des Français, Sarkozy n'aurait pas fait mieux que Hollande - Le Nouvel Observateur

...conclusion

- La classe politique exclut un gouvernement d'union nationale - Le Nouvel Observateur

Inutile, l'autre est déjà prêt à prendre le relais.

L'exercice du pouvoir est une course de fond et de relais entre la droite et la gauche, et dire qu'il y en a qui ne l'ont pas encore compris dans nos rangs, c'est désespérant. J'allais oublier de préciser que la ligne d'arrivée était sans cesse repoussée, donc ne la cherchez pas, seules les masses sont capables de siffler la fin de la course et pour le moment c'est plutôt mal barré, d'ici là on va assister à une hécatombe, y compris dans nos rangs. Pour ne pas manquer de souffle camarades, adhérez au socialisme, adoptez le marxisme, c'est une source d'inspiration inépuisable. Tenez le coup, on les aura à l'usure.

[Propagande. Les médias porte-parole de la CIA.](#)

- Attentat de Boston : l'aîné des Tsarnaev était en contact avec des islamistes - LeMonde.fr

- Attentats de Boston: le rôle de la mère en question - L'Express.fr

Ce qu'ils ne diront pas ou pas pour le moment.

- Selon le quotidien russe Itzvestia , Tamerlan Tsarnaev a participé en 2012 à un séminaire de l'association géorgienne Fonds pour le Caucase.

Cette association est une branche de la Fondation Jamestown, une agence de presse créée par la CIA.

Il est trop tôt pour conclure sur ce qui s'est réellement passé à Boston. Une chose cependant est sûre : le FBI ment. - Réseau Voltaire 27.04

[C'était la moindre des choses quand même !](#)

- Le nouveau gouvernement italien bien accueilli par les marchés - L'Expansion.com

[Réactionnaire for ever](#)

- Rejet de l'anglais à l'université : défense de l'exception française ou réflexe archaïque des élites ? - Atlantico.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[«Mur des cons» suite et fin.](#)

- «Mur des cons»: Le journaliste à l'origine de la vidéo assume, France 3 ouvre une procédure disciplinaire - 20minutes.fr

- Clément Weill-Raynal : «Oui, j'ai filmé le "mur des cons" et j'en suis fier» - LeParisien.fr

Etre con et fier de l'être, généralement cela va ensemble !

On a compris le fin mot de cette histoire minable, Atlantico.fr a déclaré que ce n'était pas un journaliste qui lui avait remis ce film mais un "avocat apolitique et non syndiqué", en réalité la soeur de ce journaliste! Explication.

La soeur de Clément Weill-Raynal, Aude Weill-Raynal, est avocate proche de Gilles-William Goldnadel avec qui elle préside l'association Avocats sans frontières, Gilles-William Goldnadel anime un blog nommé Blogdanel dans lequel on trouve une multitude d'articles qu'il a rédigés et qui sont parus dans le portail Atlantico.fr, et à la suite des articles publiés par Atlantico.fr on trouve dans la rubrique "décryptage" la sous-rubrique "La semaine Goldnadel", ainsi la boucle est bouclée de cette vulgaire provocation orchestrée par un des courant néolibéral et sioniste de la droite. (source Rue89)

Un complément pour montrer qu'il ne peut y avoir méprise sur la personne et ses intentions.

- Un procès avait opposé Clément Weill-Raynal au journaliste de France 2 Charles Enderlin, qui avait porté plainte pour complicité de diffamation.

Il était question de l'affaire al-Dura, du nom d'un enfant palestinien mort dans un échange de tirs dans la bande de Gaza, le 30 septembre 2000.

Sous le pseudonyme de Daniel Vavinsky, Clément Weill-Raynal avait signé un article dans le magazine Actualité Juive. Il remettait en cause le travail de Charles Enderlin, convaincu d'une gigantesque manipulation des images. Une thèse qu'il n'est pas le seul à défendre, puisque des théoriciens du complot hurlent à la scénarisation depuis des années.

Dans ce procès, Clément Weill-Raynal est condamné en première instance puis en appel. Il était défendu par sa sœur, Aude Weill-Raynal, avocate proche de Gilles-William Goldnadel avec qui elle préside l'association Avocats sans frontières.

A l'époque, Rue89 avait rencontré son frère jumeau, Guillaume Weill-Raynal. Brouillé avec le reste de la fratrie, celui-ci accusait

son frère et sa soeur d'avoir dérivé vers la droite dure juive. Déjà convoqué par la direction

Quand Clément Weill-Raynal pense que quelqu'un a été antisémite, il publie une tribune. En 2011, l'une d'entre elles, « *Quand France Inter crache sur les Juifs* » lui vaut un communiqué de la Société des journalistes de Radio France :

« *Le 6 janvier, une trentaine de membres de la Ligue de Défense Juive se sont introduits dans les locaux de France Inter. Pour justifier cette intrusion, ils montraient un texte écrit sur son blog par Clément Weill-Raynal, intitulé " Quand France Inter crache sur les Juifs ".*

Dans ce texte, ce dernier, par ailleurs journaliste à la rédaction de France 3, citait – et tronquait – plusieurs témoignages diffusés le 22 décembre sur notre antenne, témoignages recueillis par notre correspondant à Jérusalem, Frédéric Barreyre. » Rue89 29.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

Le parti conservateur d'Angela Merkel a répliqué de manière cinglante lundi aux récentes critiques des socialistes français à l'égard de la politique de la chancelière allemande, accusant le gouvernement en France d'essayer d'occulter les problèmes de ce pays.

Le porte-parole de la chancelière avait pourtant semblé vouloir apaiser les tensions en faisant une claire distinction entre des critiques exprimées par un parti politique et l'action du gouvernement français.

Jugeant la relation franco-allemande "essentielle", le porte-parole, Steffen Seibert, avait souligné que les critiques ayant figuré dans l'ébauche d'un texte rédigée par les socialistes français avant un congrès de leur parti n'avaient rien à voir avec le travail entre les deux gouvernements. "*Ce qui compte pour nous, c'est l'action du gouvernement*" français, a-t-il martelé.

Mais le parti conservateur de Mme Merkel a réagi plus durement, épinglant le gouvernement de Jean-Marc Ayrault.

"*Le gouvernement de gauche (français) ne peut détourner l'attention du fait que la France a besoin de réformes structurelles profondes*", a déclaré Andreas Schockenhoff, vice-président du groupe parlementaire CDU/CSU, dans un communiqué.

"*Les attaques infondées de responsables socialistes français de haut rang contre la chancelière sont inhabituelles et inappropriées pour la relation franco-allemande*", a jugé M. Schockenhoff qui préside le groupe d'amitié franco-allemande au Bundestag.

"*Elles montrent avant tout le désespoir dans lequel se trouvent les socialistes français du fait que, même un an après leur arrivée au pouvoir, ils ne trouvent aucune réponse convaincante aux problèmes financiers et économiques de leur pays*", a-t-il ajouté.

Le porte-parole du gouvernement allemand a cependant loué la qualité de la coopération franco-allemande. "*Ce qui compte pour nous, c'est (...) la coopération directe avec le président français (François Hollande), le Premier ministre (Jean-Marc) Ayrault, et les ministres*", a déclaré Steffen Seibert.

Si on regarde cela, "*il se dégage une toute autre image*" de nos relations, a-t-il souligné.

"*Sans cette union étroite entre la France et l'Allemagne, il ne peut y avoir de progrès en Europe, il faut le savoir et la chancelière le sait*", a-t-il insisté.

"*L'Allemagne et la France travaillent à la préparation d'une proposition commune (pour avancer vers une plus grande intégration en Europe) qui puisse être présentée aux partenaires européens*", en vue du sommet de juin, a ajouté M. Seibert, sans donner plus de détails.

Pour le ministre allemand des Affaires étrangères Guido Westerwelle, "*le débat actuel sur l'avenir de l'Europe n'est pas un conflit entre la France et l'Allemagne, mais une discussion nécessaire entre des écoles politiques différentes sur le bon chemin (à emprunter) pour sortir de la crise*".

Dans un entretien à paraître mardi au quotidien allemand régional Kölner Stadtanzeiger, le commissaire européen à l'Energie, l'Allemand Günther Öttinger, a appelé la France à poursuivre ses réformes structurelles, notamment celles concernant le marché du travail, les retraites et la suppression de postes dans le service public.

L'opposition allemande de gauche a cependant défendu le droit d'attaquer Mme Merkel. *"Les critiques des socialistes français contre la politique rigide d'économie ordonnée par Berlin sont représentatives de la position d'autres partenaires et partis européens et sont dans l'ensemble légitimes et justifiées"*, a estimé Rolf Mützenich, porte-parole du groupe social-démocrate au parlement allemand.

Le président du groupe des Verts, Volker Beck, a estimé que *"nos amis français (avaient) le droit de contredire Merkel"*. *"Ce n'est pas un crime de lèse-majesté"*, a-t-il dit. *"Une politique de rigueur à la Merkel, qui ne fait pas attention aux conséquences économiques, (...) ne conduit pas à la consolidation budgétaire"*, a-t-il plaidé.

Le gouvernement français a pris soin de prendre ses distances envers le virulent projet de texte du Parti socialiste français paru vendredi qui qualifiait Mme Merkel de *"chancelière de l'austérité"* et l'accusait d'*"intransigeance égoïste"*. AFP 29.04

Ils sont tous d'accord sur les objectifs à atteindre, là où ils divergent c'est sur *"le bon chemin (à emprunter) pour sortir de la crise"*, empêcher que le capitalisme ne s'effondre totalement, brusquement.

Si vous prenez tous leurs discours, vous aurez remarqué qu'ils sont tous préoccupés uniquement par les aspects économiques et financiers de la crise, les intérêts de l'oligarchie financière quoi, et lorsqu'ils daignent se pencher sur le sort des travailleurs, c'est pour leur taper dessus, *"poursuivre ses réformes structurelles, notamment celles concernant le marché du travail, les retraites et la suppression de postes dans le service public"*.

Et que la *"coopération directe avec le président français (François Hollande), le Premier ministre (Jean-Marc) Ayrault, et les ministres"* soit excellente, on n'en a jamais douté un instant.

2- Syrie

2.1- Le secrétaire général du Hezbollah, qui vient d'arriver, à Téhéran, pour participer à la conférence consacrée aux révolutions arabes, avait rencontré, auparavant, à Beyrouth, le vice-ministre russe des A.E Bogdanov. Les analystes affirment que l'axe des conversations avait tourné autour de l'éventuelle intervention armée des puissances occidentales, d'Israël et de leurs alliés arabes et turcs, contre la Syrie.

Les discussions ont duré quatre heures et les parties ont affirmé la nécessité de trouver une solution syro-syrienne à la crise. *"Ni la Russie, ni le Hezbollah, ne permettront que soit utilisée une solution autre que politique, en Syrie. Les deux parties rejettent, fermement; tout recours à la solution militaire et à l'ingérence étrangère; en Syrie"*, a affirmé une source présente aux entretiens.

Bogdanov s'est fait accompagner, au cours de sa rencontre avec Nasrallah, par l'ambassadeur russe. Selon les analystes, le voyage de Nasrallah, à Téhéran, l'une de ses rares visites publiques, à l'étranger, devra se comprendre, dans le sens de la formation d'une alliance impliquant la Russie, l'Iran et le Hezbollah, et qui est destinée à faire face à une éventuelle agression étrangère contre la Syrie. french.irib.ir 29.04

2.2- Selon le journal sioniste, *"Maariv"*, les chasseurs sionistes viennent de frapper un centre de commandement et un centre de recherche, à Damas!

L'aviation sioniste aurait violé, dimanche, l'espace aérien syrien, et bombardé un centre de recherche, sur les armes chimiques syriennes. Toujours, selon ce rapport, l'aviation israélienne aurait, également, frappé un centre de recherche militaire, à Damas. Le journal fait, également, état du survol du palais présidentiel syrien, avant de se heurter au feu nourri des unités de DCA de l'armée syrienne. Les sources israéliennes n'ont pas réagi à cette information, tout comme les sources syriennes. Au mois de janvier, l'aviation israélienne a bombardé, dans la banlieue de Damas, un centre de recherche militaire. Deux personnes ont été tuées, et cinq autres, blessées. french.irib.ir 29.04

[Haut de page ↗](#)